N° 3113 – JUIN 2022

www.jeuneafrique.com

jeune afrique



ÉCONOMIE
COMMENT L'AFRIQUE DOIT RECONQUÉRIR SA SOUVERAINETÉ

ALGÉRIE-MAROC-ESPAGNE
LA GUERRE DU GAZ

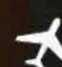
SÉNÉGAL
INTERVIEW EXCLUSIVE

MACKY SALL : « MON TRAVAIL EST LOIN D'ÊTRE ACHEVÉ »

CÔTE D'IVOIRE
LE GRAND TOURNANT

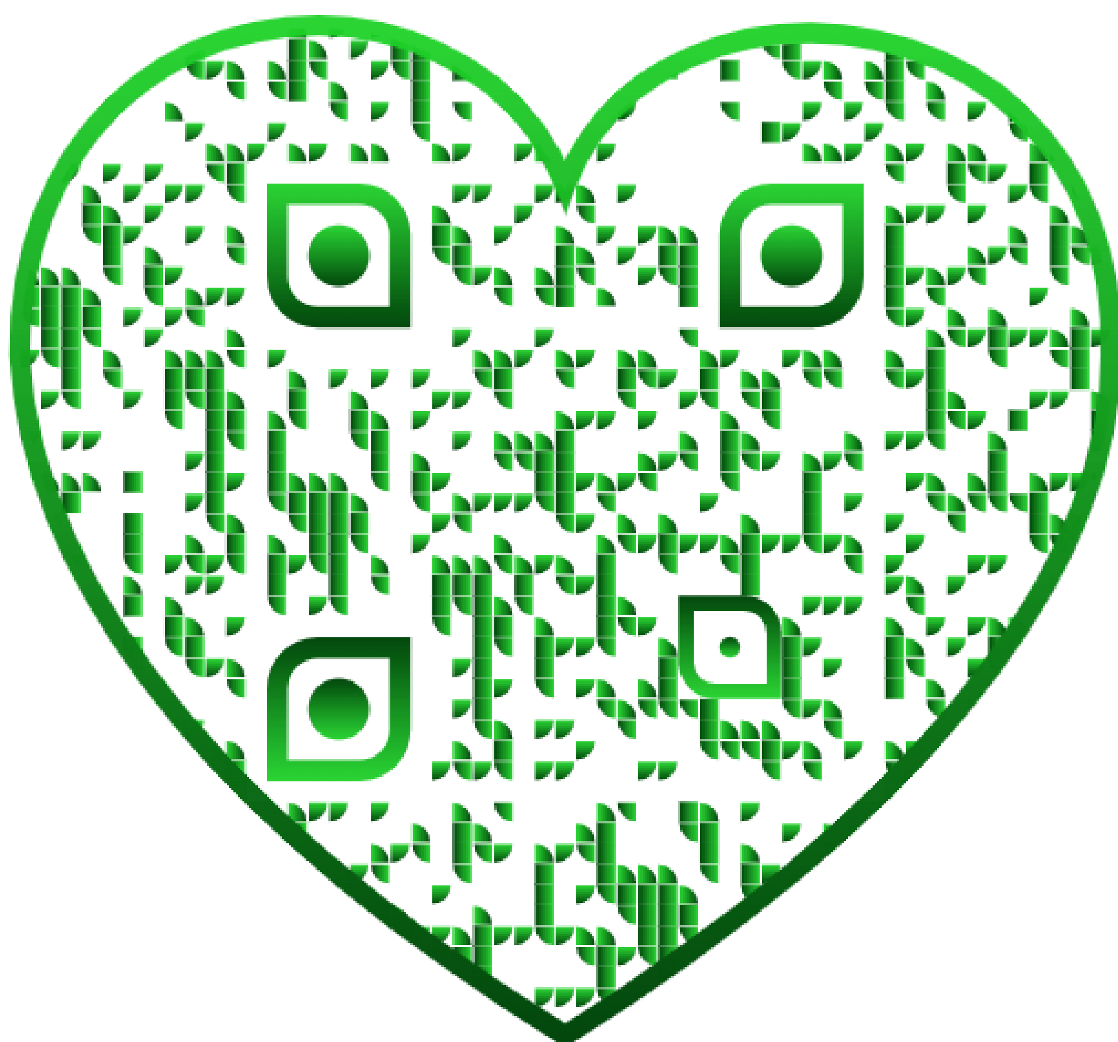
Fin des tensions politiques, réorganisation de l'exécutif, relance économique… Dix-huit mois après la réélection d'Alassane Ouattara, le pays est aujourd'hui confronté à de nouveaux défis, dans un contexte délicat. Saura-t-il les relever?

SPÉCIAL 32 PAGES



Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 $CAN
Espagne 9 € • France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 €
Maroc 50 MAD • Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 €
Portugal 9 € • RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF
Tunisie 8 TDN • TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4 800 F CFA
ISSN 1950-1285





WITH AFRICA FOR AFRICA

MOBILITY HEALTHCARE CONSUMER INFRASTRUCTURE

Avec un chiffre d'affaires de 6,9 milliards d'euros, un accès à 47 des 54 pays d'Afrique et près de 21000 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur –importation, production, distribution– selon les meilleurs standards internationaux.







www.cfaogroup.com



L'édito

Marwane Ben Yahmed

@marwaneBY

Pourquoi le gaz sénégalais peut changer l'Afrique de l'Ouest

Transformation locale quasi inexistante, trop faible création de valeur ajoutée, et donc d'emplois, industrialisation balbutiante… Riche de ses matières premières, qu'elle exporte à l'état brut un peu partout sur la planète, l'Afrique est régulièrement accusée de se contenter du minimum syndical. Pourquoi la Guinée s'évertue-t-elle à vendre sa bauxite au lieu de l'aluminium qu'elle pourrait produire à partir de ce minerai ? Pourquoi le Gabon exporte-t-il son bois et non les meubles avec lequel ils sont fabriqués en Chine et qu'il est contraint d'importer ? Pourquoi le Nigeria achète-t-il l'essence dont il a besoin alors qu'il est un géant pétrolier ? La réponse est aussi simple que désespérante : parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement ! Le problème numéro un du continent, c'est l'énergie. Sans elle, point de salut. Pas d'usines, pas d'industries, pas de transformation locale, pas d'agriculture moderne, etc. Avec, c'est une autre Afrique qui se dessinerait. Et c'est loin d'être une utopie, car les ressources sont immenses : notre continent, c'est plus de 10 térawatts (TW) de solaire, 350 gigawatts (GW) d'hydroélectricité, 110 GW d'éolien, 15 GW de géothermie… Sans parler des hydrocarbures, toujours indispensables à la production d'électricité.

Prenons un exemple concret : grâce au gaz, dont il va devenir producteur d'ici quelques mois, le Sénégal pourrait bien changer de dimension économique. Dans des proportions qui n'ont rien à voir avec les seules recettes directes qui viendront alimenter les caisses de l'État, et donc son budget. Ce gaz peut être un véritable *game changer*, comme disent les Anglo-Saxons, à condition de voir grand. L'Afrique de l'Ouest tout entière devrait d'ailleurs en profiter. L'ambition du Pays de la teranga de devenir le hub de transformation minière de la région grâce à ses importants gisements gaziers pourrait être un levier de développement socio-économique sans précédent sur le continent.

Le problème numéro un du continent, c'est l'énergie. Sans elle, point de salut.

Au-delà de la rente d'exportation de minerais stratégiques et d'hydrocarbures, les pays africains devraient résolument s'inscrire dans la chaîne de valeur industrielle mondiale en tirant profit des opportunités qu'offre la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine) par la création d'un nouveau marché intégré intermédiaire.

La transformation des ressources minières sur le sol africain est plus que jamais d'actualité dans un contexte de tensions géopolitiques où les cartes sont rebattues en matière d'approvisionnement en gaz naturel pour l'Europe et en fertilisants pour l'Afrique. En outre, l'Afrique de l'Ouest a un double atout : la complémentarité des ressources de son sous-sol (gaz sénégalais, bauxite guinéenne ou fer sierra-léonais) et sa proximité avec l'Europe.

Gérée avec ambition, cette manne pourrait multiplier par trois le PIB du pays en dix ans !

Revenons à la bauxite produite en Guinée : elle est vendue au port de Conakry 30 dollars la tonne, alors qu'elle vaut 400 dollars la tonne transformée en alumine et 3 000 dollars la tonne en aluminium. Une multiplication par 100 de sa valeur ajoutée grâce à un processus industriel qui n'a rien de sorcier, pour peu que l'on dispose d'électricité.

Ainsi, au-delà de la rente financière, la transformation de la bauxite en aluminium sur place permettrait d'augmenter la demande en gaz naturel et en électricité, ce qui aurait pour effet de valoriser les réserves en gaz de l'Afrique et ainsi contribuer à l'essor économique du continent. Pour une transformation de 87 millions de tonnes de bauxite jusqu'à l'aluminium, on aurait besoin d'environ 38 centrales à cycle combiné au gaz (CCGT) de 1 GW consommant chacune en moyenne 4,2 millions de m³ par jour de gaz naturel, soit au total près de 161,7 millions de m³ par jour. Appliqué à la transformation des autres minerais (fer, or, phosphates, zircon...), la demande énergétique pour la valorisation des ressources naturelles serait forte, mais l'Afrique est en mesure de la satisfaire avec plus de 13 000 milliards de m³ de réserves prouvées de gaz naturel.

En somme, ce gaz permettra la production d'électricité, donc l'industrialisation, donc la transformation locale, le développement d'une agriculture moins archaïque, mécanisée et aux meilleurs rendements (ce qui rendra possible la production de ce qui est aujourd'hui importé), la production d'engrais (la production de l'urée, synthétisée à partir de l'ammoniac et du dioxyde de carbone, est pratiquement toujours associée à celle du gaz naturel), etc. C'est un cercle vertueux inouï qui pourrait profiter au plus grand nombre, en créant les emplois qui absorberont la masse de nouveaux arrivants dans tous les secteurs de l'économie. Et en permettant à l'État de consacrer ses nouvelles ressources à l'essentiel : libérer les laissés-pour-compte du carcan de la pauvreté dont ils sont prisonniers, investir massivement dans l'éducation et la santé.

Gérée avec ambition et une vision stratégique la plus large possible, cette manne, d'après certains experts comme Mamadou Fall Kane, le secrétaire adjoint du Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz sénégalais (COS Petrogaz), peut être un véritable catalyseur. Et multiplier par trois le PIB du pays en dix ans ! À condition de ne pas commettre les mêmes erreurs que la plupart des producteurs africains historiques d'hydrocarbures (Nigeria, Angola, Algérie, Tchad, Gabon, Congo, Guinée équatoriale, etc.) ●

Humour et sagesse

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.
M.B.Y.

On nous demande d'aimer ou de détester tel ou tel pays et tel ou tel peuple. Mais nous sommes quelques-uns à trop bien sentir nos ressemblances avec tous les hommes pour accepter ce choix.
Albert Camus

On a toujours tort d'essayer d'avoir raison devant des gens qui ont toutes les bonnes raisons de croire qu'ils n'ont pas tort.
Raymond Devos

Ne juge pas la journée en fonction de la récolte du soir, mais d'après les graines que tu as semées.
Robert Louis Stevenson

Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse.
Nelson Mandela

Lorsqu'on se cogne la tête contre un pot et que ça sonne creux, ce n'est pas forcément le pot qui est vide.
Confucius

Aujourd'hui, les gens connaissent le prix de tout et la valeur de rien.
Oscar Wilde

MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés, présents dans 19 pays sur le continent africain, pour vous accompagner dans tous vos projets d'avenir.

C'EST VOUS L'AVENIR
SOCIETE GENERALE

Société Générale, S.A. au capital de 1 046 405 540 € – 552 120 222 RCS PARIS – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Crédit photo : Vitaly Yurasov – Mars 2022.

SOMMAIRE

3 **L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

8 **L'homme du mois**
Mohammed Ben Zayed

12 **Dix choses à savoir sur…**
Lloyd Austin

14 **Le match**
Faustin-Archange Touadéra *vs* Emmanuel Macron

16 **Le jour où…**
« On m'a volé la victoire », par Martin Fayulu

18 **L'actu vue par…**
Aya Cissoko, ex-championne du monde de boxe, conférencière et comédienne

20 **L'œil de Glez**
France bashing

22 **Le dessous des cartes**
L'empire Afrikan Parks

24 **Partis pris**
Faut-il juger Alpha Condé?, par François Soudan

26 Les abstentionnistes, enfants gâtés de la démocratie?, par Aïda N'Diaye

28 Doux commerce, par Joël Té-Léssia Assoko



ENQUÊTE

30 **Samba Bathily**
Itinéraire d'un Tapie africain





POLITIQUE

42 **Sénégal**
Entretien avec Macky Sall, chef de l'État

50 **Ce jour-là**
27 juin 1977: Djibouti proclame son indépendance

52 **Mali**
Les illusions perdues de Karim Keïta

58 **RD Congo**
Chez les Tshisekedi, la politique en famille

64 **Gabon**
Rencontre avec Steeve Nzegho Dieko

66 **Cameroun**
La méthode Atanga Nji

72 **Tribune** Affaire Shireen Abou Akleh: Israël, toute honte bue

74 **Algérie-Maroc-Espagne**
La guerre du gaz

80 **Tunisie**
La garde rapprochée de Kaïs Saïed



OBJECTIF BURUNDI

86 **Petit État, grandes ambitions**

INTERNATIONAL

110 **Afrique-France**
La diplomatie des territoires



ÉCONOMIE

120 **Agro-industrie**
Souveraineté alimentaire: les solutions du secteur privé

126 **Tribune**
Zlecaf: le secteur privé doit prendre les commandes

128 **Politique économique**
Dette: prémices d'une nouvelle ère

134 **La galaxie de**
Benedict Oramah, PDG d'Afreximbank

136 **Gestion d'actifs**
Fini la retraite!

140 **Santé**
Interview d'Amadou Alpha Sall, administrateur général de l'Institut Pasteur de Dakar

142 **Cybersécurité**
Le rempart ivoirien

146 **Logistique**
Entretien avec Diego Aponte, PDG de MSC

DOSSIER ÉNERGIE

154 **Solaire**
La révolution en marche

FOCUS EMPLOI & FORMATION

166 **Fintech**
Start-up cherchent cadres télécoms

CULTURE

182 **Exposition**
L'Afrique des solutions

190 **Lifestyle**
Aït Manos fait rayonner le zellige

192 **Biennale de Dakar 2022**
Leurs Majestés les Iadoums

194 **Musique**
Benjamin Epps, la voix et la foi

GRAND FORMAT

197 **Côte d'Ivoire**
Jeu décisif

JEUNE AFRIQUE & VOUS

263 **Le tour de la question**

264 **Ce jour-là…**

266 **Post-Scriptum**

PHOTOS DE COUVERTURE: ISSAM ZEJLY POUR JA; MONTAGE JA; PRÉSIDENCE DU SÉNÉGAL

jeuneafrique

Fondateur: Béchir Ben Yahmed, le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social: 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Amir Ben Yahmed
Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication: Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction: François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements: Service abonnements Jeune Afrique, 235 avenue le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt
Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel: regie@jeuneafrique.com

ACPM
LE TIERS DE CONFIANCE
LA VALEUR DES MÉDIAS

Imprimeur: Siep – France
Commission paritaire: 1026 D 80822
Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285



Abonnez-vous à **jeuneafrique**



Découvrez toutes nos offres d'abonnement sur **jeuneafrique.com** ou contactez-nous au +33 (0)1 44 70 14 74

L'homme du mois

Mohammed Ben Zayed

À la croisée des voisins

Le nouvel émir d'Abou Dhabi a fait des Émirats arabes unis une puissance influente du Golfe. Mais, pour conserver son autonomie vis-à-vis de l'Arabie saoudite de Mohammed Ben Salman, il doit opérer un délicat virage géopolitique.

Il l'était de fait, il l'est désormais de droit. Mohammed Ben Zayed Al Nahyane (dit MBZ), émir d'Abou Dhabi et homme fort du pays, est devenu le président des Émirats arabes unis (EAU) le 14 mai. Il succède à son demi-frère, Khalifa Ben Zayed Al Nahyane, décédé la veille, qui lui avait laissé les rênes du pouvoir après son accident vasculaire cérébral de 2014.

Le chef de l'État français a été le premier dirigeant occidental à se rendre à Abou Dhabi pour lui présenter ses condoléances et le féliciter de son accession à la présidence, après son élection par le Conseil suprême des Émirats arabes unis – une formalité expédiée. « Les Émirats arabes unis sont un partenaire stratégique de la France », a déclaré Emmanuel Macron, qui s'était déjà rendu aux EAU en décembre 2021. C'est que, à 61 ans, MBZ prend la tête d'un État désormais bien identifié sur la carte de la géopolitique mondiale. L'appétit pantagruélique des Émirats en avions de chasse – 80 Rafale commandés à la France en 2021 – témoigne d'ailleurs de l'évolution de ce pays relativement marginal au début du siècle, devenu depuis une puissance militaire non négligeable. Une réputation qui lui vaut parfois le surnom de « petite Sparte ».

Qu'on en juge : sitôt arrivé au pouvoir, MBZ lance une campagne militaire au Yémen, soutient à bout de bras le maréchal Khalifa Haftar en Libye, et apporte un appui aussi bien politique que financier au régime militaire égyptien d'Abdel-fattah al-Sissi. *Last but not least,* il normalise les relations de son pays avec Israël en 2020. Ces initiatives ne seront pas toutes couronnées de succès – certaines seront même des échecs patents –, mais MBZ offre indéniablement une autonomie stratégique et diplomatique à son pays, tout en veillant à ne pas froisser l'imposant voisin saoudien.

Mieux : il s'impose en faiseur de rois à Riyad, s'employant, après →



Il a soutenu à bout de bras le maréchal libyen Khalifa Haftar et appuyé le régime égyptien de Sissi.



TAYFUN SALCI/ANADOLU AGENCY VIA AFP

→ la mort du roi Abdallah, en 2015, à écarter le prince Mohammed Ben Nayef de l'ordre de succession au profit de Mohammed Ben Salman. Il active ses réseaux, particulièrement influents à Washington, et laisse courir des bruits sur l'homosexualité supposée du premier, trait rédhibitoire pour diriger le « royaume des deux lieux saints ». Lorsque MBS est nommé prince héritier, en 2017, chacun s'accorde donc à voir en MBZ son véritable mentor.

Et, de fait, l'Émirati entraîne son voisin dans un blocus contre le Qatar, provoquant la plus grave crise diplomatique entre États du Conseil de coopération du Golfe. Abou Dhabi, devenue la capitale des contre-révolutionnaires de tous poils du monde arabe, accuse Doha d'avoir encouragé les Printemps arabes et les Frères musulmans, bêtes noires de MBZ.

Quatre années durant, le Qatar et ses voisins se livrent à une guerre par procuration, tant sur le terrain militaire (en Libye) que diplomatique (en Afrique) et médiatique (en Occident). Chaque fois selon la même configuration, que ce soit en Libye, au Soudan ou en Égypte :

Prince héritier, MBZ a fait montre d'un caractère de fonceur. Président, il devra se faire funambule.

Doha finance les courants révolutionnaires proches des islamistes quand Abou Dhabi appuie des régimes militaires autoritaires.

Mais de l'ambition à l'hybris, il n'y a qu'un pas, et il semble que MBZ l'ait franchi. Loin d'être un simple affidé de ce dernier, Mohammed Ben Salman se révèle capable de mener sa propre réflexion stratégique. Au début de 2021, le prince héritier saoudien, qui n'y a gagné qu'une mauvaise publicité, notamment durant l'affaire de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, juge que la crise avec le Qatar n'a que trop duré.

Spectaculaire volte-face

Contre l'avis de MBZ, il décide de mettre en scène une réconciliation en grande pompe à Al-Ula, en Arabie saoudite, à laquelle sont conviés tous les responsables des États ayant pris part au blocus contre le Qatar. Vexé de se voir ainsi forcer la main, MBZ envoie Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, le vice-président des Émirats arabes unis et émir de Dubaï, apposer sa signature sur le document qui prévoit la reprise des relations avec Doha. Service minimum.

Alors que l'Arabie saoudite et le Qatar annoncent à qui veut l'entendre qu'ils sont (re)devenus les meilleurs amis du monde, MBZ est quelque peu tenu à l'écart de cette fête des voisins. Sur le plan économique, le royaume s'emploie depuis 2021 à saper les fondements de la puissance émiratie. En juillet, Riyad a par exemple annoncé que les biens produits dans les zones franches de la péninsule ou liés à Israël ne bénéficieraient plus de l'accord sur la tarification douanière entre les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Des restrictions qui s'étendent aux entreprises dont moins de 25 % de la main-d'œuvre est locale.

MBZ en a pris son parti et a décidé d'opérer une spectaculaire volte-face vis-à-vis de la Turquie, en recevant avec tous les honneurs le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en février. Les officiels des deux pays ont même signé une lettre d'intention portant sur la coopération de défense. Une alerte rouge pour l'Arabie saoudite, qui entend être le seul parrain sécuritaire régional des petits États du Golfe.

Ces nouvelles alliances internationales, notamment avec l'État hébreu, permettront-elles à MBZ de se passer du parapluie saoudien et de continuer à mener sa barque de façon autonome ? Prince héritier, MBZ a montré un caractère de fonceur. Président, il devra se faire funambule. ●

Jihâd Gillon


TGSPHOTO/REX/SIPA

Martin Bakole
Originaire du Kasaï-Central, en RD Congo, fils et frère de boxeur, il a intégré le top 10 mondial des poids lourds, à 28 ans.


ANDREW HARNIK/AP/SIPA

Karine Jean-Pierre
Joe Biden l'a choisie comme nouvelle porte-parole de la Maison-Blanche. C'est la première fois que ce poste – très exposé – est attribué à une femme noire.


UN PHOTO/RICK BAJORNAS

Mohamed Abdullahi Mohamed
Battu par Hassan Cheikh Mohamoud lors de la présidentielle du 15 mai, « Farmajo » a échoué à se faire réélire à la tête de la Somalie.


BRUNO LEVY POUR JA

M'jid El Guerrab
Condamné à un an de prison pour « violences volontaires », le député sortant de la 9e circonscription des Français de l'étranger a renoncé à se représenter.

ELSEWEDY ELECTRIC

CONSTRUIRE POUR L'AVENIR
TRAVAUX PUBLICS ET GENIE CIVILS

Bâtiments gouvernementaux | Centres de convention | Immobilier | Hôpitaux | Écoles
Hôtel | Routes | Ponts | Aéroports | Usines

Plus de 240 mégaprojets


Égypte

Nigeria

Comores

Libye

Mozambique

Côte d'Ivoire

Algérie

Tchad











Industriel:
- Projet d'usine de bois MDF
- Atelier Siemens Ramsis II
- Parcs industriels SLP
- Usine de pelletisation EGAT

Infrastructures:
- Terminal à conteneurs Bassin 2 du Port de Sokhna - Travaux partie terrestre dans le port et le terminal
- Mise à niveau de la ligne ferroviaire Le Caire - Alexandrie
- Extension du périphérique du Caire

Bâtiments commerciaux et spéciaux:
- Bâtiments ministériels, Nouvelle capitale du Caire, Égypte
- Grand Hotel Radisson Blu Now de N'djamena, Tchad
- L'hôtel Galawa - Premier hôtel 5 étoiles, Comores
- Projet du nouvel hôpital de Gizeh, Egypte
- SODIC Allegria Club House, Égypte
- Nouvelle Université de Gizeh, Égypte
- Terminal 2 de l'aéroport international du Caire
- Centre de conventions

SUIVEZ NOUS @ ELSEWEDYELECTRIC


+202 275 99 700 - 709
INFO@ELSEWEDY.COM
WWW.ELSEWEDYELECTRIC.COM


Lloyd Austin

Ce général quatre étoiles est le premier Africain-Américain secrétaire à la Défense. Et, il le promet, il ne sera pas le dernier.

1 Pionnier

Lloyd Austin est né en 1953 dans l'Alabama, cinq ans après que le président Truman avait signé un décret abolissant la ségrégation au sein de l'armée. Diplômé de West Point, il a été le premier Africain-Américain à commander une division d'infanterie au combat et à diriger, entre 2013 et 2016, le Commandement central des armées américaines (Centcom). Depuis que Joe Biden l'a choisi comme secrétaire à la Défense, il a promis de faire une place aux minorités et de s'assurer qu'il ne serait pas le dernier Africain-Américain à occuper ce poste.

2 Militaire de carrière

Il a fait toute sa carrière sous les drapeaux, jusqu'en 2016. Sa nomination à la Défense a été perçue comme allant à l'encontre de la promesse du nouveau président de confier le contrôle de l'armée à un civil.

3 Éducation catholique

Élevé par une mère dévote, il a un temps envisagé d'intégrer Notre Dame (Indiana), la principale université de recherche catholique du pays. C'est lors d'offices religieux célébrés en Irak, où il commandait les forces américaines, qu'il a fait la connaissance de Beau Biden, le fils (aujourd'hui décédé) de l'actuel président.

4 Proche de Biden

Il a largement bénéficié du soutien des principaux alliés de Joe Biden dans l'armée, et en particulier de celui du général Stanley McChrystal, ex-chef du Joint Special Operations Command (JSOC). Il partage en grande partie la vision du monde du président Biden, notamment son scepticisme à l'égard des interventions américaines au Moyen-Orient, sa foi en la diplomatie et son désir de reconstruire les alliances, mises à mal sous Trump.

5 Discrétion et compétence

Il est autant renommé pour sa discrétion que pour sa compétence, ce qui lui vaut le surnom de « général Silence ». En dépit de la forte polarisation de la vie politique américaine, sa nomination a été approuvée au Sénat par 93 voix contre 2.

6 Contre Daesh

Il a supervisé les campagnes contre l'État islamique en Irak et en Syrie. Il avait déjà l'expérience du terrain irakien : en 2003, il avait été l'un de ceux qui avaient dirigé l'assaut contre Bagdad. Il y est revenu pour prendre le commandement des forces américaines et de la coalition, de septembre 2010 à décembre 2011.

7 Favorable à Sissi

Au Centcom, il a plusieurs fois défendu l'Égypte, ce « partenaire stratégique », alors que Washington envisageait de conditionner une partie de son aide militaire (1,3 milliard de dollars par an) au respect des droits humains.

8 Drones au Sahel

À la fin de 2021, il a informé Paris que Washington continuerait à fournir des drones et des satellites à l'Afrique pour lutter contre les jihadistes, et ce bien que les États-Unis considèrent que l'intervention française est trop axée sur l'aspect militaire.

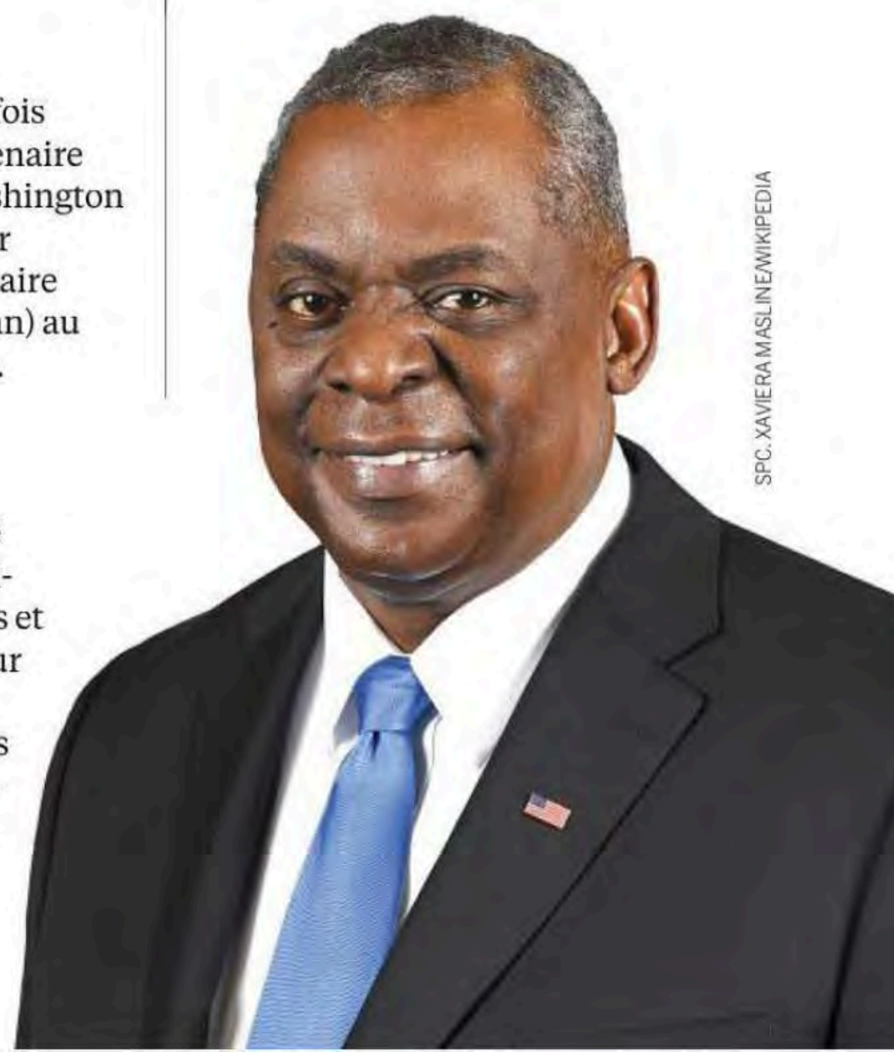
9 Face à la Russie

À la mi-mai 2022, s'entretenant avec Sergueï Choïgou, son homologue russe, pour la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine, il a demandé un cessez-le-feu « immédiat ». Il estime que ce conflit peut être l'occasion de s'assurer que la Russie ne sera plus en mesure d'envahir un jour l'un de ses voisins.

10 Liaisons dangereuses

Après avoir quitté l'armée, il a siégé aux conseils d'administration de Nucor, le plus grand producteur d'acier américain, et de Raytheon Technologies, un mastodonte de l'industrie de la défense, gagnant des millions de dollars en stock-options. Il a été l'un des associés du fonds d'investissement Pine Island Capital aux côtés d'Antony Blinken, avant que ce dernier devienne secrétaire d'État. ●

Julian Pecquet, à Washington



SPC. XAVIERA MASLINE/WIKIPEDIA

EN AFRIQUE, CMA CGM
OUVRE DE NOUVELLES VOIES
POUR LE TRANSPORT
ET LA LOGISTIQUE





BETTER WAYS

Faustin-Archange Touadéra
– 65 ans –

ATOUTS
Il entretient des relations privilégiées avec Moscou et possède de nombreux relais dans les milieux du soft power antifrançais.

HANDICAPS
L'adoption d'une crytomonnaie est une aventure risquée.
La Constitution lui interdit de se représenter en 2026.



STEPHANE AUDRAS/REA

VS



ERIC TSCHAEN/REA

Emmanuel Macron
– 44 ans –

ATOUTS
Influent au sein des institutions financières internationales, il bénéficie aussi du poids diplomatique de la France, notamment à l'ONU.

HANDICAP
L'image de la France s'est dégradée en Afrique.

Guerre froide sur les rives du Chari

En faisant du bitcoin la monnaie officielle de son pays, le Centrafricain poursuit sa stratégie de confrontation avec son pair français, qui espère lui barrer le chemin d'un troisième mandat.

Ce 6 mai, à Bangui, Blaise-Didacien Kossimatchi est remonté. Le coordonnateur de la plateforme Galaxie nationale (GN) a appris qu'une partie de la société civile s'apprêtait à manifester contre la hausse des prix des produits alimentaires. Son sang n'a fait qu'un tour : pour lui, ces protestataires sont poussés dans la rue par les ennemis de la Centrafrique. C'est-à-dire, précise-t-il dans un communiqué, « l'Union européenne, et surtout la France de Macron ». Il appelle ses partisans à stopper ce mouvement. Des veillées d'armes sont prévues, ainsi qu'un rassemblement devant l'ambassade de France. Dans le même document, « Didacien » prévient que ses hommes se réservent « le droit de faire des sévices corporels [sic] sur les fauteurs de troubles ». Ses combattants, dont beaucoup ont fait partie des « requins » – ces miliciens pro-Touadéra qui ont hanté Bangui ces dernières années avant d'être dissous –, n'ont rien à craindre.

Le 9 mai, Kossimatchi est reçu par le directeur général de la police, Bienvenu Zokoué, à qui il détaille sa stratégie pour « bouter hors [du] pays les barbouzes à la solde de la France néocoloniale ». Le grand flic l'assure de son soutien. On ne refuse rien au patron de la GN, que le président, Faustin-Archange Touadéra, appelle affectueusement « mon cadet ».

Blaise-Didacien Kossimatchi est l'une des petites mains de l'équipe qui s'active autour du chef de l'État pour le pousser dans une stratégie de rupture avec la « France de Macron ». Donatien Maleyombo, chef de cabinet du président, en fait partie, tout comme les ministres Sani Yalo, Fidèle Gouandjika, Jean-Claude Rameaux-Bireau et Pascal Bida Koyagbélé. Assisté de la femme d'affaires mauricienne Sandra Boodhun, Koyagbélé est le grand ordonnateur du dernier coup d'éclat de Touadéra : l'adoption, le 22 avril, du bitcoin comme monnaie officielle. L'initiative est censée sauver les finances publiques du désastre – ce qui n'est pas l'avis de la Banque des États de l'Afrique centrale, qui y voit un danger pour la stabilité régionale.

Rencontre avec Paul Biya

Mais la manœuvre est également politique. « Le bitcoin, c'est un moyen de relancer le bras de fer avec la France en tentant de s'affranchir du franc CFA », glisse un proche du Palais. Les faucons de l'entourage de Touadéra en sont d'ailleurs convaincus : depuis le 22 avril, Emmanuel Macron a tenté d'obtenir de la Banque mondiale et du FMI qu'ils suspendent leurs aides à la Centrafrique. La rencontre, au début de mai, entre Christophe Bigot, directeur Afrique du Quai d'Orsay, et le Camerounais Paul Biya a aussi été vue d'un mauvais œil car elle portait sur l'influence russe dans la région.

Proches des intérêts russes, Koyagbélé, Gouandjika et Rameaux-Bireau s'entretiennent régulièrement avec Vitali Perfilev, représentant du groupe Wagner en Centrafrique. Kossimatchi a, quant à lui, organisé des dizaines de manifestations favorables à Moscou, avec un autre cadre de Wagner, Dimitri Sytyi. « Au-delà de l'aspect financier, le bitcoin est un coup de poker politique : soit Touadéra réussit à s'affranchir de la tutelle de la France, soit Paris le met dos au mur », explique un diplomate en poste à Bangui. « C'est l'ours et les requins contre le coq », s'amuse-t-il.

« Macron fait figure de premier opposant à un troisième mandat de Touadéra, précise la même source. Pour les faucons, une rupture avec la France permettrait d'ouvrir la porte à ce mandat. » Le dirigeant centrafricain espère en effet modifier la Constitution pour pouvoir se représenter en 2026. Paris, qui a déjà fait connaître son désaccord, ne cesse de dénoncer le risque que représentent, à ses yeux, l'adoption d'une politique cryptomonétaire et le maintien d'un prorusse au pouvoir. « Nous ne pouvons laisser la Russie se servir du bitcoin pour contourner les sanctions internationales qui lui sont imposées [depuis la guerre en Ukraine] », confie un cadre du Quai d'Orsay.

Bagarre avec Poutine

Les Français pourront-ils compter sur des appuis à Bangui ? L'opposition, dont les leaders ont passé de nombreux mois à l'étranger ou vivent en exil, peine à se faire entendre. Au sein de la majorité, le ministre des Finances, Hervé Ndoba, et le chef du gouvernement, Félix Moloua, se sont tenus éloignés du « projet bitcoin », se contentant d'appliquer les ordres du Palais. Ils ont réservé leurs critiques à un cercle très privé.

Les ex-Premiers ministres Firmin Ngrebada, aujourd'hui député, et Henri-Marie Dondra, démissionnaire du parti présidentiel, ainsi que le patron de l'Assemblée nationale, Simplice Mathieu Sarandji, pourraient eux aussi compter. Tous trois ambitionnent de succéder à Touadéra. Il paraît pourtant peu probable que Ngrebada, resté proche des Russes, fasse alliance avec la France. Sarandji devrait accepter de s'effacer, d'autant que le chef de l'État a placé auprès de lui, comme vice-président de l'Assemblée,

> **« C'est l'ours et les requins contre le coq », s'amuse un diplomate en poste à Bangui.**

un « ami » de Wagner : Évariste Ngamana. « Seul Dondra semble décider à jouer sa carte jusqu'au bout », analyse un observateur. « C'est à qui profitera le mieux de la bagarre entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, se désole un opposant. On est revenu en pleine guerre froide. » ●

Mathieu Olivier

« On m'a volé la victoire »

Martin Fayulu



JEAN-MARC PAU POUR JA

Le 10 janvier 2019, à Kinshasa, le candidat attend des heures durant, convaincu que la Ceni va annoncer son élection. Mais rien ne se passe comme prévu.

C'est le 10 janvier 2019, vers 3 heures du matin, que le président de la Commission électorale nationale indépendante [Ceni] a annoncé les résultats de la présidentielle. Mais tout avait débuté plus tôt, le mercredi 9 janvier à l'aube, par des heures et des heures d'attente.

Sans rien changer à mes habitudes, j'avais commencé par faire du sport. Il fut un temps où je marchais le long du fleuve, à deux pas de l'hôtel Faden House, transformé en QG de la coalition Lamuka. Comme la situation était tendue, on m'avait conseillé de rester à l'intérieur de la parcelle. Je faisais des tours le long du mur d'enceinte, durant une heure, chaque jour.

L'élection avait eu lieu le 30 décembre 2018. J'étais un peu fatigué : pendant la campagne, j'avais perdu 7 ou 8 kg et j'avais le visage très marqué. Mais je n'étais pas stressé. La ville bruissait pourtant de rumeurs. On craignait des manipulations. J'avais malgré tout bon espoir. Des résultats officieux annonçaient notre victoire. Le 1er janvier, un prêtre qui avait les chiffres de la Cenco [conférence épiscopale] nous avait proposé une réunion avec Vital Kamerhe pour ressouder Lamuka. À l'heure dite, Vital n'est pas venu. Le 3 janvier, j'avais eu une réunion avec Corneille Nangaa, le président de la Ceni, Félix Tshisekedi et l'ex-président malien Dioncounda Traoré, chef de la mission électorale de l'UA. Traoré avait dit à Nangaa qu'il savait qui avait gagné et que, si les résultats annoncés n'étaient pas les bons, il parlerait – il ne l'a finalement pas fait, et je n'ai jamais compris pourquoi l'UA s'était défilée.

Chez Denis Sassou Nguesso

Le 4 janvier, Leïla Zerrougui, la patronne de la mission de l'ONU, m'a proposé d'organiser une rencontre avec le président sortant, Joseph Kabila. Le 6, j'ai traversé le fleuve pour aller à Brazzaville car on m'a fait savoir que Denis Sassou Nguesso voulait me voir ainsi que mes concurrents Emmanuel Ramazani Shadary et Félix Tshisekedi. La rencontre s'est très bien déroulée. L'après-midi même, l'ambassadeur de France m'a invité à sa résidence.

> C'est quelque chose qui ne s'explique pas mais qui se ressent : on me traitait avec une déférence particulière.

C'est quelque chose qui ne s'explique pas mais qui se ressent : on me traitait avec une déférence particulière, comme le futur président.

Puis les rumeurs ont repris. On disait que le pouvoir trafiquait les résultats. La rencontre avec Kabila n'a jamais eu lieu, sans que l'on m'en donne la raison. Le 9 dans l'après-midi, la situation s'est encore tendue. J'étais à Faden House, dans mon bureau, avec Ève Bazaïba, du MLC (de Jean-Pierre Bemba), Pierre Lumbi, le secrétaire général d'Ensemble pour la République (de Moïse Katumbi) et Jean-Claude Mwalimu, mon directeur de cabinet. La télévision en bruit de fond, on grignotait, on discutait, c'était long.

Vers 1 heure du matin, Corneille Nangaa est apparu à la télévision. J'étais installé à mon bureau, le discours de victoire que j'avais préparé à côté de moi. Mais là, surprise ! Au lieu d'annoncer les résultats de la présidentielle, Nangaa a commencé par donner ceux des élections provinciales. Je me suis dit que ça sentait le roussi. Enfin, vers 3 heures, il a annoncé la victoire de Félix Tshisekedi. C'était la douche froide. Il y a eu un silence de mort dans le bureau. Ève l'a rompu la première, disant qu'il fallait continuer le combat.

J'ai improvisé un discours de défaite, puis je suis allé retrouver ma femme dans mon appartement de Faden House. À l'aube, je suis allé à mon église prier Dieu. ●

Propos recueillis par Anna Sylvestre-Treiner




QNB
qnb.com

Aya Cissoko

« Ma dignité m'arme et me maintient droite »

Née à Paris, de parents maliens, l'ex-championne du monde de boxe, devenue conférencière et comédienne, s'inquiète de la montée de l'extrême droite.

Jeune Afrique : En France, Emmanuel Macron s'est imposé face à Marine Le Pen. Êtes-vous soulagée ?

Aya Cissoko : Beaucoup se réjouissent de cette victoire, oubliant que l'extrême droite a réuni 42 % des voix. Depuis 2002, elle est de plus en plus forte, tient des discours fascisants de plus en plus violents que les partis politiques dits républicains copient de manière éhontée. Si un parti fasciste arrivait au pouvoir, nous en ferions tous les frais.

On vous entendra peut-être plus pendant les élections législatives que pendant la présidentielle ?

Sans être une grande adepte des réseaux sociaux, j'ai alerté sur la montée de l'extrême droite dans plusieurs posts. J'ai dit ce que j'avais à dire. Le but est que les gens réfléchissent par eux-mêmes. Mes prises de position ne sont pas des postures, elles se fondent sur des lectures, des rencontres et des discussions.

Vous évoquez parfois l'histoire de feu votre mère, son courage, son abnégation : analphabète, elle a perdu son mari et l'une de ses filles dans un incendie criminel, à Paris en 1986. Elle représente pourtant le type d'immigrés que certains aimeraient ne plus voir...

Venir s'installer en France pour suivre son époux aura été un grand déchirement pour ma mère, qui ne maîtrisait ni la langue ni les codes. Pourtant, elle est parvenue à se tenir droite face à l'adversité et à la condescendance. Elle nous a appris à ne pas nous poser en victimes, à nous battre pour survivre, vivre, et continuer d'exister. Tout cela grâce à ce que l'on appelle le *danbé*, c'est-à-dire la dignité. C'est une valeur qu'elle m'a transmise et dont j'ai fait le titre de mon premier livre. C'est une forme de corset qui me construit, m'arme et me maintient droite. Grâce à lui, personne ne me fera douter de mon humanité, de l'histoire à laquelle j'appartiens. Peu importe ce que les uns et les autres disent, je sais ce que je vaux.

La France reconnaît-elle aux jeunes générations africaines cette dignité ?

La France parle d'universalisme et d'humanisme. Ces jeunes n'aspirent qu'à y être intégrés. Elle est là, leur dignité, importante, essentielle. Ils ne veulent pas être des variables d'ajustement.

Comment expliquez-vous que l'on oppose aux militants antiracistes l'universalisme de la France ?

Même au siècle des Lumières, l'universalisme excluait déjà une frange de la population, notamment les Noirs et les femmes. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? L'universalisme a toujours été imparfait. Il suffit de se reporter à l'actualité, au traitement inégalitaire des réfugiés selon leurs origines. Ceux qui donnent de la voix voudraient que l'on tende vers un véritable universalisme qui cesse de stigmatiser et de hiérarchiser. ●

Propos recueillis par Clarisse Juompan-Yakam


FRANCOIS GRIVELET POUR JA



CAISSE RÉGIONALE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE



LA CRRH-UEMOA

Un modèle de refinancement adapté aux réalités des pays de l'UEMOA. Depuis 2012, la CRRH-UEMOA mobilise des ressources longues à des taux compétitifs sur le marché financier régional et/ou auprès des partenaires au développement, au bénéfice de ses banques actionnaires et de SFD, pour le refinancement des prêts à l'habitat consentis à leurs clients.

Au 31 décembre 2021, la CRRH-UEMOA a consenti, en presque dix années d'activités opérationnelles, des refinancements pour un montant total de 281 milliards FCFA pour la promotion du financement du logement, dont 272,5 milliards de FCFA en faveur de 41 banques actionnaires couvrant les 08 pays de l'UEMOA, et 8,5 milliards de FCFA en faveur de 06 SFD de l'Union.

Le capital social de la CRRH-UEMOA est de 10 089 M FCFA au 31 décembre 2021.

La CRRH-UEMOA a été notée par l'agence internationale de notation Moody's pour la première fois en février 2021, et a obtenu la note Ba2 d'émetteur à long terme en monnaie locale, et la note Ba3 d'émetteur à long terme en devises. Ces notes font de la CRRH-UEMOA l'institution de l'UEMOA la mieux notée par une agence internationale, après la BAD et la BOAD. En mars 2022, Moody's a confirmé les notes CRRH-UEMOA, avec une perspective négative, en raison des conséquences potentielles de la crise sociopolitique affectant l'un de ses pays d'intervention, et des sanctions économiques édictées à l'encontre de ce pays par les organisations régionales.

L'agence de notation Bloomfield Investment Corporation a, en 2021, pour la quatrième année consécutive, attribué à la CRRH-UEMOA les notes AA+ à long terme avec perspective stable, et A1+ à court terme avec perspective stable. Ces notes font de la CRRH-UEMOA, depuis 2015, l'un des risques les plus sûrs sur le marché financier régional de l'UEMOA

CRRH-UEMOA, finançons ensemble l'accès à la propriété pour tous.

Nous écrire: infos@crrhuemoa.org - 68, avenue de la Libération - BP : 1172 Lomé - Togo

Adresses : Tel: +228 22 23 27 51 / +228 22 23 27 22 /Fax : +228 22 23 27 52

Site internet : http ://crrhuemoa.org



France bashing

Comment la France du « libérateur » « papa Hollande », fendant la liesse tombouctienne en 2013, est-elle devenue la piñata sur laquelle les manifestants bamakois tapent aujourd'hui avec le plus d'entrain ? Certes, les clameurs des foules ne se confondent pas avec les opinions des peuples.

Certes, chaque contrée souveraine possède le droit de désirer de nouveaux partenariats, sans autre forme d'argument. Certes aussi, le bilan des opérations militaires Serval et Barkhane ressemble à un verre à moitié vide ou à moitié plein – c'est selon. Certes encore, la France n'était pas guidée dans son épopée malienne que par les seuls intérêts altruistes, Paris anticipant les risques terroristes en Europe, cédant pour le reste aux réflexes françafricains ou promouvant le réseau économique postcolonial ou néocolonial – c'est toujours selon. Pour autant, les calicots qui qualifient la France de « génocidaire » ont-ils été écrits par des gens convaincus que Paris a programmé l'extermination physique et systématique de tout le peuple malien ?

Contagion

L'irrationalité et le populisme étant chacun le catalyseur de l'autre, Barkhane et l'ambassadeur gaulois ont été invités à faire leurs bagages, tandis que France 24 et RFI ont été bâillonnées, parfois présentées comme victimes équivalentes des russes RT France et Sputnik. Les captations de Caucasiens manipulant des corps à Gossi, puis des faux comptes sur le Net n'ont été publiquement évoqués par les autorités maliennes qu'en se focalisant sur le doigt qui montrait la lune. Le portrait-robot étant esquissé avant même que ne soit menée l'instruction, il devient superflu de citer « l'État occidental » qui aurait soutenu une « tentative de coup d'État ».

Et voici venue l'heure d'une contagion de manifestations qualifiées d'« anti-françaises », de Ouagadougou, le 27 mars, à N'Djamena, le 14 mai. « Anti-française » ? Les rhéteurs de cette révolution aux références d'extrême gauche et aux méthodes d'extrême droite insistent pour dire qu'ils ne sont pas anti-français, mais plutôt critiques d'une certaine politique d'un certain régime d'une certaine France. Nuance utile pour certains pour conserver un passeport français, pour d'autres pour ne pas être privés de Vache qui rit ou encore pour rallier à leur croisade nationaliste internationalisée un prolétariat présumé vêtu de gilets jaunes. ●

Damien Glez

UBA
United Bank for Africa



Nous savons nous y prendre en matière de finance en Afrique

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.



www.ubagroup.com | Afrique, États-Unis, Royaume-Uni, France | Africa's Global Bank

L'empire African Parks

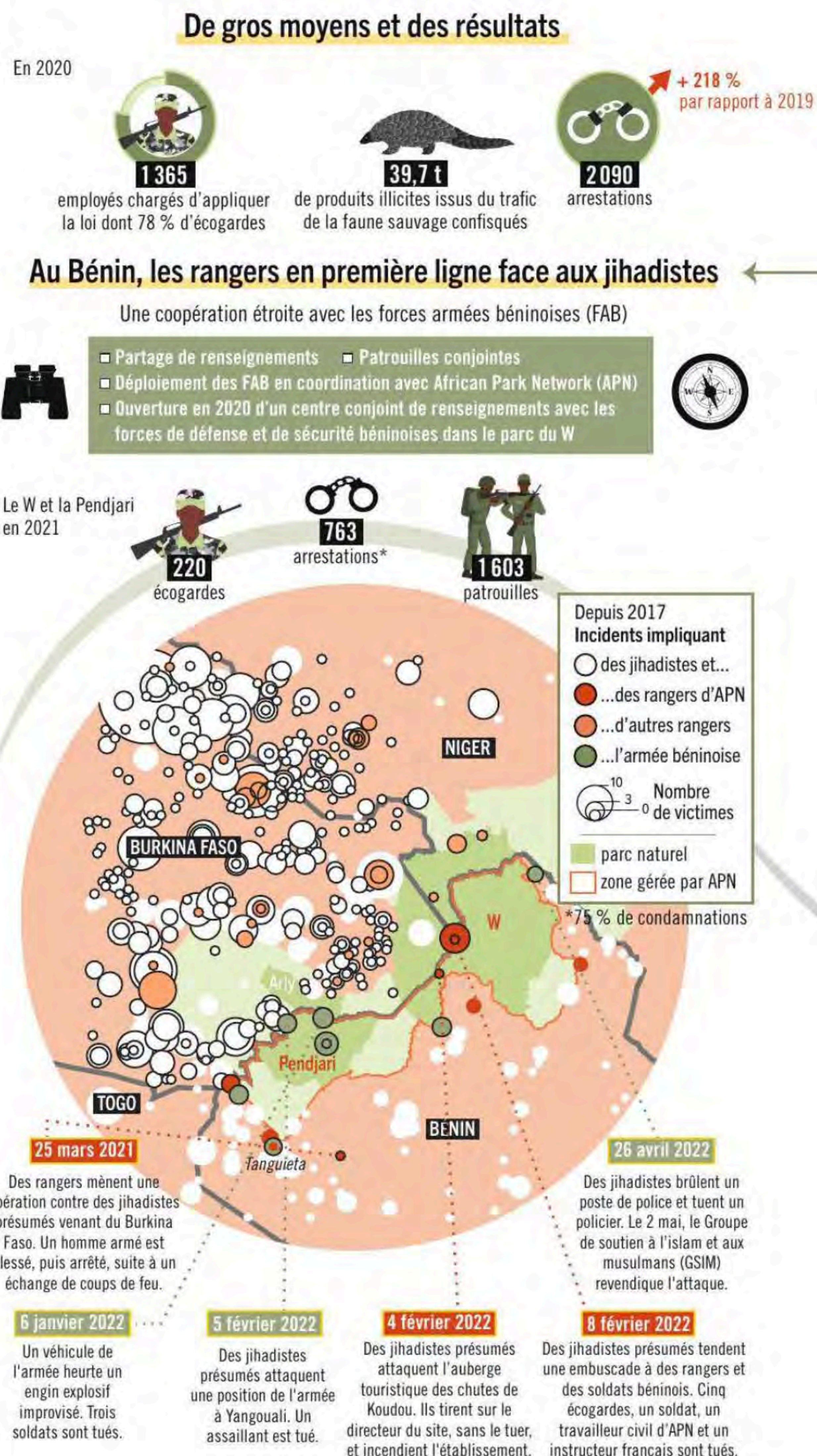
Sur le continent, les gouvernements tendent de plus en plus à déléguer la gestion des espaces naturels à des ONG, voire à des sociétés privées. Et sur ce « marché », African Parks Network (APN) fait désormais figure d'acteur central.

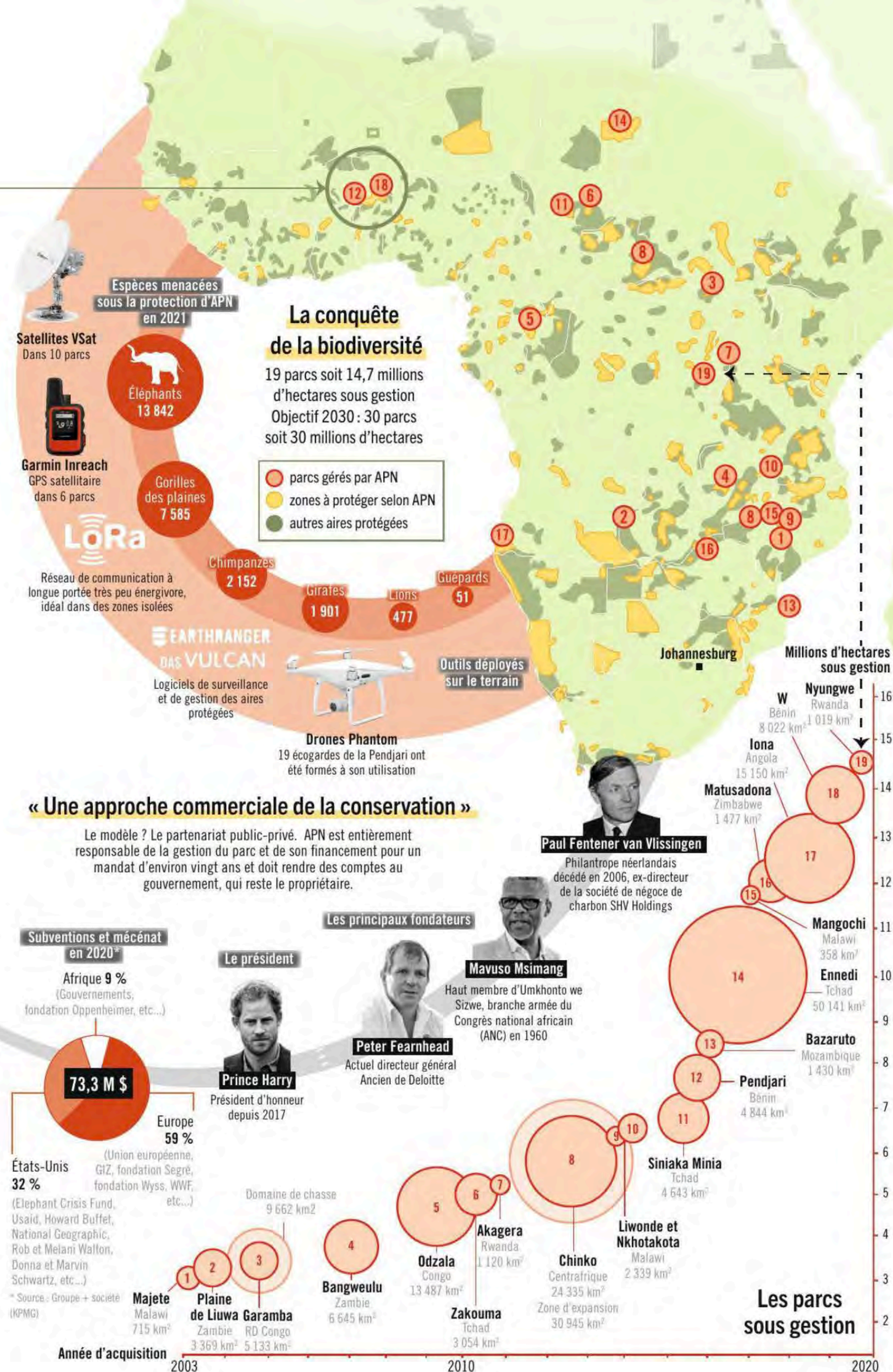
Fondée en 2000, en Afrique du Sud, par cinq personnalités, dont le milliardaire néerlandais Paul Fentener van Vlissingen, ancien dirigeant de SHV Holdings – qui a travaillé avec le régime pendant l'apartheid –, et Mavuso Msimang, figure de l'ANC combattante, l'organisation ne cesse de s'étendre. Des rhinocéros blancs de la Garamba en RD Congo, aux crocodiles de l'Ennedi au Tchad, les 1064 écogardes d'APN veillent à la survie de centaines d'espèces.

Enjeux financiers et sécuritaires

Au-delà de cet objectif de préservation de la richesse naturelle du continent, les enjeux sont multiples. Financiers, d'abord, car aux dotations publiques et privées, il faut ajouter la manne des revenus du tourisme de luxe dans ces espaces protégés. Sécuritaire, aussi, les parcs naturels constituant un lieu de repli idéal pour les groupes armés. Au Bénin, où APN a obtenu la gestion des parcs de la Pendjari et du W, ses écogardes sont en première ligne face aux jihadistes venus du Burkina voisin. En Côte d'Ivoire, des négociations sont en cours pour qu'APN gère le parc de la Comoé, où la katiba Macina tente de s'implanter. Sur ce terrain sécuritaire, APN se voit confier une part croissante de prérogatives régaliennes : partage de renseignements, patrouilles mixtes, contrôle des frontières… De quoi alimenter les critiques de ceux qui s'inquiètent de voir ces acteurs privés – et étrangers – instaurer une forme de « néocolonialisme vert ». ●

Marie Toulemonde et Matthieu Millecamps







Faut-il juger Alpha Condé ?

François Soudan

C'est un vieil homme seul de 84 ans en costume et chaussures immaculés qui, le 21 mai au matin, a pris place à bord d'un avion affrété par son ami le président turc Recep Tayyip Erdogan, à destination d'Istanbul. Le soir, au téléphone, la voix est fatiguée, mais comme soulagée de pouvoir me parler, longuement, après neuf mois ou presque pendant lesquels l'ancien chef de l'État renversé le 5 septembre 2021 s'est morfondu dans la plus haute des claustrations, coupé de tout contact avec l'extérieur. « Pour l'heure, je me préoccupe de ma santé, me confie-t-il. Je ne souhaite pas parler de politique pour de multiples raisons, entre autres le comportement de certains cadres qui m'ont profondément déçu. Ce sont des Guinéens qui n'aiment pas la Guinée. » En Turquie pour une série de check-up après une double opération subie en début d'année à Abou Dhabi, Alpha Condé fait depuis le 4 mai l'objet de poursuites en Guinée pour le plus infamant des crimes : celui d'assassinat et de complicité de meurtre, passible de la réclusion à perpétuité. La prison n'est pas une nouveauté pour lui, qui a connu les cellules infectes de la Maison centrale de Conakry entre 1999 et 2001, en combattant de la démocratie injustement condamné pour atteinte à la sûreté de l'État. Le motif était noble, et la mobilisation en faveur du « Professeur » fut à l'époque panafricaine et allait même au-delà, Jacques Chirac, Madeleine Albright et Nelson Mandela joignant leur voix à celle des militants socialistes qui, de Dakar à Dar es-Salaam, exigeaient sa libération. Vingt-deux ans plus tard, l'« instruction aux fins de poursuite judiciaire par voie de dénonciation » lancée contre Alpha Condé et vingt-six de ses proches sur décision du colonel Mamadi Doumbouya a été accueillie dans un silence de catacombe par les amis et obligés du président déchu, mutiques il est vrai depuis sa chute, il y a neuf mois. Ses ex-pairs, dont certains sont tétanisés par la perspective de subir un sort similaire, préfèrent, eux, regarder ailleurs.

Tribune

Alpha Condé a donc rejoint le club mouvant des anciens présidents africains poursuivis en justice, une demi-douzaine au total. Y figurent le Mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz, le Comorien Ahmed Abdallah Sambi, le Sud-Africain Jacob Zuma, le Burkinabè Blaise Compaoré, le Centrafricain François Bozizé, le Gambien Yahya Jammeh et l'Éthiopien Mengistu Haile Mariam (ces quatre derniers en exil). À Bamako et à Ouagadougou, Bah N'Daw et Roch Marc Christian Kaboré sont en « simple » résidence surveillée, sans être pour l'instant incriminés, alors qu'à l'autre bout de la chaîne judiciaire, après le décès il y a près de un an du Tchadien Hissène Habré, seul le Soudanais Omar el-Béchir croupit actuellement en prison. Il y a de tout dans ce club, tueur en série, prédateur, innocent, et nul doute que, pour le très médiatique avocat français William Bourdon, à l'origine avec son confrère Vincent Brengarth de la plainte contre Condé, ce dernier se doit de figurer au rang des criminels. Il le dit sans ambages, dans une tribune publiée le 14 mai dans nos colonnes. Le problème, c'est que son indignation, ainsi que celle des activistes du Front national de défense de la Constitution (FNDC), au nom desquels il agit, paraît pour le moins sélective.

Pour les colonels Doumbouya et Samoura, le putsch du 5 septembre a joué le rôle d'une ardoise magique.

Sur la liste du procureur général Alphonse Charles Wright, qui recense les présumés auteurs ou complices des violences létales perpétrées entre octobre 2019 et octobre 2020, à Conakry et à l'intérieur de la Guinée, dans le cadre des manifestations contre le troisième mandat d'Alpha Condé, deux noms manquent en effet à l'appel : celui du colonel Mamadi Doumbouya, à l'époque commandant du Groupement des forces spéciales, et celui du colonel Balla Samoura, commandant de la gendarmerie régionale de Conakry. Le premier est devenu chef de l'État depuis le putsch, et le second, commandant de la gendarmerie et directeur de la justice militaire. Ces deux noms figuraient pourtant sur plusieurs listes du FNDC publiées jusqu'en 2021, et de nombreux tweets de militants anti-troisième mandat, ainsi que des rapports d'ONG, ont fait mention du rôle des Forces spéciales, qualifiées de « milice d'Alpha Condé » dans la répression des manifestations, particulièrement en septembre et en octobre 2020. Le coup d'État du 5 septembre 2021 ayant joué le rôle d'une ardoise magique, les deux identités remarquables ont disparu de l'inventaire pour des raisons évidentes. Faute d'être à même de les y rétablir, le procureur Wright et Me Bourdon seraient bien inspirés de considérer qu'ils jouent là une part importante de leur crédibilité.

Fosses communes

Dans le même contexte de vérité et de justice dont les Guinéens ont tant besoin et qui vaut aujourd'hui à Alpha Condé les lourdes accusations dont il fait l'objet, d'autres dossiers doivent être mis sur la table. À commencer bien sûr par celui du massacre du 28 septembre 2009 dans le stade de Conakry – 157 morts et 1500 blessés –, dont devraient répondre deux anciens chefs de l'État en exil, Moussa Dadis Camara et Sékouba Konaté. La Cour pénale internationale (CPI) s'en est saisie, mais l'organisation du procès traîne en longueur. Autre enquête nécessaire : celle concernant la sanglante répression, en pleine contestation du troisième mandat, de la mutinerie du bataillon spécial des commandos en attente du camp Samoreyah de Kindia, les 15 et 16 octobre 2020. Ces anciens Casques bleus de retour du Mali réclamaient le paiement de leur prime, allant jusqu'à exécuter leur propre commandant. Là encore, c'est aux Forces spéciales du colonel Doumbouya qu'Alpha Condé avait confié le soin de réprimer le soulèvement. Largement partagée à l'époque, une vidéo montre le futur putschiste débarquant lui-même des cadavres de mutins de l'arrière d'un pick-up. Toute la lumière devrait également être faite sur le déroulement du coup d'État du 5 septembre 2021, lequel fut tout sauf un dîner de gala. Des dizaines, on parle même d'une centaine, de membres de la garde présidentielle ont perdu la vie lors des combats autour du palais de Sékoutoureya, avant d'être jetés au fond de fosses communes dont l'emplacement n'a, à ce jour, pas été révélé aux familles – et ne le sera sans doute jamais, tant la volonté de la junte de jeter un voile opaque sur les pertes subies ce jour-là, y compris dans ses propres rangs, semble résiliente.

« La Guinée est belle, nous n'avons pas besoin de la violer, on a juste besoin de lui faire l'amour. » Lancée par un Mamadi Doumbouya en plein état de grâce au lendemain du 5 septembre, la métaphore *« peace and love »* de l'ancien légionnaire avait fait gentiment sourire. Neuf mois plus tard, l'accouplement a tendance à devenir toxique. L'annonce par le Comité national de rassemblement pour le développement (CNRD) d'une période de transition minimale de trois ans non rétroactive, dont le décompte commencera après la promulgation de la loi et sa validation par le colonel Doumbouya, suivie par l'interdiction de toute manifestation publique, a dressé contre la junte la quasi-totalité de la classe politique et une bonne partie de la société civile. En province, les opérations de « marquage des domaines de l'État », qui ont déjà valu aux anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo et Sidya Touré de voir leurs domiciles de Conakry présumés mal acquis en partie rasés jusqu'aux fondations, se déroulent sous haute tension. À Kindia, Labé, Pita, Mamou, Coyah, Dalaba, des heurts ont accompagné ces opérations, au cours desquelles des militaires font le tour des villes pour identifier les bâtiments et les terres susceptibles d'être récupérés par l'État. En Moyenne-Guinée, fief de Dalein Diallo, ressurgissent les miasmes anxiogènes de la persécution communautariste. « C'est l'ethnie peule qui est visée ! » s'exclame le président de la Coordination internationale du Fouta-Djalon, Mody Sory Barry, avant d'appeler à la résistance contre un régime où, énumère-t-il, tous les postes clés seraient détenus par des Malinkés. Pour qui connaît la Guinée, ces mots sont d'autant plus inquiétants que les précédents affrontements entre les militaires et les civils ont toujours été, dans ce pays, une histoire de violences.

L'accouplement entre la Guinée et celui qui voulait « lui faire l'amour » est devenu toxique.

Certes, les poursuites judiciaires contre Alpha Condé et l'emprisonnement de plusieurs de ses proches, dont son Premier ministre Kassory Fofana, sont là pour démontrer que le nettoyage auquel se livre Mamadi Doumbouya n'a rien de spécifiquement ethnique. Le problème n'est d'ailleurs pas là. Comme chez tous les officiers putschistes de sa génération – Goïta, Damiba… –, le coup d'État de ce colonel quadragénaire aura été motivé par le souci sincère de recoudre un tissu national déchiré ou menacé de dislocation. Avant que le goût du pouvoir, la volonté de le préserver en écartant tous les concurrents possibles et l'obsession de ne pas être inquiété à l'issue de la période de transition finissent, tel un virus créophage, par absorber les rêves de celui qui voulait faire l'amour à son pays. On en est là. Et cela n'a rien de réjouissant. ●



Aïda N'Diaye
Enseignante, écrivaine et philosophe

Les abstentionnistes, enfants gâtés de la démocratie ?

On a dit beaucoup de choses sur l'abstention lors de la récente élection présidentielle française : 22,23 % au premier tour et 25,44 % au second. J'ai notamment entendu dire que cela mettait en danger la démocratie, que c'était le fait d'irresponsables qui n'y avaient rien compris, n'acceptaient pas de renoncer à leur candidat idéal, etc. Bref, un caprice d'enfants gâtés qui ruineraient le beau cadeau que leur auraient fait leurs ancêtres. En filigrane, la référence n'était pas seulement le passé – et les époques où, en Europe et en France, la démocratie n'était pas encore acquise –, mais aussi l'ailleurs : tous les pays, et notamment ceux d'Afrique, où, aujourd'hui encore, la souveraineté n'appartient pas au peuple.

Un ouvrage récent de Pierre Jacquemot, *Afrique, la démocratie à l'épreuve,* illustre, ne serait-ce que par son titre, cette représentation un peu stéréotypée du continent comme souffrant, dans sa globalité, d'un déficit de démocratie, face auquel notre devoir serait de remplir notre rôle de citoyen. Pourtant, avec des taux de participation aux élections présidentielles qui varient de 34,42 % au Mali en 2018 à 98,15 % au Rwanda en 2017, il semble bien difficile de tirer une conclusion générale sur la démocratie en Afrique.

Surtout, y a-t-il une corrélation entre le taux d'abstention et le niveau d'adhésion, ou de non-adhésion, des citoyens au modèle démocratique ? Peut-on y trouver un signe de sa bonne, ou de sa mauvaise, santé ? Et, enfin, est-il contraire à l'esprit même de la démocratie de s'abstenir ou peut-on revendiquer un droit à l'abstention sans la remettre en question ?

Le bon citoyen est-il celui qui vote à toutes les élections ou celui qui s'engage dans la vie de la cité ?

Il y a, à mon sens, deux arguments principaux en faveur du droit à l'abstention ou qui justifient de penser que celle-ci ne constitue pas un déni de démocratie. D'une part, c'est la seule manière par laquelle le citoyen peut manifester une contestation à l'égard d'un système d'exercice de la souveraineté, de la représentation et du vote qui ne lui convient plus. Loin d'être un refus de démocratie ou une incompréhension de celle-ci, l'abstention peut au contraire, et à condition d'être entendue et analysée, ouvrir un champ de débat et de réflexion (c'est d'ailleurs le cas), notamment sur les modes de scrutins (tirage au sort, proportionnelle, vote par classement, etc.).

Au-delà de la présidentielle

D'autre part, elle montre que la démocratie se joue ailleurs. Concentrer sur le moment de l'élection présidentielle les enjeux démocratiques, ou condamner comme fautifs les abstentionnistes, c'est aussi oublier que la démocratie se joue dans bien des domaines et à bien d'autres moments. D'autres scrutins existent, dont l'importance est peut-être supérieure à la présidentielle.

Ensuite, et surtout, la démocratie se joue à bien d'autres niveaux. Quel est le meilleur citoyen ? Celui qui vote à toutes les élections sans aucune autre forme d'action ou celui qui s'engage, dans une association par exemple ou dans la vie de la cité ? N'est-ce pas la société civile qui, avant tout, fait vivre la démocratie en dehors d'une représentation qui ne peut être qu'imparfaite ? La réponse me semble évidente, et on ne peut dès lors juger de la bonne santé de la démocratie, d'un individu ou d'un peuple à l'aune de la seule abstention. ●



Notre capital humain, notre **réussite** !







Joël Té-Léssia Assoko
Rédacteur en chef adjoint à Jeune Afrique

Doux commerce

Curieux régime de sanctions que celui imposé au Mali par l'Uemoa et la Cedeao. Il réussit l'exploit d'être à la fois brut et lâche, excessif et inoffensif. Dur avec les faibles et doux à l'égard des nantis… Comme l'indiquait JA à la mi-mai, après avoir interrogé plusieurs banquiers, « malgré les sanctions, les banques maliennes résistent bien pour le moment ». Et pour cause. Les multiples exemptions au régime de sanctions – biens alimentaires, énergétiques, pharmaceutiques – autorisent (« officieusement », selon un financier) la BCEAO à laisser se poursuivre les transferts et les paiements liés à ces denrées. Il revient donc au régulateur de faire le tri et de s'assurer que ces transactions concernent bien les aliments et les hydrocarbures, deux des secteurs les plus gangrenés par les circuits parallèles et les inefficiences organisationnelles de toute la sous-région. Aussi, les secteurs les moins modernes de l'économie sont de fait favorisés au détriment de l'industrie et des services.

Le gel officiel des comptes de l'État au guichet unique de la BCEAO n'a pas empêché la junte d'ouvrir des comptes auprès des banques commerciales – qui opèrent ainsi en pleine violation de l'esprit et du texte des sanctions –, comme l'a expliqué dans nos colonnes, le Malien Mossadeck Bally. « Les entreprises du secteur formel ne paient plus leurs impôts en ligne, mais par des chèques qui sont encaissés sur ces comptes », a indiqué le patron du groupe hôtelier Azalaï. Autrement dit, une procédure informatisée et permettant la traçabilité des échanges a été remplacée par un système inefficace et encourageant la corruption. Encore une fois, les acteurs économiques les plus entreprenants, ceux dont les partenaires internationaux obéissent aux

> **Au Mali, toute minute de progrès économique perdue est une tragédie.**

règles de conformité et au régime de sanctions, sont pénalisés au profit des magouilleurs, de l'informel. Les autorités régionales feignent, pour leur part, d'ignorer un arrêt de la Cour de justice de la Cedeao ordonnant la suspension des sanctions, sapant par là même la légalité de toute l'architecture juridique régionale. Il ne fait aucun doute que l'économie malienne souffre déjà grandement du régime de sanctions, malgré les faiblesses et les failles identifiées. Pour un pays où « le taux d'extrême pauvreté en 2019 s'élevait à 42,3 % », selon la Banque mondiale, toute minute de progrès économique perdue est une tragédie.

Asphyxie ou désescalade

Sortir de cette impasse n'est pas aisé. Il est possible d'étendre le régime de sanctions à l'énergie et aux aliments et d'obtenir de la BCEAO une suspension complète de toute transaction avec les banques présentes au Mali. Des sanctions peuvent aussi être adoptées contre les holdings des établissements étrangers qui continuent de refinancer leurs filiales à Bamako. Tout cela est réalisable si l'idée est vraiment d'asphyxier le pays, d'envoyer au diable dix années d'expansion de la finance ouest-africaine, tout en détruisant, pour une génération au moins, l'importante et belle idée de coopération économique.

L'autre option pour les institutions régionales serait la désescalade, faire la part du politique et de l'économie, de la guerre et du commerce. Cela pourrait passer par le maintien du gel des avoirs de l'État à la BCEAO en échange d'une suppression de l'embargo commercial et financier. Une telle décision pourrait être perçue comme un recul, exposant aux quolibets les chefs de la Cedeao. Peut-être. Mais si le ridicule tuait, les responsables de cette institution n'auraient pas installé son siège à Abuja, créature bâtarde des années 1980, ville « nouvelle », ocre et bouffonne, sans passé ni culture ni personnalité.

Concluons : entre deux bombardements, la Russie continue d'indemniser l'Ukraine pour faire transiter son gaz vers l'Europe. Si les Slaves peuvent faire la part des choses, pourquoi pas l'Afrique de l'Ouest ? ●



ABIDJAN
13 & 14 JUIN 2022

Merci



www.theafricaceoforum.com

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

SAMBA BATHILY

Itinéraire d'un Tapie africain

Aussi audacieux que controversé, cet homme d'affaires malien est l'un des entrepreneurs les plus en vue d'Afrique de l'Ouest. Quel est le secret de sa réussite? Quels sont ses réseaux? JA a retracé le parcours de cet ancien protégé d'Alpha Condé.

JULIEN CLÉMENÇOT

Avec les colonels Mamadi Doumbouya et Assimi Goïta, les rapports de Samba Bathily sont encore frais. À Conakry, l'homme d'affaires malien a bien essayé, ces derniers mois, de nouer des liens avec le pouvoir militaire – il a même remis en main propre un mémo sur ses activités dans le pays au président de la transition –, mais l'époque où il était au palais de Sékhoutoureya comme chez lui est révolue. Sa situation n'est pas meilleure à Bamako, où il a aussi perdu son meilleur allié avec le départ forcé, en mai 2021, du président Bah N'Daw.

Qu'importe. À 50 ans, l'entrepreneur sait rebondir. « J'ai vingt-cinq ans d'expérience et j'ai vu quantité de présidents défiler. Quand on ne veut pas de moi, je passe à autre chose », nous confiait-il en octobre 2021, lors de notre première rencontre dans le hall du Marriott des Champs-Élysées. Pour l'heure, il concentre ses efforts sur le Sénégal, où il a rassemblé ses équipes, et poursuit avec une filiale du groupe indien Tata un projet de gestion du réseau de fibre optique du gouvernement, mais aussi sur la République démocratique du Congo (RDC), pour laquelle il fourmille d'idées : un métro avec Alstom ou des unités de production d'eau potable avec la société belge Sotrad. Avec la bénédiction du président Félix Tshisekedi. Les deux hommes se sont connus en Belgique trois ans et demi avant l'accession du fils d'Étienne au pouvoir. Une proximité confirmée par le conseiller du chef de l'État congolais, Jean-Claude Kabongo. « Bathio, c'est une sorte de Bernard Tapie africain, confie un ancien associé. Audacieux, controversé, mais il sait aussi attirer la sympathie. Oui, c'est un opportuniste, mais ce n'est pas un escroc », ajoute-t-il comme pour le dédouaner. À l'image du patron français, ses rapports avec la presse restent binaires. Elle est la bienvenue lorsqu'elle loue ses projets et immédiatement pourfendue lorsqu'elle se fait plus critique. « Seul Dieu peut me juger », s'emporte Bathily.

Fils d'un commerçant djogoramé originaire de la région de Kayes, qui deviendra parlementaire et qu'on surnommera « député aliment bétail » parce qu'il possédait un cheptel de 3000 têtes, le jeune homme renonce aux études de droit entamées à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et se lance d'abord dans le tourisme au pays des Dogons. Puis le natif de Badalabougou, la banlieue chic de la capitale malienne, part en Guinée. Il a alors à peine 25 ans. Selon le mythe du self-made-man qu'il s'est forgé, Samba Bathily aurait trouvé lui-même le contrat qui va le lancer, aiguillé par un ami rencontré en boîte de nuit. La réalité est, comme souvent, plus nuancée. Sa chance, il la doit à Amadou Madani Tall, qui n'est pas encore le conseiller du président Amadou Toumani Touré (ATT) mais un jeune loup de Wall Street alors à la une de la presse internationale. À la recherche de bonnes affaires, ce dernier démarche des sociétés américaines cotées à la petite Bourse →



MONTAGE JA

→ du Nasdaq et prêtes à se lancer sur les marchés africains. C'est pour le compte de l'une d'entre elles qu'Amadou Madani Tall envoie le tout jeune « Bathio » développer la vente de médicaments génériques en Guinée. Sa maîtrise du français et de l'anglais, appris à Anvers dans le quartier des diamantaires, et son discernement sont ses meilleurs atouts. Sa boiterie, qui l'empêchait gamin de jouer au football avec les autres enfants du quartier, une source inextinguible de motivation.

Les affaires sont bonnes. Une partie du tout-Conakry défile dans la villa de la cité de l'OUA qui sert de bureau et de lieu de réception. Déjà, Samba Bathily côtoie les élites politiques et leur progéniture, à commencer par le fils du président de Guinée, Moussa Conté, avec lequel il travaille. L'entrepreneur affirme avoir, à cette période, amassé son premier million de dollars. C'est sans doute exagéré, comme quand il raconte que son père a fait fortune au Zaïre dans les années 1960 en mettant la main sur un diamant de 800 000 dollars. Celui-ci a surtout profité de ses liens avec les putschistes qui ont renversé Modibo Keïta pour obtenir des marchés d'importation de produits alimentaires et décrocher, au début des années 1980, une licence pour vendre du carburant. Hamala Bathily ne cessera de le dire à son fils : « Le véritable pouvoir, ce sont les relations. »

Au début des années 2000, on retrouve Samba Bathily au Mali. Il a perdu de vue Amadou Madani Tall, qui a connu un revers de fortune. Mais son mentor l'avait initié à l'achat de minutes de communication en gros aux États-Unis. Riche de cette expérience, il se lance dans les télécoms et accompagne le fournisseur d'accès internet Arc Sénégal dans son projet d'expansion à Bamako, puis il obtient lui-même une licence, revendue selon lui quelques années plus tard à Orange. Le web malien est alors balbutiant. Grâce à son entregent, l'entrepreneur décroche ensuite, à la veille de la CAN 2002, la construction des infrastructures nécessaires à son développement. Il confirme alors son talent pour nouer des partenariats avec des acteurs internationaux de premier plan en se mariant avec le distributeur de produits de mise en réseau britannique Azlan et avec la firme américaine Cisco. Au départ, l'association ne convainc pas les décideurs maliens, et c'est finalement le président Alpha Oumar Konaré, que le père de Bathio connaît, qui valide le contrat.

Ses projets prospèrent gentiment – au Mali, en Angola – mais sans coup d'éclat, jusqu'à l'accession d'Alpha Condé à la présidence de la Guinée, en 2010. Celui-ci, extrêmement méfiant vis-à-vis des businessmen guinéens, s'attache à ce jeune plein d'allant. Les deux hommes se sont rencontrés dans un palace parisien quelques années auparavant, quand le futur chef de l'État n'était qu'un opposant en exil. À Conakry, Samba Bathily est déjà bien installé. Avec Ousmane et Ibrahim Yara, ses cousins, il forme un clan uni dont il est le patron. Bathio va tout de suite se montrer un allié sans égal pour le président, capable de lui proposer des projets clé en main et, dans certains cas, de trouver des financements dans un pays où l'argent est rationné.

UNE ÉTONNANTE CAPACITÉ À NOUER DES LIENS AVEC LES CHEFS D'ÉTAT ET À CONCLURE DES PARTENARIATS AVEC DES ACTEURS INTERNATIONAUX DE PREMIER PLAN.

En 2012, l'entrepreneur converti aux énergies renouvelables intervient une première fois pour fournir 7000 lampadaires solaires. Comme le Premier ministre Lansana Kouyaté avant lui, Alpha Condé veut éclairer à moindres frais la capitale alors que les élections législatives approchent. Deux ans plus tard, Samba Bathily s'entend avec le président guinéen pour installer cette fois 30 000 lampadaires solaires fournis par China Jiangsu International afin d'éclairer le pays. Alpha Condé veut en faire un projet phare. Le taux d'accès à l'électricité de la population est alors inférieur à 35 %, et cette réalisation sera l'un des axes de communication de sa future campagne en vue d'une réélection pour un second mandat. Dès le départ, de hauts fonctionnaires alertent pourtant le Palais sur ce programme mal ficelé, mais rien n'y fait. Il est exécuté en un temps record avant même d'avoir été intégré au budget de l'État. Sans doute l'un des pires investissements que la Guinée ait faits ces dix dernières années. Selon nos informations, le coût du projet, d'abord estimé à 80 millions de dollars, aurait atteint les 100 millions. Les paiements sont aujourd'hui difficiles à tracer car la majorité d'entre eux ont été faits sur instruction du Palais par la Banque centrale sous la forme d'opérations de trésorerie, dans l'attente d'une régularisation. « C'est de la prévarication », juge l'une de nos sources au sein de l'administration guinéenne, dénonçant « une surfacturation ».

Déconvenue

Quelques mois plus tard, la déconvenue est totale. Les batteries au plomb sont toutes à plat, et ne restent plus, dans les 33 préfectures et les 304 villages concernés, que des poteaux inertes. En toute connaissance de cause, Bathio a non seulement vendu un concept où aucune maintenance n'avait été prévue, mais il est aussi allé jusqu'à refuser le contrat que l'État lui proposait pour assurer le service après-vente, ne le trouvant pas assez rentable. Tout juste a-t-il consenti à changer une seule fois 3 800 batteries, gracieusement, quand chaque lampadaire en utilise deux pour fonctionner. Interrogé par JA, il s'explique sobrement : « J'ai présenté un dispositif de gestion communautaire pour prendre en charge l'entretien, mais les autorités n'ont pas donné suite. » On est très loin de l'image de l'entrepreneur socialement responsable et au service de l'Afrique que Samba Bathily revendique.

Mais il conserve la confiance d'Alpha Condé. À Conakry, le businessman fait partie des fidèles du président, de ceux qui peuvent le déranger à tout moment. Un second fils pour le chef de l'État, qui entretient des relations compliquées avec le sien. Et quand Mohamed Alpha Condé est présenté par la presse comme un possible successeur alors qu'il accompagne son père en voyage officiel à Paris, Bathio va directement faire la morale au journaliste indélicat. Devenu partenaire de Huawei, il est, à la même époque, à l'origine de la construction d'un réseau de 4 000 km de fibre optique financé par un prêt chinois. Un modèle qu'il a déjà éprouvé en Côte d'Ivoire, où il est alors proche de Hamed Bakayoko, l'ancien Premier ministre décédé en mars 2021. Bathio est également impliqué dans les projets de barrage de Kaleta et de Souapiti, dont le coût total frôle les 2 milliards de dollars et que les Guinéens attendent depuis des décennies. S'il se présente comme la tête pensante de la structuration financière de ces ouvrages, trois sources interrogées n'ont aucun souvenir qu'il ait joué un rôle dans ce domaine. « À Pékin, il était davantage dans le lobby de l'hôtel à tenir des conciliabules que dans les réunions officielles », confie l'une d'elles.



TWITTER AKON ZONE

De g. à dr., Samba Bathily, la star de R'n'B Akon et l'entrepreneur africain-américain d'origine sénégalaise Thione Niang, à la Chambre de commerce des États-Unis, à Washington, le 1er février 2016.

Plus vraisemblablement, Samba Bathily était l'homme chargé par le président de rapprocher le gouvernement guinéen et la filiale du promoteur chinois China Three Gorges Corporation, l'un des géants mondiaux des barrages. Aujourd'hui, les deux centrales hydroélectriques sont achevées. Mais celle de Souapiti (1,4 milliard de dollars) ne peut être exploitée qu'à 50 % parce que la ligne de transport de l'électricité qui la relie au réseau est sous-dimensionnée. Les Chinois ont par ailleurs obtenu pour ce projet une concession de 40 ans – contre 25 à 30 ans habituellement – et un prix de vente de l'électricité supérieur aux meilleurs standards qui grève les finances guinéennes. Selon nos informations, China Exim Bank, estimant que le montage du projet n'est pas satisfaisant, refuse depuis des mois de débloquer une tranche de 600 millions de dollars destinée au groupe chinois qui a avancé les fonds.

À partir de 2016, l'omniprésence de Bathio est telle à Conakry qu'elle déclenche l'hostilité de certains hommes d'affaires locaux. Ces derniers paient même la presse nationale pour qu'elle multiplie les attaques à son encontre dans l'espoir de réduire son influence. Les résultats de son association avec la société marocaine Itqane pour la rénovation du Palais Mohammed-V (2013-2016), facturée plus de 40 millions d'euros, sont notamment vertement critiqués. Ces procédés le poussent à espacer un temps ses visites à Conakry, mais les opportunités que lui concède Alpha Condé sont trop belles et trop nombreuses.

En 2019, Samba Bathily décroche, avec la société ivoirienne Mayelia Participations, un contrat pour la

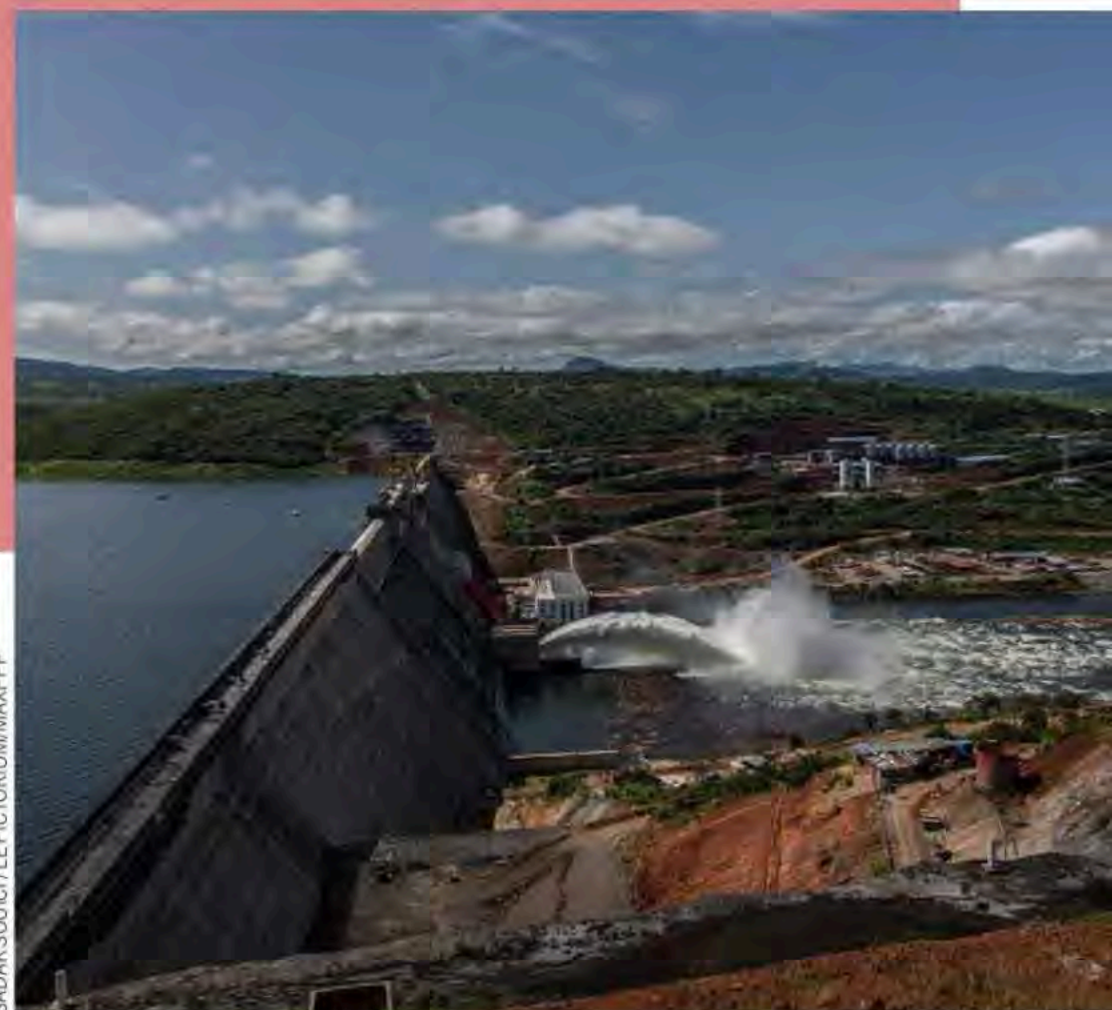
construction et l'exploitation de gares maritimes pour désengorger la capitale. Estimé au départ à 15 millions d'euros, le projet a été amendé et en coûte finalement 38 millions. Le directeur de la société navale le juge mauvais et largement surfacturé, mais l'État valide quand même le partenariat. « Heureusement, aucun décret n'a été signé et il est resté lettre morte », constate une source. L'année suivante, Bathio obtient, sur décision présidentielle, l'extension de la corniche sud de Conakry, évaluée à plus de 200 millions de dollars. Il prend la suite de la filiale gabonaise du groupe marocain Satram, alors associé à un entrepreneur guinéen qui avait réalisé les études préalables et tardait à lancer les travaux. « Alpha a appelé le promoteur local pour lui dire : "Écoute, tu es trop jeune et le projet est trop gros pour toi" », nous confie un témoin direct. Il nous a assuré avoir déconseillé à l'ex-président de briguer un troisième mandat, mais c'est peu probable. Allergique à la moindre critique, Alpha Condé aurait immédiatement coupé les ponts. Or force est de constater que Bathily et lui sont restés proches. L'homme d'affaires nous confiait même en octobre qu'il prenait encore des nouvelles du président déchu via un intermédiaire.

Mali, Rwanda, Nigeria…

Sa capacité à nouer des liens avec le pouvoir s'exprime aussi hors de Guinée. En 2016, un témoin raconte comment, lors du sommet de la Cedeao à Dakar, alors qu'il est dans les couloirs, Macky Sall le fait appeler pour qu'il rejoigne la salle où se tiennent les huis clos. Pendant plus de vingt minutes, il pourra s'entretenir sans témoin avec les chefs d'État présents. À cette époque, il s'est déjà rapproché du rappeur américain d'origine sénégalaise Akon, rencontré par l'entremise de l'entrepreneur africain-américain Thione Niang, lui aussi d'origine sénégalaise, qui se vante partout d'avoir participé à la campagne du président Barack Obama. En s'appuyant sur l'image du premier et sur les talents de hâbleur du second, Samba Bathily écume le continent, va de conférence en conférence pour vendre un projet d'électrification de l'Afrique. Il a retenu



ADS GLOBAL CORP



SADAK SOUICI / LE PICTORIUM/MAXPPP



FACEBOOK AMBASSADE DU BRÉSIL A CONAKRY

De haut en bas, installation de lampadaires solaires, le barrage de Souapiti, en Guinée, et le palais Mohammed-V, à Conakry.

les leçons de son échec guinéen et annonce en 2017 un partenariat avec le français Sunna Design, qui produit des lampadaires solaires dont les batteries sont plus fiables. Au Mali, il crée une usine de montage et une académie de formation en investissant une centaine de milliers d'euros, invite le ministre de l'Énergie à leur inauguration et finance concomitamment une commande de 3000 lampadaires. Il espère décrocher un programme d'installation de 36000 lampadaires dans plus de 300 localités maliennes, mais les lignes de crédit françaises sur lesquelles comptait l'entrepreneur pour le financer ne seront pas débloquées.

Aujourd'hui, Samba Bathily poursuit ses projets solaires sans ses deux amis. Thione Niang, qui s'est lancé dans la culture de tomates bio au Sénégal, fuit la presse, tandis qu'Akon essaie de vendre la réalisation d'une ville nouvelle pharaonique au sud de Dakar, dont personne ne pense qu'elle verra le jour. « Akon est un frère et je l'aiderai si je peux, mais son projet n'est pas finançable », reconnaît d'ailleurs Samba Bathily. Au Mali, si son père a longtemps utilisé ses relations pour faire des affaires, c'est désormais lui qui travaille avec le pouvoir. En 2015, il aide Oberthur Technologies à déloger les Canadiens, qui détenaient jusque-là le contrat pour la fabrication des passeports biométriques. « Contrairement à ce qu'on a dit, je n'ai pas été appuyé par Karim Keïta [le fils de l'ex-président malien]. Lui voulait imposer le belge Zetes, partenaire de Snedai, le groupe d'Adama Bictogo. Mais nous étions les seuls à proposer un partenariat public-privé et à apporter 20 millions d'euros pour financer l'équipement des ambassades ainsi que pour construire le bâtiment qui abrite les serveurs informatiques », indique Samba Bathily.

L'homme d'affaires reconnaît en revanche l'intervention du ministre français des Affaires, étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui dans cette affaire vient d'être convoqué par la justice malienne. « Comme cela se fait souvent, il a demandé au chef de l'État d'examiner la proposition du groupe français », justifie-t-il. Quand le partenariat de Bathily avec Oberthur, devenu Idémia, provoque des remous après le renversement d'IBK par la junte, l'entrepreneur peut à nouveau compter sur ses relations, cette fois le président Bah N'Daw, pour mettre le dossier sous le boisseau. Les deux hommes ont été présentés par Alpha Condé et entretiennent une forte proximité, passant de longues heures à échanger.

Début 2021, Bathio, sentant que les relations entre la France et le Mali pouvaient se dégrader, utilisera cette connexion pour tenter de rapprocher les points de vue français et maliens, soucieux des risques d'incompréhension entre les gouvernements des deux pays. Il n'y a pas pire ennemi du businessman que l'incertitude et le chaos. Via l'un de ses amis journalistes guinéens, il invite le député Bruno Fuchs et le sénateur Jean-Marie Bockel à Bamako. « Il a été discret, efficace, au service de son pays. En trois jours, il nous a permis de voir trois fois le président, mais aussi le Premier ministre et plusieurs membres du gouvernement », se souvient Bruno Fuchs, qui explique avoir transmis une note au Quai d'Orsay et à l'Élysée à son retour. À Paris, l'entrepreneur a d'ailleurs plutôt bonne presse, nous confie un dirigeant d'une institution financière publique. Prêt à saisir toutes les opportunités, Samba Bathily n'insiste pas quand ses projets échouent. L'Afrique est vaste, et les bonnes affaires potentielles presque infinies. On le retrouve impliqué dans un programme d'énergies renouvelables au Rwanda, où il serait en bons termes avec Ivan Kagame, le fils du chef de l'État. Il indique avoir aussi signé un partenariat avec la NBA pour le déploiement d'infrastructures sportives, cocréé la société d'investissement Ecosystem Capital (dont le portefeuille comporte plusieurs sociétés qui lui appartiennent), investi dans l'immobilier à Abidjan, Abuja et Dakar, et même financé la production du film nigérian *Citation*, diffusé en octobre 2021 par Netflix, parce qu'« il est temps que l'Afrique fasse rêver ».

DÉBUT 2021, SENTANT QUE LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE MALI POUVAIENT SE DÉGRADER, IL UTILISE SES CONTACTS POUR TENTER DE RAPPROCHER LEURS POINTS DE VUE.

Show-business

S'il est apprécié, c'est aussi parce que Bathio est un bon vivant, passionné de musique congolaise, généreux, plus attaché à l'image de la réussite qu'à l'argent. À la plupart des capitales africaines, il préfère Phuket ou Los Angeles. Son père payait les instruments de Salif Keïta, lui fait voyager les stars du moment en jet privé et organise de grandes fêtes dans lesquelles elles peuvent se produire. En août 2021, sur l'île de São Vicente, il a convié à ses frais plus de deux cents invités pour l'inauguration du Mansa Marin Hotel, dont il est propriétaire et pour lequel il a conclu un contrat de gestion avec le groupe français Accor. L'occasion de réunir, en présence du Premier ministre cap-verdien, Ulisses Correia e Silva, les VIP du business, comme Amadou Gallo Fall, patron de la NBA en Afrique, ou encore le couturier nigérien Alphady, dont il apprécie les créations, et les chanteurs congolais Fally Ipupa et malien Sidiki Diabaté.

Les lumières du show-business, Samba Bathily les a toujours recherchées. Au milieu des années 1990, il rencontre l'homme d'affaires togolais Nicky Wilson, alors marié à une Japonaise, fille d'un riche industriel. Par son intermédiaire, il est introduit auprès de Michael Jackson, dont il est fan. Fidèle à sa méthode, Bathio n'arrive pas les mains vides. Il offre du bazin et une sculpture d'éléphant au roi de la pop lorsqu'il le rencontre à Tokyo, en 1997. Un moment immortalisé par une photo prise dans la suite du Capitol Hotel Tokyu, la même qu'avaient occupée les Beatles en 1966. Il passera plusieurs jours

ENQUÊTE

avec la star, l'accompagnant même en Afrique du Sud pour l'inauguration d'un hôtel de luxe.

Fasciné par les artistes, l'entrepreneur a décidé de pousser un peu plus loin ses activités de mécène. Au Cap-Vert, qu'il voit comme le nouveau creuset de l'industrie culturelle africaine, il a intégré à son projet hôtelier un studio d'enregistrement, qu'il a confié à son ami américain Teddy Riley, coproducteur de l'album *Dangerous*, de Michael Jackson. « Si Samba avait été plus regardant sur ses investissements, il serait bien plus riche », constate un financier africain. Car quand il s'agit de faire plaisir ou de se mettre en avant, Bathio s'engage facilement. Lors de notre premier entretien, en moins d'une heure, il promet par téléphone au joueur de NBA malien Cheikh Diallo de construire un terrain dans son village, puis à Salif Keïta de l'accueillir à ses frais en studio. Des promesses en l'air ? « La parole fait l'homme », affirme l'intéressé.

SA GÉNÉROSITÉ, SAMBA BATHILY LA MET AU SERVICE DES ARTISTES, DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, MAIS AUSSI DES HOMMES POLITIQUES.

Sa générosité, Samba Bathily sait aussi la mettre au service des hommes politiques en les soutenant dans leur campagne et en faisant le lien avec de généreux donateurs. Alpha Condé est sans doute celui qui en a le plus profité. Les périodes électorales sont propices au rapprochement avec les candidats. En 2011, Bathily noue ainsi une relation personnelle avec Macky Sall, qu'il encourage dans son entreprise alors que ce dernier n'est encore qu'un opposant. « Il n'y a pas beaucoup de palais où il n'ait pas ses entrées », avoue notre interlocuteur, sans rentrer dans les détails, mais citant les liens de Bathily avec l'ex-chef de l'État burkinabè Roch Marc Christian Kaboré et se remémorant un coup de fil auquel il a assisté avec le Camerounais Paul Biya.

Mais d'où vient l'argent de Bathio ? La question revient régulièrement. Ses différentes entreprises généreraient au moins 100 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel. Lui prétend que cela pourrait être le double certaines années. Plusieurs sources émettent l'hypothèse de co-investisseurs souhaitant rester discrets. Il dément formellement. « Je n'ai jamais fait entrer de politiques dans mes affaires, je veux vieillir tranquille », lâche-t-il spontanément. Surtout, Samba Bathily récuse l'idée de n'être qu'un intermédiaire. « J'ai créé avec chacun de mes partenaires français, indiens ou chinois des coentreprises dans lesquelles j'ai mis de l'argent. Je suis un industriel », insiste-t-il. Nous avons bien essayé de visiter son usine à Diamniadio, au Sénégal, mais les multiples changements d'heure et de lieu de rendez-vous ne nous ont finalement pas permis de le faire. Pas sûr qu'il y ait beaucoup à voir. Samba Bathily y aurait déplacé le montage de kits solaires initialement installé au Mali, créé une ligne d'assemblage de vélos électriques et de production de tuyaux en PVC. Des investissements finalement très limités, loin de l'image de capitaine d'industrie au rayonnement panafricain qu'il cherche à imposer, ce qui ne l'a pas empêché de recevoir deux fois le président Macky Sall, en 2018 dans son usine, puis en 2019.

Si son groupe ADS revendique 700 salariés, il s'agit en fait des employés des entreprises dans lesquelles il est associé. À Dakar, il aurait toutefois rassemblé une quarantaine de collaborateurs. « Samba Bathily ne possède pas encore les codes des grandes entreprises », explique l'un de ses anciens associés. Le rencontrer permet de comprendre un peu mieux son fonctionnement, encore proche à certains égards du secteur informel. Fin mars, nous le retrouvons au Pullman de Dakar, à deux pas de la place de l'Indépendance, dans le quartier du Plateau. La veille, à Mindelo, au Cap-Vert, il organisait une séance de travail à 5 heures du matin avec ses collaborateurs et ses communicants, avant de rallier en jet, dans la soirée, la capitale sénégalaise. « Il est encore jeune, mais il ne pourra pas tenir très longtemps à ce rythme », confie l'une de ses connaissances. Dans le lobby du quatre étoiles, une petite dizaine de personnes l'attendent, tandis qu'il déjeune avec des partenaires potentiels. Parmi eux, des membres de l'agence française de communication 35° Nord, son frère Hadji, le consultant Driss Boutahir, spécialiste des projets hydrauliques, un prestataire chinois et, surtout, le Malien Saliha Doumbia, secrétaire général du groupe ADS, le principal holding de Samba Bathily. Doumbia connaît Bathio depuis 2011, quand il était le responsable du Bureau international du travail (BIT) au Mali. Parallèlement à son emploi au BIT, il commence à participer à un projet d'installation de kiosques alimentés au solaire pour le compte de l'opérateur Malitel. En 2012, il rejoint définitivement l'entrepreneur. Aujourd'hui, il ne le quitte pas d'une semelle, et c'est l'un de ses principaux relais.

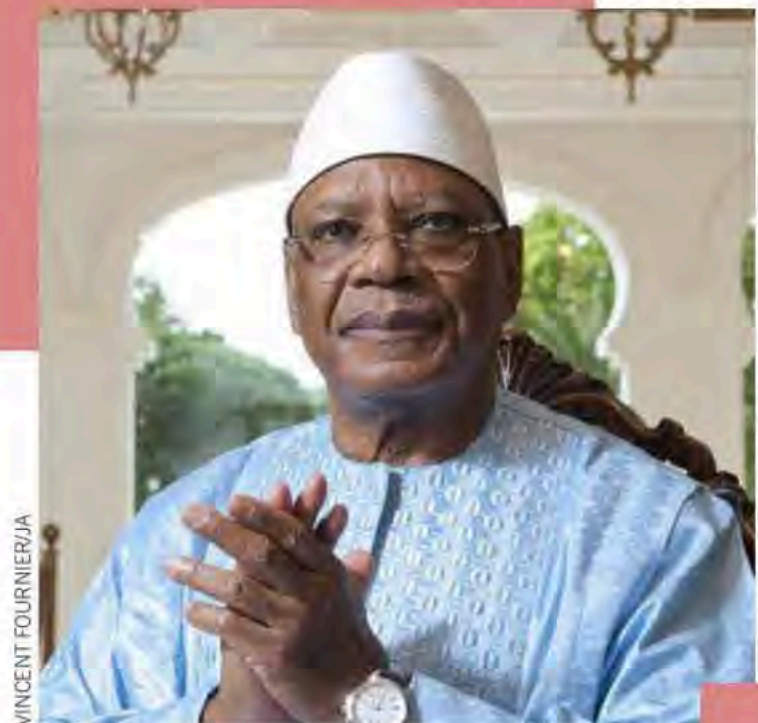
« Tout passe par lui »

Quand le patron d'ADS termine son déjeuner, tout le monde lève le camp comme un seul homme pour rejoindre un bureau loué face à l'Assemblée nationale, dans un immeuble du groupe Teyliom, qui accueille aussi des services de la présidence et de la primature. Dans la nuit, Samba Bathily est reparti en jet vers Casablanca pour des rencontres de « haut niveau » dont il n'a pas voulu dire un mot. Outre Saliha Doumbia, la garde rapprochée du patron d'ADS comprend aussi son cousin Ibrahim Bathily, passé par Deloitte, le Franco-Bénino-Malien Mathieu Fructueux, dont la carrière a débuté chez Lenovo, qui suit les appels d'offres depuis Dakar, le financier togolais Dodé Ockey, ancien de HSBC en Floride, et le Béninois Assouma Djalil, qui dirige le pôle technologique. Des collaborateurs qui gèrent les affaires courantes, mais en réfèrent souvent au patron pour prendre les décisions. « Tout passe par Samba, et l'avoir au téléphone est souvent très difficile », regrette l'un de ses fournisseurs. Quant à ses frères – son père a eu plus de dix enfants –, plusieurs d'entre eux travaillent avec lui, sans toutefois jouer les premiers rôles.

Pour mieux structurer son groupe, Samba Bathily s'est entouré du financier bissau-guinéen Paulo Gomes et de l'Ivoirien Eric Kacou, fondateur d'ESPartners. Il travaille actuellement à la constitution d'un conseil d'administration. Deux séminaires ont déjà été organisés, un troisième et dernier devrait permettre de finaliser le projet. Samba Bathily cherche à y intégrer des poids lourds de l'économie. À travers l'initiative Afrochampions, qui vise à l'émergence de groupes panafricains, il s'est rapproché du club des milliardaires nigérians. « Olusegun Obasanjo, Thabo Mbeki, Edem Adzogenu et moi avons eu cette idée lors du World Economic Forum 2016 », affirme-t-il. « Et c'est l'un des premiers financeurs du projet, ce qui ne passe pas inaperçu », glisse une source au fait du dossier. Un coup de génie pour ce maître des réseaux. Aliko Dangote, Abderrahmane Rabiu, Mike Adennuga et même le président Muhammadu Buhari figurent depuis dans son carnet d'adresses. Le fils du « député aliment bétail » a bien grandi… ●


ADS GLOBAL CORP


VINCENT FOURNIER/JA


VINCENT FOURNIER/JA

Ci-dessus, le président Macky Sall (au centre) et Samba Bathily (à g.), lors de l'inauguration de l'usine polyvalente du Groupe multi-industries, à Diamniadio, au Sénégal.

Ci-contre, les ex-chefs d'État guinéen Alpha Condé et malien Ibrahim Boubacar Keïta.



L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, L'AUTRE MISSION DE L'INSTITUTION SOUS RÉGIONALE

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui rassemble 15 pays, est née en 1975 de la volonté de ses pères fondateurs pour servir de creuset de solidarité dans la Région. Les actions de la CEDEAO sont portées par la Vision 2050 qui est de construire « La CEDEAO des Peuples, paix et prospérité pour Tous ». Il en découle plusieurs activités sur les plans économique, social, humanitaire, du genre, sanitaire, politique et sécuritaire pour l'épanouissement et le bien-être des populations.

Sur le plan sécuritaire, l'Afrique de l'Ouest fait face à des défis importants avec des attaques terroristes meurtrières, qui touchent non seulement les pays de la ligne de front, à savoir le Mali, le Nigeria, le Burkina Faso et le Niger, mais également les pays côtiers de la Région.
Face à cette menace, une coordination régionale a été mise en place pour soutenir les efforts nationaux et apporter une réponse collective. Ainsi, la Région s'est dotée d'un Plan d'action 2020–2024 pour éradiquer le terrorisme, dont les grands axes sont la formation et l'équipement, le partage d'informations et de renseignements entre les services de sécurité et le renforcement du contrôle des armes et des produits sensibles à usage multiple. Ce Programme porte également sur la lutte contre le financement du terrorisme, la promotion du dialogue intercommunautaire et la réalisation d'infrastructures socio-économiques de base.



La Force en attente de la CEDEAO (FAC), une force multidisciplinaire composée de militaires, de policiers et de civils issus des États membres.

ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ POLITIQUE DANS LA RÉGION CEDEAO



S.E Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission de la CEDEAO.

Au niveau politique, la plupart des pays de la Région ont démontré un fort ancrage de la démocratie et de la bonne gouvernance. En effet, en dépit du contexte de crise sanitaire, 8 pays de la Région ont pu, avec l'accompagnement de l'institution, organiser en 2020 et 2021, des élections présidentielles et/ou législatives qui, dans l'ensemble, se sont déroulées dans des conditions acceptables. Douze des 15 pays ont des régimes démocratiques.
Cependant, la recrudescence des attaques terroristes et les crises sociopolitiques ont contribué à créer des situations d'instabilité politique au Burkina Faso, en Guinée et au Mali avec la survenance de coups d'état militaires. La CEDEAO s'est dotée d'instruments juridiques, à savoir le Protocole de 1999, connu sous le nom de Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits et de maintien de la paix et la Sécurité, complété par le Protocole de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance et l'Acte Additionnel portant régime des sanctions à l'encontre des États membres qui n'honorent pas leurs obligations vis-à-vis de la CEDEAO.
Ainsi, la CEDEAO joue un rôle d'accompagnement pour faciliter le dialogue et la résolution des différends entre les acteurs nationaux. En cas de rupture de l'ordre constitutionnel, notamment par coup d'état, l'Institution joue un rôle de médiateur afin de favoriser un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Elle ne

recourt à la sanction qu'en dernier ressort, après avoir au préalable tenter la conciliation et la médiation et envoyer des alertes sous la forme d'avertissement et de condamnations.

La CEDEAO travaille à construire un développement économique et social partagé. Au cœur de ce projet se trouve la libre circulation des biens et des personnes. Les citoyens de la Communauté ont le droit d'entrer, de résider et de s'établir sur le territoire des États membres. Un Passeport unique de la CEDEAO a été instauré et les visas ainsi que la carte de résident ont été supprimés pour les ressortissants CEDEAO dans les États membres.
Le Schéma de Libéralisation des Échanges de la CEDEAO (SLE) a été mis en place pour assurer la libre circulation entre les États membres des marchandises d'origine CEDEAO sans droits de douane et taxes d'effet équivalent. La vitalité du SLE se traduit par plus de 2 500 entreprises et plus de 6 000 produits agréés et devrait faciliter son insertion dans la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine.
Pour renforcer son intégration économique et soutenir les échanges intracommunautaires, la CEDEAO a procédé à l'harmonisation des codes des investissements, du pétrole et des mines ainsi que des normes et met en œuvre un programme de monnaie unique.
En décembre 2019, des avancées significatives ont été enregistrées, notamment l'adoption d'un régime de change flexible, du cadre de politique monétaire axé sur le ciblage de l'inflation, du système fédéral pour la Banque Centrale Communautaire et de l'« ECO », future monnaie unique de la CEDEAO. Toutefois, le processus de lancement de la monnaie unique a été reporté en raison des impacts économiques et financiers du COVID-19.
Au niveau social, l'accent est mis sur l'éducation avec l'harmonisation des curricula et des diplômes en vue de mettre en place un vivier de compétences uniformes à même de prendre en charge le développement de la région.
Par ailleurs, dans le cadre de la réalisation « d'une CEDEAO des Peuples » un soin particulier est apporté à la situation de crise alimentaire et aux populations en état de vulnérabilité du fait des chocs climatiques, sécuritaires et sanitaires.

UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL PARTAGÉ POUR UNE CEDEAO DES PEUPLES



Assistance alimentaire, remise de don de vivres par la CEDEAO au Gouverneur de l'État de Borno au Nigéria pour les ménages les plus vulnérables.

En réponse aux situations alimentaire et nutritionnelle difficiles, la CEDEAO a mis en place, depuis 2015, la Réserve de Sécurité Alimentaire. Cette Réserve est intervenue à 10 reprises auprès de plusieurs pays en situation de crise alimentaire et nutritionnelle pour un volume total de 41 212 tonnes de vivres.
Par ailleurs, la CEDEAO a également initié un fonds d'urgence humanitaire doté d'environ 5 millions de dollars chaque année et le Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation (FRAA/ECOWADF) avec un guichet spécifique dédié à la Réserve Alimentaire Financière (RAF) et une dotation initiale de 4 millions de dollars.
De même, un projet de fourniture d'eau potable aux populations affectées par le terrorisme, les conflits et le changement climatique a été développé pour la réalisation de 2 000 forages dans les cinq pays visés (Burkina Faso, Cap Vert, Mali, Niger et nord du Nigéria).

La CEDEAO a fait de la santé un des axes essentiels de ses activités. De ce fait, elle a créé, en 1987, une institution spécialisée, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), basée au Burkina Faso, avec pour objectif d'offrir le niveau le plus élevé en matière de prestations de soins de santé aux populations de la sous-région.
Au regard de cet objectif, l'OOAS a eu à assurer la coordination régionale de la lutte contre les pandémies, notamment la maladie à Ebola, la fièvre de Lassa, etc. Depuis 2020, l'OOAS a été très présente dans la lutte contre la pandémie du COVID-19.



Lutte contre la Covid 19, remise de médicaments et d'équipements d'urgence par l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) aux États membres de la CEDEAO.

COORDONNER LA GESTION DE LA PANDÉMIE DU COVID-19 DANS L'ESPACE CEDEAO

Un Plan Stratégique Régional a été élaboré en mars 2020. L'OOAS a déployé, en collaboration avec les États membres, du personnel et des outils de surveillance épidémiologique et de collecte de données, et procédé au renforcement des capacités des laboratoires de diagnostic et du personnel technique.

Les 15 États membres ont bénéficié de l'achat et de l'envoi de kits de tests de diagnostics, d'équipements de transport d'échantillons viraux, d'équipements de protection individuelle, de respirateurs, de masques faciaux, de médicaments, de gels hydroalcooliques et de désinfectants. Ces acquisitions ont été réalisées dans le cadre d'un achat groupé qui a permis de gagner en efficience et efficacité à un moment où les chaînes mondiales d'approvisionnement étaient fortement perturbées.

Des directives régionales harmonisées sur les mesures sanitaires ont été adoptées dans les aéroports, les ports, les gares et les postes frontières pour l'ouverture graduelle et coordonnée des frontières aériennes puis terrestres. Une plate-forme numérique de partage des résultats des tests COVID-19 pour les voyageurs entre les États membres (BIOMARS) a été conçue et déployée pour soutenir la réouverture sécurisée des frontières.

FACILITER LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS À TRAVERS LE PROJET CORRIDOR ABIDJAN–LAGOS

Le Corridor Abidjan–Lagos est un ambitieux projet prioritaire pour la CEDEAO. Il constitue un levier incontournable pour réaliser l'intégration régionale visant à stimuler la croissance économique et accroitre le bien-être social.

Au regard de l'importance de ce corridor qui représente 75 % des échanges de marchandises au sein de la CEDEAO, les cinq pays traversés (Nigéria, Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire) ambitionnent de promouvoir et de réaliser un corridor de développement économique commun, autour d'une autoroute reliant Lagos à Abidjan.

Ce corridor est une autoroute a six voies (2 x 3 voies), longue de plus de 1 000 km. Il s'agit d'un espace de développement des zones d'activités économiques qui, par les interconnexions entre modes et réseaux de transports, rapprochera considérablement les lieux de production et de consommation et ouvrira des facilités d'accès accrues vers et depuis les pays enclavés.

La perspective du prolongement de ce corridor, par une liaison autoroutière vers Dakar et une liaison maritime vers Praia (corridor Abidjan-Dakar-Praia long de 3 000 km regroupant 8 pays et dont les études préliminaires ont démarré), renforcera d'autant les effets intégrateurs de ce projet. En effet, ce Corridor est un maillon socio-économique important du Programme Routier et Autoroutier Africain car figurant parmi les seize projets-phares prioritaires du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

Toutes les études de préfaisabilité ont démontré la viabilité du projet qui est entré dans sa phase active. Il a été présenté aux investisseurs et partenaires financiers lors du Forum sur l'Investissement en Afrique de la BAD, le 16 mars 2022. Les études de faisabilité et de conception technique détaillée ainsi que des études relatives aux modalités de gestion dont le partenariat public-privé seront bientôt lancées. Le démarrage des travaux est prévu en 2024.

Pour conduire et administrer le projet, les États ont convenu de la mise en place de l'Autorité de gestion du corridor (ALCoMA), une entité supranationale avec le pouvoir d'agir au nom et pour le compte des États.



Le Projet Corridor Abidjan-Lagos, une autoroute de plus de 1 000 km pour le transport et la libre circulation en Afrique de l'Ouest.

APPROVISIONNER LES ÉTATS MEMBRES EN ÉNERGIE GRÂCE AU MARCHÉ RÉGIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ

Le secteur de l'énergie constitue l'un des principaux champs d'action de la CEDEAO. Le secteur énergétique de l'Afrique de l'Ouest est caractérisé par un taux d'accès à l'électricité de 50 % en moyenne, un coût élevé du KWh (0,24 USD/kWh) et un faible niveau d'échange intra régional d'énergie électrique (9 %). En décembre 1999, les Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO ont approuvé le Plan Directeur pour le Développement des Moyens Régionaux de Production et de Transport d'Énergie Électrique des États membres ainsi que la création du Système d'Échanges d'Énergie Électrique Ouest Africain (EEEOA) ou WAPP en anglais.

Le WAPP vise à intégrer les systèmes électriques nationaux dans un Marché Régional unifié de l'électricité pour fournir durablement aux citoyens des États membres de la CEDEAO, de l'électricité stable et fiable à des coûts compétitifs. La mission du WAPP est de promouvoir et de développer les infrastructures de production et de transport d'énergie électrique et d'assurer la coordination des échanges entre les pays membres de la CEDEAO.

Le WAPP a, à ce jour, interconnecté 13 des 15 États membres. À l'achèvement en décembre 2022 des projets d'interconnexion de l'Organisation pour la Mise en Valeur du bassin du fleuve Gambie (OMVG) et de l'interconnexion Côte d'Ivoire-Liberia-Sierra Leone-Guinée (CLSG), les 14 pays continentaux de la CEDEAO seront interconnectés. L'interconnexion du 15e pays, le Cap Vert, est envisagée dans le cadre de la mise en œuvre d'un câble électrique sous-marin de haute tension.

Le commerce actuel de l'énergie, qui s'élève actuellement à 6 500 GWh, devrait passer à environ 9 200 GWh d'ici décembre 2022, puis à 12 100 GWh à l'achèvement d'un autre projet qui interconnecte le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso, le Togo et le Bénin (Projet Dorsale Nord du WAPP) en 2024.

Dans le cadre de l'intégration des systèmes électriques nationaux en un marché unique régional, la première phase du Marché Régional de l'Électricité de la CEDEAO a été lancée en juin 2018 afin de formaliser les contrats bilatéraux d'échanges d'électricité existants entre les pays voisins. Un Centre d'Information et de Coordination (CIC), qui sera le principal Centre de Coordination du réseau régional et de gestion du Marché de l'Électricité de la CEDEAO, basé à Cotonou, devrait être opérationnel en 2022. Le CIC du WAPP sera le gestionnaire du Marché Régional de l'Électricité tout en supervisant le fonctionnement de l'ensemble du réseau électrique interconnecté de la CEDEAO.

La mise en œuvre de la deuxième phase du Marché Régional de l'Electricité devrait être annoncée en fin 2023 avec la mise en œuvre du Marché du jour pour le lendemain *(day ahead market)*. L'Autorité Régionale de Régulation du secteur de l'Électricité de la CEDEAO (ARREC), ou ERERA en anglais, a approuvé une bonne partie des documents nécessaires à la régulation du Marché Régional de l'Électricité (règles et procédures du marché, code du réseau, méthodologie des tarifs de transport, etc.).



Salle de contrôle du Centre d'Information et de Coordination (CIC) du réseau régional et de gestion du Marché de l'Électricité de la CEDEAO.

La troisième phase du Marché de l'Électricité, qui viendra renforcer la compétitivité du marché avec l'introduction du Marché spot devrait être lancée plus tard lorsque les opérateurs et participants au Marché Régional en auront une parfaite maîtrise. Ainsi, on peut affirmer que l'établissement d'un Marché Régional de l'Électricité pleinement concurrentiel pour la région de la CEDEAO sera très bientôt une réalité !



www.ecowas.int



DIFCOM/DF - PHOTOS : D.R.

LA CEDEAO DES PEUPLES, PAIX ET PROSPÉRITÉ POUR TOUS

Politique

Ce jour-là Le 27 juin 1977, Djibouti proclame son indépendance
Mali Les illusions perdues de Karim Keïta
RD Congo Chez les Tshisekedi, la politique en famille
Gabon Rencontre avec Steeve Nzegho Dieko
Cameroun La méthode Atanga Nji
Tribune Affaire Shireen Abou Akleh : Israël, toute honte bue
Algérie-Maroc-Espagne La guerre du gaz
Tunisie La garde rapprochée de Kaïs Saïed

SÉNÉGAL

MACKY SALL « Mon travail de président est loin d'être achevé »

Impact de la guerre en Ukraine, coups d'État en Afrique de l'Ouest, relations avec ses opposants… Pour JA, le chef de l'État évoque son bilan, à quelques semaines des législatives et à moins de deux ans de la présidentielle.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARWANE BEN YAHMED, ENVOYÉ SPÉCIAL À DAKAR

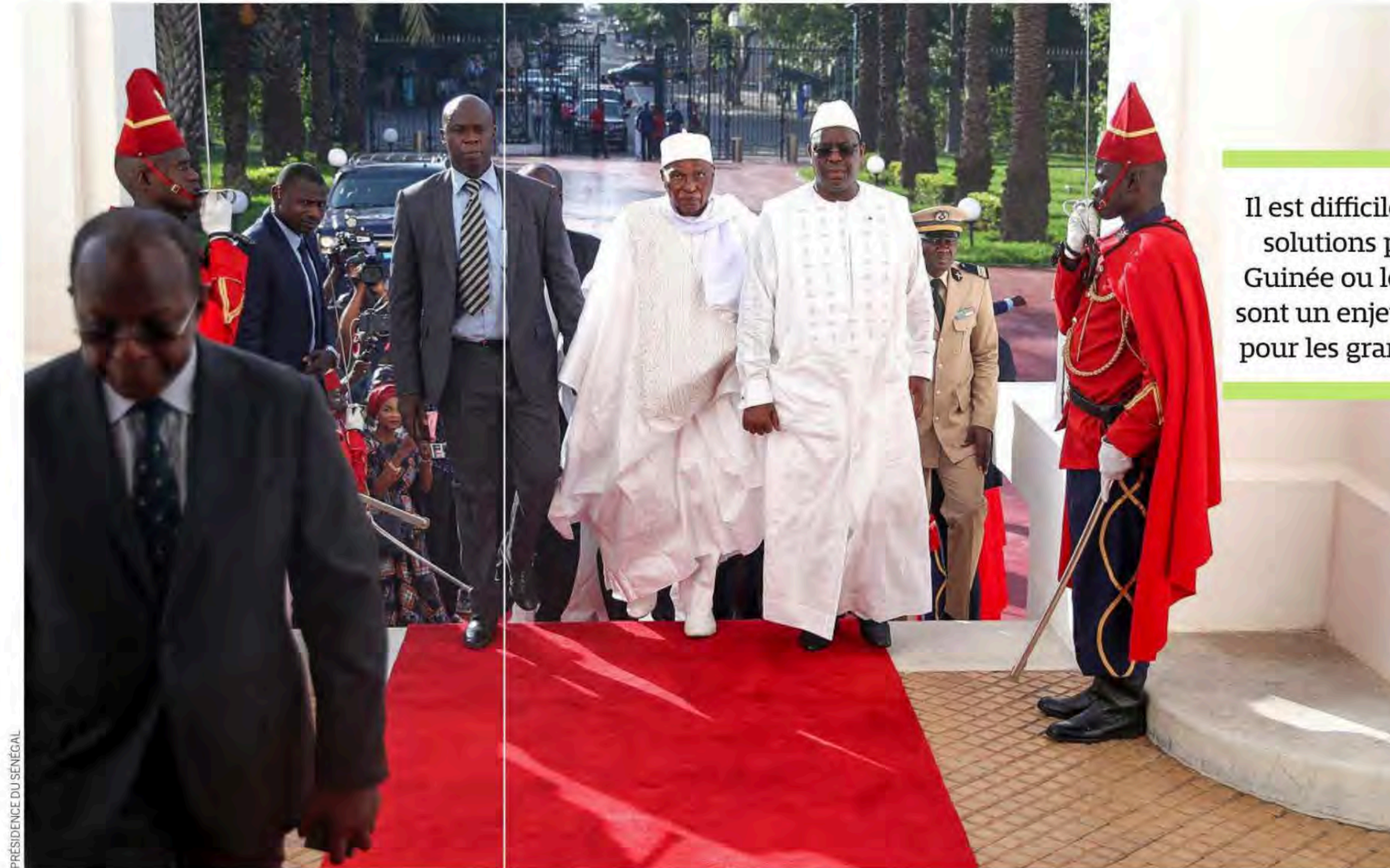
Au palais présidentiel, à Dakar, en décembre 2018.

PRÉSIDENCE DU SÉNÉGAL

Macky Sall est sur tous les fronts… Le chef de l'État sénégalais, qui assume par ailleurs la présidence de l'Union africaine (UA) jusqu'en février prochain, n'a guère le loisir de se poser. Entre la préparation (et la validation) des listes de sa coalition pour les législatives de juillet et la gestion des conséquences des crises (Covid-19, guerre en Ukraine), entre les urgences locales et les dossiers brûlants, qu'ils soient africains ou internationaux, l'agenda présidentiel a des allures de tonneau des Danaïdes. Chaque jour, de potron-minet jusque tard dans la soirée, il se remplit sans fin, provoquant sueurs et migraines parmi les membres de son cabinet ou au sein de son service du protocole.

Réélu en février 2019 avec 58 % des suffrages, « Macky », comme l'appellent ses compatriotes, entend frapper un grand coup lors des législatives. Ultime test électoral avant la présidentielle de 2024, ce scrutin a été préparé avec minutie par le président lui-même, contrairement aux élections locales de janvier dernier, qui ont vu l'opposition glaner quelques victoires hautement symboliques, notamment à Dakar. Le chef de Benno Bokk Yakaar (BBY) veut une large majorité à l'Assemblée, avoir les coudées franches, faire une démonstration de force politique. Et travailler, dès août prochain, avec un Premier ministre issu des rangs de sa coalition.

Le chef de l'État nous a reçu au palais présidentiel, dans l'un des salons du rez-de-chaussée, le 12 mai en fin d'après-midi. Guère adepte – c'est un euphémisme – de l'exercice de l'interview, il a tenté d'y surseoir, prétextant l'arrivée imminente de l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan et proposant en lieu et place une discussion à bâtons rompus. Il a fallu lui promettre que l'entretien ne durerait pas. Au fil de nos questions, qu'il se soit agi de l'UA ou du Sénégal, il s'est pris au jeu, soucieux d'expliquer son action et ses ambitions. La séance aura finalement duré plus d'une heure. Et Goodluck Jonathan a donc dû faire preuve de patience…



PRÉSIDENCE DU SÉNÉGAL

Macky Sall recevant son prédécesseur, Abdoulaye Wade, au palais présidentiel, à Dakar, le 12 octobre 2019.

> Il est difficile de trouver des solutions pour le Mali, la Guinée ou le Burkina car ils sont un enjeu géostratégique pour les grandes puissances.

Jeune Afrique : Vous présidez l'UA jusqu'en février 2023. Alors que l'on pensait que votre principale mission serait la relance post-Covid, voire la gestion d'un certain nombre de crises spécifiques (coups d'État en Afrique de l'Ouest, terrorisme dans le Sahel, dossier éthiopien…), la guerre en Ukraine, lourde de conséquences, a éclaté. Quelles sont vos priorités ?

> J'ai dit à Vladimir Poutine que l'Afrique, qui se retrouvait entre le marteau et l'enclume, souhaitait un cessez-le-feu.

Macky Sall : Elles sont, hélas, nombreuses. En l'espace de deux ans, la pandémie de Covid-19 a engendré une situation économique particulièrement préoccupante, qui s'est traduite par une baisse importante de la croissance africaine, voire, dans certains cas, par des récessions.

Au moment où nous commencions enfin à sortir la tête de l'eau, la guerre en Ukraine a éclaté. Avec pour conséquence une très forte hausse du cours des produits pétroliers, une augmentation sensible du prix des denrées alimentaires – notamment du blé –, le renchérissement du prix des fertilisants et des semences, etc. Tout cela a un très fort impact sur le coût de la vie, sur le pouvoir d'achat des Africains. En outre, si nous ne parvenons pas à nous approvisionner en fertilisants ou en céréales, une famine peut survenir. L'Afrique, tout en étant géographiquement éloignée de ce conflit, en est l'une des premières victimes. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour un retour rapide à la paix.

Vous avez eu un échange téléphonique avec Vladimir Poutine le 9 mars. Que vous êtes-vous dit ?

Nous nous sommes effectivement parlé – à mon initiative, en tant que président de l'UA. Je lui ai dit que l'Afrique, qui se retrouvait entre le marteau et l'enclume, souhaitait un cessez-le-feu en Ukraine. Le continent est touché par les conséquences de la guerre elle-même comme par les sanctions qui frappent la Russie. À l'époque, Vladimir Poutine avait indiqué qu'il était prêt à discuter avec les Ukrainiens. Mais nous voyons bien que ce n'est pas évident. C'est « un pas en avant, deux pas en arrière ».

À la suite de l'invitation du président russe à me rendre à Moscou, l'UA m'a donné mandat pour demander l'arrêt des hostilités, ainsi que la possibilité de laisser l'Ukraine et la Russie exporter les céréales et les matières premières dont le monde a besoin. Après deux années de pandémie de Covid-19, la situation devient intenable.

Autre motif de préoccupation, qui concerne l'Afrique de l'Ouest en particulier : les coups d'État (au Mali, en Guinée, au Burkina) et ces transitions à durée indéterminée, qui se multiplient…

Tout cela est le reflet de la crise profonde qui frappe ces pays. Les coups d'État ne sont pas pour autant une solution. Ce n'est pas acceptable. Nous avons essayé, dans le cadre de la Cedeao, d'accompagner ces pays afin →



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

Le train express régional (TER), à Dakar, en juin 2021.

→ que leurs périodes de transition soient de courte durée. Une transition, par définition, n'a pas vocation à s'éterniser, il faut être raisonnable.

Bien sûr, si les institutions africaines rencontrent des difficultés avec la Guinée, le Mali et le Burkina, c'est parce que ces pays représentent un enjeu géostratégique pour l'Est comme pour l'Ouest. La compétition entre grandes puissances rend les solutions difficiles à trouver.

Au Mali, les putschistes sont au pouvoir depuis vingt mois déjà. Nous acceptions de leur laisser seize mois de plus. La junte, elle, a parlé de [rester encore] vingt-quatre mois. J'estime que, en prenant surtout en considération les souffrances du peuple malien, nous pouvons nous mettre d'accord sur une échéance qui serait comprise entre seize et vingt-quatre mois.

Pour la Guinée, la Cedeao va devoir prendre des mesures. Nous étions tout à fait disposés à collaborer avec les nouvelles autorités pour accompagner la transition. Réponse sans appel de la junte : ce sera trente-neuf mois ! C'est impensable. Le Burkina, lui, semble plus raisonnable dans ses discussions avec l'organisation ouest-africaine.

Comment avez-vous vécu et analysé la présidentielle française d'avril ?

Cette élection a été très disputée entre le président sortant et les autres candidats, qui aspiraient à gouverner la France. Pour le reste, je me garderai bien d'en commenter les résultats.

Si la candidate d'extrême droite Marine Le Pen l'avait emporté, cela aurait-il modifié les relations bilatérales entre le Sénégal et la France ?

Tout dépend de la manière dont elle aurait entendu mener cette relation. La France a besoin de l'Afrique, et l'Afrique a besoin de la France. Si le chef de l'État français, quel qu'il soit, considère que l'Afrique est un partenaire, nous travaillerons ensemble. Si, en revanche, il considère que l'Afrique n'est pas une priorité, les Africains appliqueront le principe de réciprocité.

Pour le moment, nous avons d'excellentes relations avec Paris. Je suis convaincu que, quels que soient les régimes en place, nos relations ne devraient pas pâtir de la couleur politique des dirigeants.

Au début de décembre 2021, à votre demande, l'Assemblée nationale a rétabli le poste de Premier ministre. Vous aviez justifié cette décision par la charge que représentait la présidence de l'UA. Six mois plus tard, le Sénégal n'a toujours pas de Premier ministre. Pourquoi ?

Parce que, les élections locales passées, nous avons encore un scrutin : les législatives de juillet. Il m'a paru plus logique d'attendre leurs résultats pour désigner le Premier ministre qui sera issu de la formation qui les aura remportées.

Avez-vous en tête un profil particulier ?

Les profils, cela ne signifie pas grand-chose. Inutile de faire des projections. Le moment venu, un Premier ministre compétent sera nommé et il se mettra immédiatement au travail.

Ces législatives représentent le dernier grand test électoral avant la présidentielle de 2024. Qu'en attendez-vous ?

Une nette victoire. C'est avant tout une question de cohérence vis-à-vis des choix du peuple sénégalais, qui m'a réélu. Nous avons mis en place un programme économique et social extrêmement exigeant, le Plan Sénégal émergent, qui a donné des résultats incontestables à tous égards.

Nous avons réduit le taux de pauvreté de cinq points et amélioré sensiblement tous les indicateurs macroéconomiques, malgré la crise liée au Covid-19 et, aujourd'hui, la guerre en Ukraine. Pour protéger la population, nous avons bloqué les prix afin qu'elle puisse faire face à la hausse des prix de l'énergie, des denrées alimentaires, etc. Ce qui, pour cette seule année 2022, coûtera à l'État près de 657 milliards de F CFA, soit près de 1 milliard d'euros, de soutien aux ménages. Sans parler de l'augmentation des salaires dans la fonction publique, de la transformation structurelle de l'économie, de la transition énergétique, du développement des infrastructures…

Pour que cette politique puisse se poursuivre, le gouvernement doit avoir une majorité qui lui permette de ne pas perdre de temps. L'opposition veut une cohabitation ? Vous savez très bien que, même dans les pays développés, c'est rarement une réussite. Je ne peux imaginer un tel scénario au Sénégal. Nous sommes sous un régime présidentiel : on élit un président et on lui donne, dans la foulée, une majorité pour gouverner. Le passage du septennat au quinquennat a modifié l'ordre des choses, mais ne change rien sur le fond : le Sénégal, comme l'Afrique, a besoin de stabilité.

Quels rapports entretenez-vous avec vos opposants ? Certains, comme Ousmane Sonko ou Barthélémy Dias, ne vous ménagent guère…

Chacun a sa manière de s'opposer. Je ne m'attarde pas outre mesure sur mes adversaires. L'essentiel, c'est que, dans une démocratie, il y ait une opposition forte. Tant que l'opposition – quelle que soit la façon dont elle se comporte – est républicaine, cela ne me pose pas de problème. J'ai moi-même été opposant, je n'ai jamais eu un mot déplacé à l'égard de ceux qui étaient au pouvoir. Cela ne m'a pas empêché de gagner les élections. Chacun son tempérament.

Les Sénégalais se perdent en conjectures sur vos intentions pour la présidentielle de 2024, mais aussi sur le fait que vous pourrez ou non solliciter un nouveau mandat. Or vous ne vous exprimez guère sur le sujet. Que comptez-vous faire ?

Je répondrai à cette question après les législatives. Il sera alors temps de fixer le cap de 2024. En attendant, nous avons du travail, et guère le loisir de nous disperser.

En mars 2021, après l'arrestation d'Ousmane Sonko, de violentes émeutes ont ébranlé le Sénégal, en particulier Dakar. Comment expliquez-vous cette subite et inattendue explosion de colère ?

Cet événement judiciaire a été un déclencheur. Il faut remettre cette colère, naturelle, dans le contexte de l'époque, celui de la crise du Covid-19, du confinement et de toutes les privations endurées. Depuis lors, nous avons mis en place un programme très important, de 450 milliards de F CFA sur trois ans, visant à créer 65 000 emplois et à financer l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Ces emplois ont été créés, 5 000 enseignants ont été recrutés. En 2012, la fonction publique comptait 91 000 travailleurs. Aujourd'hui, ils sont 163 000.

Beaucoup a été fait, mais ce n'est pas suffisant parce que la population croît très vite et que l'État ne peut tout assumer. Nous devons donc développer l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et, surtout, les financements afin que ces entreprises puissent prospérer, être sources de création d'emplois.

> Chacun a sa manière de s'opposer. J'ai moi-même été opposant, et je n'ai jamais eu un mot déplacé à l'égard de ceux qui étaient au pouvoir.

Le 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse, vous avez annoncé vouloir lutter contre les dérives d'internet et réguler les réseaux sociaux, qualifiés de « cancer des sociétés modernes ». Qu'entendez-vous par là ?

Tout le monde en convient aujourd'hui : les dérives d'internet ne sont plus acceptables. On ne peut pas, au nom de je ne sais quelle liberté, passer son temps à porter atteinte à l'honorabilité des citoyens dans l'anonymat le plus total et créer les conditions d'une rupture des équilibres qui garantissent la stabilité de nos sociétés. Nous ne pouvons pas laisser un outil aussi puissant que les réseaux sociaux faire fi de toutes les lois, et les *fake news* gouverner le monde.

Il faut réguler cette activité et faire en sorte que les grandes plateformes qui incarnent ces réseaux soient elles aussi responsables des contenus qu'elles véhiculent. Beaucoup profitent de ces supports : les terroristes, les délinquants, les trafiquants en tout genre, les cybercriminels... Il faut faire preuve de responsabilité.

L'équilibre entre ce contrôle que vous appelez de vos vœux et la liberté est précaire et difficile à trouver...

Tout dépend de ce que l'on veut. On ne peut pas ériger en règle intangible l'injure, le mensonge, la diffamation au motif que « c'est sur internet ». Quand vous vous comportez de la sorte dans des médias traditionnels, comme la télévision ou la radio, la justice s'applique. Il faut donc qu'elle s'applique également sur les réseaux sociaux et que la loi y soit respectée. C'est tout ce que les gens demandent.

Quelles sont vos relations avec votre prédécesseur, Abdoulaye Wade ? Vous avez été adversaires, en 2012. Il vous reproche l'emprisonnement de son fils, Karim, et ne vous a guère ménagé à son retour au Sénégal. Pourtant, vous venez de donner son nom au stade olympique de Diamniadio. La hache de guerre est-elle enterrée ?

Je n'ai aucun souci avec lui. Je me suis opposé à lui, après dix-huit ou dix-neuf ans de compagnonnage, car nous avions un différend. Cela arrive, en politique. Je l'ai battu à la présidentielle. Il est devenu mon opposant, je l'accepte tout naturellement. Aujourd'hui, tout cela est derrière nous. Notamment parce que le président Wade est désormais un homme âgé.

Il l'était déjà en 2012...

Certes, et donc encore plus aujourd'hui. Par principe, je ne me battrai pas contre un homme âgé. Je devais trouver un nom à ce stade, il m'a semblé que, pour honorer son engagement politique et son travail à la tête du Sénégal, donner le sien à un temple du sport et de la jeunesse était une bonne idée. J'ai fait ce que j'avais à faire. Le reste, maintenant, c'est de la politique.

> Donner le nom d'Abdoulaye Wade à un temple du sport et de la jeunesse m'a paru une bonne idée pour honorer son engagement politique.

Qu'est-ce que l'exploitation du gaz et du pétrole, découverts il y a maintenant quatre ans, va changer pour le pays ?

D'abord, la manière dont le Sénégal sera perçu sur les marchés financiers. Quand vous êtes producteur de pétrole et de gaz, on vous prend beaucoup plus au sérieux. J'ai déjà fait voter toutes les lois d'encadrement. L'une d'entre elles porte sur la répartition des revenus futurs. Une autre porte sur le contenu local et vise à accompagner les entreprises privées sénégalaises dans tout ce qui relève des activités parapétrolières. Nous avons mis en place des dispositifs d'encadrement, très rigoureux, notamment avec le Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz [COS Petrogaz].

C'est surtout là que le Sénégal peut gagner, non pas tant grâce aux revenus que nous tirerons du sous-sol, certes appréciables pour notre budget, mais grâce à tous les services qui pourront être développés dans l'environnement pétrolier et gazier. Cela étant, nous devons poursuivre les discussions, parfois difficiles, avec les compagnies pétrolières pour défendre nos intérêts stratégiques – ce que nous faisons en bonne intelligence avec le gouvernement mauritanien [le champ gazier Grand Tortue Ahmeyim s'étend de part et d'autre de la frontière maritime entre les deux pays] et qui est capital.

Dans le sud du Sénégal, la situation est toujours aussi floue. Depuis des années, vous négociez avec les rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Pourtant, l'armée sénégalaise vient de mener des opérations d'envergure. Peut-on encore croire à la paix ?

Évidemment. Il ne faut pas tout confondre. Depuis dix ans, la perspective d'un règlement du conflit était réelle. Le trafic de bois a cependant atteint une ampleur inouïe, au point de décimer la forêt de Casamance. L'État ne pouvait rester les bras croisés, d'autant que, dans le cadre de cette lutte contre le trafic de bois mais aussi contre le trafic de drogue, un détachement sénégalais de la Cedeao positionné en Gambie a été pris en otage par des rebelles. Je ne pouvais l'accepter.

L'armée a donc démantelé toutes les bases que nous avions laissé prospérer depuis trop longtemps. Nous avons d'ailleurs découvert des quantités industrielles de culture de chanvre indien... À ceux qui ne s'adonnent pas à ces trafics, nous avons dit : « On dépose les armes, on fait la paix et on vous réinsère. » Nous sommes toujours dans cette disposition d'esprit. On ne cherche pas un vainqueur ou un vaincu. Je l'ai déjà dit : la Casamance, c'est le Sénégal. Nous tendons la main à tous les membres du MFDC qui ont le courage et la volonté de faire la paix.



Les opposants Barthélémy Dias (au centre, chemise grise) et Ousmane Sonko (à dr., chemise bleue), à Dakar.

DR

Lorsque vous quitterez le pouvoir, laquelle de vos réalisations ou de vos réformes aimeriez-vous que les Sénégalais retiennent ?

Beaucoup me tiennent à cœur. J'ai créé une nouvelle ville, sortie de nulle part : Diamniadio. Le train express régional, le TER, est un autre motif de fierté car c'est un projet structurant, qui révolutionne nos transports publics et nous projette vers la modernité. Il y a aussi tout ce qui a été fait en milieu rural, dont on ne parle pas souvent mais qui a changé fondamentalement la vie dans ces territoires : l'accès à l'eau potable et à l'électricité, la couverture sanitaire universelle... C'est moins visible qu'un pont ou qu'une autoroute, mais c'est le fondement de notre politique sociale.

En matière de santé, nous avons fait un bond qualitatif important, notamment en matière de plateaux médicaux. Pendant la pandémie de Covid-19, la construction du Centre des maladies infectieuses et tropicales a été une très belle réalisation : c'est « un hôpital dans l'hôpital » qui pourra faire face à n'importe quelle pandémie.

Nous avons également développé, un peu partout, des universités modernes. Depuis l'indépendance jusqu'à mon élection, les résidences universitaires disposaient au maximum de 5 000 lits. Nous en sommes à 30 000. Mais reposez-moi la question au moment de mon départ, mon travail est loin d'être achevé ! ●

POLITIQUE **SÉNÉGAL**

CE JOUR-LÀ

27 juin 1977 Djibouti proclame son indépendance

Il y a quarante-cinq ans, l'ex-Territoire français des Afars et des Issas se libérait du joug de la puissance coloniale. Retour sur les premières heures de cet État que beaucoup pensaient condamné.

Ce 27 juin, la République de Djibouti célèbre le 45e anniversaire de son indépendance. Et c'est déjà presque un exploit. « Des lendemains incertains », choisissait de titrer JA dans son numéro de mai 1977, tandis que le quotidien *Le Monde* s'interrogeait ouvertement sur la viabilité « de la colonie la moins attrayante de la France ».

Peu d'observateurs prévoyaient à cette époque un avenir autre que funeste à ce pays grand comme la région normande et dépourvu de toute richesse naturelle autre que son soleil écrasant et son emplacement géographique.

« Une poignée de cailloux que Dieu a jetée dans un coin après avoir créé le monde », s'amusent les Djiboutiens eux-mêmes quand ils parlent de leur pays « composé de roc, de sable et de sel », comme l'avait résumé Joseph Kessel lors de son passage dans la région.

Cet agglomérat de pierres et de poussière faisait pourtant l'objet de très vives revendications de la part de ses puissants voisins éthiopien et somalien. Dès 1966, le Négus Haïlé Sélassié rappelait au président Charles de Gaulle, alors en visite à Addis-Abeba, que Djibouti « allait naturellement revenir à l'Éthiopie », alors que le Front de libération de la Côte des Somalis (FLCS) rêvait de ramener sa cinquième branche à l'étoile du drapeau somalien.

En février 1976, la prise d'otages de Loyada perpétrée par des militants du FLCS se solde par la mort de 2 des 31 enfants français présents dans le bus, ainsi que par celle des 7 membres du commando et de quelques soldats somaliens. Elle précipite le départ des Français, qui, après cette tragédie, ont ceinturé la capitale de barbelés électrifiés pour prévenir toute nouvelle incursion. Ils tomberont au soir du 27 juin 1977.

Brusque départ

Un peu avant minuit ce même jour, le président Valéry Giscard d'Estaing annonce depuis son bureau de l'Élysée « qu'à la place de l'ancienne Côte française des Somalis, devenue le Territoire français des Afars et des Issas, va naître l'État indépendant et souverain de la République de Djibouti », entérinant ainsi la décision adoptée à 98,7 % quelques semaines plus tôt par le peuple djiboutien lors du référendum du 8 mai.

Le jour J, rien n'est prêt, ou presque rien. La France part brusquement, comme vexée, en claquant la porte, à l'exemple du patron de l'ORTF local qui remet les clés des locaux de la radio nationale au dernier Djiboutien qu'il croise sur le tarmac de l'aéroport, juste avant de s'embarquer pour Paris. Bien sûr, elle lègue au pays une nouvelle capitale, Djibouti-Ville, choisie en 1888 pour sa rade mais à l'écart des grandes routes caravanières traditionnelles. Elle abandonne aussi un port, alors le troisième en France derrière Marseille et Le Havre, qui justifie à lui seul la présence française depuis l'ouverture du canal de Suez, en 1869 ; une voie ferrée qui, depuis 1917, le raccorde à la capitale éthiopienne pour constituer le poumon économique du territoire ; et quelques kilomètres de route bitumée qui relient Djibouti à la station d'Arta, où aiment aller se rafraîchir les ressortissants français.

La France laisse surtout derrière elle un contingent de 2 900 soldats, à la suite des accords de défense négociés durant les dernières semaines avec les nouvelles autorités, qui lui permet de maintenir son influence le long d'une route maritime par laquelle circulent déjà 25 % du commerce mondial et 15 % du transit pétrolier annuel.

Cette présence militaire française représente aussi une « assurance-vie » pour le jeune État, alors que l'Éthiopie et la Somalie massent leurs troupes aux frontières en vue de la guerre de l'Ogaden, qui sera déclarée moins de quinze jours après l'indépendance de Djibouti. Malgré la menace, les Djiboutiens n'autorisent l'installation de cette base qu'à la condition de voir leur monnaie continuer d'être rattachée au dollar, comme c'est le cas depuis 1949, au lieu d'entrer dans le panier commun du franc CFA comme le souhaite l'ancienne puissance – ils ne veulent plus des dévaluations successives qu'a connues le franc depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Activisme diplomatique

Le pays est économiquement exsangue, et la guerre qui gronde dans la sous-région va sérieusement contracter l'activité du port et de sa voie ferrée. Sans autre revenu pendant de longs mois que la redevance payée par la France pour la présence de ses troupes, Djibouti boucle en 1977 un premier budget constitué à 85 % de contributions internationales.

Le front commun présenté, au moins jusqu'en 1978, par le président issa Hassan Gouled Aptidon et son Premier ministre, l'Afar Ahmed Dini Ahmed, permet d'éviter le conflit ethnique et la « libanisation » du pays que beaucoup lui promettent, tout en jetant les bases d'une identité djiboutienne. Reste encore à asseoir l'existence même de la petite République en trouvant sur la scène extérieure les soutiens qui l'aideront à rompre son isolement diplomatique tout en l'aidant à faire face à ses urgences économiques.

> **Le pays apparaît aujourd'hui, paradoxalement, comme le seul îlot de stabilité dans une région en crise.**

Ce n'est pas un hasard si la date du 27 juin a été retenue. Le « père de l'indépendance », Hassan Gouled Aptidon, veut en effet voir son pays devenir le 49e membre de l'Organisation de l'union africaine (OUA) dès la réunion de l'institution prévue trois jours plus tard à Addis-Abeba. Une fois l'adhésion validée, le président djiboutien part au Caire, siège de la Ligue arabe, où il sait pouvoir compter sur le soutien des Saoudiens, désireux de s'implanter dans la Corne. Quelques mois plus tard, Djibouti devient le 21e membre de l'organisation, le premier non arabe.

En quelques mois, l'arrivée des pilotes égyptiens et des instituteurs tunisiens permet la réouverture des bassins portuaires et des écoles. Ce soutien financier et technique arabe se révélera sans faille. C'est Riyad qui réglera la facture de « la route de l'unité » reliant Djibouti-Ville à Tadjourah, réalisée en 1988 par des ingénieurs yougoslaves. Dubaï, lui, fera définitivement rentrer le port de Djibouti dans l'ère maritime moderne en livrant clé en main le terminal à conteneurs de Doraleh à la fin des années 2000. Cet activisme diplomatique impulsé par le premier président djiboutien est perpétué par son successeur à partir de 1999, Ismaël Omar Guelleh, son ancien chef de cabinet. Ce dernier tirera le meilleur parti d'une conjonction d'évènements internationaux qui vont se succéder pour placer son pays au centre de toutes les attentions diplomatiques et militaires. De la lutte contre la piraterie et le terrorisme international à l'émergence économique d'un marché éthiopien enclavé, tout le monde semble avoir une bonne raison de s'installer dans le pays.

À commencer par la Chine, qui, depuis dix ans, y a investi plus d'une dizaine de milliards de dollars pour en faire sa porte d'entrée maritime sur le continent. Définitivement unifié depuis 2001 et la signature de l'accord de paix signé entre les communautés afar et issa après la guerre civile qui a dévasté le pays entre 1991 à 1994, Djibouti apparaît aujourd'hui, paradoxalement, comme le seul îlot de stabilité dans une région en crise. De quoi attirer les investisseurs du monde entier et entretenir le rêve de la petite République de devenir « le Singapour de l'Afrique ». En espérant qu'il ne se réalise pas au prix de sa souveraineté. ●

Olivier Caslin


PATRICK ROBERT POUR JA

Lors des cérémonies marquant les trente ans de l'indépendance, en juin 2007.

POLITIQUE

MALI

LES ILLUSIONS PERDUES DE KARIM KEÏTA

Il était l'un des hommes les plus puissants mais aussi les plus critiqués du pays sous Ibrahim Boubacar Keïta. Lui qui rêvait d'un destin présidentiel a été contraint à l'exil après la chute de son père. Mais à 43 ans, il ne compte pas en rester là.

FATOUMATA DIALLO

À l'aéroport de Bamako-Sénou, le 11 juillet 2018.

NICOLAS RÉMÉNÉ

En cette matinée du 21 janvier 2022, le cœur n'est guère à la fête dans la capitale malienne. Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) est sur le point d'être inhumé. Quelques jours plus tôt, le président qui avait dirigé le pays pendant près de sept ans avant d'être renversé par cinq colonels putschistes en août 2020 a perdu son dernier combat. Au crépuscule du 16 janvier, une crise cardiaque l'a emporté à son domicile de Sébénikoro.

Dans l'enceinte du camp du génie militaire de Bamako, où les putschistes ont accepté d'organiser des funérailles nationales, l'émotion est palpable. Ils sont plus de 2000 à être présents. L'ancienne première dame, Aminata Maïga, qui a soutenu son mari jusqu'à son dernier souffle, est au premier rang, ainsi que son unique fille, issue d'une autre union.

Parmi les garçons du président, seul le benjamin, Boubacar, a pu être présent. Assigné à résidence au lendemain du coup d'État, « Bouba » a recouvré la liberté début février 2021, grâce à l'entremise du président guinéen Alpha Condé. C'est à lui, le discret, qu'il revient de rétablir l'honneur d'IBK, si souvent terni ces derniers mois. « Je ne peux

m'empêcher de faire une comparaison avec Socrate qui, sous le coup des sycophantes, fut condamné à mort en buvant la ciguë. Papa, cette ciguë, tu l'auras bue jusqu'à la lie, lance-t-il, amer. Devant les lamentations de sa femme, qui trouvait la condamnation injuste, Socrate lui répondit : "On peut me tuer, mais on ne peut me nuire . Ainsi plus rien ne peut t'atteindre désormais. »

« Preuves accablantes »

Bouba vit désormais à Abidjan, tout comme le plus connu, jadis le plus influent, et le plus décrié des fils Keïta, Karim. Celui-ci savait son père rongé par un cancer qui laissait entrevoir peu d'espoir de guérison. Mais on n'est jamais réellement préparé à pareille mort. Le fils doit pourtant ce jour-là vivre l'enterrement de son père de loin, ce qui lui est insupportable.

Car depuis le 5 juillet 2021, Karim fait l'objet de poursuites judiciaires au Mali. Le doyen des juges d'instruction du tribunal de la commune IV de Bamako, Sidi Abdine Maïga, a affirmé détenir des « preuves accablantes » contre lui et a décidé de relancer l'affaire Birama Touré. Le fils préféré de l'ex-président est accusé d'être à l'origine de la séquestration du jeune journaliste du *Sphinx*. Au moment de sa disparition, ce dernier enquêtait sur une liaison présumée entre Karim Keïta et la femme de l'un de ses amis, ainsi que sur des contrats d'armement qui n'avaient pas été honorés. Le juge a demandé au bureau central d'Interpol à Bamako d'émettre un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'ancien député de la commune II de Bamako. Nul ne sait si la requête a été validée. Mais le risque est trop important, et Karim est contraint de se faire discret.

Cette affaire est pour lui une véritable épine dans le pied. Il a beau souligner qu'aucune preuve matérielle n'établit son implication dans la disparition de Birama Touré, un rapport de Reporters sans frontières (RSF) vient étayer la thèse des juges. Transféré à l'instruction en juillet 2021, il s'appuie sur le témoignage, qui n'avait pas été rendu public jusqu'alors, d'un des codétenus du journaliste. Celui-ci affirme que Birama Touré a notamment été détenu « dans la chambre froide de la sécurité d'État, une cellule dans laquelle les détenus étaient régulièrement torturés ». Après plusieurs mois de détention, il a été exécuté de « trois coups de feu », affirme le témoin, qui dit avoir lui-même assisté au meurtre commis fin 2016, selon lui.

Karim Keïta, lui, n'était pas présent. Alors quel rôle a-t-il joué exactement ? Aucun, réfutent ses avocats. Karim a choisi de se faire représenter par un ami intime de son père, Marcel Ceccaldi. Cet avocat français dénonce une « publication litigeuse » de RSF qui s'appuie sur « des témoignages d'anonymes ». Il déplore que cette affaire ne soit rien d'autre qu'une « instrumentalisation des juges par le régime en place ».

Joint au téléphone par *Jeune Afrique*, Karim Keïta se dit « serein et imperturbable ». Pourtant, la menace est réelle. « C'est par cette affaire que la junte compte mettre la main sur Karim Keïta. Mais il faut admettre que la procédure patine ces derniers mois », nous confie un diplomate établi dans la sous-région.

Pourquoi les colonels au pouvoir craignent-ils ce jeune quadra ? Pour le comprendre, il faut revenir à la journée du 18 août 2020. Ce jour-là, alors que des bruits de bottes se font entendre depuis le camp militaire Soundiata-Keïta, à Kati, une réunion de crise est improvisée à la résidence d'IBK. Karim, le Premier ministre Boubou Cissé, qu'il n'apprécie guère, et le patron de la sécurité d'État Moussa Diawara sont autour du président pour tenter de trouver une parade. En vain. Les nouvelles ne sont pas bonnes.



MICHELE CATTANI/AFP

Manifestation réclamant le départ d'IBK, sur la place de l'Indépendance, à Bamako, le 5 juin 2020.

« KARIM S'ÉTAIT PRÉPARÉ AU COUP D'ÉTAT. IL SAVAIT QUE TOUT ÉTAIT POSSIBLE. MAIS IL RESSASSE TOUT CELA, LES ERREURS QU'IL A PU COMMETTRE. »

« Je crois que Karim s'était préparé au coup d'État. Il savait que tout était possible, reconnaît l'un de ses amis. Mais il ressasse tout cela, les erreurs qu'il a pu commettre… Il continue à croire que si son père avait fait un remaniement en mettant en place un gouvernement plus resserré et plus efficace le régime aurait pu tenir malgré les importantes manifestations. »

Mais ce 18 août, il comprend qu'il est trop tard. Il connaît très bien les militaires à la manœuvre pour avoir été de 2013 à 2020 le patron de la commission défense à l'Assemblée nationale. Alors, vers 16 h 30, quand les forces spéciales du colonel Assimi Goïta débarquent chez le chef de l'État, Karim – comme Diawara – a déjà pris la fuite.

Mais où est donc le « fils à papa » ? Les rumeurs le disent retranché au sein de l'ambassade de Côte d'Ivoire, ce que nul n'a pu prouver. Mais c'est bien à Abidjan qu'il va réapparaître, grâce à l'entremise des autorités locales et à l'implication personnelle de l'ancien Premier ministre Hamed Bakayoko (mort en mars 2021). « Il a pu trouver des soutiens, des complices, tant dans la sous-région qu'au sein de l'armée, veut croire un ancien officier. Les colonels n'ont sans doute pas vraiment cherché à lui mettre la main dessus. Lorsqu'il était aux affaires, Karim a rendu de nombreux services. »

Durant des années, il côtoyait régulièrement le colonel Modibo Koné, qui dirige aujourd'hui la sécurité d'État, et le colonel-major Ismaël Wagué, l'actuel ministre de la Réconciliation nationale. Les deux officiers opéraient à Sévaré, où Karim se rendait souvent en tant que président de la commission défense. Sa proximité avec le colonel Malick Diaw était encore plus « signifiante », nous confie l'un de ses amis. L'actuel président du Conseil national de transition (CNT) se serait rapproché de Karim après le putsch de 2012, dont il a été l'un des protagonistes. « Malick Diaw a alors connu une longue traversée du désert. Dans ces moments difficiles, Karim l'a beaucoup aidé », explique un proche de l'ancien député.

Soif de pouvoir

Élu député en 2013, à seulement 34 ans, Karim Keïta était devenu une pièce maîtresse du dispositif de son père. « En tant que président de la commission défense, Karim contrôlait quasiment tout le budget et le marché de la défense » de ce pays en guerre, glisse un notable malien. Lors des remaniements, il suggérait les noms de certains des futurs ministres. Il a entre autres plaidé pour la nomination de Soumeylou Boubèye Maïga (décédé en mars) à la primature. Beaucoup ont bénéficié des largesses de ce « bon copain ». Entre 2014 et 2019, certains de ses proches ont raflé des marchés publics, comme Seydou Mamadou Coulibaly. « Lors des nominations dans la fonction publique, dans la police, etc., Karim envoyait ses propres listes », affirme un observateur aguerri de la scène politique malienne.

Mais cette toute-puissance dérange. Certains ministres se plaignent de lui, et l'opinion publique apprécie peu cet héritier qu'elle voit jouir alors que le reste des Maliens souffre. Peu à peu, il devient l'homme le plus puissant mais aussi le plus critiqué du régime.

Alors qu'on dit qu'il veut succéder à son père, son opulence dérange dans ce pays qui déteste le bling-bling. Sa richesse nourrit les soupçons de corruption.

IBK a toujours eu du mal à comprendre ce que l'on pouvait reprocher à son fils, à part un « délit de patronyme ». Pour lui, Karim était un « génie politique », relate un de ses proches. Mais parfois, il arrivait qu'IBK sorte de ses gonds et tape du poing sur la table. Un autre ami de la famille relativise : « IBK était le meilleur défenseur de Karim, mais parfois il prenait ses distances. Un jour, en rentrant furieux du bureau, IBK a dit à son épouse Aminata : "Ton fils est en train de gâcher mon pouvoir !" » relate un ami de la famille.

Le fils a-t-il précipité la chute du père ? Pour plusieurs observateurs, sa soif de pouvoir était trop forte. En mai 2020, il franchit le pas de trop en poussant Moussa Timbiné à se porter candidat à la dernière minute à la présidence de l'Assemblée contre Mamadou Diarrassouba, un ténor du parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM).

« Karim savait que la santé de son père était déclinante. Alors, il a voulu préparer la succession en s'arrogeant le RPM », explique une figure du parti. Selon plusieurs sources, le plan était simple. En cas de vacance du pouvoir, Moussa Timbiné assurerait l'intérim en tant que président de l'Assemblée nationale et serait chargé d'organiser les élections. Il devrait alors aider Karim à s'installer à son tour au palais présidentiel. Une stratégie avalisée par IBK.

Mais pour les cadres du RPM, c'est la manœuvre de trop. Même au sein du parti présidentiel, ils sont de plus en plus nombreux à ne plus soutenir le clan Keïta, et à ne pas voir d'un si mauvais œil la gronde qui se fait entendre. Un mouvement de contestation enfle depuis plusieurs semaines.

Un homme nouveau et assagi ?

C'est à ce moment-là qu'une vidéo va définitivement entacher l'image du régime. On y voit Karim et son frère Bouba à bord d'un yacht. Sur les eaux méditerranéennes, les deux frères passent du bon temps entourés de jeunes femmes, qui les massent et se dandinent devant eux. Cela choque, alors que l'armée est en difficulté sur le front et que la population peine à joindre les deux bouts. « Karim était un sujet délicat à aborder chez IBK. Quand la vidéo du yacht a fait surface, j'avais appelé le président pour lui dire de le rappeler à l'ordre. Mais il m'a raccroché au nez », se souvient un ami intime d'IBK.

En exil, Karim n'a pas abandonné son goût du luxe et des belles choses. Le week-end, il ne boude pas son plaisir à Assinie, la station balnéaire où les puissants aiment passer du bon temps. Mais il se fait discret. Lorsqu'il l'a accueilli, le président Alassane Ouattara le lui a ordonné.

Entouré de son épouse et de ses quatre enfants, Karim vit dans une villa de location à la Riviera, un quartier d'Abidjan. Il sélectionne plus que jamais ses amitiés et prend garde à qui il se confie. Ses proches assurent qu'il n'est pas le personnage sulfureux que l'on décrit souvent. « Contrairement aux apparences, Karim est introverti, défend son avocat. Il garde pour lui ses sentiments personnels, en particulier ceux qu'il peut avoir à l'égard des autres. »

En Côte d'Ivoire, il a retrouvé ses amis d'enfance et les souvenirs du temps où son père occupait les fonctions d'ambassadeur et où il étudiait au lycée Mermoz. Il a des partenaires pour jouer au tennis – deux fois par semaine – et au foot, autant qu'il le peut. Mais la lagune Ébrié ne sera jamais le fleuve Niger, et il y a des choses qui ne se remplacent pas. Depuis son exil, Karim rêve de retrouver le goût des mangues muscat, ses préférées, celles que l'on déguste en avril et en mai. C'est ce qu'il nous confie, au téléphone. L'entretien sera succinct et prudent – ce n'est pas le moment de faire polémique. Au bout du fil, Karim se montre chaleureux et raisonnable. Ses ambitions ? Il n'en parle pas vraiment. Ses proches le confirment : il suit de très près la vie politique malienne mais évite de la commenter.

CROYANT EN SON DESTIN ET EN SON RÉSEAU, IL RÊVE DE FAIRE UN RETOUR TRIOMPHAL AU PAYS.

Il sait que, pour l'instant, ses velléités de jouer un rôle de premier plan doivent être mises entre parenthèses. Il ne sera sans doute pas, comme il l'espérait, celui qui succèdera à son père. L'élection présidentielle de 2023 que promet la junte ? Karim sait que ce sera trop tôt pour lui. Peut-être soutiendra-t-il un candidat – auquel cas Mamadou Seydou Coulibaly, le président du mouvement Benkan, semble avoir sa préférence.

En attendant, il soigne son image. L'ancien féru de fête confie être un homme nouveau, assagi. « Il a jeûné pendant tout le mois de ramadan », lance, amusé, l'un de ses proches. Ce patriote convaincu continue à croire en son destin, en son réseau politique et en son carnet d'adresses dans le monde des affaires. Il rêve toujours de faire un retour triomphal au pays et confie du bout des lèvres : « Quand on est croyant et qu'on a la foi, on dit que le deuxième nom de Dieu, c'est le temps ». Il n'a que 43 ans. ●

RÉPUBLIQUE DU NIGER



C'EST LE MOMENT D'INVESTIR AU NIGER

LE PAYS VA ENREGISTRER LA PLUS FORTE CROISSANCE D'AFRIQUE CETTE ANNÉE



Portée par des projets stratégiques et soutenue par une bonne gouvernance économique, la croissance économique du Niger va atteindre 6,9 % en 2022. C'est presque deux fois plus que le reste du continent (3,8 %), précise le rapport sur les Perspectives économiques mondiales du FMI, publié le 19 avril dernier. Le pays sahélien prouve ainsi sa capacité de résilience face aux crises multiformes qui le touchent.

Le Niger enregistrait déjà une croissance de son PIB de 5,9 % en 2019, avant de résister à 3,6 % au plus fort de la pandémie de Covid 19, en 2020, puis de chuter à 1,3 % l'année suivante, sur fond de hausse des prix des produits alimentaires mondiaux, mais aussi de l'insécurité et de chocs climatiques. Le risque d'inflation, largement importée (3,8% en 2021), est toujours là. Au plan national, le déficit de la campagne agro-pastorale a aussi contribué aux tensions inflationnistes, mais celles-ci ont été atténuées par les actions d'appui à la consommation des ménages vulnérables du gouvernement.

FAIRE DU NIGER UN HUB RÉGIONAL D'EXPORTATION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Pétrole et énergie : une croissance à 2 chiffres à moyen terme

Les bons résultats attendus cette année, le Niger les doit notamment à des projets stratégiques. L'oléoduc en cours de construction vers le Bénin devrait doper sa capacité de production pétrolière, d'ici 2024, et entraîner une croissance économique à deux chiffres à moyen terme, alors que celle-ci est attendue à 7,2 % en 2023.

Le pays sahélien envisage de faire passer sa production de pétrole à 110 000 barils par jour dès l'année prochaine, grâce à cet oléoduc, puis à 200 000 b/j à l'horizon 2025, contre 20 000 b/j actuellement. L'industrie pétrolière contribuerait ainsi à 25 % du PIB, 50 % des recettes publiques et 80% des exportations.

Dans le même temps, le Niger renforce ses investissements dans les énergies vertes. Ses objectifs : faire du pays un hub régional d'exportation de l'énergie électrique et faire passer les énergies renouvelables dans son mix énergétique à 30 % à l'horizon de 2030.

Les services tirent déjà la croissance

En 2021, la croissance a été portée par les secteurs secondaire (6,7 %) et tertiaire (6 %). En plus des industries extractives, des efforts dans le domaine de la construction, des activités manufacturières, de la production d'eau et d'électricité ont contribué à l'accroissement du secteur secondaire. Quant au secteur tertiaire, sa croissance est principalement liée à la bonne santé du transport, de la communication, des administrations publiques ainsi que de l'hôtellerie et de la restauration.

Une gouvernance économique à la hauteur

Ces investissements sont soutenus par une gouvernance efficace. Le déficit budgétaire est resté stable à 5,3 % du PIB en 2021. Le poids de la dette (47,8% du PIB) reste modéré, du fait notamment de la politique prudente privilégiant l'emprunt concessionnel. La mobilisation des ressources internes a progressé de 5,3% en 2021 et la mobilisation des ressources externes, emprunts et dons, a notamment bénéficié aux secteurs de l'hydraulique et des infrastructures de transport.

Dans ce contexte, les IDE ont progressé de 86,9 % en 2021, passant en valeur nominale de 206,7 à 386,5 milliards de FCFA. Quant au financement bancaire, les crédits accordés à l'économie ont augmenté de 15,4% en variation nominale, portés par les services et la transformation.

JAMG - PHOTOS © ELIT MEDIA PICS

POLITIQUE

RD CONGO

CHEZ LES TSHISEKEDI, LA POLITIQUE EN FAMILLE

Éviction de François Beya, chute de Jean-Marc Kabund… Le chef de l'État resserre son premier cercle. À un an et demi de la présidentielle, le fils du Sphinx compte d'abord et surtout sur les siens.

ANNA SYLVESTRE-TREINER, ENVOYÉE SPÉCIALE À KINSHASA

Avec son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, à Bruxelles, le 18 septembre 2019.

THIERRY ROGE/BELGA VIA AFP



Feu Étienne Tshisekedi et sa femme, Marthe, à Kinshasa, le 31 juillet 2016.

joue au sommet de l'État. « Elle n'intervient pas dans les orientations politiques, estime un observateur. En revanche, elle a son mot à dire dans le choix des personnes qui entourent le président. C'est un peu comme si elle avait le droit à un quota de fidèles. » Le nombre de ministres originaires du Sud-Kivu, comme l'est cette Mushie, a d'ailleurs été très commenté lors de l'annonce du gouvernement de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, en 2021.

Denise Nyakeru Tshisekedi a en tout cas pris soin de récompenser certains de ses proches. Le ministre de la Défense, Gilbert Kabanda Rukemba, est parfois désigné comme l'un de ses « pères adoptifs ». Ce militaire à la retraite, qui ne faisait pas partie des officiers les plus gradés du pays, a pris soin de Denise et de ses frères et sœurs lorsqu'ils étaient enfants. John, l'aîné, a été promu chef du protocole présidentiel à l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, avant de devenir ambassadeur au Kenya. Certes, la proximité de la première dame avec des membres du cabinet et du gouvernement n'a pas empêché Didier Budimbu, le ministre des Hydrocarbures, d'être entendu par l'Agence nationale de renseignements (ANR), mi-avril. « Mais peut-être cela lui a-t-il permis de ne l'être que 24 heures ! » suggère le cadre de l'UDPS déjà cité.

« Maman Marthe », la coach des enfants

L'influence de Denise Nyakeru n'est pas sans rappeler celle de l'autre infirmière de la vie de Félix Tshisekedi. Encore plus discrète, encore moins visible, mais omniprésente, « maman Marthe » a fait de la 10e rue Limete, à Kinshasa, l'un des lieux parallèles du pouvoir. « Elle ne fait pas partie des gens auxquels on a accès, on ne la voit jamais en public, mais chacun sait qu'elle tient une place considérable auprès de son fils », observe un autre diplomate.

Derrière le portail noir, la parcelle familiale a longtemps été le cadre des réunions de l'UDPS. Dans son petit bureau jouxtant la maison, Étienne élaborait sa ligne politique. Des personnalités de tout genre défilaient : caciques du parti, alliés potentiels, →



Félix Tshisekedi lors des funérailles de son père, à Bruxelles, le 9 février 2017.

OLIVIER HOSLET/EPA/MAXPPP



DR

Autour de Marthe (de g. à dr.), Thierry (Tshitshi), Jacques, Christian, Félix, Roger et Jean-Claude Tshisekedi.

→ militants des droits humains, diplomates… Mais on apercevait rarement les fils du patriarche.

« Étienne n'était ni proche ni admiratif de ses fils », se souvient Albert Moleka, un fidèle collaborateur aujourd'hui en rupture avec la famille. Rien ne déroge aux habitudes de l'époque : à Étienne la carrière, à Marthe l'éducation des enfants. C'est elle qui couve leurs cinq garçons, Jean-Claude, Roger, Félix, Christian et Bobo, quand Étienne préfère travailler ou batifoler en ville. « Marthe a été la coach des enfants, se souvient un membre de la famille. Quand on est une maman, c'est normal de vouloir que ses fils réussissent. »

« Elle a toujours voulu prendre le pouvoir au sein de l'UDPS », croient savoir plusieurs anciens compagnons de son mari, eux aussi en rupture de ban. Femme de caractère ambitieuse, c'est avec Félix que, très tôt, elle fait équipe. Il est le seul de la fratrie à s'intéresser à la politique. Il faut dire qu'Étienne n'a jamais tenté de leur transmettre ce goût. L'influence de « maman Marthe » grandit au milieu des années 2010. La santé du père décline, elle croit alors que l'heure de son fils est venue. En 2014, elle fait irruption dans un séminaire de l'UDPS à Bruxelles pour, disent ses détracteurs, imposer Félix à la tête du parti. Quelque temps plus tard, elle s'immisce dans une discussion entre Étienne et Albert Moleka sur ce sujet, et chasse ce dernier, qui ne reviendra pas. « Étienne n'a jamais prôné une succession dynastique, assure l'ancien directeur de cabinet. Mais il n'excluait personne. Il respectait les ambitions. »

L'art du compromis

Martin Fayulu, qui affirme toujours que Félix Tshisekedi et Joseph Kabila lui ont volé sa victoire à l'élection présidentielle de 2018, ne dit pas autre chose. « Après l'accord de la Saint-Sylvestre, en 2016, nous devions nous entendre sur le nom d'un Premier ministre issu de l'opposition. Félix était candidat, mais Étienne lui avait préféré Valentin Mubake. C'est Félix lui-même qui est venu me confier le choix de son père », affirme-t-il. Le fils n'a jamais confirmé l'épisode. Il n'y aura finalement pas de gouvernement de cohabitation. La réelle préférence du Sphinx reste un mystère.

Une chose est certaine en revanche, c'est qu'entre ces deux fortes têtes que sont Étienne et Marthe, la divergence se joue aussi sur le fond. Au premier, l'intransigeance ; à la seconde, les compromis. « Peut-être aimait-il davantage la politique, tandis qu'elle préférait le pouvoir », résume un observateur. Sous Mobutu déjà, elle regrette qu'Étienne abandonne la primature pour entrer dans l'opposition – des années de difficultés. Plus tard, sous Kabila, elle pousse son opposant de mari à ouvrir de discrètes discussions avec le président. Il ne veut pas, elle s'en charge. « Cela passait par l'intermédiaire d'Eugénie Tshika wa Mulumba, la petite sœur d'Étienne. Avec des représentants de Kabila, elle échangeait des idées politiques… Et des billets », témoigne le membre de la famille déjà cité.

Belles cylindrées

L'ultime négociation se joue lors de la présidentielle de 2018. Avec la bénédiction de sa mère, Félix fait un pacte avec Joseph Kabila et réussit ce que son père n'était jamais parvenu à faire. « Si Joseph Kabila et Félix Tshisekedi ont pu s'entendre, c'est peut-être aussi à cause du rapport compliqué que chacun d'eux entretient avec son père », analyse un observateur. Depuis, Marthe est sans cesse consultée, tant à propos des affaires du parti que de celles du pays. Comme Denise, elle a son cercle de fidèles, dont fait partie Augustin [redacted]

« Félix a appelé à lui des cousins éloignés et des neveux, résume un homme d'affaires qui gravite dans les cercles du pouvoir depuis quarante ans. Il y a des gens peu expérimentés, qui n'ont pas les diplômes nécessaires, mais qui sont de vieux copains, du temps où Félix était à Bruxelles. Ils sont postier, livreur de pommes, videur de boîte de nuit… » « Il faut comprendre cette façon de gouverner à l'aune d'une méfiance extrême. Félix a été mal élu, et une paranoïa totale, une peur permanente de la déstabilisation sévissent au sein du pouvoir, analyse un observateur. Ce système ne sert pas seulement à gagner de l'argent, il permet aussi de s'assurer de conserver le pouvoir. Installer des gens qui ne sont rien et vous doivent tout est le meilleur moyen de s'assurer leur loyauté. »

À moins d'un an et demi de la prochaine présidentielle, le chef de l'État, qui ne cache pas sa volonté de briguer un nouveau mandat, concentre son pouvoir autour d'intimes. Au risque de faire des déçus et des revanchards. De potentiels adversaires en 2023 ? Fin mars, la photo immortalisant la rencontre entre Albert Moleka et Jean-Marc Kabund n'a pas manqué de faire jaser. « Ce sont des aigris », tacle un membre du cabinet de Félix Tshisekedi, qui assure qu'ils « ne pèsent rien ». Reste qu'un certain nombre d'anciens de l'UDPS renforcent leurs liens et envisagent de se voir dans les semaines qui viennent.

[redacted]

POLITIQUE GABON

RENCONTRE AVEC

Steeve Nzegho Dieko

L'homme auquel Ali Bongo Ondimba a confié le parti

Son nom était peu connu du grand public. C'est pourtant ce sénateur de 46 ans que le chef de l'État a désigné, le 9 mars, à la tête du PDG.

Il est rare, par les temps qui courent, qu'un journaliste étranger soit accueilli de bonne grâce dans les bureaux cossus de la capitale. Paradoxalement, plus le pouvoir tend la main à ses opposants, plus il en débauche les cadres pour les intégrer qui au gouvernement, qui au Haut-Commissariat de la République, plus les politiques se « bunkérisent ».

À l'approche de l'élection présidentielle d'août 2023, le couperet du Conseil des ministres frappera sans pitié membres du gouvernement et directeurs coupables du moindre écart. Le haut-commissaire, Michel Essongue, ou le puissant directeur du cabinet politique, Cyriaque Mvourandjiami, ont ainsi fait vœu de silence. Mais pas Steeve Nzegho Dieko, 46 ans, qui a accepté de nous rencontrer, fin avril, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG). Nommé secrétaire général du parti au pouvoir en mars dernier, lui non plus ne peut se permettre de se prendre les pieds dans les tapis contemporains disposés dans l'immense bureau où il vient d'emménager.

Les locaux sont à l'image de la direction du PDG : ils ont été refaits à neuf. Les vétérans de la majorité ne les reconnaîtraient pas. Fini la pénombre et la naphtaline : le visiteur est accueilli par des bougies parfumées, et l'endroit, qui fourmille de quadras en costume-cravate, a des allures de start-up. Mais les clins d'œil à la Silicon Valley s'arrêtent à l'entrée du bureau du secrétaire général. Nul n'y accède avec son smartphone.

Pour notre entretien, le patron a pris soin d'inviter Frédéric Massavala Maboumba, récemment nommé porte-parole du parti, en plus de ses fonctions de commissaire à la Présidence. Cet ancien proche de Jean Ping, passé par la case prison pour manifestation contre l'autorité de l'État, a récemment repris sa carte au PDG, dont il avait démissionné avec fracas en 2016. Invité, un autre haut cadre du parti s'est présenté en retard. L'accès au bureau lui a été refusé. Il n'y a pas de patron sans autorité.

Quand il s'exprime, Steeve Nzegho Dieko manie la langue de bois mieux qu'un politique de l'ancienne école. Mais il parvient quand même à faire apprécier la diction et le phrasé propres aux habitués des amphithéâtres. « Je suis sur le point de passer mon habilitation à devenir maître de conférences », confie d'ailleurs cet enseignant-chercheur à la faculté de droit et sciences économiques de l'université Omar-Bongo. Son curriculum vitae en atteste, Nzegho se destinait à une carrière d'enseignant : bachelor en sciences politiques obtenu au Québec ; master en relations internationales décroché en Grande-Bretagne ; PhD à l'Université américaine de Londres... Mais la politique a fini par l'accaparer.

> **Ce cadre maison, apprécié du Palais, est devenu le principal animateur de la machine à gagner du pouvoir.**

Pas confronté au suffrage universel

En 2013, il rejoint le Centre d'études politiques du PDG. L'année suivante, il entre comme conseiller au cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur, avant d'être muté au ministère de l'Intérieur et, par la suite, aux Affaires étrangères. En 2017, le voilà propulsé président du conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale. En 2021, il est nommé sénateur pour le compte de la province de l'Ogooué-Ivindo par décret présidentiel. Au moment de prendre en charge l'administration du parti, Nzegho occupait le poste de quatrième vice-président du Sénat.

Ce cadre maison, apprécié du Palais du bord de mer, est ainsi devenu le principal animateur de la machine à gagner du pouvoir gabonais. « Le président nous a prêté son parti. Nous avons la charge de l'accompagner dans son ambition à la tête du pays », déclare-t-il. Pourquoi Ali Bongo Ondimba a-t-il choisi cet homme jeune qui ne s'est jamais confronté au suffrage universel ?

Lien avec l'Ogooué-Ivindo

Historiquement, au Gabon, le secrétariat général du PDG était confié aux Nzébis, une ethnie originaire de l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué suffisamment nombreuse pour contrebalancer le vote réputé hostile des Fangs, l'ethnie la plus importante du pays. Zacharie Myboto (de 1972 à 1990), Simplice Guédet Manzela (de 1994 à 2008) et Faustin Boukoubi (de 2008 à 2017) en étaient issus. Jusqu'à présent, seuls Jacques Adiahénot (1990-1994) et Eric Dodo Bounguendza (2017-2022) n'en étaient pas. « La nomination de Steeve Nzegho Dieko confirme le choix d'Ali Bongo de soigner ses liens avec la province de l'Ogooué-Ivindo pour l'emporter en 2023 », interprète un ministre. Lors de la présidentielle de 2016, c'est dans cette province que le président sortant avait réalisé l'un de ses meilleurs résultats, juste après son fief du Haut-Ogooué.

Qu'attend Ali Bongo Ondimba du PDG ? Steeve Nzegho Dieko peut compter sur le soutien de quelques membres influents gravitant autour du président. « Mais certains proches du "patron" se méfient du parti, même dirigé par un cadre fidèle. Ces gens-là pourraient conseiller au président de recruter un cabinet », affirme le ministre qui a accepté de nous parler sous le couvert de l'anonymat.

Ce ne serait pas la première fois : en 2009, c'est le cabinet Performance, dirigé par le Sénégalais Victor Ndiaye, qui a travaillé à la conception du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Le PDG fut également peu associé à la campagne de 2016, menée par l'Ajev, une association cornaquée à l'époque par Brice Laccruche Alihanga, l'ex-directeur de cabinet emprisonné pour des soupçons de malversations financières. La démission, en 2017, du secrétaire général Faustin Boukoubi, lassé de jouer les seconds rôles, est une conséquence de ce rapport compliqué entre le parti et le Palais.



C'est en 2013 que le nouveau secrétaire général est entré en politique. Ici à Libreville, le 10 mai.

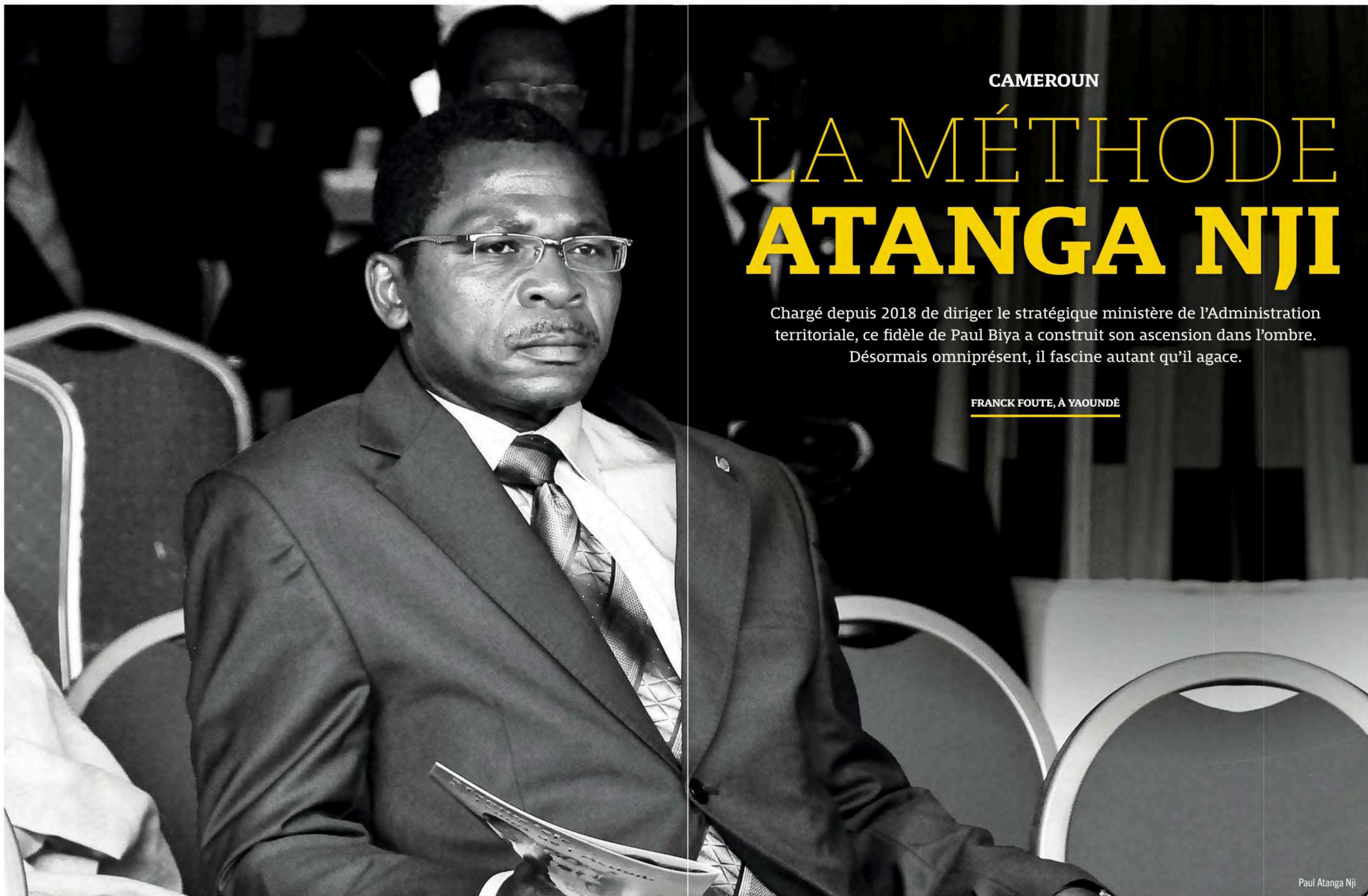
DR

Le secrétaire général (SG) se sait attendu au tournant, et sans doute est-ce pour cela qu'il est aussi prudent. « Sa principale faiblesse est qu'il n'est pas élu, tacle d'ailleurs un ancien ministre. Dans ce parti, le pouvoir est aux mains des élus. On ne peut rien faire sur le terrain sans leur soutien. » Et de poursuivre : « Le parti ne peut marcher efficacement que si le SG est l'homme du président. Omar Bongo disait à Adiahénot ou à Guedet Manzela : "Voilà mon plan, voici ta partition." À cette époque, les SG étaient incontournables. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. »

Est-il déjà contesté ? Le Rassemblement général des jeunes, une organisation récemment créée, vient de demander au président sortant de briguer un nouveau mandat, bravant l'autorité du secrétaire général, lequel avait interdit, le 11 mai, tout appel à candidature. « C'est une sorte de test. Ceux qui contestent sa promotion à ce poste veulent voir s'il est capable de fermeté », explique notre interlocuteur. L'une des compétences requises pour occuper ce fauteuil est, à n'en pas douter, de savoir garder son calme face aux provocations issues de ses propres rangs. ●

Georges Dougueli, envoyé spécial à Libreville

POLITIQUE



CAMEROUN

LA MÉTHODE ATANGA NJI

Chargé depuis 2018 de diriger le stratégique ministère de l'Administration territoriale, ce fidèle de Paul Biya a construit son ascension dans l'ombre. Désormais omniprésent, il fascine autant qu'il agace.

FRANCK FOUTE, À YAOUNDÉ

Paul Atanga Nji

MABOUP

Paul Biya aurait pu en faire son chef du gouvernement. Rodé aux arcanes du pouvoir, Paul Atanga Nji, 62 ans, coche la plupart des cases. Il est anglophone mais maîtrise parfaitement le français, dispose d'une assise politique dans son Nord-Ouest natal et a servi à la présidence de la République pendant près d'une dizaine d'années… Le chef de l'État en a toutefois décidé autrement. Il n'en a pas fait son Premier ministre, poste finalement confié à Joseph Dion Ngute, un anglophone du Sud-Ouest, mais cela n'a pas empêché Paul Atanga Nji de devenir le premier de ses ministres. Le plus actif, le plus entreprenant, mais aussi le plus présent sur la scène médiatique et sur le terrain.

Nommé à l'Administration territoriale en mars 2018, Paul Atanga Nji paraît indifférent aux convenances de la haute administration. Ses détracteurs lui reprochent volontiers son style iconoclaste, son langage parfois peu châtié, les menaces à peine voilées qu'il n'hésite pas à proférer et, d'une manière générale, une approche conflictuelle de l'exercice du pouvoir. Lui reste concentré sur sa mission, équipant les préfets en matériel, monitorant les accidents de la route et surveillant l'opposition.

Attaché – comme le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh – à l'État unitaire, il se saisit du problème anglophone sans craindre de bousculer le Premier ministre. Et le voilà bientôt qui traque les enseignants grévistes, ordonnant aux gouverneurs de région « l'identification systématique » des plus récalcitrants. Et tant pis si, ce faisant, il empiète sur les prérogatives du ministre de tutelle.

En pirogue dans la région de l'Extrême-Nord ou en voiture sur les pistes en latérite de celle de l'Est, Paul Atanga Nji assume cette omniprésence dans un pays où la majorité des cadres politiques ont fait de la discrétion une seconde nature. Il n'a pas donné suite aux demandes d'entretien que nous lui avons fait parvenir, mais il ne se cache pas. Il veut être celui qui fait bouger les lignes, celui qui ose s'attaquer aux dossiers les plus chauds. Peu importe si cela lui vaut critiques et impopularité, seule compte l'opinion du chef.

Paul Atanga Nji sait qu'il a la confiance de Biya, qu'il a accompagné partout, de New York à Genève, et auquel il a offert la mairie de Bamenda, en 2013. C'était la première fois que le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) parvenait à prendre pied dans la grande ville du Nord-Ouest. Depuis des années, il est aussi le secrétaire permanent du Conseil national de sécurité, et cela lui donne la haute main sur les renseignements.

Il sait aussi que l'Administration territoriale peut être un formidable marchepied. Deux de ses prédécesseurs n'ont-ils pas été considérés comme de possibles dauphins ? Ministre de 2009 à 2011, Marafa Hamidou Yaya a eu l'impudence d'afficher ses ambitions. En 2012, accusé d'être impliqué dans un scandale lié à l'achat d'un avion présidentiel, il atterrit derrière les barreaux de la prison centrale de Kondengui.

Précautionneux, René Emmanuel Sadi, en fonction de 2011 à 2018, a tenté de ne jamais prêter le flanc aux spéculations, mais il a souvent été présenté comme un éventuel successeur de Paul Biya. Un temps ministre chargé de mission à la présidence, le voici désormais à la Communication. Quid alors d'Atanga Nji ? En lui confiant l'Administration territoriale, le président le prépare-t-il à une fonction plus importante ?

Vaste réseau

Son ascension a la particularité de s'être presque toujours faite sous les radars. N'ayant ni le parcours des cadres d'administration diplômés de grandes écoles, ni celui des opérateurs économiques qui s'investissent en politique pour abriter leurs affaires, il a rarement été l'homme à abattre. Bien qu'issu d'une riche famille originaire d'Akum, une localité située dans la commune de Santa (Nord-Ouest), c'est dans les rues de Bamenda et de Yaoundé qu'il a forgé son destin, loin des salles de cours des universités américaines et britanniques, où nombre de ses pairs ont acquis l'expertise et la légitimité de prétendre aux hautes fonctions du pays.

> **SES DÉTRACTEURS LUI REPROCHENT SON STYLE, SON LANGAGE PARFOIS PEU CHÂTIÉ, LES MENACES À PEINE VOILÉES QU'IL PROFÈRE.**

Son nom apparaît pour la première fois sur la scène publique dans la deuxième moitié des années 1980, lorsqu'il se lance dans le secteur bancaire. L'établissement qu'il crée, Global Finance (devenu plus tard Afriland Highbank Corporation), installe son agence au rez-de-chaussée de l'hôtel Hilton qui vient d'ouvrir, en plein cœur de la capitale. Très vite, celui qui est aussi président des Jeunes opérateurs économiques du Cameroun devient incontournable.

« C'était l'un des premiers établissements bancaires à faciliter l'obtention de crédits aux fonctionnaires, se souvient un ancien journaliste camerounais. Les procédures étaient plus simples que dans les banques classiques. Cela lui a permis d'étoffer rapidement son carnet d'adresses. » C'est également à cette époque qu'il fait la rencontre d'un certain Jean Fochivé, le patron du service de renseignements camerounais.

Au début des années 1990, Paul Biya fait face à une contestation et à un rejet sans précédent. La rue gronde, et les fidèles se font rares. Devenu proche de Fochivé, Atanga Nji est de ceux qui affichent un soutien sans faille au régime en pleine tourmente. À Yaoundé, il réquisitionne les motos-taxis pour contrer les opérations ville morte lancées par le Social Democratic Front (SDF). Il y gagne définitivement la confiance de Fochivé, qui l'introduit auprès du directeur du protocole d'État de la présidence, Martin Belinga Eboutou. Il est parvenu à glisser un pied dans l'antre du pouvoir.

Le retrait de Fochivé de la vie publique en 1994 n'entrave pas l'ascension de Paul Atanga Nji. Son vaste réseau donne un attrait particulier à ses bulletins de renseignements, qui sont appréciés en haut lieu. Pieux, sportif – il pratique régulièrement le tennis –, ayant les mondanités en horreur, fan de Bob Marley et de Whitney Houston – il a donné le prénom de celle-ci à sa première fille –, Paul Atanga Nji séduit. En 2004, il est pressenti pour rejoindre le gouvernement d'Ephraïm Inoni, mais il lui manque l'assise politique qui fonderait sa légitimité.

> **SUR LE TERRAIN, IL SOIGNE SES RELATIONS AVEC LES CHEFFERIES TRADITIONNELLES, DONT IL ASSURE LA TUTELLE.**

Formidable marchepied

Il reçoit alors la délicate mission de contrer la toute-puissance du SDF, de Ni John Fru Ndi, à Bamenda. Il ne se fait pas prier. Un succès lui permettrait de se doter d'une base pour prétendre à de plus hautes fonctions. En 2007, Paul Atanga Nji parvient à se débarrasser subtilement du vétéran Abel Ndeh Sanjou-Tadzong, alors délégué du gouvernement à Bamenda, et à lui ravir la section locale du RDPC. La même année, il est nommé ministre chargé de mission à la présidence, où il retrouve Martin Belinga Eboutou, devenu directeur du cabinet civil de Paul Biya.

À Etoudi, ses parapheurs verts retiennent l'attention de Paul Biya. « Son inaptitude à user du langage administratif donnait à ses notes une portée concrète que le chef de l'État appréciait », raconte un habitué du palais. Avec cette entrée au cœur du pouvoir viennent les ennemis. Une polémique sur la gestion des effectifs de la garde présidentielle l'oppose à Edgard Alain Mebe Ngo'o lors du passage de ce dernier au ministère de la Défense. Zélé défenseur de Paul Biya, il n'est non plus en odeur de sainteté auprès de Marafa Hamidou Yaya, dont il connaît les ambitions.

Atanga Nji est un adepte des positions impopulaires. En 2008, il soutient mordicus la modification de la Constitution visant à supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels. Lorsque la crise anglophone survient, il choisit la ligne dure. Les critiques pleuvent, il n'en a cure. « Il a vaincu la peur, précise un de ses proches. Malgré la situation sécuritaire, il dort chez ses parents lorsqu'il se rend à Bamenda. »

En privé, il peste contre l'attentisme des élites anglophones, notamment de Dion Ngute et de son prédécesseur à la primature, Philémon Yang, tous deux partisans des négociations.

Sur le terrain, il soigne ses relations avec les chefferies traditionnelles, dont il assure la tutelle. Marié à une Bulu d'Ebolowa, il entretient de bons rapports avec cette communauté dont est originaire le président et qui ne veut pas être tenue à l'écart d'éventuelles manœuvres de succession. Maurice Kamto et les autres ténors de l'opposition sont également dans son viseur. Passé la présidentielle et les élections locales, il ne laisse que peu d'espace à l'expression d'opinions politiques dissonantes.

« Chaque fois que quelqu'un [tente] de se mettre en marge de la loi, il devient marginal et il vit son sort tristement dans un coin isolé », affirme Atanga Nji alors que Maurice Kamto a été incarcéré après avoir revendiqué la victoire à la présidentielle de 2018. Il se murmure à Yaoundé qu'il n'est pas étranger à cette arrestation et qu'il a même tenté de faire interdire le parti de l'opposant, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC). Marqué par les années de braise qu'a connues le Cameroun au début de la décennie 1990 et qu'il a contribué à éteindre, Paul Atanga Nji ne s'est jamais départi de la raideur qui était la sienne lorsqu'il a pour la première fois mis le pied en politique.

Alors que Yaoundé bruisse d'innombrables rumeurs de remaniement, cet homme, qui compte parmi les plus anciens ministres anglophones du gouvernement, pourrait-il en faire les frais ? S'il est une chose que la politique camerounaise lui a apprise, c'est que rien n'est jamais acquis. Il sait aussi que nombreux sont ceux qui aimeraient le voir trébucher. ●



Paix, transition politique et développement
Le message porté par Mahamat Idriss Déby Itno aux Tchadiens

Le président du Conseil militaire de transition, Mahamat Idriss Déby Itno, multiplie les voyages à l'intérieur du Tchad pour y présenter son objectif de transition, y prôner la paix et fédérer les énergies à même de soutenir le développement du pays.

« Les guerres fratricides sont un frein au développement »

Le Conseil militaire de transition (CMT) n'a eu de cesse depuis sa constitution, en avril 2021, de créer les conditions propices au retour de l'ordre constitutionnel au Tchad. Son principal objectif : l'organisation d'un Dialogue national entre toutes les composantes politiques et sociales du pays, y compris armées, afin de mettre fin au cycle infernal des conflits qui obère le développement du pays depuis son indépendance.

Dans ce cadre, le Président de la République, Chef de l'État, Mahamat Idriss Déby Itno, a rendu visite à nombre de ses homologues afin de développer et renforcer les relations internationales du Tchad. En Afrique, il a effectué son premier voyage en mai 2021 au Niger, partenaire majeur de la lutte contre le djihadisme dans le Sahel. Président du G5 Sahel jusqu'en février 2022, il a ensuite voyagé au Nigeria, en Mauritanie, au Soudan, au Congo, en Guinée équatoriale puis en Égypte. Hors du continent, il a porté son message en France, au Qatar, lieu d'organisation du pré-dialogue tchadien, et en Turquie.

Faire face aux problèmes des Tchadiens

Cet activisme hors de ses frontières ne l'a pas empêché de multiplier les kilomètres au sein de son pays pour aller à la rencontre des premiers concernés par son message : les citoyens tchadiens. Paix et dialogue national, accès à l'eau et à l'électricité, modernisation des infrastructures éducatives et sanitaires, lutte contre les violences locales… le président du CMT a fait face à tous les problèmes qui tiennent au cœur de ses concitoyens.

Le 12 mars dernier, il n'a pas hésité à démarrer une tournée nationale à travers le Tchad par la ville d'Abéché. C'est là que, deux semaines plus tôt, des manifestations survenues suite à une décision administrative impopulaire s'étaient soldées par plusieurs décès. Le CNDH avait alors renvoyé dos-à-dos manifestants - pour des « actes de violences » - et militaires - pour leur « réponse disproportionnée ». Dans la capitale du Ouaddaï, le président Deby a reçu les victimes de ces événements, auxquelles il a d'abord adressé un message de compassion. Il a également rappelé aux citoyens et aux administrateurs la nécessité de travailler suivant les lois de la République, sommant les cadres qui divisent les populations de se ressaisir et de se consacrer à l'œuvre collective de la transition.

Abéché, Faya-Largeau, Sarh : une seule voie vers la paix et la justice

À Faya-Largeau, chef-lieu de la province du Borkou, le chef de l'État a tenu le même discours. Une décision de l'administration provinciale, instaurant une différenciation entre les véhicules civils et militaires, avait fait l'objet mi-novembre d'une contestation qui a causé la mort d'un jeune homme. Le calme était revenu après que les autorités, dans un geste d'apaisement, aient remplacé le gouverneur de la province. Après avoir reçu les parents du défunt, le président Deby a appelé « les enfants du Borkou » à « respecter l'autorité de l'État » et à « être des ambassadeurs de la paix ».

Les paroles du président Déby étaient également attendues à Sarh, dans le Moyen-Chari. Dans la commune de Sandana, ce sont des violences intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs qui ont mis à mal le vivre-ensemble tchadien le 9 février dernier, faisant une douzaine de morts. Après avoir rencontré des représentants des familles de victimes et le comité de gestion de la crise, le chef des armées a fermement condamné ce massacre et promis que la justice fera son travail.

Une armée au service du peuple

Lors de la quatorzième édition de la Fête des armées, organisée en décembre dernier à Mao, chef-lieu de la Province du Kanem, Mahamat Idriss Déby Itno a tenu un message de fermeté. À tous les corps de l'armée opérant dans cette région, leur chef suprême a rappelé la nécessité de respecter le peuple pour qui ils ont choisi le métier des armes, afin de le protéger et de mourir pour sa cause. « Mettez-vous au service de la population », a-t-il ordonné, soulignant avec insistance la nécessité de renforcer la confiance entre les citoyens et leur armée.

JAMG - PHOTOS © PRÉSIDENCE.TD



Le PCMT en visite sur le chantier de la centrale solaire photovoltaïque d'Abéché

Pendant le Dialogue national, le développement du Tchad se poursuit

À Sarh, dans la province du Borkou, le président a rappelé cette évidence aux représentants de la société civile qu'il a rencontrés : « Les guerres fratricides sont un frein au développement ». En filigrane de chacun de ses voyages à l'intérieur du pays, de Moundou, chef-lieu de la province du Logone Occidental, à Amdjarass, dans l'Ennedi Est, le président Mahamat Idriss Déby Itno a fait en sorte que le développement et la paix soient effectivement indissociables.

Il n'a pas manqué une occasion pour visiter les services et projets relevant des secteurs stratégiques de l'eau et de l'électricité. À Abéché, après le chantier de la centrale solaire photovoltaïque, le chef de l'État s'est enquis de l'état d'avancement des chantiers de construction du projet d'adduction d'eau potable « Bitéha 2 », qui doit résoudre le problème d'accès à l'eau dans cette ville.

À Faya-Largeau, il a avisé ses interlocuteurs du lancement à venir des chantiers de construction d'un lycée scientifique, d'un hôpital, d'un marché moderne, de 20 km de voiries urbaines ou encore de la construction d'une centrale solaire de 6 mégawatts, alors que le financement pour la reconstruction de l'aéroport de Faya-Largeau, leur a-t-il dit, est disponible.

Quasi-automatiquement, le président a rencontré des entrepreneurs actifs dans le développement de leurs régions. Ce fut notamment le cas à Amdjarass, où un aéroport, un hôpital provincial et une antenne de l'École nationale supérieure des technologies de l'information et de la communication (ENASTIC) sont en cours de construction. Là, il a visité Royal WATER, une usine de production d'eau minérale, et Gazcom Amdjarass, qui met à la disposition des ménages du gaz butane. Une manière pour lui d'encourager les promoteurs de ces deux sociétés et d'inviter ceux de ses compatriotes qui en ont les moyens à investir dans leur pays.



Tribune
Jihâd Gillon
Responsable du pôle Maghreb/Moyen-Orient

Affaire Shireen Abou Akleh : Israël, toute honte bue

Il est un État qui s'en prend régulièrement aux journalistes, annexe illégalement des territoires, emprisonne des milliers de mineurs, s'emploie à faire de la vie de millions de personnes un enfer quotidien, et dont les responsables politiques favorisent régulièrement le « nettoyage ethnique ».

Un État qui ne fait jamais l'objet d'aucune sanction de la part des grandes puissances, ni de la moindre conférence destinée à le mettre au ban de la communauté internationale.

Un État cité en modèle dans sa « lutte contre le terrorisme » et dont la nature « démocratique » est régulièrement louée.

Un État qui cherche à manipuler les faits alors que l'un de ses soldats est accusé d'avoir tué une journaliste dans l'exercice de ses fonctions.

Cet État, le lecteur l'aura compris, c'est Israël. Et cette journaliste, la Palestino-Américaine Shireen Abou Akleh.

Cette dernière, issue d'une famille chrétienne de Jérusalem, a été tuée le 11 mai à Jénine, dans les territoires occupés, alors qu'elle portait un gilet pare-balles estampillé « Press » et un casque. La balle qui a mis fin à ses jours l'a atteinte sous l'oreille, là où elle n'était pas protégée.

Sauf improbable concours de circonstances, celui qui lui a tiré dessus a donc tiré pour tuer. Pour ses collègues présents sur place, il ne fait pas de doute que Shireen Abou Akleh a été délibérément visée par l'armée israélienne.

Alors que le corps de la journaliste était encore chaud, Naftali Bennett, le chef du gouvernement israélien, s'est empressé de clamer : « C'est pas moi ! » et a fait diffuser une vidéo censée démontrer que la journaliste avait probablement succombé à des tirs palestiniens.

Un contre-feu précipité et dont la crédibilité a duré environ trois heures, l'ONG israélienne B'Tselem ayant vite démontré que le scénario promu par Benett défiait les lois de la physique, les deux lieux étant distants de plusieurs centaines de mètres et séparés par plusieurs bâtiments.

> **Le Premier ministre Naftali Bennett s'est empressé de clamer : « C'est pas moi ! »**

Le soir même, l'armée israélienne n'évoque plus cette hypothèse et prétend mener les investigations. C'est que le principal suspect s'estime un inspecteur crédible. Tsahal finit par renoncer quelques jours plus tard, sous prétexte qu'une telle enquête « provoquerait une opposition et une controverse au sein de l'armée et de la société israéliennes ». On a connu des enquêteurs plus pugnaces.

Fatale salve de tirs

Par ailleurs, alors que l'armée israélienne affirme que des affrontements avaient lieu au moment où Shireen Abou Akleh a été touchée, de nouvelles vidéos de la scène, quelques secondes avant le drame, démontent cette version des faits. On y voit les collègues de la journaliste qui déambulent et plaisantent, avant la fatale salve de tirs. Dans cette affaire, l'État hébreu s'est davantage montré soucieux de limiter les dégâts causés à son image que de faire émerger la vérité.

À l'évidence, seule une enquête internationale indépendante, réclamée par l'Autorité palestinienne, serait à même d'établir la vérité. L'ONG Reporters sans frontières n'hésite pas à évoquer, de son côté, un « ciblage de journalistes palestiniens par l'armée israélienne ».

Le surlendemain, le vendredi 13 mai, alors que le cercueil de Shireen Abou Akleh quitte l'hôpital Saint-Joseph de Jérusalem, les forces de l'ordre israéliennes s'emploient à punir – il n'y a pas d'autre mot – les Palestiniens désireux d'accompagner la journaliste à sa dernière demeure.

Les policiers de l'État hébreu attaquent et frappent à grands coups de matraque les Palestiniens désarmés qui souhaitaient exprimer leur chagrin. Leur tort ? Brandir un drapeau palestinien, un étendard dont la vue est manifestement insupportable aux dirigeants israéliens, qui craignent que la marche funéraire ne tourne à la manifestation politique. Violentés, les porteurs du cercueil chancellent et manquent de le faire chuter.

Le convoi accompagnant le cercueil de Shireen Abou Akleh est régulièrement interrompu dans sa marche par des « Robocop » israéliens surexcités qui n'hésitent pas à se défouler ici sur une jeune fille, là sur des journalistes, ailleurs sur un homme seul. Comme s'il fallait venger Israël de la mauvaise publicité qu'il s'est lui-même attirée. L'absurdité d'un bourreau enragé par sa victime. Cette dernière est priée de souffrir en silence.

À la brutalité – à laquelle le monde s'est accoutumé quand elle s'exerce sur des Palestiniens –, les forces israéliennes ont donc ajouté l'ignominie, celle qui ne recule même pas devant la sacralité de la mort et du deuil.

Désaccords d'Abraham

Comment expliquer une telle assurance autrement que par un irrésistible sentiment d'impunité, malheureusement fort justifié ? Un sentiment – comment le nier – renforcé par la normalisation des relations de l'État hébreu avec plusieurs États arabes ces dernières années.

Ces pays, pour promouvoir un dialogue qu'aucune évolution positive de la situation des Palestiniens ne justifie, prétendaient ainsi être en mesure de faire davantage pression sur Israël.

> **À la brutalité, les forces israéliennes ont donc ajouté l'ignominie.**

On voit aujourd'hui ce qu'il en est, et l'extrême timidité de leurs réactions, diluées dans un communiqué du secrétariat général de la Ligue des États arabes, démontre que les droits des Palestiniens n'ont jamais pesé dans la balance de ces bien mal nommés « accords d'Abraham ». ●


MAYA LEVIN/AP/SIPA

Des policiers israéliens tentent de disperser à coups de matraque la foule qui accompagne le cercueil de la journaliste, à Jérusalem, le 13 mai 2022.

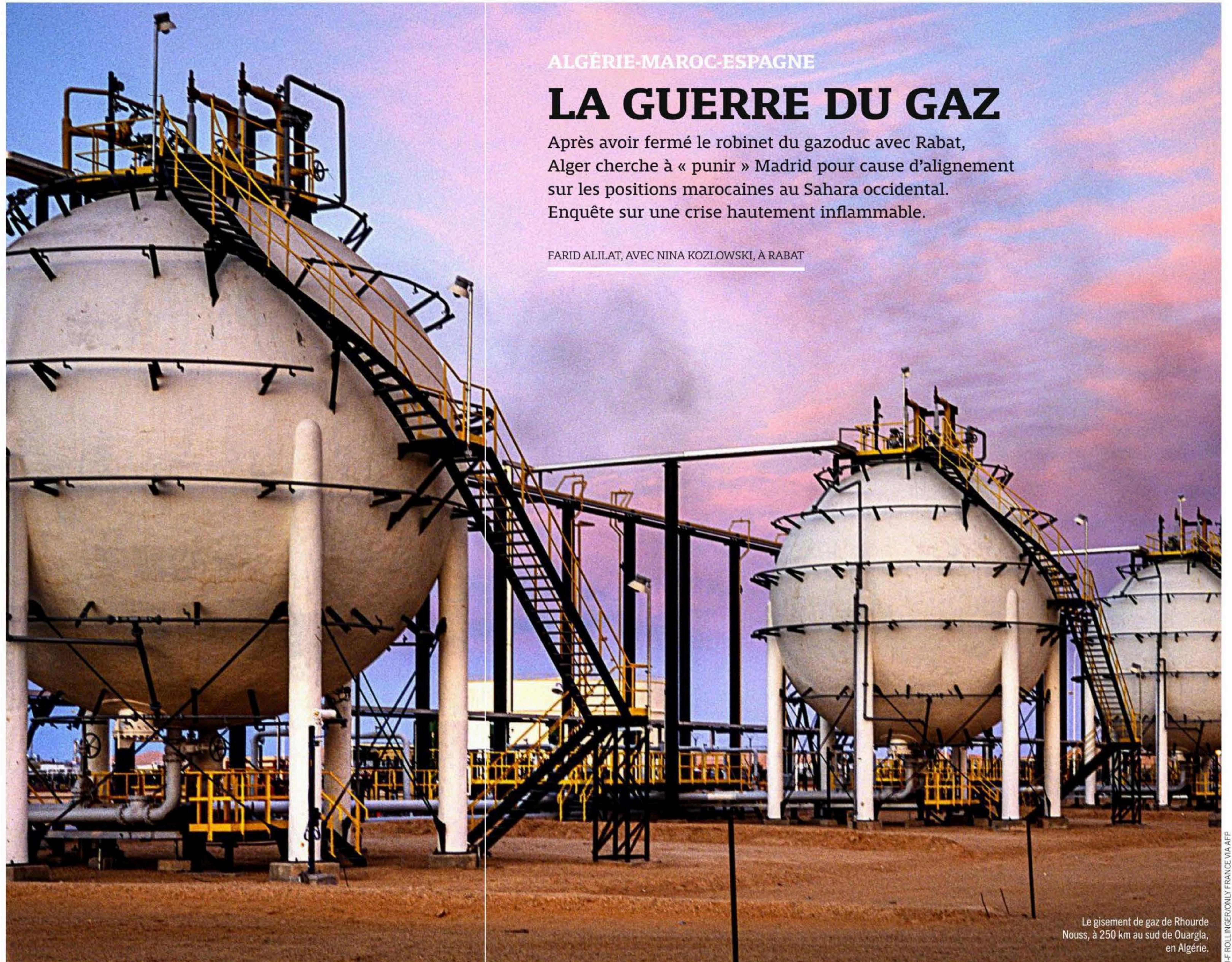
POLITIQUE

ALGÉRIE-MAROC-ESPAGNE

LA GUERRE DU GAZ

Après avoir fermé le robinet du gazoduc avec Rabat, Alger cherche à « punir » Madrid pour cause d'alignement sur les positions marocaines au Sahara occidental. Enquête sur une crise hautement inflammable.

FARID ALILAT, AVEC NINA KOZLOWSKI, À RABAT



Le gisement de gaz de Rhourde Nouss, à 250 km au sud de Ouargla, en Algérie.

J-F ROLLINGER/ONLY FRANCE VIA AFP

Les Américains appellent cela un *perfect storm* (« une tempête parfaite »). Alors que les tensions entre l'Algérie et le Maroc connaissent de nouveaux pics depuis plus d'un an, l'Espagne est entrée dans la danse en se prononçant en faveur du plan d'autonomie marocain en mars, déclenchant la colère d'Alger. Une décision qui intervient dans un contexte de crise de l'énergie après l'invasion russe de l'Ukraine.

À l'affaire du Sahara occidental, qui empoisonne et mine les relations entre les trois pays, s'ajoute désormais la guerre du gaz. Exportateur de pétrole et de gaz de premier plan, l'Algérie fait jouer aujourd'hui cette ressource comme une arme pour sanctionner Rabat et Madrid, et comme une carte pour se rendre incontournable sur la scène mondiale.

Plus de huit mois après la fermeture, en octobre 2021, du Gazoduc Maghreb-Europe (GME), qui alimente l'Espagne et le Portugal en gaz algérien via le Maroc, les Algériens peuvent mesurer les conséquences et l'impact de cette arme sur l'économie de son voisin de l'ouest : arrêt de deux centrales électriques, tensions sur le budget de l'État, Rabat cherche des fournisseurs pour pallier le manque de gaz en provenance d'Algérie et pour réduire sa dépendance à l'égard de l'Espagne.

Priorité numéro un

Mais l'arrêt du GME n'a pas que des retombées négatives pour le royaume. Il oblige les autorités marocaines à faire de la sécurité énergétique leur priorité numéro un et à préparer ainsi l'entrée du royaume sur le marché mondial du GNL. La fermeture en 1994 des frontières avec l'Algérie avait contraint Rabat à diversifier son économie pour ne plus dépendre du marché algérien, celle du GME l'oblige aujourd'hui à se tourner encore une fois vers d'autres clients.

Certes, la fermeture du GME et les menaces de couper le robinet du gazoduc Medgaz mettent Madrid dans l'embarras, mais elles brouillent ses relations avec l'Algérie, un partenaire jusque-là jugé stratégique et fiable. L'usage du gaz comme arme politico-diplomatique a donc ses limites, dans la mesure où celle-ci pourrait saper la crédibilité et la fiabilité du groupe pétrolier Sonatrach aux yeux de ses partenaires étrangers. ●
F.A.

Algérie À double tranchant

Comme ce fut le cas dans les années 1970, Alger se sert aujourd'hui du gaz comme d'une arme diplomatique et géostratégique. Qui pourrait se retourner contre lui.

Difficile, en Algérie, de distinguer la gestion des hydrocarbures des impératifs politiques. Déjà, à la fin des années 1960, déterminé à obtenir la révision à la hausse des prix du pétrole et du gaz, le président Boumédiène entame un bras de fer mémorable avec la France pendant presque quatre ans avant de décider de nationaliser les hydrocarbures le 24 février 1971. Depuis, cette journée est commémorée comme un événement marquant de l'histoire de l'Algérie indépendante. Un motif de fierté nationale, deux ans avant le choc pétrolier de 1973. Près de cinquante ans plus tard, le gaz redevient une arme diplomatique dont les autorités algériennes n'hésitent pas à user dans leur conflit avec le Maroc. Une arme d'autant plus efficace que le monde entier est à la recherche de fournisseurs alternatifs après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Le premier acte de cette stratégie s'est dessiné en août 2021, peu de temps après la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Rabat. À couteaux tirés avec le voisin de l'ouest accusé de mener des « actions hostiles », le président Tebboune menace alors de ne pas renouveler le contrat du Gazoduc Maghreb-Europe (GME), qui dessert l'Espagne et le Portugal à travers le territoire marocain. Objectif : punir le Maroc et l'asphyxier économiquement dans la mesure où le gaz algérien acheminé en Espagne via le royaume permet à ce dernier d'assurer 97 % de ses besoins énergétiques. Le prélèvement sur le droit de passage fournit en outre au Trésor marocain une manne annuelle estimée à 50 millions de dollars.

Le deuxième acte intervient le 31 octobre lorsque le président algérien ordonne le non-renouvellement du contrat du GME, en service depuis 1996. Le royaume ne reçoit plus un seul mètre cube de gaz algérien. Là encore, la décision de recourir à l'arme du gaz obéit à des considérations politiques. Le chef de l'État, qui claironne en septembre 2021 devant les caméras de la télévision que l'Algérie est « une force de frappe que le monde entier reconnaît », justifie ainsi la fermeture du robinet gazier par les « pratiques à caractère hostile du Maroc ». Depuis la fermeture en 1994 des frontières terrestres entre les deux pays et les multiples crises qui ont jalonné leurs relations, jamais les Algériens n'étaient allés jusqu'à couper le gaz aux Marocains. Et cette arme sera à nouveau utilisée dans la crise diplomatique qui oppose Alger et Madrid. En cause : encore et toujours la question du Sahara occidental. En représailles à la décision de l'Espagne de soutenir le plan d'autonomie marocain, Alger décide de rappeler son ambassadeur en mars. Une première étape. Les pressions algériennes vont monter crescendo.

> SONATRACH MENACE DE RÉVISER LE PRIX DE SES LIVRAISONS À L'ESPAGNE EN REPRÉSAILLES AU REVIREMENT DE CELLE-CI SUR LE SAHARA.

En avril, dans le contexte de la guerre en Ukraine, le PDG de Sonatrach affirme ne pas exclure de recalculer le prix du gaz livré à l'Espagne, très dépendante des approvisionnements de ce précieux liquide en provenance d'Algérie. Précision de taille : le patron du groupe pétrolier algérien n'a fait mention, dans cette éventuelle révision des prix, que du client espagnol sans faire référence aux autres partenaires européens comme la France ou l'Italie. Décodé, le message est plutôt clair. Les Algériens ont les moyens de faire pression sur les Espagnols en guise de représailles à leur revirement sur la question du Sahara occidental. Ils le font savoir officiellement le 27 avril par la voix du ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, lequel menace ses clients espagnols de rompre le contrat du gazoduc sous-marin Medgaz, qui relie l'Algérie et l'Espagne, sous le prétexte que celle-ci rétrocéderait une partie de ses approvisionnements gaziers algériens au Maroc.

Bataille juridique

En dépit des assurances données par les Espagnols sur le fait que le gaz livré au Maroc n'est en aucune manière d'origine algérienne, la menace d'une rupture de ce contrat de 12 milliards d'euros et dont l'échéance arrive en 2032 plane toujours. Le 9 mai, l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, indique que son pays est prêt « à couper l'approvisionnement en gaz naturel de l'Espagne dans le cas de non-respect des accords conclus entre Alger et Madrid ». Quelle est la marge de manœuvre des autorités algériennes dans ce dossier hautement sensible ? Sont-elles capables d'aller jusqu'au bout de ces menaces et quel en serait le prix à payer ? En cas de rupture unilatérale de ce contrat, la bataille judiciaire risque d'être longue et pas forcément en faveur de Sonatrach. « Il n'y a aucun fondement juridique pour arrêter de fournir du gaz aux Espagnols sous prétexte que ces derniers en cèdent une partie au Maroc, tranche Roger Carvalho, directeur du cabinet SPTEC, spécialisé dans les hydrocarbures en Afrique et au Moyen-Orient. Prouver que le gaz vendu aux Marocains est d'origine algérienne est quasiment impossible. »

Le risque de perdre cette bataille juridique et de régler une facture qui peut se chiffrer en milliards de dollars est donc gros pour Alger. Pour punir l'Espagne, qui diversifie désormais ses partenaires pour ne plus dépendre de Sonatrach, notamment auprès des États-Unis, l'Algérie ambitionne de jouer un rôle prépondérant sur le marché gazier international. À l'aune de la guerre Russie-Ukraine et de la flambée des prix des hydrocarbures, elle renforce ainsi sa coopération avec l'Italie en multipliant par deux ses livraisons via le gazoduc Transmed. Ce partenariat avec Rome est jugé tellement stratégique que le président Tebboune devrait effectuer une visite en Italie dans les semaines qui viennent. Ce serait son premier déplacement officiel en Europe depuis son élection en décembre 2019.

Le levier énergétique a ses limites et ses contraintes. Sonatrach n'a pas les moyens et les capacités d'approvisionner davantage l'Europe, dont elle assure déjà 11 % des importations de gaz. Elle en a d'autant moins les capacités que la consommation énergétique interne est en hausse de 10 % par an en raison du développement économique et de la démographie. Le volume de la consommation locale dépasse d'ailleurs aujourd'hui celui des exportations. Difficile d'inverser la tendance à moyen terme ou à court terme, quand bien même Sonatrach annoncerait un plan d'investissement de 40 milliards de dollars entre 2022 et 2026 pour explorer, produire et raffiner le gaz. De là à ce que le groupe pétrolier couvre les besoins du marché local, se positionne comme un acteur principal sur le marché international et permette ainsi aux dirigeants du pays d'actionner le gaz comme une arme, il y a loin de la coupe aux lèvres. ● **F.A.**



MOROCCAN ROYAL PALACE/AP/SIPA

De g. à dr., autour du roi Mohammed VI, le Premier ministre, Aziz Akhannouch, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, et les princes Moulay Hassan et Moulay Rachid, lors d'un *ftour*, à Salé, le 7 avril.

Maroc L'angoisse du manque

Depuis la fermeture du Gazoduc Maghreb-Europe par Alger, l'État marocain est tout entier mobilisé pour sécuriser l'approvisionnement du pays en gaz.

Dans le royaume, la sécurité énergétique est aujourd'hui la priorité numéro un. « Depuis qu'Alger a coupé le robinet du gaz à son voisin en octobre 2021, les autorités marocaines réfléchissent beaucoup à la question. Avec la guerre en Ukraine et la flambée des prix du pétrole et du gaz, je ne connais aucun gouvernement qui ne soit pas inquiet », souligne Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste des politiques énergétiques. Et pour cause : le Maroc importe 90 % de ses besoins en énergie, dont une grande part d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel…). Une dépendance qui pèse lourd dans le budget de l'État : pour 2022, la facture devrait s'élever à 47,7 milliards de dirhams (environ 4,45 milliards d'euros).

Le pays consomme en moyenne 1 milliard de m^3 de gaz naturel par an, utilisé à 89,3 % pour la production d'électricité, soit une part d'environ 10 % dans le mix électrique total. Or, depuis la fermeture du Gazoduc Maghreb-Europe (GME), les deux centrales électriques à gaz de Aïn Beni Mathar et de Tahaddart sont totalement à l'arrêt. D'ici à 2025, le royaume estime avoir besoin de 5 milliards de m^3 de gaz naturel par an, considéré comme un levier optimal dans sa transition énergétique. Pour le reste de sa production électrique, le Maroc s'appuie sur le charbon (qui couvre plus de la moitié de ses besoins), et les

POLITIQUE **ALGÉRIE-MAROC-ESPAGNE**

énergies renouvelables (36 %, avec un objectif de 52 % d'ici à 2030). Le royaume ne risque donc ni la pénurie ni le black-out, « mais il y a une tension très forte entre l'offre et la demande mondiales. Trouver du gaz en 2022, ce n'est pas mission impossible, mais c'est assez difficile. Ce le sera sans doute moins pour le Maroc, car il importe de petits volumes », estime Francis Perrin.

Plus qu'une simple *task force*, c'est l'État tout entier qui est mobilisé sur le « dossier du gaz ». Dans le cadre des négociations avec l'Espagne – en vue d'obtenir son soutien au plan d'autonomie proposé par le Maroc au Sahara –, Rabat, et notamment le roi Mohammed VI, a passé un accord avec Madrid : rouvrir le GME et inverser son flux, afin que le Maroc puisse importer du gaz naturel liquéfié (GNL) via l'Espagne. L'accord ne s'est pas encore concrétisé par de premières livraisons. Un deal annoncé publiquement juste après la réconciliation officielle entre Rabat et Madrid, le 18 mars, qui a bien sûr été très mal prise à Alger. Dès la fin d'avril, les autorités algériennes ont menacé de couper les livraisons de gaz à l'Espagne si celle-ci exportait du gaz algérien au royaume. Depuis, le gouvernement espagnol s'est engagé à soumettre ses importations de gaz à des certificats d'origine pour prouver à Alger que le gaz injecté dans le GME ne proviendra pas de Sonatrach.

Commission ad hoc

Parallèlement, le ministère de la Transition énergétique, dirigé par Leïla Benali, a mis sur pied une commission ad hoc composée – entre autres – d'Amina Benkhadra, la dame de fer de l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym), et d'Abderrahim El Hafidi, patron de l'Office national de l'eau et de l'électricité (Onee), lequel bénéficie des conseils éclairés du *big boss* de l'OCP, Mostafa Terrab. Leur mission : préparer l'entrée du royaume sur le marché mondial du GNL, lancer des appels d'offres et trouver ses propres fournisseurs. Car si l'Espagne met ses infrastructures à la disposition du Maroc (GME, unités de regazéification...), elle ne lui revendra pas elle-même de GNL.

Voilà pourquoi Rabat a multiplié les marques d'attention à l'égard de plusieurs grands producteurs de gaz : le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, s'est rendu au Qatar début février, les Émirats arabes unis étaient les invités d'honneur de la 15e conférence pour l'Énergie, mi-mars à Rabat, juste avant que le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed Ben Zayed Al Nahyan, soit convié à un *ftour* par Mohammed VI. Le royaume pourrait aussi compter sur le Nigeria, dont le mégaprojet de gazoduc commun, encore à l'étude, fait à nouveau l'actualité.



Forage d'un puits de gaz sur le site du permis Tendrara Lakbir, dans l'est du royaume.

DR

> À CE JOUR, AUCUNE INFORMATION N'A FILTRÉ CONCERNANT L'IDENTITÉ DES NOUVEAUX FOURNISSEURS ET LE VOLUME D'IMPORTATION.

Pour l'instant, aucune information n'a filtré concernant l'identité des nouveaux fournisseurs et le volume d'importation. Mi-avril, Leïla Benali annonçait des « dizaines de réponses » aux appels d'offres et des livraisons imminentes. Pourtant, à ce jour, les centrales de Aïn Beni Mathar et de Tahaddart sont toujours à l'arrêt. En réalité, les consultations lancées par la commission ad hoc n'auraient pas encore abouti. « Il y a des manifestations d'intérêt de la part de certains fournisseurs, mais rien n'a été rendu public [...]. À très court terme, le royaume pourrait importer plus de charbon ou bien directement de l'électricité », affirme Francis Perrin.

Pourtant, le gouvernement affiche son optimisme. Il compte notamment doter le pays d'une « infrastructure gazière digne du XXIe siècle » (terminal méthanier, unités de stockage et de regazéification...), selon Leïla Benali, pour, à terme, s'émanciper de l'Espagne. Des projets très onéreux mais aussi « assez anciens, qui avaient été repoussés à 2027-2028. Aujourd'hui, ils sont prioritaires », confirme Francis Perrin. En attendant, le Maroc pourrait payer son GNL sept fois plus cher qu'avant la fermeture du GME, avec le risque d'un fort impact sur les consommateurs. « Mais de toute façon, tous les pays vont payer plein pot, il n'y aura aucun prix d'ami », conclut le spécialiste. ●

N.K.

Madame Énergies vs Monsieur Sonatrach



ABDELHAK SENNA/AFP

AMINA BENKHADRA

Surnommée « Madame Énergies » au Maroc et sur le continent, cette ingénieure dirige l'Onhym depuis 2003 et a été ministre de l'Énergie entre 2007 et 2012. Membre du RNI, proche de l'actuel chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, celle qui bénéficie de la confiance royale depuis de nombreuses années est en première ligne pour gérer la problématique du gaz dans le royaume.

C'est elle qui a conclu un accord avec l'opérateur gazier espagnol Enagas pour l'acheminement du gaz de l'Espagne au Maroc à travers le GME et l'établissement des règles d'exploitation technique, même si Enagas n'a toujours pas publié le deal. C'est aussi elle, entre autres, qui a lancé les premiers appels d'offres marocains sur le marché mondial du GNL. Mobilisée sur les dossiers chauds, elle gère également les dossiers de fond : en mars, elle a passé un accord avec l'entreprise britannique Sound Energy pour raccorder le site gazier de Tendrara au GME via un gazoduc construit sur 120 kilomètres.

Elle a aussi intensifié les efforts d'exploration du sous-sol marocain et de ses zones offshore : 11 sociétés étrangères font actuellement de l'exploration d'hydrocarbures dans le royaume. Depuis le début des années 2000, 67 puits ont été forés, et 40 ont révélé la présence de gaz naturel. Mais malgré son optimisme, Amina Benkhadra le rappelle régulièrement : le Maroc ne va pas devenir une puissance pétrolière demain. ● **N.K.**

TOUFIK HAKKAR

Le PDG de Sonatrach, qui assure 95 % des revenus en devises du pays, détient un portefeuille qui pèse des dizaines de milliards de dollars et donne à son titulaire un statut autrement plus important que celui d'un membre du gouvernement. À la tête du groupe pétrolier depuis février 2020, Toufik Hakkar mesure plus que jamais le poids écrasant de ses fonctions.

Pur produit de l'entreprise et l'un des artisans de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, c'est lui qui est monté au créneau ces derniers mois pour défendre les intérêts de la compagnie sur le plan international. Il est également chargé d'un ambitieux plan de 40 milliards de dollars dans l'exploration, la production et le raffinage de pétrole, ainsi que dans la prospection et l'extraction de gaz.

Homme discret, loué pour ses compétences, il travaille en étroite collaboration avec la présidence, la primature, le ministère des Affaires étrangères, ainsi que les services de renseignements et d'intelligence. ●

F.A.



ZINEDINE ZEBAR

LA GARDE RAPPROCHÉE DE…

Kaïs Saïed

Depuis qu'il s'est arrogé la quasi-totalité des pouvoirs, le président tunisien s'appuie plus que jamais sur un cercle de fidèles pour promouvoir son projet de démocratie directe. Portraits.

Le « putsch institutionnel » du président Kaïs Saïed, le 25 juillet 2021, a fait évoluer la composition de son cercle rapproché avec le départ de certains conseillers et conforté deux hommes dans leur rôle de vigie : le conseiller diplomatique Walid Hajjem et le directeur de la sécurité présidentielle, Khaled Yahyaoui. Un chambardement auquel ont échappé les plus fidèles soutiens du président, qui se consacrent tous à la réussite du lancement d'une IIIe République.

Un projet ambitieux servi par des hommes biberonnés aux idées d'extrême gauche des années 1970. S'ils sont parfois inconnus, ils n'en demeurent pas moins les indispensables promoteurs de la mise en place d'un nouveau système politique dont les contours sont encore flous. ●

Frida Dahmani, à Tunis



NICOLAS FAUQUÉ



WALID HAJJEM LE DIPLOMATE

Conseiller diplomatique auprès du président, dont il a gagné la confiance par sa fidélité, sa pondération et sa discrétion, il endosse parfois le rôle de porte-parole officieux d'une présidence qui a fait le choix d'une communication erratique. Diplômé de la Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, Walid Hajjem intègre le ministère des Affaires étrangères en 2002. Natif d'El-Ouardia, un quartier populaire de Tunis, il est notamment chargé des questions africaines et gagnera le respect de ses pairs par sa force de travail. Nommé vice-consul à Palerme en 2006, il planche à son retour en 2011 sur le dossier libyen. L'année suivante, en 2012, il se voit confier les dossiers du monde arabe au sein du cabinet ministériel nahdhaoui de l'époque, dirigé par Rafik Abdessalem. Chef de mission adjoint à Abou Dhabi en 2014, il est apprécié par l'ambassadeur, Tarek Bettaïeb, qui devient, en 2019, le premier directeur de cabinet de Kaïs Saïed et intègre Walid Hajjem dans son équipe. Si Bettaïeb quitte le Palais, Hajjem y reste, mais il ne sort de sa réserve que pour apporter des précisions aux médias en l'absence d'un chargé de communication à Carthage. À 44 ans, cet originaire de l'île de Djerba a l'endurance des insulaires et s'est taillé une place de choix parmi les hauts commis de l'État. ●

KHALED YAHYAOUI LE SÉCURITAIRE

Droit dans ses bottes, fort de ses vingt-cinq années d'expérience, il est le « Monsieur Sécurité » du président. Formé à l'Académie militaire de Fondouk Jedid, Khaled Yahyaoui complète son cursus à l'école des cadres de police de Salammbô, avant d'intégrer la Direction générale de la sûreté du chef de l'État et des personnalités officielles. En 2007, il fait un passage à la célèbre brigade antiterrorisme (BAT) et suit à cette occasion une formation à l'étranger, puis devient directeur d'escorte et des forces spéciales, avant de revenir en 2011 à la sécurité présidentielle. À la tête d'un corps connu pour sa rigueur et son abnégation, il est maintenu à son poste sous les quatre présidents successifs depuis 2011. Il gagne le respect de l'actuel locataire du Palais, qui le nomme à la Direction de la sécurité présidentielle.
Le 25 juillet 2021, Kaïs Saïed s'arroge l'essentiel des pouvoirs et confie, durant les trois jours qui suivent son offensive, l'intérim du ministère de l'Intérieur à Khaled Yahyaoui après le limogeage du gouvernement de Hichem Mechichi. Le président lui renouvelle sa confiance et le charge du volet sécurité du sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui se tiendra à Djerba en novembre 2022. ●



FAOUZI DAAS L'UTOPISTE

Entrepreneur dans le BTP, Faouzi Daas a toujours été un militant de gauche, mais il ne s'est révélé aux yeux du grand public qu'en 2019, en tant que directeur de campagne du candidat Kaïs Saïed. On se serait attendu à ce que la victoire de ce dernier conduise le natif de Gabès à occuper des fonctions officielles, mais il a refusé les honneurs et poursuivi, à titre bénévole, le travail de mise en place du projet de démocratie directe porté par le président.
Après avoir achevé sa formation de technicien supérieur en bâtiment et travaux publics, au plus fort de la révolution de 2011, cet homme engagé a participé à l'organisation du sit-in de la Kasbah II en 2011, qui a conduit à la formation d'une Constituante. C'est dans ce contexte qu'il a rencontré l'actuel président, en février de la même année. Depuis, il ne le quitte plus d'une semelle. À l'époque, Kaïs Saïed propose déjà son projet à différents partis. Sans succès. Pendant près de neuf ans, Daas sera le cornac de Saïed auprès des étudiants, mais aussi dans les cercles du Parti unifié des patriotes démocrates (El Watad). « Grâce à une expérience de plus de dix ans dans la société civile, j'ai saisi l'importance de l'engagement personnel pour des causes nobles. En tant que défenseur des libertés individuelles et collectives, je poursuis ma route avec la conviction que des lendemains meilleurs sont à venir », plaide ce fervent partisan d'une IIIe République chargé d'en encadrer la campagne explicative. ●



AHMED CHAFTAR LE « BASISTE »

L'absence d'interlocuteur auprès des médias à Carthage a permis à ce quinquagénaire originaire de Zarzis de se faire une place sur les plateaux de télévision, où il se pique d'expliquer le projet de Kaïs Saïed, après avoir écarté la jeune Boutheina Ben Kridis, qui endossait le même rôle.
Ahmed Chaftar se présente comme un indépendant et un bénévole faisant œuvre de pédagogie. Mais ce passionné de chevaux assure aussi veiller à ce que le président ne déroge pas au programme établi. Chantre de la gouvernance par la base, il est aussi un admirateur de la personne de Kaïs Saïed, au point que certains le considèrent comme un flagorneur. Mais il semble être surtout un idéologue à la communication pas toujours maîtrisée. Il voulait donner « une claque aux traîtres et aux vendus » en faisant de la manifestation du 8 mai une action d'éclat avec une mobilisation exceptionnelle. Depuis l'échec de cette initiative, qui n'a pas rassemblé la foule escomptée, il se fait plus discret. ●



ABDESLAM HAMDI LE VIEUX BRISCARD

Dans le quartier tunisois d'El-Kabaria, personne ne connaît Abdeslam Hamdi, mais tous savent qui est « Abdou », son surnom, qui agit comme un sésame. Coordinateur de la consultation nationale qui devait recueillir les choix politiques, économiques et sociaux des Tunisiens pour élaborer une Constitution, c'est un vieux briscard de la vie politique. Figure des rassemblements sur les marches du Théâtre de Tunis, il a été, sous Ben Ali, arrêté pour son engagement à l'extrême gauche et sa proximité avec le Watad, puis suspendu de son poste au ministère du Commerce à la fin des années 1990. À 55 ans, cet admirateur de Rousseau a repris du service dans une société de pipelines mais se consacre surtout à la politique et s'appuie, à El-Kabaria, sur son lieutenant, Kamel Comba. Il a été la cheville ouvrière qui a permis aux compagnons de route de Saïed, Ridha Chiheb el-Mekki – dit Ridha Lénine – et Sonia Charbti – surnommée Sonia Marx – de fonder les Forces de la Tunisie libre (FTL), qui portent en germe le projet de démocratie directe, expression d'« une révolution non encore construite ». ●



TAREK MEJRI LA CAUTION JEUNE

Avec Néjib Dziri, Bassel Torjeman et Riadh Jrad, il est l'un des rares journalistes à être en contact direct avec ceux qui œuvrent sur le terrain au projet du président. Mais Tarek Mejri est surtout emblématique d'une génération qui veut avoir son mot à dire. Descendant de la tribu des Majer, il a hérité de la forte personnalité de ses ancêtres et ne se cache pas de nourrir des ambitions politiques.

À 32 ans, il intervient sur les ondes de la radio Amal après avoir officié sur la chaîne Al-Janoubia, de l'homme d'affaires Mohamed Ayachi Ajroudi, se donne une visibilité en fustigeant les opposants au projet qu'il estime être celui du peuple avant d'être celui du président. Après avoir, à ses débuts, couvert l'activité parlementaire, il s'est imposé, tant par son bagout que par son gabarit, auprès des gouverneurs à l'occasion de la consultation nationale, où il a prêté main-forte aux bénévoles chargés de promouvoir le projet présidentiel. ●

PHOTOS : DR SAUF MENTION



Djibouti poursuit ses projets de développement

Dans le cadre de la Vision 2035, le développement d'infrastructures ambitieuses et l'amélioration de la productivité sont considérés comme des priorités par le président Guelleh. La densité du développement djiboutien s'accompagne de nouveaux besoins énergétiques.

Dépourvu de ressources en hydrocarbures, Djibouti souhaite se donner les moyens d'entrer dans le club des pays africains dotés d'une industrie pétrochimique.

L'offre actuelle en électricité est insuffisante pour couvrir les besoins nécessaires au lancement des grands projets d'infrastructures nationaux tels que le parc industriel de Damerjog. L'ambition du président est de renforcer l'indépendance énergétique, tout en consolidant la part des énergies vertes.

Pour ce faire, Djibouti bénéficie de trois atouts majeurs : un potentiel géothermique immense, un pays parmi les plus ensoleillés du monde.

Parc éolien de Ghoubet.

mettant le développement de l'énergie solaire, et enfin l'énergie éolienne avec le parc éolien du Ghoubet.

Sur la voie de la croissance verte

La république de Djibouti s'est positionnée comme un hub logistique mondial grâce à la vision et à la détermination du Président de la République SEM Ismaïl Omar Guelleh qui a mis en place une feuille de route politique du gouvernement avec un objectif audacieux consistant à faire de son pays l'un des premiers pays africains à utiliser à 100 % une énergie verte. Djibouti se tourne ainsi aujourd'hui vers le développement de la production des énergies éoliennes, afin de répondre à la demande croissante et mettre à la disposition des ménages et des industries (zone industrialo-portuaire) une énergie propre, suffisante et compétitive.

Afin de promouvoir les investissements privés dans le secteur énergétique, l'accent a été mis sur 2 points :
- libéralisation du secteur de la production électrique ;
- mise en place d'un modèle de Partenariat Public-Privé (PPP).

C'est dans ce cadre que le projet éolien est développé par un producteur d'électricité indépendant djiboutien, Red Sea Power, consortium composé de :
- la société Djiboutienne, Great Horn Investment Holding (GHIH) ;
- la Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO) ;
- le gestionnaire de fonds d'investissement climatique ClimateFund Manager ;
- le Fonds panafricain dédié au développement des infrastructures, AFC (Africa Finance Corporation).

Ces investissements majeurs, témoignent de la confiance des partenaires internationaux dans la vision énergétique à long terme de la république de Djibouti.

Dans de nombreux pays, le coronavirus a eu un impact sur les installations éoliennes. Tous les chantiers des parcs éoliens mondiaux étaient à l'arrêt, les bateaux bloqués dans le canal, les vols annulés, et les usines des fabricants fermées. La république de Djibouti faisant partie des pays qui ont bien contrôlé cette pandémie mondiale, l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti s'est distinguée en facilitant l'acheminement des équipements via les ports et le corridor, ce qui a permis à Red Sea Power de relever plusieurs défis en finalisant aujourd'hui l'installation complète de 17 éoliennes à Ghoubet.

Ghoubet bénéficie du meilleur potentiel éolien du pays. Située à une altitude de 230 m dans la baie de Ghoubet, au golfe de Tadjourah, la zone est balayée par les vents du golfe qui, à la rencontre de la terre, sont accélérés vers le sud-Ouest, créant une vaste aire avec un potentiel éolien. La vitesse moyenne annuelle du vent, d'environ 9,75 m/s, permet une production annuelle d'énergie (PEA) P90 d'environ 237 000 MWh/an.

Le projet éolien de Ghoubet comprend :

- **la construction de 10 km de routes d'accès en gravier de 6 m de large.**
- **l'installation de 17 turbines.**
- **la construction d'une sous-station.**
- **l'installation des lignes (moyenne et haute tension).**

DONNÉES GÉNÉRALES

NOM DU PARC ÉOLIEN
Ghoubet Wind farm

PAYS
DJIBOUTI

COMTÉ/ZONE
ARTA

PUISSANCE NOMINALE TOTALE
58 905 kW

NOMBRE DE PALES
3

CLASSE DE VENT
IEC IA/IIA

SURFACE BALAYÉE
13 685 m²

DIAMÈTRE DE ROTOR
132 m

BOÎTE DE VITESSE
Oui

PARC ÉOLIEN
Terrestre

OPÉRATEUR
Siemens-Gamesa

SUPERFICIE
395 hectares

17 ÉOLIENNES
SG 3,4-132

STATUT
Installées



Une fois opérationnel, le parc éolien doublera la capacité installée, jouera un rôle grandissant dans le bilan énergétique national et international et fera partie des objectifs de développement durable n°7 de l'agenda 2030 qui ont été adoptés par les Nations Unies en 2015, soutenant ainsi l'indépendance énergétique de Djibouti de manière respectueuse de l'environnement.

Ce projet va mettre en œuvre une croissance corrélée à une valorisation du capital humain, pour répondre aux besoins de ce secteur de développement éolien qui repose d'une part sur la maîtrise de la technologie et d'autre part sur la disponibilité des compétences dans ces métiers en évolution.

Dans le cadre du soutien à la communauté locale, Red Sea Power reconnaît l'importance de fournir des avantages aux communautés locales dans lesquelles le projet éolien est situé, ainsi que le rôle qui peut être joué pour soutenir le gouvernement de Djibouti dans la réalisation de progrès vers les objectifs de développement durable. Il s'agit de la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse qui s'accompagne de l'installation de panneaux solaires ainsi que du transport et de la distribution de l'eau aux deux villages.



Centrale électrique de raccordement de Ghoubet.



> **Ce développement social et économique ne peut être atteint sans une solution énergétique fiable, abordable, compétitive et rentable. Avec les ports, les chemins de fer, les industries et autres projets d'infrastructures de transport que nous avons développés et en développement, la disponibilité de cette énergie est d'une importance primordiale.**

M. Aboubaker Omar Hadi,
Président de l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti (APZFD)

> **Le futur ouvrage portuaire contribuera significativement à l'essor économique et social de Djibouti grâce à un afflux massif d'investisseurs et d'usagers issus du monde entier et signera la transformation de Djibouti en un hub nouveau de transbordement énergétique dans cette partie du monde, à la croisée de l'Afrique orientale et de la Péninsule arabique du Golfe.**

Son Excellence **Ismaïl Omar Guelleh,** Président de la république de Djibouti

Damerjog Djibouti Industrial Zone, futur pôle de développement industriel et énergétique

Démarré en octobre 2020, le nouveau complexe pétrolier de Damerjog est une jetée offshore de 3 km et un stand d'ingénierie qui formeront, avec la zone de stockage des hydrocarbures, le futur complexe pétrochimique de Djibouti.

La nouvelle plate-forme, située dans le Park Industriel de Damerjog, est un des plus grands projets phares lancé par l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti (APZFD) et entrera en opération le second trimestre 2023.

Le terminal pétrolier consiste en une jetée offshore, avec une capacité de manutention de plus de 13 millions de tonnes pouvant servir plusieurs terminaux de stockage avec une capacité combinée allant jusqu'à 1 million de m³.



DAMERJOG
LIQUID BULK PORT

Le projet **Damerjog Liquid Bulk Port (DLBP)** comprend notamment la construction des ouvrages suivants :

- **Une digue** en enrochement de 2 500 m reliant le parc de stockage à la jetée située en eau profonde. La digue abrite côté Sud, un accès pour la circulation des équipements desservant la jetée ainsi qu'un pipe rack supportant 9 pipes pour le chargement et déchargement des produits pétroliers et 2 pipes pour la lutte contre l'incendie.
- **Un pont d'accès** de 11 m de largeur reliant la digue à la jetée pétrolière. Le pont est d'une longueur de 316,33 m (Côté Djibouti) et est composé de 2 travées, la première en continuation avec la digue de 149,95 m formant un angle de 2 x 5,43 m avec la deuxième travée de 155,52 m pour atteindre la jetée.
- **La jetée** est constituée d'une plateforme de 82 m x 40 m, construite sur 55 pieux (Ø 1219 mm, ép. 19 mm, long. 41 m).



Cette jetée accueillera les navires océaniques et côtiers transportant des produits pétroliers, via 2 postes d'amarrage. Le Quai 1 (côté Djibouti) recevra des navires allant de 30 000 DWT à 100 000 DWT et le Quai 2 (côté Somalie) de 5 000 DWT à 30 000 DWT. La jetée sera équipée de 11 défenses pour atténuer l'énergie des bateaux exercée sur la jetée lors de l'accostage des navires. La jetée permettra de charger ou décharger des produits sur chaque quai en même temps. Le Fuel 380, l'Essence, Le Gasoil, le Jet Fuel et le GPL seront les produits commercialisés sur cette jetée pétrolière. La capacité annuelle de volumes traités sera de 6,5 millions de tonnes pour la phase 1, et atteindra 13 millions de tonnes dans la phase finale du projet.





www.dpfza.dj
@ DPFZA. DjiboutiPortsFreeZoneAuthority
@dpfza

JAMG/DF - PHOTOS : HANI / PRÉSIDENCE DE DJIBOUTI

OBJECTIF BURUNDI



MARY ALTAFFER/POOL VIA REUTERS

Le président burundais lors de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2021.

DIPLOMATIE

Petit État, grandes ambitions

Après l'élection d'Évariste Ndayishimiye, en 2020, cet État d'Afrique de l'Est reprend progressivement sa place sur la scène internationale. Et compte désormais attirer des investisseurs, condition indispensable à la relance économique.

OLIVIER MARBOT, ENVOYÉ SPÉCIAL À BUJUMBURA

Deux ans, presque jour pour jour, après l'arrivée au pouvoir du président Évariste Ndayishimiye, et au moment où le Burundi s'apprête à célébrer, le 1er juillet, le 60e anniversaire de son indépendance, la triste parenthèse du troisième mandat de Pierre Nkurunziza, marqué par un isolement complet du pays, semble bien refermée. En novembre 2021, les États-Unis ont levé les sanctions imposées à ce petit État d'Afrique de l'Est. L'UE a suivi, en février 2022, tout en précisant que le terme de « sanctions » ne convenait pas puisque les restrictions appliquées depuis 2014 étaient – ouvrez les guillemets – « des mesures appropriées au titre de l'article 96 des accords de Cotonou ».

Ainsi, résume un diplomate en poste à Bujumbura, « le Burundi est redevenu un pays comme les autres ». « Sur les droits de l'homme, sur la liberté d'expression ou sur l'ouverture politique, certains gestes ont conduit à la levée des sanctions américaines et européennes, expose-t-il. Nous avons repris un dialogue en essayant d'établir une relation mutuellement profitable et de voir comment nous pouvons travailler pour appuyer leur plan national de développement. » Martina Borovac Pecarevic, cheffe de la section politique à la délégation de l'UE au Burundi, chargée de mettre en place le dialogue politique entre les autorités de Bruxelles et celles de Gitega, estime, elle aussi, que des progrès ont été accomplis, motivant l'allègement des sanctions. « Il y a eu du positif, c'est indéniable, assure-t-elle, notamment la libération de journalistes. C'est ce qui nous a conduits à recommander la levée des mesures. »

Un discours qui agace du côté des opposants au parti présidentiel, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Force de défense de la démocratie (CNDD-FDD). Le premier d'entre eux, Agathon Rwasa, président du Congrès national pour la liberté (CNL) et adversaire malheureux d'Évariste Ndayishimiye à la présidentielle de 2020, s'interroge à haute voix : « La communauté internationale est-elle naïve ou complice de la situation au Burundi ? Prétendre que la situation des droits de l'homme s'est améliorée relève de l'hypocrisie ou du cynisme. À nos yeux, rien n'a changé : l'Union européenne a simplement voulu se sortir d'une affaire dans laquelle elle se trouvait coincée en caressant le pouvoir dans le sens du poil. »

Pour un autre représentant de l'opposition, la communauté internationale a sans doute voulu, avant tout, « se donner bonne conscience » en levant des sanctions qui aggravaient encore la situation de la population burundaise. En ce premier semestre de 2022, cette dernière est déjà soumise à de nombreuses difficultés économiques, subsistant des pénuries de carburant, de sucre, d'eau, sans compter les très récurrentes coupures d'électricité.

Russes et Chinois ont continué de soutenir et d'assister les autorités burundaises, profitant du vide laissé par le retrait des Occidentaux.

« Lever les sanctions, j'appelle ça accorder le bénéfice du doute à nos dirigeants », renchérit Faustin Ndikumana, le président de l'association Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités (Parcem), une organisation de la société civile très critique à l'égard du pouvoir qui plaide pour une meilleure forme de gouvernance. Et d'ajouter : « La communauté internationale montre ainsi qu'elle soutient les bonnes intentions affichées par les autorités, mais rien n'est vraiment fait pour que tout cela donne des résultats. »

Du côté des diplomates occidentaux établis à Bujumbura, on réagit à ces critiques par un soupir fataliste. La situation s'est tout de même visiblement améliorée depuis l'ère de Pierre Nkurunziza, reconnaît un Européen en poste à Bujumbura : le pouvoir a lâché du lest sur quelques points importants concernant les libertés et les droits humains, le nouveau président voyage à l'étranger et se montre même très actif auprès de ses voisins immédiats – congolais, tanzaniens, ougandais et, même rwandais –, et le dialogue avec les représentants étrangers, rompu entre 2015 et 2020, a repris.

Les partenaires du Burundi se trouvaient donc face à un dilemme : rester dans une situation de blocage en exigeant une vraie démocratisation ou prendre acte des efforts et relâcher la pression. C'est la deuxième option qui a été retenue, d'autant que, de leur côté, Russes et Chinois continuaient de soutenir et d'assister les autorités burundaises, profitant du vide laissé par le retrait des Occidentaux. La Chine, qui a déjà construit le nouveau palais de la présidence, a conclu, au début de l'année, un contrat portant sur la modernisation de l'aéroport international de Bujumbura. Par ailleurs, c'est une compagnie russe, l'East African Region Project Group, qui, à la fin de mars, a signé un mémorandum d'entente avec le gouvernement pour l'exploitation du gisement de nickel de Musongati, un métal dont le pays abriterait jusqu'à 6 % des réserves mondiales.

Dialogue politique

En face, Européens et Américains reviennent dans la partie et mettent en avant les nombreux partenariats en cours ou annoncés. Le chantier de la route nationale 4, qui relie Bujumbura à son aéroport, vient ainsi d'être achevé grâce à l'aide de l'UE, qui finance aussi la construction de plusieurs barrages et la modernisation du port de la capitale économique du pays, adossée au lac Tanganyika. L'Europe se montre également très présente dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de la nutrition. Tout comme la France – l'un des quatre seuls États membres de l'UE à posséder une ambassade dans le pays –, qui met en avant des opérations d'aide dans les mêmes domaines, mais aussi en matière de gouvernance économique et financière, d'aide aux PME et de formation des journalistes locaux.

Après plusieurs années de gel diplomatique, le retour à la →



MURAT KULA/ANADOLU AGENCY VIA AFP

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à dr.), avec Évariste Ndayishimiye, à New York, le 22 septembre 2021.

→ normale sera toutefois progressif, explique Martina Borovac Pecarevic, de la délégation de l'UE : « Les mesures sont levées, mais c'est maintenant que le travail commence. Depuis un an, nous avons établi une "feuille de route burundaise" qui liste les grands dossiers sur lesquels nous espérons des avancées. Parmi ces dossiers : les droits de l'homme, la justice et l'État de droit, le climat des affaires... C'est sur tout cela que porte le dialogue politique pour lequel d'importants responsables ont fait le voyage depuis Bruxelles le 19 mai, pour la première fois depuis 2015. »

Autre sujet épineux : la reprise de l'aide budgétaire directe de l'Union européenne, qui demande des contreparties.

Le dialogue doit aussi permettre d'évoquer la situation générale dans la région des Grands Lacs, que l'Europe surveille avec attention. « Nous exprimerons notre mécontentement à propos du vote du Burundi à l'ONU sur la guerre en Ukraine », ajoute la diplomate européenne, contredisant l'idée avancée par les autorités burundaises selon laquelle l'abstention aurait été « appréciée » à la fois par Bruxelles et par Moscou.

Une position idéale

Autre sujet épineux : la reprise d'une aide budgétaire directe de l'UE au gouvernement burundais, suspendue en 2016 avec l'adoption des mesures de sanction, que les autorités de Gitega aimeraient voir reprendre le plus rapidement possible. Mais les responsables européens expliquent qu'il s'agit d'une procédure longue et complexe qui ne se fera pas sans contreparties.

Pour tous, néanmoins, la priorité reste de redonner confiance aux possibles investisseurs étrangers en améliorant le climat des affaires et l'attractivité du pays. Un effort qui nécessite le déploiement par Gitega d'une vraie diplomatie économique, dont le ministre des Affaires étrangères, Albert Shingiro, assure qu'il a fait, en concertation avec le président, la priorité de ses ambassadeurs. Un objectif partagé par Faustin Ndikumana, même s'il se montre sceptique. « Nous devons développer nos relations commerciales et faire de notre pays une destination touristique, car nous avons tous les atouts pour cela, martèle-t-il. Avec l'entrée récente de la RDC dans la Communauté d'Afrique de l'Est, le Burundi se trouve dans une position idéale : nous devenons un pont entre la RDC francophone et la Tanzanie anglophone. »

Le leader du Parcem doute cependant, malgré les discours officiels, de la volonté des autorités de mettre en place une véritable diplomatie économique. « Au lieu de chercher à rassurer les investisseurs, nos dirigeants restent arc-boutés sur des histoires de putschistes qui doivent nous être livrés par le Rwanda, déplore-t-il. Et sur ce point, malgré les belles déclarations, je ne vois pas d'évolution. » ●

COMMUNIQUÉ



La BANCOBU, banque leader en matière de certification ISO

Le leader du marché bancaire burundais (40 % de part s de marché), la Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU), société mixte à capitaux publics et privés, devient la première banque à recevoir une triple certification ISO. Avec un résultat net de 27,5 Mns USD, un bilan dépassant le cap des 558 Mns (soit USD 1000 milliards de BIF), des fonds propres estimés à 77 Mns USD, plus d'1 million de clients wallets et 55 sites physiques répartis dans tout le pays, cette triple certification ISO récompense l'engagement de la Banque dans la mise en œuvre de son Plan de Développement Stratégique 2021-2025.

La BANCOBU a reçu le certificat pour 3 normes ISO : ISO 9001:2015 (système de management de la qualité), ISO 14001:2015 (système de management de l'environnement) et ISO 45001:2018 (système de management de la santé et de la sécurité au travail). La BANCOBU devient ainsi la première banque du Burundi à recevoir cette triple certification ISO.

Cette certification a été obtenue à l'issue d'un audit approfondi réalisé par l'Association suisse pour les systèmes de qualité et de management (SQS). Celle-ci est le premier certificateur suisse et le n°2 au niveau mondial.

La reconnaissance des efforts engagés

L'obtention de ce label est le résultat des efforts fournis par la Banque pour satisfaire ses engagements à l'égard de ses parties prenantes :

- La clientèle, en offrant une gamme variée de produits et services financiers distribués à travers des plateformes digitales et multicanales.
- Les actionnaires, en réalisant d'excellents résultats financiers. Entre 2011 et 2021, le résultat net a été multiplié par plus de 11 fois pour se situer à un montant équivalent à 27,5 Mns USD, les fonds propres et le total du bilan par 8 fois pour se situer à 77 Mns USD et 558 Mns USD respectivement. La BANCOBU occupe la première position au sein du secteur bancaire burundais
- Le personnel, en veillant à la montée en compétences de chaque collaborateur et en offrant des avantages concrets : prise en charge des soins de santé, contribution au fonds de pension complémentaire et octroi des crédits au personnel à un taux préférentiel.
- Enfin, en tant que Banque citoyenne, la BANCOBU a contribué aux œuvres d'intérêt public à concurrence de BIF 6 milliards pendant les deux dernières années.

Un plan stratégique ambitieux

La Banque reçoit cette certification ISO au moment où elle met en œuvre son Plan Stratégique de Développement 2021-2025, basé sur trois grands axes stratégiques :

- **L'internationalisation.** L'objectif est d'initier un élargissement du marché géographique de la BANCOBU par l'implantation dans les pays les plus proches du Burundi.

-**La poursuite de l'effort de collecte de fonds et de crédit.** Le Plan propose d'identifier de nouveaux segments de population (expatriés, population féminine) et de développer de nouveaux produits pour les PME (microfinance, crédit-bail, etc.).

- **Le développement de l'activité de marché.** Le Burundi prépare la création d'une bourse de valeurs dans le cadre de l'intégration économique au sein de la zone de la Communauté de l'Afrique de l'Est. La BANCOBU occupe déjà la place de leader sur le marché des valeurs du Trésor et entend poursuivre le processus de diversification dans le cadre du marché des capitaux.

UN MANAGEMENT COMPÉTENT



La BANCOBU, société mixte, est dirigée par un duo aux compétences et expérience avérées dans le secteur financier :

- **Madame Trinitas GIRUKWISHAKA, Administrateur Directeur Général représentant les intérêts du secteur public depuis août 2020. Elle compte à son actif plusieurs années d'expérience dans le secteur des assurances et de la banque.**
- **Mr Sylvère BANKIMBAGA, Administrateur Directeur Général-Adjoint représentant les intérêts des actionnaires privés depuis 2008, a une trentaine d'années d'expérience bancaire. Actuel Président du Club des Dirigeants de Banques et Etablissements de Crédits d'Afrique, il est également Consul Honoraire de la République des Maldives au Burundi.**

Notez que le Burundi accueille, du 23 au 25 juin 2022, les Journées Annuelles de ce club sous le thème :

« LES GRANDS DÉFIS ACTUELS DES BANQUES AFRICAINES : ENSEIGNEMENTS DES DERNIÈRES CRISES POUR L'ÉCONOMIE ET LES BANQUES ».



JAMG - PHOTOS DR

84, Chaussée Prince Louis Rwagasore • B.P 990 Bujumbura – Burundi
Tél. : (+257) 22 26 52 00 • Fax : (+257) 22 26 10 18 • Email : info@bancobu.com



MURAT KULA/ANADOLU AGENCY VIA AFP

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à dr.), avec Évariste Ndayishimiye, à New York, le 22 septembre 2021.

→ normale sera toutefois progressif, explique Martina Borovac Pecarevic, de la délégation de l'UE : « Les mesures sont levées, mais c'est maintenant que le travail commence. Depuis un an, nous avons établi une "feuille de route burundaise" qui liste les grands dossiers sur lesquels nous espérons des avancées. Parmi ces dossiers : les droits de l'homme, la justice et l'État de droit, le climat des affaires... C'est sur tout cela que porte le dialogue politique pour lequel d'importants responsables ont fait le voyage depuis Bruxelles le 19 mai, pour la première fois depuis 2015. »

Autre sujet épineux : la reprise de l'aide budgétaire directe de l'Union européenne, qui demande des contreparties.

Le dialogue doit aussi permettre d'évoquer la situation générale dans la région des Grands Lacs, que l'Europe surveille avec attention. « Nous exprimerons notre mécontentement à propos du vote du Burundi à l'ONU sur la guerre en Ukraine », ajoute la diplomate européenne, contredisant l'idée avancée par les autorités burundaises selon laquelle l'abstention aurait été « appréciée » à la fois par Bruxelles et par Moscou.

Une position idéale

Autre sujet épineux : la reprise d'une aide budgétaire directe de l'UE au gouvernement burundais, suspendue en 2016 avec l'adoption des mesures de sanction, que les autorités de Gitega aimeraient voir reprendre le plus rapidement possible. Mais les responsables européens expliquent qu'il s'agit d'une procédure longue et complexe qui ne se fera pas sans contreparties.

Pour tous, néanmoins, la priorité reste de redonner confiance aux possibles investisseurs étrangers en améliorant le climat des affaires et l'attractivité du pays. Un effort qui nécessite le déploiement par Gitega d'une vraie diplomatie économique, dont le ministre des Affaires étrangères, Albert Shingiro, assure qu'il a fait, en concertation avec le président, la priorité de ses ambassadeurs. Un objectif partagé par Faustin Ndikumana, même s'il se montre sceptique. « Nous devons développer nos relations commerciales et faire de notre pays une destination touristique, car nous avons tous les atouts pour cela, martèle-t-il. Avec l'entrée récente de la RDC dans la Communauté d'Afrique de l'Est, le Burundi se trouve dans une position idéale : nous devenons un pont entre la RDC francophone et la Tanzanie anglophone. »

Le leader du Parcem doute cependant, malgré les discours officiels, de la volonté des autorités de mettre en place une véritable diplomatie économique. « Au lieu de chercher à rassurer les investisseurs, nos dirigeants restent arc-boutés sur des histoires de putschistes qui doivent nous être livrés par le Rwanda, déplore-t-il. Et sur ce point, malgré les belles déclarations, je ne vois pas d'évolution. » ●

COMMUNIQUÉ



La BANCOBU, banque leader en matière de certification ISO

Le leader du marché bancaire burundais (40 % de part s de marché), la Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU), société mixte à capitaux publics et privés, devient la première banque à recevoir une triple certification ISO. Avec un résultat net de 27,5 Mns USD, un bilan dépassant le cap des 558 Mns (soit USD 1000 milliards de BIF), des fonds propres estimés à 77 Mns USD, plus d'1 million de clients wallets et 55 sites physiques répartis dans tout le pays, cette triple certification ISO récompense l'engagement de la Banque dans la mise en œuvre de son Plan de Développement Stratégique 2021-2025.

La BANCOBU a reçu le certificat pour 3 normes ISO : ISO 9001:2015 (système de management de la qualité), ISO 14001:2015 (système de management de l'environnement) et ISO 45001:2018 (système de management de la santé et de la sécurité au travail). La BANCOBU devient ainsi la première banque du Burundi à recevoir cette triple certification ISO.

Cette certification a été obtenue à l'issue d'un audit approfondi réalisé par l'Association suisse pour les systèmes de qualité et de management (SQS). Celle-ci est le premier certificateur suisse et le n°2 au niveau mondial.

La reconnaissance des efforts engagés

L'obtention de ce label est le résultat des efforts fournis par la Banque pour satisfaire ses engagements à l'égard de ses parties prenantes :

- La clientèle, en offrant une gamme variée de produits et services financiers distribués à travers des plateformes digitales et multicanales.
- Les actionnaires, en réalisant d'excellents résultats financiers. Entre 2011 et 2021, le résultat net a été multiplié par plus de 11 fois pour se situer à un montant équivalent à 27,5 Mns USD, les fonds propres et le total du bilan par 8 fois pour se situer à 77 Mns USD et 558 Mns USD respectivement. La BANCOBU occupe la première position au sein du secteur bancaire burundais
- Le personnel, en veillant à la montée en compétences de chaque collaborateur et en offrant des avantages concrets : prise en charge des soins de santé, contribution au fonds de pension complémentaire et octroi des crédits au personnel à un taux préférentiel.
- Enfin, en tant que Banque citoyenne, la BANCOBU a contribué aux œuvres d'intérêt public à concurrence de BIF 6 milliards pendant les deux dernières années.

Un plan stratégique ambitieux

La Banque reçoit cette certification ISO au moment où elle met en œuvre son Plan Stratégique de Développement 2021-2025, basé sur trois grands axes stratégiques :

- **L'internationalisation.** L'objectif est d'initier un élargissement du marché géographique de la BANCOBU par l'implantation dans les pays les plus proches du Burundi.

-**La poursuite de l'effort de collecte de fonds et de crédit.** Le Plan propose d'identifier de nouveaux segments de population (expatriés, population féminine) et de développer de nouveaux produits pour les PME (microfinance, crédit-bail, etc.).

- **Le développement de l'activité de marché.** Le Burundi prépare la création d'une bourse de valeurs dans le cadre de l'intégration économique au sein de la zone de la Communauté de l'Afrique de l'Est. La BANCOBU occupe déjà la place de leader sur le marché des valeurs du Trésor et entend poursuivre le processus de diversification dans le cadre du marché des capitaux.

UN MANAGEMENT COMPÉTENT



La BANCOBU, société mixte, est dirigée par un duo aux compétences et expérience avérées dans le secteur financier :

- **Madame Trinitas GIRUKWISHAKA, Administrateur Directeur Général représentant les intérêts du secteur public depuis août 2020. Elle compte à son actif plusieurs années d'expérience dans le secteur des assurances et de la banque.**
- **Mr Sylvère BANKIMBAGA, Administrateur Directeur Général-Adjoint représentant les intérêts des actionnaires privés depuis 2008, a une trentaine d'années d'expérience bancaire. Actuel Président du Club des Dirigeants de Banques et Etablissements de Crédits d'Afrique, il est également Consul Honoraire de la République des Maldives au Burundi.**

Notez que le Burundi accueille, du 23 au 25 juin 2022, les Journées Annuelles de ce club sous le thème :

« LES GRANDS DÉFIS ACTUELS DES BANQUES AFRICAINES : ENSEIGNEMENTS DES DERNIÈRES CRISES POUR L'ÉCONOMIE ET LES BANQUES ».



JAMG - PHOTOS DR

84, Chaussée Prince Louis Rwagasore • B.P 990 Bujumbura – Burundi
Tél. : (+257) 22 26 52 00 • Fax : (+257) 22 26 10 18 • Email : info@bancobu.com

Évariste, le parti et Dieu

Investi à l'issue du chaotique troisième mandat de Pierre Nkurunziza, le président Ndayishimiye suscite toujours intérêt et interrogations. Jugé accessible, modéré, soucieux d'ouverture, le général « Neva » doit maintenant passer de la parole aux actes.

OLIVIER MARBOT



EVRARD NGENDAKUMANA/REUTERS

Avec son épouse, Angeline Ndayubaha (au centre), lors de la cérémonie d'investiture, le 18 juin 2020.

Les 18 et 19 novembre 2021, le Palais des congrès de Kigobe, bâtiment historique de Bujumbura où siègent les députés et où, traditionnellement, chaque nouveau président de la République est investi, était paré de ses plus beaux atours. Tapis rouge déroulé et drapeaux claquant au vent : le « Palais du peuple » recevait avec faste un panel d'experts, d'universitaires, de responsables politiques de la majorité comme de l'opposition et de chefs d'entreprise. Tous venaient participer à la première édition du Forum national sur le développement du Burundi.

Un événement inédit, voulu par le président Ndayishimiye, dont le but était de réfléchir collectivement à l'avenir et aux moyens de développer l'économie de leur petit État enclavé – où le revenu par habitant reste l'un des plus faibles du monde –, afin qu'il devienne un pays émergent à l'horizon 2040. Le professeur →

COMMUNIQUÉ

SAVONOR

52 Year Anniversary

52 ANS D'ACTIVITÉ ET DE SERVICE À LA NATION

Savonniers de génération en génération depuis 1970, la famille Kuntze a maintenu ses opérations à travers les décennies, et a su guider l'entreprise, devenant ainsi une source de revenus, mais aussi de stabilité et d'espoir pour la population burundaise.



LE PRINCIPAL EMPLOYEUR DU BURUNDI

Avec une histoire et un savoir que l'on retrace depuis le 17e siècle, Savonor n'a cessé d'investir dans le pays. En développant ses activités, elle a su s'établir comme le principal employeur du pays avec près de 2000 collaborateurs.

UN SAVOIR-FAIRE « MADE IN BURUNDI »

Forte de son ancrage local et fière de sa production « made in Burundi » l'objectif de la Savonor a toujours été de fournir des produits de qualité à des prix accessibles. Elle offre différentes gammes de produits d'hygiène (savons sous toutes ses formes, solides et liquides, pour la lessive, la toilette et les soins quotidiens), de cosmétiques, ainsi que d' huiles alimentaires raffinées, d'origine végétale, principale source de lipides pour la grande majorité des ménages burundais.



DES PRODUITS DE QUALITÉ ACCESSIBLES AU PLUS GRAND NOMBRE

Située au sein de l'East African Community (EAC), Savonor est bien positionnée pour approvisionner les pays voisins. Son ambition est d'étendre la disponibilité de ses produits aux pays de la sous-région.

UN ENGAGEMENT SOCIÉTAL AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Savonor prend son engagement sociétal au sérieux. Elle travaille en étroite collaboration avec les coopératives paysannes locales pour faciliter l'accès au financement et aux intrants agricoles. Elle investit dans l'innovation agricole, comme le vaste projet pilote basé sur l'agroforesterie – une nouvelle méthode d'agriculture durable et pérenne – qui sera lancé dans le courant de l'année. L'objectif est d'étendre ces nouvelles méthodes agricoles aux milliers de cultivateurs partenaires. Les bienfaits de ces actions doivent pouvoir profiter aux générations futures.







JAMG - PHOTOS DR

SAVONOR s.a.
Chaussée d'Uvira
12 Quartier Industriel
P.O. Box 1107
Bujumbura - Burundi
(+257) 22 22 38 60
marketing@savonor.com



www.savonor.com

→ Léonce Ndikumana, économiste burundais, avait fait le déplacement depuis l'université du Massachusetts (États-Unis), où il enseigne, accompagné de représentants de la Banque mondiale et de différentes agences onusiennes. Le chef de l'État lui-même était évidemment présent, ne ratant pas un débat, suivant les échanges d'un air attentif et concentré, exigeant que ses ministres fassent de même.

Comme le résume, six mois plus tard, un représentant de la société civile qui y a assisté, cet événement symbolise, à lui seul, les bonnes intentions de « Neva » – surnom d'Évariste Ndayishimiye –, mais aussi les obstacles auxquels il se heurte. « Pendant deux jours, des experts de haut niveau ont discuté de thèmes très importants pour le pays. L'énergie, l'économie, l'éducation, la démographie… C'était très riche. À l'époque, nous nous sommes dit qu'il s'agissait là du début d'une nouvelle ère. Mais sur quoi cela a-t-il débouché ? Sur rien ! Aucune des idées émises n'a été suivie de la moindre tentative de début de mise en application. »

Bonne volonté

L'anecdote résume assez bien les jugements que les Burundais et les partenaires extérieurs portent sur Neva après deux années de mandat. Partisans comme opposants, diplomates étrangers comme défenseurs des droits humains s'accordent sur quelques traits de caractère. Ils estiment que le président Ndayishimiye est une « une bonne personne », un chef d'État « de bonne volonté », « sincèrement soucieux d'améliorer la situation de son pays », de le faire sortir de l'isolement où l'avait plongé son prédécesseur, Pierre Nkurunziza, de voir l'économie se développer et les devises rentrer…

« C'est quelqu'un de profondément humain et de très accessible, s'enflamme une responsable du Conseil national pour la défense de la démocratie-Force de défense de la démocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir. Il oblige ses ministres à indiquer leur numéro de téléphone personnel sur le site internet de leur ministère. Et si certains renâclent, il leur dit : "Qu'avez-vous à cacher ?" Il vit très simplement, et n'importe qui peut lui parler. » Le ministre des Affaires étrangères, Albert Shingiro, qui côtoie Neva depuis 2005, confirme : « Le président est avant tout un homme d'ouverture. Il veut rebâtir la confiance mutuelle avec nos partenaires étrangers, qui n'existait plus entre 2015 et 2020. Il semble parfois réservé, mais il est chaleureux quand le contexte s'y prête. C'est aussi un responsable exigeant avec ses collaborateurs, et qui ne tolère aucune forme de corruption. »

> **« Les États lèvent les sanctions en espérant que cela donnera du poids au président face aux durs du régime incarnés par les généraux. »**

De fait, Neva a destitué publiquement, et du jour au lendemain, quelques hauts responsables accusés d'avoir pioché dans la caisse. Ce que même ses détracteurs lui reconnaissent. Mais, pour l'un d'entre eux, c'est aussi l'une des principales limites du dirigeant. « Le président est très démonstratif dans son action, multipliant les annonces. Le problème est qu'il a une vision manichéenne des choses, explique notre interlocuteur. Pour lui, il y a les bons et les méchants, et il suffit de nommer la bonne personne au bon poste pour que tout se passe bien. Sachant qu'à ses yeux une "bonne personne" est celle qui prie tous les jours et ne vole pas. Mais cela ne marche pas ainsi : on peut être "propre" et totalement incompétent sur le plan technique ! »

« Ndayishimiye agit. La différence avec l'ancien régime est notable : il se montre vraiment plus ouvert », confirme à son tour Dacia Munezero, créatrice et animatrice de la plateforme internet Yaga, qui porte les revendications de la jeunesse burundaise et se fait parfois rappeler à l'ordre par les autorités pour des articles jugés trop contestataires. « Le ton a changé, c'est évident, renchérit un diplomate européen en poste à Bujumbura. Je pense que le président veut sincèrement ouvrir son pays au monde : il a un agenda de réformes, est secondé efficacement par Albert Shingiro sur la scène internationale… C'est aussi pour cela que les relations se normalisent : les pays qui appliquaient des sanctions les lèvent en espérant que cela donnera du poids au président face aux durs du régime incarnés par les généraux. La difficulté qui demeure, c'est le poids du parti, qui rappelle régulièrement à Ndayishimiye qu'il lui doit tout et qu'il ne doit pas aller trop loin. »

Marge de manœuvre étroite

Pour beaucoup d'observateurs, le principal obstacle auquel se heurte Neva est bien là : la place écrasante du CNDD-FDD, dont il est issu et qui contrôle toute la vie du pays, tant sur le plan national que local. Considéré comme le plus modéré et le plus « présentable » des généraux issus de l'ex-rébellion, Évariste Ndayishimiye n'aurait en fait guère de marge de manœuvre.

« Il y a un autre problème, conclut le responsable d'une organisation de la société civile, c'est le poids trop présent de la religion dans l'action du président. Il se fait filmer à l'église, tous les dimanches, par la télévision nationale, émaille tous ses discours de formules comme "le bon Dieu aime le Burundi". C'est trop ! Et, sur ce plan, on reste dans une situation comparable à celle que l'on observait du temps de Nkurunziza, à ceci près que ce dernier était évangélique, alors que Neva est catholique. »

Cette critique se limite cependant à un petit cercle intellectuel de Bujumbura. La population du pays étant profondément croyante et pratiquante, il n'y a rien d'étonnant à ce que ses dirigeants affichent leur foi avec ostentation. À l'image d'Évariste Ndayishimiye, qui, pour le Vendredi saint, le 15 avril, a cheminé dans les rues de Gitega en portant une croix. Et qui promet à ses concitoyens que le pays accueillera le pape François en 2023 – ce sera la première visite papale au Burundi depuis 1990. ●

COMMUNIQUÉ



Banque de la République du Burundi

« La BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI : Au service du Pays pour veiller à la stabilité des prix et contribuer à la stabilité du système financier et à la mise en œuvre des politiques propices au développement harmonieux de l'Économie Burundaise »

Dans le cadre des missions statutaires qui lui conférées par la Loi N°1/34 du 2 décembre 2008, entre autres, la BRB définit et met en œuvre la politique monétaire et de change. Elle promeut un système de paiement national efficace, fiable et efficient. Elle réglemente et supervise les établissements de crédit et les institutions de microfinance.

M. Jean CIZA est l'actuel Gouverneur et Président du Conseil Général de la BRB. Pour soutenir l'économie, sous sa gouvernance et vision, la BRB a facilité l'accès des établissements de crédit et les institutions de microfinance au refinancement à moindre coût, en vue d'inciter ces institutions au financement des secteurs porteurs de croissance. Pour cela, les critères quantitatifs et qualitatifs ont été assouplis depuis 2019.

Conformément aux orientations qu'elle s'est données, la Banque de la République du Burundi s'est engagée, entre autres, à développer le marché monétaire et financier, notamment le marché interbancaire et le marché secondaire des titres du Trésor en agréant les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT). L'idée est bien de permettre aux entrepreneurs de disposer de leurs ressources à long terme. Aussi, un projet de mise en place d'un marché boursier est en cours de réalisation et le cadre légal et réglementaire de ce marché est déjà établi.

En guise de support au secteur financier, la BRB a, depuis 2017, mis en place un système national de paiement et de règlement moderne. Le système comprend entre autres, un système de compensation automatisé avec dématérialisation des chèques, un système de paiement brut en temps réel, un dépositaire central et de règlement des titres, une liaison avec l'infrastructure du marché de capitaux au niveau régional et une intégration avec le switch monétique national.


Jean CIZA, Gouverneur et Président du Conseil Général de la BRB.

Dans la perspective d'une amélioration constante de la politique monétaire, la BRB a aussi développé un Plan Stratégique, dont la deuxième génération couvre la période de juillet 2021 à juin 2024. Les axes stratégiques reposent notamment sur le développement d'un cadre analytique, statistique et opérationnel pour appuyer la transition vers la mise en œuvre d'une politique monétaire basée sur le ciblage d'inflation, conformément à l'agenda de l'intégration du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine.

Siège social de la Banque de la République du Burundi.



JAMG - PHOTOS DR

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
1, Avenue du Gouvernement
B.P. 705 BUJUMBURA – BURUNDI
Tél : **(+257) 22 20 40 00 / 22 22 27 44**
Fax : **(+257) 22 31 28**
Courriel : **brb@brb.bi**
Site web: **www@brb.bi**

Albert Shingiro « La Russie nous a soutenus, et nous en tenons compte »

Le chef de la diplomatie burundaise a pour délicate mission de rouvrir son pays au monde. Les progrès sont réels, même si le processus de normalisation avec Kigali n'a pas encore abouti.

PROPOS RECUEILLIS À BUJUMBURA PAR OLIVIER MARBOT

Nommé ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement du Burundi le 28 juin 2020, dix jours après l'investiture d'Évariste Ndayishimiye à la présidence, Albert Shingiro (51 ans) a la lourde tâche de piloter la normalisation des relations internationales du pays, après les cinq années d'isolement et de repli sur soi qui ont marqué le deuxième mandat de Pierre Nkurunziza.

Diplômé des universités du Bénin et de Laval (Québec), ce diplomate de carrière a occupé plusieurs postes aux Nations unies, où il fut ambassadeur de 2014 à 2020. Même les représentants de l'opposition voient en lui un homme compétent et enclin au dialogue, bien plus ouvert que certains de ses camarades de parti qui ont fait leurs classes dans les maquis de la rébellion. S'il aime à répéter que le président Ndayishimiye est « le premier diplomate du pays » et que son propre rôle est « technique et administratif », Albert Shingiro est aujourd'hui l'un des hommes clés du retour du Burundi sur la scène internationale et la cheville ouvrière de la normalisation de ses relations, tant avec les institutions internationales qu'avec ses voisins de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC).

Jeune Afrique : La Russie est depuis longtemps un partenaire du Burundi. Comment votre pays réagit-il à la crise ukrainienne ?

Albert Shingiro : D'un point de vue géographique, ces événements sont bien sûr très lointains pour nous. Mais leur impact est mondial. La Russie nous a soutenus dans la difficulté, et nous en tenons compte. Par ailleurs, la situation du Burundi sur la scène internationale évolue : les États-Unis ont levé toutes les sanctions qui touchaient notre pays, l'Union européenne également, même s'il reste encore des mesures ciblées contre certaines personnalités.

> « Le but est de réaliser au sein de l'EAC, qui compte aujourd'hui sept États, une union douanière et monétaire avec une devise commune. »

Tout cela a motivé notre vote à l'Assemblée générale de l'ONU début mars : nous avons choisi l'abstention, la neutralité, le non-alignement. Il est vrai que, avant la levée des sanctions, nous votions en général avec la Russie. Mais le contexte a changé. Je pense que l'Union européenne est contente de notre vote *[lire pp. 86-88]*, et que la Russie l'est aussi.

Depuis un mois, le pays fait face à une pénurie de carburant : est-ce lié au conflit ?

Oui. Le carburant arrive chez nous depuis le port de Dar es-Salaam. Or la Tanzanie subit les conséquences du conflit, donc nous les subissons aussi. En revanche, pour ce qui est des produits alimentaires, nous ne sommes pas touchés : depuis 2020, le président Ndayishimiye a placé l'agriculture en tête de nos priorités – notamment en incitant à la création de coopératives –, et nous produisons de quoi nourrir les 12 millions de Burundais.

Notre ambition est de produire également pour l'export et de transformer davantage nos produits agricoles, c'est pourquoi j'insiste toujours auprès de nos partenaires étrangers sur la nécessité de procéder à des transferts de technologies. J'en ai parlé lors de ma visite en Israël, au début d'avril. Nous avons besoin de produire plus.

Entre 2015 et 2020, les relations avec les Européens et les Américains ont été difficiles. Cela a-t-il été l'occasion d'un rapprochement avec des puissances comme la Chine ou la Russie ?

Le Burundi entretient des partenariats stratégiques avec tous les pays qui veulent l'appuyer. L'Union européenne est l'un de nos partenaires traditionnels, tout comme les États-Unis. Sans oublier la Chine, qui nous fournit des infrastructures, qui a construit le palais présidentiel, qui nous aide en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, et qui nous a fourni des vaccins contre le Covid-19. Nous venons de signer avec Pékin un accord sur la modernisation de l'aéroport de Bujumbura.

Notre vision, c'est que chacun de ces partenaires se complète sans être en compétition. Ils interviennent dans des domaines différents. La Chine nous fait beaucoup de dons, certes. Mais nous venons de signer avec les États-Unis un accord – le plus important depuis l'indépendance du Burundi – portant sur un soutien de 400 millions de dollars sur cinq ans. Dans tous ces partenariats, nous privilégions les projets et les investissements, comme cela a été défini dans notre nouvelle stratégie diplomatique.


MAE RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

En quoi consiste cette nouvelle stratégie ?

Il s'agit avant tout d'une diplomatie économique, qui repose sur cinq piliers. Le premier consiste à attirer des investisseurs étrangers : c'est la première mission confiée à nos ambassadeurs. Le deuxième pilier est la promotion des échanges commerciaux et la diversification de nos exportations. Pour le troisième, nous travaillons à obtenir des transferts de technologies.

Quatrièmement, nous allons continuer à construire des infrastructures de développement, comme la ligne de chemin de fer Dar es-Salaam-Bujumbura-Kinshasa, un projet tripartite avec la Tanzanie et la RDC mené sur cinq ans et qui nous permettra d'exporter notre minerai [nickel]. Enfin, notre cinquième pilier est la promotion du tourisme : le lac Tanganyika est un trésor encore inexploité, nous voulons développer la navigation, des routes, des pistes cyclables !

Vous évoquez un grand projet avec la Tanzanie et la RDC : jusqu'à quel point l'intégration du pays au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est est-elle un enjeu pour le Burundi ?

C'est l'une de nos priorités. L'EAC est en train de grandir. Avec l'adhésion de la RD Congo, nous sommes maintenant sept États membres unis dans un grand marché de 280 millions d'habitants. Le but est de réaliser une union douanière, de créer un marché commun et d'aller vers une union monétaire avec une devise commune. Nous visons l'échéance de 2024, mais cela risque de prendre un peu plus de temps. L'étape ultime, la plus difficile, sera la création d'une fédération ou d'une confédération politique, avec une diplomatie et une politique de défense communes.

Ce sera compliqué, mais on le sait : dans toute l'Afrique, nous voulons aller vers une intégration continentale qui devra se faire par blocs régionaux. À terme, l'EAC fusionnera peut-être avec la SADC [Communauté de développement de l'Afrique australe], et ainsi de suite.

Pourquoi la normalisation des relations avec le Rwanda semble-t-elle si difficile ?

Les relations étaient très bonnes jusqu'en 2015. Cette année-là, les putschistes [auteurs de la tentative de coup d'État militaire du 13 mai 2015] ont fui à Kigali, et la situation s'est envenimée. Depuis 2020, les choses s'arrangent : cette année-là, j'ai brisé la glace en rencontrant mon homologue rwandais à la frontière. Depuis, nous multiplions les contacts, nous nous voyons au sein des organisations régionales, nous échangeons des envoyés spéciaux…

Sincèrement, le seul point qui reste en suspens est cette question des putschistes que nous voulons traduire devant la justice burundaise, conformément au droit international. Nos ministres de la Justice respectifs se sont rencontrés pour en parler, et moi-même j'évoque le sujet avec mon homologue rwandais. Je lui dis : « On ne choisit pas ses voisins, nous devons vivre ensemble. Êtes-vous vraiment prêts à sacrifier notre relation diplomatique pour quinze ou vingt personnes qui n'ont aucun avenir politique ? »

Ne faudrait-il pas envisager une médiation afin de faciliter la réconciliation ?

Nous ne voulons pas de médiation extérieure. Les Rwandais sont nos frères, nous nous parlons en kirundi ou en kinyarwanda. Cela ne concerne que nous. Une fois que la question des putschistes sera réglée, on pourra parler d'une rencontre au plus haut niveau. ●

LE BILLET

De la normalisation **à la bénédiction papale**



Quoi de mieux qu'une onction pontificale pour normaliser le régime du catholique président burundais, Évariste Ndayishimiye ? Dans les officines des capitales politique, Gitega, et économique, Bujumbura, il se murmure avec insistance que le souverain pontife pourrait fouler le sol burundais en 2023. Séjour qui serait associé à un périple congolais du pape François et qui coïnciderait avec le 125e anniversaire de l'Église romaine au Burundi, tout juste vingt ans après l'attentat qui a coûté la vie au nonce apostolique Michael Courtney.

Le 26 mars dernier, le chef de l'État burundais avait rencontré le Saint-Père au Vatican, ainsi que la communauté Sant'Egidio, réputée pour ses interventions pacificatrices en Afrique, notamment dans le Burundi des années 1990. Fervent pratiquant, Évariste Ndayishimiye aime organiser des « séances de moralisation » et entend ériger une basilique sur la colline sacrée de Mugera, plus connue sous le nom de « Lourdes burundaise ».

Si le chef de l'État est le digne héritier de son prédécesseur, Pierre Nkurunziza – lui-même pieux (évangélique) et autoproclamé président par « volonté divine » –, l'exacerbation des crispations identitaires de ces dernières années et la contestation de la légitimité du troisième mandat de 2015 avaient conduit à des convulsions internes et à un isolement sur la scène internationale. Au décès de Nkurunziza, le successeur de Pierre ne cessera de ravaler cette façade burundaise que le successeur de Saint-Pierre pourrait donc bénir.

Bâton de pèlerin

Ces deux dernières années, la diplomatie burundaise s'est employée à redorer son blason à l'ONU, notamment pour éviter le maintien d'une mission d'enquête sur de présumées violations des droits de l'homme. De plus en plus d'activistes exilés rentrent au pays. Des médias bâillonnés, comme la BBC, ont été autorisés à émettre de nouveau, et le Conseil national de la communication laissait entendre, fin mars, que les sanctions contre d'autres organes de presse seraient probablement levées.

Sur le plan diplomatique sous-régional, le chef de l'État a repris le bâton de pèlerin que son prédécesseur avait remisé. Le dégel avec Kigali s'est accéléré. En matière de coopération Nord-Sud, les relations diplomatiques entre le Burundi et les pays membres de l'Union européenne ont été rétablies. Aussi discret que Nkurunziza était exubérant, Évariste Ndayishimiye s'est également attiré les bonnes grâces des autorités sanitaires internationales, en prenant le contre-pied des positions de son prédécesseur face au Covid-19.

« Ripolinée », la réputation du Burundi ? Deux ans après le début de l'actuel mandat présidentiel, chat activiste craint l'eau froide de l'opportunisme. Les chancelleries dissimulent leur prudence derrière des sourires de bon aloi, et les organisations indépendantes n'applaudissent que du bout des doigts. Si, début avril, l'ONG Reporters sans frontières reconnaissait des progrès en matière de liberté d'expression, elle les jugeait cependant « lents et limités ». Comme pour accompagner la normalisation tout en restant prudent, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU vient de nommer un nouveau rapporteur spécial sur la situation des droits humains au Burundi.

Hélas, en cette ère de souveraineté revendiquée, l'indispensable pression que doit exercer la population burundaise sur ses élus est parfois émoussée par de nombreux chats à fouetter. Dans un contexte économique morose, la conquête des droits civils est ponctuellement parasitée par des contingences domestiques, comme, à la mi-avril, l'envol des prix de l'essence et du gasoil, ainsi que les inondations à Bujumbura et à Gatumba, à la suite d'une crue du lac Tanganyika. ●

Damien Glez

COMMUNIQUÉ

SOCABU 45 ANS

ENTRETIEN

Monsieur Charles Ndagijimana,
Administrateur Directeur Général de la SOCABU



« Une gamme diversifiée de produits d'assurance adaptés aux besoins des différents types de clientèle »

La SOCABU fête cette année son 45e anniversaire. Quel bilan tirez-vous de son activité depuis sa création ?
La Société d'assurances du Burundi (SOCABU) a ouvert ses portes le 3 octobre 1977.
Le bilan de son activité peut être analysé sous plusieurs volets :

- Au niveau de la couverture territoriale, la SOCABU est implantée sur tout le territoire national à travers ses quatre agences régionales, un réseau d'intermédiaires d'assurance présents dans toutes les provinces du pays et surtout un réseau postal implanté dans toutes les communes.
- Au niveau de la couverture des risques, la SOCABU a diversifié sa gamme de produits et de garanties de telle sorte que son chiffre d'affaires s'est accru régulièrement et a dépassé les 25 milliards de francs burundais (BIF) en 2021.
- Au niveau de la capacité d'intervention dans le règlement des sinistres, la SOCABU compte aujourd'hui plus de BIF 42 milliards de fonds propres et des actifs de plus de BIF 146 milliards. À travers cette capacité, la SOCABU indemnise sur le marché des assurances plus de 60 % des sinistres. A titre d'exemple, la SOCABU a indemnisé les gros sinistres comme celui du Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge (CHUK) pour un montant de plus de 2 millions d'euros, le sinistre incendie du marché central de Bujumbura (environ BIF 2 milliards), le sinistre incendie REGIDESO (plus de BIF 3 milliards), etc.

Pouvez-vous nous présenter les principaux produits de votre offre ?
La SOCABU offre une gamme diversifiée des produit d'assurance adaptés aux besoins de sa clientèle.
Parmi ceux-là, nous citerons à titre d'exemple :

- Le produit d'assurance qui protège à la fois le patrimoine professionnel, la responsabilité encourue pendant l'activité professionnelle et le transport. À ce titre, la SOCABU a créé l'assurance « Global Dommage ».
- Pour le transport international, la SOCABU a mis en place l'assurance Transport des marchandises qui couvre les marchandises transportées par voie maritime, aérienne ou terrestre.
- Pour la couverture des prêts contractés auprès des banques, la SOCABU propose l'assurance Protection Crédit qui couvre le décès et l'invalidité permanente et/ou totale du demandeur.
- Pour l'investisseur et le personnel sous ses ordres, la SOCABU offre l'assurance Décès et Invalidité et l'assurance Santé couvrant également les traitements à l'étranger.

En quoi votre offre est-elle plus avantageuse que celle de vos concurrents ?
Ce qui distingue l'offre de la SOCABU à celle de ses concurrents, c'est sa diversité d'offres en matière de réassurance et de son système de gestion intégré dédié (en cours de modernisation), le tout géré par un personnel qualifié et expérimenté.
De plus, la SOCABU est implantée sur tout le territoire du pays à travers son réseau d'intermédiaires d'assurance.
La SOCABU compte également et surtout sur sa grande capacité financière acquise au cours de ses 45 années d'expertise pour honorer à temps ses engagements envers sa clientèle. Le partenariat signé avec un grand groupe international français d'assurances, AXA, en matière d'assistance voyage, contribue également à cette solidité financière.


©TWINSTERPHOTO - STOCK.ADOBE.COM

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES DU BURUNDI S.M.
14-18, avenue de l'Amitié, BP 2440 Bujumbura-Burundi
Tél. : (+257) 22 28 50 00 - Fax : (+257) 22 22 68 03
Email : socabu@socabu-assurances.com

JAMG - PHOTOS DR

www.socabu-assurances.com

Les mirages de l'opposition

Malgré quelques mesures d'apaisement, notamment auprès des exilés, la vie politique reste verrouillée par le CNDD-FDD. Mais la révision constitutionnelle de 2018, en changeant les règles du jeu, apporte une lueur d'espoir à ses adversaires.

OLIVIER MARBOT

Depuis 2005 et la première élection de Pierre Nkurunziza à la présidence, un parti et un seul domine la vie politique burundaise : le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD). Le président Évariste Ndayishimiye et son gouvernement en sont issus, tout comme la plupart des élus locaux et des fonctionnaires, ainsi que 86 députés sur 121, et 34 sénateurs sur 43.

Face à ce rouleau compresseur, l'opposition compte plusieurs dizaines de formations – d'importance et de force très variables. Du moins en théorie. En pratique, ces partis ne sont pour la plupart que des coquilles vides. Et la situation est rendue complexe par le *nyakuri*, cette habitude prise dans le milieu des années 2000 de créer des divisions au sein des partis pour voir un contingent de leurs membres et élus rallier la majorité.



Agathon Rwasa, leader du Congrès national pour la liberté, à la mi-avril, à Bujumbura.

OLIVIER MARBOT POUR JA

Un duel très inégal

Ainsi, l'Union pour le progrès national (Uprona, parti nationaliste à majorité tutsi), formation historique qui a connu son heure de gloire au point d'avoir donné son nom à l'une des principales avenues de Bujumbura, n'est plus que l'ombre d'elle-même. Tandis que le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), l'un des rares partis à se montrer actifs, est régulièrement réduit par le pouvoir au statut de « groupe terroriste ».

Nombre de responsables du MSD, à l'image de beaucoup d'opposants, vivent d'ailleurs en exil et tentent, à distance, de conserver une influence sur la vie politique du pays. Un pari difficile : pour la plupart des observateurs, la parole de ces exilés est, en réalité, inaudible. Et leur situation est rendue encore plus délicate par le fait que, depuis son élection, le président Évariste Ndayishimiye les invite à revenir au pays. Ce que la plupart évitent de faire, persuadés qu'un retour au Burundi leur vaudrait de graves ennuis.

Ces dernières années, la vie politique du pays se résume donc presque exclusivement à un duel, fort inégal, entre un CNDD-FDD archidominateur et le seul parti un tant soit peu important présent et actif sur le terrain : le Congrès national pour la liberté (CNL). En 2020, son président, Agathon Rwasa, s'est présenté pour briguer la magistrature suprême face au candidat désigné par le parti au pouvoir, Évariste Ndayishimiye. Si ce dernier l'a emporté, beaucoup estiment que le scrutin a été entaché de fraude et pensent qu'Agathon Rwasa aurait dû être victorieux. Lui-même ne cesse de le répéter, préparant patiemment le coup d'après et dressant un sombre bilan des deux premières années de mandat de son rival.

« On nous parle de normalisation, mais je ne vois rien changer, attaque-t-il. L'espace politique reste verrouillé, la presse s'autocensure, →

COMMUNIQUÉ



INTERPETROL

UN GROUPE DYNAMIQUE, PRÉSENT DANS LES SECTEURS STRATÉGIQUES DE L'ÉCONOMIE DU BURUNDI

Le groupe Interpetrol est une entité diversifiée, comprenant plusieurs filiales, qui vise à fournir une expérience client de classe mondiale, avec un fort contenu local, dans les différents marchés où il est présent.

Créé au début des années 1980 par Monsieur Tariq Bashir en tant que société de transport de produits pétroliers, le groupe s'est diversifié au fil des années et réalise actuellement un chiffre d'affaires annuel de plus d'un milliard de dollars.

Le groupe Interpetrol a une large gamme d'activités qui incluent la transformation de produits agricoles, la commercialisation de produits pétroliers, le transport, le textile, la distribution automobile, les services financiers, l'ingénierie et la production d'énergie. La direction générale du groupe est assurée par monsieur Munir Bashir.

LES COMPOSANTES DU GROUPE

Devenu un acteur majeur du monde des affaires du Burundi, le groupe Interpetrol comprend plusieurs branches :

▶ Division Automobile. La société Old East importe et commercialise des véhicules de plusieurs grandes marques internationales : Nissan, Volkswagen, Suzuki et Honda. Son directeur général est monsieur Samir Sameja.

▶ Ingénierie. Cette branche comprend deux sociétés : Metalusa (ingénierie civile et construction métallique) et Metalubia. Monsieur Patrick Koetzel en est le directeur général.

▶ Marketing et distribution de produits pétroliers. Cette branche comprend trois sociétés : Interpetrol Burundi (importation et marketing de produits pétroliers) ; SEP Burundi (stockage de produits pétroliers avec une capacité de 14 000 m3) ; et Falcon Oil Storage (stockage de produits pétroliers avec une capacité de 20 000 m3). Monsieur Freddy Ipoma est le directeur général de cette branche.

▶ Afritextile. La société est spécialisée dans la transformation du coton fibre en produits finis composés, principalement des pagnes. La capacité de production est supérieure à 1,2 million de mètres par mois actuellement. Cette société, qui est de plus en plus présente à l'international, est dirigée par monsieur Gilbert Nzeyimana.

▶ Industrie alimentaire. Cette branche comprend deux minoteries : Minolac et Pembe, rachetée récemment, en cours de modernisation. Grâce à cet investissement, la capacité de production devrait doubler. Monsieur Munir Bashir en assure la direction générale.

▶ Production d'énergie. Le groupe gère deux centrales thermiques via les filiales Interpetrol Power Solution RDC (12 MW), basées au Katanga, et Bujumbura Power Plant (34 MW). Monsieur Gerhard Duvenhage est le directeur général de la branche.

Enfin, le groupe comprend également des actifs immobiliers et des participations dans des institutions financières locales.



JAMG - PHOTOS DR

→ le parti au pouvoir et l'État se confondent… Le ministre de l'Intérieur explique publiquement que les partis politiques doivent fonctionner normalement, mais l'administration fait tout pour nous mettre des bâtons dans les roues, refuse les autorisations, empêche les réunions de se tenir… » Pas question, pour autant, de s'exiler dans un pays voisin ou en Europe, comme tant d'autres, martèle le leader du CNL. « Comment pouvons-nous prétendre croire à la démocratie, à l'accès au pouvoir par les urnes, et ne pas être sur le terrain ? Il faut que les Burundais en exil rentrent. C'est ici qu'ils pourront agir. »

Les élections législatives de 2025, qui sont déjà dans tous les esprits, semblent donc devoir se résumer à un affrontement entre le CNDD-FDD et le CNL. Raison pour laquelle le mouvement d'Agathon Rwasa concentre les critiques et les attaques du camp majoritaire. « Je le connais depuis longtemps, il fait un excellent travail en commission à l'Assemblée, c'est un homme courageux, reconnaît Albert Shingiro, le ministre des Affaires étrangères, à propos du chef du CNL. Mais il faut être réaliste : son électorat ne se renouvelle pas et, en 2025, son score baissera sans doute. Et puis il faut quand même souligner que c'est un conservateur, son mouvement représente une frange assez radicale de l'extrême droite hutu. »

Malgré des dissensions internes, la mainmise du parti sur le pouvoir apparaît, pour la plupart des observateurs, aussi solide que durable.

Une accusation évidemment contestée par Agathon Rwasa, mais qui revient souvent lorsqu'il s'agit de décrédibiliser le CNL, le MSD ou d'autres mouvements d'opposition. « L'idée que le pouvoir tente d'imposer est que les partis d'opposition seraient des partis ethniques et qu'à l'inverse le CNDD-FDD serait parfaitement égalitaire, appliquerait strictement les quotas et ne ferait pas de différence entre Hutus et Tutsis, résume un journaliste burundais. Il a aussi tendance à expliquer que toutes les difficultés du pays sont un héritage de l'ancien pouvoir tutsi et de l'Uprona, mais ce discours porte de moins en moins : la population est très jeune, beaucoup n'ont jamais rien connu d'autre que le CNDD-FDD et n'acceptent pas ces explications. »



Monument CNDD-FDD, à Bujumbura, en avril.

OLIVIER MARBOT POUR JA

Le vrai rapport de force se joue plutôt entre les différentes factions du parti majoritaire qu'entre ce dernier et son opposition. « Neva », le président Évariste Ndayishimiye, considéré comme un modéré, se heurte régulièrement aux durs de son camp – au premier rang desquels Alain-Guillaume Bunyoni, le Premier ministre, et Gelase Daniel Ndabirabe, le président de l'Assemblée nationale –, et il va parfois jusqu'à prendre l'opinion publique à témoin de ses difficultés.

Ces dissensions internes peuvent-elles vraiment faire le jeu de l'opposition, voire créer les conditions d'une alternance ? L'hypothèse ne provoque qu'un soupir fataliste chez la plupart des opposants et des observateurs, pour lesquels la mainmise du CNDD-FDD sur le pouvoir apparaît aussi solide que durable. « Le parti contrôle tout, y compris par la force, résume Faustin Ndikumana, le président de l'association Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités (Parcem). D'un autre côté, les gens sont fatigués. Ils ont voulu laisser sa chance à Neva, mais ils voient que rien ne bouge et ne croient plus au CNDD-FDD. Je ne pense pas que le parti arrivera à se maintenir au-delà d'un possible deuxième mandat de Ndayishimiye. Ce qui nous emmène quand même en 2034… »

L'espoir d'une cohabitation

Pour certains, toutefois, la révision constitutionnelle adoptée par référendum en 2018, en changeant les règles, apporte peut-être une lueur d'espoir à l'opposition : elle a créé le poste de Premier ministre et supprimé le principe des deux vice-présidents (l'un hutu, l'autre tutsi), mais aussi modifié le seuil d'adoption des lois par l'Assemblée et instauré un mandat présidentiel de sept ans, alors que celui des députés reste de cinq ans.

La décorrélation des deux scrutins favorisera-t-elle un rééquilibrage des pouvoirs, voire une cohabitation ? Sans trop y croire encore, certains l'espèrent, à l'image de ce défenseur des droits humains : « Le CNDD-FDD est en train de se saborder à coups de mesures impopulaires. À la place du CNL, je mettrais directement le président au défi en lui disant : "Vous parlez d'ouverture, de normalisation. Très bien. Alors, donnez-nous des gages de votre bonne foi !" »

Plus modestement, un journaliste burundais s'interroge sur les conditions dans lesquelles se dérouleront les législatives de 2025 : « Y aura-t-il des observateurs étrangers. Si c'est le cas, d'où viendront-ils ? Je pense que les pays de l'EAC [Communauté d'Afrique de l'Est] vont en envoyer, peut-être aussi l'UA [Union africaine], la SADC [Communauté de développement de l'Afrique australe]… Ce serait déjà un progrès. Je crois moins à la présence de représentants de pays plus lointains, européens par exemple. Mais, qui sait, il reste trois ans, les choses peuvent encore évoluer. » ●

INTERPETROL

COMMUNIQUÉ

« Notre objectif principal est d'offrir une expérience client unique »



Station mise en service en décembre 2021



Entretien :
Monsieur **Freddy B. Ipoma**,
Administrateur Directeur Général
Adjoint de Interpetrol Burundi S.A.

Pouvez-vous vous présenter ?
Fondée en 1991 par Tariq Bashir, la société Interpetrol Burundi S.A. dispose d'une flotte de près de 400 camions citernes et d'une capacité de stockage de plus de 60 millions de litres répartie entre quatre parcs pétroliers, soit une capacité logistique et de stockage dont peu de sociétés peuvent se prévaloir dans la sous-région. Grâce à notre réseau de près de 80 stations-services, nous couvrons l'ensemble du Burundi et veillons ainsi à ce que les endroits les plus reculé du territoire national disposent des installations nécessaires pour ravitailler les véhicules. La société compte 500 collaborateurs et fait travailler plus de 3 000 personnes.

Quelle est votre stratégie de développement ?
Elle est basée sur plusieurs axes :
- La croissance organique. L'investissement dans le renforcement de nos capacités logistiques et de distribution ainsi que le renouvellement constant et l'expansion de notre flotte de camions citernes afin de conserver et de gagner des parts de marché.
- Le développement d'une offre de services à valeur ajoutée. Notre objectif de faire en sorte que chacune des visites de nos stations soit vécue comme une expérience client unique.
- La croissance par acquisitions. Il y a quelques années nous avons pu accroître notre présence sur l'ensemble du territoire Burundais grâce au rachat de la société sud-africaine Engen Petroleum.
- Les partenariats de long terme. Les accords de cession de marque avec des indépendants de taille plus modeste, nous permettent d'étendre notre présence sur le marché.
- La fourniture de solutions d'appoints pour la fourniture d'énergie électrique. Ainsi, nous opérons, à Bujumbura, une centrale thermique (22 MW).
- L'importance accordée au capital humain. Nous allions la convivialité et la proximité d'une entreprise familiale et la rigueur de gestion d'un corporate classique. Ceci nous permet une grande célérité dans la prise de décisions ainsi que dans leur exécution.

Quelle est votre politique en matière de HSQE (hygiène, sécurité, qualité environnement) ?
Le HSQE est au cœur de chacune de nos décisions et de nos actions en raison de la nature de nos produits. Chacune des activités que nous entreprenons est analysée et classée dans une matrice des risques afin de : 1) déterminer la nature et l'amplitude des mesures de mitigation qui permettront de réduire à un niveau aussi bas que raisonnablement possible la probabilité d'occurrence des risques liés à chaque activité ; 2) de mettre en place les mesures de mitigation qui permettront de réduire de manière significative l'impact de la survenance d'un éventuel incident.


Dépôt Falcon Oil Storage d'une capacité de 20 000m³

Avez-vous des projets de développement en dehors du Burundi ?
Déjà présents en Tanzanie, nous travaillons à renforcer notre présence en République Démocratique du Congo (RDC) où la marque Interpetrol est déjà implantée grâce à un accord de cession de marque avec un partenaire de longue date. Par ailleurs, nous opérons une centrale thermique (12 MW) au Katanga dans la mine de Kipoi. Enfin, nous nous intéressons à l'Afrique de l'Ouest.

JAMG - PHOTOS DR

BP 15 Bujumbura, Burundi
20 Boulevard Melchior NDADAYE
Bujumbura Burundi
Tél. : (+257(69 200 261

WWW.INTERPETROL.NET

Le nickel, une manne encore inaccessible

Ce minerai, dont le sous-sol burundais regorge, pourrait provoquer un afflux de devises. À condition de parvenir enfin à l'extraire.

FABRICE IRANZI, À BUJUMBURA

A début de mars, quelques jours après le commencement de la guerre en Ukraine, le prix de la tonne de nickel avait déjà atteint plus de 100 000 dollars sur le marché londonien des métaux, le London Metal Exchange (LME). Une mauvaise nouvelle pour l'industrie mais une divine surprise pour le petit Burundi, l'un des pays les plus pauvres du monde en matière de revenu par habitant mais dont les géologues estiment qu'il possède entre 3 et 6 % des réserves mondiales de ce minerai.

Aussitôt, entrepreneurs et dirigeants politiques se sont enflammés : et si le nickel, dont la présence dans les sous-sols est connue depuis des décennies, était la manne qui allait permettre de financer les ambitieux plans de relance du Burundi ?

Or, toujours en mars, le gouvernement a choisi de révoquer le contrat d'exploitation du site de Musongati, dans la province de Rutana. Un gisement situé sur la colline Buhinga et dont le potentiel est estimé à 180 millions de tonnes de nickel. Problème : si la société Burundi Mining Metallurgy International s'est vu concéder le permis d'exploitation minière en juin 2014, le directeur général de l'Office burundais des mines et carrières (OBM), Didace Ntirampeba, estime que, depuis, rien ne s'est passé.

La convention d'exploitation du nickel semblait pourtant claire, couvrant une période de vingt-cinq ans et prévoyant l'extraction de 8 000 t de nickel en 2015, 100 000 t en 2016 et 1 million de tonnes en 2020. Pourtant, rien ne semble être sorti de terre en huit ans. Même constat pour le gisement de Waga-Nyabikere, dans la province de Karusi (centre du pays), et ses 90 millions de tonnes de réserves.

Les spécialistes reconnaissent que, si le nickel est une manne potentielle pour le Burundi, son exploitation se heurte à de nombreuses difficultés. Première d'entre elles : le manque de ressources énergétiques. Les industries extractives sont gourmandes en énergie : selon les experts, il faudrait 800 MW d'électricité pour assurer l'extraction du nickel burundais, alors que la production actuelle du pays plafonne à 90 MW.

Le métal blanc ne pourra devenir la source de revenus espérée que si le Burundi et la Tanzanie collaborent pour réhabiliter le réseau ferré.

Le Plan national de développement 2018-2027 tient compte de ces contraintes et indique que le seul secteur minier nécessite la production d'au moins 412 MW. Mais, même si l'on additionne tous les projets d'infrastructures en cours, le pays n'atteindra que 245 MW d'ici à 2026, avec un déficit énergétique évalué à 566 MW à la même date. À cela s'ajoute un réseau de distribution en mauvais état, voire inexistant. Sur le site de Musongati, le camp d'exploration fonctionne avec ses propres générateurs.

Deuxième difficulté, particulièrement vive dans un pays enclavé comme le Burundi : le manque de moyens de transport. Un problème accentué par les différentes crises qui ont frappé la région, entraînant absence d'investissements et mauvais entretien des rares infrastructures existantes.

Cherche bailleurs de fonds

Aujourd'hui, le coût du transport de marchandises est prohibitif, le transit s'effectuant principalement par le port de Dar es-Salaam, en Tanzanie, situé à 1 500 km de Bujumbura.

Pour exploiter efficacement le gisement de Musongati, il faudrait qu'une ligne de chemin de fer sorte de terre. Or si un projet de liaison Uvinza-Musongati existe bien depuis quarante ans, il commence tout juste à se matérialiser.

Autre hypothèse : celui d'une ligne reliant la Tanzanie et le Burundi. Un accord a été signé en janvier 2022, et une voie ferrée de 282 km est prévue pour un investissement de 900 millions de dollars. Mais, à ce jour, les deux pays cherchent toujours des bailleurs de fonds pour le projet.

Les experts de la BAD se sont penchés sur la question. Selon eux, le nickel burundais ne pourra devenir la source de revenus espérée que si le Burundi et la Tanzanie collaborent étroitement pour garantir la réhabilitation des lignes ferroviaires existantes. Une bonne coordination permettrait de gérer la forte augmentation du volume du fret à destination et en provenance du port de Dar es-Salaam.

La BAD estime qu'il faudra transporter environ 4 millions de tonnes de minerai par an de la mine →

COMMUNIQUÉ





Entretien avec Monsieur Gilbert Nzeyimana, Directeur Général de Afritextile

« GRÂCE AUX INVESTISSEMENTS ENGAGÉS, NOS PRODUITS SONT DÉSORMAIS COMPÉTITIFS EN AFRIQUE ET EN EUROPE »

Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

Afritextile est une société privée, née en 2010 grâce à l'initiative de Tariq Bashir, PDG du Groupe Interpetrol, qui a repris les activités de l'ex Complexe textile du Burundi (COTEBU), tombé en faillite en 2007. La société est spécialisée dans la transformation du coton fibre en produits finis composés, principalement des pagnes, notre produit phare, reconnu dans toute la sous-région pour la qualité de sa matière première principale, le coton. Cependant, Afritextile produit aussi des tissus en polyester-coton pour les uniformes scolaires, militaires et divers articles connexes comme la flanelle, les serviettes éponges etc.

Afritextile est l'un des plus grands employeurs du pays avec 1 200 employés à temps plein répartis dans 3 ateliers de production : filature, tissage et teinture-impression. Notre ambition est de pouvoir continuer à accroître notre production qui est passée de 400 000 m de tissus par mois à l'époque de l'ex-COTEBU à plus de 1,2 million par mois actuellement.


Miss Burundi 2022 en pagne « Afritextile »

Quelle a été la stratégie appliquée depuis 2010 ?

Notre stratégie a consisté à accroître la production et à améliorer la qualité du pagne afin d'être compétitif sur les marchés de la sous-région et au-delà. A cette fin, nous avons engagé un lourd programme d'investissements en machines (impression et de finition) et en ressources humaines, qui est toujours en cours d'exécution.

Dans quels buts ?

Ce programme d'investissements ambitieux répond à deux objectifs :

- Le premier est l'amélioration de la qualité de nos produits afin de répondre aux standards internationaux et la réduction de nos coûts de production. Nous sommes appuyés par le Gouvernement du Burundi à travers l'Agence de Développement du Burundi (ADB), des banques locales et la Société financière internationale (SFI). Nous avons commencé à exporter nos produits dans les pays de la sous-région, en RDC, en Tanzanie, au Rwanda et même en Europe (Belgique et France). Désormais, nos produits concurrencent les pagnes indiens et chinois. Actuellement, ils n'ont rien à envier à ces derniers en terme de qualité.
- Notre deuxième objectif est d'étendre la gamme de nos produits afin de répondre aux besoins de la classe moyenne burundaise. Nous sommes en train de nouer des partenariats avec des créateurs burundais afin de créer des modèles habillés. Nous sommes également appuyés par le gouvernement burundais qui, lors de grandes festivités (défilés du 1er mai, fête nationale de l'indépendance, meetings de partis politiques etc.), incite la population à porter des pagnes « made in Burundi ».

Que pensez-vous du processus d'intégration économique en Afrique ?

L'intégration économique répond parfaitement aux ambitions africaines d'Afritextile. A travers les organismes internationaux régionaux tels que l'EAC, le COMESA et la ZLECAF, ce processus d'intégration économique constitue une formidable opportunité pour pénétrer les marchés régionaux grâce à la levée des barrières tarifaires douanières et ainsi concurrencer les textiles chinois et indiens sur le plan du prix.

Subsistent cependant des lenteurs et des problèmes de compréhension de règles d'origine différemment perçues par les autorités douanières des pays de destination. Ces défis sont en train d'être surmontés à travers des mécanismes mises en place, tels que le suivi en ligne des barrières tarifaires et non-tarifaires. Cela permettra sans doute une intégration plus profonde et rapide des économies africaines. La survie des entreprises africaines et de l'emploi sur le continent en dépend.

Tél. : (+257) 22276481 B.P. 4916-Bujumbura | E-mail : info@afritextile.net **www.afritextile.bi**

JAMG - PHOTOS DR


XINHUA-REA

Le transit s'effectue principalement par le port de Dar es-Salaam, en Tanzanie, situé à 1 500 km de Bujumbura, rendant le coût du transport prohibitif.

→ jusqu'au port de Dar es-Salaam, d'où le nickel partira vers des raffineries à l'étranger.

Motifs d'inquiétude

Conscientes de ces exigences, les deux capitales discutent du projet depuis 2020. À l'époque, le président Évariste Ndayishimiye et son homologue aujourd'hui décédé, John Magufuli, avaient annoncé une coopération économique dans l'exploitation et la commercialisation des minerais.

Un accord qui a suscité l'inquiétude, l'activiste anticorruption Gabriel Rufyiri avertissant que, en faisant de la Tanzanie un sous-traitant de son sous-sol, le Burundi mettait son indépendance en péril.

À la mi-mars, une autre décision est venue alarmer la société civile, Gabriel Rufyiri en tête. Une semaine à peine après avoir révoqué le permis d'exploitation du site de Musongati, le gouvernement décidait d'accorder sa confiance à une nouvelle compagnie minière : l'East African Region Project Group. Une annonce qui a étonné, cette société n'étant connue de personne dans le pays. Ses dirigeants se sont très vite manifestés, confirmant qu'elle détenait les fonds nécessaires à la mise en exploitation du site et qu'elle allait débourser la somme de 1,5 milliard de dollars par an à titre de subvention, et ce pour une période de dix ans.

Un tiers de cette somme, soit 500 millions de dollars annuels, doit être versé à l'État burundais et comptabilisé en recette budgétaire, à titre de redevance sur le nickel de Musongati. Les autorités ont précisé que 15 % de ces fonds seraient utilisés pour financer des projets d'intérêt public et que 51,7 % serviraient à l'exploitation du nickel.

Pour beaucoup d'observateurs, ces promesses financières semblent trop belles pour être vraies, d'autant que l'exploitation du minerai ne générera pas de recettes les premières années. Gabriel Rufyiri, en particulier, dénonce la précipitation du gouvernement dans le choix d'un nouveau partenaire et déplore que le Burundi n'ait pas adhéré à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie) ni adopté les outils de traçabilité minière de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).

Pour l'heure, les autorités affirment que l'accord avec l'East African Region Project Group va enfin permettre d'exploiter les gisements de nickel, qui attendent depuis des décennies. Elles précisent aussi que, si la compagnie n'honore pas ses engagements dans un délai de deux mois, le mémorandum signé stipule que l'accord devient caduc. Ce qui signifierait un nouveau retour à la case départ. ●

Ecobank
La Banque Panafricaine



« Notre objectif est d'être la banque digitale pour tous »

Entretien : **Monsieur Désiré BUTWABUTWA**,
Administrateur, Directeur Général de Ecobank Burundi

Pouvez-vous nous présenter brièvement Ecobank Burundi ?
La filiale Ecobank Burundi (EBI) a été créée en 2008 à la suite de l'acquisition de la Société Burundaise de Banques et de Financement par le premier Groupe bancaire panafricain indépendant, Ecobank. Avec 24 guichets automatiques de billets (GAB), 150 points Xpress (agents bancaires) à travers le pays, EBI propose des services panafricains d'excellence tout en stimulant le développement économique de l'Afrique. Nous offrons à nos clients des services et solutions digitales dans les secteurs de la banque des particuliers, de la banque commerciale et de la banque des grandes entreprises et d'investissement. EBI a enregistré une forte croissance en 2021 avec un triplement du résultat net.

Quels sont les grands axes du nouveau modèle opérationnel ?
En droite ligne avec la stratégie Groupe « Feuille de route pour le Leadership », nous avons revu notre modèle organisationnel au Burundi en 2017 afin de mieux refléter notre engagement à axer nos activités sur les besoins des clients. Avec 150 agents présents sur le territoire, nous pouvons couvrir les besoins bancaires de l'ensemble de la population. Grâce à ce réseau, nous rapprochons la Banque au plus proche des clients, ce qui nous a amenés à réduire le nombre d'agences de 11 à 3. De plus, nous disposons du plus vaste réseau de GAB au Burundi. L'axe majeur de notre stratégie est l'inclusion financière de la population burundaise pour répondre au taux de bancarisation très faible du pays (3 %). Dynamiser et financer le secteur des petites et moyennes entreprises est une autre priorité de notre nouveau modèle opérationnel. Nous souhaitons, en particulier, appuyer les entrepreneurs aux différents stades du cycle de vie de leurs projets.

Quelle est votre stratégie en matière de digitalisation ?
Notre objectif est d'être la banque digitale pour tous. Nous avons construit un écosystème qui s'appuie sur une gamme de plateformes digitales au service de l'inclusion financière.Cette offre de services financiers (paiements et collecte des fonds) s'adresse à toutes nos catégories de clients à savoir :

- Les particuliers, en leur offrant une large gamme de produits et services adaptés à leurs besoins spécifiques pour améliorer leur sécurité financière, tout en les aidant à réaliser leurs aspirations.
- Les entreprises locales, en leur offrant des services financiers et non-financiers pour développer leurs affaires.
- Les grandes entreprises (régionales ou Internationales) : en leur offrant notre solution Ecobank Omni qui est une plateforme électronique bancaire de dernière génération multilingue (français et anglais) et multidevises, conçue pour nos clients dans le but de mieux gérer leurs comptes et leur trésorerie. Elle permet d'initier des transactions via une intégration directe avec le ERP (Enterprise Resource Planning), les progiciels de gestion entreprise tels que SAP, Oracle, JD Edwards et d'autres.

UNE GAMME COMPLÈTE D'OUTILS DIGITAUX


Ecobank Mobile : *L'application mobile offre plusieurs fonctionnalités (consultation du solde, mouvements bancaires internes et interbancaires, paiements, retrait chez nos agents ou sur les DAB, etc.).*


Ecobank Online : *Il s'agit de l'Internet Banking pour les clients de la banque des particuliers.*


Ecobank Omni : *Notre plate-forme propriétaire de services bancaires électroniques destinée aux entreprises permet de gérer les comptes en ligne de manière sécurisée, souple, efficace et pratique. Omni Lite est la plateforme dédiée aux PME et Omni Plus s'adresse aux grandes entreprises.*


Bank Collect : *Ce service de paiement des factures permet un suivi des mouvements en temps réel et un gain de temps.*


Ecobank Pay : *Le client peut effectuer des paiements en utilisant son application mobile pour scanner le code QR. Les fonds sont instantanément crédités sur le compte du bénéficiaire.*

JAMG - PHOTOS DR

Tél. : (+257) 22 20 81 02 – Email : **ecobankbi@ecobank.com** – Numéro d'urgence (24h/24,7j/7) : (+257) 22 28 07 81

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

Le filon de la banque sans fil

Si peu de Burundais ont un compte en banque, beaucoup ont un abonnement téléphonique. Une aubaine pour les acteurs du mobile banking.

FABRICE IRANZI

Le long des grandes avenues de Bujumbura, il n'est pas rare de croiser des jeunes vêtus de gilets bleus ou jaunes proposant des transactions de mobile money pour le compte d'Ecocash ou de Lumicash, les deux sociétés qui ont pignon sur rue en ce moment.

Pour les jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail, cette activité est même devenue un moyen courant de gagner sa vie, en attendant mieux, si bien qu'on estime aujourd'hui le nombre de ces prestataires de rue à 15 000. Chaque opérateur propose une large gamme de services : dépôt, retrait et transfert d'espèces, achat d'unités de téléphonie et même crédit.

Au Burundi, le secteur des télécommunications a été libéralisé dès 1997. Les premiers opérateurs ont vu le jour deux ans plus tard : Telecel Burundi, devenu U-com, Spacetel, devenu Econet Wireless, et Africell, qui n'existe plus. À l'époque, personne n'imaginait que le téléphone puisse devenir un porte-monnaie. Il aura fallu dix ans pour que germe l'idée des services financiers numérisés.

Pourtant, le marché était bien là : avec un peu plus de 12 millions d'habitants pour 27 834 km², le Burundi connaît un très faible taux d'inclusion financière, soit 21 % en 2018 selon les données de la Banque centrale. Ce taux est particulièrement bas dans les zones rurales, où vit encore 90 % de la population. La plupart des Burundais n'ont donc pas accès au secteur financier formel et restent non bancarisés.

Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile augmente, lui, très vite : selon le dernier rapport de l'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications (ARCT), on dénombrait, au 30 septembre dernier, 7 716 805 abonnements (ce qui n'indique pas le nombre réel d'abonnés, beaucoup de clients utilisant plusieurs numéros). Le taux de pénétration a évolué rapidement, passant de 59,72 % à 64,07 % entre la fin de juin et la fin de septembre 2021.

Un vivier d'abonnés qui sont autant d'utilisateurs potentiels des services de mobile banking, dont l'offre ne cesse de grandir. Ecocash, d'Econet Wireless, l'acteur le plus ancien, s'est lancé en mai 2010 avant d'être rejoint, en septembre 2016, par Smart Pesa, proposé par Lacell, puis, à la même période, par Lumicash, de Viettel Burundi.

Entre le deuxième et le troisième trimestre de 2021, le montant des transferts de personne à personne a augmenté de 29 %.

Trois opérateurs qui proposent transactions électroniques, retraits, dépôts et transferts d'argent, tant au niveau national qu'international. Au bénéfice des utilisateurs, qui se voient offrir un accès continu et rapide à leur compte et peuvent réaliser des transactions variées tout en évitant de longues files d'attente à la banque.

Le succès est foudroyant : entre le deuxième et le troisième trimestre 2021, le montant des transferts de personne à personne est passé de 59,8 milliards de francs burundais (27 890 euros) à 77,4 milliards (35 900 euros), soit une augmentation de 29 %. Quant au chiffre d'affaires mensuel des opérateurs, il a progressé de 15 % sur la même période, passant de 2,8 à 3,3 milliards de FBU.

Innovation

En février 2022, un nouvel acteur a fait son apparition sur le marché : Sama Money. Déjà présente en Côte d'Ivoire et au Mali, cette fintech a reçu l'agrément de la Banque de la République du Burundi (BRB) pour offrir les services de dépôt, transfert, retrait et paiement mobile, et prévoit de diffuser son offre grâce à l'installation de kiosques dédiés répartis sur tout le territoire national.

L'apparition de Sama Money est une innovation dans le pays, puisqu'il s'agit du seul acteur du secteur à ne pas être directement issu de l'univers de la téléphonie mobile. Sama n'est pas non plus un acteur bancaire au sens strict mais offre de nombreux services – transfert d'argent rapide et fiable sans compte bancaire – accessibles depuis tous les réseaux de téléphonie mobile opérant au Burundi, sans distinction. Une nouveauté dans la mesure où les offres concurrentes sont généralement liées à l'abonnement téléphonique du client.

Le recours à ces solutions dématérialisées devrait se généraliser. De plus en plus de collectivités, à commencer par la mairie de Bujumbura, et d'entreprises – énergie, transports, divertissement – expérimentent les transactions via les plateformes de mobile money. Au Burundi, le mobile banking a de beaux jours devant lui. ●



Un grand Parc sur les rives du Lac Tanganyika
à 10 minutes de l'Aéroport et du Centre ville
Chaussée d'Uvira, Bujumbura - Burundi, BP 6573 (BU), Phone +257 22 25 02 20 / +257 79 195 000
info@hotelclubdulac.com - www.hotelclubdulac.com
www.facebook.com/hotelclubdulac - www.instagram.com/hotelclubdulac
Hôtel avec Stystème de Qualité Certifié ISO 9001 : 2015, ISO 14001 : 2015 et HACCP SYSTEM

DOSSIER SENSIBLE

Eh bien **marchez maintenant !**

Depuis quelques semaines, Bujumbura, la grande métropole du pays, est le royaume de la marche à pied. Une activité salutaire, certes, mais qui n'a rien d'un choix pour la majorité de la population de la capitale économique. Depuis le 21 mars, en effet, les vélos, motos et autres tuk-tuks sont interdits de circulation en ville, qu'ils soient taxis ou qu'ils appartiennent à des particuliers.

Le réseau de bus étant incapable de transporter les 1,2 million d'habitants, et les taxis (voitures, donc) pratiquant des tarifs inaccessibles à une bonne partie de la population – surtout en cette période de pénurie d'essence qui voit les chauffeurs contraints de réajuster leurs prix à la hausse –, la seule solution est de marcher.

Matin et soir, des pelotons de marcheurs arpentent les principales avenues – parfois sur de très longues distances pour celles et ceux qui travaillent dans le centre-ville et habitent la périphérie. Des groupes se sont même montés sur WhatsApp, permettant aux voisins de faire le chemin ensemble. Tous à pied.



DOM

« Absurde »

À l'origine de cette mesure radicale d'interdiction en ville des deux-roues (dont le nombre était estimé à 20 000) : la pléthore d'accidents provoqués par les motos-taxis, dont les conducteurs semblaient avoir une conception on ne peut plus floue du code de la route. Et, pour certains d'entre eux, une maîtrise tout aussi floue de leur monture.

« C'est vrai qu'il y avait pas mal d'accidents, soupire un chauffeur de taxi coincé dans les embouteillages du boulevard du 1er-Novembre. Certains conducteurs étaient des jeunes tout juste arrivés de province, qui ne connaissaient pas la ville et avaient acheté leur permis sans passer le moindre examen. Mais tout interdire ! Ce n'était pas la solution. Il aurait fallu mieux les encadrer. »

Pour les organisations de défense des droits, l'interdiction est la suite logique de celle de la vente à la sauvette de fruits sur les trottoirs – activité informelle majoritairement pratiquée par des femmes aux revenus très modestes, auxquelles aucune alternative n'a été proposée depuis. Dans les deux cas, le but serait de « nettoyer » la métropole, de lui donner une allure plus respectable et moderne. « Tout cela est symbolique de la façon dont les décisions sont prises dans notre pays », déplore Faustin Ndikumana, le président de l'association Parcem (Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités), l'une des principales organisations de la société civile plaidant pour une meilleure gouvernance. « La circulation est théoriquement du ressort du ministère des Transports, mais c'est l'Intérieur qui a décidé d'interdire tous les deux-roues, pas seulement ceux qui ont une vocation commerciale, poursuit-il. C'est absurde, et cela a chamboulé tout le système de transports de la ville. Une fois de plus, personne ne s'est soucié des conséquences. »

Et pendant ce temps, les Bujumburais marchent. ●

Olivier Marbot

©Photo : A. Ravera
FRANCE 24
JOURNAL DE L'AFRIQUE
FATIMATA WANE
DU LUNDI AU VENDREDI À 19H45 ET À 20H45 TU
1re chaîne d'information internationale en Afrique francophone*
À (re)voir sur france24.com

*Source : Kantar TNS - Africascope 2021



L'Agence française de développement multiplie les outils financiers pour soutenir l'action des collectivités à l'étranger. Ici, une école primaire au Kenya.

LAMBERT COLEMAN/AFD

AFRIQUE-FRANCE

La diplomatie des territoires

Dans l'Hexagone, la coopération décentralisée fête ses trente années d'existence. Quelque cinq mille collectivités françaises se sont lancées dans l'aventure, nouant des partenariats et montant des projets avec leurs homologues étrangères, en particulier africaines. Enquête.

OLIVIER CASLIN

C'est presque un anniversaire que fête cette année la coopération décentralisée française. Héritier des grandes campagnes de jumelage entre villes françaises et villes étrangères – notamment allemandes – au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce type de partenariats tissés entre collectivités territoriales est entré pour la première fois dans le lexique législatif français en 1992, il y a tout juste trente ans. Un laps de temps suffisant pour faire la preuve de son agilité et de sa complémentarité dans l'arsenal de la coopération internationale au développement, à côté de l'aide bilatérale entre États et de l'appui des ONG.

Au fil des décennies, de plus en plus de collectivités territoriales, de la grande métropole urbaine à la petite commune rurale, ont cherché à profiter de l'élargissement progressif du cadre autorisé par l'État pour se projeter vers l'extérieur. Quand elles le souhaitent, car la coopération décentralisée n'est qu'une compétence facultative. Il n'empêche, une véritable « diplomatie des territoires » a vu le jour, suppléant même parfois les relations plus officielles de Paris en cas de crise. « Mais toujours dans le respect des engagements internationaux pris par la France », précise un responsable de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT, qui fait partie du ministère des Affaires étrangères).

À l'exception donc des domaines régaliens, les collectivités françaises ont vu leurs compétences s'étoffer à mesure que les lois de décentralisation se succédaient. Aujourd'hui, ces collectivités ont toute latitude pour mener des actions internationales dans tous les secteurs qu'elles souhaitent, et avec les autorités locales étrangères de leur choix. Elles peuvent s'impliquer dans un dossier ou réaliser un projet en entraînant

dans leur sillage les différents acteurs économiques, associatifs ou culturels de leurs territoires, soit directement, soit par le biais de l'un des réseaux internationaux de collectivités.

Liens humains

Selon les services spécialisés du ministère français des Affaires étrangères, près de 5 000 collectivités territoriales françaises ont déjà tenté l'aventure, parfois bien au-delà des frontières de l'Europe. Si l'Allemagne reste leur partenaire numéro un, elle est talonnée (dans l'ordre) par le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali.

Moins bureaucratique, davantage participative, l'aide entre collectivités étrangères semble surtout, selon ses promoteurs, « mieux répondre aux besoins constatés sur le terrain ». Les problèmes, en matière de sécurité et de propreté, de santé et d'éducation, d'équipements et de services urbains, restent en effet identiques d'un territoire à l'autre, même si les réalités de chacun ne sont pas forcément les mêmes. À commencer par la décentralisation elle-même, qui, si elle avance à marche forcée depuis quatre décennies en France, peut suivre un rythme très différent d'un pays à l'autre, limitant les compétences des collectivités locales et, donc, l'efficacité et la portée de ce type de coopération.

Cette coopération reste pourtant l'occasion, pour quelques agents territoriaux, de tisser des liens humains qui permettent aux partenariats de s'inscrire dans la durée, pendant que les collectivités montrent leur solidarité internationale en transférant leur expertise, leurs compétences et parfois leurs matériels selon une règle de réciprocité qui reste parfois difficile à trouver. Qu'elles soient du Nord ou du Sud, les collectivités profitent en revanche de cette proximité pour repousser leurs limites géographiques ou institutionnelles, avec l'objectif partagé de mieux faire entendre leur voix sur des sujets globaux (environnement, climat, pandémie de Covid-19…).

Du côté français, elles jouent également leur rôle de soutien financier en investissant chaque année quelques centaines de millions d'euros, soit une fraction des 15 milliards d'euros de l'aide publique au développement accordée par la France en 2020. « La

Le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali sont, après l'Allemagne, les principaux partenaires des communes et des métropoles françaises.

question financière reste l'une des principales limites de la coopération décentralisée », admet le responsable de la DAECT. Surtout depuis la crise de 2008, qui a bouleversé les budgets de nombreuses collectivités en même temps que l'État abandonnait de nouvelles compétences aux exécutifs territoriaux.

« Les dispositifs financiers existent, mais ils sont souvent mal fléchés », constate Jean-François Habeau, directeur exécutif du Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), dont le rôle consiste à aider les collectivités à trouver les solutions de financement qu'elles recherchent, soit auprès de la DAECT ou de l'Agence française de développement, soit parmi les multiples instruments mis en place par l'Union européenne, soit auprès des bailleurs de fonds multilatéraux comme la Banque mondiale.

Pour y avoir accès, encore faut-il disposer de l'expertise nécessaire pour être en mesure de répondre aux appels à projets. Certaines collectivités françaises aident donc directement leurs partenaires à monter le leur, pouvant à l'occasion se faire rétribuer pour leur assistance technique. Cette dernière tendance montre les capacités de la coopération décentralisée à se réinventer tout en restant centrée sur l'essentiel. ●

Coopération décentralisée française en 2021

	MONDE	DONT AFRIQUE
Collectivités territoriales engagées	4 759	897
Partenaires locaux	3 022	1 640
Nombre de partenariats	10 679	1 842
Projets	3 913	1 567
Jumelages	6 766	275
Nombre de pays concernés	138	43

EN AFRIQUE



TOP 10 des pays récipiendaires

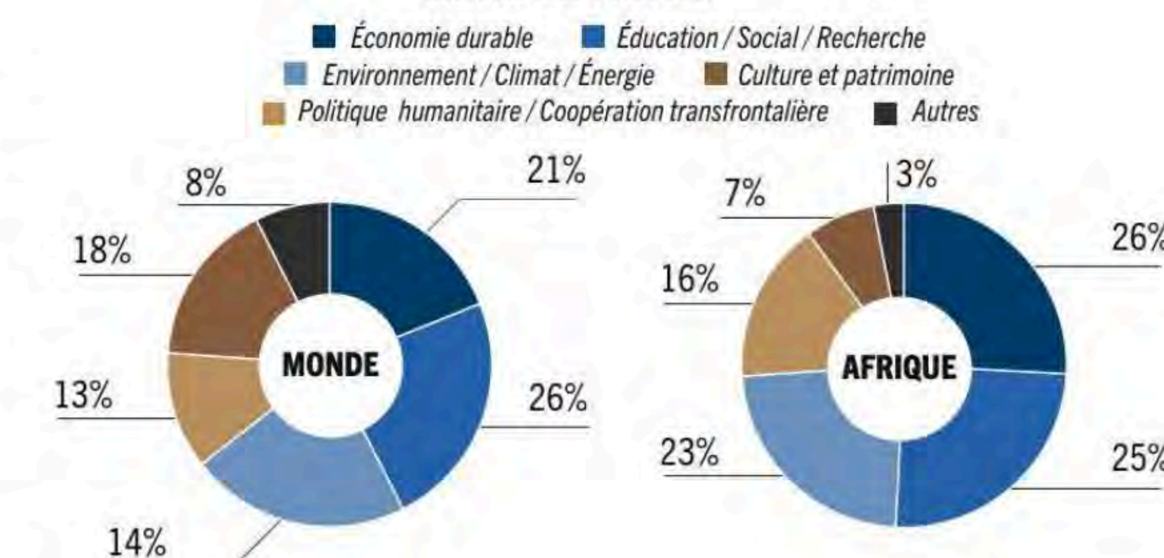
Sénégal
Burkina
Mali
Maroc
Madagascar
Togo
Bénin
Tunisie
Cameroun
Algérie



TOP 10 des collectivités les plus engagées

Région Grand-Est
Paris
Région Occitanie
Région Hauts-de-France
Grenoble
Département de l'Allier
Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur
Région Alsace
Marseille
Grand Lyon

NATURE DES PROJETS



MONTANT DE L'AIDE PUBLIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
(en millions d'euros)



Chefchaouen cheffe de file



La « ville bleue » est aujourd'hui une destination touristique très populaire au Maroc.

Coincée entre les montagnes du Rif, dans le nord du Maroc, la ville de Chefchaouen et ses 50 000 habitants se sont ouverts à la coopération internationale depuis le milieu des années 1990. D'abord grâce aux ONG, « avant que la commune s'implique davantage sur le plan des partenariats institutionnels », explique aujourd'hui le maire de la « ville bleue », Mohamed Sefiani. Elle ne l'a, depuis, jamais regretté.

Convaincu que l'union fait la force, l'édile, arrivé aux commandes de sa ville en 2009, s'associe avec ceux des autres communes environnantes pour valoriser le potentiel touristique de la région. Ensemble, ils signent un accord avec la région française de Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) qui aboutit, au début des années 2010, à la création du parc naturel de Bouhachem. Chefchaouen s'entend aussi avec trois autres villes, en Grèce, en Espagne et en Italie, pour présenter un dossier auprès de l'Unesco – sur les habitudes nutritionnelles méditerranéennes –, classé en 2010 au Patrimoine immatériel de l'humanité.

S'ouvrir au monde

Mohamed Sefiani n'a pas de mot assez élogieux pour cette coopération décentralisée qui, grâce à l'échange d'expériences et le partage des bonnes pratiques, « a permis à Chefchaouen de pouvoir se positionner sur la scène internationale ». En plus des contrats de jumelage que la ville passe avec des localités en Andalousie ou avec l'État de Washington, Chefchaouen participe aux appels à projets lancés par l'UE en matière d'énergie durable ou de participation citoyenne. Elle s'appuie sur le fonds de coopération, créé en 2015 par le ministère des Affaires étrangères français et son homologue marocain de l'Intérieur, pour développer des programmes avec les villes de Dijon et de Chenôve, et continue de bénéficier du soutien de la région Paca, dans le cadre du partenariat signé avec celle de Tétouan-Tanger-Al Hoceïma.

Mais si Chefchaouen regarde vers le Nord, elle tisse également des liens avec le Sud. Accompagnée de la ville espagnole de Malaga, elle a passé un accord avec la municipalité ivoirienne d'Odienné sur les questions de gestion urbaine et de climat. Même s'il s'agit davantage d'échanges que de réalisations concrètes, le maire de Chefchaouen y voit surtout des avantages pour ses administrés. « Ce type de coopération nous permet de nous aligner avec les agendas internationaux tout en renforçant l'implication des populations locales », reprend Mohamed Sefiani, qui n'a pas fini de vouloir ouvrir sa ville au monde. ●

O.C.

INTERVIEW CROISÉE

François Rebsamen

« La coopération décentralisée instaure une véritable diplomatie territoriale »

Le président de Cités unies France (CUF) revient sur les principales missions de l'association, notamment auprès des collectivités françaises actives à l'international.

Ancien ministre et sénateur, le toujours maire de Dijon est également président de Cités unies France (CUF) et, à ce titre, bien placé pour observer le développement de la coopération décentralisée en France.

Jeune Afrique : La coopération décentralisée existe officiellement depuis 1992. Comment a-t-elle évolué depuis ?

François Rebsamen : Elle est intrinsèquement liée aux processus de décentralisation des pays, à commencer par la France, avec l'avènement des régions, l'intercommunalité, etc. Ces différentes évolutions ont contribué à professionnaliser la coopération décentralisée au sein des collectivités et à la valoriser au sein des institutions diplomatiques de l'État. La coopération décentralisée entre aujourd'hui dans le cadre de l'action internationale des collectivités territoriales (AICT), qui répond à un agrégat d'enjeux politiques et économiques fondé sur des relations résilientes et une internationalisation des territoires. La participation de ces derniers, au niveau local, à la réflexion globale autour d'enjeux partagés comme le climat, la santé ou l'égalité femmes-hommes, a renforcé, ces dernières années, la légitimité de la coopération décentralisée.

A-t-elle trouvé sa place entre la coopération d'État et l'aide apportée par les ONG ?

La coopération décentralisée dispose de ses propres atouts, et c'est en ce sens qu'elle se distingue de l'aide des ONG ou de la coopération d'État. Elle apporte une ouverture directe sur le monde aux citoyens d'un territoire. Elle s'inscrit surtout dans une dynamique de soutien à la gouvernance locale, dans une logique de dialogue, de réciprocité et de solidarité entre territoires.


ROMAIN LAFABREGUE/AFP

Quels sont ses atouts ?

D'abord la diversité des territoires, chacun intervenant dans le champ de ses compétences, qui diffèrent suivant les échelons. L'AICT s'appuie sur la richesse du maillage local (associations, écoles, entreprises) pour mieux valoriser les initiatives, qu'elles soient publiques, privées ou citoyennes. Elle s'ancre également dans le temps autour de partenariats solides et de relations fondées sur la confiance. Enfin, elle dépasse le cadre bilatéral en instaurant une véritable diplomatie territoriale, notamment lors de tensions entre États. Comme on le voit au Mali, où les collectivités poursuivent leurs coopérations.

Et ses limites ?

D'abord, et surtout, une temporalité arrimée à des mandats locaux. Un changement d'exécutif, municipal, départemental, régional… peut apporter une impulsion autant qu'un coup d'arrêt à un partenariat, même bien ancré dans les territoires. L'AICT n'est pas une obligation pour les collectivités. Au niveau de l'État également, un changement d'orientation gouvernementale ou une modification de l'arsenal réglementaire peuvent affecter les dynamiques en cours.

Quel rôle joue Cités unies France, notamment en matière de soutien aux collectivités ?

Nous menons un large travail de plaidoyer auprès du gouvernement et des élus. Notre rôle est d'accompagner les collectivités territoriales dans la mise en œuvre d'une action au service de leur rayonnement international et de leur attractivité. En lien avec les réseaux de collectivités en France et à l'étranger, nous organisons des événements pour permettre les échanges d'expertises et les retours d'expériences. Nous proposons d'accompagner les collectivités dans la formulation de leur stratégie ou le montage d'un projet, en nous appuyant sur des spécialistes. Nous faisons également du portage de programmes mutualisés sur une zone géographique particulière ou après une crise. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin

INTERNATIONAL **AFRIQUE-FRANCE**

Robert Beugré Mambé

« Les Ivoiriens doivent disposer d'une expertise technique solide »

Le ministre-gouverneur du district d'Abidjan explique pourquoi le continent joue la carte de la collaboration entre collectivités.

Ingénieur des travaux publics, passé par l'École des ponts et chaussées, à Paris, Robert Beugré Mambé est surtout le ministre-gouverneur du district autonome d'Abidjan depuis 2011 et ne cesse de vouloir rendre la capitale ivoirienne plus attractive.

Jeune Afrique : La coopération décentralisée en France fête ses trente ans d'existence. Comment a-t-elle évolué vers l'Afrique ?

Robert Beugré Mambé : Elle perpétue une tradition lancée avec le premier jumelage entre la commune d'Abidjan, alors dirigée par Félix Houphouët-Boigny, et Marseille, au lendemain de l'indépendance, axé sur le soutien à l'enseignement supérieur. Le mouvement s'amplifie à partir de 1980 avec le début de la municipalisation en Côte d'Ivoire, et la volonté de plusieurs communautés de rechercher le soutien de collectivités françaises – le but étant d'améliorer les conditions de vie des populations pour l'accès à l'eau, la santé et l'éducation. Cette dynamique s'accentue avec le lancement, en 1992, de la coopération décentralisée en France, quand les collectivités ivoiriennes sont confrontées à un contexte local délicat, prises entre des populations aux besoins importants, établies sur des localités de taille limitée et aux ressources financières insuffisantes.

A-t-elle trouvé sa place entre la coopération d'État et l'aide apportée par les ONG ?

Face aux contraintes et aux priorités des États, aux moyens limités des ONG, cette coopération apparaît comme une solution particulièrement adaptée aux besoins des collectivités en matière d'amélioration des conditions de vie des populations. L'intensité des échanges entre les organismes ivoiriens et étrangers, notamment francophones, prouve sa pertinence en Côte d'Ivoire et en Afrique en général.


ISSAM ZEJLY POUR JA

Quel est son rôle sur le continent ?

Face à l'urgence et à l'importance des besoins dans nos villes, la coopération décentralisée représente un appoint essentiel aux ressources que peut fournir l'État ivoirien. Elle doit répondre à des nécessités telles que le transfert de connaissances, le renforcement des acteurs locaux, la conception et la réalisation concertées de projets de développement. Elle s'appuie sur le principe de subsidiarité selon lequel les collectivités sont les mieux outillées, dans certains cas, pour répondre aux attentes de la population. Les principaux acquis apportés par la coopération décentralisée s'appliquent donc au niveau institutionnel, sur le plan juridique, dans le renforcement des capacités et dans l'échange d'expériences.

Quels sont les principaux obstacles auxquels elle se heurte en Afrique ?

Ils sont principalement liés à l'organisation interne des collectivités territoriales et à leur difficulté à se doter des services et des compétences capables de répondre aux contraintes institutionnelles des partenaires financiers et techniques internationaux. Pour disposer des fonds internationaux, il faut au préalable disposer d'une solide expertise technique. La coopération décentralisée est un outil de décentralisation. Les attentes qu'elle suscite sont illustrées par la volonté des acteurs publics, privés et associatifs de contribuer à la mise en œuvre des politiques locales.

Le principe de réciprocité est-il fondamental dans la coopération décentralisée ?

Les nouvelles règles de partenariat en matière de politique de coopération l'imposent, quel que soit l'axe de cette coopération. Cette question en entraîne pourtant une autre : que peuvent réellement apporter les collectivités territoriales des pays du Sud à celles du Nord ? Bien plus que ne pourrait le laisser croire une simple analyse comptable, tant sur le plan économique et commercial qu'au niveau culturel et sociologique. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin

COOPÉRATION

Des exemples à suivre

Des collectivités territoriales de l'Hexagone ont lancé plus de 3000 projets de développement sur le continent. Gros plan sur trois d'entre eux.

OLIVIER CASLIN

Selon les statistiques du ministère français des Affaires étrangères, plus de 4700 collectivités territoriales sont aujourd'hui impliquées dans près de 10500 projets à travers 134 pays dans le monde. Hors jumelage, un peu moins de la moitié des partenariats tissés depuis la France l'est avec des collectivités africaines disséminées dans les quatre cinquièmes du continent, pour un montant équivalent à un tiers de l'aide publique au développement (APD) accordée chaque année par les collectivités françaises.

L'Afrique est donc à elle seule très représentative de toute la diversité des actions menées par les municipalités, départements, régions et autres groupements français de communes en matière de coopération décentralisée. Démonstration par l'exemple. ●

BRISE DE NICE À ABIDJAN

En 2023, la ville de Nice va fêter le dixième anniversaire de son jumelage avec le district d'Abidjan, signé en marge des Jeux de la francophonie organisés en juillet 2013 sur la Côte d'Azur avant de se tenir à la lagune Ébrié quatre ans plus tard. C'est d'ailleurs en 2017 que se conclut la première convention de coopération entre les deux collectivités. À la clé, des échanges scolaires avec huit écoles abidjanaises, ainsi que des dons de livres ou de matériel informatique.

Si les relations entre les deux collectivités, élargies pour des raisons de compétences techniques à la métropole Nice Côte d'Azur, se sont bâties sur le sport, les deux partenaires ont rapidement décidé de travailler ensemble sur les thématiques de l'éducation, de la formation, de l'environnement et du développement durable. Notamment dans la lutte contre les pollutions sonore et atmosphérique, thématiques sur lesquelles la cinquième commune de France dispose d'une expertise reconnue internationalement. En plus de former les ingénieurs ivoiriens, Nice aide Abidjan à cartographier la qualité de son air et à mesurer les volumes sonores, avec le soutien financier du ministère français des Affaires étrangères et de l'Association internationale des maires francophones (AIMF). Dans l'autre sens, les Ivoiriens montrent aux Français comment compléter les financements auprès d'autres bailleurs de fonds.

Les premières cartographies sont en cours et doivent être finalisées dès les prochains mois afin d'être analysées lors du séminaire technique prévu à Abidjan avant la fin de cette année. Avec le soutien des équipes niçoises, un plan de prévention du bruit et d'amélioration de la qualité de l'air pourra ensuite être élaboré pour que l'opération soit répétée sur l'ensemble du district. La ville de Nice travaille avec de nombreuses autres villes à travers le monde, de Beyrouth à Montréal, en passant par Libreville, mais le partenariat tissé avec Abidjan est qualifié « d'exemplaire » par les responsables niçois, qui réfléchissent déjà aux festivités à organiser l'année prochaine pour célébrer dignement cette collaboration qui a su s'inscrire dans la durée. ●

LA PART DU GRAND LYON

Responsable du pôle coopération décentralisée de la métropole lyonnaise, Philippe Di Loreto travaille depuis plus de trois décennies sur ce type de partenariat. Et, en la matière, le Grand Lyon multiplie les initiatives, notamment vers l'Afrique, même si c'est en direction de l'Arménie que la collectivité a engagé ses premières actions, en 1992, à la suite du tremblement de terre qui avait secoué le pays trois ans plus tôt. Lyon a rapidement été bien au-delà des premiers jumelages lancés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec Turin, Francfort-sur-le-Main ou Canton. Avec l'arrivée à la mairie de Michel Noir (en 1989), la coopération décentralisée lyonnaise connaît un nouvel élan, en particulier en Afrique, où Lyon s'associe, dès 1994, avec quatre capitales : Lomé, Ouagadougou, Bamako et Porto-Novo, « pour développer un langage administratif commun », selon la formule de Philippe Di Loreto.

C'est également l'occasion de développer les partages d'expérience entre les services administratifs et techniques des différentes municipalités sur les questions de propreté, de signalisation et de sécurité urbaines. →



→ Pendant que les cadres africains viennent se former le long du Rhône, Lyon aide ses quatre partenaires à structurer leurs services, tout en leur expédiant du matériel, dont une quarantaine de camions à benne. La ville contribue en même temps à l'installation, à partir de 1999, de la police municipale de Ouagadougou, forte aujourd'hui de plus de 1 000 agents, ainsi qu'à la mise en place des premiers feux tricolores dans ces quatre capitales.

Dans les années 2000, la métropole lyonnaise étoffe son champ d'action en partageant avec Rabat son expérience sur le tramway, avant de voir aujourd'hui encore plus grand en s'attaquant, avec ses homologues africains, aux questions de stratégie urbaine, de plan d'occupation des sols ou d'intercommunalité. Son agence d'urbanisme a soutenu la création, en 2018, d'une structure équivalente pour le Grand Ouagadougou. À chaque fois qu'elle le peut, la métropole entraîne dans son sillage les entreprises, les universités, les acteurs culturels et associatifs de son territoire, jouant le rôle de capitaine d'une « équipe lyonnaise » qui se veut précurseur en matière de coopération décentralisée. ●



GRAND LYON

Formation d'agents burkinabè à Ouagadougou par des collègues lyonnais.

VENDÉE TOUTES VOILES DEHORS

La Vendée s'est lancée dans la coopération décentralisée dès les origines de cette dernière en France. Une forte délégation de représentants départementaux et associatifs se rendra en août au Bénin pour célébrer le trentième anniversaire du partenariat mis en place entre la collectivité française et ce pays d'Afrique de l'Ouest. La Vendée a développé au fil du temps des relations avec la Moldavie et le Québec, et dernièrement avec l'Islande. Mais c'est en direction du continent que le département concentre son attention, avec le soutien de son tissu associatif et économique.

Le premier partenariat lancé en direction du Bénin est aujourd'hui encore le plus dynamique. De nombreuses initiatives ont été prises dans le secteur de la santé, dont l'aide financière au pôle mère-enfant de l'hôpital de Djougou, qui a permis d'acquérir des équipements et du matériel médical divers (incubateur, échographe…). La Vendée collabore également, avec sa Chambre de métiers et de l'artisanat, à la formation professionnelle dans les filières de la mécanique automobile, de la boulangerie-pâtisserie, mais aussi de l'agriculture sur la question de la sécurité alimentaire.

Toujours sur le continent, la collectivité vendéenne s'est également fortement engagée à Madagascar. Elle soutient certaines associations impliquées dans la lutte contre la précarité, dans la santé ou dans l'autonomie financière des femmes. Un partenariat a été établi depuis de nombreuses années avec l'Association sapeurs-pompiers Vendée-Madagascar pour aider le pays à lutter contre les incendies, en fournissant des véhicules et du matériel. « La pérennité de notre coopération, établie depuis plusieurs décennies, nous permet d'accompagner efficacement nos associations impliquées dans l'accès à l'eau, la création de micro-activités génératrices de revenus, la santé, la scolarisation et la formation… », énumère-t-on du côté de La Roche-sur-Yon, où l'on reste « sensible au contexte international et à l'ouverture de nouveaux partenariats ». ●

AFIS

AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

2 0 2 2

SAVE THE DATE
28 & 29 novembre 2022
Lomé Togo

FOUNDER


ORGANISER


CO-HOST


Économie

Dette Prémices d'une nouvelle ère
La galaxie de Benedict Oramah, PDG d'Afreximbank
Gestion d'actifs Fini la retraite !
Cybersécurité Le rempart ivoirien
Logistique Interview de Diego Aponte, PDG de MSC

AFRICA CEO FORUM
ANNUAL SUMMIT
Comment l'Afrique doit reconquérir sa souveraineté
ABIDJAN
13 & 14 JUIN 2022



Les pays ouest-africains intensifient leurs efforts pour produire davantage de riz afin de répondre à la demande intérieure. Ici, dans un entrepôt de la Compagnie agricole de Saint-Louis du Sénégal.

©BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

AGRO-INDUSTRIE

Souveraineté alimentaire : les solutions du secteur privé

Fiscalité courageuse, investissements dans l'énergie, financements à un coût raisonnable… Les patrons africains ne manquent pas d'idées pour remporter la bataille de la production et de la transformation locales.

ESTELLE MAUSSION ET NADOUN COULIBALY

Depuis la crise liée au Covid-19, et maintenant avec la guerre en Ukraine, une unanimité se dégage chez les Africains : compter sur soi-même dans une approche « consommons ce que nous produisons ». Convaincu lui aussi, Diakarya Ouattara, le patron de Coris Bank, financeur du secteur agricole burkinabè, parie sur l'essor de la production et de la transformation locales. Une (r)évolution qui doit permettre de relever un défi posé de longue date, au cœur de l'actualité dans un contexte de difficultés d'approvisionnement et d'inflation du prix des matières premières comme dans le panier de la ménagère : la conquête de la souveraineté alimentaire.

Certes, des progrès ont été enregistrés ces dernières années, comme en témoignent la filière poulet au Maroc et au Sénégal, les efforts pour développer la culture du riz au Nigeria, au Ghana, au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, la chaîne de valeur du sucre à Maurice ou encore l'industrie du poisson en Tanzanie. Mais ces avancées sont bien trop modestes par rapport à la croissance des besoins et empêchent de briser la dépendance aux importations. Le continent fait venir de l'étranger près de 85 % de sa nourriture chaque année, et les importations alimentaires devraient représenter une facture de 110 milliards de dollars par an d'ici à 2025, selon la Banque africaine de développement (BAD). À titre d'exemple, on parle déjà de 10 milliards de dollars pour l'Algérie, de 1,5 milliard pour la RD Congo et de plus de 700 millions pour le Cameroun.

> **Alors que la flambée des denrées de base est partie pour durer, le continent se trouve plus que jamais à un tournant.**

Si les pouvoirs publics sont en première ligne – avec notamment la définition des politiques agricoles et la constitution de stocks de sécurité –, le secteur privé, qui assure la majorité de la production, veut avoir voix au chapitre. « Il faudrait qu'il soit plus écouté dans la mesure où ce sont les entreprises qui vivent les réalités économiques locales et internationales au quotidien. Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas », confirme Youssef Maïs, le patron du groupe sénégalais Patisen. « Après la dernière crise de 2007-2008, les gouvernements ont promis de "mettre le paquet" sur le tissu local. Mais comme cela demande beaucoup d'efforts, on est bien vite revenu au statu quo », rappelle Alexandre Vilgrain, qui vient de quitter la tête de Somdiaa (groupe Castel), leader de la farine et du sucre en zone Cemac. Alors que l'inflation des produits alimentaires est partie pour durer, entretenant un risque

d'émeutes de la faim, le continent se trouve plus que jamais à un tournant. Voici, selon le monde entrepreneurial, les clés pour bien le négocier.

UNE FISCALITÉ RÉNOVÉE

C'est la revendication numéro un : adopter une fiscalité favorable aux producteurs et aux transformateurs locaux et ne pas en changer ! De l'avis général, dans la majorité des pays, on en est loin. « En Afrique de l'Ouest, les exonérations de taxes (TVA, droit de douane) pratiquées dans les pays francophones favorisent les importations vis-à-vis de la production nationale. Elles compromettent même les efforts des pays anglophones, Nigeria et Ghana, en faveur de l'autosuffisance alimentaire, engendrant un trafic de riz venant du Bénin et de la Côte d'Ivoire vers le Nigeria », souligne Grégoire Rota-Graziosi, spécialiste de la fiscalité et directeur du Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi).

Pourtant, il est possible de faire différemment, comme le prouve le Sénégal. En taxant fortement le poulet importé depuis plusieurs années, le pays a réussi à faire émerger une filière locale solide, marquée par l'émergence d'un champion national, Sédima, suivi de plusieurs autres acteurs, dont le groupe EDK (de Demba Kâ) et l'entreprise Gade Gui (portée par Mabouba Diagne, vice-président finance de la BIDC). « Il ne s'agit pas de déclarer la guerre aux importateurs mais de réguler les importations par rapport aux industries locales afin de ne pas fragiliser ces dernières », plaide Youssef Omaïs, appelant à cibler les biens entrant en concurrence directe avec la production locale. Autres mesures indispensables selon lui, « des droits de douane allégés sur les matières premières non produites localement et un cadre juridique équitable, tant pour les employés que pour les employeurs ».

Pour fonctionner à plein, cette fiscalité rénovée doit être régionalisée ou, au moins, harmonisée entre voisins, afin d'éviter les effets d'aubaine. Plus facile à dire qu'à faire : alors que la Cedeao a fait depuis 2006 des engrais un « produit stratégique sans frontières », nombre de ses membres continuent d'appliquer des droits de douane, entravant le commerce d'intrants indispensables à l'augmentation de la productivité agricole locale.

DE L'ÉLECTRICITÉ À REVENDRE

« Vous pouvez mettre en œuvre la meilleure fiscalité qui soit, sans la combiner avec la disponibilité de l'électricité, cela ne marchera pas », soulève Alexandre Vilgrain. L'accès à l'énergie ainsi que son coût demeurent en effet parmi les principaux points de blocage des projets agricoles, quelle que soit leur taille. En 2018, une étude de la BAD rappelait que 79 % des entreprises africaines (tous secteurs confondus) avaient connu des coupures de courant au cours de la dernière décennie, quand le coût moyen de l'électricité pour les usines sur le continent se situait autour de 0,20 dollar le kilowattheure, soit quatre fois plus qu'ailleurs dans le monde. Si, faute d'un réseau national fiable, nombre d'agro-industriels ont investi dans des solutions utilisant les énergies fossiles (centrales, groupes électrogènes), le mouvement vers le renouvelable est bien enclenché. Aux côtés des précurseurs comme la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS) et le groupe ivoirien Sifca, qui utilisent la biomasse pour produire une partie de leur énergie, plusieurs acteurs parient sur le solaire ou l'éolien, encouragés par la baisse du coût des équipements. Même évolution du côté des petits exploitants, qui bénéficient de programmes d'électrification rurale ou s'équipent eux-mêmes (mini-réseaux, kits solaires), l'accès à l'électricité facilitant la mécanisation, l'irrigation, l'utilisation de technologies et la transformation.

Pour développer l'agro-industrie, la combinaison de politiques publiques et d'investissements privés est indispensable.

« Pour développer l'agro-industrie africaine, la combinaison de politiques publiques et d'investissements privés est indispensable, la fourniture des biens publics – notamment les infrastructures, l'éducation et la recherche – étant une condition élémentaire pour encourager les investissements privés », résume Jean-Luc Konan, le président du groupe bancaire Cofina, qui a fait des entrepreneurs individuels et des PME son cœur de cible. Autrement dit, les efforts sur l'énergie doivent s'accompagner de progrès sur les réseaux de transports, sur la logistique et sur la chaîne du froid. Et ainsi éviter les importantes pertes post-récoltes, situées selon les estimations entre 35 % et 50 % pour les fruits et légumes, entre 15 % et 25 % pour les céréales selon la BAD.

LIBÉRER LE FINANCEMENT

La difficulté à financer les activités agricoles est un obstacle identifié depuis longtemps sur le continent. Et les États – dont seul le Malawi consacre régulièrement 10 % de son budget à l'agriculture, comme le prévoit la norme fixée par l'Union africaine depuis 2003 – ne sont pas les uniques fautifs. « En Afrique de l'Ouest, les crédits accordés par les banques aux PME agroalimentaires restent inférieurs à 7 % de l'encours total. Quand elles accèdent au crédit à court terme, les taux d'intérêt sont supérieurs à 15 % », rappelle Pierre Jacquemot, ancien diplomate et auteur d'une étude sur la souveraineté alimentaire publiée l'an dernier.

Cela dit, les choses sont en train de changer. Les banques commerciales, en particulier au Maroc et en Afrique de l'Ouest, ont mis au point des offres adaptées aux acteurs agricoles, revoyant les conditions de prêts, l'accompagnement proposé et les garanties exigées. En parallèle, d'autres financeurs, dont les banques publiques agricoles, les bailleurs de fonds, les fondations de multinationales et les ONG, ont →

BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

C'est mon talent qui dessine mon avenir.

PATRICIA AHOURO
RESPONSABLE DU CUSTOMER SERVICE

S'ENGAGER plus EN FAVEUR DE LA PARITÉ
Bolloré Transport & Logistics compte déjà 30% de femmes dans ses effectifs et accélère aujourd'hui la féminisation de ses métiers. En formant et en accompagnant les collaboratrices tout au long de leur carrière nous leur offrons des perspectives à la hauteur de leurs talents.

NOUS FAISONS BIEN plus QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

→ renforcé leur soutien au secteur. La microfinance et la mésofinance se développent tout autant que les fintechs, ces dernières réduisant le coût des crédits et facilitant la vente des produits, entre autres. Un point fait consensus : il n'existe pas de solution miracle mais une palette d'outils à actionner en fonction du type de projet et du profil de l'entrepreneur.

Reste à accélérer sur plusieurs volets. « Les pouvoirs publics et le secteur privé, notamment les banques, doivent mettre en place des instruments de partage de risques pour accompagner davantage les producteurs et la transformation », avance Diakarya Ouattara. Certains comptent aussi sur l'essor de prestataires de services financiers ruraux, comme les coopératives de crédit, bien placées pour drainer l'épargne des communautés locales. Sur le sujet sensible des garanties, un banquier souligne l'efficacité des dispositifs de groupe et des récépissés d'entrepôt, quand Cédrick Montetcho, d'Oikocredit, insiste sur la nécessité d'assouplir les clauses d'appel en cas d'impayés pour rendre ces mécanismes de partage de risques plus attrayants pour les banquiers. Dernier point, et non des moindres : moderniser la gestion du foncier afin de faciliter les garanties mais aussi d'éviter les conflits.

MONTER EN COMPÉTENCES

« L'envoi de simples SMS rappelant la période des semis et du désherbage a permis d'améliorer le rendement des champs de canne à sucre de 11,5 % au Kenya. » Avec cet exemple, le groupe nigérian Dangote, actif dans le ciment mais aussi le sucre et qui mène des projets dans le riz, souligne l'importance de la formation pour assurer l'essor du secteur agricole. Elle est en effet cruciale pour la bonne utilisation des engrais, la maîtrise des techniques d'irrigation, pour préparer la réponse aux effets du changement climatique ou encore pour respecter des normes sanitaires...

Si les outils numériques facilitent la diffusion des savoirs, même dans les zones reculées, et si nombre d'acteurs africains comme étrangers investissent pour faire monter en compétence leurs équipes, concernant les gains de productivité, les résultats demeurent globalement timides. « Ce qu'il faut, ce sont des professionnels formés sur l'ensemble de la chaîne, ingénieurs agronomes, experts en sécurité alimentaire, responsables qualité, logisticiens... », note Slim Othmani, l'ancien patron de NCA Rouiba, à la tête du think-tank algérien Care. Même son de cloche de la part de la Marocaine Sihame Benhamane, à la tête du champion avicole Zalar Holding et membre de la Fédération interprofessionnelle du secteur avicole au Maroc. « La consolidation et la transmission du savoir-faire s'effectuent évidemment en interne, mais elle peut aussi passer par les échanges interprofessionnels, ce que nous faisons au Maroc en recevant des délégations venues du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire notamment. » Pour elle, la clé du succès repose sur le triptyque investissement-formation-expertise. ●

Pour assurer l'essor du secteur agricole, professionnaliser la formation sur l'ensemble de la chaîne est crucial.


ISSOUF SANOGO / AFP

Marché gigantesque, le secteur de la volaille en Afrique est largement dominé par les importations venues d'Europe et des États-Unis. Ici, dans une ferme à Maradi, dans le sud du Niger.

CORIS BANK INTERNATIONAL
La Banque Autrement

NOUS VOUS OFFRONS LE MEILLEUR DE LA BANQUE, AVEC EXPERTISE ET DANS LE CONFORT.

Nouveau siège CBI Côte d'Ivoire
Abidjan, Treichville Zone1 Boulevard VGE, Angle Boulevard Delafosse
(+225) 27 20 20 94 50

La Banque Autrement
https:/cotedivoire.coris.bank

CORIS BANK INTERNATIONAL



BRUNO LEVY POUR JA

Tribune
Makhtar Diop

Directeur général d'IFC, filiale de la Banque mondiale dévolue au secteur privé

Zlecaf : le secteur privé doit prendre les commandes

Il y a un peu plus d'un an, l'Afrique célébrait le lancement officiel de la plus grande union douanière du monde, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui ouvrait une ère nouvelle pour le commerce panafricain. Mais pour tirer pleinement parti des avantages du libre-échange et garantir le succès de la Zlecaf, il est nécessaire de mobiliser le secteur privé et les investissements au sein du continent.

À l'heure où les réseaux de transports et de logistique sont perturbés à travers le monde et où les guerres commerciales font rage, compter sur le reste du monde pour les produits de première nécessité s'est avéré un pari risqué. L'Afrique l'a appris à ses dépens avec la pandémie de Covid-19, alors qu'à peine 13 % des Africains disposent d'un schéma vaccinal complet en raison d'une distribution inéquitable des vaccins. Le monde le réalise à nouveau avec la guerre en Ukraine et son impact sur le prix du pétrole et sur la sécurité alimentaire. La suppression des obstacles au commerce transfrontalier et la création de sites de production régionaux capables de produire des vaccins et d'autres biens essentiels relèvent de l'urgence prioritaire pour l'Afrique. Et, concernant ces questions, d'importants progrès sont en train d'être réalisés sur le continent.

Des investisseurs privés s'associent en effet aux établissements de développement pour encourager la fabrication de vaccins en Afrique – et pour l'Afrique. Au Rwanda, par exemple, IFC travaille aux côtés du gouvernement, de la fondation kENUP, de BioNTech, de plusieurs institutions de financement du développement et d'autres partenaires, en vue de créer des capacités de fabrication intégrées de vaccins, notamment contre le Covid-19, le paludisme et la tuberculose. C'est également le cas au Sénégal, où IFC soutient l'Institut Pasteur de Dakar afin de lever des financements pour la construction d'une unité régionale de production de vaccins. Ces initiatives contribuent à renforcer les capacités de production, à développer les compétences techniques et à transmettre les meilleures pratiques, favorisant ainsi l'émergence d'actions similaires dans d'autres secteurs sur le continent.

Évolutions positives

Au-delà de la production de vaccins, il y a d'autres évolutions positives. Au cours des deux dernières décennies, le commerce intra-africain a progressé, non seulement en volume, mais aussi en qualité. Les biens échangés sur le continent sont plus diversifiés et possèdent une plus grande valeur ajoutée que ceux échangés avec le reste du monde. La Zlecaf nous donne l'occasion d'aller encore plus loin. Les progrès dans les négociations et les ratifications ont été rapides, et l'accord récent sur les règles d'origine est un grand pas en avant.

Mais l'avenir de la Zlecaf n'est pas seulement entre les mains

Il y a urgence à combler le déficit continental en matière d'infrastructures et de connectivité.

du secteur public. Pour que le libre-échange révèle son plein potentiel, il doit s'accompagner d'investissements du secteur privé afin de combler le déficit en matière d'infrastructures et de connectivité, et de donner aux entreprises africaines les outils et les ressources dont elles ont besoin pour être compétitives sur le marché africain. En encourageant la concurrence et en attirant les capitaux privés, les États pourront développer des réseaux de transport, élargir l'accès à internet et profiter des opportunités offertes par la révolution numérique qui déferle sur le continent.

Le secteur privé a également un rôle central à jouer pour insuffler une dynamique de réformes favorables au commerce et accélérer la mise en œuvre de la Zlecaf. Comme les alliances entre les entreprises de différents pays le démontrent, le renforcement du commerce transfrontalier, la suppression des barrières non tarifaires et l'harmonisation des politiques et des réglementations transformeront le continent.

Tâche monumentale

IFC, branche du Groupe de la Banque mondiale dévolue au secteur privé, s'emploie à aider les entreprises à tirer le meilleur parti de la Zlecaf. Nous savons que le financement du commerce est essentiel pour développer les échanges intra-africains : il garantit en effet aux acheteurs de recevoir leurs marchandises, et aux vendeurs de recevoir leurs paiements. Sans cela, les exportations et importations de biens et de services s'avèrent plus compliquées, et, pour les entreprises, il devient plus difficile d'innover, de créer des emplois et de contribuer à la croissance économique. À ce jour, nous avons ainsi engagé 17 milliards de dollars pour faciliter les échanges transfrontaliers dans la région, et, au cours des derniers mois, nous avons affecté 2 milliards de dollars supplémentaires dans le cadre d'un nouvel effort visant à promouvoir le financement du commerce et à soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Malgré les progrès sensibles des dernières années, l'Afrique est à la croisée des chemins. Près d'un quart des pays signataires n'ont pas encore ratifié la Zlecaf, dont la mise en œuvre complète n'est pas prévue avant 2053. Compte tenu de la tâche monumentale qui nous attend, ce n'est pas le moment de lever le pied. L'histoire récente de l'Afrique est émaillée d'accords commerciaux qui sont restés lettre

L'histoire récente de l'Afrique est émaillée d'accords commerciaux restés lettre morte.

morte. Pour que, cette fois-ci, les choses soient différentes et que cet accord tienne sa promesse d'ouvrir les marchés et de connecter 1,3 milliard de personnes vivant dans les 54 pays du continent, le secteur privé – le pilier de l'économie africaine – doit être aux commandes. ●



ANDREAS ARNOLD/AP/SIPA

Makhtar Diop (2e en partant de la gauche) et Ugur Sahin (3e en partant de la droite), cofondateur de BioNTech, à Marburg, en Allemagne, le 16 février 2022.

AFRICA CEO FORUM ANNUAL SUMMIT

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DETTE
Prémices d'une nouvelle ère

Alors que le nombre de pays africains exposés au surendettement a doublé depuis la survenue du Covid-19, seuls trois d'entre eux ont opté pour une restructuration de leur passif. Parallèlement, les émissions d'eurobonds se sont poursuivies. Le signe d'une nouvelle maturité ?

GAËLLE ARENSON

Paris, le 22 mars. Le débat organisé par le cabinet d'avocats Franklin sur la renégociation de la dette souveraine des pays à faible revenu, notamment ceux d'Afrique, est animé. Entre Michel Sapin et Lionel Zinsou, la divergence de vues est patente. Le premier, ancien ministre français de l'Économie et des Finances, s'inquiète de la reprise du paiement du service de la dette dans ces pays qui n'arrivent pas à soutenir leur passif : « Nous nous trouvons à un moment crucial, il faut prendre des décisions pour éviter l'irréparable », martèle-t-il. Depuis la fin de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), en décembre 2021, les inquiétudes sont montées d'un cran. Ce dispositif, mis en place dans l'urgence en mai 2020 afin de faire face à la crise du Covid-19, n'a pas eu le succès escompté. Il a certes attiré de nombreux pays (une trentaine), mais les montants concernés n'ont pas été à la hauteur des volumes anticipés (5 milliards de dollars pour les créanciers bilatéraux). Il en est de même pour le « cadre commun » institué par le G20, dans la foulée de l'ISSD, qui visait à aider les pays surendettés à restructurer leur passif mais n'a été sollicité que par trois États (Tchad, Zambie, Éthiopie). Faut-il y voir le signe d'une nouvelle maturité des pays africains dans la gestion de leurs dettes souveraines ? La question de la dette se pose-t-elle encore en Afrique ?

Spectre mozambicain

Il est vrai que l'endettement des pays à faible revenu a considérablement augmenté au cours des vingt dernières années, ainsi que le relève Catherine Bouvier d'Yvoire, directrice régionale chargée de la notation de la dette souveraine africaine au sein de Standard Chartered Bank. Une note publiée en décembre dernier par le FMI estime que ce sont désormais 60 % de ces pays qui courent un risque élevé de surendettement – quand ils ne sont pas déjà surendettés –, alors que seuls 30 % d'entre eux se trouvaient dans cette situation en 2015. De la même manière, la nature des prêteurs a changé. « Beaucoup plus nombreux qu'en 2015, les créanciers privés sont désormais aussi importants que leurs pendants multilatéraux et bilatéraux. Et la Chine, qui, parmi les prêteurs publics, est devenue un créancier majeur de l'Afrique, n'a pas les mêmes pratiques de transparence », avertit Michel Sapin, aujourd'hui conseiller principal chez Franklin. Ce qui, implicitement, signifie que le risque d'être confronté à des situations de dette cachée, comme ce fut par exemple le cas au Mozambique, est encore plus élevé. Il n'empêche que « des changements remarquables sont à noter concernant l'endettement des pays en voie de développement », signale Catherine Bouvier d'Yvoire. « Au cours des dix dernières années, explique la banquière, la nature des instruments utilisés a changé, les devises se sont diversifiées. Traditionnellement, les émissions obligataires souveraines des pays émergents étaient libellées en dollars ; aujourd'hui, ces mêmes émetteurs empruntent en euros. Les termes se sont par ailleurs améliorés pour certains États souverains au fil de leurs émissions, que ce soit pour les marges ou les maturités. Les instruments de couverture (de change) se sont également développés. » Et de citer l'exemple du Sénégal, qui empruntait à sept ans en 2009, et qui émet désormais sur trente ans. Ou encore celui du Burkina Faso, qui a continué à sortir sur le marché régional en dépit du changement d'administration consécutif au putsch de janvier. À la fin de février, au début de la crise ukrainienne, le Nigeria a rouvert le marché des eurobonds pour lever 1,25 milliard de dollars. L'Angola a suivi avec un eurobond se chiffrant à 1,75 milliard de dollars, légèrement moins sursouscrit que le précédent. Quant à la Côte d'Ivoire, elle a finalement renoncé à un nouvel eurobond, préférant s'adresser au marché régional (comme révélé en exclusivité par *Africa Business+*). →





MONTAGE JA

→ Autre nouveauté notable, les pays empruntent à la fois pour financer leurs besoins de développement, mais aussi pour refinancer la dette existante. Un mécanisme qui permet d'allonger la maturité moyenne de la dette. « Si un État peut emprunter à trente ans sur les marchés de capitaux internationaux – à l'instar de ce qu'ont fait certains pays d'Afrique subsaharienne –, il opère alors en douceur un reprofilage de sa dette : il rembourse une dette émise à dix, douze, quinze ans avec une dette d'une maturité de trente ans. Par conséquent, on assiste à une amélioration des termes pour l'émetteur souverain », explique Catherine Bouvier d'Yvoire. On voit ainsi se dessiner sur le continent trois catégories de pays : ceux en détresse, ceux ayant accès aux marchés des capitaux, et ceux, enfin, qui aspirent à y aller. Le panorama est bien plus nuancé et moins risqué qu'il n'est souvent présenté.

Dernier vestige d'un ordre révolu ?

Par ailleurs, au cours des quinze ans qui ont précédé la crise liée au Covid-19, les PIB en valeur des États d'Afrique subsaharienne ont enregistré une croissance comprise entre 7 % et 8 % en moyenne. Dans certains pays, un nouveau calcul du PIB *(rebasing)* a permis des augmentations spectaculaires, comme au Nigeria (+ 90 % en 2014), au Ghana (+ 60 % en 2010), au Bénin (+ 36,4 % en 2020), mais aussi au Togo (+ 37 % en 2020). Quand le PIB augmente, il est normal que l'endettement suive, expliquent les experts. D'après Lionel Zinsou, « la progression du stock de dette est également un signe positif, et pas seulement une pathologie ». Alors que l'on observe depuis plusieurs semaines un retournement sur les marchés financiers internationaux, marqué par la hausse des taux d'intérêt, qui signe le début de la fin de l'argent quasi gratuit, le cofondateur de la banque d'affaires SouthBridge rappelle ceci : « En 2021, l'abondance de la liquidité au niveau international a attiré sur les marchés des emprunts obligataires internationaux de nombreux pays, aussi bien d'Afrique que de l'OCDE. De fait, s'il y a une "pandémie" de progression de dette, ce n'est pas uniquement le cas en Afrique subsaharienne. Notre continent n'est pas plus malade que les pays de l'OCDE ! » soutient-il. Ajoutant : « L'Union africaine appelle toujours à la réduction de la dette mais, en réalité, celle-ci se produit toute seule, elle s'exécute. Parfois, au fil des crises, on trouve un traitement ad hoc, mais, à dire vrai, il y a un traitement continu de la dette pour les pays moins avancés. Il ne faut pas faire de folklorisme sur la dette africaine ! » C'est dit.


MONTAGE JA

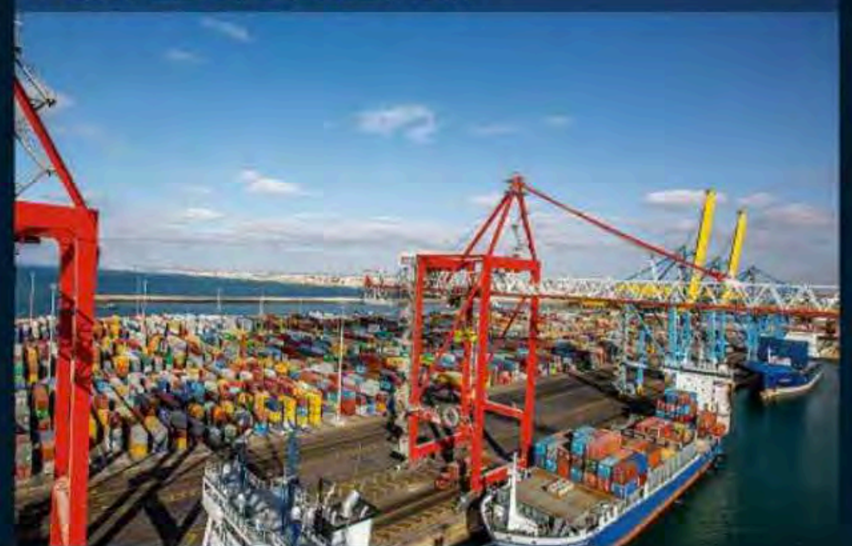
Lionel Zinsou, cofondateur de la banque SouthBridge, et Michel Sapin, conseiller principal du cabinet Franklin.

Alors, le « Cadre commun » du G20, censé regrouper l'ensemble des créanciers en vue de traiter l'endettement des pays en développement, est-il le dernier vestige d'un ordre révolu ? Pas si sûr. Certes, sa mise en œuvre se révèle complexe, mais, pour les pays en situation de surendettement, il reste le processus le plus adapté aux besoins d'allègement qui ne peuvent être supportés que par une seule catégorie de créanciers. Ainsi en est-il du Tchad, de l'Éthiopie et de la Zambie, premier pays du continent à avoir fait défaut pendant la pandémie de Covid-19. Selon le Club de Paris, partie prenante des discussions relatives au Tchad, le Cadre commun a déjà produit des résultats : c'est en effet la toute première fois que sont réunis autour d'une même table la Chine, l'Inde, la France, l'Arabie saoudite et le Club de Paris. La portée du Cadre commun est d'autant plus historique que Pékin, contrairement à ses habitudes, se trouve en première ligne en tant que coprésident du comité mis en place pour discuter avec N'Djamena et Lusaka. En Zambie, où la dette extérieure est estimée à quelque 17,3 milliards de dollars (plus d'un tiers est détenu par la Chine), les autorités espèrent que le dossier de restructuration sera bouclé d'ici à la fin de juin. Demeurent néanmoins deux difficultés majeures pour le cadre commun du G20. La première réside dans sa lenteur. Enclenché en 2020 dans le cas du Tchad, il n'a, près d'un an et demi plus tard, toujours pas abouti. Entretemps, l'environnement extérieur a changé avec la remontée des cours du pétrole, laquelle a apporté une nouvelle marge financière au pays. L'autre principal écueil concerne l'implication des créanciers privés dans les discussions de rééchelonnement. Au Tchad, le comité a fortement incité les créanciers privés, le trader suisse Glencore en tête, à se rapprocher des autorités locales, l'objectif étant de parvenir, pour l'ensemble de la dette du pays, à un traitement équilibré de tous les prêteurs. →

Autre écueil majeur : l'implication des créanciers privés dans les discussions de rééchelonnement.

TANGER MED, OPÉRATEUR DE PLATEFORMES PORTUAIRES, LOGISTIQUES ET INDUSTRIELLES

COMPLEXE PORTUAIRE TANGER MED

PORT DE CASABLANCA

TANGER AUTOMOTIVE CITY

TANGER FREE ZONE


8.1 M EVP* CONTENEURS
*EQUIVALENT VINGT PIEDS

138 M (T) TONNAGE GLOBAL

1 100 ENTREPRISES

9.2 B USD VOLUME D'AFFAIRES GÉNÉRÉ PAR LES ZONES DE TANGER MED

2 000 HA DE ZONES DÉVELOPPÉES

Le groupe Tanger Med opère et développe des plateformes portuaires, logistiques et industrielles. Il gère le complexe portuaire Tanger Med, 1er port en Méditerranée et en Afrique. A travers sa participation de référence dans « Marsa Maroc », il est impliqué également dans les opérations de 9 autres ports du Royaume. Le volume total traité par le groupe est de **138** Millions de tonnes de marchandises et **8,1** millions de conteneurs EVP. Le groupe a également aménagé plus de **2000** Ha de zones d'activités économiques qui accueillent plus de **1100** entreprises et près de **95 000** emplois dans les secteurs de l'industrie automobile, l'aéronautique, le textile, l'agro-alimentaire et la logistique.

www.tangermed.ma

TANGER MED SPECIAL AGENCY

→ Comme l'explique Catherine Bouvier d'Yvoire, « le principe de comparabilité de traitement (traitement équilibré) fait peur aux créanciers privés, en particulier aux banques commerciales, qui redoutent d'être pris dans des restructurations de dette avec, potentiellement, un allègement du principal ou une réduction du taux d'intérêt. Cela pourrait les pousser à cesser leurs prêts. Car leur vocation est de prêter dans des conditions de risque calculé. » Raison pour laquelle certains pays comme le Kenya ont préféré ne pas participer à l'ISSD afin de conserver intact leur accès à ce type de financement. D'autres pays émergents d'Afrique subsaharienne ayant participé à l'ISSD, comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, ont bien pris soin d'indiquer explicitement aux prêteurs privés et aux agences de notation que l'initiative ne serait pas étendue aux créanciers privés. « Quand Moody's et les autres agences de notation ont compris que ces pays ne voulaient parler qu'avec les créanciers bilatéraux, elles ont fait machine arrière et ont ôté leur "surveillance". »

L'émission répétée d'eurobonds oblige in fine les économies africaines à davantage d'orthodoxie budgétaire.

Créer un cercle vertueux

Ce traitement particulier dont bénéficient les prêteurs privés n'est pas sans susciter des critiques, puisqu'il entraîne de fait une sorte de « subvention » de leur dette par les autres bailleurs de fonds. Mais peut-être s'est-il aussi imposé parce que l'émission répétée d'eurobonds oblige finalement les économies africaines à davantage d'orthodoxie budgétaire ? Afin de conserver leur accès aux marchés obligataires internationaux, les administrations du continent sont incitées à adopter une bonne gestion, créant ainsi un cercle vertueux. Comme le rappelle Lionel Zinsou, en juin 2015, lors de son accès à la primature du Bénin, l'essentiel de la dette du pays était exigible à un an. « C'était extrêmement dangereux ! Et puis, en quelques années, on est passé de un an à trente ans. Nous avons effectué un travail incroyable pour créer une signature sur les marchés internationaux », justifie-t-il. Il faut dire que, « désormais, grâce à la qualité de leur crédit et de leurs performances macroéconomiques, ces pays arrivent sur les marchés de capitaux internationaux, où les sommes qui leur sont proposées leur offrent de nouvelles perspectives », complète Catherine Bouvier d'Yvoire. Plus question, en conséquence, de se couper de ces marchés. ●

SIEMENS Healthineers



Nous façonnons l'innovation dans la santé. Pour chacun. Où qu'il soit.

Près de 5 millions de patients à travers le monde bénéficient chaque jour des technologies innovantes et des services proposés par Siemens Healthineers dans les domaines de l'imagerie médicale diagnostique et interventionnelle, du diagnostic de laboratoire et de la biologie moléculaire. En diagnostic de laboratoire, Siemens Healthineers propose un vaste portefeuille d'applications associées à une gamme de services adaptés aux besoins présents et futurs de ses clients.

OFFRES
- Analyseurs, réactifs et consommables
- Automation et solutions informatiques
- Consulting et gestion de projet

En Afrique, Siemens Healthineers est présent à travers un réseau de distribution géré depuis le Hub régional de Casablanca.

Pour toute informations ou si vous souhaitez faire partie du réseau des partenaires commerciaux de Siemens Healthineers, veuillez-vous connecter à la page ci-dessous et adresser votre demande.

https://www.siemens-healthineers.com/fr-ma/services/laboratory/customer-care-center

COMMUNIQUÉ



BATIMENTSMOINSCHERS.COM

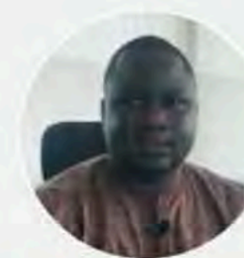
VOUS LIVRE DES HANGARS MÉTALLIQUES À PRIX RÉDUITS

batimentsmoinschers.com est spécialisé dans la conception et la vente à distance de hangars en kit. Notre concept est simple : des bâtiments robustes, faciles à monter et à budgets limités. Stockage, agro-business, industrie... nous vous proposons un bâtiment en métal adapté à chaque situation.


EXEMPLE DE 1 000m² À PARTIR DE 36 500$

UN BÂTIMENT POUR CHAQUE USAGE

Sur le continent africain, nos clients, présents dans plus de 30 pays nous font confiance pour leurs projets. Nos prix bas et la qualité de nos bâtiments séduisent de plus en plus d'entreprises.


M. Fall directeur industriel

La société NMA Sanders à Dakar, a fait confiance à **batimentsmoinschers.com** pour l'achat de plusieurs bâtiments et témoigne de sa pleine satisfaction. Après un premier achat répondant aux besoins de son entreprise spécialisée dans l'agro-alimentaire (production), M. Fall, directeur industriel de la société a décidé de nous faire à nouveau confiance pour du stockage de produits divers. Il se montre notamment comblé par le rapport qualité/prix de nos charpentes métalliques.

M. Fall rapporte : « *Nous avions un besoin de stockage couvert pour nos matières premières et nous avons décidé de passer par **batimentsmoinschers.com**. Nous avons eu entière satisfaction, c'est pourquoi nous nous sommes de nouveau tournés vers eux pour l'achat de notre bâtiment de stockage de produits finis. Nous avons donc acheté deux bâtiments de 25 sur 50m. Avec la croissance fulgurante que connaît notre société, nous allons continuer à faire confiance à votre entreprise pour l'acquisition de nouveaux bâtiments. C'est notamment le fait qu'il y ait beaucoup d'efforts sur le prix et la qualité qui nous pousse à renouveler l'expérience.* »

M. Diakité, chef de maintenance, a également exprimé sa satisfaction quant au prix et à l'amélioration des conditions de stockage de denrées : « *Les bâtiments livrés par **batimentsmoinschers.com** sont excellents ; tant sur le rapport qualité/prix que sur la facilité de montage. Nous avons pu stocker nos produits dans de bonnes conditions. Auparavant, nous n'avions pas de bonne protection contre la pluie et le soleil ; nos produits étaient exposés aux conditions météo, ce qui engendrait beaucoup de gaspillage.*

*Avec **batimentsmoinschers.com**, le prix est plus qu'abordable et bien plus intéressant que les prix d'autres fournisseurs. Pour nous, **batimentsmoinschers.com** est vraiment leader du marché.* »

Vous recherchez un bâtiment pour votre activité ?
Nous pouvons vous livrer votre hangar en kit partout dans le monde pour un budget limité !


NMA Sanders, Sénégal


Eco Cajou SA, Côte d'Ivoire


Élevage Ndiaye, Sénégal

JAMG - PHOTOS DR

E-mail : commercial@batimentsmoinschers.com
Site web : www.afrique.batimentsmoinschers.com
WhatsApp : + 352 621 355 134
Téléphone : +352 20 20 10 10

Du 16 au 18 juin 2022, retrouvez-nous au Sencon à Dakar, au Sénégal : stand 5E21, Hall E.

LA GALAXIE DE…

Benedict Oramah

Chantre de la Zlecaf, il a fait de la banque qu'il préside, Afreximbank, le bras financier du projet. Et s'appuie, pour mener à bien sa mission, sur des personnalités favorables à l'intégration du marché continental.

AURÉLIE M'BIDA


AFREXIMBANK

Depuis mars 2018 et la signature à Kigali de l'accord de libre-échange intra-africain, qui a précédé le lancement – trois ans plus tard – de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a su se positionner au centre du dispositif. Et ce aux côtés de l'Union africaine, qui porte le projet d'un point de vue politique, la Banque en étant le bras financier. L'institution financière multilatérale implantée au Caire, dirigée par Benedict Oramah depuis 2015, est notamment chargée de la mise en œuvre du projet de système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), attendu pour résoudre les difficultés liées à la convertibilité multidevises. Figure de proue d'Afreximbank et fervent défenseur de l'intégration du marché continental, le Nigérian est devenu l'un des visages de la Zlecaf, son principal promoteur. Tour d'horizon des personnalités sur lesquelles il s'appuie pour accomplir cette mission. ●


1 ERIC LARRAYADIEU/AFRICA CEO FORUM/J.A — 2 DR — 3 DR — 4 AFREXIMBANK

#TEAMAFREXIMBANK

L'ancien président d'Afreximbank (2005-2015), **Jean-Louis Ekra (1),** a contribué à l'ascension d'Oramah au sein de la banque. Il l'accompagne aujourd'hui sur la thématique du libre-échange en tant que président adjoint du Conseil consultatif de la Foire commerciale intra-africaine, IATF2023 (Intra-African Trade Fair), qui se tiendra en Côte d'Ivoire l'année prochaine.

George Elombi (2), le vice-président exécutif de la banque, dont il pilote les questions juridiques et de gouvernance, est un fidèle du Nigérian. Ce docteur en droit diplômé de la University of London est un spécialiste de la question des barrières douanières.

Également vice-président exécutif, le banquier égyptien **Amr Kamel (3),** chargé du business development et du corporate banking, est à l'origine de plusieurs accords – dont un contrat de partage de risques pour 100 millions de dollars signé avec CDC Group – qui sécurisent l'action portée par Oramah.

Enfin, la Nigériane **Kanayo Awani (4),** ancienne de Citigroup, a progressé à Afreximbank parallèlement à son compatriote, devenu président en 2015. Un an plus tard, elle est nommée directrice de la division Intra-African Trade Initiative de l'institution.


5 ISSAM ZEJLY POUR JA


6 ISA TERLI / ANADOLU AGENCY VIA AFP

L'INTELLIGENTSIA

En dehors d'Afreximbank, Benedict Oramah a su tisser un réseau solide parmi les personnalités économiques africaines de premier plan. On y retrouve notamment, et pour la cause du commerce intra-africain, l'économiste camerounaise **Vera Songwe (5),** secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique. Autre proche du banquier nigérian en la matière, le Zambien **Albert Muchanga (6),** commissaire chargé du département du Commerce et de l'Industrie à l'Union africaine.


7 M. CETINMUHURDAR/ANADOLU AGENCY VIA AFP

8 DR


9 DR

LES CONSTRUCTEURS

Ils sont de toutes les signatures – ou presque – et de tous les séminaires sur la question. Dans l'orbite d'Oramah, trois noms sont directement attachés à la Zlecaf. Il s'agit d'abord du Sud-Africain **Wamkele Mene (7),** son secrétaire général, devenu un interlocuteur (très) fréquent du président d'Afreximbank. Le Nigérian **Mike Ogbalu III (8),** le directeur général du PAPSS, est sorti de l'ombre ces derniers mois. Cet ingénieur de formation est spécialiste des fintech. Il a notamment été directeur général d'une filiale du groupe Interswitch et responsable de la division Cartes et e-produits à Ecobank. Enfin, **Abdulrahman A. Al Hamidy (9),** PDG du Fonds monétaire arabe (FMA), qui opère Buna, le système de paiement transfrontalier et multidevises avec lequel le PAPSS s'est associé.

LES FACILITATEURS

Outre la contribution financière de la Banque africaine de développement (BAD) à la mise en œuvre de la Zlecaf, le compatriote et « mentor » d'Oramah, **Akinwumi Adesina (10),** qui est un lobbyiste convaincu du commerce intra-africain, cherche à capter les investissements étrangers sur la promesse de ce que doit être un continent aux échanges économiques facilités. Autre VRP de luxe de la cause défendue par Benedict Oramah, l'ancien président du Nigeria (1999-2007) **Olusegun Obasanjo (11),** connu pour son franc-parler et la richesse de son carnet d'adresses, qui a toujours été proche des dirigeants de l'institution panafricaine. Il accompagne le président d'Afreximbank dans nombre d'événements d'affaires à l'international. Obasanjo est par ailleurs président du comité consultatif de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), dont Oramah est membre.

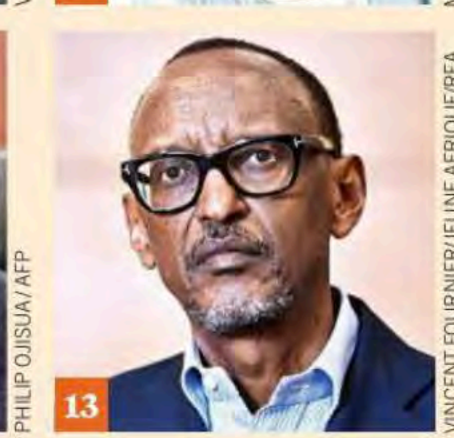
Également proche du président de la banque créée à Abuja en 1993, **Godwin Emefiele (12),** le gouverneur de la Banque centrale du Nigeria (CBN) depuis 2014 et ancien de Zenith Bank, est souvent des déplacements d'Oramah, notamment via sa casquette de président du comité de gouvernance du PAPSS.

Très discret quant à ses liens avec la sphère politique, Benedict Oramah ne peut cacher le soutien d'« ambassadeurs » de marque que peuvent représenter les chefs d'État ivoirien, Alassane Ouattara, et rwandais, **Paul Kagame (13).** Le premier accueillera en 2023 la prochaine Foire sur le commerce intra-africain, dont Afreximbank est un membre actif. Et le second a hébergé la signature de l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) en 2018. Par ailleurs, le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (Feda) d'Afreximbank, lancé en août 2021, est domicilié à Kigali.


10 VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE-REA


11 MARK CHILVERS FOR TAR


12 PHILIP OJISUA/AFP


13 VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE/REA

AFRICA CEO FORUM
ANNUAL SUMMIT

GESTION D'ACTIFS

Fini la retraite !

Renfloués grâce à plusieurs réformes des régimes de pension, les fonds de retraite affichent de nouvelles ambitions, tant dans leurs stratégies d'investissements que dans l'extension de la couverture sociale des travailleurs.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO



FDIMPACT

La Conférence internationale de la prévoyance sociale (Cipres) rassemble les caisses de retraite de seize pays africains. Ici, son siège, à Lomé, au Togo.

La gestation a été complexe mais la naissance s'est déroulée sans difficulté. À la fin d'avril, le Fonds d'investissement africain (FIA) a obtenu – comme le révélait *Africa Business+*, le fil premium d'informations exclusives de *Jeune Afrique* – son agrément auprès de la Financial Services Commission, régulatrice financière de Maurice, où il est enregistré. En préparation depuis 2016 à l'initiative de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres), qui rassemble les caisses de retraite de seize pays africains, ce fonds doit récolter et investir une partie de leurs réserves, dans l'ensemble des pays de la zone et à travers une très large gamme d'actifs (finance, agro-industrie, télécommunications).

Le projet particulièrement complexe – 16 pays, 25 institutions et 5 zones monétaires – est conseillé par le cabinet Finactu, fondé et dirigé par Denis Chemillier-Gendreau. « Le FIA a reçu un engagement d'investissement de plus de 50 milliards de F CFA [76 millions d'euros] et vise un objectif de 150 milliards de F CFA d'actifs sous gestion à moyen terme pour sa première levée de fonds », expliquent ses promoteurs. Le nouveau fonds d'investissement doit permettre « une meilleure sécurisation et un meilleur rendement » des réserves, de sorte à assurer aux caisses de retraite « un taux d'intérêt au moins égal au meilleur taux du marché », →

COMMUNIQUÉ

SIEMENS
Healthineers

SIEMENS HEALTHINEERS EN AFRIQUE :

NOUVELLE AMBITION, ACCESS TO CARE

Siemens Healthineers, leader des technologies médicales, accompagne les prestataires de santé vers des solutions fondées sur la notion de valeur, en soutenant l'expansion de la médecine de précision, la transformation des parcours de soins, l'amélioration de l'expérience patient et la digitalisation de la santé.

« Chez Siemens Healthineers nous nous sommes engagés auprès de plusieurs pays Africains afin de permettre aux populations locales d'avoir accès à des soins médicaux adéquats qui permettent de diagnostiquer et traiter une variété de problématiques telles que les maladies infectieuses, cardiovasculaires et oncologiques. Nos axes de focus : renforcer notre présence en Afrique en recrutant des talents avec des expertises avérées , l'éducation continue aux utilisateurs ou aux prestataires de santé et la cocréation avec nos partenaires stratégiques de centres d'académies de formations adaptées aux besoins locaux.

Eric Hrimech, Vice-président Diagnostique de laboratoire Europe Sud-ouest et Afrique francophone.

Rencontre avec Rajaa Rhalimi
Sr Director Channel Commercial Excellence & Strategic partnerships, EMEA Laboratory Diagnostics.



Parlez-nous de l'histoire de Siemens Healthineers avec l'Afrique...
Le groupe Siemens et maintenant Siemens Healthineers possède une longue histoire en Afrique, elle s'étale sur plus de 160 ans de présence. Cette dernière s'est renforcée ces dernières années par la création de différentes entités légales au Maroc, en Algérie, en Afrique du Sud et en Égypte, en plus d'une division Indirect Africa pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. L'accès aux soins est au cœur de notre mission. Siemens Healthineers s'engage à fournir des technologies innovantes pour répondre aux différentes pathologies qui ne cessent de croître. Nous estimons que l'accès à un soin de qualité est un droit humain, et nous nous efforçons de rendre disponible le diagnostic médical à toute la population mondiale et plus particulièrement à la population africaine...

Actuellement, Siemens Healthineers renforce sa stratégie sur le Continent. Pouvez-vous nous en parler ?
Avant le Covid, nous avions observé une forte croissance du PIB associée à une augmentation des dépenses publiques consacrées aux infrastructures de santé. A cause de l'augmentation des revenus et de l'urbanisation, on constate aujourd'hui une forte augmentation de la demande de soins de santé en Afrique. De plus, la pandémie a soutenu ce besoin critique de renforcement sanitaire dans plusieurs pays. Siemens Healthineers offre un large porte folio de produits de diagnostic de laboratoire et point of care (diagnostic délocalisé) afin de soutenir les pays africains à répondre à l'accélération de la prévalence de plusieurs maladies telles que les maladies infectieuses, cardiopathie, diabète...

Quel est le Business model de Siemens Healthineers en Afrique ?
Notre présence se fait en direct dans certains pays et en partenariat avec des acteurs locaux, ce qui permet une création de valeur importante, une plus forte proactivité de service et un transfert de compétences techniques aux ressources des pays. La forte augmentation de la demande de soins de santé en Afrique doit s'accompagner d'investissements importants en formation des équipes sanitaires. Nos technologies et l'expertise de nos ingénieurs permettent de soutenir ce besoin. Nous pensons que l'engagement de toute la chaîne de valeur est essentiel, et nous sommes convaincus de l'importance du partenariat public privé (PPP). Nos expériences en Afrique démontrent que ces types de partenariats permettent des résultats plus rapides, de haute qualité, et des solutions ciblées et effectives.

SIEMENS HEALTHINEERS ET L'UNICEF

Les deux entités ont noué un partenariat pour renforcer les systèmes de santé fragilisés par la pandémie et sensibiliser les populations locales aux problématiques médicales. Siemens Healthineers apporte une contribution de 5 millions d'euros à l'UNICEF pour lutter contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile, et œuvrer à la santé des enfants. Les infections les plus répandues, comme le VIH ou la tuberculose, restent aujourd'hui l'une des principales causes de mortalité chez les jeunes enfants, alors même qu'elles peuvent être évitées et traitées.

www.siemens-healthineers.com/fr-ma
www.siemens-healthineers.com/fr-ma/services/laboratory/customer-care-center

JAMG - PHOTOS DR

→ selon la Cipres, dont la secrétaire exécutive est la Camerounaise Cécile Gernique Bouba Djukam.

Adopter une vision long-termiste

La création du FIA découle d'une prise de conscience de l'impasse vers laquelle nombre de fonds de retraite africains se dirigeaient ces dernières années. « Dans la zone Cipres, une grande partie des ressources à moyen terme et à long terme des établissements bancaires provient des organismes de prévoyance sociale », selon le régulateur panafricain, qui regrette qu'en dépit de ce poids les caisses de retraite « restent des acteurs passifs » dans l'utilisation de leurs fonds. Plus grave, estime l'institution, les placements réalisés par ces structures sont, pour l'essentiel, « des dépôts à terme [et] accessoirement des souscriptions d'obligations ». Au manque de diversification s'ajoutent « des taux de rentabilité peu rémunérateurs qui oscillent entre 1 % et 6 % ». Pour ne rien arranger, les « investissements lourds » réalisés par ces caisses de retraite dans le secteur immobilier « ont occasionné des déficits qui ont notablement érodé les réserves de certaines institutions ».

Le FIA participe à la résolution de ce problème. Le pilotage en a été confié à l'Ivoirien Youssouf Traoré-Kouao, formé en économie et en assurances en France et passé par le Royaume-Uni, qui conseillait le Cipres sur ce projet depuis 2020. L'équipe de gestion sera implantée à Abidjan. L'existence même de cette structure est un signe du chemin parcouru depuis une dizaine d'années par les caisses de retraite africaines. Au début des années 2010, la plupart d'entre elles étaient gravement déficitaires dans la région – plusieurs le demeurent. Entre 2005 et 2011, la CNPS ivoirienne avait accumulé 200 milliards de F CFA de déficit, aime à rappeler Charles Kouassi, son actuel directeur général. À la suite d'une réforme du régime de pension mise en œuvre par le président Alassane Ouattara (rallongement de l'âge de départ à la retraite, hausse des taux de cotisation…), les finances de l'institution, comme celles de sa consœur dévolue au secteur public, la CGRAE, sont au beau fixe. La CNPS engendre chaque année plus de 100 milliards de F CFA d'excédents (cotisations supérieures aux paiements de retraite) et son portefeuille financier de plus de 500 milliards de F CFA à la fin de 2020. Fin 2021, Charles Kouassi a annoncé l'objectif de 2 000 milliards de F CFA en 2030.

« Avec le passage du déficit à l'excédent, le métier des caisses de retraite change », explique Denis Chemillier-Gendreau, dont le cabinet a conseillé plusieurs de ces institutions sur le continent. « Il faut se transformer, avoir une vision de très long terme et s'assurer que le portefeuille d'actifs permette de répondre aux besoins futurs des cotisants », complète cet expert. Selon lui, la CNPS a su adopter cet « état d'esprit différent », renforçant ses équipes, sa structure IT et surtout en adoptant « une démarche de gestion des actifs et des passifs », autrement dit un pilotage stratégique, impliquant gestion des risques et planification active et long-termiste.

Le taux moyen de la population active couverte par un régime de pension est inférieur à 15 % sur le continent.

Aussi, la CNPS et plusieurs de ses consœurs vont-elles, chaque fois davantage, au-delà des investissements dans les titres obligataires publics. La caisse de retraite ivoirienne contrôle près de 20 % de NSIA Banque CI, de la Banque nationale d'investissement et de Bridge Bank, à Abidjan. Elle contrôle également 4,7 % du gestionnaire de services publics ouest-africains Eranove. Selon son DG, les revenus tirés de ces investissements ont atteint 26 milliards de F CFA en 2021 contre 1 milliard en 2012. Ils couvrent aujourd'hui toute la masse salariale.

Cette appétence nouvelle pour l'investissement incite d'ailleurs les fonds – encouragés par certains États – à développer des régimes complémentaires de pensions par capitalisation. En Côte d'Ivoire, la CGRAE comme la CNPS ont lancé au cours des derniers mois de tels régimes. La caisse de retraite privée travaille d'arrache-pied à un ambitieux programme d'enrôlement au sein d'un régime de pension des travailleurs non salariés (9 millions en Côte d'Ivoire, contre environ 800 000 affiliés à la CNPS). Une avancée nécessaire alors qu'à peine 13 % à 15 % de la population active en Afrique est couverte par un régime de pension, expliquait en avril Jaqueline Irving, économiste à IFC (branche de la Banque mondiale dévolue au secteur privé) durant un webinaire organisé par l'Africa CEO Forum*. L'experte a pointé les progrès réalisés dans certains pays comme le Kenya, où ce taux de couverture est passé de 15 % à 20 % entre 2015 et 2019, grâce au volontarisme des autorités, des régulateurs et des gestionnaires de fonds.

Pénurie de titres investissables

Ce nouvel activisme et ces ambitions sont souvent limités, selon Jacqueline Irving, par le manque de produits d'investissement locaux adaptés à leurs besoins, notamment en matière de maturité. Une « pénurie de titres investissables » qui s'explique par le fait que « les gestionnaires d'actifs approchent les fonds avec des produits prêts à l'emploi », sans consultation préalable. « Sur les marchés où les fonds de pension sont engagés de manière active avec les banquiers d'affaires locaux à un stade précoce du développement des produits d'investissement, ces derniers sont susceptibles de mieux répondre aux besoins des investisseurs », a complété l'experte d'IFC.

« On commence à avoir des acteurs importants dans la gestion et l'investissement dans la région », tempère Denis Chemillier-Gendreau. « Il revient aux fonds de retraite d'organiser des appels d'offres, de mettre ces acteurs en concurrence pour la gestion de ces ressources. Et de se concentrer sur leur métier pour devenir des investisseurs institutionnels », recommande le président de Finactu. Reste à savoir si ces messages seront entendus par les sociétés de gestion d'actifs, les banques d'investissements et les régulateurs africains. ●

* L'Africa CEO Forum est affilié à Jeune Afrique Media Group.



GENERATION AFRICA

Programme exécutif certifiant | Online & On-Campus



© Steve Debenport



POINTS CLÉS

Une vision transverse du continent africain, ciblée et sur-mesure

12 jours sur **3 mois**

Paris Abidjan
Online

100 % en **Anglais**

Prochaine session : **Automne 2022**

9 500 € HT

Téléchargez notre brochure



Generation Africa est un programme exécutif certifiant pour les cadres supérieurs, les dirigeants et les entrepreneurs qui souhaitent étendre leur expertise internationale au continent africain et ses innombrables opportunités d'affaires. Ce parcours de 12 jours, online & on-campus (Paris et Abidjan), repose sur un axe transversal (économique, juridique, RH, compliance, culturel), un axe financement (bancaire, institutionnel, private equity) et, au choix, un axe business development ou entrepreneuriat.

L'ESSEC Business School a développé une relation forte avec le continent à travers notre campus de Rabat, inauguré en 2017, et notre communauté de 62 000 alumni qui contribuent à tisser des ponts entre l'Afrique et le reste du monde. Ce faisant, notre école-monde aux racines françaises a su conforter sa stature internationale en synergie avec nos campus de Paris et de Singapour.

Avec Generation Africa, nous franchissons une nouvelle étape de notre développement avec le lancement d'un programme ambitieux doté de professeurs et d'experts de premier plan, d'études de cas et de supports pédagogiques spécifiques à chaque pays, qui démontrent à quel point une bonne compréhension du terrain, des codes et des pratiques locales est cruciale pour saisir tout le potentiel des marchés africains et entreprendre de nouveaux projets porteurs de prospérité pour tous.

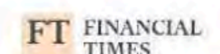
PUBLICS CONCERNÉS

- Cadres supérieurs et dirigeants (CEO, CFO, CCO, CDO, VP développement international, hauts fonctionnaires…)
- Entrepreneurs
- Banques de développement & organismes publics

POINTS FORTS

- Positionnement premium
- Excellence académique
- Intervenants experts
- Empreinte carbone maîtrisée
- Flexibilité & Modularité
- Networking de haut niveau
- Multidisciplinarité

L'ESSEC BUSINESS SCHOOL EN CHIFFRES



#8 **Business School** (Europe-2021)

#3 **Programmes exécutifs sur-mesure** (Monde-2020)

#5 **Formation exécutive** (Monde-2020)

5 000 **Professionnels en formation exécutive**

1000 **Entreprises partenaires**

© ESSEC Business School

AFRICA CEO FORUM ANNUAL SUMMIT

SANTÉ

Amadou Alpha Sall

Administrateur général de l'Institut Pasteur de Dakar

« L'Afrique n'est autosuffisante pour aucun vaccin »

La pandémie a montré à quel point les systèmes sanitaires du continent étaient fragiles et dépendants de l'extérieur. Financement, compréhension du marché, concertation entre États… Les défis restent nombreux.

THÉO DU COUËDIC

Jeune Afrique : Le continent importe environ 80 % des médicaments et 99 % des vaccins. En quoi la pandémie du Covid-19 a-t-elle mis en lumière les insuffisances de l'industrie pharmaceutique en Afrique ?

Amadou Alpha Sall : La pandémie a amplifié une situation préexistante, et mis en lumière l'importance de la sécurité sanitaire d'un point de vue économique et social. Nous avons été confrontés à une dynamique à l'échelle mondiale. Tout le monde devait réagir rapidement. Le côté positif est que nous avons pris conscience de la nécessité de gagner en autonomie dans notre industrie pharmaceutique. Cela a été un changement de taille. Il en a découlé, notamment, une initiative majeure portée par l'Africa CDC, qui consiste en un partenariat autour des vaccins, parrainé par les chefs d'États. Et plusieurs projets ont émergé autour de la production de vaccins.

En trois points clés, que faudrait-il à l'Afrique pour gagner en souveraineté pharmaceutique ?

Des ressources humaines, des financements et une volonté politique forte. Les financements existent déjà, mais ils sont plutôt dirigés vers d'autres secteurs, comme les infrastructures ou l'énergie. Il est important que davantage d'argent soit consacré à l'industrie pharmaceutique – il ne s'agit pas forcément de disponibilité, mais surtout de son orientation. Je rajouterais qu'il faut de l'expertise technique. Nous produisons des vaccins depuis plus de quatre-vingts ans. Dans le cas des médicaments, plusieurs institutions en Afrique fabriquent des génériques. L'expertise existe déjà, il faut désormais l'amplifier.

Il faudrait mobiliser davantage autour des questions négligées, qui ne présentent pas forcément un marché porteur pour les grandes entreprises pharmaceutiques. Le vaccin contre la fièvre de la vallée du Rift (FVR), par exemple, n'est pas beaucoup diffusé. C'est la même chose avec Ebola. Il est important de garder cela en tête.

L'OMS a annoncé, en février 2022, que six pays africains – le Sénégal, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Kenya, la Tunisie et le Nigeria – bénéficieront d'un programme de fabrication de vaccins à ARN messager (ARNm). Qu'est-ce que ce transfert technologique pourrait changer à l'avenir ?

L'ARNm, on l'a vu avec le Covid 19, permet de produire des vaccins en un temps très court. C'est une technologie flexible. L'idée est que demain, en cas d'une autre urgence mondiale, nous puissions très vite mettre au point un vaccin, afin que l'Afrique ne se retrouve pas encore dans cette situation où les vaccins sont fabriqués dans des marchés auxquels le continent n'a pas accès. Il s'agit pour l'Afrique de gagner en autonomie dans sa capacité à développer des vaccins puis à les déployer. Aujourd'hui, chaque pays établit sa propre feuille de route dans ce domaine.

L'Institut Pasteur finalise actuellement la construction d'une usine de fabrication de vaccins à Diamniadio – en association avec BioNTech. Quelle en est l'origine ?

L'Union africaine et le Sénégal ont souhaité gagner en autonomie dans la production de vaccins. La démarche a été accélérée par le Covid-19. L'objectif est d'assurer la production locale de 60 % des vaccins de routine administrés en Afrique d'ici à 2040. L'Institut Pasteur de Dakar a été choisi parce qu'il produit déjà un vaccin contre la fièvre jaune depuis plus de quatre-vingts ans. C'est le seul vaccin produit en Afrique reconnu par l'OMS au niveau mondial. La nouvelle plateforme, qui aura une capacité annuelle de 300 millions de doses, devrait démarrer ses activités en 2022.


AFP

« Il faut se concerter autour de la production pour couvrir l'ensemble des besoins du continent. »

Que produira cette usine ?

Nous travaillons sur trois scénarios : un premier, concentré sur la fabrication de vaccins contre le Covid-19 ; un deuxième, où nous produirions aussi d'autres vaccins ; et le troisième, où les 300 millions de doses seraient assignées à d'autres vaccins, comme des vaccins de routine – la rougeole, la polio – ou des vaccins purement viraux, dans le cas des épidémies d'Ebola, par exemple. Nous sommes 1,3 milliard de personnes sur le continent. L'objectif est purement africain. En fonction de ce que nous produirons, les 300 millions de doses seront transportées au-delà du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest.

Vous comptez également mener des recherches autour de vaccins, contre le paludisme ou la tuberculose par exemple ?

Notre plateforme dispose d'un partenariat avec la société BioNTech, qui travaille sur plusieurs vaccins contre le paludisme, la tuberculose ou le VIH. Nous comptons travailler ensemble sur ces vaccins très importants pour notre continent, mais qui en sont encore au stade de la recherche.

En Afrique du Sud, un an après son ouverture, l'entreprise Aspen Pharmacare craint déjà de devoir fermer sa ligne de production de vaccins contre le Covid-19, faute de demande suffisante. Quels enseignements en tirer ?

La demande du marché doit être beaucoup mieux comprise. Si aujourd'hui Aspen ne vend pas, c'est qu'il y a des dons et que, par ailleurs, des commandes avaient été déjà passées à l'extérieur. Dans un marché mondial, si nous voulons soutenir la production en Afrique, il faut qu'il y ait de l'incitation, de l'appui et du soutien pour que ces producteurs émergent.

Ensuite, quand nous parlons de production de vaccins, ce n'est pas une histoire de quantité mais plutôt de timing. Il faut produire au bon moment. Si les 140 millions de doses d'Aspen avaient été disponibles à un moment où tout le monde avait besoin de vaccins, le stock se serait écoulé. Il faut avoir des productions locales pour être en mesure d'activer ces capacités lorsque le timing est le plus favorable. Il faut également qu'il y ait une démarche concertée autour de ces productions pour que l'ensemble des besoins du continent puissent être couverts.

L'Institut Pasteur de Dakar produit déjà, et de longue date, des vaccins contre la fièvre jaune. L'Afrique a-t-elle atteint l'autosuffisance en matière de production de ce vaccin ?

Non, l'Afrique n'est pas autosuffisante, le monde n'est pas autosuffisant. Depuis plusieurs années, ce vaccin est produit en quantité très limitée, et l'Unicef achète un maximum de doses pour les mettre à la disposition des pays dans le besoin. L'OMS et différents partenaires mènent néanmoins un programme pour augmenter les capacités de fabrication. Ces dernières sont donc suffisantes tant que la fièvre jaune reste circonscrite à l'Amérique du Sud et à l'Afrique, mais pas si l'épidémie devait s'étendre.

De manière générale, il n'existe, à ma connaissance, aucun vaccin ou médicament pour lequel le continent africain soit autosuffisant.

Quel est le rayonnement continental de l'Institut ?

Ces dix dernières années, l'Institut Pasteur de Dakar a assisté une quarantaine de pays africains, que ce soit dans le domaine des épidémies, des diagnostics, de la formation, de l'évaluation des risques – pour la fièvre jaune, par exemple.

Au-delà du Sénégal, l'Institut Pasteur de Dakar travaille beaucoup avec l'OMS. Par exemple, lorsque la fièvre Zika a frappé le Brésil, nous avons fait partie, du fait de notre expertise, des rares équipes à être déployées au Mexique et au Brésil. ●



La Côte d'Ivoire est le premier pays de la sous-région où s'est développé le hacking.

BILL HINTON/GETTYIMAGES

CYBERSÉCURITÉ

Le rempart ivoirien

Au tournant des années 2010, Abidjan a mis en place un écosystème entièrement dévolu à la lutte contre les arnaques en ligne pour répondre aux tentatives d'escroquerie, toujours plus nombreuses et sophistiquées.

QUENTIN VELLUET

Qui aurait cru, au début des années 2000, que des groupes d'adolescents et de jeunes adultes de Koumassi, initiés très tôt à l'informatique et doués pour arnaquer des étrangers en ligne, contribueraient à la naissance d'un hub régional affecté à la cybersécurité vingt ans plus tard? Et qui aurait pu prévoir qu'Abidjan serait un jour un exemple à suivre sur ce segment de l'économie numérique? Car, qu'on le veuille ou non, et bien que le Togo voisin tente lui aussi de se positionner comme tel, la Côte d'Ivoire est devenue, relativement à cette question, un pays à la pointe, sur un continent où les pertes dues aux cybercrimes sont estimées à 4,2 milliards de dollars en 2021, d'après le cabinet de conseil kényan Serianu.

S'armer face aux « brouteurs »

« La Côte d'Ivoire est le premier pays de la sous-région où le hacking s'est développé. C'est le pays des « brouteurs », une technique importée du Nigeria. En réponse à cela, la cybersécurité s'est accrue compte tenu du niveau de risque d'arnaques très élevé », explique l'Ivoirien Léon Brandre, PDG de Data Privacy Solution Expert (DPSE), un cabinet de conseil en protection des données numériques à caractère personnel, actif en Côte d'Ivoire et en France.

« C'est au début des années 2010 que le pays a commencé à s'armer réellement contre le cybercrime », indique pour sa part Frank Kié, commissaire général du Cyber Africa Forum (coorganisé par Jeune Afrique Media Group), un événement panafricain qui a réuni à Abidjan, au début de mai, la fine fleur continentale des secteurs public et privé en matière de cybersécurité. À cette époque, les autorités ivoiriennes créent une plateforme de lutte contre la cybercriminalité et adoptent une loi sur la protection des données personnelles, largement inspirée du Règlement général européen en la matière, mieux connu sous l'acronyme RGPD. →

COMMUNIQUÉ



BEAC | Banque des États de l'Afrique Centrale

La BEAC au service de l'inclusion financière des populations de la CEMAC à travers la monétique intégrale


Abbas Mahamat Tolli, Gouverneur de la BEAC.

Le 4 juin 2022 marquera les 10 ans de création du Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (GIMAC), dont le siège se trouve aux Services Centraux de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), à Yaoundé en République du Cameroun.

Le GIMAC, dont l'actionnaire majoritaire est la BEAC avec 99,2 %, assure la gestion du Système Monétique Interbancaire (SMI) des six pays de la Communauté Économique et Monétaire l'Afrique Centrale (CEMAC), à savoir le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad.

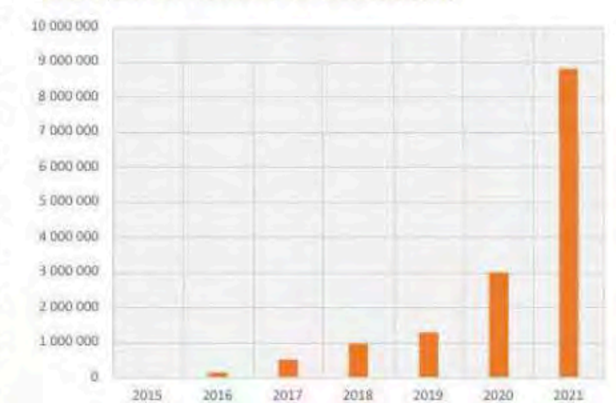
Sous l'impulsion et la supervision de Monsieur ABBAS MAHAMAT TOLLI, Gouverneur de la BEAC et Président statutaire du GIMAC, un Plan Stratégique triennal ayant pour objectif de développer la monétique intégrale a été élaboré : la naissance de la plateforme GIMACPAY s'inscrit dans le cadre de ce Plan Stratégique triennal. À ce jour, l'écosystème monétique intègre 80 participants, dont 53 banques, 10 établissements de microfinance, 11 opérateurs de téléphonie mobile et 06 agrégateurs de transfert et de paiement des services à valeur ajoutée, avec plus de 30 millions de porte-monnaie électroniques opérationnels et plus de 2,2 millions de cartes GIMAC et internationale réseau, autour d'une infrastructure d'acceptation de 1 700 Guichets Automatique de Banque (GAB) et 1 700 Terminaux de Paiement Electronique (TPE), devant s'enrichir d'une offre de paiement par QR Code cette année 2022.

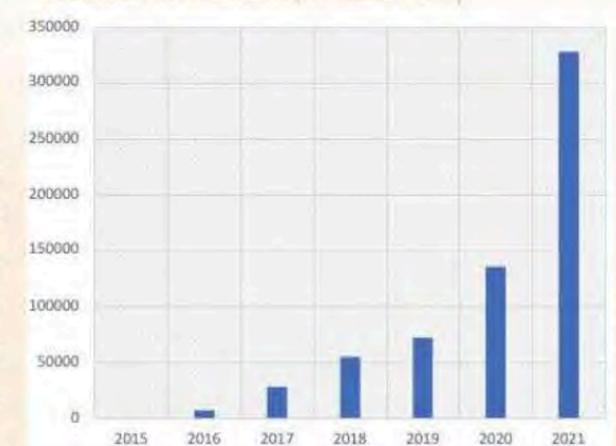
Par ailleurs, GIMACPAY décloisonne intégralement les services financiers digitaux existants dans la CEMAC. Depuis 2020, tout détenteur de porte-monnaie électronique peut effectuer un transfert vers n'importe quel autre porte-monnaie électronique de la sous-région, indifféremment du pays, du réseau mobile ou bancaire. Il en va de même pour les paiements : tout marchand, quel que soit son réseau d'affiliation ou son pays dans la CEMAC, accepte les paiements de tout porte-monnaie électronique GIMAC-PAY. L'écosystème permet également à chaque porte-monnaie électronique connecté et actif de recevoir les fonds envoyés depuis l'étranger hors CEMAC.

En termes de résultats, le montant des transactions traitées par le GIMAC est passé de 7,3 milliards de F CFA en 2016 à 238 milliards de F CFA en 2021. Sur la même période, le nombre de transactions a également enregistré un fulgurant essor, passant de 134 000 à 8,8 millions. Avec l'évolution des transactions portées par le mobile et les transferts, les projections s'établiront à 18 millions à la fin de l'année 2022, ce d'autant plus que dans une démarche d'amélioration de l'accessibilité de ses services, le GIMAC a mis en œuvre, depuis avril 2022, une nouvelle tarification plus attractive pour les populations de la CEMAC.

Ce succès de la digitalisation des paiements portée par le GIMAC a permis de fédérer et décloisonner l'ensemble des acteurs du domaine dans la CEMAC (banques, microfinances, administrations du trésor, institutions postales, opérateurs de mobile money, agrégateurs de service de transferts et de paiement). Comme l'a résumé le Gouverneur de la Banque Centrale : *« toutes ces innovations initiées par la Banque Centrale concourent à une inclusion financière plus effective de notre sous-région. Elles prennent en considération le mode de fonctionnement de nos institutions financières et les habitudes de consommation des populations de la CEMAC ».*

ÉVOLUTION DES TRANSACTIONS CARTES MOBILES TRANSFERTS





JAMG - PHOTOS DR



Banque des États de l'Afrique Centrale

BP 1917 - Yaoundé, Cameroun
Tél. : (+237) 222 23 40 30/222 23 40 60
Fax : (+237) 222 23 34 68
Email : communication@beac.int

www.beac.int

→ Pour confirmer leur démarche en faveur d'une gestion souveraine des données de l'État et de leurs concitoyens, les pouvoirs publics créent, dans la foulée, une autorité de protection chapeautée par le régulateur des télécoms. Instituée par une loi adoptée en 2013, qui prévoit notamment l'interdiction de transferts des données personnelles à des États étrangers, celle-ci est par exemple chargée d'autoriser ou non à toute nouvelle entreprise la collecte, la conservation et l'exploitation des données personnelles des utilisateurs sur le territoire ivoirien. Enfin, sur le volet sécuritaire, une direction de la police scientifique spécialisée dans les cybercrimes est créée en 2011. Elle est aujourd'hui dirigée par le colonel Guelpétchin Ouattara, ingénieur électronique de formation rompu au code informatique et à l'intelligence artificielle.

Hackeurs reconvertis

Cet élan politique n'a pas manqué de favoriser l'éclosion d'un écosystème d'acteurs de la cybersécurité constitué de jeunes entrepreneurs. Ces derniers comptent bien s'imposer comme la référence en matière de prévention des cybercrimes à travers un continent relativement épargné, comparé à l'Amérique ou à l'Asie. Outre DPSE, l'on trouve ainsi à Abidjan le cabinet Diamond Security Consulting, qui rayonne au-delà de la Côte d'Ivoire (Togo, Mali, Niger, Indonésie ou encore Burkina Faso). L'entreprise a été créée en 2012 par Laïcana Coulibaly, un hackeur repenti. « Un jour, je suis allé trop loin, raconte-t-il. Alors que j'étais au travail, j'ai remarqué une vulnérabilité sur le site d'une entreprise tierce et ai décidé de le "défacer" [pirater et modifier un site web avec un message précis] », explique-t-il, précisant qu'il a toujours hacké par curiosité et non pour des motivations malveillantes. Pris la main dans le sac par son employeur, qui a fini par le remercier, l'entrepreneur a par la suite choisi de mettre ses compétences au service du renforcement des systèmes de futurs clients. Aujourd'hui, sa société travaille pour de grands noms de la banque, de l'assurance ou des télécoms, et s'ouvre actuellement aux fintech.

À l'instar de plusieurs autres sociétés spécialisées, comme Camenki, d'Ismaël Zaki ou New Digital Africa (ex-NSIA Technologies), d'Ange Kacou Diagou, Diamond Security Consulting propose à la fois de l'audit de vulnérabilité et du conseil, ainsi que de l'accompagnement et de la formation à la cybersécurité auprès d'institutions et d'entreprises privées.

Bien qu'il participe de fait à réduire la dépendance de la Côte d'Ivoire aux acteurs internationaux, cet écosystème – qui compte aussi ses organes de représentation, comme l'Association des correspondants ivoiriens à la protection des données à caractère personnel (AICDP), présidée par Annick Imboua-Niava, avocate au sein du cabinet IKT Law Firm – attire aussi les acteurs extérieurs. « Le dynamisme économique va de pair avec celui du secteur de la cybersécurité, car chacun a besoin de se protéger », confirme pour sa part Emmanuel Cheriet, directeur général Orange Cyberdefense en Afrique, qui n'exclut pas d'implanter un jour une filiale subsaharienne à Abidjan.

> **Au cours des cinq dernières années, la cybercriminalité a coûté à la Côte d'Ivoire 25 milliards de F CFA.**

Lors du Cyber Africa Forum, Julien Jean, PDG d'Athena Global Services, distributeur exclusif en France et Afrique francophone des solutions du spécialiste slovaque Eset (526 millions de dollars de chiffre d'affaires), était lui aussi présent pour avancer sur l'implantation à Abidjan d'une future succursale de son groupe. « Nous touchons le Sénégal via notre implantation au Maroc. Abidjan nous permettrait d'aller plus au sud », souffle le dirigeant français.

De son côté, André Biyong veut profiter de la maturité du marché ivoirien pour tester de nouvelles offres. Le vice-président de Cybastion, une société de cybersécurité fondée aux États-Unis par le Camerounais Thierry Wandji, indique vouloir développer l'assurance cybersécurité à Abidjan : « Quand on protège une compagnie, on sait que le risque zéro n'existe pas. Or ce risque résiduel représente des dépenses non préparées que nous pouvons assurer de sorte à couvrir les coûts liés à la gestion et à la sortie de crise ainsi qu'à l'instauration de bonnes pratiques pour le futur », remarque cet ancien spécialiste des fusions-acquisitions, formé en France et aux États-Unis.

Harmoniser les législations

Des voix demeurent néanmoins sceptiques quant à la maturité du secteur en Côte d'Ivoire. Premier concerné en tant que victime d'attaques devenues quotidiennes, Tolla Jean Konan, directeur régional d'Ecobank chargé de la gestion de la liquidité pour les entreprises de la zone Uemoa, déplore par exemple un manque d'acteurs locaux. « Beaucoup d'entreprises de la cybersécurité n'ont pas encore compris les enjeux avec les autres industries. Nous avons besoin de spécialisation », réclame-t-il. Encore faudrait-il que les professionnels reconnaissent eux-mêmes l'importance d'une protection renforcée de leurs systèmes informatiques et de leurs données.

Malgré ces acquis, bien du chemin reste à parcourir tant brouteurs et hackeurs continuent de prospérer, selon l'ex-ministre du Numérique Roger Adom, qui estimait en février que durant ces cinq dernières années la cybercriminalité avait coûté 25 milliards de F CFA (38 millions d'euros) à la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, ce pays d'Afrique de l'Ouest ne figure toujours pas sur la – courte – liste des pays africains ayant ratifié la Convention de Malabo sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, adoptée en 2014, et qui vise à renforcer et à harmoniser les législations actuelles des États membres de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales (CER) dans le domaine du numérique. ●



Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale

15 ANS

AU SERVICE DU PROGRÈS ET DE LA SOLIDARITÉ



Inauguration du siège social de la CNAMGS, le 27 juin 2010, par Son Excellence **Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République, Chef de l'État.

DE LA CRÉATION À NOS JOURS.

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) est un organisme de prévoyance sociale. Elle s'inscrit dans le cadre de la réforme du système Gabonais de protection sociale initiée par le Gouvernement, en vue de répondre au problème de la couverture du risque maladie des Gabonais. Elle est créée en 2007, par l'ordonnance n° 002/PR/2007 du 4 janvier 2007 instituant un régime obligatoire d'assurance maladie et de garantie sociale en République Gabonaise.

En mettant en place le régime obligatoire d'assurance maladie et de garantie sociale pour accompagner la population Gabonaise dans ses dépenses de santé, le Gabon a réalisé une avancée majeure en matière de couverture maladie universelle.

Ainsi, placée sous la tutelle du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, la CNAMGS a pour missions de :

- **Garantir la couverture maladie à l'ensemble de la population Gabonaise ;**
- **Assurer le service des prestations familiales aux Gabonais Economiquement Faibles (GEF) ;**
- **Distribuer des aides sociales de toute nature.**

Fort de cette ambition et en raison de l'ampleur de la tâche, le Gouvernement a décidé de prendre en charge progressivement les populations dans le calendrier ci-dessous :

- 2009 : prise en charge des Gabonais économiquement faibles (GEF) ;
- 2011 : prise en charge des agents publics ;
- 2014 : prise en charge des salariés du secteur privé.

15 ans après sa création, la CNAMGS est aujourd'hui présente sur l'ensemble du territoire, avec un taux de couverture de la population de 74%. Au lancement, la Caisse était présente dans 4 provinces sur 9, elle est aujourd'hui implantée dans tout le pays. Par ailleurs, la CNAMGS est en partenariat avec 451 professionnels de santé agréés, soit 18,5% de plus qu'en 2016. Parmi ces structures agréées on dénombre, 165 cliniques et centres médicaux privés ainsi que 126 hôpitaux et centres médicaux publics.

FOCUS 2020-2022

A côté de cette évolution, en ce qui concerne le domaine de la couverture maladie, la CNAMGS a réalisé un bond dans la distribution des aides sociales de toute nature aux Gabonais Economiquement Faibles.

Ainsi, depuis la levée des mesures de lutte contre la Covid-19, la CNAMGS vient en appui aux familles qui ont été frappées par la précarité durant la pandémie. La Caisse a aussi orienté son action en direction de la scolarisation des enfants vivant avec un handicap, dans le but de faciliter leur insertion sociale et leur intégration dans le cursus scolaire traditionnel. Cette action a impacté plus de 700 jeunes (dont 500 enfants) à Libreville et à l'intérieur du pays.

Avec la mise en œuvre des Projets Prioritaires, le projet Solidarité CNAMGS a été déployé sur le terrain et a apporté une aide aux personnes du troisième âge. De même, cette action a permis la mise en place d'un centre d'accueil doté d'une médiathèque au bénéfice de cette population. De plus, s'inscrivant dans la vision du Chef de l'Etat qui a institué la gratuité de la prise en charge des femmes enceintes, la CNAMGS a initié les campagnes de promotion et de sensibilisation de celles-ci.

Il convient de souligner que les efforts consentis par la CNAMGS sont le fruit du travail réalisé au quotidien par près de 730 collaborateurs en poste sur l'ensemble du territoire au service des assurés. Consciente de leur importance, la Direction Générale a initié une politique de valorisation de leur statut en mettant en place le Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST). D'autres avancées significatives ont été enregistrées au bénéfice des salariés notamment, la revalorisation de la récompense à la médaille du travail.

Dans le but d'offrir le meilleur service aux assurés, la CNAMGS a noué des partenariats avec les prestataires de santé pour réduire le nombre d'évacuations sanitaires, favoriser un transfert de compétences entre les spécialistes et les médecins locaux mais aussi permettre aux patients de bénéficier des traitements dans leur environnement de vie.

Symbole de la solidarité nationale, proclamée et voulue par les plus hautes autorités du pays, la CNAMGS s'est vue confier la gestion du don personnel du Président de la République, Chef de l'Etat, de 2,1 milliards de Francs CFA, pour venir en aide aux populations fragilisées par les mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 dans le pays. Pendant six mois, les GEF ont été, de ce fait, soignés gratuitement. Ainsi, 629.192 GEF ont bénéficié de cette mesure pour un coût de près de 3 milliards de Francs CFA, et la quotepart versée par la CNAMGS a été de l'ordre de 9 milliards de FCFA, soit une somme totale de 12 milliards de Francs CFA.

PERSPECTIVES

Il est indéniable que le rôle joué par la CNAMGS dans le volet social et sanitaire des Gabonais est à ce jour primordial. La Caisse se positionne comme un acteur stratégique du développement du pays. Pour mieux cadrer son action avec les orientations du Gouvernement, dans la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), la Direction Générale a mis en place les projets prioritaires. Ainsi, la CNAMGS entend lancer à l'horizon 2023, l'opérationnalisation du Fonds 4 pour la couverture du secteur informel et des professions libérales. Ce qui la ferait passer à 95% du taux de couverture de la population des assurés contre 74% actuellement, lui permettant ainsi d'atteindre l'objectif de couverture maladie universelle : **une CNAMGS plus proche des populations et au cœur du système de santé du Gabon.**

DONNÉES CNAMGS, ANNÉE 2021	
Date de création	04/01/07
Directeur Général	Séverin Maxime ANGUILE
Total Assurés	1 577 082
Taux de couverture de la population	74%
Nombre d'assurés évacués	448
Frais de santé Réglés	61 138 644 602 FCFA
Cotisations encaissées	70 132 560 909 FCFA
Nombre de professionnels de santé agrées	448

LOGISTIQUE

DIEGO APONTE
(MSC)

« Nous nous inscrirons dans la continuité de ce que Bolloré a bâti en Afrique »

Premier armateur mondial depuis cette année, Mediterranean Shipping Company a également annoncé, à la fin de mars, avoir acquis les actifs de Bolloré Africa Logistics. En exclusivité pour *Jeune Afrique,* Diego Aponte, son PDG, revient sur l'actualité très chargée de l'opérateur italo-suisse.

OLIVIER CASLIN, ENVOYÉ SPÉCIAL À GENÈVE

Depuis qu'il a pris la succession de son père, Gianluigi, en 2014, à la tête de la compagnie maritime Mediterranean Shipping Company (MSC), Diego Aponte se montre économe dans ses prises de parole. L'opportunité de se rendre à Genève, pour s'entretenir une heure durant avec le patron du leader mondial du transport maritime, est donc de celles qui ne se refusent pas. D'autant que, depuis le début de l'année, l'actualité de la compagnie italo-suisse est on ne peut plus fournie. MSC, en effet, non content d'avoir dépassé le danois Maersk pour devenir officiellement en janvier 2022 le premier armateur mondial, a également confirmé le 31 mars qu'il reprenait (sous réserve des validations des autorités de régulation) l'ensemble des activités portuaires et logistiques de Bolloré Africa Logistics (BAL), pour un montant de 5,7 milliards d'euros.

Son histoire avec l'Afrique est des plus riches, puisque la première ligne ouverte par MSC, à la fin des années 1970, ralliait Anvers à Mogadiscio et que l'opérateur, en 2016, doublait la concurrence sur le continent en étant le premier à oser mettre des navires de 14 000 équivalents vingt pieds (EVP) pour desservir la côte ouest-africaine. En mettant la main sur le premier réseau portuaire du continent, MSC franchit une nouvelle étape dans son développement tout en restant fidèle à une stratégie de hub portuaire qui a fait ses preuves à Lomé, et en conservant une certaine culture du secret qui n'a pas empêché la compagnie de s'installer en un peu plus de cinquante ans au sommet de l'industrie maritime.

Jeune Afrique : Le groupe Bolloré a surpris l'ensemble du secteur en confirmant, en octobre 2021, sa volonté de vendre ses activités africaines regroupées sous la marque BAL. Depuis combien de temps suiviez-vous ce dossier chez MSC ?

Diego Aponte : Il existe une relation de longue date entre les familles Bolloré et Aponte, hier entre mon père et Vincent, par la suite entre Cyrille et moi-même. Nous avions plusieurs fois affirmé que, si un jour les installations de BAL étaient mises sur le marché, nous serions intéressés pour les reprendre, et ils le savaient.

Ce sont eux qui vous ont approché à la fin de 2021 ?

C'est en effet plus ou moins ce qu'il s'est passé, grâce à cette relation de longue date.

Et vous avez donc saisi l'opportunité qui se présentait à vous ?

Tout à fait. Notre secteur se porte actuellement très bien, et grâce à la croissance continue qui a été la nôtre ces dernières décennies, nous disposions des finances nécessaires à la réalisation d'une telle opération. Dans un contexte d'appel d'offres international, les installations de BAL auraient pu échouer dans →



Diego Aponte, président et CEO de Mediterranean Shipping Company, numéro un mondial sur le marché conteneurisé.

FRED MERZ | LUNDI13 POUR JA

→ le portefeuille d'un capital-investisseur ou d'un fonds souverain, et je ne pense pas que cela aurait été une bonne option, ni pour la continuité des activités de BAL ni pour l'Afrique.

Pour 5,7 milliards d'euros, beaucoup estiment que MSC a fait une bonne opération.

J'entends dire que nous avons trop payé ! Je crois de mon côté que les deux parties sont in fine gagnantes, autour d'un prix que j'estime très correct pour la famille Bolloré et acceptable pour nous.

L'Élysée aurait poussé pour que CMA-CGM remporte la mise, tout en voulant absolument éviter le chinois Cosco. MSC semble donc être la solution de compromis la plus satisfaisante pour tout le monde...

Nous sommes incontestablement une très bonne solution pour la France, puisque le siège de BAL ainsi que l'ensemble de son personnel restent à Puteaux, en banlieue parisienne. À nous de montrer que nous sommes la meilleure solution, surtout pour l'Afrique.

Qu'est-ce qui a motivé MSC à réaliser cette opération ?

L'Afrique occupe une place importante dans l'histoire de MSC. Nous sommes aujourd'hui numéro un sur le marché conteneurisé mondial et nous sommes en passe de devenir leader sur le continent avec le rachat de BAL. Cet investissement doit assurer notre croissance à travers le continent en nous permettant de nous appuyer sur des infrastructures de qualité, capables de soutenir l'efficacité de nos activités maritimes.

La productivité des terminaux portuaires africains est fondamentale pour un armateur comme MSC. Notre crainte était d'ailleurs de voir partir ces installations entre les mains de quelqu'un qui aurait eu une vision différente, autour d'une stratégie davantage axée sur la profitabilité que sur la productivité. Avec cette opération, MSC confirme son intérêt pour l'Afrique, continent du futur, dont le potentiel est immense et dont nous voulons accompagner le développement économique, démographique et social attendu ces prochaines décennies.

L'accord conclu le 31 mars reste encore soumis à l'approbation d'un certain nombre d'autorités de régulation.

Plusieurs juridictions sont en effet concernées, essentiellement en Afrique. Le contrat de rachat d'actions que nous avons signé doit encore être validé par certaines autorités de la concurrence en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, ainsi qu'en Afrique du Sud.

Et avez-vous besoin de rassurer les pouvoirs publics des pays concessionnaires quant à vos intentions ?

Dans certains cas de figure, nous avons besoin du consentement des autorités locales. Nous avons donc prévu, chez BAL comme chez MSC, d'aller rendre visite ces prochains mois à ces différentes autorités, dans le but d'obtenir leur aval, mais également pour nous présenter et leur expliquer notre vision. Les concessions portuaires restent stratégiques pour ces pays qui voient leur PNB et leur croissance économique passer par leurs terminaux. Il est donc impératif que tout le monde soit à l'aise avec notre arrivée et convaincu que nous venons pour les bonnes raisons.

> « **Nous voulons optimiser la productivité de nos terminaux pour que nos navires restent à quai le moins longtemps possible.** »

Que comptez-vous leur dire ?

Que nous entendons nous inscrire dans la droite ligne de ce que la famille Bolloré a bâti en Afrique, tout en expliquant que nous ne venons pas pour exercer un monopole sur le continent. Notre groupe jouit d'une bonne réputation, et nous sommes en passe de reprendre un portefeuille déjà très bien géré que nous comptons seulement améliorer là où cela sera possible. L'habitude de MSC est de développer ses activités, pas de les voir stagner.

Ce rachat s'inscrit-il dans la logique d'intégration verticale chère, ces derniers temps, aux armateurs qui investissent dans l'aérien ou la logistique terrestre ?

Chacun a sa propre stratégie. La nôtre s'appuie sur des investissements lourds pour améliorer la productivité des terminaux et donc de nos lignes maritimes et non pas uniquement pour engranger des bénéfices. Notre activité principale reste en effet maritime, et c'est à bord de nos navires que nous devons réaliser nos résultats financiers. Dans le contexte actuel de hausse du prix du baril, la productivité des ports est encore plus importante. Notre ambition est donc d'optimiser la productivité de ces terminaux pour que nos navires restent à quai le moins longtemps possible. C'est la logique industrielle d'un armateur, pas toujours celle d'un opérateur portuaire.

Comment l'intégration de BAL dans le groupe MSC va-t-elle se dérouler ?

Nous allons continuer de gérer ces installations avec la volonté de servir au mieux nos clients dans toute leur diversité, en gardant BAL comme une société indépendante du groupe. Nous allons conserver les effectifs ainsi que le management tel qu'il existe aujourd'hui, ce dernier devant juste rendre des comptes à un nouvel actionnaire qui s'appellera dorénavant Aponte et non plus Bolloré. Une nouvelle marque va voir le jour à court terme, avec un nouveau logo qu'il est encore trop tôt de divulguer. Mais nous n'avons pas l'intention d'intégrer BAL dans MSC, nous comptons plutôt trouver les synergies à mettre en place avec nos filiales pour éviter les doublons et les surinvestissements sur certaines installations.

Pensez-vous déjà à vous séparer de certains actifs du portefeuille de BAL ?

Non, tout nous intéresse, même les concessions dont le potentiel peut sembler limité. Nous essaierons de relancer les terminaux qui fonctionnent moins bien en faisant tout ce qui est en notre pouvoir pour leur apporter davantage de volumes grâce à nos lignes maritimes. En disposant d'un réseau portuaire et terrestre de premier plan à travers le continent, nous pourrons intensifier notre présence maritime et donc renforcer la connectivité de l'Afrique avec le reste du monde.

Êtes-vous vraiment intéressés par les concessions ferroviaires ?

Nous avons en Europe une vraie expertise ferroviaire des marchandises, mais pas des passagers, nous allons donc devoir très rapidement entrer dans le vif du sujet sur la façon d'améliorer les services. Mais nous entendons les conserver, les développer par l'investissement, pour ainsi disposer d'un outil efficace, susceptible d'accompagner le développement de nos activités. C'est un secteur très compliqué, notamment quand il n'est pas adossé à une ligne maritime régulière. Je suis persuadé que nous pouvons rapidement apporter de la valeur ajoutée aux réseaux existants. À nous de nous appliquer à trouver les meilleures synergies pour que 1 + 1 puissent faire 3 quand cela est possible.

Comment comptez-vous vous organiser à Lomé, où les deux opérateurs appartiendront à MSC ?

Notre but n'est pas d'avoir une position dominante qui pourrait pénaliser tel ou tel acteur. Il existe une autorité portuaire dont le rôle est justement de réguler et de s'assurer que tout le monde puisse opérer normalement dans ses bassins. Le terminal géré par BAL conservera son indépendance opérationnelle, avec un DG à Lomé placé sous la responsabilité de son PDG à Puteaux, comme c'est actuellement le cas. Les deux entités n'auront pas vocation à se faire face mais à se compléter. Avec le transbordement, l'ampleur des volumes manutentionnés sur le Lomé Container Terminal [LCT] nous empêche de servir d'autres armateurs que MSC. Ces derniers vont donc sur les installations de BAL, et il n'y a aucune raison que cela change. Nous n'exercerons aucune influence en matière de politique commerciale et de tarifs ni sur la gestion du terminal pour faire en sorte qu'il subsiste une réelle différenciation entre les deux opérateurs portuaires.

La vente effective est annoncée pour la fin du 1er trimestre de 2023. Est-ce le temps nécessaire pour boucler l'ensemble du dossier ?

Nous avons décidé d'accorder le temps dont les autorités auront besoin. Pas question de brusquer les choses, mais bien de prendre tout le temps nécessaire pour conclure au mieux cette transaction. J'ai bon espoir que tout soit terminé avant la fin de cette année, en fonction des décisions prises par les autorités de régulation.

Le développement du groupe Bolloré a toujours pu s'appuyer sur un réseau d'influence →



VINCENT FOURNIER POUR JA

Porte-conteneurs de la compagnie MSC, dans le port de Doraleh (Djibouti), en 2020.

→ **unique à travers le continent. Pensez-vous aujourd'hui disposer de tels relais en Afrique?**

La famille Aponte n'est certes pas aussi connue que la famille Bolloré en Afrique, mais MSC est reconnu dans le monde entier, et donc sur le continent, comme l'un des principaux opérateurs de réseaux intégrés de transports. Notre stratégie industrielle doit résonner avec les attentes des pouvoirs publics africains puisqu'elle consiste à améliorer les infrastructures terrestres, portuaires et ferroviaires. L'influence se bâtit sur la confiance et le professionnalisme dont un opérateur fait preuve dans la gestion d'infrastructures fondamentales dans le développement économique des pays, et donc du continent. Et, dans ce sens, notre vision devrait concorder avec celle des autorités africaines.

Cette opération de rachat est intervenue à un moment où BAL connaissait quelques difficultés judiciaires à Lomé et à Conakry, ou contractuelles à Douala. Quelle était l'approche de MSC sur ces dossiers durant les négociations?

Ce sont des problèmes hérités d'une autre époque et qui ont été gérés par le groupe Bolloré. MSC reprend un groupe très bien organisé, selon des standards élevés qui

« **MSC reprend un groupe très bien organisé, selon des standards élevés qui seront encore renforcés par notre arrivée.** »

seront encore renforcés par notre arrivée. Quant au dossier de Douala, il y a une réalité qui s'impose: celle d'avoir gagné l'appel d'offres en 2020, alors qu'aujourd'hui nous ne disposons toujours pas des clés du terminal. J'espère que la reprise de BAL va nous donner l'occasion de discuter avec les autorités portuaires de Douala pour qu'elles honorent leur partie du contrat et que notre filiale



© RENAUD VAN DER MEEREN POUR JA

Train de la société Sitarail (ex-Bolloré Africa Logisitics) dans la gare de Koudougou, au Burkina Faso.

Terminal Investment Limited (TIL) puisse rapidement reprendre la gestion des quais qui lui revient.

Vous parliez plus tôt des relations existant entre les familles Bolloré et Aponte. Est-ce que cela a joué durant les négociations?

Il existe entre nos deux familles une vraie relation d'amitié et de respect qui explique que les discussions se soient passées de manière aussi élégante. Nous avons réalisé en trois mois un travail d'audit, que seule la confiance réciproque a rendu possible. Le travail a ainsi été grandement facilité, je pense pouvoir l'affirmer, du fait que la famille Bolloré n'était pas prête à vendre à n'importe qui, mais bien à celui qui garantissait une continuité dans les activités du groupe.

De quand date cette relation?

Nos deux pères se connaissent depuis plus de trente ans et ont conservé, durant cette période, des contacts plus ou moins réguliers, mais toujours constants, notamment lorsque Bolloré possédait également la compagnie maritime Delmas. MSC est depuis très longtemps un client significatif de Bolloré, sur les terminaux, dans le transit. Je connais d'ailleurs personnellement Cyrille depuis de nombreuses années, ce qui nous a permis de mener les négociations en toute confiance, sous l'œil tout aussi confiant de nos pères respectifs.

Il a suffi que nous nous serrions la main lors d'un déjeuner pour entériner l'accord que nous venions de négocier.

L'année 2022 a démarré en fanfare pour MSC puisque, en plus de mettre la main sur le premier réseau portuaire d'Afrique, la compagnie devenait en janvier le premier transporteur de conteneurs du monde, en à peine un peu plus de cinquante ans d'existence. Qu'est-ce que cela signifie pour MSC et son fondateur, *Il Capitano*?

Cela lui a fait évidemment extrêmement plaisir en même temps que cela nous remplissait d'une fierté bien légitime. Nous avons en effet grandi d'une manière fulgurante, grâce à notre vision et au travail réalisé par nos 110 000 collaborateurs à travers le monde, auxquels je dédie cette réussite.

Votre croissance a été jusqu'à présent essentiellement organique. Avec cette première opération de rachat externe, inaugurez-vous une nouvelle stratégie?

Absolument pas. Notre force a justement été de croître en interne. C'est notre ADN, et nous devons le respecter. Maintenant, le fait de disposer de liquidités nous permet de réaliser certains investissements, mais toujours corrélés à notre industrie →

COMMUNIQUÉ



LE GROUPE OMOA INAUGURE UN HUB TECHNOLOGIQUE DES PAIEMENTS À LOMÉ


Rose Kayi Mivedor, Ministre de la Promotion de l'Investissement du Togo


Bart Willems, Directeur Général du Groupe OMOA



Alix Noumsi, Directrice Générale du Crédit Populaire S.A. effectuant une opération de dépôt d'espèces sur ATM

C'est en présence de Madame Rose Kayi Mivedor, la Ministre de la Promotion de l'Investissement, représentant Madame Victoire Dogbé, Premier Ministre du Togo, et du Directeur Général du GIMAC et de représentants du GIM-UEMOA, que le Groupe OMOA a inauguré officiellement, le 12 mai dernier, sa filiale Operator Payment System. Le premier centre privé de processing et de cartes en Afrique subsaharienne est un véritable Hub technologique, qui offre des solutions de paiement digitales clé en main, complètes et sécurisées.



PANELS, ATELIERS ET NETWORKING

La cérémonie de lancement officiel de la filiale Operator Payment System a inclus plusieurs panels. Le premier, sur le thème « L'enjeu de la démocratisation et de l'accessibilité des paiements », a compté sur la présence du Professeur Akodah Ayewouadan, Ministre de la Communication et des Médias et Porte-parole du gouvernement togolais. Deux autres panels ont été consacrés au « Paiement digital pour faciliter l'inclusion financière » et à « La sécurité, les nouveaux défis et enjeux dans un contexte en forte évolution ».
Plusieurs ateliers ont été organisés dans le but de retracer le véritable parcours d'un client d'une banque ou d'une institution de microfinance (enrôlement, personnalisation des cartes, retrait avec ou sans cartes, alimentation wallet, dépôt d'espèce et de chèques sur le GAB). Au total, plus de 140 personnes ont participé à l'événement, dont les clients du Groupe OMOA en provenance de dix pays d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Ce centre est doté des dernières technologies et certifications, notamment la certification PCI DSS, relative à la protection des données liées à la carte bancaire et répond également aux exigences réglementaires de la BEAC et de la BCEAO. Il dispose d'un niveau de normes et de sécurité inégalé pour un centre privé mais également d'un personnel dédié hautement qualifié qui inclut de nombreux Togolais.

UNE GAMME DE SOLUTIONS

Operator Payment System propose une offre globale de services et des solutions innovants :

- Une offre complète de digital banking basée sur une application mobile s'interfaçant simplement avec les environnements techniques existants grâce à sa passerelle API ;
- Une solution de e-wallet permettant de rapprocher davantage la banque à ses clients et d'élargir ainsi sa base marchande grâce à des services de type transferts d'argent, paiement de facture, retrait sans cartes, etc. ;
- Des solutions digitales de gestion et de management du parc d'ATM et de TPE afin d'accroitre le taux de disponibilité des équipements et de renforcer l'image de banque performante ;
- Une offre de personnalisation de cartes permettant de garantir un prix unique pour une prestation sur-mesure avec une livraison sur le lieu désigné par le client.

AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

L'activité de cette filiale d'OMOA s'inscrit parfaitement dans la mise en œuvre de la stratégie de digitalisation dénommée « Togo Digital 2025 », une priorité stratégique de Son Excellence Monsieur Faure Gnassingbé, président du Togo.
L'objectif principal est de toucher les populations les plus vulnérables et de leur permettre d'accéder aux moyens de paiement, même dans les zones les plus reculées. Inclure cette frange de la population dans le secteur des services financiers formels améliorerait non seulement leur qualité de vie mais contribuerait également à renforcer les systèmes financiers eux-mêmes et à mieux calibrer les politiques gouvernementales d'accompagnement. « Il est prouvé que les systèmes financiers inclusifs contribuent à réduire les inégalités de revenus et à soutenir la croissance économique » explique Bart Willems, Directeur Général du Groupe OMOA.

JAMG - PHOTOS DR

OMOA
Afrique de l'Ouest
Côte d'Ivoire : Tél. : (+225(27 22 51 40 45
Afrique Centrale
Cameroun : Tél. : (+237) 233 43 66 62

www.omoa-group.com

→ et avec l'objectif de renforcer le groupe, pas de le diluer. D'où notre intérêt devant la privatisation en Italie de la compagnie ITA Airways.

Cette position de leader va-t-elle vous pousser à ouvrir un peu plus les livres de comptes en même temps que le capital du groupe ?

Il n'y a pas de changement à attendre de ce côté-là. Nous avons la chance et le luxe d'être une compagnie privée, et ce n'est pas parce que nous sommes devenus numéro un que nous allons communiquer nos chiffres et dévoiler notre stratégie. Nous avons traversé des moments difficiles, mais nous nous en sommes toujours sortis sans avoir à faire appel aux marchés. C'est un avantage que nous entendons conserver.

Justement, comment avez-vous traversé la période du Covid-19 ?

Nous avons veillé à toujours assurer la continuité des opérations. La situation était pourtant très préoccupante lors de la première vague, en Asie, puisque, du jour au lendemain, nous enregistrions une baisse de 17 % de nos activités cargo pendant que la partie croisière s'effondrait. Ce qui nous a permis de nous rendre compte que quand la Chine ferme ses usines il n'y a plus rien à transporter. Une fois qu'elles ont été rouvertes, l'effet a été immédiat et multiplicateur. Nous avons dû faire face à une explosion de la demande mondiale de transports de biens de consommation. L'ensemble des armateurs a donc dû se montrer très agile et mettre tout ce qui flottait à disposition. Le monde entier a alors réalisé l'importance du secteur maritime dans l'économie mondiale. Personne ne nous connaissait vraiment, alors que plus de 90 % du commerce international se fait par voie maritime.

Cette explosion de la demande a provoqué une hausse très élevée des taux de fret. Est-ce selon vous la fin de la « globalisation heureuse » qui, pendant trente ans, s'est justement appuyée sur des coûts de transport très bas ?

Nous ne retrouverons certainement pas les tarifs d'avant-pandémie, trop bas de toute façon et en dehors de toute logique, notamment au regard des besoins en investissements des armateurs. Les flux évolueront un peu, mais l'Occident ne va pas se réindustrialiser. L'Europe et les États-Unis ne peuvent pas être compétitifs face aux produits fabriqués en Asie. L'Afrique a certainement un rôle à jouer en la matière si elle réussit son industrialisation, comme je veux le croire. Aujourd'hui, nous faisons face à un engorgement des terminaux, notamment aux États-Unis, amplifié dans certains cas par le manque de main-d'œuvre portuaire. Nos services sont ralentis, les navires comme les conteneurs bougent moins vite, il en faut donc plus, mais il n'y en a pas. Les taux sont toujours élevés mais, à partir de 2023, beaucoup de nouvelles capacités vont entrer sur le marché.

> « **Pour atteindre notre objectif de zéro émission nette d'ici à 2050, d'autres carburants alternatifs que le GNL sont à l'étude.** »

MSC doit réceptionner à lui seul plus de 800 000 EVP de capacités supplémentaires ces prochaines années. En prévision de quoi ?

De l'amélioration de certains de nos services existants et du développement de nouvelles lignes maritimes. Nous allons également en profiter pour retirer nos navires les plus âgés. L'idée est de disposer de davantage de capacités sur une flotte modernisée, notamment dans l'optique de la décarbonation des navires. La quasi-totalité des navires que nous allons prochainement réceptionner devraient marcher au GNL [gaz naturel liquéfié]. Notre objectif, c'est zéro émission nette d'ici à 2050. Pour y arriver, nous continuons d'étudier d'autres carburants alternatifs, en collaboration avec le secteur énergétique et les autres industries.

Qui va payer les dizaines de milliards nécessaires pour décarboner la flotte mondiale ?

Les armateurs feront techniquement tout le nécessaire puisque nous n'avons pas d'autre choix, mais le coût de ces investissements sera supporté par nos clients, qui, in fine, les répercuteront sur les consommateurs. ●


À Genève, le 10 mai 2022.

© FRED MERZ | LUNDI13 POUR JA

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



Tax Africa Network (TAN)
Rogers House, 5, President John Kennedy street, Port-Louis, Mauritius
www.taxafricanetwork.com



Tax Africa Network (TAN) est le premier réseau panafricain d'experts en fiscalité né en Afrique et développé par des Africains.

Créé début 2022, TAN a été pensé et conçu pour s'inscrire dans la mutation du paysage économique du continent. Ce réseau a été fondé par des professionnels chevronnés de la fiscalité en l'Afrique, dotés d'une riche expérience en fiscalité internationale. Ces professionnels comptent des décennies d'expérience dans des cabinets fiscaux internationaux de premier plan, travaillant sur des projets et des investissements complexes sur le continent.

Ryan Allas, Président du Comité Exécutif de TAN, estime que « les membres du réseau TAN s'engagent à créer un réseau fiable dans différents pays africains ayant pour mandat spécifique de fournir des solutions personnalisées aux entreprises du monde entier ».



Le réseau offre des opportunités en termes de partager des connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques en matière fiscale ainsi qu'une plate-forme de discussions sur des sujets fiscaux internationaux actuels impactant le continent. Le secrétaire de TAN, Maname Fall a ainsi déclaré que « ce cadre d'échanges, d'expériences et d'opportunités d'une part, et de réflexion et de formation d'autre part, sera certainement une plateforme d'innovation, d'auto-évaluation et d'excellence ».

Les membres de TAN sont convaincus qu'en tant qu'acteur de l'environnement juridique et fiscal, la contribution du TAN au développement du continent réside dans son savoir-faire et sa capacité à prendre en charge des sujets fiscaux et juridiques complexes liés à l'Afrique à travers la mise en commun de sa propriété intellectuelle. Selon son trésorier, Olivier Rwamasirabo, « TAN est une plateforme passionnante pour présenter nos capacités fiscales pointues à l'échelle internationale. Elle est destinée à devenir le réseau fiscal le plus robuste et fiable à travers le continent ».



JAMG - PHOTOS DR

Dossier **Énergie**

La centrale solaire de Ouarzazate, également appelée centrale de Noor, située dans la région du Drâa-Tafilalet, au Maroc.

SOLAIRE

La révolution en marche

La course au développement et à la construction de centrales bat son plein sur le continent. D'alliances stratégiques en levées de fonds, la concurrence entre investisseurs se joue sur plusieurs fronts.

GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

MAHER HAJBI

Toute l'industrie de l'énergie solaire retient son souffle ! Depuis quelques semaines, le bruit court avec insistance : Bboxx, le fournisseur britannique de services hors réseau, serait sur le point de racheter la *cleantech* ghanéenne PEG Africa. Selon des informations de la presse spécialisée qu'aucune des deux sociétés n'a démenties, le montant du deal tournerait autour de 200 millions de dollars. Un chiffre rarement atteint pour ce type d'opération dans le secteur. Début mai déjà, c'est l'américain Sun King, fournisseur de kits solaires destinés à une utilisation domestique, qui avait atteint un autre record en bouclant un tour de table de 260 millions de dollars pour accélérer son développement et déployer ses activités en Asie et surtout en Afrique.

De l'Égypte à l'Afrique du Sud, en passant par le Maroc, le Sénégal, le Burkina Faso ou encore le Togo et le Kenya, le secteur du solaire est en pleine ébullition. Les projets de centrales solaires photovoltaïques reliées au réseau national et les systèmes hors réseau poussent en grappes sur le continent, où le soleil est quasi inépuisable. Ainsi au Maroc, malgré un bilan contrasté lié à la gestion complexe du gigantesque projet solaire Noor Ouarzazate (580 MW), l'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen) garde dans sa ligne de mire l'ambition royale : porter la part des énergies renouvelables à hauteur de 52 % de son mix énergétique d'ici à 2030. Pour ce faire, sept concessions ont été débloquées en faveur de quatre producteurs indépendants d'électricité (IPP) dans le cadre du programme Noor PV II. Le marocain Taqa, le français Voltalia, l'émirati Amea Power et Enel Green Power, filiale du géant italien Enel, auront pour mission de développer une capacité solaire photovoltaïque de 333 MW.

Fortes prévisions de croissance

Pour marquer leur territoire, l'allemand Siemens Financial Services (SFS) et le chinois Huawei Digital Power Technologies ont opté pour des partenariats stratégiques avec un objectif clair : développer un portefeuille de 1000 MW d'énergie solaire et d'infrastructures intelligentes. Le premier s'est allié au saoudien Desert Technologies dans le cadre d'une coentreprise dénommée Capton Energy qui se donne pour ambition d'acquérir et de développer des centrales solaires en Afrique et en Asie. Le second a choisi Meinergy, un des leaders du photovoltaïque en Afrique de l'Ouest, pour doter le Ghana de mégaprojets avec, en prime, 500 MWh de capacité de stockage d'électricité.

Les efforts intenses de décarbonation au niveau mondial devraient stimuler le secteur des énergies renouvelables.

Par ailleurs, « une bonne série d'initiatives privées, menées par des acteurs comme Meridiam ou encore le gestionnaire de fonds à impact Camco, contribuent également à accélérer le processus et à exploiter un nombre plus élevé de mégawatts sur le continent », affirme Christopher Knowles, conseiller indépendant en investissements financiers, passé par la Banque européenne d'investissement (BEI) et par Meridiam Infrastructure Africa Fund (MIAF). « Aujourd'hui, des investisseurs de premier plan misent sur ce secteur en raison des fortes prévisions de croissance et de rendements fiables.

Le solaire est devenu l'une des énergies les plus compétitives en matière de coûts et celle dont la croissance est la plus rapide du monde », analyse Rim Berahab, économiste et experte en énergies renouvelables au Policy Center for the New South (Rabat). À la tête de Bboxx EDF Togo, fruit du rapprochement entre le fournisseur britannique de kits solaires de nouvelle génération et le français spécialisé dans les énergies « bas carbone », Oudou Nsangou est optimiste : « Le solaire est l'énergie de l'avenir et constitue la solution la mieux adaptée au contexte africain et à la réalité locale ».



BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

La centrale photovoltaïque de Santhiou Mékhé devrait produire de quoi alimenter 200 000 Sénégalais.



PHOTOTHEK VIA GETTY IMAGES

Centre de formation pour les futurs techniciens du solaire, au Kenya.

Associé à l'éolien, il domine les capacités de production d'énergies renouvelables dans le monde en 2021 (88 %). Dans son rapport « Renewable Capacity Statistics 2022 », rendu public en avril, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) note une augmentation de 3,9 % en Afrique, où environ la moitié de la population totale (soit 548 millions de personnes) n'avait pas accès à l'électricité en 2018, selon la Banque mondiale. Dans le contexte actuel, l'Irena mise sur les énergies propres, solaire en tête, pour couvrir près de 67 % de la production d'électricité en Afrique subsaharienne à l'horizon 2030.

Ainsi, la croissance attendue de la demande d'énergie conjuguée à l'intensification des efforts de décarbonation au niveau mondial devrait stimuler le développement des énergies renouvelables, et notamment du solaire. D'autant plus que le progrès technologique continue de favoriser la baisse des coûts : « C'est un investissement à faible risque, adossé à des actifs qui offrent des rendements prévisibles à long terme sous forme de contrats d'achat d'électricité », explique Rim Berahab. Au-delà de la volonté de répondre aux besoins du continent en électricité, les investisseurs sont attirés par « la rentabilité de ces projets, qui est bien supérieure à ce qui est observé sur les autres marchés mondiaux », assure Christopher Knowles.

Engouement institutionnel

Mais derrière l'engouement des entrepreneurs pour cette manne du solaire encore très peu exploitée sur le continent, il faut aussi noter l'engagement des institutions de financement de développement.

IFC, filiale de la Banque mondiale chargée du financement du secteur privé, a ainsi mis en place un dispositif à la fois technique et financier au service des gouvernements et des investisseurs. Cette solution pour développer rapidement les grandes

C'est un investissement à faible risque, adossé à des actifs qui offrent des rendements prévisibles à long terme.

centrales solaires à moindre coût est baptisée Scaling Solar. Au Sénégal, deux centrales solaires d'une capacité de 35 MW et de 25 MW ont été créées, fin 2020, grâce à cette initiative.

Deux autres installations, dotées également d'une capacité combinée de 60 MW, sont actuellement en construction en Côte d'Ivoire. Avec une documentation adaptée, des financements pré-approuvés et des instruments de garantie, cette solution clé en main fait aussi le bonheur de la Zambie, du Togo, du Niger, de Madagascar ou encore du Mali.

Une dynamique de bon augure

Confirmant cette mobilisation des institutions multilatérales en faveur des énergies propres, l'ONU a annoncé, début mai, un plan de 600 milliards de dollars pour accélérer le passage aux renouvelables et garantir l'accès à l'électrification et à la cuisson propres dans les pays les moins avancés, notamment en Afrique, d'ici à 2025. La Banque africaine de développement (BAD) s'est aussi engagée à soutenir la transition énergétique sur le continent.

> **La multiplication des financements soutenus par les bailleurs de fonds multilatéraux revêt une importance capitale.**

Dernier projet en date porté par l'institution panafricaine : Desert to Power, soit 380 millions de dollars pour faire de la région du Sahel la plus grande zone de production solaire du monde en mobilisant 10 000 MW de capacité installée.

La multiplication des financements soutenus par les bailleurs de fonds multilatéraux, notamment la Banque mondiale, revêt « une importance capitale » pour le développement des projets solaires en Afrique, estime Oudou Nsangou.

« Au vu du contexte économique actuel qui empêche les États africains de lancer des projets d'envergure, cette dynamique est de bon augure, car il est primordial d'avoir des ressources financières », souligne le directeur général de Bboxx EDF Togo, pour qui ces investissements permettent de pérenniser l'industrie solaire et de répondre non seulement aux besoins d'électrification sur le continent mais aussi à l'urgence climatique.

Cependant, pour relever ces défis et accélérer la transition vers les énergies propres, « des réformes importantes sont nécessaires pour améliorer le cadre institutionnel et réglementaire » de ce secteur, conclut Rim Berahab, économiste et experte en énergies renouvelables. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



JOHN COCKERILL
Rue Jean Potier, 1 - BE 4100 Seraing
Mobile : +32 (0) 474 33 83 19
maximilien.delville@johncockerill.com
www.johncockerill.com

Acteur de la transition énergétique depuis plus de 200 ans

1817 : Notre groupe est né de la révolution industrielle, qui a vu l'avènement des moteurs vapeur grâce à l'utilisation massive de l'acier et du charbon. Notre savoir-faire s'exporte dès 1890, et aujourd'hui, c'est un groupe international diversifié, employant près de 6000 personnes, qui a fait de la transition énergétique l'une de ses priorités.

Société industrielle et d'ingénierie axée vers l'innovation, nous sommes leader mondial dans la fabrication d'électrolyseurs pour la production d'hydrogène vert, et dans les récepteurs solaires pour centrales thermo-solaires (CSP).

Nous mettons notre savoir-faire au service des industries et des collectivités pour accélérer l'accès universel à l'électricité et décarboner la production d'énergie.

Intégrateur d'un large panel de technologies, notre approche techno agnostique nous permet de proposer des solutions clé en main qui optimisent les énergies renouvelables : micro réseaux, hybridation de centrales thermiques, stabilisation de réseau, centrales hybrides.

Nous aidons ainsi nos clients à améliorer la disponibilité et la qualité de leur électricité, tout en leur fournissant une électricité éco-responsable et rentable.



MiRIS, micro-réseau intégré au siège de John Cockerill (2MWc PV, 4MWh batterie, 2x 250kVA générateurs, 90 bornes de recharge pour VE)

Nos solutions de financement permettent à nos clients de se concentrer sur leur activité principale.

Notre expertise dans le stockage batterie a été acquis grâce à notre centre de test, le plus grand d'Europe.

Parmi nos projets phares : Micro réseaux: fourniture de solutions de stockage batterie au Tchad (1.3MWh lithium-ion et 1.45MWh sodium-soufre, la 1ère en Afrique). Hybridation de centrales thermiques à Djibouti : 2.8MWc solaire et 3.9MWh batterie.

COMMUNIQUÉ



HYDROMA

L'hydrogène naturel et vert, de nouvelles sources d'énergies renouvelable pour l'Afrique



Unité pilote de production d'électricité renouvelable à Bourakebougou au Mali.

JAMG - PHOTOS DR

La lutte contre le changement climatique, la transition énergétique et les énergies renouvelables pour la production d'électricité décarbonnée font partie des agendas politiques depuis plus de trente ans. On parle de l'hydraulique, l'éolien, ou encore le photovoltaïque (PV) et le Concentrated Solar Power (CSP), mais l'une des énergies qui reste encore peu connue c'est l'hydrogène : vert et blanc.

Vert, l'hydrogène est produit par électrolyse de l'eau avec de l'énergie renouvelable. Modulaire, ce procédé représente une solution de flexibilité et de stockage permettant de stabiliser les réseaux électriques Africain faisant face à de plus en plus d'intermittence.

Blanc, l'hydrogène naturel est une nouvelle source d'énergie primaire qui se produit par réaction chimique dans le sous-sol et se régénère en continu.

L'HYDROGÈNE NATUREL, UNE NOUVELLE ÉNERGIE RENOUVELABLE

Les travaux de recherche des deux dernières décennies ont permis de montrer qu'il existe plusieurs sources de génération de l'hydrogène naturel : la serpentinisation, la radiolyse, l'électrolyse ou encore le dégazage mantellique.

Indépendamment de la source, le phénomène de génération d'H2 naturel s'apparente à un flux. Une dynamique de flux qui semble se régénérer à l'échelle de la décennie et non du millénaire comme c'est le cas pour les hydrocarbures (Geo4u, HYNAT).

Néanmoins, les chercheurs s'accordent pour dire que la serpentinisation dans les roches mafiques : l'altération de roches riches en fer par des processus d'oxydo-réduction qui provoquent la réduction de l'eau en hydrogène, est à ce jour le moyen principal reconnu.

À Bourakebougou, dans le projet pilote de production d'électricité à partir d'hydrogène naturel sans émissions de CO2 d'Hydroma au Mali, aucune chute de pression n'a été observée après plusieurs années de production, comme on pourrait s'y attendre pour un réservoir de pétrole ou gaz conventionnel. L'absence de déflexion confirme ainsi que le système hydrogène naturel est dynamique et se recharge.

L'hydrogène naturel représente donc une source d'énergie renouvelable avec un fort potentiel

L'HYDROGÈNE VERT, UNE SOLUTION POUR UN SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE DURABLE

Depuis quelques années, tous les rapports sur la transition énergétique s'accordent sur une chose : le futur du système énergétique c'est l'hydrogène vert.

Avec un taux d'ensoleillement et de vent très favorable, l'Afrique de l'Ouest se positionne naturellement comme un emplacement idéal pour la production d'hydrogène vert et ses produits dérivés tels que l'ammoniaque. C'est pourquoi Hydroma, pionnier sur le sujet dans la région développe des projets massifs d'hydrogène vert pour les usages locaux et l'export, notamment au Sénégal, en Mauritanie, au Niger et au Mali.

DE MULTIPLES PERSPECTIVES POUR LE CONTINENT AFRICAIN

Grâce à leurs multiples applications, l'hydrogène blanc et vert jouent un rôle clef pour faciliter et accélérer la transition énergetique et l'utilisation d'électricité renouvelables dans de nouveaux secteurs tels que la mobilité et l'industrie lourde avec la raffinerie, les mines et la chimie, notamment la production d'engrais.

Avec son West African Big Green Deal, visant 10 GW de capacité d'électrolyse d'ici 2030 en Afrique de l'Ouest, Hydroma compte ainsi devenir le leader mondial de l'hydrogène naturel et vert et positionner l'Afrique en tant que champion de la transition énergétique.

www.hydroma.ca



DR

Tribune

Serge Eric Menye
Fondateur de Greenfields Ventures

Des gisements verts largement sous-exploités

L'invasion de l'Ukraine par la Russie bouscule tout. Sommée, tout récemment encore, de renoncer aux ressources fossiles afin de sauver la planète suffocante, l'Afrique est désormais pressée d'ouvrir davantage son sol aux forages. Une volte-face qui présente un leurre commercial et cache une énième erreur tactique pour l'Afrique : les matières premières énergétiques ont eu peu d'incidence sur le développement, avec un environnement ravagé, et retourner vers l'archaïsme dévastateur, alors qu'il existe un potentiel révolutionnaire confirmé, est totalement insensé.

L'Afrique possède 40 % du potentiel solaire mondial, la part d'ensoleillement la plus élevée du monde. Et pourtant, plus de la moitié de ses habitants n'a toujours pas accès à l'électricité et sa population est celle qui souffre le plus au monde de la pollution des énergies nocives.

Son immense gisement photovoltaïque représente pourtant un atout majeur pour les besoins en électricité et les objectifs climatiques. En ce sens, plusieurs pays ont franchi le pas. L'Afrique du Sud, la première à s'être lancée, représente le parc le plus important en activité. Le Maroc a inauguré en 2016 sa centrale Noor Ouarzazate, et un parc a vu le jour en Égypte en 2019. Le Kenya, le Ghana, le Togo, le Sénégal, le Burkina Faso, la Zambie et la Namibie ont installé des parcs solaires kilométriques au cours des dernières années. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest connaissent en plus, une percée de l'énergie solaire *off-grid*, avec les kits solaires.

L'Afrique a aussi la capacité de devenir la superpuissance de la production hydrogène, une ressource énergétique décarbonée qui apporte des carburants propres. Nombreux sont les pays sur le continent qui disposent des conditions naturelles et des avantages compétitifs appropriés. La Namibie a lancé un projet dont la production commencera en 2026. Quant à l'Égypte, elle a signé cette année deux accords, avec la Norvège et l'entreprise allemande Siemens, afin de développer la production d'hydrogène. Parmi les autres énergies propres, l'Afrique bénéficie aussi d'un environnement naturel très avantageux pour l'énergie hydroélectrique, éolienne et issue de la biomasse.

> **Le photovoltaïque africain est un atout majeur pour les objectifs climatiques.**

L'engouement pour les énergies renouvelables n'a jamais été aussi convaincant. La position géographiquement stratégique de l'Afrique, proche de toutes les grandes voies de navigation mondiales, lui offre un accès aux marchés du globe pour exporter l'hydrogène.

Efforts colossaux

La proximité de l'Afrique du Nord avec l'Europe permettra bientôt au Maroc d'envoyer son énergie solaire au Royaume-Uni par le plus long câble sous-marin du monde. La mauvaise nouvelle, c'est que le continent africain demeure sollicité pour ses énergies fossiles. Les financements continuent d'affluer, alimentant les freins au développement durable. Et si le déploiement du solaire est enfin une réalité, les chiffres restent dérisoires. Concentrant la majorité de la ressource solaire de la planète, l'Afrique pourrait jouer un rôle mondial de premier plan dans la production d'hydrogène vert. Elle ne dispose pourtant que de 1 % des panneaux solaires existant dans le monde et représente moins de 1 % de la production mondiale.

Des efforts colossaux méritent d'être immédiatement consentis. L'Afrique doit se montrer à la hauteur des enjeux – qui lui sont évidemment favorables –, exploiter massivement ses ressources énergétiques vertes, tout en résistant à la tentation de la facilité destructrice des combustibles fossiles. ●





L'INFOGRAPHIE

La ruée vers l'hydrogène vert

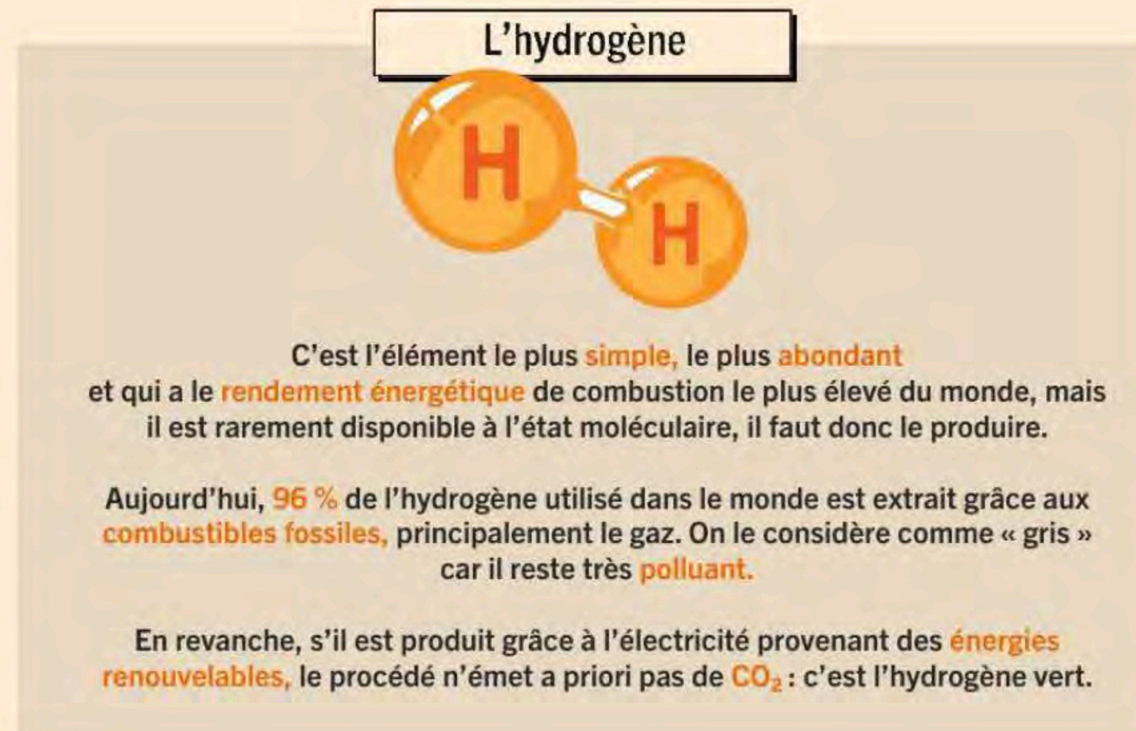
Encore très peu exploité sur le continent, l'hydrogène dit « vert » suscite désormais l'intérêt des États africains et des investisseurs étrangers. Accords bilatéraux, partenariats stratégiques et infrastructures en construction, le secteur est en effervescence.

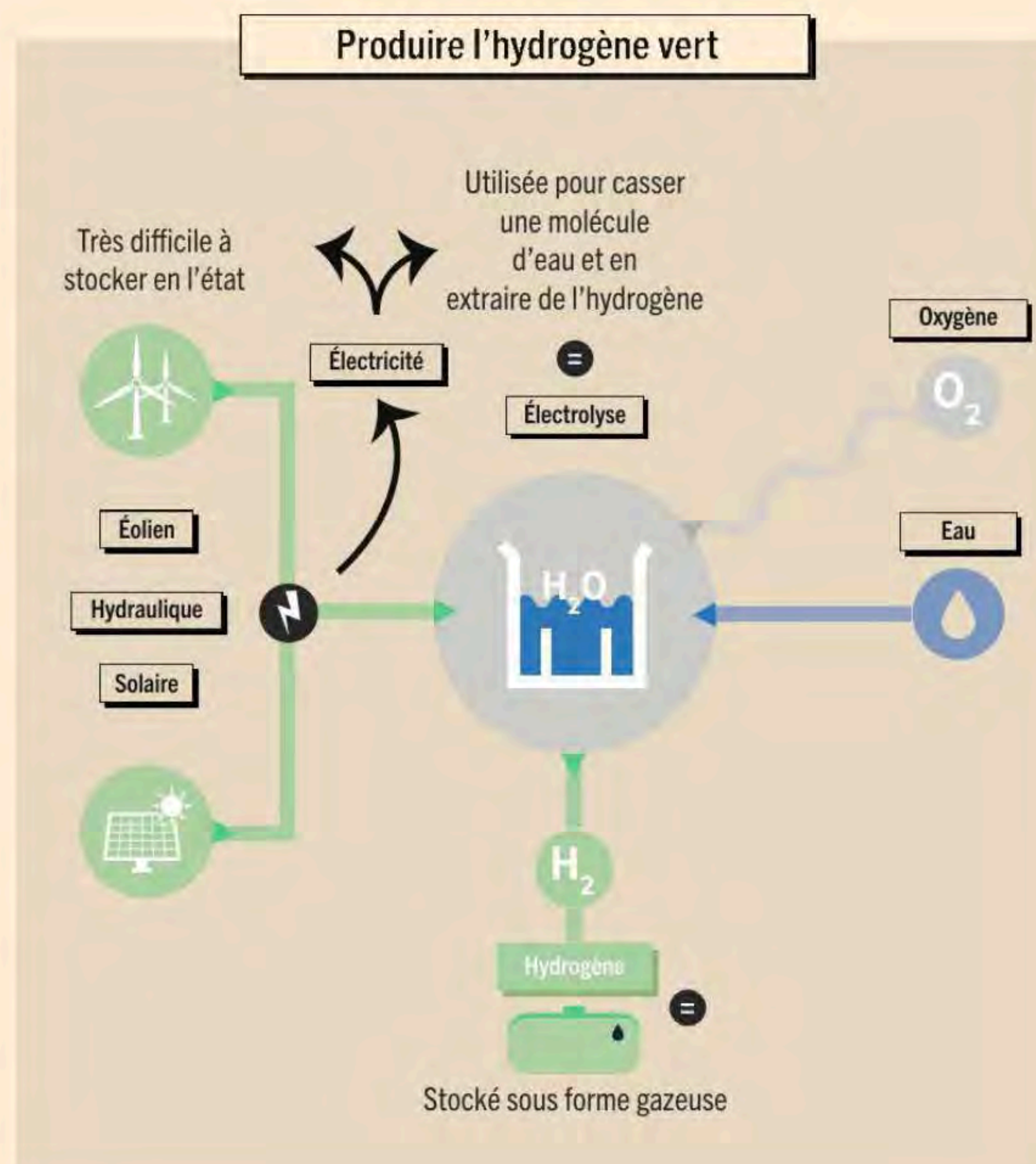
Pour faire de l'Égypte un centre régional d'énergie verte, Le Caire prévoit un budget de 40 milliards de dollars alloué à sa stratégie hydrogène, avec une capacité de production évaluée à 1,4 GW à l'horizon 2030. En attendant, les autorités enchaînent les accords de production. Alors qu'EDF Renewables (France) s'est associé à Amea Power (Émirats arabes unis) pour doter la zone économique du canal de Suez d'un complexe de production de 350 000 t d'hydrogène et d'ammoniac verts par an, Masdar (Émirats arabes unis) et Hassan Allam Utilities (Égypte) comptent mettre en place une unité de production de 480 000 t.

De l'autre côté du continent, le Maroc ambitionne de se positionner comme leader incontesté de l'hydrogène vert. Objectif : développer un marché local de 4 térawattheures (TWh) et exporter 10 TWh d'ici à 2030. Pour y arriver, Rabat multiplie les accords de développement avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) et les pays européens – principal marché d'exportation –, notamment l'Allemagne et le Portugal. Filiale de la compagnie pétrolière TotalEnergies, Total Eren s'est ainsi engagée, en janvier 2022, à investir 10,69 milliards de dollars à Guelmim-Oued Noun, dans le sud du Maroc.

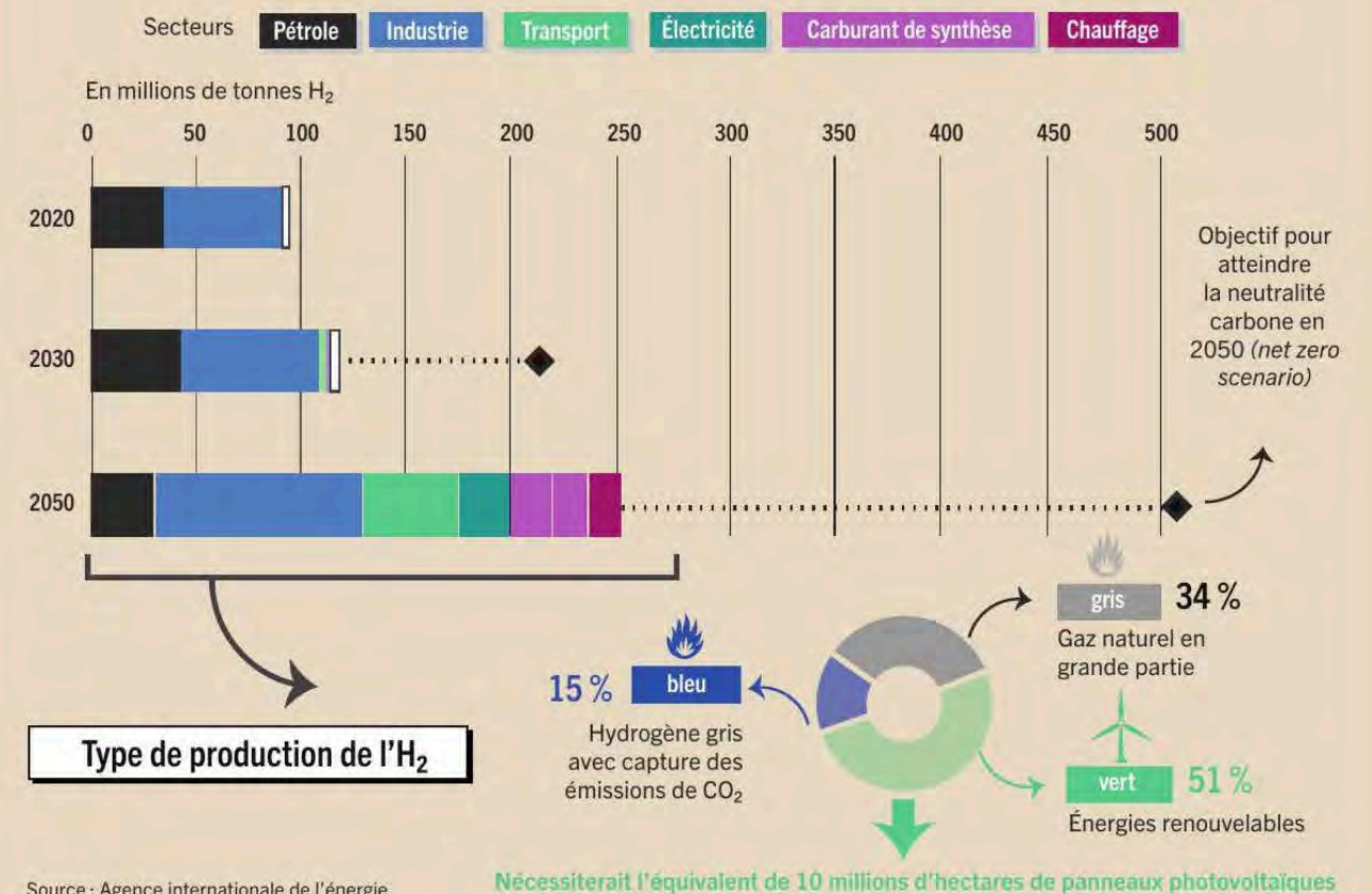
Décryptage des enjeux de ces projets colossaux, dont les implications économiques, sociales, environnementales et même géopolitiques seront, espérons-le, à la hauteur des sommes engagées. ●

Marie Toulemonde et Maher Hajbi









Source : Agence internationale de l'énergie

HYDROCARBURES

ENI, à pleins gaz sur la neutralité carbone

Forte d'une expérience africaine de plus de soixante ans, la major italienne veut assurer sa transition énergétique en plaçant le continent au cœur de sa stratégie.

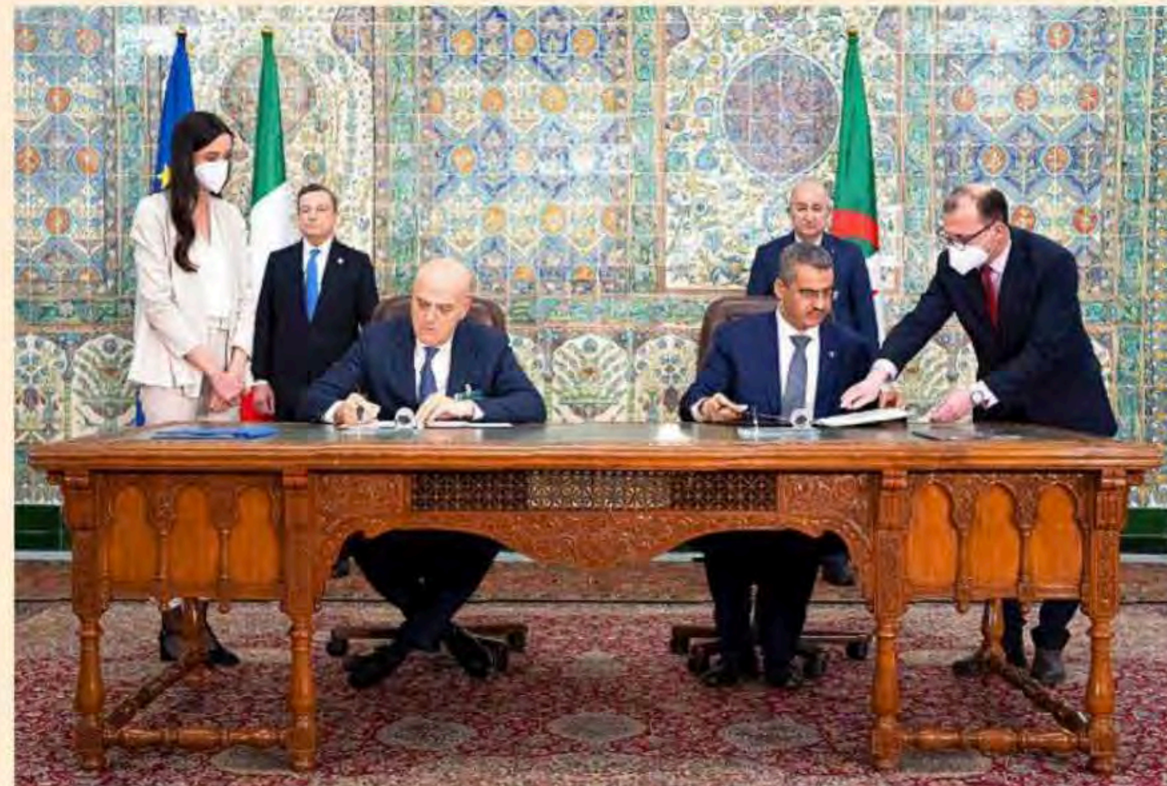
VALENTIN GRILLE

Claudio Descalzi a multiplié les rencontres en avril : le président Abdel Fattah al-Sissi, au Caire, le ministre congolais des Hydrocarbures, Bruno Itoua, à Brazzaville, le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, à Alger… Le PDG d'ENI a apposé sa signature sur moult contrats. Toujours sous l'œil de Mario Draghi, Premier ministre italien, ou de Luigi Di Maio, ministre des Affaires étrangères.

La compagnie pétro-gazière italienne – détenue à 30 % par l'État – endosse son costume d'agent de la souveraineté énergétique du pays, pour anticiper la fin du gaz russe, lequel représentait, avant l'offensive menée en Ukraine, 45 % des importations gazières de Rome.

« La situation actuelle fait qu'ENI doit contribuer aux besoins italiens et européens en gaz », décrypte Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris. « Les relations avec les pays africains prennent alors une tournure particulière pour ENI, qui table sur les contacts précédemment établis avec des pays producteurs. »

Cette tournée est parfaitement en accord avec la stratégie du groupe, qui veut capitaliser sur le gaz africain pour assurer sa propre transition énergétique. Le 18 mars, ENI publiait de nouveaux objectifs de réduction de son empreinte carbone, soit réduire de 35 % ses émissions de CO_2 dès 2030 et atteindre la neutralité carbone en 2050. Un virage serré à négocier que devrait faciliter le développement du gaz naturel (GNL) au détriment du pétrole, pour représenter 60 % de la production d'énergie dès 2030, et 90 % en 2040, selon les estimations de l'entreprise. Qui assure avoir 14 TCF (14 000 milliards de pieds cubes) de gaz en réserve à court terme, et en avoir 50 à exploiter sur un temps plus long. « ENI a beaucoup d'options. Le projet Congo LNG en est une intéressante, souligne Greig Aitken, de Wood Mackenzie. L'Afrique du Nord sera elle aussi présente à court terme, tandis que le Mozambique prendra la relève plus tard. »


ATTILI/CHIGI/ROPI-REA

Le PDG d'ENI, Claudio Descalzi, et le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, à Alger, le 11 avril 2022.

C'est l'Égypte, où ENI produit 65 % du gaz local (360 000 barils équivalents pétrole par jour), avec ses champs gazéifères de Zohr, de Baltim SW et de Nooros, qui tient aujourd'hui la corde. L'Algérie suit avec 5,22 milliards de mètres cubes en 2020. Au Mozambique, les découvertes importantes réalisées à Rovuma, au large des côtes, pour le projet Coral, doivent porter la production de GNL à 7,6 millions de tonnes par an.

Optimiser la production d'or noir

À Brazzaville, le terminal de liquéfaction, dont la livraison est annoncée pour 2023, produira 4,5 milliards de mètres cubes par an. Ce projet a un double intérêt : « Le gaz au Congo était historiquement associé à la production de pétrole », décrit Aitken. « Or on ne peut plus brûler le gaz à la torche *(flaring)*, il a donc fallu le stocker. À court terme, avec le GNL, ENI va pouvoir produire davantage de pétrole parce qu'il n'y aura plus à gérer le stockage du gaz. »

Si la production de pétrole doit diminuer, la major transalpine n'a pour autant pas renoncé à renouveler son portefeuille de champs pétrolifères. En témoigne la découverte de Baleine, en Côte d'Ivoire, où elle va investir 1 milliard de dollars pour développer, en accéléré, le champ riche d'au moins 1,5 milliard de barils de pétrole et de gaz associé, dès 2024. Ou encore celle, plus modeste, de Zemlet El Arbi (140 millions de barils de brut), détectée avec Sonatrach.

Autre méthode pour optimiser la production d'or noir, le lancement de filiales spécifiques : en Angola, ENI s'est rapproché en mars de BP pour créer un joint-venture. Azule Energy pourra lever des fonds tiers, et financer sa production de pétrole sans que cela coûte quoi que ce soit à ses deux actionnaires.

Le continent africain sera donc primordial dans le processus de transition vers le gaz. Une importance qui se révèle toutefois moins évidente pour le second volet de cette stratégie : les énergies renouvelables. En 2025, 30 % des investissements iront à l'éolien, au solaire, à l'hydrogène ou au bioraffinage.

Dans le renouvelable, le potentiel africain se concentre pour l'instant sur le seul segment des biocarburants.

À l'image de TotalEnergies, ENI a créé une filiale dévolue aux énergies vertes baptisée Plenitude. Mais celle-ci demeurera cantonnée, de l'aveu même de l'entreprise, aux marchés européens, plus mûrs. La concurrence, déjà féroce sur le créneau au Royaume-Uni ou aux États-Unis, devrait amener l'entreprise à considérer des débouchés en Afrique à long terme. Pour le moment, le potentiel du continent se concentre sur le seul segment des biocarburants.

Le groupe, qui a passé des accords en Angola, en Algérie, au Bénin, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Kenya et au Mozambique pour produire des biocarburants, issus de l'huile de ricin notamment, développe à Mombasa une bioraffinerie, prototype de la future conversion d'une partie de ses infrastructures dans l'amont pétrolier. Et souhaite que 35 % des besoins en matières premières des bioraffineries soient couverts dès 2025. Si les objectifs d'ENI sont élevés, il ne fait pas de doute que le très haut potentiel du continent lui permette de les atteindre. De quoi renforcer encore les liens entre la major italienne et l'Afrique. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



EXP
1001, boul. de Maisonneuve Ouest, Bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3C8 - CANADA
Tél. : +1.514.931.1080
Email : exp.energie@exp.com
www.exp.com

Investir dans les centrales existantes

Alors que l'Afrique se tourne vers ses ressources naturelles pour assurer son indépendance énergétique, le continent peine à développer de nouveaux sites hydroélectriques malgré la promesse d'une énergie fiable à moindre coût, forçant ainsi plusieurs États à se tourner vers les énergies fossiles et des solutions temporaires pour réduire leur déficit énergétique.

Réhabiliter les centrales hydroélectriques

En effet, le développement de nouveaux sites hydroélectriques est un long processus et de nombreux investisseurs misent aujourd'hui sur la réhabilitation de centrales existantes pour ajouter des mégawatts sur les réseaux.

L'Association internationale de l'hydroélectricité indique en effet que l'Afrique compte 235 centrales hydroélectriques âgées de 20 ans et plus, soit 23 des 37 GW installés. Ces centrales, dont plusieurs ont des groupes à l'arrêt, représentent une occasion d'augmenter rapidement la production à faibles coûts et sans impact environnemental.

Le savoir-faire de la firme de génie-conseil EXP

EXP a développé une expertise unique en modernisation de centrales hydroélectriques et met en œuvre de nombreux projets de réhabilitation en Amérique et Afrique. Son équipe accompagne notamment Hydro-Québec – un des plus grands producteurs d'hydroélectricité au monde – dans la réhabilitation de la centrale de Rapide-Blanc (204 MW), mise en service en 1934. À terme, sa puissance s'élèvera alors à 243 MW.



Philippe Jr Ossoucah
B.Ing., M.Sc.A.
EXP | Directeur, Production / Centrales – Énergie

Focus
Emploi & formation



GETTY IMAGES

FINTECH

Start-up cherchent cadres télécoms

En plein boom, les jeunes pousses des services financiers en ligne recrutent de plus en plus dans le secteur des télécoms pour renforcer leur stratégie de croissance.

KÉVIN POIREAULT

Oluwabankole Falade venait de passer plus de dix ans chez MTN quand il a été recruté par Flutterwave, en juin 2021, en tant que directeur de la régulation et des relations avec le gouvernement. Pardon Mujakachi, qui vient d'intégrer Chipper Cash en tant que vice-président chargé de la stratégie et des partenariats, peut se targuer de huit ans d'expérience chez Econet et de plus d'un an chez Etisalat. Wave a accueilli parmi ses cadres Ibrahima Mall, manager en marketing numérique et fort de six mois de pratique chez Orange, ou encore Fabrice Zadi, responsable de la croissance du nombre d'utilisateurs, qui a effectué toute sa carrière dans les télécoms d'abord chez Orange, puis chez Moov (Etisalat).

À l'image de ces quelques exemples, les cadres des télécoms ont de plus en plus tendance à quitter leur poste pour rejoindre les rangs de start-up fintech en pleine expansion. « Très souvent, nous allons les chercher nous-mêmes », affirme Omar Cissé, fondateur et PDG de la fintech sénégalaise InTouch.

« Guerre des talents »

S'il est difficile d'illustrer cette tendance par des chiffres concrets, la quinzaine d'interlocuteurs de la tech africaine sollicités par *Jeune Afrique* l'ont tous confirmée. « Nous nous arrachons ce type de profils car ils sont déjà au cœur de l'écosystème fintech, ce qui réduit de façon significative la période d'adaptation », développe Omar Cissé, qui a séduit Salla Niang, ancien de Free (ex-Tigo) devenu directeur commercial d'InTouch en 2018.

« Dans ce domaine, le vivier de talents est assez restreint », complète Aude Juglard, directrice financière de la fintech ivoirienne CinetPay, qui confirme que les start-up du secteur sont engagées dans une « véritable guerre des talents » contre Orange, MTN et consorts. « Convaincre ce genre de profils de sauter le pas pour rejoindre nos start-up est au cœur même de notre business model », renchérit Tobi Lafinhan, cofondateur de Venture for Africa, une plateforme de recrutement sur mesure pour les start-up africaines.

Si les fintechs et les telcos parlent la même langue, cela tient d'abord à un phénomène : le mobile money. « En Afrique subsaharienne, l'adoption d'internet est d'abord venue avec le mobile, rappelle Souleymane Gning, fondateur de la start-up sénégalaise Assuraf. Puis, ces dernières années,

> « Nous nous arrachons ce type de profils car ils sont déjà au cœur de l'écosystème fintech. »

au vu des difficultés des banques à pénétrer les marchés africains, c'est aussi via les opérateurs télécoms que la finance numérique s'est propagée. » Ce n'est ainsi peut-être pas un hasard si le Nigeria, exception qui confirme la règle puisque les opérateurs mobiles ont longtemps été privés de licence de mobile money – Glo et 9Mobile ont reçu la leur en 2020, MTN et Airtel, seulement en avril dernier –, a été la terre des premières grosses success-stories de la fintech africaine, avec des start-up comme Paystack ou Flutterwave. Certains opérateurs, comme MTN, voient le vent tourner et « se revendiquent désormais comme des fintechs », souligne Omar Cissé.

« C'est notamment pour des postes stratégiques (croissance, partenariats, marketing, gestion de produits...) que les fintechs africaines vont débaucher les cadres des telcos, détaille Tobi Lafinhan. Et pour cause : ces start-up ciblent le bas de la pyramide, les populations non bancarisées », ces clients potentiels que les opérateurs courtisent depuis des années, d'abord via des services →



Centre de formation d'apprentis (CFA) de l'opérateur Orange.

ERIC TSCHAEN/REA

→ de communications (SMS, appels, data) puis des offres financières (*airtime*, mobile money…).

Avec leur connaissance des régulations en vigueur et leur relation étroite avec les gouvernements, « les cadres des opérateurs font aussi de bons directeurs pays ou région », ajoute Omar Cissé qui s'est offert les services de Franck Bossa, ancien de MTN, pour occuper le poste de manager pour l'Afrique de l'Ouest.

Les start-up ont un atout de choix à la signature du contrat : les stock-options.

En revanche, les développeurs, denrées rares en Afrique comme ailleurs, sont peu concernés par cette tendance, puisque les opérateurs africains sont habitués à externaliser cette compétence.

D'après les entrepreneurs, dirigeants et experts interrogés par *Jeune Afrique*, cette tendance s'en tiendrait encore majoritairement aux fintechs en phase de croissance, c'est-à-dire à celles qui ont au moins levé un tour de série A. « Alors qu'elles fonctionnaient de manière plus "chaotique" à leurs débuts, les start-up ont aujourd'hui besoin de se structurer », justifie Tobi Lafinhan. « À mesure qu'elles grossissent, les start-up de la fintech ont besoin de profils plus spécialisés, très similaires à ceux que l'on retrouve chez les gros opérateurs », abonde Justin Norman, fondateur de The Flip, site d'analyse de la scène tech en Afrique qui héberge une plateforme d'emplois. « Les telcos sont aussi incroyablement bons lorsqu'il s'agit de faire croître le fichier utilisateurs, une compétence cruciale pour ces grosses start-up », constate Toffene Kama, fondateur d'Eywa Miles, une start-up de logistique sénégalaise, récemment passée du côté des investisseurs avec Mercy Corps Ventures.

Cartes à jouer

Mais il existe une raison plus triviale qui explique la priorité donnée par les cadres des telcos aux start-up matures : elles peuvent tout simplement répondre à leurs prétentions salariales. « Pour des postes de cadres en Côte d'Ivoire, les candidats que nous recevons nous demandent entre 2 et 3 millions de F CFA nets par mois (entre 3 et 4 500 euros) », témoigne Aude Juglard. Si elle admet que CinetPay n'est pas encore parvenue à attirer ces profils pour des postes stratégiques, les licornes, elles, sont désormais capables de proposer des salaires qui tutoient les sommes offertes par les opérateurs télécoms. « J'ai même entendu dire que Wave payait autant, voire mieux qu'Orange, au Sénégal », glisse Toffene Kama.

Les telcos ont-ils pour autant perdu la bataille ? Pas si sûr. « Les opérateurs peuvent encore octroyer des avantages plus importants que les start-up, comme des véhicules voire des appartements de fonction, ou la possibilité de jouer à des jeux concours pour gagner des prix », nuance Aude Juglard. Mais les start-up ont un atout de choix à la signature du contrat : les stock-options. Devenues monnaie courante dans l'écosystème tech africain, elles constituent « un argument clé des fintechs pour attirer des talents », estime Justin Norman. Un argument qu'« un Orange ou un MTN →









© Cellule de Communication - BCEAO

PARTENARIAT BCEAO-COFEB et HEC PARIS : UNE OFFRE STRATEGIQUE POUR AMELIORER LES COMPETENCES DES ACTEURS DU SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER AFRICAIN

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à travers le COFEB, son Centre de formation et de recherche, renforce ses offres de formation en partenariat avec HEC Paris. Ces formations sont destinées aux dirigeants et cadres de l'écosystème bancaire et financier de l'UEMOA et des autres pays d'Afrique. Cette initiative de la BCEAO vise à consolider les performances du secteur bancaire et financier africain. Pour faciliter l'accès à ces formations à un plus grand nombre, la BCEAO apporte son appui par l'octroi d'une subvention dédiée.

FORMATIONS COURTES : NOUVEAUTE

Cette nouvelle gamme de programmes courts à la carte et 100% en ligne s'adresse aux cadres du secteur bancaire et financier qui souhaitent renforcer leurs compétences dans des domaines d'expertise de leurs choix et en fonction de leur propre rythme.

16 modules d'une journée sont proposés dès l'année 2022, répartis en trois univers thématiques.

Univers Finance (5 modules au choix)

- La blockchain : une révolution dans le domaine de la technologie financière
- Evolution récente du marché financier international : défis et opportunités pour les banques africaines
- Connaissance et maîtrise des nouvelles techniques de financement des entreprises de la nouvelle économie
- Le partenariat PPP : montage et gestion technique à l'usage de la banque africaine
- Finance verte et durable : concepts, pratique et perspectives

Univers Stratégie et Digital (6 modules au choix)

- La banque et la finance à l'ère du numérique, les nouvelles règles du jeu
- Gérer les nouveaux risques de l'économie numérique : données, IA, réputation
- Maîtriser les défis stratégiques de la banque dans un monde incertain : numérique, régulation et développement durable (ESG)
- Communication de crise et média training à l'ère du digital
- Gérer sa cybersécurité dans l'économie digitale
- Modèles d'affaires, expérience client et stratégie marketing à l'ère du digital

Univers Management et Leadership (5 modules au choix)

- Leadership, ses mutations et ses perspectives
- Management et relation managériale
- L'art de transmettre et de convaincre
- Changement / tensions et conflits
- Management et pilotage managérial à l'ère du digital

Cette nouvelle offre de modules courts permet l'obtention du Certificat Exécutive Bancaire (CEB) suivant des modalités bien précises.

FORMATIONS CERTIFIANTES

Certificat Executive Bancaire (CEB) : Nouveauté

Ce certificat s'adresse aux dirigeants et cadres du secteur bancaire et financier. Il s'obtient à l'issue d'une participation active et assidue à au moins 12 modules au choix dans le programme de formations courtes (100% en ligne) sur une période maximale de 24 mois glissants.

Certificat Executive Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT)

Ce certificat s'adresse notamment aux Directeurs Généraux de banques et établissements financiers ainsi qu'aux hauts responsables des administrations publiques et des organisations régionales. Il s'agit d'un programme de 10 jours réalisé sur une période de 6 mois, en ligne et en présentiel à Dakar. Il porte sur le pilotage de la performance des structures : vision stratégique, création de valeur, gestion des situations de crise, nouvelles approches en matière de modèle économique.

Certificat Executive Bancaire pour Dirigeants à l'ère Digitale (CEB2D)

Ce certificat s'adresse en particulier aux Directeurs de départements techniques et aux cadres des institutions bancaires et financières. Il s'agit d'un programme de 15 jours réalisé sur une période de 6 mois en ligne et en présentiel à Dakar. Il porte sur le renforcement de l'ensemble des compétences clés en matière de déploiement de stratégies innovantes, proactives et adaptées aux enjeux actuels.

Toutes les informations relatives aux différents Parcours BCEAO-COFEB/HEC Paris sont disponibles sur le site internet du COFEB, à partir du lien ci-dessous :
https://cofeb.bceao.int/formations-strategiques

CONTACT

Direction des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR)

Tel. (221) 33 839 05 00 Dakar - Sénégal

cofeb.exed@bceao.int - https://cofeb.bceao.int

→ ne peuvent pas se permettre de mettre sur la table », appuie Toffene Kama.

Pour autant, les grands opérateurs africains jouissent encore d'une réputation solide et devraient continuer de recruter les talents, notamment sur les bancs des écoles de l'Afrique francophone, d'après Aude Juglard : « En Côte d'Ivoire, pour les élèves de l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INPHP), l'une des écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses du pays, c'est encore une fierté de revenir dans sa famille et de dire qu'on travaille chez Orange, note-t-elle. Cette réputation bénéficie donc encore, à l'heure actuelle, à Orange Money, une entité pourtant séparée d'Orange, par rapport à un concurrent moins connu. » La vague Wave pourrait bien renverser la tendance.

S'il admet que cet exode des talents vers les start-up devrait se renforcer dans le futur, Tobi Lafinhan estime qu'il reste aux opérateurs quelques cartes à jouer pour les retenir : « D'un côté, ces derniers doivent davantage accompagner les start-up et s'associer avec elles, d'un autre côté, elles doivent permettre à leurs employés de développer leurs propres projets en favorisant les programmes d'intrapreneuriat ou en s'inspirant de la règle 80/20 de Google, qui encourage son personnel à consacrer 20 % de son temps de travail à des projets personnels innovants. » Toffene Kama, lui, est bien plus radical : « Les partenariats entre start-up et opérateurs télécoms n'ont jamais rien donné ! Le seul salut viendra par les fusions-acquisitions. »

Rachat

Et de citer le PDG historique de Safaricom, Bob Collymore, décédé en 2019 : « Dans sa dernière lettre, il regrettait que Safaricom ait eu un comportement prédateur face aux start-up kényanes, avec beaucoup de procès, de gens qui viennent pitcher une idée à la filiale de Vodacom puis retrouvent le produit commercialisé sans eux, etc., et de ne pas avoir développé d'activité d'acquisition à la place. C'est aujourd'hui peu ou prou la même histoire entre Orange et Wave

Les grands opérateurs africains jouissent encore d'une réputation solide et devraient continuer de recruter les talents.

au Sénégal. Si Orange, au lieu de se battre contre Wave, avait racheté des start-up, il serait certainement plus concurrentiel. Les premiers opérateurs africains qui auront compris qu'il faut racheter des start-up resteront dans la course de l'innovation, et pourront conserver leurs talents. » ●

ISTEC
PARIS
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET MARKETING
60 ans d'excellence
BACHELOR
BAC+3, DIPLÔME VISÉ
GRANDE ÉCOLE
BAC+5, GRADE DE MASTER
MBA
TITRE RNCP - NIVEAU 7
Contact : Sarah Benahmed - s.benahmed@istec.fr - +33 (0)1 40 40 16 47 - www.istec.fr
ISTEC Paris - Campus Jemmapes : 128 quai de Jemmapes, 75010 Paris
Ecole privée d'enseignement supérieur français, reconnue par l'Etat






INFORMATIQUE

Les développeurs africains face aux défis locaux

Malgré la contraction de l'économie mondiale, le nombre de programmeurs a augmenté de 3,8 % en 2021 sur le continent. Mais les jeunes professionnels sont confrontés à un certain nombre d'obstacles.

YARA RIZK

Ils ne sont pas moins de 716 000. C'est ce qui ressort d'une récente analyse d'Accenture commandée par Google pour cartographier le paysage des développeurs sur le continent. L'Afrique du Sud (121 000), devant l'Égypte, le Nigeria (89 000) et le Kenya (60 000), abrite le plus d'experts, tandis que l'Algérie (29 000), la Tunisie et la Côte d'Ivoire (9 000) sont considérées comme « émergentes » dans ce domaine. Le Cameroun (20 000), l'Éthiopie (19 000), la Tanzanie (15 000), l'Ouganda (11 000) et le Mozambique (7 000) ferment la marche, avec des écosystèmes en phase de démarrage. Concernant la croissance affichée (3,8 % sur l'ensemble du continent), c'est spécifiquement le Sénégal (7,5 %), devant le Nigeria, le Maroc et l'Éthiopie (6 %), qui a vu sa proportion de développeurs augmenter le plus significativement.

Comment expliquer l'appétence du continent pour ce métier, encore très largement pratiqué par des hommes (85 %) ?

Les analystes d'Accenture attribuent cette hausse à trois principaux facteurs. D'abord, les plus de 4 milliards de dollars levés par les start-up locales en 2021 leur ont permis de plus que doubler le nombre d'embauches par rapport à 2020 ; ensuite, la crise liée à la pandémie a contribué à une nette augmentation de la demande mondiale de talents technologiques travaillant à distance ; enfin, l'utilisation accrue d'internet par les entreprises locales a permis aux développeurs d'étoffer leurs activités en ouvrant la voie à de nouvelles occasions d'embauche.

Le responsable d'une plateforme d'emplois au Kenya estime à « entre 10 % et 20 % » la demande supplémentaire provenant d'entreprises internationales en 2020. Ces dernières représentent « le plus grand concurrent de l'Afrique », pointe un cadre dirigeant d'un *coding bootcamp* (stage intensif de formation au codage informatique) en Afrique du Sud. Près de 4 personnes sur 10 interrogées dans le cadre de l'analyse Google-Accenture

L'utilisation accrue d'internet par les entreprises africaines a créé des opportunités d'embauche.

travaillent pour une entreprise dont le siège est établi hors du continent. Une situation largement favorisée par la pandémie de Covid-19 : les analystes estiment que la crise sanitaire passée, 66 % des codeurs africains travailleront à distance, contre 13 % avant la crise.

Écarts de salaire

Ces dernières années ont été remarquables dans le domaine des technologies informatiques. Rien qu'en 2020, les signatures de deals dans le secteur du développement affichent une hausse de 40 % par rapport à 2019. En 2021, la somme des montants levés par les start-up africaines est 2,5 fois plus importante que celle de l'année précédente. À noter que l'industrie de la fintech a attiré plus de la moitié de ces investissements. Au total, 81 % des fonds de capital-risque ont été alloués dans des entreprises situées en Afrique du Sud, au Nigeria, en Égypte ou au Kenya : les pays ayant la plus forte population de développeurs de logiciels.

Ce bilan positif ne doit pas faire oublier la persistance d'inégalités. Les développeurs africains employés par des sociétés extracontinentales ont un salaire 1,4 fois plus important que leurs homologues travaillant pour des entreprises locales. Entre 2020 et 2021, le salaire annuel des développeurs les plus expérimentés atteignait 55 500 dollars (avec 11 % de hausse), contre 25 500 dollars (+ 9 %) pour celui des débutants. Un écart très important qui précarise les jeunes codeurs (80 % ont moins de 34 ans, soit sept ans de moins que la moyenne mondiale).

« Personne n'est mieux placé pour résoudre les problèmes du continent que les développeurs, les fondateurs et les entrepreneurs africains eux-mêmes », inaugure le rapport d'Accenture. Car si nombre de développeurs africains travaillent pour des entreprises internationales, la majorité œuvre à la croissance des activités locales. Un constat qui, selon Google, pourrait faire de l'Afrique un hub technologique. Mais plusieurs obstacles restent à surmonter : l'inégalité des chances et des salaires, le manque de ressources éducatives et les difficultés à évoluer dans le métier. ●

FOCUS **EMPLOI & FORMATION**



Atelier de formation à la réalité virtuelle au sein de l'IAM, en mai.

YOURI LENQUETTE POUR JA

SÉNÉGAL

Quand les business schools réinventent leur modèle

Certification, enseignement en ligne, flexibilité organisationnelle, valorisation de l'entrepreneuriat… Tels sont les nouveaux axes de développement des écoles de commerce du pays, à commencer par l'IAM, qui revisite ses fondamentaux pour élargir sa cible.

JULIEN CLÉMENÇOT, ENVOYÉ SPÉCIAL À DAKAR

« Un nouveau modèle, tout le monde y réfléchit, y compris les écoles de commerce françaises », glisse Paul Ginies, président de Takafa Education. Ce holding – qui réunit la société d'investissement ECP, les institutions financières finnoise Finnfund, danoise IFU, et française Proparco – a bouclé à la fin de 2019 l'acquisition de l'Institut africain de management (IAM), l'un des fleurons sénégalais de l'enseignement supérieur, également implanté à Bamako. Quatre mois plus tard, le Covid obligeait toutes les écoles du pays à fermer leurs classes. « Le samedi, le gouvernement nous informait de la décision de fermeture, le mardi, les professeurs démarraient leurs premiers cours en ligne », se souvient Bamba Fall, le responsable pédagogique de l'IAM. Si le corps enseignant s'est adapté en un temps record, pour les étudiants le choc a été rude. Notamment pour les élèves de première année. « Et faire payer leurs parents à la rentrée de septembre, alors que les cours n'avaient pas eu lieu en présentiel pendant cinq mois, ne fut pas simple non plus, reconnaît Paul Ginies. Nous nous sommes rendu compte que notre modèle d'affaires pouvait être fragile. »

Créé en 1996 par Moustapha Mamba Guirassy, qui en reste le président du conseil d'administration, l'IAM a pourtant un fonctionnement bien rodé. En un quart de siècle, le groupe a colonisé tout le quartier de Mermoz. À l'école de commerce sont venues s'ajouter des formations en informatique, des préparations aux écoles d'ingénieurs, un centre de langues… Le groupe dégage des résultats financiers satisfaisants avec une marge Ebitda de l'ordre de 20 %, pour un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de F CFA (4,87 millions d'euros) l'an dernier, quand il n'était que de 2,6 milliards de F CFA en 2019.

Déconstruire les schémas

« Faire évoluer notre approche ne s'inscrit pas dans une logique financière, soutient Paul Ginies, nous sentons surtout que nous ne répondions pas totalement aux besoins de notre environnement. » « Cette réflexion germait depuis plusieurs années », renchérit Mbagnick Guissé, directeur général de l'IAM, qui accueille 2400 élèves. « Le système centré sur le seul diplôme laisse sur la touche tous les jeunes qui ne peuvent pas payer les frais de scolarité d'une année entière, sans parler de ceux qui n'ont pas de diplôme ou le bon diplôme », justifie Paul Ginies. →

→ Les élèves doivent débourser 1,25 million de F CFA par an lorsqu'ils sont en *bachelor*, et 1,5 million de F CFA en master. Pour ouvrir l'IAM à un nouveau public, Takafa mise sur la certification. « Il faut que nous donnions plus de flexibilité à notre organisation », reconnaît Mbagnick Guissé, citant en guise d'exemple des écoles comme la Strathmore University, au Kenya, et la Lagos Business School, au Nigeria. La première propose déjà des cours en ligne de six semaines destinés aux professionnels, et la seconde un MBA et un *executive* MBA mixant enseignement en présentiel et enseignement en distanciel. Les participants suivent leurs cours à distance et se rendent sur le campus une semaine tous les deux ou trois mois pour une session de cours intensifs.

Paul Ginies, qui, au début des années 2010, avait déjà secoué l'école d'ingénieurs 2IE en l'ouvrant entre autres aux partenariats avec les entreprises, ne veut pas perdre de temps. Avec le management de l'IAM, il a commencé à déconstruire les schémas traditionnels. « L'école doit proposer un modèle plus agile. On ne suit plus nécessairement un cursus entier, mais on peut choisir quelques modules. La rentrée ne se fait plus seulement en septembre, mais également en janvier. L'école ne ferme plus à 17 heures mais plus tard. Elle peut accueillir des sessions le week-end, mais aussi en juillet ou en août », explique-t-il. L'IAM espère aussi profiter de l'évolution de la loi sénégalaise, qui devrait, à court terme, faciliter pour les professionnels la validation des acquis de l'expérience.

Le pari de l'e-learning

Pour faire sa mue, l'institut fait le pari des cours en ligne. La crise sanitaire a joué dans ce domaine un rôle d'accélérateur. « C'est également, dans certains cas, une réponse à la dégradation de la situation sécuritaire. Au Mali, les jeunes filles qui suivaient des cours du soir ne veulent plus venir », ajoute Seynabou Diallo, directrice de l'IAM à Bamako. Dans trois à cinq ans, 80 % des enseignements en master pourraient être dispensés en ligne alors qu'ils sont encore quasi inexistants. « Pas plus de 40 % en première année de *bachelor*, pour former les élèves à cette nouvelle façon de travailler. Pour les nouveaux étudiants, il faudra un temps d'acculturation pour se familiariser avec les derniers outils, une phase d'autonomisation pour apprendre à apprendre. Il faut mettre en place des tuteurs et des centres d'appels pour les accompagner », admet Paul Ginies. Une partie du chantier consistera aussi pour l'école à rassurer les parents. « Pendant la pandémie, nous avons déjà dû répondre à leurs interrogations, et, après plusieurs réunions, le message est passé », avance Seynabou Diallo. À ce jour, les plateformes de cours en ligne, comme 360Learning ou OpenClassrooms, connaissent encore peu de succès sur le continent, preuve du chemin à parcourir pour développer ces nouveaux modes d'apprentissage.

Avec cette approche, l'IAM entend ainsi étoffer ses effectifs en touchant des publics éloignés de ses établissements. « Nous savons qu'il y a un public pour cette offre, l'école accueille déjà 25 nationalités », souligne Bamba Fall. L'E-learning Center a démarré à la mi-2021. La production de contenus est répartie entre Dakar et Bamako. Si les professeurs ont fait un peu de résistance, la plupart semblent maintenant convaincus. « Ils vont être formés à la pédagogie multimédia et rémunérés pour la transformation de leurs cours. Et les heures d'enseignement qu'ils vont perdre seront compensées par des heures de tutorat », explique Bamba Fall.

L'offre ne suit plus la demande. Il faut massifier les enseignements et les rendre plus souples.

Les enseignants pourraient aussi être amenés à toucher des royalties si leurs contenus étaient revendus à des écoles partenaires ou utilisés dans le cadre de plateformes que l'IAM souhaiterait gérer pour des tiers. Plusieurs organisations, dont une au Tchad, précise Mbagnick Guissé, ont montré un intérêt pour cette solution. « L'école doit passer d'un système où seul le nombre d'heures était mis en avant à un système axé sur l'efficacité. À leur sortie, les deux tiers de nos étudiants s'auto-emploient », rappelle Paul Ginies. Pour Victor Ndiaye, fondateur du cabinet Performances, qui accompagne notamment des États dans l'élaboration de leurs plans de développement, les formations sont condamnées à changer. « L'offre ne suit plus la demande. Il faut massifier les enseignements et les rendre plus souples. Le projet d'une école comme l'IAM a donc tout son sens », explique-t-il. L'an dernier, en six mois, l'E-learning Center a permis de réaliser 40 millions de F CFA supplémentaires de chiffre d'affaires en vendant une vingtaine de certifications (constituées en général de quatre modules). Cette année, l'école ambitionne d'atteindre 200 millions de F CFA en proposant 46 certifications.

S'ouvrir sur l'extérieur

En avril, l'IAM a signé une convention avec l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal qui réunit 125 000 membres. L'objectif est de leur proposer de renforcer leurs compétences en matière de comptabilité, de marketing, de commerce international, de négociation commerciale et de langue. Un accompagnement spécifique est également prévu concernant l'étude des offres bancaires dans le cadre des demandes de crédits. « Si l'on réussit à convaincre 10 % d'entre eux de suivre un module, ce sera très bien », estime Mbagnick Guissé. Une phase pilote est prochainement prévue avec 150 personnes, qui commenceront par des sessions en présentiel, avant de basculer vers l'*e-learning*.

L'IAM n'est pas la seule à Dakar à miser sur l'enseignement en ligne. L'Institut supérieur de management (ISM), son rival historique, qui, lui, occupe tout un bloc du quartier Point-E, a débuté il y a deux ans. « Mais c'est progressif, nous ne voulons pas cannibaliser nos cursus classiques », indique pour sa part Omar Thiam, directeur général de l'école de management, qui compte 1 900 étudiants sur un total de 3 700 pour l'ensemble de l'ISM. L'an dernier, Galileo Global Education, l'un des leaders →

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT

HONORIS UNITED UNIVERSITIES

Honoris United Universities
1er et plus large réseau panafricain d'enseignement supérieur privé
Mobile : +1 240 423 56 28
Email : gnkansa@honoris.net

Bénéficier du dividende démographique africain repose sur une collaboration délibérée.

L'Afrique possède la main-d'œuvre mondiale de demain. Le succès récent d'initiatives panafricaines telles que la ZLECAF (la zone de libre-échange continentale) change la donne pour construire une Afrique stable et prospère à laquelle nous aspirons tous. Pour préparer les étudiants au futur monde du travail et leur offrir aujourd'hui une éducation pertinente axée sur la réussite de leur insertion professionnelle, les établissements de formation doivent s'assurer d'une compréhension stratégique du marché du travail et développer une collaboration étroite avec l'écosystème des employeurs.



Dr Grace Nkansa
Directrice Employabilité & Partenariats Honoris United Universities

L'analyse des secteurs africains aux taux de croissance les plus élevés comme l'Industrie, les Services, la Santé, la Banque, permet de mieux préparer les talents et accroître leur réussite sur le marché du travail, non seulement après l'obtention de leur diplôme, mais aussi tout au long de leur vie. Le renforcement des capacités dans ces secteurs nécessite la conduite de partenariats durables pour cocréer l'infrastructure sociale nécessaire pour que le continent bénéficie de l'énorme potentiel de cette jeunesse.

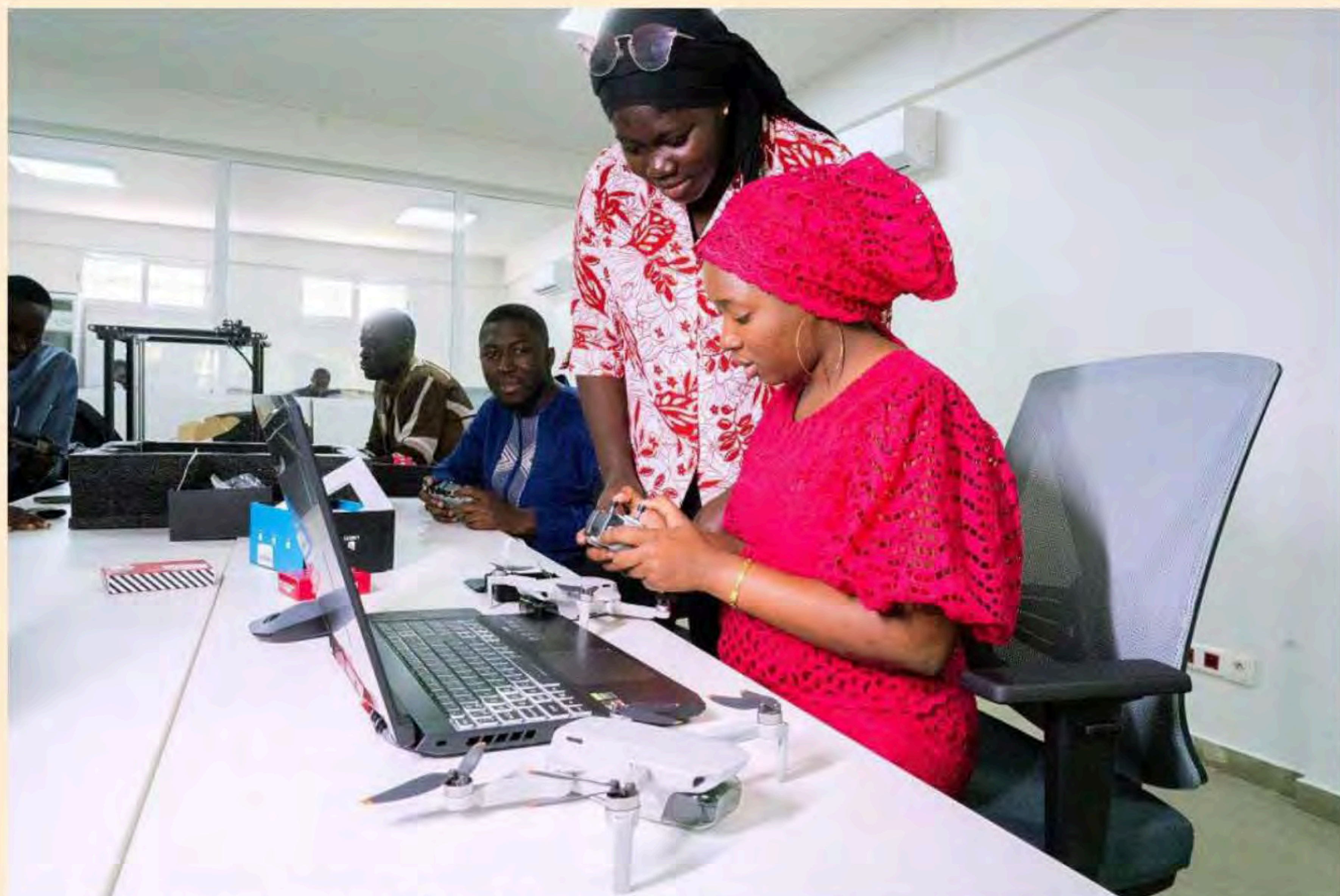
L'intégration africaine donnera naissance à des entreprises panafricaines recourant à des talents culturellement agiles et dotés des compétences du 21e siècle. Bien que l'excellence académique soit indispensable, l'employabilité suppose des compétences sociales, personnelles, numériques et entrepreneuriales, autant de compétences en perpétuelle transformation à mesure que nous progressons dans la quatrième révolution industrielle. Les formateurs doivent travailler avec les employeurs à l'échelle panafricaine, régionale et locale pour comprendre ces besoins et fournir à leur tour les services nécessaires pour en équiper leurs étudiants. Concrètement, cela suppose par exemple de pouvoir mettre à disposition des étudiants des centres de carrière avec un personnel dédié à temps plein, d'exploiter des technologies qui permettent des mises en situation pratiques immersives et intéractives (physiques ou virtuelles) de manière à être mieux préparé grâce à une mise en situation professionnelle systématique, ou encore d'offrir des certifications complémentaires qui permettent l'adaptabilité d'un étudiant aux compétences requises dans le monde réel.

L'intégration africaine donnera naissance à des entreprises panafricaines recourant à des talents culturellement agiles et dotés des compétences du 21e siècle.

Favoriser des partenariats fondés sur des missions partagées apporte une valeur économique et sociétale à tous, suivre les tendances mondiales et continuer l'investissement dans l'innovation sera essentiel pour réaliser la transformation économique de l'Afrique, l'une des régions à la croissance la plus rapide au monde.

Pour en savoir plus sur l'approche du groupe Honoris en matière d'employabilité à travers l'Afrique, découvrez le rapport d'impact sur : **www.honoris.net/impactreport**

JAMG - PHOTOS DR


YOURI LENQUETTE POUR JA

L'Innovation Center, récemment créé au sein de l'IAM, familiarise les étudiants avec les nouvelles technologies. Ici, un atelier de formation au pilotage de drones.

→ mondiaux de l'éducation, propriétaire de l'école sénégalaise depuis la fin de 2016, a néanmoins encouragé cette dernière à nouer un accord avec Studi, un spécialiste de la formation à distance également membre de son réseau. Grâce à ce partenariat, l'ISM propose, depuis novembre 2021, à la fois des déclinaisons en ligne de certains de ses cursus, et, dans le cadre de l'Institut des savoir-faire (ISF), des formations certifiantes (comptabilité, RH, vente...) qui, comme celles de son concurrent, sont ouvertes à des publics titulaires ou non du baccalauréat.

Changer de modèle, c'est aussi ouvrir physiquement l'IAM sur l'extérieur, prône Paul Ginies. Fin mars, l'institut a inauguré son centre des innovations, toujours dans le quartier de Mermoz. « Avant de nous lancer, nous avons discuté avec l'EM Lyon, qui a été pionnière dans le domaine en créant des fablabs », explique Mbagnick Guissé, qui a investi 140 millions de F CFA pour construire ce lieu hybride, ouvert aux élèves, aux diplômés et, parfois, à des porteurs de projets. L'Innovation Center, ouvert sept jours sur sept, de 9 heures à 21 heures, est équipé d'ordinateurs, de simulateurs de vol et d'une imprimante 3D. Un laboratoire

Le projet de l'IAM permet, dans le cadre des apprentissages, de valoriser l'entrepreneuriat et l'expérimentation.

de l'entrepreneuriat capable d'accueillir des formations à la robotique, à la domotique, au codage informatique, à la réalité augmentée, ou au pilotage et à l'utilisation des drones appliquée aux secteurs du BTP, des mines et de l'agriculture. L'école et le groupe CFAO réfléchissent, par exemple, à une cartographie de la ville pour repérer les chantiers d'immeubles. Le nouvel espace servira aussi d'incubateur pour certaines start-up sélectionnées par la Délégation générale à l'entrepreneuriat, rattachée à la présidence sénégalaise.

Mbagnick Guissé et Paul Ginies entendent bien utiliser cet outil pour élargir l'horizon de leurs étudiants. « Le projet de l'IAM en matière d'entrepreneuriat est très dynamique, il rejoint ce que nous faisons à l'EM Lyon avec nos *makers' labs* en vue de valoriser l'entrepreneuriat et l'expérimentation dans le cadre des apprentissages », indique Olivier Guillet, directeur du développement international de l'école française. Les deux établissements ont entamé des discussions qui pourraient déboucher sur des échanges d'étudiants. En parallèle, l'EM Lyon avance avec l'ISM sur la mise en place d'un partenariat plus classique portant sur un double diplôme. « L'IAM ne doit pas être vu comme une *business school* réservée à l'élite. L'E-learning Center et l'Innovation Center sont la promesse de formations moins chères. Cela peut même, pour ceux qui voudraient se réorienter, être l'école de la seconde chance », résume Mbagnick Guissé. ●

jeuneafrique

Bien s'informer pour mieux décider.

Avec Jeune Afrique Digital, profitez de :

- Tous les articles en illimité
- Le magazine en version numérique en avant-première
- Une offre de newsletters enrichie
- 5 années d'archives pour revivre les temps forts de l'histoire du continent

Abonnez-vous dès 9,99 €/mois

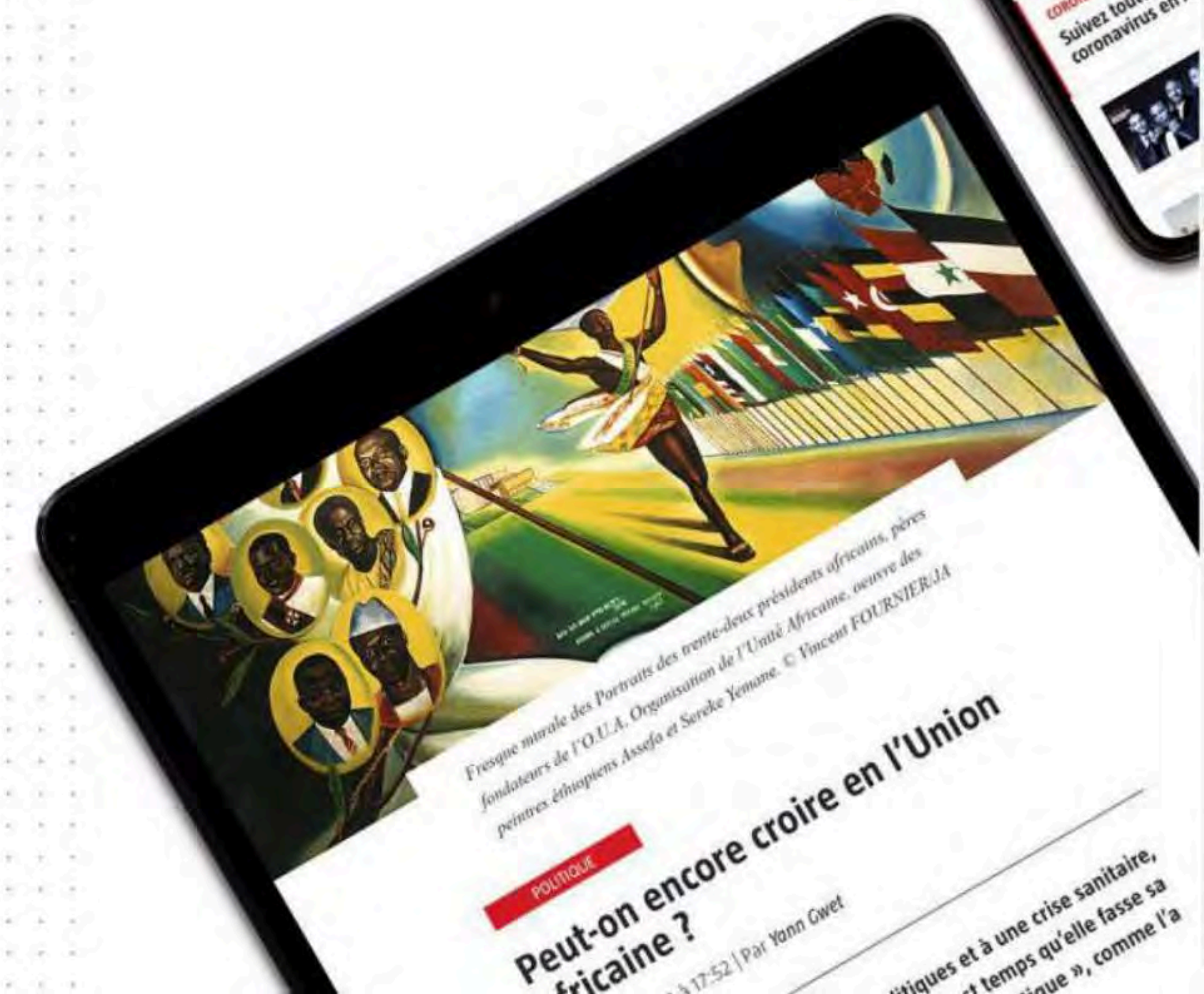
Sans engagement



Découvrez nos offres en scannant le QR Code







TUNISIE

Le Canada, nouvel eldorado des jeunes diplômés

Bloqués par la conjoncture économique, peu attirés par une Europe qu'ils jugent en déclin, nombreux sont les Tunisiens qui rêvent du pays à la feuille d'érable. Le diplôme restant la meilleure voie d'accès au visa, de plus en plus d'écoles proposent des formations reconnues outre-Atlantique.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS

Académie de Sherbrooke, Canada-Services, Institut canadien des technologies, Collège LaSalle : les publicités dans les rues ou sur les réseaux sociaux qui font référence au pays à la feuille d'érable pullulent en Tunisie. Les autorités et les entreprises du Canada, essentiellement celles de la province francophone du Québec, et les jeunes Tunisiens sont « tombés en amour » depuis des années, et tout (ou presque) indique que l'idylle se poursuivra encore longtemps.

Une fois n'est pas coutume, cette histoire d'amour passionnée est d'abord une histoire de chiffres. En 2021, pour 100 Québécois qui partaient à la retraite, seulement 86 jeunes arrivaient sur le marché de l'emploi, selon Québec International, agence de développement économique de la province francophone. Outre-Atlantique, la même année, le chômage des jeunes a atteint 43 % chez les 15-24 ans, dont 31 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur. Près de 21 500 Tunisiens ont donc décidé de traverser l'Atlantique pour vivre au Québec, selon le dernier recensement, en 2016.

« Les affinités entre nos deux pays sont naturelles et évidentes alors que nous vivons une pénurie de main-d'œuvre sans précédent, assène d'emblée Karl Blackburn, président du Conseil du patronat du Québec et tout juste nommé vice-président et trésorier de l'Alliance des patronats francophones, créée le 29 mars à Tunis. Plus que jamais, dans le contexte actuel, nous [l'Alliance regroupe les organisations patronales de 25 pays francophones] devons travailler ensemble pour assurer un écosystème économique prospère. » Nombreuses sont donc les structures à s'être installées en Tunisie pour promouvoir cet « écosystème économique prospère », autrement dit promettre une bonne éducation et/ou un travail au Canada pour des jeunes Tunisiens qui considèrent l'avenir bouché dans leur pays. Quarante pour cent des immigrés tunisiens installés au Québec sont arrivés après 2011. Les raisons de cet exode fusent chez les candidats au départ interrogés : « Il y a plus d'emplois au Canada qu'en Europe » ; « C'est une porte d'entrée pour les États-Unis » ; « Si je suis étudiant, je peux légalement travailler vingt heures par semaine, qui, ailleurs dans le monde, propose cela ? » « Obtenir un diplôme là-bas, c'est l'assurance d'avoir un permis de travail pendant trois ans » ; « La société est moins raciste qu'en Europe, notamment qu'en France ».

Au Québec, ingénieurs, développeurs, infirmiers et comptables sont particulièrement recherchés.

Politique d'immigration choisie

Entre 60 et 80 Tunisiens franchissent chaque jour l'entrée de Canada-Services, une société qui facilite les démarches pour obtenir un visa. « Cela monte à 200 si l'on prend en compte les appels téléphoniques, assure le directeur général, Ali Settey. D'autant que, maintenant, de plus en plus de Tunisiens ont un membre de leur famille installé là-bas. La moitié de ceux qui viennent nous voir ont une connaissance sur place. » Ce qui fait gagner de précieux points. Car être autorisé à s'installer au Canada, c'est réussir un examen : celui de l'obtention du visa.

Le Canada a une politique d'immigration choisie qui dépend des besoins de chaque province. Au Québec, les ingénieurs en informatique, les développeurs de jeux vidéo, les infirmiers et les comptables sont particulièrement recherchés. Or, avec des écoles d'ingénieurs particulièrement bien cotées, les frais diplômés tunisiens sont les bienvenus pour travailler dans les nombreux studios du Québec (qui accueille un tiers des sociétés canadiennes du secteur). Résultat, 44 % des Tunisiens exilés ont au moins un niveau licence, contre 20,5 % pour le reste des Québécois. Seulement, tous les candidats au départ ne sont pas des geeks surdiplômés. Et tout le monde n'a pas les moyens de s'acquitter des 20 000 à 35 000 dollars canadiens (15 000 à 26 000 euros) que coûte un programme de formation de deux ou trois ans.

Le Canada ne propose qu'une quarantaine de bourses par an aux Tunisiens. Alors, ces dernières années, un marché d'écoles estampillées « canadiennes » a fleuri dans le pays comme dans toute l'Afrique. Elles proposent des formations spécialement adaptées aux besoins du futur pays d'adoption. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Québec a décidé de copiloter le comité Formation au sein de l'Alliance des patronats francophones : « Nous voulons mettre en place un programme gagnant-gagnant. D'ici à juin, nous proposerons une feuille de route concernant la formation, les échanges et le mentorat », assure Karl Blackburn. En attendant, l'ancien député libéral pourra s'inspirer des expériences actuelles.



Le Collège LaSalle, le plus grand établissement privé bilingue d'Amérique du Nord, est installé en Tunisie depuis 1999. DR

Opération séduction

Le Collège LaSalle, le plus grand collège (établissement d'enseignement de deux ans entre le bac et l'université) privé bilingue d'Amérique du Nord, est installé en Tunisie depuis 1999. Le site a vu le jour grâce à un partenariat entre l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Programme de renforcement institutionnel canadien en Tunisie (Pricat) et le Centre technique du textile tunisien (Cettex). Il propose 33 programmes d'études répartis sur six écoles différentes, allant de la mode à la gestion commerciale. Malgré une formation reconnue outre-Atlantique, les diplômés n'auront pas tous accès au visa.

Omar Gargouri, le responsable de l'Académie de Sherbrooke, le sait bien. Son école a signé un partenariat d'équivalence avec le Cegep (collège public de la région de Sherbrooke). Comme ses concurrentes, elle ouvre la porte à la poursuite des études ou à un travail au Canada, mais l'ancien cadre de Poulina, le plus grand employeur privé de Tunisie, insiste également sur la plus-value nationale : « Nos intervenants sont des experts en formation. Nous connaissons très bien les besoins en Tunisie avec, en plus, la valorisation d'un savoir-faire et d'une pratique canadiens. » Un atout supplémentaire pour les demandeurs d'emploi.

Après trente-cinq années à travailler à l'ambassade du Canada en Tunisie, Ridha Blel dirige maintenant Eduinvest, qui oriente les Tunisiens sur leur choix d'études au Canada. Selon lui, l'opération séduction du Québec en Tunisie pourrait être encore plus forte. Membre du réseau tuniso-canadien des affaires, il espère d'ailleurs organiser pour la première fois un Salon de l'éducation à l'automne. « La Canada est l'un des rares pays à ne pas avoir besoin de faire de campagne marketing agressive pour attirer. Tous les Tunisiens aiment le Canada. » ●

RECRUTEMENT
data bases
RESTEZ EN CONTACT PERMANENT avec les RECRUTEURS ET AUGMENTEZ votre NIVEAU D'EMPLOYABILITÉ en CRÉANT VOTRE COMPTE

Centre de BILAN de COMPETENCES
HUMAN PROJECT GROUP
VISITEZ NOTRE CENTRE DE BILAN DE COMPÉTENCES
Définissez-vous une meilleure carrière professionnelle
Testez et évaluez vos compétences
Trouvez les hauts potentiels pour plus de performance

Inscrivez-vous sur la plateforme :
www.databases.humanprojectgroup.com

Inscrivez-vous sur la plateforme :
www.bilan.humanprojectbf.com

+226 25 36 32 92
+226 02 60 11 11
+225 27 22 40 72 79
+225 01 50 23 23 02

AFIS
AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT
2 0 2 2

SAVE THE DATE
28 & 29 novembre 2022
Lomé Togo

FOUNDER
JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP
ORGANISER
AFIS
CO-HOST
IFC International Finance Corporation
Creating Markets, Creating Opportunities

REJOIGNEZ UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
#CRÉATEURSDAVENIR

REJOIGNEZ-NOUS ET PARTICIPEZ À LA TRANSFORMATION DE LA RÉGION.
DEVENEZ CRÉATEURS D'AVENIR À LA BOAD.
CARRIERES.BOAD.ORG

BOAD
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Le sculpteur nigérian John Amanam a créé des prothèses adaptées aux peaux noires.

IMMORTAL COSMETIC ART

EXPOSITION

L'Afrique des solutions

À l'occasion de la Biennale internationale du design de Saint-Étienne, le scénographe et docteur en architecture Franck Houndégla célèbre plus de 50 démarches constructives nées sur le continent. À voir jusqu'au 31 juillet.

NICOLAS MICHEL

« Interdit d'uriner. Amende 1000 F CFA. » Qui n'a jamais croisé cette inscription, ou l'une de ses nombreuses variantes orthographiques, rédigée en lettres maladroites sur les murs de sa ville ? Pas grand monde. Mais bien plus rares encore sont ceux qui savent que l'on peut aujourd'hui fabriquer des briques avec… de l'urine ! En juin 2021, le professeur Dyllon Randall, de l'université de Cape Town, a en effet obtenu, pour cette invention révolutionnaire, le prix de l'innovation de l'Institution sud-africaine des ingénieurs chimistes.

En utilisant une technique inspirée de la formation naturelle des coquillages, les chercheurs ont mélangé, à température ambiante, de l'urine, du sable et des bactéries, et se sont servis d'un processus naturel, la précipitation microbienne de carbonate, pour faire « pousser » une brique solide comme du calcaire. Il leur a fallu, pour arriver à leurs fins, pas moins de 30 litres d'urine, récupérés auprès des étudiants de l'université ! L'idée pourrait prêter à sourire, mais lorsque l'on connaît le coût écologique et financier de la production de parpaings et lorsque l'on évalue la quantité d'urine produite en une journée par l'humanité, ce genre d'invention improbable mérite une attention toute particulière.

Présentée à la Biennale internationale du design de Saint-Étienne (sud-est de la France), l'exposition « Singulier plurielles – Dans les Afriques contemporaines » rassemble une cinquantaine d'idées de ce genre, touchant à tous les domaines : de l'agriculture à la culture en passant par la santé, le bâtiment, la construction automobile, les transports ou encore la démocratie.

Dans sa note d'intention, le commissaire d'exposition Franck Houndégla écrit : « Du registre du corps à celui des territoires, de l'échelle ultra-locale à l'échelle continentale, les démarches présentées dans l'exposition engagent d'autres façons de concevoir, de produire et d'habiter. Elles ont en commun de se projeter hors des voies établies, entre tactique d'adaptation et stratégie de transformation plus globale des territoires. […] Toutes donnent à voir des usages hybrides, singuliers et innovants […]. »

Vitalité inventive

Scénographe reconnu, docteur en architecture, enseignant en design, le Béninois est un fin connaisseur du continent qui ne saurait se complaire ni dans l'afropessimisme bon teint ni dans les clichés rancis : « Vous ne trouverez pas les mots "système D" ou "bricolage" dans l'exposition. C'est la démarche des gens qui m'intéresse, leur exploration d'autres voies. »

Si toutes les idées et tous les projets présentés dans l'exposition ne sont pas forcément applicables sur une large échelle, ou suffisamment →

→ développés, ils témoignent d'une vitalité inventive qui va à l'encontre du fatalisme ambiant. Ainsi, la pandémie qui a frappé le monde dans sa globalité a suscité sur le continent de multiples solutions entrepreneuriales. Confronté aux difficultés rencontrées par les soignants pour se laver les mains correctement et dans toutes les situations, le designer nigérian Nifemi Marcus-Bello (NMbello Studio) a conçu un lave-mains mobile à partir de matériaux facilement accessibles, comme de l'acier tubulaire et de simples jerricans.

Même démarche ou presque au Sénégal, où Kër Thiossane et son fablab Defko Ak Niëp ont inventé différents prototypes de lave-mains sans contact, aidés par l'anthropologue Yann Tastevin, ainsi que par le designer Bassirou Wade et son équipe. En Côte d'Ivoire, Corinne Ouattara a, elle, mis en place le « pass santé mousso » (« femme », en dioula). Ce bracelet connecté, qui se porte comme un bijou, est relié à une plateforme de données de santé, permettant ainsi une prise en charge médicale plus facile et plus rapide.

Toujours dans le domaine médical, certaines réalisations présentées par Franck Houndégla sont proprement surprenantes. En particulier celle de John Amanam, un sculpteur nigérian originaire d'Uyo, spécialiste des effets spéciaux pour le cinéma nollywoodien. Ce jeune homme de 33 ans s'est rendu compte, lorsque son frère a tragiquement perdu une main, qu'il n'existait guère de prothèses adaptées à la peau noire. Sans formation spécifique, il a réussi, après de nombreux essais, à produire une réplique hyperréaliste du membre amputé.

La pandémie qui a frappé le monde dans sa globalité a suscité sur le continent de multiples solutions entrepreneuriales.

Devant le succès que sa réalisation a rencontré sur les réseaux sociaux et la forte demande qui en a découlé, aussi bien locale qu'internationale, Amanam a créé Immortal Cosmetic Art. L'entreprise, qui emploie aujourd'hui sept personnes, produit artisanalement des prothèses adaptées à la couleur de peau de chacun. Quant à ceux qui auraient besoin d'une prothèse bionique, ils pourront se tourner vers la société Cure Bionics, fondée par le Tunisien Mohamed Dhaouafi, qui a conçu une main artificielle dont les doigts sont commandés par les muscles du bras. Les pièces, imprimées en 3D, sont faciles à remplacer, et la prothèse est rechargeable par énergie solaire…

Banques culturelles

Originale dans sa forme comme dans son propos, l'exposition « Singulier plurielles » sort des sentiers battus pour exposer une « conjugaison » de démarches qui se répondent les unes aux autres, « des projets qui ne sont pas tous de design mais partagent des modalités de conception », comme le dit Franck Houndégla. En précisant : « À travers [ces] projets, [mis] au service du collectif, se dessinent des réseaux d'actions, se diffusent de nouveaux modèles et s'écrivent d'autres narrations. »

Le mot « narration » importe, puisque l'exposition propose aussi une manière différente →



BIENNALE INTERNATIONALE DU DESIGN

L'exposition « Singulier plurielles », à Saint-Étienne (sud-est de la France).



→ de raconter ce qui se crée en Afrique… et d'offrir des solutions à l'ensemble de l'humanité. « Des questions se posent, auxquelles répondent les concepteurs, explique Franck Houndégla, et leurs réponses peuvent s'appliquer ailleurs. »

Il cite notamment les banques culturelles créées pour lutter contre le trafic des biens patrimoniaux en pays dogon. Pour éviter que les villageois ne soient tentés de revendre des œuvres ou du mobilier ayant acquis une forte valeur marchande sur les marchés internationaux, ils ont été incités à déposer leurs possessions dans des musées, où ils peuvent être admirés par tout le monde, en échange d'un microcrédit. « La première banque culturelle de ce genre a été créée en 1993, à Fombori, par un groupe de femmes, raconte Franck Houndégla. Ce type de dispositif n'aurait pas pu naître ailleurs, mais désormais il s'exporte, puisqu'il existe des projets de banques culturelles en France et au Canada ! »

Les démarches abordées par l'exposition sont, pour la plupart, applicables et duplicables en d'autres lieux. À l'image de la méthode de restauration des sols connue sous le nom

« Des questions se posent, auxquelles répondent les concepteurs, et leurs réponses peuvent s'appliquer ailleurs. »

de « zaï » et défendue par Yacouba Sawadogo au Burkina Faso, ou du modèle développé par le Centre de formation et de production agricole Songhaï, créé en 1985 à Porto-Novo (Bénin) par le prêtre dominicain Godfrey Nzamujo. Soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement, il a en effet essaimé au Bénin, mais aussi au Nigeria, au Liberia, en Sierra Leone et au Congo.

D'autres projets développés dans le domaine de l'agriculture sont de riches pourvoyeurs d'enseignements, que ce soit la vaste entreprise de →


MOHAMED DHAOUAFI

La main artificielle de Cure Bionics, société fondée par le Tunisien Mohamed Dhaouafi.



FABLAB DEFKO AK NIËP

L'un des prototypes de lave-mains sans contact développé par le fablab Defko Ak Niëp.

CANAL+

30 ANS



VOUS N'AVEZ PAS FINI D'ÊTRE SURPRIS !

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S AU CAPITAL DE 3 912 064 € 592 033 401 RCS NANTERRE



CORINNE OUATTARA

Présenté sous la forme d'un bracelet électronique, le « pass santé mousso », de Corinne Ouattara, facilite la prise en charge médicale.

→ « muraille verte », l'émission de téléréalité *Ferme Factory* au Sénégal ou le concept de la start-up Agri-pyramide, lancée par le Burkinabè Kévin Douamba. Baptisée « pyramide zoo-hydroponique », cette construction combine, sur une même surface, trois secteurs d'activité : la production végétale, la pisciculture et l'aviculture.

Reste qu'il serait réducteur de se cantonner aux questions économiques : outre proposer différentes sortes de briques écologiques pour construire maisons et bâtiments, « Singulier plurielles » présente aussi des initiatives pour consolider la démocratie. Comme le fait la start-up BudgIT, créée en 2011 par le Nigérian Oluseun Onigbinde. L'idée est toute simple : offrir un accès précis, grâce à la technologie, aux dépenses publiques. Une façon d'opposer la transparence à la corruption et de mettre le gouvernement face à ses responsabilités. Nombreux, dans le monde, sont les pays qui bénéficieraient sans doute d'un pareil contrôle citoyen. ●

DE L'INFORMEL À L'INTERACTIF

À Nairobi, la capitale du Kenya, les habitants se déplacent majoritairement à bord des *matatus*, ces minibus pouvant transporter une quinzaine de personnes qui sillonnent la ville et sa banlieue de manière informelle. Si les habitués s'y retrouvent plus ou moins, le visiteur qui ignore les itinéraires a bien du mal à se repérer. Forts de ce constat, l'université de Nairobi, le Center for Sustainable Urban Development de l'université Columbia, le Civic Data Design Lab et Groupsho ont allié leurs forces pour créer Digital Matatus, qui propose une carte interactive du réseau de transports de la ville, gratuite et disponible sur téléphone mobile. Les habitants peuvent y accéder en temps réel, et ainsi optimiser leurs trajets. Projet né en Afrique, Digital Matatus entend bien se développer ailleurs dans le monde. ● **N.M.**



DIGITAL MATATUS

Gratuite, cette carte interactive est disponible sur mobile.



Le réseau professionnel

DEPUIS 10 ANS NOUS VOUS METTONS EN LUMIÈRE !

www.goafricaonline.com →

VOUS

1ER GENERATEUR DE LEAD QUALIFIÉ

CONTACTEZ-NOUS !

Retrouvez tous les professionnels sur goafricaonline.com

Go Africa Online

LIFESTYLE

Aït Manos fait rayonner le zellige

La maison casablancaise, qui a trente ans d'existence, habille des intérieurs luxueux, de Djeddah à New York. Elle présente aujourd'hui sa collection Africa.

EVA SAUPHIE



PHOTOS: AIT MANOS

Collection Africa (détail).

Jaune, corail, violet, noir et blanc, voilà les couleurs peu communes qui émaillent les carreaux de losange du zellige « wax Africa ». Une création inédite signée Aït Manos, maison de fabrication de mosaïques mêlant depuis trente ans traditions arabo-andalouses et modernité. Puisant directement son savoir-faire dans le patrimoine de Fès, berceau des métiers d'art du Maroc, cette « tribu des mains » dévoile une collection inspirée des textiles caractéristiques de l'Afrique de l'Ouest, du wax au plus traditionnel kenté du Ghana ou de Côte d'Ivoire, mais aussi des paysages naturels de la Guinée équatoriale ou de la mer d'Émeraude de Madagascar. Le moyen pour ses fondateurs, Ghalia Sebti, ex-salariée dans l'export et la finance, et son mari, Tawfik Bennani, céramiste de formation, de faire fusionner les deux Afrique grâce à un art de l'assemblage qu'ils doivent à la maîtrise de leurs soixante-dix artisans zelligeurs, à pied d'œuvre dans leur atelier de Casablanca.

Aux côtés des traditionnelles rosaces, fleurs, étoiles et autres formes géométriques, la maison ose les motifs rectilignes, les cœurs, et l'association de trois à six émaux, là où la ville de Fès s'appuie traditionnellement sur une palette de douze couleurs. « On s'est inspiré des réalisations de l'architecte burkinabè Diébédo Francis Kéré, prix Pritzker 2022, et, plus largement, de la colorimétrie des différents pays représentés », souligne Ghalia Sebti. Celle-ci a confié à ses architectes de prestigieuses réalisations : le bassin du Musée Yves-Saint-Laurent et la piscine du Royal Mansour, à Marrakech ; la mosquée Um Bandar, à Djeddah ; le restaurant rose poudré Willmott's Ghost à Seattle (États-Unis) ; l'aéroport de Malabo, en Guinée équatoriale.

Label européen

C'est notamment grâce à la mise en place d'un système de préassemblage en dalles, conçu en 1997, que Aït Manos a pu ouvrir le marché du zellige à l'export, en direction des États-Unis ou des pays du Golfe. « Autrefois, l'Arabie saoudite faisait venir les artisans marocains sur place », confie Ghalia, qui se félicite de pouvoir proposer à une clientèle internationale ses pierres de terracotta taillées, émaillées et assemblées à la main. « On s'adapte à l'environnement de nos clients. On proposera du noir et blanc à New York. Au Texas, on pariera sur la couleur. Idem pour Marseille, où la mosaïque se voudra beaucoup plus chamarrée, avec des touches de jaune et de vert, comme à Fès », explique-t-elle.

Un art haut de gamme qui a un coût : entre 3 800 et 7 000 dirhams (entre 350 et 650 euros) le mètre carré. Des prix justifiés par un savoir-faire artisanal, que la patronne compte faire perdurer en recrutant des jeunes pousses, qui côtoieront des maîtres plus anciens. Leurs luxueuses pierres sont labellisées « Zellige de Fès », une certification mise au point par le ministère marocain du Tourisme et de l'Artisanat, et ont acquis le marquage CE au terme de nombreux tests. « Nous sommes très fiers d'avoir obtenu ce label européen, qui nous permet de travailler partout dans le monde. La logistique et l'acheminement se développent sur le continent, et on a donc bon espoir de livrer [notre production] en Afrique subsaharienne à l'avenir grâce au développement du fret aérien. » ●













En haut, fabrication de zelliges à la maison Aït Manos, à Casablanca.
Ci-contre, de g. à dr., modèles wax et kenté.





PHOTOS SYLVAIN CHERKAOUI



Mapaté Junior et Mass (page de gauche) et Ballon d'or, avec leurs propriétaires, en avril 2022.

BIENNALE DE DAKAR 2022

Leurs Majestés les ladoums

Pendant plusieurs mois, le photographe Sylvain Cherkaoui s'est consacré à ces moutons géants dont l'élevage est à la fois un art et une activité fort lucrative.

MEHDI BA

La simple liste de leurs noms donne le la : Sankara, Ballon d'or, Rambo, Galactic, Arafat, Or blanc, Joseph Ki-Zerbo ou encore Mao… Certains d'entre eux disposent même de leur propre fan-club sur Facebook, à l'instar d'un lutteur ou d'une gloire du Mbalax.

Le photographe Sylvain Cherkaoui, collaborateur de *Jeune Afrique,* est parti en quête de ces moutons stars, dont le prix de vente peut se révéler astronomique, et qui font même l'objet de concours de beauté. Il en a tiré une galerie de treize portraits, réalisés en studio, qui seront exposés dans le cadre du off de la Biennale de Dakar 2022. « Le physique des ladoums m'a impressionné ; on est loin des gentils moutons que les enfants comptent le soir pour s'endormir, indique le photographe pour expliquer sa démarche artistique. Leur taille, leur envergure, quand on les regarde à côté de leur éleveur, m'ont rappelé le gabarit impressionnant des lutteurs sénégalais. » Pour son vernissage, le 1er juin, le photographe entendait bien faire défiler quelques ladoums dans la galerie improvisée accueillant son exposition.

« En me documentant sur ces moutons, aperçus au détour d'une publicité, j'ai découvert un univers parallèle, raconte le photographe. Ils aiguisent la convoitise et sont élevés à l'abri des regards. » Port majestueux, mensurations XXL… difficile de comparer les ladoums à leurs congénères qui envahissent l'espace public en toutes saisons et pullulent au moment de la Tabaski – l'appellation locale de l'Aïd-el-Kébir. Adulte, la taille de l'animal oscille entre 95 cm pour les brebis et 120 cm pour les béliers, et son poids entre 140 et 175 kg.

De bergerie en bergerie

« J'ai toujours eu un faible pour les photos des années 1950, à l'instar de celles de Malick Sidibé ou de Mama Casset. Avec les restrictions liées au Covid-19, je suis devenu plus sédentaire et je suis revenu à la photo de studio, que je pratiquais lorsque j'ai débuté dans le métier », explique Sylvain Cherkaoui, transformé, entre-temps, en photo-reporter globe-trotter.

Lumière artificielle, studio itinérant, il arpente le Sénégal à la recherche du roi des ovins, de bergerie en bergerie, de Dakar à Saint-Louis, en passant par Thiès (vue comme la capitale originelle du ladoum) ou Malika, dans la banlieue de Dakar. « Mon idée était de photographier les ladoums comme on le ferait avec des stars. »

Concours de beauté

« Il existe tout un réseau d'éleveurs et d'éleveuses qui se spécialisent dans cette espèce, en pratiquant des saillies entre les femelles et les mâles des uns et des autres afin d'éviter la consanguinité. Au-delà des enjeux financiers, la recherche de l'excellence relève d'une véritable passion pour ces éleveurs », témoigne le photographe. Au Sénégal, le seul véritable concours de beauté du monde animal leur est consacré. Si les éleveurs se rachètent parfois entre eux les bêtes afin de faire prospérer leur business, le consommateur final, lui, investit pour la déguster – même si, gavée d'hormones, sa viande n'est pas forcément au summum de la qualité gastronomique.

Le ladoum demande beaucoup de soins et d'investissements, aussi les élevages sont-ils généralement réduits à une douzaine de têtes. « Une femme que j'ai rencontrée voulait en élever, mais son mari s'y opposait car il craignait d'être cambriolé. Cet animal aiguise en effet la convoitise. Aussi ont-ils dû augmenter la taille des murs d'enceinte et poser des barbelés avant qu'il en accepte le principe. »

> « Au-delà des enjeux financiers, la recherche de l'excellence relève d'une véritable passion pour ces éleveurs. »

À la naissance, l'agneau peut s'échanger autour de 2 millions de F CFA (3 000 euros). En 2017, le record atteint par un ladoum adulte – baptisé du nom de l'ancien roi du Maroc Hassan II – culminait à 52,5 millions de F CFA (80 000 euros). S'offrir un ladoum apparaît comme un marqueur social, un attribut démontrant l'aisance de son acquéreur.

Au terme de la biennale, Sylvain Cherkaoui entend poursuivre son exploration parmi les éleveurs du Sénégal, ce pays détenant, à sa connaissance, l'exclusivité de cet élitisme ovin qui aura accouché, selon ses propres termes, de « la formule 1 du mouton ». Même si l'Algérie, dans un autre registre, a développé le culte de la béliomachie : des combats de béliers dont les noms n'ont rien à envier à leurs congénères sénégalais – Ronaldo, Scarface, El Kaizer… Le photographe conclura ce travail avec un *photobook*, un livre-objet consacré aux ladoums, prévu aux éditions Vives Voix. ●

Exposition « Sama Ladoum. Portraits de stars », Sylvain Cherkaoui (avec la participation de Hamidou Anne), Les Pieds tanqués (Chez Awa), Dakar (Corniche), du 1er au 21 juin 2022.

MUSIQUE

BENJAMIN EPPS

La voix et la foi

À 26 ans, l'artiste né à Libreville, aujourd'hui installé en France, a déjà sorti trois EP : *Le Futur, Fantôme avec chauffeur* et *Vous êtes pas contents ? Triplé !*. Avec ses textes ciselés et inspirés, le Gabonais détonne dans le monde du rap dont – il l'affirme – il sera le prochain roi.

ANTOINE CHELTIEL

Il est des rencontres dont on sait qu'elles vont bouleverser le cours de votre existence. Et ces rencontres, parfois, ont lieu grâce à une voix. Une voix qui frappe, une voix qui vous happe. C'est sans conteste à cette espèce que se rattache celle de Benjamin Epps. L'entendre une fois, c'est l'assurance de la reconnaître entre toutes. Douce, chaude, claire, cette voix qui frappe et vous happe est une voix qui rappe. Dans la plus pure tradition du boom-bap, qui s'écrivit en lettres capitales de Staten Island (New York) à Saint-Denis (France), déferla sur les ondes et finit par imposer son flow au monde. Cette histoire aux accents mythologiques des années 1990, Benjamin Epps la connaît par cœur. Et pour cause : le Gabonais marchait encore à quatre pattes quand il est tombé dedans.

Né à Libreville, en avril 1996, Kesstate Epembia est le benjamin – d'où son nom d'artiste – d'une fratrie de six enfants. Venu au monde une dizaine d'années après ses frères et sœurs, le « tout petit dernier » est un enfant tranquille, « observé, aimé, choyé » par ses aînés. À la maison, « ça parle fort, ça crie, ça se bagarre ». Pour que le calme revienne, une seule façon de mettre tout le monde d'accord : la musique !

Si la chanson française traditionnelle a les faveurs de la mère et des deux sœurs, c'est d'emblée le rap qui rythme la vie de Kesstate. Portés par l'effervescence de ces années, ses trois frères, qui comptent parmi les pionniers du hip-hop au Gabon, organisent freestyles, clashs, battles et *open-mic*, et ne manquent jamais de se rendre chez le meilleur disquaire de Libreville pour faire main basse sur les vinyles de cet âge d'or.

En faisant vibrer les murs de la maisonnée au son de l'époque, les trois frères biberonnent leur benjamin à l'hydromel : La Cliqua, Arsenik, Time Bomb, X Men, Wu Tang, Nas, Dre, Jay Z... « Contaminé par le mic », Kesstate rêve tôt de se forger un destin exceptionnel, comparable à celui de l'artiste qu'il considère comme le plus grand rappeur de tous les temps, et à qui « Eppsito » a consacré un morceau : The Notorious B.I.G., assassiné à l'âge de 25 ans. Précisément l'âge que vient de dépasser son héritier gabonais. Lequel sourit, un brin mélancolique, à l'évocation de ce génie fauché en plein vol, puis lève son verre de Martini blanc à la mémoire du grand « Biggie Small ». « B.I.G fut une bénédiction pour la musique. C'est le père du rap moderne, celui qui a tout façonné, un maître qui a donné le la », assure-t-il.

Sa grand-mère lui a inculqué l'amour du prochain, le plaisir infini de la musique et le pouvoir magique des mots sur les maux.

Leur mélomanie, les rejetons Epembia la doivent à leur grand-mère maternelle Caroline, *nganga* (guérisseuse) de son état. Douée d'une force spirituelle hors-norme, sachant manier les mots mieux que quiconque, elle soigne les âmes blessées et les corps endoloris avec ses breuvages, ses mains et ses incantations. Peu avant la naissance de Benjamin, une révélation mystique lui fait embrasser le christianisme. Matriarche du foyer, vénérée pour sa sagesse autant que pour ses dons, Caroline inculque à sa descendance l'amour inconditionnel du prochain, le plaisir infini de la musique et le pouvoir magique des mots sur les maux. Elle imprime aussi dans l'esprit de son petit-fils l'idée que nul obstacle n'est infranchissable, qu'il ira où bon lui semblera, et que s'il veut être chanteur, il ne sera rien d'autre que le plus grand.

« Je crois en Dieu, mais je n'appartiens à aucune Église. Avoir la foi, c'est être positif et faire toujours confiance, à la vie et à soi-même, explique le jeune rappeur. Je viens de tellement loin que je n'ai pas le droit de ne pas foncer le jour où une opportunité se présente. Les occasions, ça se provoque. Il faut aller chercher sa chance, cogner aux portes, croire en son rêve. Le temps finit toujours par faire le travail. »

À Bellevue, quartier défavorisé, « complètement oublié » du nord de Libreville, où Eppsito a grandi, « c'est la misère telle qu'on se l'imagine partout ailleurs » : délinquance, trafics, meurtres et autres « embrouilles de regards » qui s'achèvent à coups de tessons de bouteille. C'est donc avec un soin jaloux que les aînés Epembia ramènent leur benjamin à la maison après ses interminables parties de football. Il n'oubliera pas cette constante protection, qu'il célèbre dans l'un de ses plus beaux titres, *Dieu bénisse les enfants* : « Si je n'avais pas eu des frères, j'aurais mal tourné / *Salud* à tous les parents qui font juste leur job / Qui assument, qui éduquent, qui nourrissent leurs gosses / Et à ceux qui ont laissé tomber les leurs, que Dieu vous punisse ». Bellevue prend aussi des allures de paradis perdu quand Epps, les yeux brillants, s'épanche sur sa lointaine Ithaque, dont il n'a pas foulé le sol depuis huit ans. Dans ce coin délaissé de l'estuaire, l'entraide, la solidarité et l'espérance n'étaient pas de vains mots, mais bien des valeurs cultivées par chaque famille. « Je suis le fils de la voisine, comme ses enfants sont ceux de ma mère », dit le jeune homme.



MATHIEU CUGNOT POUR JA

« Y a deux ans encore j'ramassais des melons à Nîmes / Y a trois ans encore j'étais valet de chambre à Aix ». Extrait d'*Encore*.

Mais arrive un moment où la tendresse qu'il voue à son quartier ne suffit plus. Les discussions avec sa grand-mère l'ont convaincu que « voyager est la plus grande richesse de l'être humain ». Epps, qui n'a pas encore 18 ans mais son bac en poche, quitte Libreville et met le cap sur Johannesburg. Il y restera deux ans. Le temps de devenir bilingue et de prendre conscience, avec l'avènement des artistes américains Young Thug et Tyga, de celui qu'il est vraiment. Il sera le prochain roi du rap. Et ce trône qu'il faut aller prendre, c'est bien en France qu'il se trouve.

Autodidacte et solitaire

Avec une sœur à Carcassonne et un frère à Aix-en-Provence, Benjamin choisit Montpellier, pour la réputation du département de sociologie de la faculté Paul-Valéry. Tenu à de longs trajets quotidiens entre Carcassonne et la cité universitaire, il n'a guère le temps de frayer avec ses condisciples. Éloigné des plaisirs de la vie estudiantine, il décide d'investir son temps libre dans l'ambition musicale née à Jo'burg. Il achète ordinateur, synthétiseur, micros et logiciels grâce au pécule constitué au cours de ses emplois saisonniers. Une expérience relatée dans son morceau *Encore* : « Y a deux ans encore j'ramassais des melons à Nîmes / Y a trois ans encore j'étais valet de chambre à Aix ». Seul des heures durant, c'est en autodidacte qu'il se familiarise avec ces appareils, aidé par de simples tutos. Sa carrière sera à l'image de ces longues journées solitaires : il fera tout, tout seul. Un rêve immodeste, fou, et pourtant bien réel. Aujourd'hui Benjamin écrit, compose, mixe, mastérise, contrôle, d'un bout à l'autre, l'ensemble de la chaîne de production. « L'indépendance, ça n'a pas de prix... »

À Montpellier, Benjamin fait aussi la connaissance – au cours de l'unique soirée étudiante à laquelle il participe – de celle qui deviendra sa femme. Coup de foudre réciproque, le gamin de Libreville suit l'aimée dans une ville de Lorraine où, depuis quatre ans, il a trouvé le calme nécessaire à la création et à la vie heureuse. C'est dans le studio d'enregistrement dont il a doté leur appartement que le →



Figure atypique dans le monde du hip-hop, Benjamin Epps en maîtrise parfaitement les codes et la culture.

→ rappeur a élaboré les trois EP – *Le Futur, Fantôme avec chauffeur, Vous êtes pas contents? Triplé!* – qui l'ont propulsé sur le devant de la scène. Le reste du temps, Benjamin le passe avec son fils, né il y a moins d'un an. La famille, un environnement paisible, des relations saines, autant d'éléments constitutifs de l'univers de l'artiste, pour lequel l'essentiel réside dans l'authenticité. « Le rap n'appartient à aucune géographie, et encore moins à une couleur de peau. Le rap, c'est dire ce que tu sais, rester toi-même, raconter ton époque ».

Tonalité biblique

S'il convoque les thématiques classiques du rap – pauvreté, violence, criminalité –, Epps sait aussi chanter l'amour, la mort ou la simple joie d'être en vie. Ses textes, souvent empreints d'une certaine crudité, sont dépourvus de toute vulgarité, haine ou misogynie. Élément original, emblématique de sa palette : son inlassable célébration de la bonne chère en général et des fromages en particulier. Ses mots pénétrants, décapants, revêtent par moments une tonalité biblique : « Je multiplie les semences, abondante sera la terre / Je suis en quête de justice, mais la vengeance fera l'affaire ». Allitérations et assonances soyeuses, rimes riches, jeux de mots habiles et trouvailles exquises émaillent une écriture tout entière au service de l'amour de la langue française. « Un héritage à chérir. Notre ciment commun », à même de rassembler « les paysans comme les jeunes de cités, *millenials* et *boomers*, l'Afrique et la France ». La mission que s'est fixée Benjamin Epps, grand admirateur des écrivains Camara Laye, Ousmane Sembene et Ahmadou Kourouma, est un hommage à la beauté du verbe.

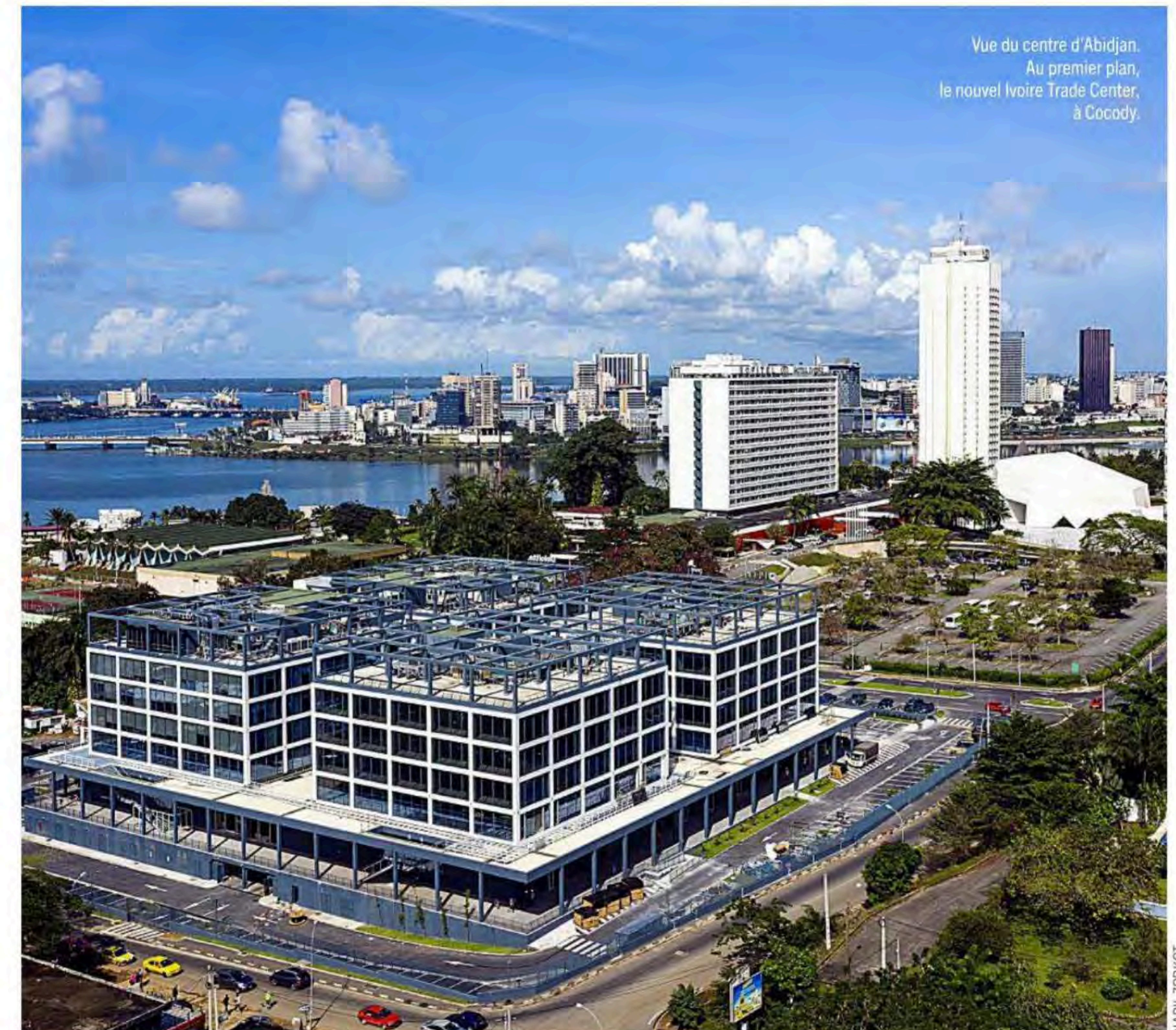
« Je me considère comme le meilleur. Alors même que je suis encore loin d'être la meilleure version de moi-même », assure-t-il avec cet aplomb propre à ceux qui sont convaincus de leur supériorité. À l'instar de Mohamed Ali et de Kylian Mbappé, dans les traces desquelles le Gabonais semble vouloir se placer, et auxquels il adresse un salut fraternel dans ses titres *Goom* et *BMW Boyz*.

Figure détonante dans le monde du rap, Benjamin Epps en maîtrise parfaitement les codes et la culture, et verse, lui aussi, dans l'*ego trip* : c'est avec assurance qu'il exalte ses succès et annonce crânement son règne à venir. Quand ce règne adviendra, c'est au Gabon qu'il le dédiera. À son cousin Mitch, mort du neuropaludisme à 11 ans, à sa mère et à Mocabe, son village natal (qui a donné son nom au label Mocabe Nation) où il s'est promis de faire un jour construire une école. Alors, « afin de rendre aux Gabonais un peu de tout ce qu'ils [lui] ont donné », il organisera un immense concert sur la plage de Libreville. Que l'enfant de Bellevue soit entendu, que Dieu bénisse Benjamin Epps. ●

« Le rap n'appartient à aucune géographie, encore moins à une couleur de peau. Le rap, c'est dire ce que tu sais, rester toi-même, raconter ton époque. »

GRAND FORMAT
CÔTE D'IVOIRE

ENJEUX p. 200 | ÉCONOMIE p. 222 | SOCIÉTÉ p. 240



Vue du centre d'Abidjan. Au premier plan, le nouvel Ivoire Trade Center, à Cocody.

Jeu décisif

Remodelage de l'exécutif et des partis, relance économique et lutte contre l'inflation, apaisement des tensions intercommunautaires… Dix-huit mois après la réélection d'Alassane Ouattara pour un troisième mandat, le pays est à la croisée des chemins.

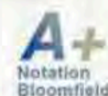
INSPIRATION
SATISFACTION
INNOVATION



que nous rayonnons grâce à vous !

2012 - 2022

V- 161/CSP /D/22







Marcory, Boulevard Valery Giscard d'Estaing
Tél. : +225 27 21 56 91 56 - Eqc: +225 27 22 50 80 70
Fax: +225 27 21 26 82 80
E-mail Ecoute Qualité Clients : eqc@bgfigroupe.com
www.cotedivoire.groupebgfibank.com





BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir



Édito
Damien Glez

La valse des mastodontes

Tout irait pour le mieux dans la meilleure des Côte d'Ivoire – pour paraphraser Pangloss, le personnage de Voltaire –, si l'on en croit les conclusions de la cinquième phase du dialogue politique ivoiro-ivoirien. Et voici les responsables de la « réconciliation et de la cohésion nationale » qui peaufinent l'apaisement en réunissant des ambassadeurs ou en dépêchant des émissaires de pointure jusqu'à La Haye. Le tout avec une normalisation de la structure institutionnelle à travers la désignation du vice-président de la République, la reconduction du Premier ministre et le discours du président sur l'état de la nation.

Citer Pangloss ne suffit pas à adopter l'optimisme de Candide. Alors qu'Alassane Ouattara achève le premier tiers de son troisième mandat, de discrètes stratégies sont déjà marmonnées en vue des scrutins de 2023 et, surtout, de 2025, l'élection à la magistrature suprême suscitant toujours la personnalisation à outrance. Les peuples ne pansent leurs plaies que si les ambitions politiciennes égoïstes ne les rouvrent pas. Certes, la réconciliation n'exclut pas la compétition. Mais la question du casting interroge, trois acteurs – un septuagénaire et deux octogénaires – continuant d'occuper l'espace, tous trois oints d'une expérience présidentielle.

Alassane Ouattara (80 ans), Laurent Gbagbo (77 ans) et Henri Konan Bédié (88 ans) ont été les métronomes politiques des trente dernières années, offrant le spectacle de valses aux coalitions multiples : « ADO et Gbagbo » en 1994, « Gbagbo et HKB » en 2000 et « ADO et HKB » en 2005. Les combinaisons étant aujourd'hui épuisées et les vœux de renouvellement générationnel prononcés, il serait logique que les trois mastodontes se retirent de la course à la présidence. Pourtant…

Si Ouattara avait promis de ne pas briguer le troisième mandat qu'il effectue quand même – il s'était finalement porté candidat après le décès de son dauphin, Amadou Gon Coulibaly, en juillet 2020 –, et s'il affirme ne pas être « à la recherche d'un job à 80 ans », il ne ferme ni ne verrouille formellement la porte à une nouvelle campagne. En mars dernier, un porte-parole du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) indiquait que Bédié (91 ans en 2025) ne renoncerait à une candidature que si le parti trouvait « un candidat capable de gagner ». Quant à Gbagbo, en avril, il déclarait penser « aux municipales demain, aux législatives, à la présidentielle »…

Les peuples ne pansent leurs plaies que si les ambitions politiciennes ne les rouvrent pas.

Hors jeu

Le serpent de mer de la réinstauration d'une limite d'âge pour se présenter à la présidentielle refera-t-il surface pour clore le débat ? Début avril, le député indépendant Antoine Assalé Tiémoko déposait un projet de loi suggérant de la porter à 75 ans, dans ce pays où l'espérance de vie n'atteint pas 60 ans (57 ans, selon le Programme des Nations unies pour le développement). Peut-être les trois superstars de la politique n'entretiennent-elles le flou que pour ne pas s'avouer hors jeu, en particulier le président en exercice, qui ne doit pas démonétiser la fin son mandat.

Sans doute les « jeunes vieux » ou « vieux jeunes » de la politique ivoirienne, Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, actuellement « empêchés », pensent-ils avec une certaine nostalgie à la fin des *nineties*, qui leur promettaient un avenir fulgurant. En abordant la cinquantaine, les voici dans la position d'un prince de Galles qui voit le trône promis toujours occupé par une reine de 96 ans.

Or il y avait quelque chose de monarchique dans la posture de celui que peu se permettent de critiquer aujourd'hui. Décédé au pouvoir, Félix Houphouët-Boigny avait la réputation de priser la pensée populaire qui enseigne que l'on ne désigne pas quelqu'un du doigt en disant : « C'est un ancien chef. » ●



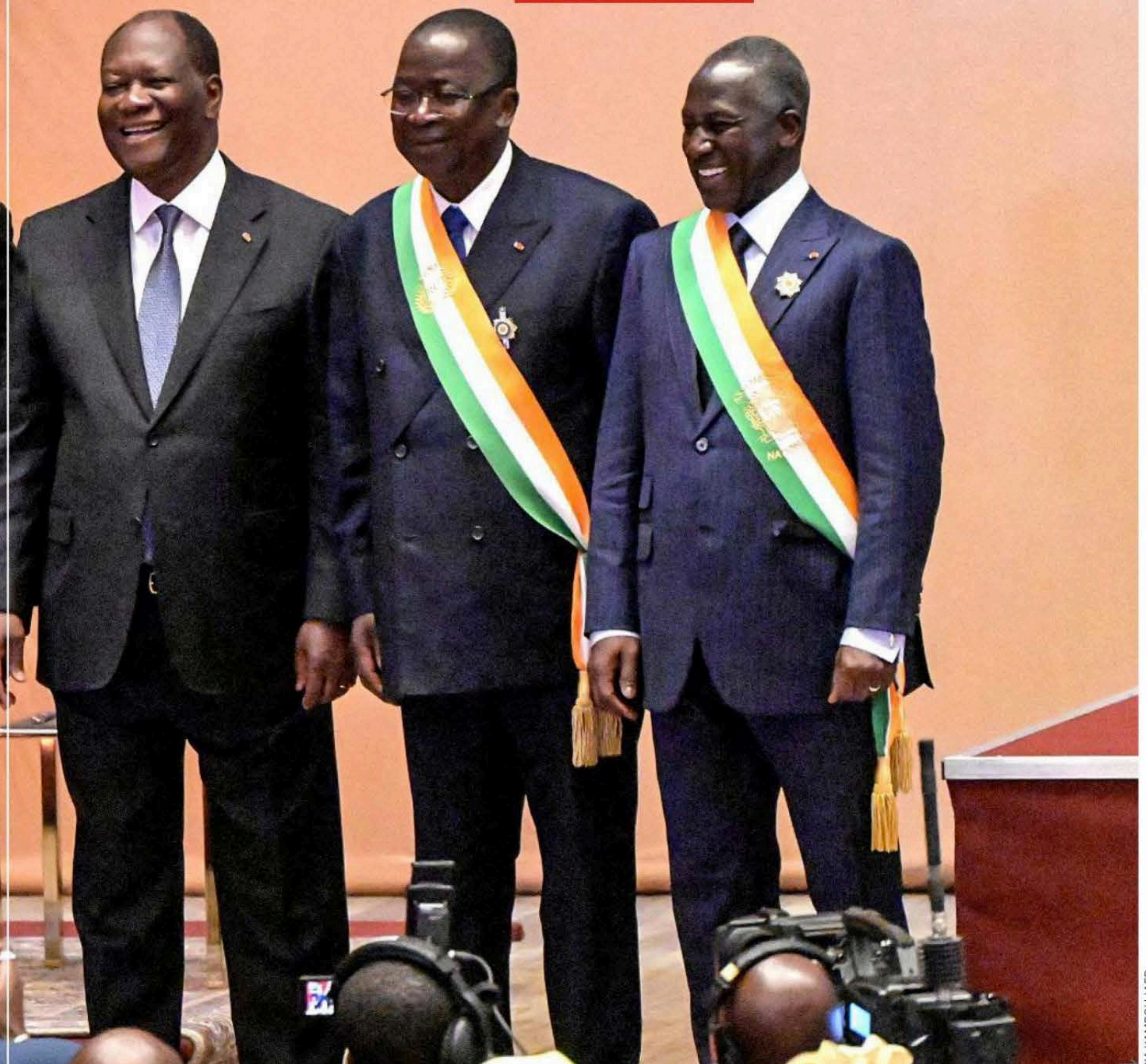
Devant le Congrès réuni à Yamoussoukro, le 19 avril, (de g.à dr.), le Premier ministre, Patrick Achi, le vice-président, Tiémoko Meyliet Koné, le président, Alassane Ouattara, ainsi que Jeannot Ahoussou Kouadio et Adama Bictogo, respectivement présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale.

ENJEUX

OUATTARA RÉORGANISE SA DREAM TEAM

En nommant un vice-président, le chef de l'État a mis la dernière main à la recomposition de son équipe après la mort d'Amadou Gon Coulibaly et de Hamed Bakayoko. Décryptage.

VINCENT DUHEM, À ABIDJAN



SIA KAMBOU/AFP

Avec ses grandes allées rarement embouteillées, ses larges trottoirs et ses luxueuses villas, le quartier de Beverly Hills, dans la commune de Cocody, à Abidjan, regroupe quelques-unes des plus grosses fortunes du pays. Hommes d'affaires, directeurs généraux, hommes et femmes politiques de premier plan y ont élu domicile : l'ancien Premier ministre Hamed Bakayoko, la ministre des Affaires étrangères, Kandia Kamara, ou l'actuel chef du gouvernement, Patrick Achi. Tiémoko Meyliet Koné, le tout nouveau vice-président, est son voisin.

En cette soirée du 23 avril, Achi parcourt les quelques mètres qui séparent leurs résidences pour une réunion au sommet. Le 15 avril à Abidjan, puis le 21 à San Pedro, les services de sécurité ivoiriens ont mis la main sur une importante cargaison de drogue, plus de 2 tonnes de cocaïne en provenance d'Amérique latine. Elle a été estimée à 41,1 milliards de F CFA (62,6 millions d'euros). Informé, Alassane Ouattara (ADO) a décidé de confier ce dossier sensible à Tiémoko Meyliet Koné. C'est la raison de la présence d'Achi chez lui. Le secrétaire général de la présidence, Abdourahmane Cissé, ainsi que les ministres Birahima Téné Ouattara (Défense) et Vagondo Diomandé (Intérieur et Sécurité) sont de la partie.

De bons technocrates

Pour Tiémoko Meyliet Koné, c'est non seulement un sacré baptême du feu, quelques jours seulement après avoir quitté le siège dakarois de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont il était le gouverneur depuis 2011, mais aussi le signe de la place que compte lui accorder Alassane Ouattara. « Symboliquement, voir le Premier ministre se déplacer chez lui, c'était important. Ça a donné le ton », analyse un membre du gouvernement.

Tout juste après sa nomination, Tiémoko Meyliet Koné s'est rendu dans plusieurs capitales ouest-africaines afin de faire ses adieux aux autorités locales et, parfois, de transmettre un message du chef de l'État. De retour à Abidjan, il a reçu le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh Annadif Khatir, avant de représenter le président lors de la célébration de la Nuit du destin.

Par le flou dont elle entoure le poste de vice-président, la Constitution permet à ADO de lui donner le poids qu'il désire. Mais le chef de l'État n'entend pas faire de Tiémoko Meyliet Koné un nouveau Daniel Kablan Duncan, qui s'était retrouvé réduit à un rôle de représentation. Les deux hommes ont pourtant certains points communs, comme celui d'être de bons technocrates passés par le FMI et la BCEAO. Ce qui est également le cas d'Alassane Ouattara.

> **Le chef de l'État n'entend pas faire de Tiémoko Meyliet Koné un nouveau Daniel Kablan Duncan, qui s'était retrouvé réduit à un rôle de représentation.**

À 72 ans, Tiémoko Meyliet Koné sait que sa nomination ne doit pas être vue comme un possible tremplin vers une candidature à la présidentielle de 2025. « Le chef de l'État ne voulait pas nommer de personnalité politique à ce poste pour éviter toute interprétation, comme ce fut le cas avec Duncan », explique l'un de ses vieux amis.

Cette absence d'ambition politique semble pousser ADO à lui confier un certain nombre de dossiers importants, avec lesquels le président veut qu'il se familiarise rapidement. C'est pour cette raison qu'il a tenu à choisir son directeur de cabinet, Emmanuel Ahoutou Koffi, qui a assuré cette fonction auprès de ses trois derniers Premiers ministres (Amadou Gon Coulibaly, Hamed Bakayoko et Patrick Achi).

ADO désire également échapper à certaines contraintes, notamment des obligations nationales, continentales ou internationales. Il reste néanmoins à la manœuvre. Le 15 avril, il a quitté Abidjan pour aller passer une semaine en France. En son absence, le Conseil des ministres hebdomadaire n'a pas eu lieu.

Cercle rapproché

Le chef de l'État est un homme qui prend rarement des décisions dans la précipitation. « Il a le temps pour lui. Et le temps lui a jusque-là donné raison », assure l'un de ses visiteurs du soir. ADO prend également un malin plaisir à surprendre. À dire une chose et à faire son contraire. Mi-mars, il avait confié en privé vouloir attendre juillet pour remanier son gouvernement. De plus, il concédait à certains ses réticences à nommer un vice-président, poste resté vacant depuis la démission de Daniel Kablan Duncan, en juillet 2020. « En laissant filtrer ces informations, il voulait tester les réactions. En réalité, il avait déjà défini son calendrier : réaménager le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix [RHDP], puis le gouvernement, et nommer un vice-président dans la foulée », assure l'un de ses proches.

En procédant de la sorte, Alassane Ouattara achève de remodeler un système bouleversé par la mort d'Amadou Gon Coulibaly, en juillet 2020, et de Hamed Bakayoko, en mars 2021. Avant cela, ADO avait perdu le soutien de Duncan et celui de Marcel Amon Tanoh, son ancien directeur de cabinet, qui a depuis fait amende honorable et été nommé au Conseil de l'entente.

En juin 2021, il avait nommé Claude Sahi chef de cabinet, fonction assumée jadis par le ministre Sidi Tiémoko Touré et inoccupée depuis plusieurs mois. Ancien proche d'Ibrahim Coulibaly, Sahi est un bon connaisseur de l'administration. Il fut l'un des piliers du ministère de l'Intérieur, où il était le directeur des affaires politiques. Hamed Bakayoko l'avait recruté en 2014.

L'arrivée de Tiémoko Meyliet Koné redéfinit légèrement le rapport des forces entre les membres de son cercle rapproché. C'est tout particulièrement le cas de son Premier ministre. Relégué d'un rang dans l'ordre protocolaire, Patrick Achi doit-il s'inquiéter de l'arrivée d'une nouvelle →

CI-ENERGIES
CÔTE D'IVOIRE ÉNERGIES
CONSTRUIRE LA CÔTE D'IVOIRE ÉLECTRIQUE

Nous développons le réseau électrique de la Côte d'Ivoire
et rendons l'électricité accessible pour tous !



MISSIONS
- Planifier l'offfre et la demande en énergie électrique
- Accroître les capacités de production y compris dans le domaine des énergies renouvelables
- Améliorer la qualité de la fourniture de l'électricié par le développement des réseaux de transport et de distribution
- Améliorer l'accès à l'électricité à travers l'électrification rurale
- Gérer les flux financiers du secteur de l'électricité

OBJECTIFS À L'HORIZON 2025
- Porter la capacité de production de la Côte d'Ivoire à 4000 MW
- Construire plus de 3 500 Km de lignes haute tension
- Doubler la capacité de transit dans le Grand Abidjan avec 10 nouveaux postes sources
- Renforcer les interconnexions avec les pays voisins en construisant les réseaux électriques avec le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone
- Installer 750 postes de distribution d'électricité
- Achever l'électrification de l'ensemble des localités que compte la Côte d'Ivoire

10 ans
www.cinergies.ci
CI-ENERGIES



ANGE SERVAIS MAHOUENA-IVORY COAST PRESIDENCY/HANDOUT VIA REUTERS

Tiémoko Meyliet Koné applaudi lors de sa désignation, à Yamoussoukro, le 19 avril 2022.

→ personnalité de poids dans l'entourage du chef de l'État ? Depuis sa nomination, il est soumis à une forte pression et a parfois montré certaines difficultés à imposer son autorité sur un gouvernement pléthorique.

Selon nos informations, ses relations se seraient compliquées avec Abdourahmane Cissé, secrétaire général de la Présidence depuis fin mars 2021 et autre élément essentiel du nouveau système Ouattara. Courroie de transmission entre la Présidence et le gouvernement, il est au cœur de l'appareil exécutif. Il s'entretient quotidiennement avec le chef de l'État.

« Il n'est pas exclu qu'ADO effectue un autre remaniement plus important que le dernier et nomme un autre vice-président avant 2025. »

En privé, Achi s'est plaint de voir Cissé s'immiscer régulièrement dans ses dossiers. Il juge trop ambitieux celui que certains, dans les couloirs de la présidence, surnomment même « Macron », en référence à son jeune âge et à ses potentielles envies présidentielles.

Représentant du septentrion

« Même s'il aura une certaine autorité, Koné ne va pas faire d'ombre à Achi. Ils ne sont pas concurrents. Le vice-président va assister le Premier ministre dans certains dossiers et lui permettre de se concentrer sur d'autres sujets. Le président veut le mettre dans les meilleures conditions », souligne un intime d'Alassane Ouattara qui rappelle qu'Achi et Koné se connaissent et s'apprécient. Ils ont déjà travaillé ensemble, notamment lors de la préparation de la réforme du franc CFA, annoncée en décembre 2020 à Abidjan par Alassane Ouattara et Emmanuel Macron.

Bien que Koné ne soit pas un pur politicien, son entrée en scène pourrait avoir une incidence sur la géopolitique électorale. Depuis le décès d'AGC et celui de Hamed Bakayoko, aucun cadre du nord de la Côte d'Ivoire n'a réellement émergé pour le moment. Originaire de Ferkessédougou par son père et de Tarifé, où il possède un ranch, une résidence secondaire et un complexe hôtelier, par sa mère, l'ancien gouverneur de la BCEAO est un éminent représentant du septentrion. Sa zone d'influence est mitoyenne de celle d'un autre proche du chef de l'État, Fidèle Sarassoro. Lui aussi est cité comme l'un des potentiels successeurs d'ADO, dont il est le discret directeur de cabinet depuis cinq ans. C'est d'ailleurs à la demande de ce dernier qu'il s'était présenté aux dernières élections législatives dans son fief de Sinématiali (Nord), où il a été élu facilement. Une manière pour le président de faire apparaître une nouvelle figure en pays sénoufo. Sarassoro, qui cumule déjà sa fonction à la présidence avec celle de secrétaire du Conseil national de sécurité (CNS), avait également vu ses compétences élargies.

L'émergence d'une autre personnalité du Nord pourrait-elle contrarier sa montée en puissance ? « Sarassoro est jeune. Il a le temps, contrairement à Koné. Et puis le boss n'a pas joué sa dernière carte. Alassane Ouattara va sûrement tester son nouveau système pendant un ou deux ans. Il n'est pas exclu qu'il effectue par la suite un autre remaniement plus important que le dernier et nomme un autre vice-président avant 2025 », précise-t-on dans l'entourage du chef de l'État. Encore une fois, ADO reste le maître des horloges du temps politique de son pays. ●

60 ANS DE CHALLENGES RÉUSSIS AVEC VOUS

60 ANS AVEC VOUS

Parce que nous croyons qu'avec l'audace et l'abnégation on peut faire de grandes choses, nous vous aidons depuis 60 ans à structurer vos projets en leur donnant du sens, grâce à nos offres de financement.

Plus que jamais, nous sommes à vos côtés pour donner vie à vos projets.

dentsu V-2/CSP/D/22





SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE – Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital social de 15.555.555.000 FCFA – Siège social à Abidjan 5 et 7 avenue Joseph ANOMA - 01 BP 1355 Abidjan 01 – RCCM CI-ABJ-1962-B-2641 – Tél : 27 20 20 12 34 – Fax : 27 20 20 14 92 – Centre de relations clients : 27 20 20 10 10 – Site internet : www.societegenerale.ci

L'incontournable Patrick Achi

Longtemps cadre de la formation d'Henri Konan Bédié, le Premier ministre est devenu une figure clé du parti présidentiel. Désormais membre du premier cercle du chef de l'État, il se sait particulièrement attendu.

AÏSSATOU DIALLO, À ABIDJAN

C'est au cours de son discours très attendu sur l'État de la nation, le 19 avril, devant le Parlement réuni en congrès à Yamoussoukro, qu'Alassane Ouattara a glissé la phrase qui sous-entendait la reconduction de Patrick Achi. Le président a dit vouloir un gouvernement plus resserré et a lancé à son endroit : « Monsieur le Premier ministre, vous avez reçu mes instructions en ce sens. » Tonnerre d'applaudissements dans la salle. Comme une évidence, Ouattara a choisi de lui accorder sa confiance, lui donnant pour mission de s'attaquer à la crise sécuritaire et d'accentuer les efforts sur les questions sociales. Sur ce sujet, Patrick Achi se sait particulièrement attendu. Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine, les Ivoiriens ne sont pas épargnés par l'inflation sur les produits de première nécessité.

Il a tenté de rassurer les centrales syndicales le 1er mai dernier, et a détaillé les réponses apportées. « Pour faire face à la problématique de la vie chère et soutenir le pouvoir d'achat des Ivoiriens, le gouvernement a accordé 182,5 milliards de F CFA [277,4 millions d'euros] de subventions diverses entre janvier et mai 2022 », a-t-il indiqué. Cela sera-t-il suffisant ?

Le 19 avril, Alassane Ouattara a également annoncé la nomination de Tiémoko Meyliet Koné, jusque-là gouverneur de la BCEAO, au poste de vice-président. Un affaiblissement du Premier ministre, se sont interrogés certains observateurs de la scène politique ? « Non, estime un proche de Ouattara. Je dirais plutôt que c'est le président qui voudrait se reposer un peu. Il a envie de souffler. Le Premier ministre et le vice-président ont chacun des attributions définies par la Constitution. Compte tenu du profil de ce vice-président, Ouattara pourra lui déléguer des choses. »

Technocrate et fin tacticien

Quant à Patrick Achi, il a su en quelques années se faire une place dans le premier cercle d'Alassane Ouattara, devenant l'un de ses plus proches collaborateurs. Les deux hommes travaillent ensemble depuis l'arrivée au pouvoir du chef de l'État, en 2011. Ministre des Infrastructures jusqu'en 2017, Achi est ensuite nommé secrétaire général de la Présidence, avant de devenir Premier ministre en mars 2021, à la suite du décès de Hamed Bakayoko. Patrick Achi a un profil qu'Alassane Ouattara apprécie : c'est un technocrate, réputé travailleur.

Mais, à 66 ans, il est aussi un fin tacticien. Ce fils de député fait de la politique depuis ses plus jeunes années, et il a construit une longue carrière, principalement au sein du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Il milite pour l'ancien parti unique dès ses années étudiantes, fait partie des « réformateurs » dans les années 1990 et n'hésite pas à engager des combats difficiles sous les couleurs de la formation dirigée par Henri Konan Bédié. En 2011, c'est dans la région de la Mé (Sud), pourtant contrôlée par le Front populaire ivoirien (FPI), de Laurent Gbagbo, qu'il se fait élire député. En 2016, puis en 2021, il parvient à se faire réélire.

Cadre du PDCI jusqu'à en devenir vice-président, il rompt avec le mouvement en 2018. C'est alors l'heure où il faut faire un choix : le PDCI doit-il rallier le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), d'Alassane Ouattara ? Le 17 juin de la même année, alors que, en interne, la bataille fait rage, un bureau politique du PDCI se tient à son siège, à Cocody. Patrick Achi fait partie, aux côtés de Kobenan Kouassi Adjoumani et de Daniel Kablan Duncan, de ceux qui sont favorables à la fusion avec le RHDP. Ils tentent de convaincre leurs camarades. En vain. Le refus l'emporte au vote. Une claque pour Achi et ses compagnons.

Ce jour-là, Patrick Achi tente le tout pour le tout. Alors que le vote vient d'avoir lieu, il essaie d'entrer dans la salle où le communiqué final est rédigé. « Il s'est vu fermer la porte au nez et a fait face à une opposition farouche de Narcisse N'Dri, un proche de Bédié qui deviendra plus tard son directeur de cabinet. Ils n'en sont pas venus aux mains, mais c'était très houleux car les autres estimaient qu'Achi voulait infléchir le ton du communiqué final. » De nombreux cadres favorables à la fusion avec le RHDP quittent alors le PDCI. « Mais Achi n'est pas parti immédiatement. Il a longuement hésité. D'ailleurs, en août de l'année suivante, lors d'un meeting à Gagnoa, Maurice Kakou Guikahué l'a félicité pour sa présence, sa loyauté et sa fidélité au parti », se souvient un cadre du PDCI. Selon son entourage, il espérait alors pouvoir convaincre Bédié de changer d'avis.

« Chantage au tabouret »

Mais avec le temps qui passe sa position devient intenable. Au RHDP, on demande une clarification des positions des uns et des autres. Adama Bictogo, qui avait pressé Guillaume Soro de « rendre le tablier » s'il n'adhérait pas à la nouvelle formation politique, appelle tous les →



LAFARGUE RAPHAEL/ABACA

À Paris, le 24 août 2021.

COMMUNIQUÉ



Depuis la Côte d'Ivoire, l'avenir d'Eni s'écrit en Afrique

Depuis nos premières découvertes en Égypte dans les années 50 jusqu'aux récentes en Côte d'Ivoire en 2021, de notre activité pétrolière et gazière traditionnelle à nos investissements dans les énergies renouvelables et les matières premières agricoles pour le bioraffinage, en passant par la transition énergétique et la décarbonation, l'Afrique est au cœur de l'histoire d'Eni et au cœur de son avenir.

Les activités d'Eni en Côte d'Ivoire illustrent tous les éléments de la stratégie de l'entreprise dans notre contexte actuel de mutation permanente : capacité d'exploration de classe mondiale, priorité donnée à l'innovation technologique et l'efficacité énergétique, projets accélérés… tout un ensemble de solutions pragmatiques visant à atteindre le zéro net où l'accent est mis sur un accès efficace et durable à l'énergie et au contenu local.

Comme son nom l'indique, le champ Baleine d'Eni, en Côte d'Ivoire, est une découverte géante - et c'est la première en 20 ans dans le pays. Autre record : ce sera le premier développement net zéro en Afrique pour les émissions de niveaux 1 et 2. Cet objectif sera atteint en mettant en œuvre les meilleures solutions d'efficacité énergétique dans l'exploitation de cette découverte ainsi que de décarbonisation à l'image des alternatives compensatoires naturelles visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre par la protection, la gestion durable et la restauration des écosystèmes naturels dégradés. En outre, les ressources pétrolières et gazières de Baleine seront développées en tirant parti des infrastructures existantes et des compétences locales, et le gaz sera consacré à la production d'électricité dans le pays.



Ce sont ici les piliers de la stratégie d'Eni pour continuer à créer de la valeur pour toutes ses parties prenantes tout en embrassant la transition énergétique vers la neutralité carbone. Une stratégie qui se déploie dans tous les pays de présence d'Eni en Afrique. Depuis 1953, le continent représente la principale zone géographique de notre portefeuille ; aujourd'hui plus de 50 % de notre production ainsi que de nos investissements d'Exploration & Production sont réalisés sur le continent. Près de 90 % de la production de gaz d'Eni sur le continent est consacrée au marché intérieur, améliorant ainsi un accès stable et fiable à l'énergie. Le gaz naturel peut également servir de pont entre l'Afrique et l'UE : une fois les besoins des marchés intérieurs des pays africains satisfaits, les ressources gazières supplémentaires pourraient contribuer à garantir la sécurité d'approvisionnement de l'UE tout en générant des revenus supplémentaires pour les pays producteurs.

L'Afrique est également le continent où Eni développe certains de ses projets les plus tournés vers l'avenir, diversifiant ses activités dans le but de fournir un mix de produits entièrement décarboné. Des initiatives d'énergie solaire sont développées en Tunisie, en Algérie, en Angola ; des solutions de captage et de stockage du carbone sont à l'étude en Égypte et en Libye, tandis que la production d'hydrogène est à l'étude en Algérie et en Égypte.

De plus, puisque les biocarburants représentent le meilleur moyen de décarboner les transports longue distance, nous augmentons notre capacité de bioraffinage et nous appuyons sur une croissance forte et cohérente en matières premières diversifiées. C'est pourquoi, fort de nos relations de longue date avec les pays africains, nous développons la production de matières premières agricoles : au Kenya et au Congo, nous produisons déjà des cultures qui ne font pas concurrence à la nourriture tandis que nous lançons de nouveaux projets en Angola, au Mozambique, au Bénin, au Ruanda, en Algérie et en Côte d'Ivoire.

JAMG - PHOTOS DR

eni.com

→ responsables qui ne sont pas pleinement au RHDP à « rendre le tabouret ». « C'est le chantage au tabouret qui a eu raison de leur militantisme au PDCI, ironise un membre du parti. Et comme Patrick Achi était plus qualifié que d'autres pour exercer un certain nombre de tâches, on les lui a confiées. »

Parmi ses atouts, le Premier ministre compte de hautes études. Après une maîtrise de mathématiques et physique obtenue à l'Université nationale de Côte d'Ivoire, il a intégré l'École supérieure d'électricité (Supélec), à Paris, dont il est sorti ingénieur, puis l'université de Stanford, aux États-Unis, où il a décroché un master en management. Il a par ailleurs travaillé dans le secteur privé et a contribué à la restructuration d'entreprises du secteur public, avant de créer son propre cabinet de conseil.

Crise sécuritaire, relance économique après l'épidémie de Covid-19, relations avec le secteur privé, lutte contre la vie chère, dialogue national… Autant de sujets dont il s'est emparé. « Il est appliqué et travailleur. Mais sait aussi détendre l'atmosphère avec humour », confie un proche. Peut-être est-ce ce caractère qui fait d'Achi un homme rassembleur qui a su conserver de bonnes relations avec certains de ses anciens camarades du PDCI. Il continue à discuter avec des responsables de tous les bords politiques, un avantage pour mener le dialogue au début de l'année.

« Il est appliqué et travailleur. Mais sait aussi détendre l'atmosphère avec humour », confie un proche.

Il n'y a qu'avec un homme qu'on lui a connu de réels différents récemment : Adama Bictogo, alors directeur exécutif du parti présidentiel. Ces derniers mois, les tensions entre eux étaient un secret de polichinelle à Abidjan. Alors que Bictogo organisait des réunions avec des ministres sans en avertir le chef du gouvernement, le Premier ministre voyait son autorité sapée. Un bras de fer tranché directement par le président, en la faveur de Patrick Achi. Bictogo, lui, a été relégué au rang de secrétaire exécutif. De quoi faire naître des rumeurs sur l'avenir du Premier ministre. Et si c'était lui, le successeur d'Alassane Ouattara ?


LUC GNAGO/REUTERS

Le chef de l'État et son chef de gouvernement, à Abidjan, le 7 avril 2021.

Tournée dans le Nord

Impossible, confie un élu du Nord. « Achi n'est pas très actif dans la vie du parti. Il donne l'impression de ne pas être impliqué et ne va pas à la rencontre des militants. » « Imaginez-vous poser la question de la place d'Amadou Gon Coulibaly ou de Hamed Bakayoko au RHDP ? Si c'est le cas ici, c'est que les choses ne sont pas si évidentes que cela, ajoute un cadre du parti. Gon disait que le Nord était déjà acquis. Il lançait des offensives dans d'autres régions. Ce n'est pas le cas avec Achi. » Alors que l'électorat traditionnel du RHDP vient du nord du pays, Patrick Achi a des origines attiées (Sud) par son père et françaises par sa mère. Un cadre du RHDP émet également des réserves : « On ne l'a jamais connu dans l'opposition et nous ne savons pas s'il sera loyal. »

Ce discours est balayé d'un revers de main par Philippe Hien, président du conseil régional du Bounkani (Nord-Est) et membre du secrétariat exécutif du parti au pouvoir. « Il n'y a pas de doute sur sa fidélité et sa loyauté au parti. Il a accepté de quitter le PDCI pour rejoindre le RHDP car il a estimé que c'était ce qu'il y avait de mieux pour le pays, insiste-t-il. Lorsque Gon a été désigné candidat, il y a eu des mécontentements. Mais, après quelques mois, les gens se sont rendu compte que c'était le choix le plus judicieux en raison de son parcours et de ses compétences techniques et intellectuelles. Le président connaît ses hommes et fera ce qu'il y a de mieux. Pour l'instant, Achi est attendu sur les questions gouvernementales. »

Certes, Patrick Achi n'atteindra pas le niveau de proximité que Gon Coulibaly avait avec ADO. Mais beaucoup voient dans les actes du Premier ministre qui rend hommage à son prédécesseur un message fort. « Il a su mettre les pro-Gon à l'aise », assure un ministre. De fait, il a conservé presque toute l'équipe dont Gon Coulibaly disposait à la primature. « Si le président le désigne comme candidat, les militants voteront pour lui », conclut-il.

Pour rassurer sur les actions du gouvernement face à la menace sécuritaire, Patrick Achi a fait une tournée dans le Nord au début de l'année, jusqu'à Kong, la terre des Ouattara. Sa visite y a marqué les esprits et a suscité de nombreux espoirs. « C'est le collaborateur de notre fils et nous étions honorés de le recevoir », confie le chef du village. Un premier pas pour Achi dans les étapes de la succession du président? ●



MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

La feuille de route ambitieuse du Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale



Le Ministre, Maître Adama KAMARA, travaille, depuis le 6 avril 2021, pour la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale en Côte d'Ivoire. Pour l'année 2022, plusieurs priorités sont inscrites sur la feuille de route du ministère.

Promouvoir l'accès à un emploi productif et décent pour tous

Le Ministère ambitionne à travers, la formulation de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2022-2025, de : « Promouvoir à l'horizon 2025, l'accès à un emploi productif et décent pour tous les hommes et les femmes en âge de travailler, y compris les jeunes et les personnes en situation de handicap, avec l'amélioration de la gouvernance du marché du travail ».

Cette ambition, qui est inscrite dans la Déclaration de 2011 du Président de la République en matière de politique d'emploi ainsi que dans les orientations stratégiques du Plan National de Développement (PND) 2022-2025, se traduit par :

- la promotion d'emplois productifs et décents ;
- l'impulsion progressive de la migration des emplois informels vers des emplois formels ;
- la promotion de l'employabilité tout en faisant la promotion de nouvelles niches (TIC, environnement, agro-industrie) ;
- le renforcement de la gouvernance du marché du travail à travers la création de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF).
- plusieurs actions sont menées ou sont en cours de réalisation :
- la publication et la vulgarisation du répertoire des mesures incitatives de création et de maintien de l'emploi (mesures fiscales et réglementaires) ;
- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Intégrée de Transition vers l'Économie Formelle (SNIT-EF) ;
- la création du Compendium des compétences des seniors.
- la promotion de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat par la mise en œuvre du Projet d'Insertion des Personnes Vulnérables (PIPV) et du Projet de Promotion de l'Emploi Décent (PPED), sur la période 2022-2024 avec des impacts emploi respectifs de 15 600 et 15 000 bénéficiaires ;
- la mise en œuvre du Projet de promotion de l'emploi de ménage, sur la période 2023-2024, avec un impact de 6 000 bénéficiaires ;
- la mise en œuvre du Projet d'insertion de 5 477 bénéficiaires dans les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre en 2022.

Renforcer le contrôle de l'application de la législation du travail

Le dispositif législatif et réglementaire a été renforcé, ces dernières années, afin de l'adapter aux réalités qui ont cours dans les entreprises et les unités de production informelle. Ainsi, le Code du Travail a été modifié pour, entre autres, prendre en compte des dispositifs pertinents tels que le télétravail et le chômage partiel et renforcer l'accès des femmes à l'Emploi.

Le défi porte sur le contrôle de l'application de l'important arsenal juridique mis en place grâce à un dialogue social constructif avec les partenaires sociaux. Pour le relever, nous procéderons à l'amélioration du maillage territorial en structures techniques avec l'ouverture de : quatre (4) Directions Régionales dans les Chefs-lieux de régions non couverts, deux (2) Inspections du Travail supplémentaires à Abidjan et deux (2) antennes de santé et de sécurité en région. Une réforme en cours permettra d'accroître et de mieux structurer le contrôle des lieux de travail afin de garantir les conditions du travail décent en Côte d'Ivoire.

Poursuivre la lutte contre le travail des enfants

Le Gouvernement ivoirien entreprend, depuis plusieurs années, des actions vigoureuses pour lutter contre ce fléau à travers la mise en œuvre de Plans d'Actions Nationaux triennaux (PAN). Le plan d'action en cours jusqu'en 2023 a été élaboré en vue de générer un impact plus significatif sur la réduction du travail des enfants à l'échelle nationale. Le budget de la mise en œuvre de ce plan d'action est estimé à plus de 76 milliards de F CFA.

Il s'agit de lutter contre les causes profondes du phénomène, à travers notamment : (i) le renforcement de l'accès des enfants aux services sociaux de base (éducation, santé, protection, déclaration à l'Etat Civil, etc.) ; (ii) la réduction des vulnérabilités socio-économiques des familles et des communautés ; (iii) le renforcement du cadre juridique, des mécanismes de suivi évaluation des projets et programmes ainsi que (iv) la pérennisation et l'extension du Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI) à tout le territoire national.



Célébration officielle de la 31e édition de la JIPA à Vavoua le 26 nov. 2021.



UNE INITIATIVE ORIGINALE POUR FAIRE CONNAÎTRE LES AVANCÉES EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE



La Ronde du Social est un projet initié par le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, qui consiste à mener des campagnes de sensibilisation à l'endroit des populations des différentes contrées de la Côte d'Ivoire. L'objectif est de les exhorter à s'approprier et à adhérer aux différents produits de protection sociale (CMU, RSTI, La Complémentaire) et des actions en faveur du renforcement de l'appui aux populations vulnérables.

Pour atteindre ses objectifs, Monsieur le Ministre associe à ces actions les partenaires sociaux et le corps préfectoral. Les deux premières étapes se sont déroulées dans les villes de Vavoua (en marge de la célébration officielle de la Journée Internationale des Personnes Âgées, JIPA, du 23 au 26 novembre 2021) et San Pédro (du 3 au 6 mars 2022).

Pour la 3ème étape, la Ronde du Social a fait escale chez les grands corps constitués que sont la Police Nationale, les Douanes Ivoiriennes et les Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) du 22 avril au 03 mai 2022. La Ronde du Social se poursuivra auprès des communautés religieuses et des artistes de Côte d'Ivoire.

COMMUNIQUÉ

JAMG - PHOTOS DR



Photo de famille de la 2e édition de « Les Rendez-Vous du MEPS » le 10 fév. 2022

Travail des Enfants : Agir dans la cacaoculture

Outre le PAN, le Ministère est également impliqué dans la mise en œuvre de la Stratégie pour une Cacaoculture Durable en Côte d'Ivoire, dont l'un des piliers est la lutte contre le travail des enfants.

Cette stratégie prend en compte l'accélération de l'extension du SOSTECI ainsi que les actions visant la vulgarisation, dans les zones géographiques à forte prévalence du travail des enfants, du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) ainsi que de la Couverture Maladie Universelle (CMU), plus particulièrement, de son régime d'assistance aux ménages indigents.

Ce processus permettra à terme, à plus de 5 millions de paysans (i) de se soigner correctement à travers la CMU ; (ii) de constituer une épargne à consommation différée dont ils pourront jouir en cas de suspension d'activité ou à la retraite à travers le RSTI (iii) et de bénéficier, pour le cas spécifique des femmes agricultrices en grossesse, de revenus durant leur période de maternité, pendant environ trois (3) mois, toujours à travers le RSTI. Cette ambition concerne les agriculteurs de toutes les spéculations menacées du fait du travail des enfants, en particulier ceux du cacao.

Un système de protection sociale performant et inclusif

Une série de produits nouveaux a été créée :

- la Couverture Maladie Universelle (CMU) permet d'assurer l'accès de tous les ivoiriens et des non nationaux vivant en Côte d'Ivoire, à des soins de qualité, à moindre coût. Depuis le 1er juillet 2019, ce projet a été généralisé à l'échelle nationale. Ce sont aujourd'hui plus de 3 millions de personnes qui bénéficient de façon continue des prestations servies au titre de ce régime ;
- le Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) permet de garantir à cette frange importante de la population active, longtemps exclue du système national de protection sociale, une pension de retraite et une prise en charge financière en cas d'accident, de maladie et de maternité pour les femmes ;
- le Régime de Retraite Complémentaire par capitalisation des fonctionnaires et agents de l'État, dénommé « La Complémentaire », lancé le 2 novembre 2021, dont l'objectif est de bonifier la pension des bénéficiaires à travers une épargne sécurisée, flexible et rémunérée ;
- le projet Filets sociaux productifs qui permet à ce jour de verser des allocations trimestrielles à plus de 227 000 ménages parmi les plus pauvres.

Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire dispose du système de protection sociale le plus performant et le plus inclusif dans la zone de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES).

Malgré ces avancées remarquables, beaucoup reste à faire. Le Gouvernement prévoit à l'horizon 2025 de :

- accélérer le déploiement des programmes de protection sociale CMU et RSTI vers les populations non encore couvertes (agriculteurs, commerçants, transporteurs, artisans et bénéficiaires des filets sociaux productifs) ;
- renforcer les capacités financières, techniques et opérationnelles des structures déconcentrées pour rapprocher davantage les populations des programmes de protection sociale, repositionner les centres sociaux comme instrument important de sensibilisation, d'éducation et de prévention de conflits, d'accentuer la lutte contre la pauvreté et d'améliorer l'impact social de l'action Gouvernementale sur les couches vulnérables ;
- accroître la prise en charge sociale, sanitaire et l'autonomisation des populations vulnérables, notamment, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées.

Abidjan - Plateau, Cité Administrative Tour A,
11e et 12e étage - Abidjan,
République de Côte d'Ivoire
Tél. : (+225) 27 20 23 92 50 / (+225) 27 20 23 92 80
infos@emploi.gouv.ci

Gilbert Koné Kafana, le « Monsieur Loyal » du RHDP

Le ministre et maire de Yopougon a désormais la charge de restructurer le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et le progrès, dont Alassane Ouattara lui a confié les clés en le plaçant à la tête du directoire.


DR

FLORENCE RICHARD, À ABIDJAN

Gilbert Koné Kafana a la réputation d'être un homme politique direct, qui n'aime pas perdre de temps inutilement. Le nouveau président du directoire du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et le progrès (RHDP) – poste resté vacant pendant deux ans à la suite du décès d'Amadou Gon Coulibaly, en juillet 2020 – a une nouvelle fois prouvé son souci d'efficacité le 25 avril, deux mois à peine après sa nomination.

Ce jour-là, dans la salle des congrès de l'hôtel Ivoire d'Abidjan, plusieurs centaines d'élus et de militants sont conviés à une réunion d'information relative à la restructuration, en profondeur, du parti présidentiel. « Vous me permettrez de ne pas me lever pour aller à la tribune », lance-t-il au moment où il doit prendre la parole pour prononcer un discours d'introduction. Gilbert Koné Kafana préfère avancer sur les dossiers, nombreux, quitte à froisser ceux qui auraient apprécié un peu plus de solennité.

Est-ce sa formation d'ingénieur en travaux publics et sa longue carrière comme directeur à la Société générale de Côte d'Ivoire qui ont forgé chez lui cet esprit de synthèse ? Sans doute, répond-il. « C'est aussi un caractère, un tempérament personnel, poursuit-il. Je n'aime pas tricher avec les autres, ni avec moi-même. Si je m'engage, je le fais totalement. » Ses plus proches collaborateurs décrivent unanimement un homme qui ne verse jamais dans la superficialité. « Il connaît très bien ses dossiers. Et s'il a quelque chose à vous reprocher dans le travail, il le dit avec son franc-parler puis passe à autre chose, assure l'un d'eux. Il ne garde aucune rancune. »

Cette vaste restructuration du RHDP décidée par le président Alassane Ouattara passera notamment par la création de 345 départements politiques dirigés par des secrétaires départementaux, ainsi que par un vaste recensement des militants. Et c'est donc à Gilbert Koné Kafana, 71 ans, fidèle depuis trois décennies, qu'il a confié sa mise en œuvre en le nommant à la tête du directoire du parti. Il est secondé par deux vice-présidents – Kandia Camara, la ministre des Affaires étrangères, et Robert Beugré Mambé, le gouverneur du district d'Abidjan – et peut s'appuyer sur un secrétariat exécutif confié à Adama Bictogo.

Ses plus proches collaborateurs décrivent unanimement un homme qui ne verse jamais dans la superficialité et connaît très bien ses dossiers.

L'objectif : solidifier les bases d'un parti jugé « trop éclaté », mettre un terme aux « défaillances » constatées dans certains comités locaux et rapprocher les cadres des militants. « Malgré la place importante du parti dans le paysage ivoirien, il est absolument nécessaire de remobiliser la base pour qu'elle s'approprie le parti. Sa vitalité en dépend, explique Gilbert Koné Kafana. Un édifice n'est solide que si sa fondation est de bonne qualité. Il faut s'assurer que les structures qui en constituent les racines existent et ne pas se contenter de discours cosmétiques. C'est pour cela que périodiquement, comme dans une maison, il est bon de déplacer les meubles pour nettoyer la pièce. »

Figure emblématique

Gilbert Koné Kafana reçoit dans son lumineux bureau, au 8e étage de l'immeuble de son ministère, sur le boulevard lagunaire du Plateau. Nommé, en 2018, ministre auprès du président de la République, chargé des Relations avec les institutions, il a été promu ministre d'État le 1er mars, tout en conservant son portefeuille. Ce n'est pas sa première expérience gouvernementale, puisqu'il avait occupé le ministère de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Solidarité dans les gouvernements Soro, puis Ahoussou-Kouadio, en 2011 et 2012.

« Au-delà des élections locales de 2023, précise Kafana, l'objectif du président est de construire un parti solide qui dispose de moyens humains et financiers, à l'image de l'ANC en Afrique du Sud : un grand parti qui puisse diriger le pays →





LA CNPS, MAINTENANT C'EST POUR TOUT LE MONDE!

RENDEZ-VOUS EN AGENCE OU SUR WWW.CNPS.CI

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) avant de devenir aujourd'hui une société de type particulier a subi une évolution qui s'est faite en plusieurs étapes ainsi détaillées :
• L'arrêté n° 8868 ITLS, crée la Caisse de Compensation des Prestations Familiales (CCPF) au profit des travailleurs exerçant sur le territoire ivoirien pour le compte d'une personne physique ou morale, privée ou publique ;
• Le décret n°57-245 du 24 février 1957 crée le régime des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles. La gestion est confiée aux sociétés d'assurance privée ;
• Le 21 septembre 1960 : création de la Caisse de Retraite des Travailleurs de Côte d'Ivoire (CRTCI) qui a pour mission de payer une pension aux travailleurs affiliés ayant atteint l'âge de la retraite ou à leurs ayants droits ;
• La loi n°64-48 de 1964 retire la gestion de cette branche qu'elle confie à la Caisse de Compensation des Prestations Familiales de Côte d'Ivoire (CCPF-CI) qui devient la Caisse de Compensation des Prestations Familiales et des Accidents du Travail de Côte d'Ivoire (CCPF AT-CI) ;
• La loi n°68-595 du 20 décembre 1968 portant Code de Prévoyance Sociale crée la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) qui a pour mission la gestion des branches des Prestations Familiales, de l'Assurance Maternité, de la retraite et des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles ;
• Les lois n° 99-476 du 20 août 1999 portant définition et organisation des Institutions de Prévoyance Sociale et n° 99-477 de la même date portant modification du Code de Prévoyance Sociale ;
• Le décret d'application n°2000-487 du 12 juillet 2000 crée l'Institution de Prévoyance Sociale Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (IPS-CNPS) ;

Par ailleurs, plus de 8 millions de travailleurs échappaient au dispositif de protection sociale en Côte d'Ivoire du fait de leur statut de travailleurs indépendants. Par l'ordonnance n° 2019-636 du 17 Juillet 2019 portant institution de régimes de Protection Sociale des Travailleurs Indépendants, l'Etat de Côte d'Ivoire a confié à l'IPS CNPS, la mise en œuvre et la gestion dudit régime, élargissant ainsi le champ de compétence de notre Instruction à cette frange de la population active.

OPÉRATEURS PARTENAIRES

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS
PAYEZ VOS COTISATIONS SANS FRAIS
DEPUIS VOTRE MOBILE OU PAR CHÈQUE DANS UNE AGENCE CNPS

Missions

La CNPS a pour objectif la gestion obligatoire du régime de protection sociale des travailleurs du secteur privé et assimilés et des travailleurs indépendants. Dans ce cadre, elle recouvre des cotisations sociales et sert en contrepartie des prestations.
Sa mission porte essentiellement sur :
• Le recouvrement des cotisations sociales ;
• Le paiement des prestations afférentes aux différents régimes (prestations familiales, assurance maternité, assurance vieillesse et accidents du travail et maladies professionnelles) ;
• La gestion des régimes complémentaires ou spéciaux, obligatoires ou volontaires.

Organisation et fonctionnement

1) La tutelle administrative, financière et technique
La CNPS est placée sous le contrôle d'une tutelle technique et administrative exercée par le ministre chargé de l'emploi, des affaires sociales et de la formation professionnelle d'une part et d'une tutelle financière exercée par le ministre chargé de l'économie et des finances d'autre part. Son organisation administrative repose sur les organes suivants : le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

2) Le Conseil d'Administration
C'est l'organe de gestion de la CNPS. Il a une composition tripartite de 12 membres dont :
• 04 administrateurs représentant l'Etat ;
• 04 administrateurs représentant les organisations représentatives des employeurs ;
• 04 administrateurs représentant les organisations des travailleurs.

Le Conseil d'Administration délibère sur la politique générale de l'Institution, contrôle la gestion administrative et comptable.

IPS CNPS
Immeuble « La Prévoyance » sis à la rue du commerce Avenue du Général De GAULLE
Plateau - Abidjan, Côte d'Ivoire

www.cnps.ci

→ pendant longtemps, pour assurer une stabilité politique ; un parti qui "embrasse large" et comprenne l'essentiel des cadres du pays. »

Gilbert Koné Kafana est une figure historique du Rassemblement des républicains (RDR, ancêtre du RHDP), dont il fut le secrétaire national. Originaire de Kagbolodougou, localité des Savanes, dans le nord du pays, il se souvient avoir pris la « décision personnelle » de s'engager auprès d'Alassane Ouattara afin de mener « le combat contre l'injustice ».

Les deux hommes se rencontrent pour la première fois au début des années 1990, au domicile de l'actuel chef de l'État, au moment où ce dernier vient de quitter la primature. Le 5 décembre 2000, l'engagement de Kafana lui vaut d'être molesté et arrêté, en même temps que plusieurs responsables du RDR, lors d'une manifestation visant à dénoncer l'invalidation de la candidature d'Alassane Ouattara aux législatives pour « ascendance ivoirienne douteuse ». Un épisode qui scellera les liens entre les deux hommes et imposera son image de personnalité dévouée au parti.

Discret mais engagé

« Personne, personne, personne ne peut dire qu'il ne mérite pas son poste de président du directoire ! » insiste son ami de longue date Adama Coulibaly, le directeur général du Conseil du coton et de l'anacarde, membre du directoire du RHDP et originaire de la même région. « Il est très clair que son engagement politique est total et inattaquable. On l'a surnommé "le Mandela du RDR" tellement il a souffert à cause de ses convictions, sans jamais rien revendiquer, toujours dans la discrétion, poursuit Adama Coulibaly. Nous étions ensemble au PDCI quand le parti a basculé dans le concept de l'ivoirité, de cette exclusion quasi irrationnelle de tous ceux qui n'avaient pas le bon nom ou la bonne région de naissance. C'était inacceptable de continuer ainsi. » Quant à leurs relations dans le privé, son ami le décrit comme « un homme fiable sur lequel on peut toujours compter ».

En 2023, Gilbert Koné Kafana briguera un nouveau mandat de maire de Yopougon – gigantesque et populaire commune d'Abidjan, réputée acquise à Laurent Gbagbo et à ses partisans – où il est parvenu à l'emporter aux municipales de 2013 mais s'était incliné aux législatives de 2021 face à la liste du PDCI et de la plateforme Ensemble pour la démocratie et la souveraineté.

Kafana dit avoir tiré les leçons de sa défaite. « Désormais, tous les partis sont sur le terrain [le PDCI avait longtemps boycotté les scrutins], j'en ai fait les frais lors des législatives », assure-t-il, prêt pour une rude bataille politique l'année prochaine. « Quand on va à une élection, elle n'est jamais gagnée d'avance. » ●



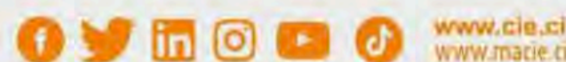
Une société du groupe eranove

ENSEMBLE, CONTINUONS
À TISSER LE DESTIN
D'UNE GRANDE NATION.

VOODOO



24h/24, 7j/7 Assistance


www.cie.ci
www.macie.ci


INSTITUTION DE PREVOYANCE SOCIALE
C G R A E
CAISSE GENERALE DE RETRAITE DES AGENTS DE L'ETAT
REGIE PAR LA LOI N° 99-476 DU 2 AOUT 1999
CREEE PAR LE DECRET N° 2012-367 DU 18 AVRIL 2012

Première Institution de Prévoyance Sociale en Afrique de l'Ouest certifiée ISO 9001 version 2015 sur l'ensemble de ses activités


M. Abdrahamane T. BERTE
Directeur Général

L'IPS-CGRAE, un bel exemple de réforme réussie pour le bien-être des serviteurs de l'État ivoirien

Suite à la réforme de 2012 du système de gestion des pensions publiques opérée par le gouvernement ivoirien, l'IPS-CGRAE constitue, à n'en point douter, l'instrument privilégié de l'État de Côte d'Ivoire pour une couverture sociale plus efficace et plus étendue au profit du secteur public.

Une réforme ambitieuse du système des pensions publiques initiée par le gouvernement de SEM Alassane OUATTARA

Le système des pensions publiques géré par l'IPS-CGRAE éprouvait, avant 2012, d'énormes difficultés pour assurer le service des prestations de façon régulière et adéquate, en raison de sa situation de déséquilibre financier chronique.

Face à cette situation préoccupante et alarmante, le Président de la République de Côte d'Ivoire, soucieux du bien-être de ses populations, notamment celui des valeureux et anciens serviteurs de l'État, a conduit le gouvernement à adopter à temps et avec efficacité, des mesures profondes de réforme du système des pensions publiques. Les principaux objectifs visés par la mise en œuvre de cette réforme étaient les suivants :

- Assurer la pérennité du régime de retraite en rétablissant son équilibre financier sur le long terme pour lui permettre de verser des pensions aux retraités actuels et futurs ;
- Réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre le paiement de la pension le mois suivant la cessation d'activité ;
- Payer le bon droit au bon bénéficiaire dans les meilleurs délais et conditions d'accueil ;
- Faciliter l'accès au droit aux prestations en allégeant les démarches administratives ;
- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des retraités du secteur public par la mise en place de nouveaux dispositifs de couverture sociale.

Des résultats concrets pour le mieux-être des assurés et la pérennité de l'Institution

Suite à la mise en œuvre effective des mesures de réforme adoptées par le gouvernement, le système de gestion des pensions publiques en Côte d'Ivoire, géré par l'IPS-CGRAE, présente une situation fortement améliorée, caractérisée notamment par :

- La résorption du déficit structurel obtenue dès la fin de l'exercice 2013 par la constitution d'excédents de gestion, alors que les études actuarielles prévoyaient le retour à l'équilibre au plus tôt en 2019 ;
- L'arrêt total, depuis 2013, de la subvention d'équilibre antérieurement versée à l'IPS-CGRAE pour lui permettre de faire face au service des prestations ;
- La réduction notable du délai moyen de traitement des demandes de prestations, qui est passé de plus de 365 jours avant 2012 à 8 jours en 2021 ;
- La facilitation de l'accès au droit aux prestations par la simplification du circuit de traitement et la réduction des pièces nécessaires à la liquidation des droits ;
- La constitution d'un réseau de structures déconcentrées (12 à ce jour) sur l'ensemble du territoire national pour une gestion de proximité efficace et une amélioration de la qualité des services offerts par l'Institution ;
- Le renforcement effectif du rôle d'investisseur institutionnel et social de l'IPS-CGRAE.

La Complémentaire, un produit de référence continentale dans le secteur de la prévoyance sociale

L'IPS-CGRAE a lancé, en novembre 2021, le régime de retraite complémentaire par capitalisation au profit des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire, dénommé « La Complémentaire ».

Ce régime a vu le jour, après un processus de dialogue social mené par l'IPS-CGRAE, avec l'ensemble des partenaires sociaux, ayant abouti à un consensus sur les principales caractéristiques techniques dudit régime.

Avec La Complémentaire, les fonctionnaires ivoiriens deviennent les acteurs de leur retraite et peuvent désormais atteindre un taux de remplacement plus optimal de leur salaire en activité, en fonction de leur effort d'épargne.

Par cette innovation, la Côte d'Ivoire devient le premier pays et l'IPS-CGRAE le premier organisme de prévoyance sociale dans la zone CIPRES à offrir un tel régime à ses adhérents, renforçant ainsi considérablement son leadership continental en matière de prévoyance sociale.

Des meilleures perspectives pour une couverture globale des fonctionnaires en Côte d'ivoire

Grâce à un système d'information hautement modernisé aujourd'hui et orienté pour la satisfaction des assurés sociaux, ainsi que des structures de proximité reparties sur l'ensemble du territoire, l'IPS-CGRAE se positionne comme un acteur clé de l'extension de la couverture sociale à d'autres risques sociaux-professionnels et à d'autres populations non-fonctionnaires en Côte d'Ivoire.

L'IPS-CGRAE, pour Vous, avec Vous, la Retraite, la Vie.

www.cgrae.ci 27 20 25 12 12 infos@cgrae.ci

Le nouveau parti de Laurent Gbagbo à l'épreuve du terrain

Premier test grandeur nature pour la formation de l'ancien président. Six mois après sa création, le PPA-CI se mobilise pour tenter de convaincre. Dans sa ligne de mire : les élections locales de 2023.

AÏSSATOU DIALLO

Même pour ses plus fervents partisans, le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire semblait relever du fantasme. Pourtant, le 17 juin 2021, quelques mois après son acquittement par la Cour pénale internationale, leur champion était bien de retour au pays. Et en créant le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), en octobre dernier, pour défendre ses idées « socialistes, panafricanistes et souverainistes », Laurent Gbagbo a signé son retour sur la scène politique ivoirienne.

Une nouvelle aventure qui met fin à des années de tensions au sein de son ancien parti, le Front populaire ivoirien (FPI), désormais aux mains de Pascal Affi N'Guessan. L'ancien président a annoncé laisser à ce dernier « l'enveloppe ». Mais la base l'a-t-elle suivi au PPA-CI ? La seule figure de Gbagbo a-t-elle suffi pour attirer les militants ?

Pour les proches de l'ancien chef de l'État, la mobilisation est au rendez-vous. Mais si, au moment de son lancement, le PPA-CI revendiquait 100 000 adhérents, plus question aujourd'hui de communiquer des chiffres. Un guichet unique a été mis en place pour la délivrance de cartes d'adhérent, et des campagnes spéciales d'enrôlement ont également été expérimentées, notamment lors de la visite de Gbagbo dans l'ouest du pays, début avril.

« Cette opération a été un succès. Les cartes se sont arrachées comme des petits pains », se réjouit Gaspar Séhi, député de Facobly, localité du Guémon. Pour lui, « l'engouement des militants est réel, aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays ». Et de poursuivre : « Un parti, ce sont les idées, mais ce sont aussi les hommes. Gbagbo incarne la gauche en Côte d'Ivoire et en Afrique. Les gens l'ont suivi dans les années 1990. Dès lors que ses idées n'ont pas changé, ceux qui partagent ses idéaux l'ont à nouveau suivi. »

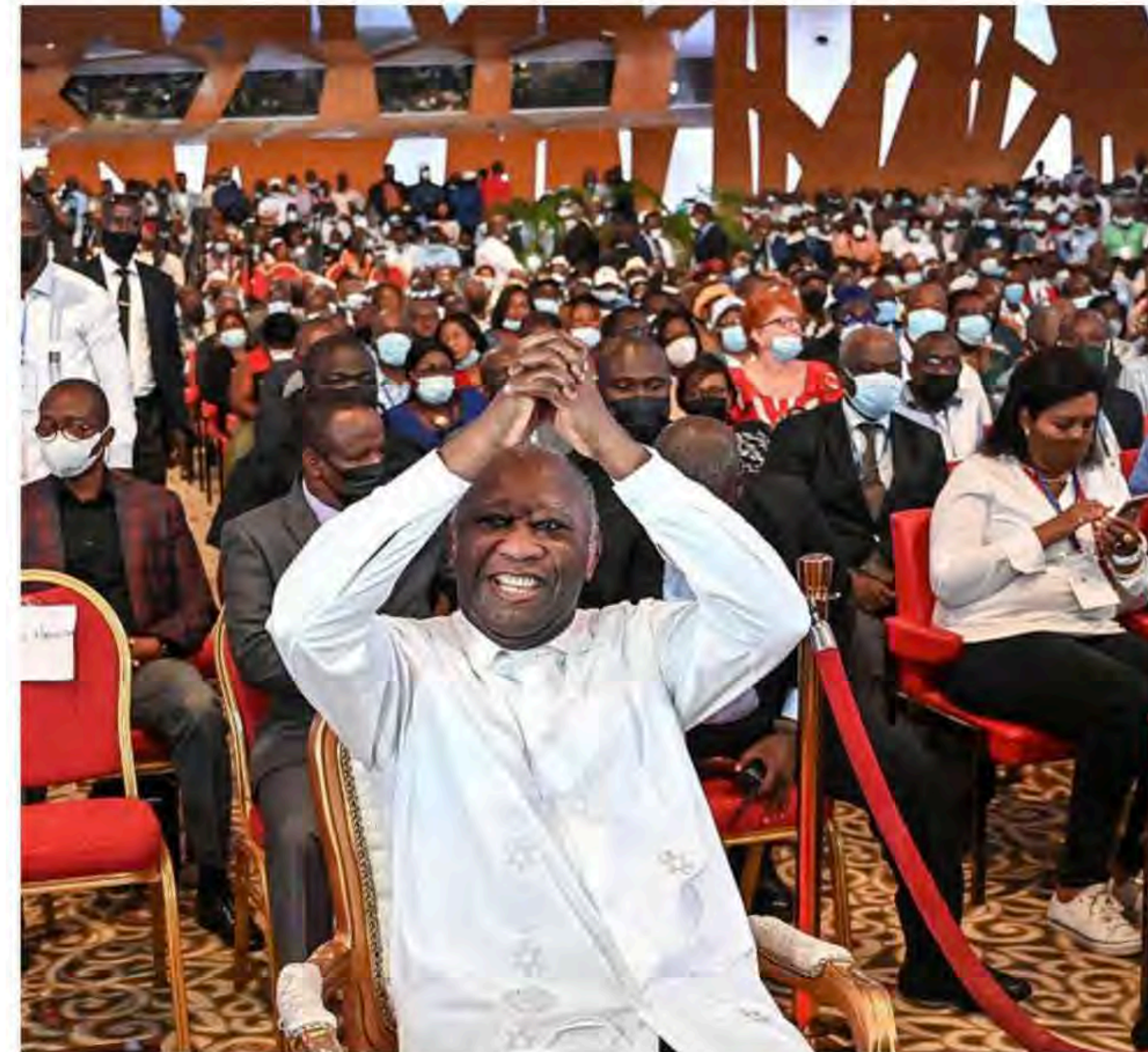
Depuis son retour, il y a un an, Gbagbo a multiplié gestes symboliques et déclarations chocs. Chacune de ses sorties a drainé des foules, et sa popularité reste forte dans certaines parties du pays. Comme à Duékoué, où il s'est rendu lors de sa tournée dans l'Ouest. L'ancien président y était en terrain conquis. Cette région, qui a été le théâtre de tueries attribuées aux rebelles lors de la crise postélectorale de 2010-2011, lui est toujours fidèle. L'aile du FPI, alors surnommée « les GOR » (« Gbagbo ou rien »), qui lui était restée loyale et avait participé aux législatives de mars 2020 sous l'étiquette Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS), y a remporté sept sièges. Un score important, qui permet à Laurent Gbagbo de continuer à peser sur la scène politique. C'est d'ailleurs à l'un des fils de la région, Hubert Oulaye, député de Guiglo et président du groupe parlementaire EDS, que Gbagbo a décidé de confier les rênes de son nouveau parti.

Difficile de juger de son poids politique réel. D'autant que, d'après le FPI, la saignée annoncée dans les rangs de celui-ci n'a pas eu lieu.

Ramener la paix

« Près de douze ans après ces drames, le président de retour a décidé de rendre visite aux populations de l'Ouest et de les rassurer sur sa volonté de ramener la paix pour tous les Ivoiriens », souligne Hubert Oulaye, président exécutif du PPA-CI. « Son message à cette occasion n'était pas destiné à réveiller les vieux démons, comme on a pu l'entendre. Bien au contraire, il a dit que la paix en Côte d'Ivoire dépendait de ceux qui ont souffert. C'est à eux de pardonner et de s'ouvrir pour que la paix devienne quelque chose de possible à réaliser. » La réconciliation nationale et la libération des prisonniers de la crise de 2010-2011 font partie des sujets de prédilection de l'ancien chef de l'État depuis son retour.

En l'absence de chiffres, qui devraient être communiqués « assez rapidement », selon les cadres de la formation, difficile pour le moment de juger de la force réelle du nouvel outil politique de Gbagbo. D'autant plus que, d'après le FPI, la saignée annoncée dans ses rangs n'a pas eu lieu et que ce que le PPA-CI avait qualifié de simple « enveloppe » n'a pas été vidé de ses militants. « C'est de la pure communication, objecte Hubert Oulaye. Aujourd'hui, le FPI ne compte qu'un seul député, là où par le passé il en a dénombré plus de 90. Après toutes ces années de boycott électoral, EDS – qui, en vérité, constitue le PPA-CI –, a remporté 18 sièges aux dernières législatives. Qui est vidé ? Quel parti avouerait avoir des difficultés avec ses militants ? »



L'ex-chef de l'État lors du congrès constitutif du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire, à Abidjan, le 17 octobre 2021. SIA KAMBOU/AFP

Les cas de Soro et de Blé Goudé

Indéniablement, le PPA-CI fait aujourd'hui partie des forces politiques qui comptent en Côte d'Ivoire. Sur le plan national, le parti a pris part à la cinquième phase du dialogue politique organisé sous la houlette du Premier ministre, Patrick Achi. Si tous les sujets ont été abordés, plusieurs questions demeurent sans réponses, juge le président exécutif du parti de Gbagbo.

Pour avoir des élections « consensuelles », le PPA-CI a demandé la réforme du système électoral : audit du fichier électoral, redécoupage des circonscriptions, réforme de la Commission électorale indépendante (CEI)… La formation a également soulevé d'autres points tels que le retour de Guillaume Soro et de Charles Blé Goudé dans le cadre de la réconciliation nationale, ainsi que le versement de ses indemnités d'ex-chef de l'État à Laurent Gbagbo.

Mais, depuis l'annonce de la composition du bureau du parti, le 25 octobre dernier, accordant une place de choix aux caciques et faisant la promotion de jeunes fidèles, le PPA-CI tâtonne dans ses tentatives d'implantation à travers le pays. L'absence de l'ex-première dame, Simone Gbagbo, malgré des efforts de médiation, constitue une perte pour le PPA-CI. La femme politique, qui a lancé le Mouvement des générations capables, reste populaire auprès des jeunes et des femmes ainsi que dans les milieux évangéliques.

À une année des élections locales, la construction du PPA-CI (qui a obtenu son récépissé en février) est un enjeu crucial. La création des fédérations au niveau des sous-préfectures s'achève, et, finalement, Laurent Gbagbo a lui-même procédé à la désignation des représentants par intérim des ligues des femmes et des jeunes, qui faisait l'objet de débats houleux au sein du nouveau parti. Les scrutins locaux de 2023 sont déjà dans tous les esprits, et il faut aller vite. Ce sera le premier test électoral du PPA-CI. « Nous savons que c'est un défi et nous nous y préparons. C'est une première étape qu'il nous faut franchir de façon positive pour préparer la grande échéance de 2025. Nos militants sont motivés, et nous sommes confiants », confie Hubert Oulaye.

La question des alliances commence elle aussi à se poser. Au fil de ses discours, Laurent Gbagbo fait des appels du pied au Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA). En juillet 2019, Henri Konan Bédié avait rendu visite à Gbagbo à Bruxelles. EDS et le PDCI avaient par la suite abordé les législatives en un front uni face au RHDP.

De part et d'autre, plusieurs personnalités sont favorables à ce rapprochement entre PPA-CI et PDCI pour les prochaines élections locales. Mais, pour l'heure, le vieux parti se heurte à des contraintes internes : il doit d'abord tenir son congrès (prévu en octobre), et ce n'est qu'à l'issue de ce dernier, ainsi qu'à la suite d'orientations données par Bédié, que le PDCI adoptera une position claire vis-à-vis de cette alliance.

On peut aussi s'interroger sur l'avantage qu'aurait aujourd'hui le PDCI à s'allier au PPA-CI, qui n'a pas encore terminé son implantation sur le territoire national. « En politique, les alliances apportent beaucoup. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut compter sur elles pour exister. C'est parce qu'on existe et qu'on représente une frange de l'opinion qu'une alliance devient réaliste. Chaque parti doit se renforcer, reconnaît un cadre du PPA-CI. Donc, nous avons intérêt à faire vite pour nous implanter. C'est après cela que nous allons véritablement commencer à préparer les prochaines échéances électorales. » ●



CÔTE D'IVOIRE – CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE (CNAM)

LA DYNAMIQUE SOCIALE SE POURSUIT GRÂCE À LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU)

L'engagement pris par l'État de Côte d'Ivoire de garantir aux populations résidant sur le territoire national un égal accès à la santé, s'est concrétisé par le vote de la loi n°2014- 131 du 24 mars 2014 instituant la Couverture Maladie Universelle (CMU).

La CMU est un système national obligatoire de couverture du risque maladie dont l'objectif est d'assurer l'accès à des soins de santé de qualité à moindre coût à l'ensemble des populations résidant en Côte d'Ivoire. Elle offre deux régimes. Le premier est un Régime Général de Base (RGB) qui est contributif, financé par les cotisations des assurés à raison de 1 000F CFA par personne et par mois. Le deuxième est un Régime d'Assistance Médicale (RAM), qui est non contributif, qui vise les ménages économiquement faibles. Dans le cadre de ce second régime, l'État se substitue aux assurés pour le paiement des cotisations. La gestion de ces deux régimes a été confiée à l'Institution de Prévoyance Sociale dénommée Caisse Nationale d'Assurance Maladie (IPS-CNAM), créée par décret en juin 2014.

L'historique de nos acquis font le futur de nos assurés

- 30 décembre 2014 : démarrage de l'opération d'enrôlement des populations dans les sites fixes installés sur l'ensemble du territoire national et à travers les opérations d'itinérance.
- 2016 : mise en place d'un système d'information et de gestion de la CMU.
- 23 décembre 2016 : ouverture du centre de personnalisation des cartes des assurés de la CMU avec une capacité de 26 000 cartes par jour.
- 1er mars 2017 : adoption du panier de soins qui intègre les pathologies les plus courantes et qui impactent le plus les populations.
- 25 avril 2017 : lancement par le premier Ministre, feu Amadou GON COULIBALY, de la phase expérimentale au profit de 150 000 étudiants des universités et grandes écoles publiques et privées.
- 17 septembre 2018 : lancement du processus de ciblage des ménages économiquement faibles au démunis avec l'appui financier de la Banque Mondiale.
- 1er octobre 2018 : déploiement des outils de gestion de la CMU dans les centres de santé du réseau de la CMU sur toute l'étendue du territoire, composé de 725 centres de santé, en prélude à la généralisation des prestations.
- 23 novembre 2018 : lancement de la généralisation progressive de la CMU à travers le démarrage de la prise en charge des ménages bénéficiaires du Régime d'Assistance médicales.
- 31 décembre 2018 : fin de la phase expérimentale.
- 1er janvier 2019 : démarrage du paiement des cotisations par les étudiants.
- 1er juillet 2019 : démarrage du paiement des cotisations pour toutes les autres populations dans le cadre de la généralisation.
- 1er octobre 2019 : démarrage des prestations de la CMU, après le respect du délai de carence de 3 mois.

Pour la première fois, un système généralisé de couverture maladie est fonctionnel en Côte d'Ivoire pour toutes les populations sans distinction. Ainsi au 1er mai 2022, 3 315 717 personnes peuvent avoir accès aux prestations de la CMU, soit 13 % de la population. Ce nombre comprend 1 565 139 personnes bénéficiant antérieurement d'une couverture maladie et 1 750 578 personnes n'ayant antérieurement aucune couverture maladie.



CNAM
Abidjan, Plateau Avenue Lamblin, Immeuble l'équateur
Tél. : **(+225) 2720225500 - 800 00 900**
(Numéro vert)
info@ipscnam.ci
www.ipscnam.ci

JAMG - PHOTOS DR

ABÉCÉDAIRE

Yasmina Ouégnin

La députée de Cocody est issue d'une famille influente du PDCI-RDA. Mais elle fait aujourd'hui partie de la jeune garde qui bouscule le vieux parti de l'ex-président Henri Konan Bédié.

A. Assureuse

Titulaire d'un master en gestion des risques, obtenu à l'École supérieure de commerce de Bordeaux en 2004, Yasmina Ouégnin est la directrice générale de la société de courtage en assurances Avedis, qu'elle a fondée en 2005.

D. Députée

Née le 8 juin 1979, elle grandit au sein d'une famille influente du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) et participe très tôt aux meetings de la section jeunesse de cette formation. Mais c'est après la crise postélectorale de 2010 qu'elle franchit le pas : elle se présente aux législatives de décembre 2011 à Cocody (commune d'Abidjan) et devient, à 32 ans, la plus jeune élue de l'hémicycle.

F. Filleule d'Houphouët

Fille cadette de Georges-François Ouégnin, directeur du protocole de Félix Houphouët-Boigny pendant plus de trente ans, elle fait partie de la bourgeoisie de Cocody rattachée au PDCI. Le dimanche, elle partageait parfois des repas avec l'ancien président, qui était son parrain.

I. Indépendante

Bien qu'elle soit membre du bureau politique depuis 2013, ses relations avec le parti sont loin d'être un long fleuve tranquille. En 2014, elle est l'une des rares voix à s'être opposée – en vain – à « l'appel de Daoukro » lancé par Bédié pour soutenir la candidature d'Alassane


ISSAM ZEJLY POUR JA

Ouattara. En 2016, elle n'obtient pas l'investiture de la coalition du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) et se présente aux législatives en tant qu'indépendante. Grâce à une solide stratégie de communication et à son ancrage à Cocody, elle remporte le scrutin face à Affoussiata Bamba-Lamine (alors ministre et porte-parole adjointe du gouvernement) et crée son propre groupe parlementaire : Vox Populi.

L. Ligne du parti

En 2018, le PDCI refuse d'intégrer le parti unifié RHDP et rompt avec l'alliance présidentielle. La formation entre alors clairement dans l'opposition. Un temps suspendue du parti, Yasmina Ouégnin a finalement été réintégrée et y retrouve ses marques, au point d'être considérée comme sa nouvelle coqueluche. En mars 2021, c'est sous la bannière de la coalition PDCI-RDA-EDS (Ensemble pour la démocratie et la souveraineté) qu'elle est élue pour un troisième mandat à l'Assemblée. Le 18 octobre suivant, à l'issue du colloque organisé pour les 75 ans du parti, c'est elle qui est désignée pour lire les résolutions finales.

M. Mairie de Cocody

Si elle ne se prononce pas sur le sujet, son ambition de briguer la mairie de Cocody aux municipales, prévues en 2023, est un secret de polichinelle. Ce qui pourrait créer de nouvelles tensions au sein du parti si l'actuel maire, Jean-Marc Yacé, se présentait pour un deuxième mandat : lui-même est membre du PDCI, issu de l'une de ses familles influentes et proche d'Henriette Bédié, épouse du Sphinx de Daoukro. Yasmina Ouégnin tournera-t-elle à nouveau le dos à sa famille politique pour se présenter en tant qu'indépendante si elle n'a pas son soutien ?

R. Renouvellement

Au lendemain des réformes opérées par Bédié en novembre 2021, elle a été nommée coordonnatrice déléguée à la jeunesse, à la formation professionnelle, au service civique et au programme de seconde chance au sein de la commission économique, sociale et culturelle du PDCI. Des sujets qu'elle estime « plus constructifs » que ceux relatifs à la limitation d'âge. « Un PDCI qui serait uniquement replié sur une zone géographique ou ne ferait ni la promotion du genre ni celle du renouvellement ne serait pas houphouëtiste », estime-t-elle. ●

Aïssatou Diallo

MANSA BANK

Entretien : Yannick Tanoh Fram, Directeur Central Technologie, Opérations et Digital de MANSA BANK

« L'inclusion financière est au cœur de notre stratégie »

Pouvez-vous vous présenter ?

MANSA BANK est l'une des banques les plus récentes sur le marché ivoirien, qui a démarré son activité en 2020 dans un contexte de crise sanitaire liée au Covid-19.

C'est une banque qui porte haut son identité africaine à travers son nom « MANSA », tiré de l'histoire des Grands Empires africains. C'est une banque créée et dirigée par des banquiers africains et, certainement, la seule banque privée du marché ivoirien entièrement et exclusivement détenu à 100% par des capitaux de la CEDEAO et majoritairement par des capitaux ivoiriens avec aussi des institutionnels comme la BOAD, et ASKIA ASSURANCES basée au Sénégal ; sans oublier les actionnaires personnes physiques et personnes morales qui ont toutes la particularité d'avoir une histoire singulière et inspirante.

Notre connaissance approfondie de nos marchés nous a permis, malgré un contexte très concurrentiel et la crise sanitaire, d'atteindre une taille de bilan de plus de CFA 200 milliards (Mds) en seulement 18 mois d'opérations. Cette progression fulgurante explique aussi pourquoi nous avons rapidement décidé d'augmenter notre capital qui est passé de CFA 12 à 15,7 Mds et cela afin d'asseoir notre croissance sur des bases solides avec des fonds propres conséquents.

Notre objectif affiché est de créer des champions africains et nous sommes résolument engagés en faveur de la promotion d'une véritable inclusion financière grâce à notre plateforme technologique fiable, novatrice et parfaitement capable de s'adapter aux besoins de nos populations.

L'Afrique a une Histoire et nous allons vous la conter….

Quelle est votre stratégie en matière de digital ?

Vu le faible niveau de bancarisation et de financiarisation dans notre région, l'accès aux services et produits bancaires ne doit plus être le privilège d'une frange de la population mais doit pouvoir être accessible à tout le monde et cela à moindre coût. Le régulateur ayant mis en place des mesures qui devraient permettre de développer davantage la bancarisation et la financiarisation de la population, notre modèle d'affaires et notre positionnement ont donc anticipé les changements provoqués par le boom numérique de ces dernières années.

Ainsi, grâce à notre plateforme, nous comptons profiter des avancées technologiques pour proposer à une clientèle de masse l'accès à l'ensemble des services bancaires et cela à partir de leur smartphone, de leur domicile, ou de tout autre lieu. Notre stratégie digitale est basée sur la coopération non seulement avec les opérateurs télécoms mais aussi avec les fintechs, la microfinance, les chaînes de distribution, etc.

Quels sont les objectifs de la banque en matière d'inclusion financière ?

L'inclusion financière ne se résume pas à l'accès à une plateforme de paiement et aux transferts d'argent, qui ne sont pas la principale préoccupation de la population non bancarisée.

Le véritable défi est d'aider la population en lui donnant la possibilité de faire face à ses besoins de base (se nourrir, payer son loyer, ses factures, etc.). L'inclusion financière doit incorporer la possibilité d'avoir accès à des prêts, des micro-crédits, etc.

C'est ainsi qu'en octobre 2020, nous avons signé un partenariat avec MTN et la société sud-africaine JUMO pour lancer notre produit VitKash qui offre des nano-crédits aux clients MTN et cela grâce à un processus qui est digitalisé de bout en bout.

Le taux élevé des crédits bancaires est une conséquence de la faible bancarisation de nos populations et de ce fait beaucoup de flux détenus par cette population échappent aux banques alors que, bien intégré au système bancaire, ces flux constituent une bonne base de liquidité à moindre coût. Et qui dit liquidité à moindre coût dit aussi coût de crédit bas, toutes choses étant égales par ailleurs.

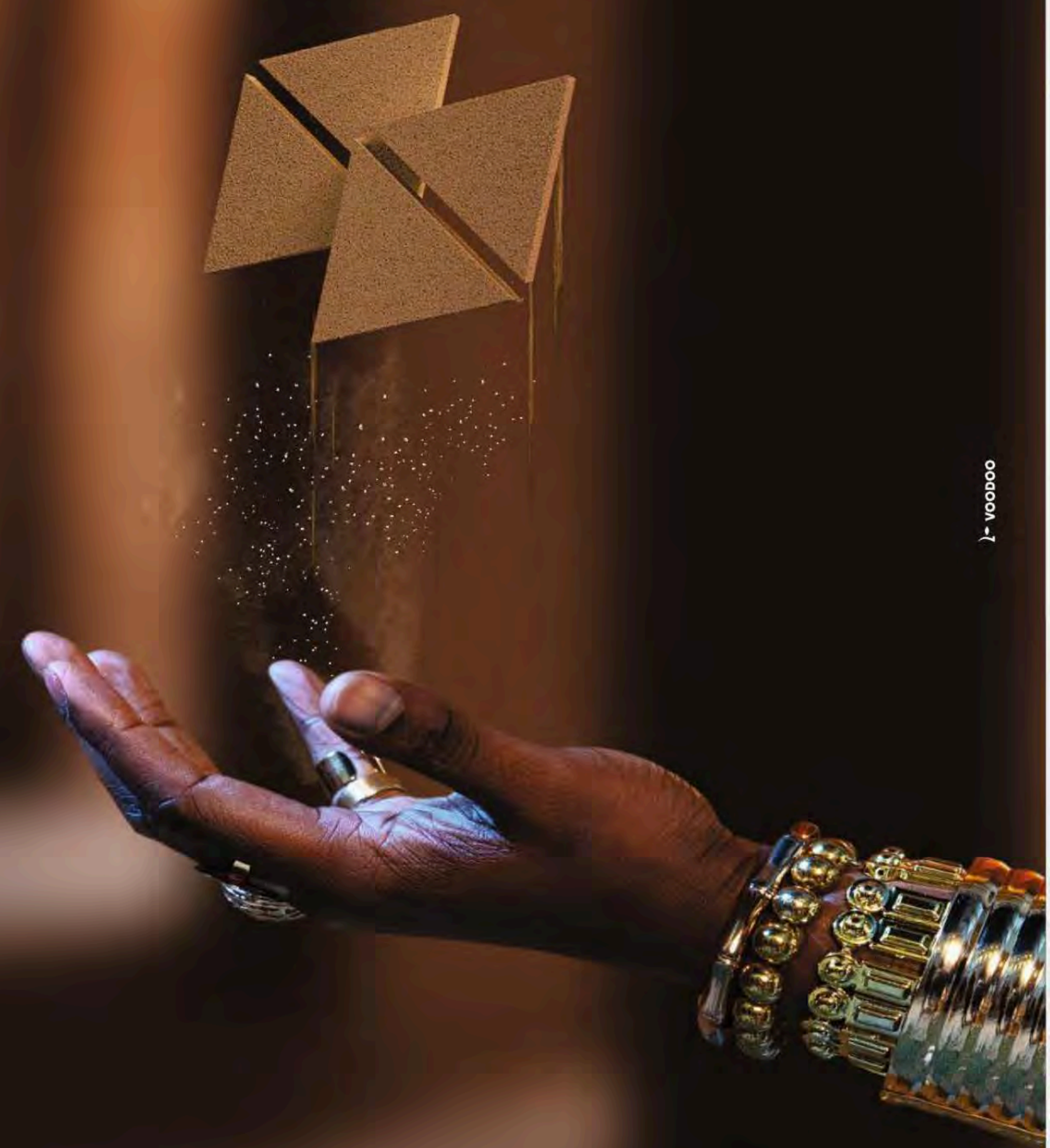
Notre objectif est donc de collecter l'épargne locale grâce à cette véritable inclusion financière et aussi d'offrir à toute la population non encore bancarisée un accompagnement.

JAMG - PHOTOS DR



www.mansabank.com

FORGÉE PAR NOS RACINES
TOURNÉE VERS L'AVENIR



VOODOO

MANSA BANK



ÉCONOMIE

Adama Coulibaly « Protéger le pouvoir d'achat des consommateurs tout en maintenant l'activité »

Aggravation de la dette, mesures de rétorsion contre le Mali, flambée des prix… La Côte d'Ivoire fait actuellement face à des vents contraires. Mais le ministre de l'Économie et des Finances insiste sur les bonnes performances du pays.

PROPOS RECUEILLIS PAR ESTELLE MAUSSION

Il est le grand argentier de la Côte d'Ivoire depuis 2019, confirmé dans ses fonctions à la fin d'avril à l'annonce du nouveau gouvernement de Patrick Achi. À la tête du portefeuille de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly est la cheville ouvrière de la politique économique ivoirienne. Budget, financement du Plan national de développement (PND) 2021-2025, dette, lutte contre l'inflation, il est sur tous les fronts.

En nous recevant au début de mai dans son bureau, au 19e étage de l'immeuble Sciam, au Plateau, à Abidjan, il souligne la solidité de l'économie ivoirienne, avec une croissance attendue de 7 % en 2022 malgré un contexte difficile lié aux effets prolongés de la pandémie de Covid-19 et aux conséquences, plus récentes, de la guerre en Ukraine. Ancien enseignant-chercheur en économie revenu au pays après une riche expérience au Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Adama Coulibaly insiste sur le rôle que doit jouer le secteur privé dans l'essor du pays.

Jeune Afrique : L'Afrique de l'Ouest est confrontée à une forte inflation depuis le début de l'année, une situation qui devrait durer. Quels en sont les effets en Côte d'Ivoire ?

Adama Coulibaly : Cette hausse des prix est un phénomène mondial. Elle trouve ses racines dans la pandémie de Covid-19 et dans la désorganisation des circuits d'approvisionnement dans les échanges mondiaux, notamment en raison de l'indisponibilité des conteneurs. La reprise postpandémie s'est soldée par une hausse du prix du fret, des matières premières, de l'énergie, une inflation exacerbée par la guerre en Ukraine. Les deux pays en conflit étant d'importants exportateurs mondiaux de blé et d'engrais.

La Côte d'Ivoire, dont 20 % des importations de blé viennent d'Ukraine et 26 % des importations d'engrais viennent de Russie, a de plus en plus de mal à satisfaire ses besoins. Malgré ce contexte tendu, l'inflation a été contenue à 4,2 % en moyenne sur 2021 et, si elle a atteint 5,6 % en décembre, elle est retombée à 4,6 % en mars 2022, en deçà de la moyenne de l'Uemoa [6,6 %].

Le gouvernement a pris des mesures temporaires pour juguler la flambée des prix. Est-ce que cela sera suffisant ?

L'objectif est de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs tout en maintenant l'activité économique. Par exemple, de janvier à mars, nous avons en partie subventionné le prix des produits pétroliers afin de limiter la hausse des tarifs des carburants – du super comme du gazole –, avant d'annoncer en avril le maintien du prix du gazole, une mesure qui renforce le soutien aux industriels et aux transporteurs. En mars, nous avons instauré un plafonnement pour trois mois des prix des produits alimentaires de base puis, en mai, →



Le 6 mai 2022, à Abidjan.

OLIVIER POUR JA

→ nous avons suspendu, également pour trois mois, les droits de douane sur les importations de blé, un geste à destination des meuniers. L'ensemble de ces mesures cible in fine les populations vulnérables. Depuis le début de l'année, ce sont plus de 200 milliards de F CFA [318 millions d'euros] de soutien qui ont été mobilisés.

Ces décisions, légitimes sur les plans économique et social, pèsent sur le budget ivoirien. Faut-il s'inquiéter pour l'équilibre des finances publiques ?

Ces mesures, qui génèrent un manque à gagner pour l'État en même temps que des dépenses supplémentaires, vont logiquement engendrer une hausse du déficit budgétaire. Prévu à 4,7 % du PIB pour cette année, il sera finalement plus élevé d'environ un point. Mais il s'agit d'un déficit conjoncturel, que nous résorberons le plus vite possible en visant un retour à la normale au plus tard en 2025.

La Côte d'Ivoire n'a finalement pas recouru au marché international pour se financer avec un troisième eurobond. L'endettement se fera donc entièrement sur le marché régional. Est-ce une déception ?

Nous allons là où les conditions sont les plus avantageuses ! La Côte d'Ivoire a écrit une belle histoire avec les marchés internationaux, en procédant à des émissions régulières d'eurobonds depuis 2014, dont celles de novembre 2020 et de février 2021, qui ont été particulièrement remarquées en raison des montants et des taux exceptionnels obtenus. Cet acquis et la crédibilité du pays demeurent, comme le confirment les notations de la dette souveraine établies par Fitch et S&P, à BB –, au même niveau que l'Afrique du Sud.

Cela dit, les conditions sur le marché international, qui étaient favorables ces dernières années, se sont durcies récemment, notamment en raison de l'effet de la guerre en Ukraine sur les taux d'intérêt et sur le taux de change de l'euro et du dollar. Dans l'immédiat, nous n'avons donc pas d'intérêt à y aller. Comme il est pour l'heure plus avantageux de recourir au marché régional – sur lequel nous réalisons des émissions régulières –, nous y emprunterons les ressources nécessaires pour satisfaire nos besoins de financement.

Les besoins d'endettement des pays ouest-africains augmentent, et les conditions d'emprunt se tendent sur les marchés internationaux… N'y a-t-il pas un risque d'essoufflement sur le marché de l'Uemoa ?

Pour le moment, il n'y a pas de signaux indiquant qu'il pourrait y avoir des problèmes. Et, même s'il a augmenté ces dernières années, comme c'est le cas pour la plupart des pays, du fait de la pandémie de Covid-19, l'endettement de la Côte d'Ivoire reste largement dans les normes communautaires. Ainsi, l'encours de la dette représente 51,7 % du PIB quand les règles de l'Uemoa imposent de le limiter à un taux de 70 %.

Comme l'a souligné le FMI à l'issue de sa dernière mission dans le pays, en avril, la Côte d'Ivoire doit aussi accroître ses recettes fiscales. Comment progresser sur ce point ?

Nous sommes très mobilisés sur le sujet, bien conscients que plus nous augmenterons nos recettes moins nous aurons besoin d'emprunter. Nous mettons l'accent sur la digitalisation de tous les actes et procédures, un moyen de limiter les interventions humaines et les déperditions qui y sont associées. Dans le même temps, il nous faut élargir l'assiette fiscale, ce qui signifie faire passer le maximum d'activités informelles vers le secteur formel. Sur ce volet, l'incitation est la clé. C'est pourquoi nous proposons un système gagnant-gagnant en disant aux acteurs informels que nous leur donnerons accès aux marchés publics s'ils déclarent et légalisent leurs activités.



Il nous faut élargir l'assiette fiscale, ce qui signifie faire passer le maximum d'activités informelles vers le secteur formel.



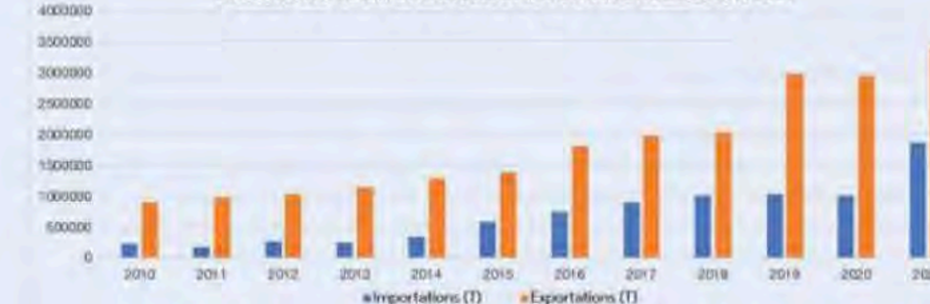
Vous avez demandé au FMI de sortir la Côte d'Ivoire de sa liste des pays dits fragiles. Quelles retombées en espérez-vous ?

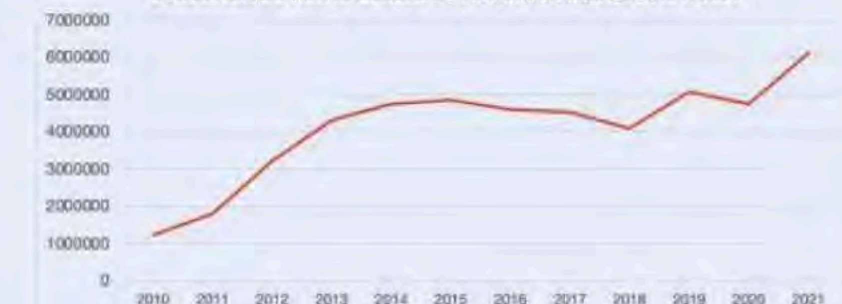
Il s'agit seulement d'assurer une cohérence entre les performances économiques du pays et son statut dans la classification du FMI. Cela permettrait aussi de mettre fin à une disparité : le fait que deux institutions sœurs de Bretton Woods, la Banque mondiale et le FMI, classent le pays différemment. La première ne considère pas la Côte d'Ivoire comme un pays fragile, la seconde continue à la citer comme tel dans ses publications. Il s'agit en fait d'une question d'ordre méthodologique →

Le Port Autonome de San Pedro : Un acteur incontournable de la relance économique en Côte d'Ivoire









Né de la volonté de l'Etat Ivoirien de créer un pôle de développement dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire, le Port Autonome de San Pedro se positionne aujourd'hui comme l'une des principales portes d'entrées commerciales du pays et de la sous-région.

UN BILAN AU-DELÀ DES ATTENTES

1er port mondial d'exportation de cacao, le Port Autonome de San Pedro (PASP) enregistre à fin 2021, un volume global historique de 6 115 000 tonnes de marchandises, soit un taux de croissance de 400% par rapport à celui réalisé en 2010.
Ce volume a généré un Chiffre d'Affaires exceptionnel de plus de 10 milliards de francs CFA et un Résultat Net bénéficiaire de 950 millions de francs CFA, représentant respectivement une hausse de 127% et de 555% en comparaison aux niveaux de 2010. Ces résultats probants sont le fruit d'une politique managériale qui s'inscrit dans la vision de l'Etat de Côte d'Ivoire et du Président Alassane Ouattara : Faire de la Côte d'Ivoire un hub logistique incontournable en Afrique.

La priorité a donc été portée sur la mise à niveau des infrastructures, superstructures et équipements portuaires, la définition d'une nouvelle politique commerciale par filière de produits et la réorganisation de l'exploitation.
En plus, des accords de coopération et de partenariats techniques et financiers, en lien avec l'existant et le Programme d'Extension et de Modernisation du PASP, ont été établis et mis en œuvre.

UN IMPACT POSITIF DANS LA RÉGION

Véritable moteur du développement économique de son hinterland national et des pays limitrophes, l'existence du Port Autonome de San Pedro a permis :
- la création de milliers d'hectares de plantations industrielles et villageoises d'hévéa, palmiers à huile, cocotiers, café et cacao ;
- l'implantation de plusieurs unités industrielles ;
- la création d'emplois estimés à 40.000 ;
- la création d'un réseau routier reliant le Port à plusieurs localités.

UN PARTENAIRE ENGAGÉ AUPRÈS DES POPULATIONS

Au-delà de sa mission principale, le Port Autonome de San Pedro, a fait de l'action sociale un pilier important dans sa stratégie de développement.
Depuis sa prise de fonction en avril 2011, M. Hilaire Lamizana, Directeur Général du Port Autonome de San Pedro (PASP) n'a ménagé aucun effort pour mettre en exergue le caractère social de cette entreprise.
Ces actions réalisées par le PASP, touchent toutes les couches sociales de la population sans aucune distinction. On peut citer entre autres :
- la construction d'une école équipée en table banc ;
- la distribution de kit scolaire et d'ordinateur ;
- l'autonomisation des femmes rurales par la fourniture d'équipements agricoles ;
- la remise de chèques aux populations des villages impactées par les inondations ;
- la remise de matériel de lutte contre la propagation du coronavirus, une infrastructure sanitaire mobile, des vivres et non vivres.

Les perspectives 2022 portent essentiellement sur le maintien de la dynamique de croissance du niveau de trafic et de la concrétisation des projets d'extension et de modernisation du Port de San Pedro.
2022 est également placée sous le signe des festivités avec la commémoration du cinquantenaire du Port de San Pedro.

Port Autonome de San Pedro, un partenaire qui avance avec le monde



Dans son bureau du 19e étage de l'immeuble Sciam, au Plateau, à Abidjan.

OLIVIER POUR JA

→ au niveau du FMI. Les corrections seront effectuées dans les prochaines publications de l'institution.

À la mi-juin, l'exécutif réunira un groupe consultatif avec tous les partenaires du pays pour assurer le financement du PND pour la période 2021-2025. Les besoins sont chiffrés à plus de 80 milliards d'euros. Sur qui comptez-vous en particulier?

C'est crucial pour mobiliser les investisseurs. Selon le montage prévu, le financement doit être assuré aux trois quarts par le secteur privé, acteurs nationaux et étrangers, alliés de longue date et nouveaux entrants. Le privé doit prendre toute sa place dans l'économie, alors que l'on attend une croissance de 7 % en 2022 et une moyenne de 7,2 % sur la période 2023-2025. Comme pour les deux plans précédents, nous attendons de nos partenaires et des investisseurs le renouvellement de leurs engagements. Et nous invitons les investisseurs à venir faire des affaires en Côte d'Ivoire car l'économie ivoirienne est l'une des plus dynamiques au monde.

L'exécutif a peu goûté d'apprendre en même temps que tout le monde l'annonce de la cession des activités portuaires de Bolloré à MSC. Quelle est votre marge de manœuvre dans ce dossier?

Nous prenons acte de ce qui a été fait et de l'engagement de MSC de maintenir les activités et les emplois. Le groupe Bolloré représentait des activités importantes dans la gestion portuaire mais aussi ferroviaire, avec la liaison vers le Burkina Faso. Des discussions vont avoir lieu avec le ministère des Transports, qui suit le dossier de près. Une chose est sûre, la concurrence dans un secteur est toujours une bonne chose parce qu'elle fait baisser les prix. C'est un point sur lequel nous serons vigilants.

Les sanctions contre le Mali ont aussi des répercussions sur la Côte d'Ivoire et sur le Sénégal, qui sont d'importants partenaires commerciaux de Bamako. Sur le plan économique, cela a-t-il un sens de les maintenir?

Il m'est difficile de porter un jugement sur une décision prise par les chefs d'État de la zone… Les sanctions excluent des produits essentiels, dont ceux liés aux services de santé et à l'énergie. Elles créent néanmoins des difficultés pour les opérateurs économiques et pour les populations.

Le Mali figure parmi les plus grands importateurs au sein de l'Uemoa, soit près du tiers des importations intracommunautaires. Il est également un grand exportateur de bétail et de céréales. Nous souhaitons la conclusion rapide d'un accord entre le Mali et la Cedeao afin que les sanctions puissent être levées et que le pays retrouve un niveau d'activité compatible avec les attentes des opérateurs économiques et des populations. ●



KUYO PIPELINE UNE VITRINE NATIONALE IVOIRIENNE AU SERVICE DE L'AFRIQUE



Feu Jean Kessié Kuyo fondateur de Kuyo Pipeline

Les plus belles pages de l'histoire d'un pays s'écrivent aussi avec des entreprises familiales. Portées par un homme, puis une famille, elles finissent par faire rayonner tout le pays et l'incarner. Sans doute, Jean Kessié KUYO a dû s'inspirer de ces entreprises qui sont passées du statut familial à celui d'étendard de nations voire de civilisations. Son ambition l'a conduit à fonder, en 1980, KUYO PIPELINE puis à travailler à en faire une success story. S'appuyant sur ses valeurs d'engagement, d'innovation et d'éthique et sa volonté de démontrer l'expertise et la richesse du potentiel africain dans les domaines de la chaudronnerie, de la tuyauterie, l'échafaudage et de la soudure industrielle, il installe l'entreprise sur l'échiquier africain.

En effet, KUYO PIPELINE ce sont des réalisations importantes en Côte d'Ivoire. On pourrait évoquer dès 1981 la construction du pipeline pour l'arrivée du pétrole brute à la SIR, celle 14 ans plus tard du pipeline pour l'arrivée à Vridi du gaz naturel du Bloc CI-11 ou encore en 2008 la réalisation du pipeline Abidjan – Bouaké de 385 km de produits finis de Butane, de gasoil et de Super pour le compte de PETROCI. KUYO PIPELINE c'est aussi des succès en Afrique avec la fourniture et le montage de 10 réservoirs de stockage de 1 4250 m³ pour la SONARA au CAMEROUN en 2010.

Ces performances expliquent que 10 ans après son décès, Jean KUYO soit présent dans l'imaginaire collectif ouest-africain.

Fort heureusement, son œuvre lui a survécu. En effet, la Directrice générale Vanessa KUYO la poursuit. Le plus grand symbole de cette continuité est la solide implantation de KUYO PIPELINE à la SIR et à la SMB avec un contrat de maintenance qui, depuis 1980, lui permet de réaliser avec expertise des travaux en tuyauterie, chaudronnerie, soudure industrielle, échafaudage, calorifugeage etc…

Mme Vanessa KUYO porte l'entreprise qui s'adapte aux défis actuels en se maintenant au sommet. Ces 5 dernières années, KUYO PIPELINE a, entre autres, réalisé les travaux de déplacement du réseau de pipelines situé dans l'emprise du projet d'aménagement de l'échangeur de l'Amitié Ivoiro – Japonaise (2017), la construction de bacs condensat pour FOXTROT International (2019), l'extension du réseau de distribution de gaz à Yopougon Zone Industrielle (2019), la construction du réseau incendie de 1800m linéaire pour GESTOCI (2021). Des performances qui lui valent de nombreuses récompenses dont le GLOBAL TRADE LEADERS' CLUB à Paris.

Pour la DG, adaptation signifie diversification. De nouveaux champs sont ainsi défrichés dans l'énergie (pétrole et énergies renouvelables), dans l'agroalimentaire, l'agro-industriel et les mines. L'obtention de la certification MASE et l'entame de la procédure de certification ISO 9001 valident cette stratégie. C'est tout fièrement la DG affirme : **« Mon père avait une grande vision. Il a su nous la transmettre. Nous suivons ses traces et nous engageons à aller plus loin. KUYO PIPELINE est une fierté nationale et africaine disposant d'un personnel qualifié et expérimenté. Nous répondrons présents toutes les fois que notre expertise sera sollicitée tant par des entreprises que les États ».**

Ce testament est le leitmotiv de KUYO PIPELINE qui, par conséquence, envisage soumissionner à des projets en offrant à ses clients une meilleure qualité de service et de prix. En gros, KUYO PIPELINE se veut une entreprise citoyenne prête à s'implanter durablement sur le continent.







JAMG - PHOTOS KUYOPIPELINE

De haut en bas : M.Kuyo Kessie Jean à la création de l'entreprise Kuyo Pipeline, travaux de poste de vannes Arrêt métal 2022, travaux de délacement du réseau de gaz dans le cadre du projet de construction de l'échangeur d'amitié Ivoiro-Japonaise,
À gauche : Vanessa Kuyo, Directrice générale de Kuyo Pipeline

Contact : info@kuyopipeline.com Tél. : (+225) 27 21 27 53 50 - 27 21 27 26 04 www.kuyopipeline.com

Petroci : les dessous de la renationalisation

Si les gisements pétroliers identifiés promettent de nouvelles ressources pour l'État, l'heure est encore aux négociations avec les nombreux partenaires impliqués. Dans ce contexte, la transformation de la société en entreprise publique à 100 % est supposée faciliter les choses.

BAUDELAIRE MIEU, À ABIDJAN

La Société nationale des opérations pétrolières de Côte d'Ivoire (Petroci) entre dans une nouvelle ère. Initialement société à participation financière publique, Petroci est devenue une entreprise publique à 100 %. Un changement intervenu dans un contexte où la société commençait à multiplier les partenariats et censé lui donner les outils nécessaires à son développement. Cette modification de statut permet désormais de protéger la compagnie contre d'éventuelles procédures judiciaires ou arbitrales abusives. Cela empêchera des saisies d'actifs lorsque l'entreprise perdra une action en justice, conformément au traité uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), qui régit le climat des affaires dans les pays francophones africains.

Le changement de statut de Petroci était demandé par la direction du groupe, incarnée par son directeur général, Vamissa Bamba, et doit lui donner les coudées franches dans les négociations avec les groupes pétroliers. En particulier avec le groupe italien ENI, l'un des partenaires les plus importants, avec qui les relations sont parfois difficiles. En septembre 2021, c'est le pétrolier italien qui découvrait à Baleine l'un des plus gros gisements pétrolier et gazier du pays. Les premières estimations évoquaient une réserve de 2 milliards de barils de pétrole brut et de 2,4 milliards de pieds cubes de gaz naturel. Pas de quoi faire de la Côte d'Ivoire un géant pétrolier, mais amplement suffisant pour approvisionner les centrales électriques du pays en gaz naturel.



Plateforme de production gazière et pétrolière Foxtrot, au large des côtes abidjanaises.

NABIL ZORKOT

Premiers barils en 2023

Dans le cadre de son joint-venture avec ENI, Petroci possédait 10 % du permis CI-101, sur le site duquel la découverte a été faite. Quelques mois après la mise au jour du site, le 29 décembre 2021, une fois le décret d'autorisation d'exploitation exclusif du gisement signé par le président Alassane Ouattara, Vamissa Bamba écrivait à Sergio Laura, le directeur général de la filiale locale d'ENI, pour négocier une augmentation des parts de l'entreprise publique dans le bloc. Petroci souhaitait porter ses parts à 17 %. Une opération inédite : habituellement, Petroci n'a droit qu'à 15 % sur chaque bloc dont il n'est pas l'opérateur. « C'est une clause prévue par le contrat de partage de production », confie une source au quartier général d'ENI à Milan. Désormais, ENI possède 83 % de CI-101, et Petroci a porté ses parts à 17 %.

Le plan de développement du gisement prévoit pour cette année le forage de trois puits, ce qui constitue la première phase. Les premiers barils devraient sortir au premier semestre de 2023 avec une production de 12 000 barils/jour de pétrole brut et de 17,5 millions de pieds cubes/jour de gaz naturel associé. La deuxième phase de développement concernera une soixantaine de puits pour un investissement d'environ 11 milliards de dollars et un débit projeté entre 75 000 et 100 000 barils/jour de pétrole brut et à →

PUBLIRÉDACTIONNEL

PISAM POLYCLINIQUE INTERNATIONALE SAINTE ANNE-MARIE

L'EXCELLENCE IVOIRIENNE DEPUIS PLUS DE 35 ANS

37 ans après sa création et sous la nouvelle direction d'Éric Djibo, la vision de la Polyclinique Internationale Sainte Anne-Marie (PISAM) n'a pas changé. La PISAM demeure le leader dans son domaine sur le marché régional et sous-régional notamment avec sa démarche qualité et sa certification BSI ISO 9001 2015 pour l'ensemble de ses activités.



"Notre vision est simple : aller le plus loin possible dans la prise en charge médicale de nos patients ivoiriens et internationaux."

Éric DJIBO
PDG de la PISAM

UN ENVIRONNEMENT DE SANTÉ EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Depuis plusieurs années, les défis mondiaux en matière de santé se multiplient et la PISAM s'adapte à ces changements en proposant une offre de soins dynamique et évolutive, répondant aux exigences et aux besoins croissants de sa patientèle.

La PISAM, c'est une association constante entre recherche de solutions, innovation et maintien de l'excellence ivoirienne. C'est la digitalisation de tout le système hospitalier, allant de la prise de rendez-vous à l'administration des soins, avec une politique zéro papier.

C'est aussi un personnel médical et paramédical expérimenté, disponible et toujours à l'affût des nouvelles techniques et technologies.

DES INSTALLATIONS RÉNOVÉES POUR LE BIEN-ÊTRE DES PATIENTS

Aujourd'hui reconnu comme le plus grand établissement hospitalier privé en Côte d'Ivoire bâti sur un site unique, la Polyclinique s'étend sur 2 hectares avec une capacité d'accueil de plus de 180 lits d'hospitalisation.

Le patient étant au cœur de ses priorités, la PISAM a entrepris ces dernières années une rénovation complète de ses installations.

- 6 nouveaux blocs opératoires avec 2 salles ISO5 et 2 salles ISO7
- Une salle de radiologie interventionnelle (CathLab) opérationnelle
- Un Centre d'Imagerie (CISAM) accueillant les patients 24h/24 et 7 jours/7 et abritant les outils de radiologie classiques en plus d'équipements de dernière génération de GE Healthcare (IRM 1,5T, sénographe Pristina, ostéodensitomètre etc.)
- Un laboratoire BIOCSAM certifié (BSI) ISO 9001 (hématologie, biochimie, bactériologie, anatomie pathologie)
- Différentes unités et spécialités (néonatalogie, endoscopie, hémodialyse, gynécologie, pédiatrie, dentisterie, ORL, ophtalmologie, dermatologie, orthopédie, chirurgie, etc.)
- Un héliport en terrasse homologué et conforme aux normes internationales de sécurité aéroportuaire, permettant des évacuations sanitaires depuis différentes localités de la Côte d'Ivoire et de la sous-région.



La PISAM, ce sont aussi des perspectives prometteuses comme la création d'un groupe PISAM rassemblant plusieurs entités sur le territoire ivoirien et au-delà de ses frontières ainsi que l'ouverture prochaine d'un centre de radiothérapie (Août 2023).





SUPRÊME

 Rue Cannebière, Av. Joseph Blohorn, Abidjan Côte d'Ivoire

 www.groupepisam.com

 +225 27.22.48.31.31
+225 07.68.58.58.58



Orabank

« LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT EST ARTICULÉE AUTOUR DE LA TRANSFORMATION DIGITALE »

ENTRETIEN Madame Sylvie YAO BASSANTE,
Directrice Générale Adjointe d'Orabank Côte d'Ivoire

Pouvez-vous vous présenter ?

Orabank Côte d'Ivoire est la filiale ivoirienne d'Oragroup, le groupe bancaire panafricain de référence, présent dans 12 pays et 4 zones monétaires en Afrique de l'Ouest et du Centre, et fortement impliqué dans l'économie locale des pays dans lesquels il est implanté.

Banque universelle, Orabank Côte d'Ivoire propose à sa clientèle de grandes entreprises, nationales et internationales, de PME, TPE, professionnels et de particuliers, une gamme élargie de produits et de services bancaires innovants selon des principes de proximité et de réactivité. La Banque fait de la qualité de service un point d'honneur, en s'appuyant sur la qualité des équipes.

Comment contribuez-vous au financement de l'économie locale ?

Nous sommes engagés à participer activement au développement durable de la Côte d'Ivoire et accompagnons pour cela les plans structurants de l'État, les projets professionnels ambitieux et innovants des grandes entreprises et des PME et les projets personnels d'une population qui construit son avenir. Nous avons pour ambition d'être reconnus sur tous nos marchés comme le partenaire de référence, et développons à cet effet des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques, quelle que soit leur taille ou la nature de leur activité.

Afin d'être plus proche et de mieux servir nos clients, nous renforçons le maillage territorial. Nous sommes présents dans la quasi-totalité des communes d'Abidjan ainsi qu'à Bouaké, San-Pedro, Daloa et Gagnoa, soit 12 agences en tout. Nous projetons d'ouvrir prochainement des représentations à Duékoué, Korhogo et Abengourou.

Nous avons créé des centres d'affaires, espaces totalement dédiés aux entreprises, dont le premier a été ouvert en zone industrielle de Yopougon. Le second ouvrira prochainement sur le VGE pour couvrir également toute la zone d'Abidjan Sud, notamment la zone industrielle de Vridi, la zone portuaire, etc.

Quelle est votre stratégie en matière de transformation digitale ?

Notre stratégie de développement est articulée autour de la transformation digitale du Groupe, qui nous permettra de consolider nos activités et d'optimiser notre réseau pour améliorer davantage la qualité des services offerts à notre clientèle. Pour ce faire, nous travaillons à l'élargissement de notre offre de produits digitaux, au développement de partenariats stratégiques et à l'automatisation de nos processus.

Nous avons développé avec plusieurs opérateurs du Mobile Money, la solution « bank to wallet », véritable passerelle entre les comptes bancaires et le Mobile Money. Sur les cartes prépayées, nous avons mis en œuvre et continuons de développer des partenariats avec des fintechs pour permettre à un plus grand nombre d'y accéder. Nous proposons également notre gateway pour l'acceptation des paiements en ligne, Ngenius Go Online, et plusieurs commerces et agrégateurs en bénéficient déjà.

Nous venons de lancer notre solution Keaz, la plateforme digitale omnicanale avec une application mobile pour la clientèle des particuliers, Keaz Pro pour les professionnels et les entreprises et Keaz Spot dans le cadre de l'Agency Banking.

Nous proposons également le WhatsApp Banking qui permet à tout client abonné de transférer de l'argent vers un compte Mobile Money et d'effectuer diverses opérations courantes (consultation de solde, virements, etc.).

Le Groupe est très concerné par les sujets du genre...

Oui, car nous sommes une entreprise citoyenne. Au sein d'Orabank Côte d'Ivoire, nos indicateurs affichent une nette parité entre les hommes et les femmes (50%).

Dans la même dynamique, nous avons lancé le programme LEAD'HER qui est destiné aux entreprises créées par des femmes, gérées par des femmes et dont le personnel est majoritairement féminin (plus de 50%). La Banque offre des solutions innovantes et sur-mesure (gestion de trésorerie, épargne, placements et financements) ainsi que des prestations de coaching et de formation (gestion d'entreprise, communication, etc.). Cette initiative permettra de donner un vrai coup d'accélérateur à l'entrepreneuriat féminin et à l'économie nationale. Ne dit-on pas qu'une femme autonome porte toute une communauté ?

Avenue Joseph Anoma
BP 312 Post 'Entreprises Abidjan
CÔTE D'IVOIRE
Tél. : (+225) 27 20 25 55 55
www.orabank.net

→ 140 millions de pieds cubes/jour de gaz naturel. Le gisement est censé tourner à plein régime à partir de 2026, générant des ressources qui alimenteront directement les caisses de l'État. Cette découverte majeure impacte la nouvelle stratégie globale de Petroci qui, depuis quelques années, avait décidé de se recentrer sur son cœur d'activité : l'exploration et la production. Une décision faisant suite à des tentatives plus anciennes de diversification dans l'amont et l'aval de la filière. Petroci avait scellé un partenariat avec le nigérian MRS pour créer une entreprise commune, Corlay, qui avait repris le réseau de distribution de l'américain Chevron. Cette expérience a tourné court, minée par des divergences entre les partenaires.

Dans sa nouvelle stratégie, Petroci multiplie les alliances. L'entreprise a noué un partenariat avec le nigérian Sahara Energy pour créer la société Sapet. Ce joint-venture, détenu à 65 % par Sahara et à 35 % par Petroci, développera et exploitera une sphère de stockage de gaz de pétrole liquéfié d'une capacité annuelle de 12 000 tonnes pour un investissement de 36,6 millions d'euros. L'entreprise a cédé depuis 2018 son réseau de distribution au trader Trafigura à travers la création d'une entreprise commune, Puma Energy Côte d'Ivoire (Peci), dont Petroci détient 20 %. Un an plus tard, la situation financière s'est dégradée, avec des fonds propres négatifs liés aux difficultés commerciales du réseau de distribution des stations-service. L'appel d'offres concernant la cession de son activité gaz est en cours.

Un nouveau quai à Abidjan

Ce recentrage sur son cœur de métier est un virage important pour la compagnie publique. Mais la nouvelle direction envisage de se renforcer dans l'aval, et prévoit de s'y déployer, avec notamment la construction d'un nouveau quai d'appontement dans le port d'Abidjan pour lequel le financement doit toutefois encore être trouvé. Si l'entreprise a une santé financière relativement saine, avec un chiffre d'affaires de 268,9 milliards de F CFA (409 millions d'euros environ) pour un résultat net de 9,5 milliards de F CFA, les comptes ne sont pas assez solides. Un litige sur le bloc 50, au sultanat d'Oman, lui a ainsi fait perdre 11,9 milliards de F CFA. Un autre partenariat avec le pétrolier Vitol, portant sur l'exploration du bloc offshore 508, lui a aussi coûté environ 11,4 milliards de F CFA. Ce bloc a finalement été restitué à l'État ivoirien, mais l'ensemble des pertes dans l'exploration était estimé à plus de 50 milliards de F CFA à la fin de 2020. « Nous sommes conscients de cette dépréciation. Nous nous attellerons à consolider les comptes. Nous sommes sur plusieurs blocs pétroliers », confie une source au sein de la direction de Petroci. ●

DMEIB
VOTRE DISTRIBUTEUR EN MATÉRIEL ÉLECTRIQUE
Résidentiel
Basse Tension
Moyenne Tension
Industrie
Tertiaire
BTB, BTA << 50-1000V >> ET HTB, HTA << 1000-50000V >>
ANALYSE ET ÉTUDE
DES SERVICES SUR-MESURE
ÉLABORATION DE L'OFFRE
VOUS SATISFAIRE AU MIEUX
SUIVI EFFICACE DE VOS COMMANDES
27 ans DE SOLUTIONS ÉLECTRIQUES
depuis 1995
76, Rue de la glacière, Zone 3B- Abidjan - Treichville Tél : +225 27 21 24 07 43 +225 07 07 01 98 11 +225 07 77 73 88 35
dmeibci@dmeib.com dmeib-electric.com @dmeib
Schneider Electric legrand Nexans THORN V-TAC PHILIPS LEDVANCE



UNE EXIGENCE DE QUALITÉ POUR DES INFRASTRUCTURES SOCIALES EN CÔTE D'IVOIRE

Entretien avec Kinapara COULIBALY, Directeur Général

Bureau d'Etudes pluridisciplinaire, le BNETD œuvre en partenaire au côté de l'État de Côte d'Ivoire, en qualité de conseil, de maître d'œuvre ou d'assistant technique à maître d'ouvrage



Quelle vision sous-tend la réalisation d'infrastructures sanitaires et éducatives en Côte d'Ivoire ?

Les secteurs de l'Éducation et de la Santé sont au rang des priorités du gouvernement ivoirien. L'objectif étant d'offrir à la population, de manière décentralisée, des structures d'enseignement et de soins équipées et d'excellente qualité.

Deux vastes programmes sont ainsi en cours de déploiement sur l'ensemble du territoire national visant à la réhabilitation, la construction, l'équipement et la mise en service d'établissements sanitaires et socio-éducatifs.

Quelle est la contribution du BNETD dans la mise en œuvre de ces infrastructures ?

Le BNETD accompagne les différents ministères en charge de ces programmes, dans les études, la conception, le suivi et le contrôle de travaux.

Le programme d'infrastructures socio-éducatives comprend la construction de deux universités, la réhabilitation de cinq autres, la livraison d'une centaine de collèges et d'établissements secondaires et de plus de 3.000 salles de classes primaires équipées pour la plupart, dans 28 régions de la Côte d'Ivoire.

À cela s'ajoutent la construction et l'équipement de lieux de restauration sur les cités universitaires d'Abidjan.

Le programme Santé quant à lui, comprend la conception-réalisation de plus d'une centaine d'établissements sanitaires de premier contact et d'environ deux cent cinquante en cours de réhabilitation en milieu rural. La construction de six centres hospitaliers régionaux dont celui d'Aboisso et d'Adzopé inaugurés respectivement en Octobre 2021 et Avril 2022; et la réhabilitation de trois autres à Daloa, Yamoussoukro et Korhogo, vont renforcer le plateau technique sanitaire. Neuf hôpitaux généraux sont en cours de réalisation. Tous ces projets incluent la fourniture d'équipements médicaux.

Quelles sont les perspectives de ces programmes ?

Ces programmes sont appelés à se poursuivre de manière progressive dans des régions du pays, insuffisamment couvertes en infrastructures sanitaires ou socio-éducatives. Ils contribueront très certainement à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens avec notamment la formation de notre jeunesse et l'accès aux soins pour tous.



+225 27.22.48.34.00 BNETD BNETD_CI BNETD BNETD bnetd.ci Bvd Hassan II, Cocody, Abidjan

Le patron du CCC mise sur le Moyen-Orient

Meilleure rémunération des planteurs, traçabilité, protection de la forêt, lutte contre le travail des mineurs… Yves Brahima Koné multiplie les initiatives pour réformer la filière café-cacao. Et les contacts pour conquérir de nouveaux marchés.

FLORENCE RICHARD

Dans le quartier du Plateau, à Abidjan, depuis son bureau du 23e étage de la tour de l'ex-Caistab – en attendant d'emménager dans un immeuble ultramoderne en verre qui doit sortir de terre en 2025 –, Yves Brahima Koné a les yeux rivés sur l'Asie et le Moyen-Orient. Le directeur général du Conseil du café-cacao (CCC), organe public régulateur de la filière en Côte d'Ivoire, rentre d'Abou Dhabi.

Pendant plusieurs jours, en mars, il y a multiplié les rendez-vous. Des rencontres avec les autorités de la monarchie pétrolière et, surtout, des prises de contact avec des entreprises de gestion de fonds d'investissement et des sociétés de transformation du cacao, parmi lesquelles TALC Investment, AGathia Group PJSC et Abu Dhabi Global Market (ADGM), qui sont attendues à leur tour en Côte d'Ivoire.



L'agronome projette d'ouvrir une représentation du Conseil du café-cacao à Abou Dhabi.

SIA KAMBOU/AFP

C'est au milieu des spectaculaires gratte-ciel de la capitale des Émirats arabes unis que cet agronome de formation projette d'ouvrir prochainement une représentation du CCC, dans l'objectif d'accélérer la commercialisation et la promotion du cacao ivoirien sur ces marchés émergents.

« Nous avons eu de très très bons contacts. Là-bas, les gens sont prêts à collaborer avec nous. Pour le moment, ils achètent à Amsterdam, alors qu'ils pourraient s'approvisionner directement auprès nous. En effet, 70 % de notre production va en Europe, mais elle n'y est pas consommée : les circuits commerciaux peuvent être raccourcis », constate le patron du CCC.

Cheville ouvrière

Discret homme clé de la filière, Yves Brahima Koné est la cheville ouvrière de la stratégie présidentielle pour le cacao ivoirien (2 millions de tonnes par an) et de la mise en œuvre du « différentiel de revenu décent », en partenariat avec le Ghana, qui, depuis la campagne 2020-2021, impose aux acheteurs de fèves le paiement d'un bonus de 400 dollars par tonne afin d'accroître le revenu des planteurs.

L'annonce de ce déploiement au Moyen-Orient et en Asie fait écho aux récents propos du président ivoirien. « Vous savez, le monde est multipolaire aujourd'hui. Si les Européens ne veulent pas de notre cacao, d'autres vont l'acheter. Si les Américains ne veulent pas notre cacao, d'autres pourront l'acheter », expliquait ainsi Alassane Ouattara aux journalistes de RFI et de France 24 qui l'interrogeaient sur la menace européenne de suspendre les importations des produits issus de la déforestation et celle d'un embargo américain pour lutter contre le travail des enfants dans les plantations.

Depuis sa nomination à la tête du CCC en 2017, Yves Brahima Koné est chargé de réformer et de consolider un secteur en souffrance qui, selon la Banque mondiale, représente 15 % du PIB du pays. En 2020, il a fait procéder au recensement des producteurs : ils sont 993 031. « Il y a eu quatre ou cinq tentatives de recensement avant mon arrivée. Nous y sommes parvenus en confiant cette mission à nos équipes, en interne, et non pas au secteur privé comme c'était prévu, rappelle Yves Koné. Nous avions la volonté de réussir, et à moindre coût. »

Braquages meurtriers

Ces planteurs seront bientôt tous dotés d'une carte magnétique censée, d'une part, assurer leur sécurité financière et, d'autre part, garantir aux consommateurs l'origine du produit qu'ils achètent. Après une première remise symbolique début avril, le déploiement de cette carte à puce multifonction dans tout le pays doit débuter en juin.

Elle doit d'abord permettre de mieux sécuriser la rémunération des planteurs, dont la moitié vit sous le seuil de pauvreté. « Cette carte est équipée d'une puce bancaire : le planteur peut y recevoir de l'argent et s'en servir pour payer. Chaque année, on constate une dizaine de braquages,

« Le monde est multipolaire. Si les Européens ne veulent pas de notre cacao, d'autres vont l'acheter », a dit Alassane Ouattara.

souvent meurtriers, déplore Yves Koné. Nous voulons donc éviter que les présidents de coopérative et les planteurs continuent de transporter de l'argent liquide. » La carte permettra aussi de vérifier que les prix garantis en début de campagne sont respectés.

Elle répond également aux impératifs de traçabilité fixés par les normes environnementales internationales : « Cette carte permet de savoir d'où vient le produit grâce à un QR Code donnant accès au nom du planteur, à sa photo, à des informations sur sa famille, à la géolocalisation de la plantation et à son potentiel de production. »

Environ 15 % de la production serait issue de forêts classées – un chiffre très en deçà de la réalité, selon certaines ONG – sur 3,2 millions d'hectares de plantations recensés. « Nous pensons que, d'ici à quatre ans, il n'y aura plus de production dans le domaine forestier », assure Yves Brahima Koné, qui annonce par ailleurs le déploiement dans le pays d'une centaine d'agents chargés de recenser les mineurs œuvrant illégalement dans les plantations, où 29 % des enfants en âge d'être scolarisés qui y travaillent ne le sont pas. ●



we shelter your business


Assemblage intelligent et rapide sur site


100% Galvanisé, fabriqué en Belgique selon la norme Européenne


Transport et livraison vite et optimal


Plus de 1.000 bâtiments installés en Afrique


Bonoua


San Pedro

Frisomat Afrique | +32 3 353 33 99 | info@frisomat.africa | **www.frisomat.africa**

COMMUNIQUÉ



PN HOLDING GROUP SE CONCENTRE SUR LE HAUT DE GAMME

Le Groupe espagnol est actif sur le Continent Africain avec ses filiales au Burkina Faso, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo principalement avec des projets dans les secteurs de la Construction, de l'Industrie et du Développement Immobilier.



Architecte : IDEA



Architecte : Mollinedo Arquitectura



Architecte : Cabinet d'Architecture ATAUB



Architectes : AS (Architecture Studio)

PNHG est bien connu pour ses techniques de construction au Bénin, où il assume déjà la construction traditionnelle de plus de 8500 logements individuels et collectifs sur la nouvelle ville de Ouèdo à Abomey Calavi. Mais **PNHG** se différentie aussi de de ses concurrents locaux et internationaux (Chinois, Turcs et Européens) par sa présence dans le segment haut de gamme sur des projets nécessitant des compétences techniques spécifiques.
Une des raisons de son succès dans le marché africain !

1 TOGO : Construction de l'Hôtel St. Pérégrin

PNHG filiale Togo est l'entreprise qualifiée pour la construction du complexe hôtelier 4 étoiles « Hôtel St Pérégrin » pour un montant de 6,5 milliards de F CFA. Le projet de 12 000 m² est promu par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale du Togo (CNSS). Un projet alliant modernité, sécurité et prestige, qui sera exécuté en 16 mois seulement.

2 BURKINA FASO : Construction de la résidence de l'ambassade des États-Unis.

PNHG Filiale Burkina Faso (PN-BF) se positionne comme un constructeur pour la réalisation de logements de haut standing pour des résidents américains à Ouagadougou. Un projet prestigieux, aux normes internationales les plus exigeantes, qui garantit modernité, confort et sécurité, en dotant les bâtiments des technologies les plus avancées.

3 CÔTE D'IVOIRE : Construction de MSC et développement du projet AKWABA

PNHG Filiale Côte d'Ivoire a entamé en octobre 2021 les travaux de construction du nouveau siège de l'entreprise MSC à Abidjan.

En outre, c'est au début du mois de juin qu'elle débutera la construction du Complexe Akwaba, un projet sans précédent pour la ville d'Abidjan.

4 Résidentiel de luxe à Abidjan : Complexe AKWABA

C'est au très réputé Cabinet d'Architecture AS (Architecture Studio), que **PNHG** a confié la conception et la signature du complexe résidentiel mixte Akwaba. Akwaba Résidentiel est un complexe visionnaire qui offre aux occupants un mélange harmonieux de bureaux, de services, de commerces, d'espaces verts et de stationnement. Conçu suivant une approche durable, le complexe Akwaba ambitionne l'obtention de la certification Edge Building une des premières certifications pour du logement résidentiel en Afrique.

Il s'agit d'un programme de 35 621 m² d'espace à usage mixte : 50 unités résidentielles, 6 398 m² d'espaces commerciaux, 15 198 m² d'espaces de bureaux, 3 421 m² d'espaces verts.

PN HOLDING GROUP est une Entreprise Espagnole, leader dans la construction et le développement immobilier au niveau international. À partir de 2021, PN Holding Group concentrera sa stratégie sur l'Afrique de l'Ouest, pour en faire son principal territoire de croissance. PNHG apporte des programmes spécifiques qui contribuent au développement socio-économique local et régional dans chaque projet.

PN Holding Group
Carrer de Suïssa, 9 - 08917 Badalona,
Barcelona, Espagne
Tél. : +34 93 222 03 20
Email : ceo@pn-hg.com
www.pn-hg.com

ADO donne des ailes à Air Côte d'Ivoire

Après avoir répondu au souhait de ses homologues de voir des appareils de la compagnie desservir leurs pays respectifs, Alassane Dramane Ouattara procède à des arbitrages pour préparer l'ouverture d'une ligne ralliant Paris.

JULIEN CLÉMENÇOT ET BAUDELAIRE MIEU

Prendre un vol direct d'Abidjan vers Bissau : le président Umaro Sissoco Embaló en rêvait, Alassane Ouattara et Air Côte d'Ivoire l'ont fait. Depuis le 17 mai, les Airbus A319 et A320neo de la compagnie relient trois fois par semaine les deux capitales en moins de trois heures, répondant ainsi au souhait du chef de l'État bissau-guinéen, formulé auprès de son homologue ivoirien, de désenclaver son pays. Auparavant, les passagers devaient faire escale, le plus souvent à Dakar, pour effectuer ce trajet. Plusieurs études ayant montré que cette liaison ne pouvait être rentable, faute d'un nombre suffisant de passagers, Umaro Sissoco Embaló a consenti à prendre en charge 50 % des pertes de la nouvelle ligne.

Si le projet revêt une dimension diplomatique, il marque aussi la volonté du pavillon ivoirien, qui dessert à l'international une vingtaine de destinations en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, ainsi que New York, via son partage de codes avec Ethiopian Airlines, de reprendre le développement de son réseau après deux années de pandémie. Ainsi, à partir de ce mois de juin, Air Côte d'Ivoire ouvre également des vols entre Abidjan et Johannesburg, via Kinshasa, avec un Airbus A320neo. Cette liaison n'existait plus depuis son abandon par South African Airways. Un dossier que le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, avait aussi personnellement évoqué avec Alassane Ouattara lors de sa visite en Côte d'Ivoire à la fin de 2021.

D'autres ouvertures ou réouvertures de lignes, cette fois avec la Centrafrique et la Sierra Leone, sont également en discussion avec les chefs d'État Faustin-Archange Touadéra et Julius Maada Bio. La compagnie, qui a stabilisé ses finances et attend la mise en œuvre d'un plan de compétitivité validé par le palais présidentiel, nourrit surtout l'ambition de rallier Paris. Le projet a été validé par son conseil d'administration. Les premiers vols ne sont pas prévus avant 2024. « Dans cette perspective, multiplier les lignes régionales fait sens. Il s'agit de renforcer la position de hub régional de l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny pour faire le plein de passagers à destination de la France », indique un proche du dossier.

Concurrence française

La compagnie réfléchit actuellement à la possibilité d'acheter un long-courrier. Elle privilégie l'achat d'un Airbus A330-900, mais elle n'a pas encore l'accord de l'État pour le financement. Un appareil du même type sera en outre loué pour assurer l'exploitation pendant les périodes de maintenance du premier. Ces deux avions pourront également voler vers Johannesburg, mais aussi Beyrouth, dont la desserte est envisagée.

Le général Abdoulaye Coulibaly, président du conseil d'administration d'Air Côte d'Ivoire, devrait par ailleurs obtenir d'Abidjan qu'il limite la concurrence sur la future liaison vers Paris. Air France et Corsair, qui relient actuellement les deux capitales, devraient se partager à terme le même nombre de vols que ceux exploités par la compagnie ivoirienne. Se posera enfin la question de la sortie d'Air France du capital du pavillon ivoirien. La compagnie française, qui a voté en faveur du plan de développement d'Air Côte d'Ivoire, avait indiqué lors du lancement de cette dernière qu'elle ne resterait pas au tour de table si Abidjan exploitait des vols vers Paris. ●


Avions d'Air Côte d'Ivoire sur le tarmac de l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny, à Abidjan.
ISSOUF SANOGO/AFP

Le Groupe Orange Côte d'Ivoire

Un leader sous-régional responsable et engagé

Le secteur des télécommunications est au cœur des solutions technologiques pensées et développées pour répondre à certains des plus grands défis de la société.

Depuis 2009, le Groupe Orange Côte d'Ivoire est engagé dans une démarche ambitieuse de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) construite autour de la conviction que le numérique est l'une des solutions clés pour le respect de l'agenda 2030 de l'Organisation des Nations Unies. Nos actions irriguent tous nos métiers et sont guidées par une volonté d'exemplarité sociale et environnementale avec pour objectif de toujours concilier croissance et responsabilité.

Si de prime abord, notre impact sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) repose sur la fourniture de connectivité et de services, notre rôle d'opérateur nous permet d'y contribuer grâce également à d'autres leviers : nos activités commerciales, nos opérations et celles de notre chaîne de valeur, notre gouvernance, nos actions à l'endroit des populations, notre Fondation. Au quotidien, l'apport du Groupe Orange CI pour l'atteinte de 12 des 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU sur lesquels nous avons un impact (Agenda 2030 ONU).

Opérer en responsabilité dans toutes les strates de notre activité

Le Groupe Orange Côte d'Ivoire, conscient de la nécessité d'être exemplaire avec l'ensemble de ses parties prenantes, place l'éthique, la protection des données personnelles et la qualité au cœur de sa gouvernance.

En outre, nous appliquons une politique d'achats responsables. À travers des standards élevés d'exigence et de transparence en matière d'achats, nous nous assurons que nos acquisitions auprès de l'ensemble des acteurs de notre chaîne d'approvisionnement sont respectueux de l'environnement et des droits de l'homme.

Pour finir, nous savons qu'en fournissant une infrastructure de télécommunications essentielle et résiliente, nous sommes un facilitateur du développement économique et social. Nous connectons tous les jours les territoires Ivoiriens à travers 2772 sites techniques et renforçons la résilience et la sécurité de nos infrastructures physiques et logiques pour garantir la disponibilité de services de qualité.

Soutenir le développement local

Notre impact s'appréhende à travers deux structures :

- La Fondation Orange Côte d'Ivoire, organisation socialement engagée auprès des communautés, qui travaille à améliorer leur accès à des fondamentaux du bien-être social : la santé, l'éducation, la culture et, aujourd'hui, le numérique.

Plus de 550 projets ont été réalisés à ce jour et plus de 200 ONG, associations, agences de développement, partenaires nous ont fait confiance en nous associant à leurs actions. Ce résultat est le fruit d'un travail collectif, réunissant plus de deux cent cinquante salariés bénévoles, encadrés par une équipe permanente de sept personnes.

- Les Orange Digital Centers qui sont un écosystème d'innovation. Leur objectif est d'aider chacune et chacun à développer son savoir-faire numérique, d'accompagner les jeunes en recherche d'emplois qualifiés et de favoriser l'entrepreneuriat. Les Orange Digital Centers travaillent en collaboration avec un grand nombre de parties prenantes (ministères, monde académique, associations d'insertion) pour renforcer l'employabilité des jeunes et encourager l'innovation.

Devenir un Opérateur Vert

Notre Plan stratégique Engage 2025 intègre des engagements forts pour la protection de l'environnement ainsi qu'en matière de maîtrise de notre consommation d'énergie. Nous avons pour ambition d'ici 2025, de réduire nos émissions de C02 de 30 % et d'avoir un mix énergétique dans lequel les énergies renouvelables sont représentées à plus de 50 %.

Notre programme d'efficacité énergétique, dénommé TREE, rassemble l'ensemble des initiatives autour de nos engagements en vue de réduire nos émissions de C02 et de recourir aux énergies renouvelables. Le programme comporte notamment l'alimentation de nos infrastructures techniques en énergies renouvelables, le monitoring de l'efficacité énergétique de nos data centers, ou encore l'optimisation de notre consommation du réseau à travers la mise en place de fonctions « vertes » et de modules moins énergivores.

« NOS ACTIONS SONT GUIDÉES PAR UNE VOLONTÉ D'EXEMPLARITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE AVEC POUR OBJECTIF DE TOUJOURS CONCILIER CROISSANCE ET RESPONSABILITÉ. »



Projet « Super Codeurs » dédié à l'initiation des enfants de 8 à 14 ans aux rudiments du codage et de l'animation.


Les Maisons Digitales de la Fondation Orange Côte d'Ivoire, un levier pour l'autonomisation et l'inclusion numérique des femmes

JAMG - PHOTOS DR



NOTRE IMPACT SUR 12 DES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN CÔTE D'IVOIRE


ODD 1 : PAS DE PAUVRETÉ
- 30 Villages accompagnés dans le cadre des Projets villages
- 175 000 bénéficiaires


ODD 3 : BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
- Une politique de Santé & Sécurité qui assure à nos collaborateurs un lieu de travail sûr et sain
- Un Centre Médical Interentreprise qui assure la meilleure prise en charge des collaborateurs
- 3 programmes de la Fondation Orange Côte d'Ivoire en lien avec la Santé


ODD 4 : ÉDUCATION DE QUALITÉ
- 800 jeunes formés à l'Orange Digital Center
- 5 programmes de la Fondation Orange Côte d'Ivoire


ODD 5 : ÉGALITÉ DES SEXES
- 335 soit 47% de femmes formées dans le cadre des activités de l'Orange Digital Center
- 3500 femmes accompagnées dans leur projet entrepreneurial grâce aux 16 maisons digitales de la Fondation Orange Côte d'Ivoire


ODD 6 : EAU ET ASSAINISSEMENT
- 30 puits mis en œuvre en Côte d'Ivoire dans le cadre des projets villages


ODD 7 : ÉNERGIE PROPRE ET ABORDABLE
- Plus de 70 000 bénéficiaires Orange Energie en Côte d'Ivoire


ODD 8 : TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
- Plus de 25 000 heures de formation dispensées à destination des salariés
- 6 start-ups Orange Fab en accélération, 15 start-ups en incubation
- 1491 emplois directs chez Orange Côte d'Ivoire


ODD 9 : INFRASTRUCTURES
- 2772 sites Orange dans le Groupe offrant la connectivité au plus grand nombre
- 60 000 foyers connectés à la fibre en 2021 en Côte d'Ivoire


ODD 10 : INÉGALITÉS RÉDUITES
- 1 Politique d'accessibilité amorcée à destination des personnes en situation de handicap


ODD 12 : CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES
- 507 fournisseurs locaux
- 100% des collaborateurs formés aux achats responsables
- 9,9 tonnes de mobiles usagés collectés


ODD 13 : MESURES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
- 25 % d'énergie renouvelable utilisé en Côte d'Ivoire (incl. mix national)
- Modernisation de nos infrastructures techniques pour qu'elles deviennent plus respectueuses de l'environnement
- 10 hectares d'arbres plantés en Côte d'Ivoire


ODD 17 : PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
- Des projets d'envergure menés en partenariat avec l'écosystème ivoirien pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en matière de Santé (GAVI), d'Education (GIZ), d'Environnement (1 jour, 50 millions d'arbres), etc.

www.orange.ci

orange™

GRAND FORMAT **CÔTE D'IVOIRE**

SOCIÉTÉ

Un dialogue pour retrouver le Nord

Face aux tensions et aux violences provoquées par l'afflux de réfugiés fuyant les groupes jihadistes, des initiatives sont mises en place pour inciter les communautés à se parler.

AÏSSATOU DIALLO



SIA KAMBOU/AFP



Populations ayant fui le Burkina Faso voisin pour échapper aux attaques terroristes, en janvier.

« Sur le plan sécuritaire, je voudrais vous rassurer, la situation est calme et sous contrôle sur toute l'étendue du territoire national », a lancé Alassane Ouattara lors de son discours sur l'état de la nation, devant le Congrès réuni à Yamoussoukro, le 19 avril. Tout en rassurant ses compatriotes, le président ivoirien a pris l'engagement de poursuivre les efforts et les investissements en matière de sécurité. Le nord de la Côte d'Ivoire, cible d'attaques des hommes de la katiba Macina depuis juin 2020, connaît un répit. La découverte, au début de février, d'un engin explosif improvisé sur l'axe Téhini-Koïnta, près du parc de la Comoé dans le nord-est du pays, est la dernière tentative d'attaque rendue publique.

« Le renforcement du renseignement a permis de neutraliser des entreprises similaires », a souligné le général de brigade Ouattara Zoumana, commandant de la 4e région militaire et de la zone opérationnelle nord, interrogé au début de mai par des médias internationaux. La création de cette zone opérationnelle a pour but de coordonner l'action des différentes forces de défense et de sécurité dans la région. « Malgré la relative accalmie, nous n'avons pas le droit de nous endormir sur nos lauriers. Nous connaissons le mode d'action de l'ennemi, qui est fondé sur la perfidie et utilise la population. Nous devons rester vigilants », a-t-il ajouté, plaidant pour un renforcement des effectifs. Les forces de défense et de sécurité portent une attention particulière au parc de la Comoé, où, en plus de la menace terroriste, se développe l'orpaillage clandestin.

Si la sérénité revient progressivement dans la région, le terrorisme a fragilisé les relations intercommunautaires en créant un climat de suspicion, particulièrement envers les Peuls, accusés d'être des terroristes ou d'en être les complices. Cette méfiance intervient dans un contexte de relations parfois tendues entre agriculteurs et éleveurs. Fin janvier, un chef de village confiait à JA l'importance de la collaboration avec les forces de l'ordre pour lutter contre le terrorisme, en signalant systématiquement tout passage de berger. Résultat, de nombreuses associations locales ont dénoncé les arrestations et le harcèlement des Peuls, qui constituent la majorité des éleveurs transhumants.

« C'est comme si le métier d'éleveur était un passeport pour le jihad. Pourtant nos cheptels sont également victimes des groupes jihadistes », déplore un membre d'une association d'éleveurs. Et d'ajouter : « Le vol de bétail est un mode de financement de ces mouvements terroristes. Ce n'est ni l'activité ni l'ethnie d'une personne qui fait de lui un jihadiste : Amedy Coulibaly [un des auteurs des attentats de janvier 2015 en France] n'était pas peul. Beaucoup de stéréotypes courent à l'encontre des Peuls. »

Discussions et jeux de rôles

Cet amalgame est renforcé par le fait que les spécialistes s'accordent à dire qu'il n'y a pas encore de jihadisme endogène en Côte d'Ivoire. Les bergers venant de pays voisins pour la transhumance éveillent donc des soupçons.

Pour répondre à ces enjeux, des associations mènent des activités de sensibilisation et travaillent à un meilleur encadrement de la transhumance. À la fin de janvier, des participants de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest se sont réunis lors d'un atelier sur le thème du commerce du bétail. C'était aussi l'occasion d'un jeu de rôle qui a consisté en une inversion de rôle entre agriculteurs et éleveurs, afin que chacun comprenne la position de l'autre. Une autre rencontre était prévue à Tengrela à la fin de mai, autour des pistes de transhumance, de l'alimentation du bétail et des aires de repos.

« Les pistes permettent de savoir qui passe quand et avec quel nombre de têtes. Mais aussi de réduire les tensions entre agriculteurs et éleveurs. Avec le problème sécuritaire que toute l'Afrique vit, les éleveurs devront intégrer un système permettant au pouvoir de contrôler les allées et venues. Ainsi, l'État pourrait également mettre les moyens pour garantir leur sécurité », estime un membre d'une association locale.

Les relations entre agriculteurs et éleveurs sont cruciales dans cette région du pays. À la fin d'avril, une bagarre entre un agriculteur lobi et un éleveur peul a dégénéré en crise à Kobada, dans la localité de Nafana, près de Kong. En représailles, les Lobis ont incendié une dizaine de campements peuls dans les environs. Des maisons, des greniers, ainsi que des motos ont été brûlés, et une dizaine de blessés recensés. Les autorités locales ont pris en charge une →

Plastica
Extrusion et Injection Plastique

CO-EXTRUSION & EXTRUSION
- Films thermo-rétractables & étirables
- Chaussettes & toiles polyéthylène
- Housses & Bâches noires

PP RAFFIA
- Sacs polypropylène tissés
- Sacs & toiles polypropylènes laminés
- Sacs AD STAR

INJECTION
- Articles de ménage & jardin
- Casiers, bidons & Cagettes

RECYCLAGE
- Collecte & tri des emballages
- Broyage, lavage, séchage
- Régénération

Innover pour Satisfaire...

KOUMASSI ZONE INDUSTRIELLE
TEL.: (+225) 27 21 75 73 80
www.plasticaci.com

→ centaine de déplacés, tandis qu'un climat de méfiance s'est installé. Une médiation est, depuis, en cours pour apaiser les tensions.

Les Peuls pointés du doigt

Dans un contexte où la moindre étincelle peut tout enflammer, la prudence est de mise, et le discours a évolué. Le 6 décembre, devant les sénateurs réunis à Yamoussoukro, le ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, par ailleurs président du conseil régional du Tchologo, dans le Nord, avait affirmé que les auteurs des attaques auxquelles le pays fait face sont « des Peuls du Burkina Faso qui font des incursions en Côte d'Ivoire ». En janvier encore, cette grille de lecture était assez répandue au sein des forces de l'ordre et de l'administration dans les régions du Nord. « La majorité des personnes arrêtées en lien avec des affaires de terrorisme sont des Peuls », glissait alors un ministre.

Les autorités militaires affirment ne pas cibler une communauté en particulier, défendant une action « globale ». « Même après l'interpellation de personnes dénoncées, nous les mettons à disposition de services spécialisés. Un certain nombre d'éléments permettront d'établir, ou non, leur implication dans l'activité terroriste », explique le général de brigade Zoumana Ouattara. « Si nous tenons parfois compte de ce que disent les villageois, c'est qu'ils connaissent tout le monde. Si quelqu'un arrive, qu'ils ne savent ni qui il est, ni ce qu'il fait, ni comment il vit, cela les interpelle », précise-t-il, rappelant que ses troupes et lui-même « insistent sur la cohabitation ».

Le militaire se veut rassurant, prenant pour exemple une localité d'où tous les Peuls étaient partis. « J'ai demandé au chef de village de leur dire de revenir, car tant qu'aucun d'entre eux n'a de lien avec l'activité terroriste, ils n'ont rien à craindre pour leur sécurité. Ils seront autant en sécurité que n'importe quel citoyen. » Sur le terrain, les associations d'éleveurs constatent une amélioration de la situation. « Les arrestations ont diminué, et les gens ont moins peur de circuler avec leur bétail », se réjouit un éleveur. L'accalmie que connaît le pays ces derniers temps y est-elle également pour quelque chose ? Pour Arthur Banga, docteur en relations internationales et en histoire des stratégies militaires, « les autorités ont vite compris qu'en stigmatisant les uns ou les autres, elles risquaient d'ouvrir une plaie intercommunautaire, créant un contexte qui faciliterait l'installation et le déploiement opérationnel des groupes jihadistes ». À ses représentants sur place, l'État conseille la vigilance, note-t-il.

« Les procès d'intention font basculer tous les Peuls : ceux qui hésitent, voire ceux qui n'ont pas de lien avec les jihadistes. Amadou Koufa tient aussi un discours identitaire. Il surfe sur les difficultés d'intégration des Peuls qui vivent parfois dans des campements reculés, ce qui ne permet pas forcément à l'État d'installer des infrastructures », analyse-t-il.

« Les autorités ont vite compris qu'en stigmatisant les uns ou les autres elles risquaient d'ouvrir une plaie intercommunautaire. »

Pour l'éleveur cité plus haut, la seule façon d'éviter l'amalgame entre Peul et jihadiste doit venir d'une volonté au sommet de l'État. « Parmi les jihadistes, il y a des Peuls, mais aussi d'autres ethnies. Mais ce sont surtout des jeunes précaires à qui il faut offrir des opportunités afin qu'ils ne tombent pas dans les filets des jihadistes », avertit-il.

Longtemps délaissées par les autorités, les régions du Nord ont besoin d'infrastructures et de services de base (dispensaires, eau potable…). En plus du retard de développement et du chômage des jeunes, un autre facteur a aggravé la situation sociale. À Tougbo, comme dans plusieurs autres villages, les Burkinabè fuyant les attaques jihadistes de l'autre côté de la frontière, à quelques kilomètres de là, ont été d'abord accueillis chez les habitants, qui leur ont ouvert la porte de leurs concessions. Le nombre de réfugiés grossissant, ils se sont progressivement installés dans des camps de fortune dans la brousse. En janvier, on en dénombrait près de 5000 dans la sous-préfecture de Tougbo et près de 6000 au total dans la région du Bounkani.

Combien sont-ils désormais ? Difficile d'obtenir des chiffres globaux. Mais, selon les autorités locales, au 14 mai 2022, on en dénombrait 6 433 dans la sous-préfecture de Tougbo, dont 2 584 à Tougbo même. De nombreux réfugiés sont rentrés au Burkina Faso pour la récolte de l'anacarde, d'autres se sont déplacés vers des villages plus au Sud. Tout cela sous la surveillance régulière des forces de l'ordre, qui multiplient désormais des actions civilo-militaires dans la zone.

Programme spécial d'insertion

« Les autorités ont vite pris au sérieux la menace jihadiste et compris que cela nécessitait des moyens importants. L'urgence était d'abord de faire cesser les attaques, via des actions militaires. L'installation des bases permet aussi de réaffirmer la présence de l'État. Une fois la situation stabilisée, il fallait ensuite s'attaquer aux racines du problème à travers les questions sociales. L'une des solutions ne peut marcher sans l'autre », explique Arthur Banga. C'est désormais la ligne adoptée par les autorités pour faire face au terrorisme dans ces régions où la pauvreté est importante.

Le 22 janvier, le Premier ministre Patrick Achi, accompagné d'une importante délégation de ministres, députés et diplomates, s'est rendu à Tougbo, à Kafolo et à Kong. Au cours de cette tournée fort symbolique, il a annoncé le lancement officiel du « programme spécial d'appui à l'insertion des jeunes des zones frontalières du Nord », pour lequel 8,6 milliards de F CFA (13,2 millions d'euros) ont été mobilisés en faveur de près de 20 000 jeunes issus de six régions du Nord (Bagoué, Bounkani, Folon, Kabadougou, Poro, Tchologo). Plusieurs partenaires internationaux de la Côte d'Ivoire, tels que l'Union européenne, financent des projets autour du dialogue intercommunautaire, un des enjeux majeurs pour la stabilité de la région et du pays, face aux velléités d'expansion des groupes jihadistes vers les côtes. ●



AGEROUTE
AGENCE DE GESTION DES ROUTES

AGEROUTE...Le développement par la route, nous y croyons

NOS MISSIONS

- **La surveillance du réseau routier**
- **La programmation des travaux d'entretien routier**
- **La gestion des projets** (identification, préparation, contractualisation, coordination et supervision) **d'investissement et d'entretien**
- **L'assistance et le conseil aux maîtres d'ouvrage**
- **La gestion de la Banque de Données Routières (BDR)**

L' AGEROUTE, c'est la gestion de :

82 000
km de routes dont
7 500 km revêtues
74 500 km en terre

457
carrefours à feux tricolores

20 320
unités d'**ouvrages**

Mais aussi la réalisation de :

8
Postes de pesage à basse vitesse

404
Forages hydrauliques villageoises

17
Sites de bacs

Société d'Etat régie par la loi N° 97-519 du 04 Septembre 1997
Décret de création 2001-592 au capital de 300 000 000 F CFA

Siège Social: Avenue Terrasson de Fougères, Abidjan-Plateau. 08 BP 2604 Abidjan 08 Côte d'Ivoire
Tél.: (+225) 27 20 25 10 00 / 02 - Fax: (+225) 27 20 25 10 23 - Email: ageroute@ageroute.ci / info@ageroute.ci
Web : www.ageroute.ci

 AGEROUTE Côte d'Ivoire  Ageroute Vidéos  @AgerouteCi  AGEROUTE Infos

AGEROUTE
AGENCE DE GESTION DES ROUTES

NOTRE PROFONDE CONVICTION...


Fabrice Coulibaly
Directeur Général

Première puissance économique de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire a initié depuis 2011 une stratégie visant à se doter d'un réseau routier correspondant aux standards internationaux. Dans le cadre de cette stratégie, l'État de Côte d'Ivoire a inscrit dans les différents Plans Nationaux de Développement (PND), la réalisation d'infrastructures routières permettant de faciliter la circulation des personnes et des biens, et d'accroître la compétitivité de l'économie ivoirienne. Pour se faire, le Gouvernement a mené des actions qui s'articulent essentiellement autour de la sauvegarde du réseau bitumé existant et du développement de nouvelles routes revêtues.

Pour rappel, en 2011, le réseau routier ivoirien était de 6 500 km de routes revêtues dont 50% en mauvais état. Grâce aux importants investissements réalisés, ce réseau est estimé aujourd'hui à plus de 7 500 km de routes revêtues dont seulement 15% en mauvais état. Cette amélioration du réseau routier ivoirien est la résultante de l'engagement du Chef de l'État, SEM Alassane Ouattara, d'amener la Côte d'Ivoire à l'émergence et de consolider sa position de leader sous régional. À l'horizon 2025, l'État de Côte ambitionne de porter son réseau de routes revêtues à environ 12 000 km.

Pour mettre en œuvre cet ambitieux programme routier, l'État de Côte d'Ivoire bénéficie de l'expertise de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), société d'État créée par décret n°2001-592 du 19 septembre 2001, placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier. En effet, L'AGEROUTE, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué, assure la surveillance du réseau routier, la programmation des opérations d'entretien, la passation des marchés, l'exploitation des banques de données des routes et des ouvrages, la supervision des travaux et des études de routes et d'ouvrages.

Sous l'autorité de son Directeur Général, Fabrice Coulibaly, l'AGEROUTE s'est engagée résolument vers l'amélioration de sa gouvernance, de sa performance technique et de la qualité de ses services en s'appuyant sur un système de management intégré QHSE conforme aux exigences des normes ISO 9001 version 2015, ISO 14001 version 2015 et ISO 45001 version 2018.

Au niveau opérationnel, avec le concours des partenaires techniques et financiers (BM, BAD, BID, BOAD, etc.) et de l'État de Côte d'Ivoire, plusieurs projets routiers sont en cours de réalisation sur toute l'étendue du territoire. Il s'agit notamment des travaux :

- de renforcement sur 1625 km pour 1016,5 milliards de FCFA : la côtière (Abidjan-San Pedro), la route Daloa-Duekoué-Man-Danané-Zouan Hounien, la route Agnibilekro-Tanda-Bondoukou, la route Dimbokro-Bocanda-Ananda et la route Korhogo-Kanwolo, etc.
- de bitumage de 114 km d'autoroutes, 2075 km de routes interurbaines et 198 km de voiries pour un montant de 1923,2 milliards de F CFA : Mankono-Séguela-Touba, Yakassé Attobrou-Bettié, Korhogo-Dianra, Maféré-Kouakro, Bouaké-Satama Sokoura-Satama Sokoro, Agnibilekro-Takikro-Frontière Ghana, Dabakala-Kong, Sakassou-Béoumi, Boundiali-Dianra, Bocanda-Didievi, N'Golodougou-Kong, Zuenoula-Daloa, Nielé-M'Bengue-Kouto, Bouaflé-Sinfra, Dabakala-Kong, Zuenoula-Vavoua, Odienné-Samatiguila-Frontière Mali, Béoumi-Zuenoula, Odienné-Minignan-Frontière Guinée, etc.

Le rôle prépondérant de la route dans le développement socio-économique de la Côte d'Ivoire, se traduit aisément par cette citation du Directeur Général de l'AGEROUTE, Fabrice Coulibaly : *« s'il est évident qu'on ne mange pas la route, il apparait convenable de reconnaître cependant qu'on mange par la route. Préservons donc notre patrimoine routier, pour contribuer au développement de notre belle Côte d'Ivoire. »*

JAMG - PHOTOS DR

GRAND FORMAT CÔTE D'IVOIRE

Abobo à l'heure de l'art pour tous

Unique en son genre dans le pays, le Musée des cultures contemporaines Adama-Toungara, MuCAT, met en lumière les artistes ivoiriens. Et il a réussi son pari : les habitants de la très populaire commune abidjanaise se le sont approprié.

AÏSSATOU DIALLO

La cohue du rond-point de la Mairie-d'Abobo, l'une des communes les plus peuplées du district d'Abidjan, a fait place, depuis la mi-janvier, à un énorme chantier. Des ouvriers s'activent à construire un échangeur, qui fait partie du Plan d'urgence pour la commune d'Abobo (Puca), engagé en 2017 par l'ancien Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Depuis, plusieurs projets d'infrastructures, d'aménagement et de sécurisation ont été programmés pour redynamiser la commune et redorer son image.

Autour du même rond-point, en face de la mairie, un bâtiment gris foncé tranche avec les lieux. Sur sa façade, une inscription en lettres blanches : Musée des cultures contemporaines Adama-Toungara (MuCAT). Bâti sur une superficie de 3500 m² et imaginé par l'architecte ivoirien Issa Diabaté, le MuCAT porte bien la marque de fabrique de son concepteur : un intérieur épuré, une lumière et une aération naturelles – grâce à des ouvertures et à de grandes surfaces vitrées –, et de la verdure.

Dès le hall d'entrée, le visiteur est accueilli par l'imposante sculpture *Les Trois Âges de la Côte d'Ivoire*, créée en 1972 par le plasticien Christian Lattier. C'est tout un symbole. Après avoir été retirée de l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny en 2001, au moment de ses travaux de rénovation, cette œuvre ne sera installée au MuCAT qu'en 2021, après sa restauration, à laquelle a contribué la Fondation Toungara pour l'art et la culture.

Ouvert en mars 2020, le MuCAT est un établissement privé, membre du Conseil international des musées. C'est aussi le premier établissement entièrement consacré à l'art contemporain en Côte d'Ivoire. Son fondateur, Adama Toungara, est un

Le MuCAT porte bien la marque de fabrique de son concepteur : intérieur épuré, lumière et aération naturelles, et de la verdure.

collectionneur d'art et un poids lourd de la scène politique. Conseiller spécial de Félix Houphouët-Boigny entre 1981 et 1993, il a également travaillé aux côtés d'Alassane Ouattara. Premier patron de Petroci et de la Société ivoirienne de raffinage, puis ministre du Pétrole et de l'Énergie (2011-2017), il est le médiateur de la République depuis avril 2018. Surtout, il a été le maire de la commune d'Abobo pendant plus de quinze ans, de 2001 à 2017, et dit avoir créé le MuCAT pour permettre à la population de la commune d'accéder à la culture et pour tordre le cou aux préjugés. Pour donner une meilleure image d'Abobo.



Cercles de vies, de l'artiste Jems Robert Koko Bi, est la première acquisition du musée.

ISSAM ZEJLY POUR JA

Transmission

« Quand les gens n'y sont pas entrés, ils s'interrogent sur l'utilité d'un musée à Abobo et se demandent s'il ne fallait pas plutôt mettre en place une activité industrielle, raconte Fodé Sylla, le directeur adjoint des services culturels et artistiques du MuCAT. Mais dès qu'ils franchissent la barrière, ils se rendent compte de l'importance d'avoir ce bâtiment dans la commune, car, en plus du musée, il y a une bibliothèque, une médiathèque et une salle de conférences, qui accueille des sessions de formation et des assemblées générales d'associations. »

Depuis son ouverture, avec l'exposition itinérante panafricaine « Prête-moi ton rêve », le MuCAT a fait des Abobolais sa cible de prédilection en mettant en place des activités (théâtre, lectures de contes, performances d'artistes, …)autour des expositions pour les établissements scolaires et les associations locales. « L'idée est de faciliter la compréhension de l'art contemporain par le grand public et d'essayer de lui transmettre certains codes », poursuit Fodé Sylla. Résultat : 60 % des visiteurs sont des habitants de la commune, et les riverains se sont, eux aussi, approprié le musée – leur association a organisé une activité au cours de laquelle ils ont nettoyé le bâtiment et ses alentours.

S'il a dû fermer quelques jours après son inauguration à cause de la pandémie de Covid-19, le MuCAT propose des expositions variées depuis sa réouverture, en août 2020. Du 10 juillet au 5 septembre 2021, →



Profitez des avantages de la nouvelle formule Prêt Tik Tak+*

Un montant plus élevé

L'offre Tik Tak+ plafonnée à **300 000 FCFA**, vous permet de recevoir encore plus d'argent pour régler plus facilement vos dépenses ou financer vos projets personnels. Votre compte Orange Money est crédité **en moins de 10 secondes**.

Tik Tak+, c'est votre solution de crédit simple et rapide par téléphone, sans contrainte de temps ou de rendez-vous. Tapez #144*33# ou allez sur l'appli Orange Money Afrique.

Un délai de remboursement plus long

Vous avez jusqu'à 90 jours pour rembourser votre crédit. Vous pouvez aussi effectuer un remboursement anticipé et solliciter plus vite un nouveau prêt selon vos besoins.

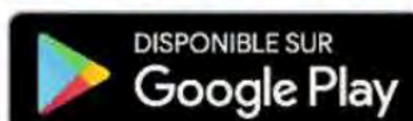
Un remboursement à votre rythme

Remboursez petit à petit votre dette en versant les montants souhaités à tout moment, dans la limite du délai autorisé. Ainsi, vous gardez la maîtrise de votre budget.

Un double avantage : l'épargne

Les prêts à partir de 101 000 FCFA sont accompagnés d'une épargne bloquée de 30% du montant octroyé. Pendant que vous profitez du crédit, votre épargne génère des intérêts chaque mois, calculés sur la base d'un taux de rémunération de 3,5% HT par an.

#144*33# ou l'appli Orange Money Afrique





*Taux appliqué : 3,3975% HT

Orange Bank Africa - Société anonyme - Siège Social : Marcory Zone 4, Rue Louis Lumière Immeuble Baini, +225 2721599300 V-507/CSP/D/22



ISSAM ZEJLY POUR JA

La sculpture *Ethiopian*, de Carine Mansan, est exposée dans le cadre de « Memoria : récits d'une autre histoire ».

→ le musée a organisé l'exposition « Abidjan Street Act, de la rue au MuCAT », qui mettait en lumière une quinzaine de graffeurs, peintres et plasticiens abidjanais. On pouvait y voir notamment des œuvres de l'artiste Obou Gbais, dont certaines fresques ornent des façades de bâtiments d'Abobo dans le cadre de l'opération *Abobo ê zo* (« Abobo est beau »), lancée en juillet 2020 par Hamed Bakayoko, alors maire de la commune. En 2021, le musée a accueilli près de 18 000 visiteurs.

Depuis le début d'avril et jusqu'au 21 août prochain, les visiteurs peuvent voir gratuitement « Memoria : récits d'une autre histoire » dans la grande salle d'exposition du musée. Initialement présentée à Bordeaux de février à novembre 2021, l'exposition faisait partie du « focus femmes » de la saison culturelle Africa2020. Au MuCAT, elle s'est enrichie du travail de six artistes ivoiriennes : Joana Choumali, Lafalaise Dion, Carine Mansan, Marie-Claire Messouma Manlanbien, Rachel Marsil et Valérie Oka. Elles s'expriment à travers des performances vidéo, sculptures, peintures, broderies, dessins, etc.



ISSAM ZEJLY POUR JA

Dans la cour, un *gbaka* (« minibus ») sert d'espace d'expression pour les graffeurs.

Pour l'heure, le musée n'a pas de collection permanente. Mais il vient de faire sa première acquisition : un ensemble de sculptures de l'artiste gouro Jems Robert Koko Bi a été installé dans l'un des jardins. Également placé dans la cour, en face de la cafétéria, un *gbaka* (« minibus ») sert de lieu d'expression pour les graffeurs, régulièrement invités pour des performances. ●



Le terminal céréalier en construction.



Une Référence Internationale



Le deuxième terminal à conteneurs (TC2), opérationnel en novembre 2022.

Port d'Abidjan : Un trafic record de 30 millions de tonnes en 2021

Port leader sur la Côte Ouest Africaine, le port d'Abidjan a montré une fois de plus sa résilience dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19 et ses conséquences sur l'économie mondiale. En 2021, le trafic global de marchandises a connu une croissance de 11,2 %.

Avec **30 millions de tonnes (*)** de marchandises traitées, le Port d'Abidjan a démontré en 2021, sa capacité à se remettre à flots après les effets de la crise sanitaire qui lui avaient fait perdre, en 2020, 1 % de son trafic, comparativement à 2019. Assurément, ce bon résultat illustre la solidité des fondamentaux du premier port ivoirien qui n'ont nullement été ébranlés par les effets de la pandémie.

LA BELLE REPRISE DU TRAFIC NATIONAL

Boosté par le dynamisme de l'économie de la Côte d'Ivoire qui a affiché une croissance de 6,5 %, le trafic national a une fois de plus affiché sa prédominance dans les résultats globaux. Le cumul des importations et des exportations du pays ayant transité par le port d'Abidjan a permis d'obtenir **26,5 millions de tonnes** en 2021 contre 24 millions en 2020, soit une croissance de **10,6 %**.

Les importations qui représentent plus de 70 % du trafic national, ont connu un taux de croissance de **17,5 %**. Elles sont tirées par les intrants pour la fabrication du ciment (clinker, gypse et laitier), les denrées alimentaires de base (riz, sucre, sel,...) et les produits pétroliers.

Quant aux exportations, malgré un recul de -3,1 %, on observe une bonne tenue du trafic de coton (+59 %) et de l'anacarde (+25,5 %).

2021 a été également favorable pour le trafic des produits halieutiques qui a connu une évolution de **16,4 % (740 106 tonnes)**. Cette croissance est liée aux performances du terminal à pêche, qui sont optimisées par la dynamique des activités sur le nouveau môle.

Les produits pétroliers se sont également bien illustrés avec **6,7 millions de tonnes**, soit **6,3 %** de taux de croissance, avec une prépondérance des importations du pétrole brut (+18,9 %) et autres produits pétroliers semi-finis (+17,4 %).

UN TRAFIC EN TRANSIT EXCEPTIONNEL

Malgré la crise sécuritaire qui secoue les pays sahéliens, on note une très forte progression de l'ordre de **23,8 %** du trafic en transit.

À ce niveau, c'est le Burkina Faso qui assure le lead avec **2,2 millions de tonnes** sur un total de 2,9 millions. Le Mali avec 688 408 tonnes est sur une tendance baissière depuis 2019.

LE TRAFIC CONTENEURISÉ SE MAINTIENT

Avec une hausse de **+3,6 %** pour **787 314 EVP**, le trafic de conteneurs poursuit son évolution, et confirme les prévisions de croissance qui seront induites par la mise en service du second terminal à conteneurs (TC2), prévue pour novembre 2022.

Avec cette nouvelle infrastructure, le port d'Abidjan doublera sa capacité actuelle de traitement des conteneurs pour passer à 3 millions d'EVP et, ainsi, se repositionnera durablement sur le transbordement qui a connu en 2021 une chute de -8,1 %. Logiquement, à l'horizon 2025, le port d'Abidjan devrait passer la barre symbolique du million d'EVP.

L'ASIE, PREMIER PARTENAIRE

Avec une part de **36,1 %** du trafic global, le continent asiatique se positionne comme le premier partenaire commercial du port d'Abidjan, devant l'Afrique (29,2 %) et l'Europe (27,8 %). Le continent américain occupe la 4ème place avec 26,8 %, dont 20 % pour l'Amérique du Sud.

Le Nigéria avec **3,1 millions de tonnes** est le premier pays qui commerce avec le port d'Abidjan, une belle illustration de la bonne évolution de cette nécessaire coopération sud-sud tant prônée par les chefs d'État Africains.

UN PORT RÉSILIENT, ORIENTÉ VERS LE FUTUR

Ces bons résultats, obtenus dans un contexte difficile de crise sanitaire, renforcent le leadership du port d'Abidjan sur la Côte Ouest Africaine et démontrent avec force la grande capacité de résilience de ce port qui se développe depuis 2012, avec d'importants travaux de modernisation de ses infrastructures pour satisfaire aux exigences du dynamisme de l'économie nationale, mais aussi des pays voisins sans littoral.

Après la mise en service du môle du terminal à pêche en 2015 et du canal de Vridi élargi et approfondi en 2019, au cours de cette année 2022, en plus de la fin des travaux d'infrastructure du Terminal Céréalier, il sera procédé à l'inauguration du second terminal à conteneurs (TC2) et du terminal RORO.

Comme le souligne le Directeur Général du Port Autonome d'Abidjan, **M. Hien Yacouba SIE**, ***« Actuellement, sont en cours de mise en œuvre, à travers d'ambitieux projets, les fondamentaux d'un port compétitif et moderne qui, au-delà de satisfaire les besoins de l'économie ivoirienne et sous-régionale en pleine vitalité, va être un véritable catalyseur de leur croissance pour les 50 voire 100 ans à venir ».*** Cette ambition entre dans la droite ligne de la vision 2030 du Président de la République, **SEM. Alassane OUATTARA**, qui entend faire du port d'Abidjan un acteur majeur d'une ***Côte d'Ivoire plus solidaire.***

(*) trafic brut : poids net de la marchandise + emballage



JAMG © D.R

Direction Générale du Port Autonome d'Abidjan - BP V85 Abidjan, Côte d'Ivoire - Tél. : (+225) 27 21 23 80 00 - Email : info@paa.ci - Facebook : facebook.com/portabidjan

www.portabidjan.ci



À Abidjan, le 15 mai 2022.

ISSAM ZEJLY POUR JA

Serge Beynaud, la force pas si tranquille

Chanteur, compositeur, producteur – et investisseur hors pair –, ce passionné s'est, au fil des années, imposé comme une icône nationale du coupé-décalé.

AÏSSATOU DIALLO

Serge Beynaud n'est pas un frimeur. Vous ne l'entendrez presque jamais prononcer un mot plus haut que l'autre non plus. Avec son côté dandy assumé, sans entrer dans l'excès bling-bling, qui lui a valu le surnom de « mannequin des arrangeurs », il tranche avec le reste de la scène du coupé-décalé, où l'exubérance et les grosses cylindrées sont la norme. Est-ce sa précoce barbe grisonnante, à 34 ans, qui fait qu'on lui donne désormais du « le père » ou sa longue carrière – commencée, alors qu'il n'était pas encore majeur, en composant des musiques pour d'autres artistes – qui donne l'impression qu'il fait désormais partie des doyens? Un peu des deux probablement. Son public l'a vu grandir, puis mûrir au fil des années. Pourtant, derrière cette apparence de premier de la classe, presque timide, se cache un redoutable homme d'affaires, un artiste qui maîtrise sa communication et qui n'hésite pas à monter au créneau pour défendre son art lorsqu'il est critiqué.

Serge Beynaud, de son vrai nom Guy Serge Beynaud Gnolou, naît le 19 septembre 1987 à Yopougon, la plus grande commune du district d'Abidjan. Son père lui offre, dès son jeune âge, un jouet qui marquera ses premiers pas dans la musique : un piano. « J'ai commencé à apprendre quelques notes là-dessus, et mon père s'est rendu compte que je créais des mélodies. Il s'est dit que son fils avait quelque chose et m'a ensuite offert un piano semi-pro. Voilà comment je suis d'abord devenu pianiste, puis le reste a suivi. L'appétit est venu en mangeant », se souvient l'artiste.

À l'adolescence, les soirées à Yopougon sont rythmées par le zouglou. Il compose ses premiers morceaux pour des artistes du genre. Puis, en 2002, arrive le coupé-décalé. Son bac en poche, il est encouragé, notamment par ses proches, à s'installer en tant que producteur. Il travaillera avec de nombreux noms de la scène ivoirienne : Molare, Bebi Philippe, Deordo Leekunfa, Dj Mix Ier et même Dj Arafat, né un an plus tôt que lui, à Yopougon également, et qui sera considéré par la suite comme son principal challenger. Leur relation complexe, entre rivalité et admiration mutuelle, a suscité une émulation dans le domaine du coupé-décalé avant le décès brutal de DJ Arafat, le 12 août 2019, à la suite d'un accident de moto.

« Arafat me stimulait. Lui et moi avions le même trait de caractère : celui de ne pas aimer perdre. On se comprenait. On s'est toujours dit, si lui est premier, je suis le deuxième, s'il est deuxième, je suis le premier. Personne ne devait s'intercaler entre nous. Cela faisait bien "mousser" le coupé-décalé, car il était, tout comme moi, quelqu'un de créatif », se souvient-il. Puis de regretter : « Avec Arafat, nous avions fait la paix, mais pas de façon officielle. Nous étions sur un projet de tournée, déjà bien ficelé, à travers le pays. » Quand on lui demande, aujourd'hui, qui est désormais son challenger sur la scène musicale, il répond « toujours personne », dans un éclat de rire. Puis d'ajouter : « Chacun est dans son délire. Dans le mien, je n'en ai pas encore trouvé. » Pourtant, c'est un peu par hasard, en 2010, qu'il franchit le pas pour devenir lui-même chanteur. Il raconte : « Un jour, par curiosité, j'ai essayé de chanter sur une de mes compositions. Ç'a été un tube. À l'origine, ce n'était même pas pour faire carrière. C'était juste un kif qui s'est transformé en métier. » Ce « kif » donnera le titre *Koumanlebe*, considéré aujourd'hui comme l'un des classiques du coupé-décalé. Il y rend hommage aux stars du genre et y affirme : « Tu veux, tu ne veux pas : coupé-décalé a pris le pouvoir. »

> **« Arafat me stimulait. Lui et moi avions le même trait de caractère : ne pas aimer perdre. »**

« Juste un kif »

De fait, depuis une vingtaine d'années, le coupé-décalé s'est imposé comme un son incontournable de la musique ivoirienne, et Serge Beynaud en est l'un des artisans. Les différents genres s'influencent aussi mutuellement. « Ma musique a beaucoup évolué avec le temps, même si la base demeure le coupé-décalé. Elle devient plus électronique, là où par le passé elle était plus acoustique. Au fur et à mesure, avec l'avènement de la trap et l'intérêt du public pour le rap ou les musiques plus électroniques, cela joue aussi sur la conscience collective », analyse-t-il. Et à ses détracteurs, qui lui reprochent de ne pas savoir chanter ou de ne pas faire de chansons à textes, Serge Beynaud estime n'avoir rien à prouver. « En définitive, c'est un métier qui doit pouvoir nourrir son homme. S'il faut chanter bien et être pauvre, je préfère chanter mal et gagner mon argent », dit-il. « Je fais ce que les gens aiment. Sinon, lorsque vous écoutez mes albums, vous verrez qu'il y a des morceaux dans lesquels je chante avec une voix de tête, etc. Mais ce n'est pas ça qui marche. Ça ne les intéresse pas. J'ai compris ce que les gens aimaient et je le leur donne. De toute façon, on m'identifie comme un ambianceur, donc j'ambiance », argumente-t-il.

Pour « l'ambassadeur du coupé-décalé », récompensé notamment en 2018 par le Prix international des musiques urbaines et du coupé-décalé (Primud) en tant que meilleur artiste du genre, « l'industrie musicale a évolué depuis [s]es débuts et tend à se professionnaliser », mais il reconnaît qu'il reste encore du chemin à parcourir pour qu'elle « se structure ». Il évoque notamment l'importance de la création d'un statut d'intermittent. C'est l'une des préoccupations soumises au Premier ministre, Patrick Achi, le 27 septembre 2021, lors de sa rencontre avec →

AMINE ®
LA FORCE DU PNEU

COMMUNIQUÉ



ENTRETIEN

M. KHAMIS BABA, Directeur général de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques (STIP)

«Le miracle a bien eu lieu»

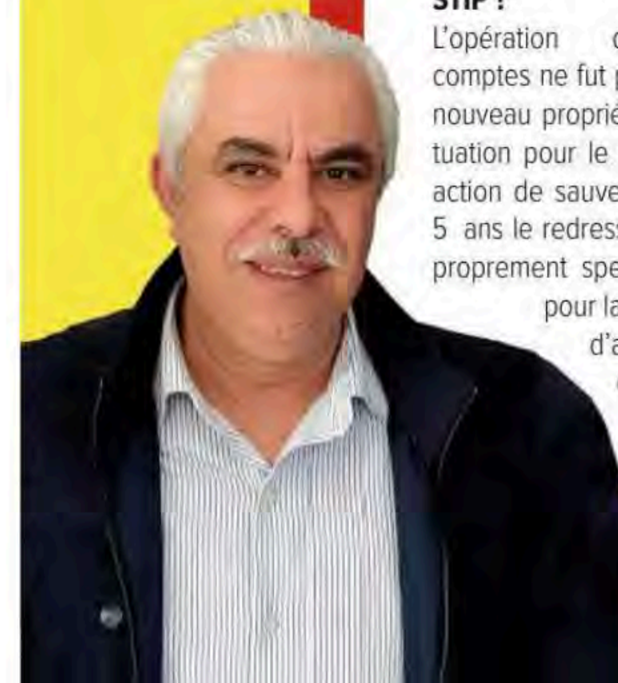
La société Tunisienne des industries de pneumatiques STIP, créée le 21 juillet 1980, est l'unique fabricant de pneumatiques dans le pays. Il y a, à peine 5 ans, on la croyait condamnée, son sauvetage impossible et son retour à un pseudo équilibre financier chimérique. Tel un phénix, la STIP est parvenue à renaitre de ses cendres. Le miracle a eu lieu et la société affiche aujourd'hui elle un état de santé plus que satisfaisant. Le DG de la STIP M Khamis BABA, explique les secrets de cette résurrection inespérée.

Dans quelles conditions le sauvetage de la STIP a été rendu possible ?

À mon avis, il faut reconnaitre le courage et également l'esprit d'anticipation des dirigeants de North Africa Holding, une société tunisienne contrôlant une kyrielle d'entreprises industrielles, qui n'ont pas hésité à miser sur la STIP. Le tour a pu être joué à la faveur de l'augmentation progressive de sa participation dans le capital de la société à travers des acquisitions en Bourse, jusqu'à en obtenir le contrôle.

Quels sont les clefs de la réussite de l'opération d'assainissement de la STIP ?

L'opération d'assainissement des comptes ne fut pas une sinécure pour le nouveau propriétaire. En dépit d'une situation pour le moins délicate et d'une action de sauvetage ardue, au bout de 5 ans le redressement de la société est proprement spectaculaire. En 2020 et, pour la première fois après tant d'années de pertes, la société affiche un résultat brut d'exploitation (RBE) excédentaire de près de 7,5 MD (2,5 M€ environ). Elle doublera ce résultat une année plus tard, avec un RBE frôlant les 16,5 MD (5 M€ environ).



Quels ont été les facteurs qui ont permis à la nouvelle équipe dirigeante de réussir ce pari ?

Manifestement, le nouveau management a su exploiter les acquis de la société à l'instar de son partenariat avec Pirelli dans le cadre d'un transfert de savoir-faire et la fusion absorption de Firestone. Pour cela, elle a su mettre en avant la multitude de certifications obtenues au fil du temps : Iso 9001, Iso 14001, aux normes européennes RDW et normes Américaines DOT. Elle est parvenue surtout à miser sur des ressources humaines totalement mobilisés et déterminées à assurer le sauvetage de leur entreprise. Le personnel de la société vient d'ailleurs de récolter les fruits de cette mue. La direction de la STIP a décidé de distribuer une prime de bilan à ses 780 employés.L'amélioration des indicateurs de la société qui ont viré rapidement au vert résulte de l'effort exemplaire de production du personnel. Le volume de production de la STIP est passé de 4 000 tonnes de pneus en 2018 à 10 600 tonnes en 2021 pour une capacité de production de 16 000 tonnes, reflétant une marge de progression conséquente.

Faut-il parler de miracle de la STIP ?

En tout cas, le changement est considérable. Les dirigeants de l'entreprise ne semblent pas se contenter de telles performances ou de baisser les bras. Ils sont résolus à déterminer de nouvelles perspectives et traçant de nouveaux objectifs parmi lesquels l'amélioration de la compétitivité des pneus « Amine », la marque de fabrique de l'entreprise. Pour cela, deux axes ont été définis : accroître la capacité de production et minimiser les coûts.

La recherche développement occupera-t-elle une place dans la nouvelle STIP?

En réussissant à franchir un nouveau cap, l'entreprise s'est engagée dans un processus tendant à booster l'activité de Recherche-Développement et à envisager son internationalisation à travers une implantation en Côte d'Ivoire afin de maîtriser son approvisionnement en matière première.

En effet, 30% des matières premières entrant dans la fabrication des pneus « Amine » proviennent de ce pays. Il s'agit du caoutchouc naturel. La recherche d'une maîtrise de la filière pneumatique est l'ambition de la société qui a vu son action en bourse s'envoler carrément, valant 5 fois plus qu'il y a cinq ans. Une implantation qui lui permettra d'élargir par la même occasion ses exportations dans le continent où le produit « Amine » est présent en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo et au Burkina Faso, outre sa présence en Algérie, au Maroc mais aussi en France, en Italie et à Malte.

En Tunisie la société vient de lancer un partenariat avec l'École Nationale des Ingénieurs de Sousse (ENIS) sur son projet innovant « Le pneu intelligent », une plateforme mobile de suivi à distance des pneus pour les poids lourds.

JAMG - PHOTOS DR

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DES INDUSTRIES PNEUMATIQUES « STIP »
Boulevard de la terre BP - 77 Centre Urbain Nord - Tunis - Tél. : **+216 98 793 693 / +216 71 230 400**
Mail : **khemis.baba@stip.com.tn**
www.pneu-amine.com.tn

→ des artistes, des créateurs et des entrepreneurs de la filière musicale, dont Serge Beynaud et Salif Traoré (A'Salfo, du groupe Magic System). En présence d'Arlette Badou N'Guessan Kouamé, ex-ministre de la Culture et de l'Industrie des arts du spectacle, et d'Amadou Coulibaly, alors à la tête du ministère de la Communication, des Médias et de la Francophonie, Patrick Achi leur a promis un nouveau cadre réglementaire. Un engagement à « faire de la culture et des industries créatives un acteur stratégique sur le plan économique » réaffirmé le 14 mai sur la scène du Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (Femua).



ISSAM ZEJLY POUR JA

Un titre du prochain album de Serge Beynaud est déjà disponible sur YouTube.

Installé à Grand-Bassam

L'artiste regrette par ailleurs le fait que les plateformes de streaming soient difficilement accessibles aux publics ouest-africains, freinés notamment selon lui par la nécessité de posséder une carte bancaire. De plus, malgré les nombres de vues sur YouTube, les artistes ivoiriens ne sont pas rémunérés. Certains, dont Serge Beynaud, se font représenter par des sociétés européennes afin de réclamer leurs droits. « Pourquoi ? Peut-être parce que les marques ne voient pas encore ces utilisateurs comme des acheteurs potentiels », tente-t-il d'expliquer.

Depuis 2016, Serge Beynaud s'est installé à Grand-Bassam, cité balnéaire à quelques kilomètres d'Abidjan où se trouvent également les locaux de Star Factory Music, sa société de production. Un rêve d'enfant qui se réalise. « Quand j'étais petit, un jour nous étions à la plage avec ma mère. Il y avait un quartier en construction. Je lui ai dit que, lorsque je serais grand, ce serait là où j'habiterais. Aujourd'hui j'y vis », confie-t-il. Loin de la cohue d'Abidjan, Serge Beynaud s'est bâti une réputation de patron en investissant également dans l'immobilier et en s'engageant pour les jeunes à travers sa fondation.

Ses partenariats avec les entreprises pour les concerts virtuels pendant la crise liée au Covid-19, ainsi que les contrats publicitaires, ont permis de maintenir ses affaires. L'artiste se consacre à la production de jeunes talents et prépare son nouvel album, qui devrait sortir « bientôt ». Depuis sa sortie, il y a un mois, le premier single, *C'est dosé*, totalise plus de 5 millions de vues sur YouTube et a fait l'objet de nombreux challenges sur les réseaux sociaux comme TikTok. « Il est vrai que la tendance est d'aller de single en single, mais, pour moi, il est important de produire encore des albums. Ne serait-ce que pour la forme. Au moins, lorsqu'on tape mon nom dans un moteur de recherche et qu'on se rend sur Wikipédia, on voit s'afficher le nombre d'albums. Ça fait plus sérieux que de voir 200 singles alignés », ironise-t-il. Des collaborations avec d'autres artistes du continent sont prévues, notamment avec le groupe guinéen Banlieuz'Art.

Du « bling-bling » au « vrai moi »

En attendant la sortie de l'album et la reprogrammation de son concert parisien, initialement prévu en 2020 et annulé à cause du Covid, Serge Beynaud a commencé à « teaser » auprès de sa communauté sur Facebook son deuxième single, Statut visé. « Grâce à internet, les artistes peuvent s'adresser directement à leur public. Il n'y a pas besoin de passer par un média pour se faire voir, pour communiquer. Cela a apporté une certaine facilité et de la fraîcheur », dit celui qui totalise 3,7 millions d'abonnés à sa page Facebook, sur laquelle il poste régulièrement des contenus.

Il poursuit : « Auparavant, un artiste, c'était quelqu'un de bling-bling. Il fallait être différent du commun des mortels, faire rêver. Mais, aujourd'hui, les réseaux sociaux ont brisé ce mythe, et je suis très à l'aise, car je me sens comme à la maison. Je leur montre mon vrai moi au quotidien. Mes fans et moi-même avons une certaine complicité, et nous nous sommes rapprochés grâce aux réseaux sociaux. » ●

Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre
Tél. : 01 44 30 18 76 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France



AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES POUR LA PRÉSÉLECTION DES FOURNISSEURS

La Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels Génériques et des Consommables Médicaux (CAMEG) du Burkina Faso, lance un appel d'offres ouvert international de présélection des fournisseurs pour la fourniture de Médicaments Essentiels Génériques (MEG) sous Dénomination Commune Internationale (DCI), d'antirétroviraux, de produits contraceptifs, d'intrants nutritionnels, de produits dentaires, de consommables médicaux, de matériel médical, de réactifs, de consommables et matériel de laboratoire, de consommables de radiologie et de produits de diagnostic , ainsi que de médicaments traditionnels améliorés.

Cette procédure a pour objet de dresser une liste validée de couples « produits/fabricants », après avoir évalué les aptitudes des fabricants , des fournisseurs et la qualité des produits.

L'agrément prononcé sera valable pour une période de **3 ans** et permettra aux fournisseurs présélectionnés de participer aux consultations restreintes pour les couples produits/fabricants validés durant cette période.

Le dossier d'appel à la présélection des fournisseurs, référencé sous le numéro **017/2021**, peut être retiré auprès du Secrétariat de la Direction Générale de la CAMEG à partir du **1er décembre 2021,** à l'adresse suivante:

Secrétariat de la Direction Générale de la CAMEG
01 BP 4877 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO
Tél. : (226) 25 37 37 50/51 - Fax : (226) 25 37 37 57 - E-mail : cameg@cameg.bf

Contre le versement d'une somme non remboursable de **500 000 FCFA pour 20 produits maximum, 750 000 FCFA entre 21 et 40 produits et 1 000 000 pour plus de 40 produits** à payer par chèque certifié, virement ou en espèces déposés à la caisse de la CAMEG, contre reçu.

Les fournisseurs de médicaments traditionnels améliorés pourront se procurer le dossier d' appel à la présélection à la même adresse ci-dessus mentionnée contre le versement d' une somme non remboursable de **100 000 FCFA.** Le dossier d'appel à la présélection des fournisseurs pourra également être consulté sur le site web de la CAMEG à l'adresse : **www.cameg.com.**

Toutefois, seuls les candidats qui disposeront d'un reçu de paiement des frais de retrait du Dossier de Présélection verront leurs offres examinées et évaluées par la Commission de présélection des fournisseurs de la CAMEG.

Les dossiers de présélection seront adressés à la Direction Générale de la CAMEG, à l'adresse ci-dessus indiquée.

Les offres doivent être paginées, paraphées et comprendre une table de matières.

Il est porté à la connaissance des candidats que la CAMEG procède à l'évaluation technique en continue des offres. Cela permettra aux fournisseurs de déposer continuellement leurs offres pour obtenir des agréments, mettre à jour leurs dossiers ou élargir leur gamme de produits à longueur d'année.

Des tranches de sessions d'analyse et de validation des dossiers des soumissionnaires à la présélection des fournisseurs **N° 017/2021** seront organisées selon le chronogramme suivant:

Numéro de session	Date limite de dépôt des dossiers	Date de dépouillement	Période de tenue des travaux d'analyse	Période de tenue des sessions de validation
1ère session	17 janvier 2022 à 09h00mn TU	17 janvier 2022 à 09h00mn TU	14 février au 25 avril 2022	26 au 30 avril 2022
2ème session	29 juillet 2022 à 09h00mn TU	29 juillet 2022 à 09h00mn TU	01 août au 25 octobre 2022	26 au 30 octobre 2022

La Directrice Générale de la CAMEG
Dr Anne Maryse K'HABORE
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

APPEL D'OFFRES



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT







Agence Française
de Développement

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT DU SÉNÉGAL

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)

Projet de Dépollution de la Baie de Hann

TRAVAUX DE RÉALISATION DE 15 KM DE RÉSEAUX SECONDAIRES POUR LE RACCORDEMENT DES INDUSTRIELS

Appel d'Offres N° : T-DT-049

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien « Le Soleil » du 13 décembre 2021.

2. L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) a sollicité un financement de la l'Agence Française de Développement (l'**AFD**) et de la China Development Bank (**CDB**) pour financer le coût de la Phase 2 du Projet de Dépollution de de la Baie de Hann (PDBH). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre des travaux de réalisation de 15 km de réseaux secondaires pour le raccordement des industriels.

3. L'ONAS sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour exécuter les **travaux de réalisation de 15 km de réseaux secondaires pour le raccordement des industriels** dans le cadre du projet de dépollution de la Baie de Hann.
Les travaux consistent en :
   - La Fourniture, le chargement, le transport, le déchargement au lieu de stockage sur chantier et la pose des conduites suivantes ;

Conduite en PVC	Conduite en PVC	Conduite en PVC	Conduite en PVC	Conduite en PVC	Conduite en PEHD
∅ 160	∅ 200	∅ 250	∅ 315	∅ 500	DE 630
1 500 ml	4 500 ml	9 500 ml	2 100 ml	370 ml	345 ml

   - La réalisation complète de regards de visite et les ouvrages particuliers dont la consistance est décrite dans le tableau ci-dessous :

Regard ∅ 800 (unité)	Regard ∅ 1000 (unité)	Regard 1200x1200 (unité)	Regard de branchement (unité)	Boites de branchement (unité)	Fonçage (ml)
7	131	25	300	100	360

4. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'ONAS : Monsieur EL Hadji Fallou DIOP, Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, à la Cellule de Passation des Marchés, courriel : coord.cpm@onas.sn et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à la *Direction Générale de l'ONAS, 4 cité TP Som villa n° 4 Hann –Dakar* du lundi au jeudi de 8 heures à 17 heures GMT et le vendredi de 8heures à 13 heures.

5. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA. La méthode de paiement sera par versement au compte **N° SN012 01301 000415705015 45** ouvert au nom de l'ONAS auprès de la banque CBAO-Dakar. Un exemplaire du dossier d'Appel d'offres complet est mis à disposition pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent

6. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux des Documents Type de Passation de Marchés pour Travaux de l'AFD.

7. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-après : au 1er étage dans le Bureau de la Cellule de Passation des Marchés à la Direction Générale de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) Cité TP SOM Villa N° 4 Hann – Dakar au plus tard le **02 août 2022 à 10 heures 30 mn (GMT).** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : Salle de conférence de la Direction Générale de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) Cité TP SOM Villa N° 4 Hann – Dakar au plus tard le **02 août 2022 à 10 heures 30 mn (GMT).** Les Offres doivent comprendre une garantie de Soumission délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère des Finances et du Budget, d'un montant de quarante millions (40 000 000) FCFA. La garantie de soumission doit rester valable 28 jours après l'expiration de la validité de l'offre. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

8. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent le **02 août 2022 à 10 heures 30 mn (GMT)**, à l'adresse suivante : Salle de conférence Omar GAYE à la Direction Générale de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal, 4 cité TP Som villa n° 4 Hann -Dakar.

9. Les exigences en matière de qualifications sont :
   - Expérience de marchés de construction à titre d'Entrepreneur principal, de membre de groupement, d'ensemblier ou de sous-traitant au cours des 5 ans dernières années à partir du 1er janvier de l'année 2017 ;
   - Expérience spécifique minimale sur les dix dernières années (depuis le 1er janvier 2012) :
   - Participation majoritaire à deux (02) marchés similaires d'un montant minimum de 1 500 000 000 F CFA chacun exécutés au cours des dix (10) dernières années à compter du 1er janvier 2012 ;
   - Fournir une attestation de ligne de crédits d'un montant de 400 000 000 FCFA délivrée par une banque agréée par le Ministère du Budget et des Finances ;
   - Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen de 2 600 000 000 FCFA au cours des 3 dernières années à compter de 2018 ;

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

Le Directeur Général de l'ONAS
M. Ababakar MBAYE



ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SÉNÉGAL

SOCIÉTÉ DE GESTION DES L'ÉNERGIE DE MANANTALI

PROJET : PROJET DE RENFORCEMENT ET D'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DE L'OMVS/MANANTALI II

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Objet : Sélection d'une entreprise pour la recherche de financement, les études et la construction de la ligne biterne 225 kV Yelimané (Mali) - Tintane-Kiffa et Tintane-Aioun (Mauritanie)/Projet Manantali II SOGEM/OMVS.

1. La Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM) a l'intention de sélectionner, par marché public, un opérateur privé (constructeur/entreprise) justifiant d'une expérience confirmée en matière de mobilisation de financement, de conception et de construction pour le projet de ligne biterne 225 kV Yelimane (Mali)-Tintane-Kiffa et Tintane-Aioun (Mauritanie)/Projet Manantali II SOGEM/OMVS.

2. La SOGEM sollicite des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la mobilisation de financement, la réalisation des études de conception et l'exécution des travaux visés ci-dessus.

3. Le marché, en plus de la recherche et de la mobilisation du financement, inclut :
   - la construction d'une ligne biterne 225 kV (395 km) de Yélimané-Tintane-Kiffa et Tintane-Aioun et son raccordement au poste de Yélimané qui sera réalisé dans le cadre d'un autre marché;
   - la construction des postes Tintane 225/33 kV, Kiffa 225/90/33 kV et Aioun El trouss 225/33 kV.

4. Le délai global maximum d'exécution de tous les travaux est fixé à 30 mois. Ce délai comprend les temps de mobilisation du financement estimé à une durée ne dépassant pas 06 mois et les temps requis pour le développement/études et la construction estimés à un maximum de 24 mois.

5. L'entreprise doit s'engager à mettre en œuvre une approche technique et méthodologique permettant l'atteinte des objectifs et à mobiliser les personnels requis, le matériel adéquat et toute autre ressource nécessaire.

6. Le marché issu du présent appel d'offres sera passé au prix global, forfaitaire et non révisable.

7. Les exigences requises pour les conditions de financement sont établies comme suit :
   - Le taux d'intérêt ne doit pas être supérieur à 2% ;
   - La durée de remboursement est supérieure ou égale à 10 ans, à l'exclusion du délai de grâce ci-dessous ;
   - Le délai de grâce ne doit pas être inférieur à la durée d'exécution du projet, majorée de deux années ;
   - Le délai de mobilisation des financements ne doit pas dépasser 6 mois ;
   - Le niveau de couverture doit être de cent (100) pour cent ;
   - Les modalités de remboursement du financement doit être proposée par l'entreprise et évaluée par la SOGEM à condition qu'elle ne dépasse pas deux tranches par an.

8. Une visite groupée des lieux sera organisée par la SOGEM. La participation des candidats à cette visite qui sera sanctionnée par une réunion d'informations et de clarifications est obligatoire (voir détails dans le DAO).

9. Les exigences en matière de qualifications sont indiquées en détail dans le Dossier d'appel d'offres. Aucune marge de préférence ne sera appliquée.

10. La procédure sera conduite par une mise en concurrence internationale et de façon ouverte à tous les candidats qualifiés et éligibles. La SOGEM se réserve le droit de faire des vérifications/confirmations des informations fournies par les soumissionnaires (attestations de bonne exécution, garanties, toute autre information pertinente). La production de fausses pièces justificatives, d'informations non probantes entraine le rejet systématique de l'offre et une exclusion selon la disposition en vigueur.

11. Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de la **SOGEM** à l'attention de **Monsieur le Directeur Général de SOGEM**, téléphone : **+223-2023-3286/2023-2657 ; Télécopie : +223-2023-8350 ; BP : E4015-Bamako, Mali, Rue : ACI 2000-Parcelle n°2501-BP 00223 20 23 83 50** et aux adresses électroniques suivantes : **spdg@sogem-omvs.org** avec en copies obligatoires les adresses suivantes : **seydou.sidibe@sogem-omvs.org et sambou.niang@sogem-omvs.org**

12. Les candidats intéressés peuvent prendre connaissance du Dossier d' Appel d'offres, tous les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures à l'adresse mentionnée ci-après. Une consultation du DAO est également possible sur le site web de SOGEM. Seules les offres des soumissionnaires ayant payé le coût d'acquisition du DAO (preuve à fournir) seront évaluées.

Cellule des Marchés de la SOGEM
Hamdallaye ACI 2000, sise au 3ème étage

Email : seydou.sidibe@sogem-omvs.org
Bamako-République du Mali

13. Le Dossier d' Appel d'offres en français peut être acheté par tout candidat intéressé à l'adresse ci-dessous contre un **paiement non remboursable de cinq cent mille (500 000) Francs CFA ou l'équivalent en toute autre monnaie librement convertible.** Le paiement sera effectué en espèces, ou par chèque certifié, ou par virement bancaire au Compte de la SOGEM N° : **150272402005 de Ecobank Mali au nom de la Société de Gestion de l'Énergie de Manantali (SOGEM) - Code Banque: ML090 - Code Guichet: 01001 - RIB: 19**

14. Le Dossier d'appel d'offres sera retiré soit au niveau de la Cellule des Marchés, au 3ème étage de la Direction Générale de la SOGEM, sise à Hamdallaye ACI, soit par voie électronique avec accusé de réception (par remise directe sur support électronique ou par communication d'un lien de téléchargement) après présentation et confirmation des preuves de versement.

15. Les offres rédigées dans la langue française devront être remises à l'adresse n°1 ci-dessous au plus tard le **12 Août 2022 à 10 heures précises (heure de Bamako).** La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre hors délai (arrivée après la date et l'heure limites) sera écartée. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y participer à l'adresse n°2 mentionnée ci-dessous le **12 Août 2022 à 10 heures 30 minutes précises (heure de Bamako).**

16. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie bancaire de soumission, d'un montant de **Trois Cents Millions (300 000 000) de francs CFA ou son équivalent en toute autre monnaie librement convertible.** Les offres demeureront valides pour une durée de trois cents (300) jours à compter de la date de dépôt des offres, soit cent vingt (120) jours pour la phase évaluation et attribution du marché, cent quatre-vingt (180) jours pour la durée de mobilisation du financement plus 28 jours.

Adresse n°1 (remise des offres uniquement) : Secrétariat de la Direction Générale de la SOGEM au 3ème étage, ACI 2000 Parcelle N°2501, Bamako/République du Mali/Téléphone: (00223) 20 23 32 86/ 20 23 26 57.

Adresse n°2 (ouverture des offres): Salle de conférence de la Direction Générale de la SOGEM au 3ème étage, ACI 2000 Parcelle N°2501, Bamako/République du Mali.

Bamako, le 09 Mai 2022
Le Directeur Général de SOGEM,
Mohamed Mahmoud SID'ELEMINE



République Tunisienne

Ministère de la Santé

Modernisation de l'offre de soins Sidi Bouzid
Missions de Maitrise d'œuvre
Manifestation d'intérêt

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de modernisation de l'offre de soins dans la région de Sidi Bouzid, le Ministère de la santé, en collaboration avec le Ministère de l'équipement, de l'habitat et avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement « AFD », se proposent de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un bureau d'études pour la mission d'assistance à la maitrise d'ouvrage.

Les missions du Candidat auront pour objet l'assistance à Maitrise d'ouvrage durant toutes les études opérationnelles, la réalisation, la réception définitives des ouvrages et des équipements et la mise en exploitation du projet :
- du projet de réhabilitation et d'extension du centre hospitalier de Sidi Bouzid,
- des projets de restructuration et d'extension des hôpitaux de Regueb et de Meknassy.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux : Bureaux d'études.

Le dossier d'appel à manifestation d'intérêt est à retirer auprès de la direction générale des structures sanitaires publiques 3ème étage ancien bâtiment, ou sur les sites internet TUNEPS et DGMarket.

Les Candidats sont invités à présenter leurs dossiers complets de candidature avant le **30 juin 2022 à 10h.**
Les dossiers doivent être remis au bureau d'ordre centrale du Ministère de la santé **« Rue Pr. Hsouna BEN AYED (ancienne rue Djebel Lakhdhar), Bab Saadoun 1030 Tunis »** avec la mention **« projet de modernisation de l'offre de soins de sidi Bouzid / À ne pas ouvrir»**, selon les modalités détaillée dans le dossier d'appel à manifestation d'intérêt.



Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes

Avis d'appel public à manifestation d'intérêt
C_ARTP_003
Étude en vue de l'Élaboration du dossier d'appel public à candidatures pour l'attribution des fréquences 5G

1. Le présent appel public à manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « L'As » n°4864 du 13 janvier 2022 et publié sur le portail officiel des marchés publics **www.marchespublics.sn.**

2. L' Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes a obtenu dans le cadre de son budget 2022 des fonds, afin de financer une mission d' élaboration du dossier d'appel public à candidatures pour l'attribution des fréquences 5G, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de prestations intellectuelles intitulé « Étude en vue de l'Elaboration du dossier d'appel public à candidatures pour l'attribution des fréquences 5G [C_ARTP_003] ».

3. Les prestations comprennent entre autres points :
- Mener un dialogue stratégique appuyé avec toutes les parties prenantes en vue de définir les modalités et le calendrier d'attribution des fréquences pour l'établissement de réseaux 5G;
- Définir les règles et procédures applicables pour l'attribution des fréquences par l'ARTP en vue de l'établissement et l'exploitation de réseau de télécommunications mobiles 5G ouvert au public et de la fourniture de services 5G au Sénégal ;
- Définir les modalités et conditions de soumission ;
- Définir les conditions de réorganisation des bandes candidates à la 5G ainsi que les modalités de leur réattribution ;
- Définir les obligations et engagement liés à la couverture et à la qualité de service ;
- Evaluer la contrepartie financière pour l'attribution des fréquences 5G ;
- Définir la forme et le contenu du dossier de candidature ;
- Définir les modalités d'évaluation des dossiers de candidature.

Les prestations seront effectuées par une équipe pluridisciplinaire composée, au moins d'un spécialiste des radiocommunications, d'un économiste et d'un juriste. La durée prévisionnelle de la mission est de 16 semaines.

4. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience, les qualifications du candidat dans le domaine des prestations et notamment références concernant l'exécution de marchés analogues, l'organisation technique et managériale du cabinet, les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 10 pages environ. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

Les candidats qui se seront manifestés seront évalués conformément aux dispositions du code des marchés et sur la base des critères suivants :

CRITÈRE	NOTE PONDÉRÉE POUR LE CRITÈRE
Nature des activités en relation avec le domaine de compétence	20 points
Nombre d'année d'expérience (1 point par année)	10 points
Organisation technique et managériale du cabinet	20 points
Qualification du cabinet dans le domaine des prestations notamment les références concernant l'exécution de deux marchés similaires durant les cinq dernières années (15 points par marché)	30 points
Qualifications générales et le nombre de personnels professionnels. Un ou plusieurs membres du personnel permanent ayant coordonné des missions d'envergure similaire – 10 pts par mission similaire (max 2 missions)	20 points

La note technique minimum requise est de 75 points

5. Une liste des candidats présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné selon la méthode de sélection sur la base de la qualité technique et du montant de la proposition (sélection qualité-coût).

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet de la mission à l'adresse et aux heures ci-dessous :
Ouakam, route des Almadies, immeuble ARTP, bureau N° 020 et aux heures suivantes du lundi au jeudi de 9 h à 16 heures avec une pause méridienne de 13h à 13h30 et le vendredi de 9 h à 13 heures.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-après : Ouakam, route des Almadies, immeuble ARTP au plus tard le **27 juin 2022 à 12 heures précises.**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

SERVICES DE CONSULTANTS POUR LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ÉLARGISSEMENT DE LA SECTION URBAINE DE LA ROUTE NATIONALE 27 (BAMAKO-KOULIKORO) À BAMAKO

1. Le présent appel public à manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis général de Passation des Marchés paru dans l'Essor N°19597 du 03.03.2022 et Jeune Afrique le 15.03.2022.

2. L'Etat a obtenu un prêt (Réf. 2021033/PR ML 2021 16 00) de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) afin de financer, les travaux d'élargissement de la section urbaine de la route nationale N°27 (RN27) Bamako-Koulikoro à Bamako, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de Services de Contrôle et surveillance des travaux d'élargissement de la section urbaine de la route Nationale N°27 (RN27) de la section Bamako-Koulikoro, à Bamako.

3. Les services comprennent :
- Le suivi technique, administratif et financier de l'exécution des travaux ;
- La vérification des notes de calcul détaillées et la validation des études d'exécution des travaux ;
- Le contrôle de la qualité des travaux et des quantités mises en oeuvre ;
- Et l'appui à l'Unité de Gestion du Projet ainsi que le suivi de la mise en oeuvre des mesures environnementales et sociales.

La période prévisionnelle de mise en oeuvre du projet est de trente-huit (38) mois et s'étendra de 2022 à 2025.

4. La Direction des Finances et du Matériel du Ministère des Transports et des Infrastructures lance une sollicitation de manifestations d'intérêt auprès des Bureaux d'études, conformément aux principes directeurs régissant la sélection de consultants en vue d'établir une (01) liste restreinte de six (06) Bureaux ou Groupements de Bureaux à consulter pour l'exécution du contrat susmentionné.

5. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience, les qualifications du candidat dans le domaine des prestations et notamment les références concernant l'exécution de marchés analogues, l'organisation technique et managériale du cabinet, les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels, le chiffre d'affaires moyen annuel sur les trois dernières années ou sur la période d'existence du cabinet, la période la plus courte étant retenue.). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas quinze (15) pages environ. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

6. Les consultants seront sélectionnés suivant l'évaluation basée sur la grille de notation suivante :

N°	CRITÈRES		NOTES	PONDÉRATIONS
1	Nature des activités	Contrôle et surveillance de travaux routiers bitumés et/ou ouvrages d'art	10 points	**10**
2	Nombre d'années d'expériences	< 02 ans	0 point	**10**
		02 à 05 ans	05 points	
		05 à 08 ans	08 points	
		> 10 ans	10 points	
3	Qualifications du candidat dans le domaine des prestations	Avoir réalisé au moins deux (02) missions de Contrôle et surveillance de travaux de voiries urbaines de longueur au moins égale à 5 km en 2x2 voies avec corps de chaussée en grave bitume ou graveleux latéritique traité au ciment à partir du 1er janvier 2011	30 points (15 points/ mission)	**40**
		Au moins deux (02) des missions ci-dessus seront réalisées en Afrique Sub-saharienne	10 points (05 points/ mission)	
4	Organisation technique et managériale	Note de présentation, Organigramme, certifications, ...	05 points	**5**
5	Qualifications générales et nombre de **personnels professionnels permanents du Candidat**	**Nombre d'ingénieurs routier Génie Civil :** Un ingénieur : 3 points Deux ingénieurs : 7 points Plus de deux ingénieurs : 12 points	12 points	**35**
		Nombre d'ingénieur Géotechnicien Un ingénieur : 3 points Plus d'un ingénieur : 8 points	08 points	
		Nombre d'ingénieur topographe Un ingénieur : 3 points Plus d'un ingénieur : 7,5 points	7,5 points	
		Nombre d'ingénieur Ouvrage d'art et assainissement Un ingénieur : 3 points Plus d'un ingénieur : 7,5 points	7,5 points	
	TOTAL			**100**

7. La note minimum requise pour la présélection d'un candidat sera de **70 sur 100.** En cas d'égalité de notes, il sera pris en compte le critère de nombre total de références analogues présentées par les candidats concernés et un classement sera fait dans l'ordre décroissant du nombre total de références analogues. Ainsi, les candidats présentant les nombres les plus élevés seront retenues.

8. L'Administration se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations fournies.

9. Une liste des candidats qui ne saurait être supérieur à six (6), présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante sur la base de la grille d'analyse ci-jointe. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières sur la base du dossier de Demande de Proposition (DP) qui leur sera remis pour la réalisation des services requis ; un candidat sera sélectionné selon la méthode : « de sélection sur la base de la qualité technique et du montant de la proposition **(sélection qualité-coût)** ».

10. La procédure de la présente manifestation d'intérêt sera conduite en application des Directives pour la passation des marchés de services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement.

11. Les manifestations d'intérêt doivent porter expressément la mention « **Manifestation d'intérêt pour le contrôle et surveillance des travaux d'élargissement de la section urbaine de la route nationale n°27 (Bamako-Koulikoro) à Bamako** ». Il est à noter que l'intérêt manifesté par un bureau d'études n'implique aucune obligation de la part de l'Administration de les inclure sur la liste restreinte.

12. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : 08h 00 min à 16H 00 min.

Sidi Yéhia SOUNFOUNTERA, Sous-Directeur des Etudes, de la Planification et du Suivi-évaluation,
Direction Générale des Routes
Rue : Avenue de la Liberté, Face Grand Hôtel,
Étage/ numéro de bureau : n°1/ Sous-Direction des Etudes, de la Planification et du Suivi-évaluation,
Numéro de téléphone : (+223) 20 22 29 02/ 66 99 99 49
Numéro de télécopie : (+223) 20 23 60 92
Ville : Bamako
Code postal : 1758
Pays : Mali
Courriel : sounfsy@gmail.com / guindo.ab@gmail.com / yabilane@yahoo.fr

13. La langue de l'offre est le français, et le nombre d'exemplaires de l'offre est de quatre (04) dont un (01) original. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-après :

Direction des Finances et du Matériel du Ministère des Transports et des Infrastructures
Rue : Avenue de la Liberté face au Grand Hôtel de Bamako - Darsalam,
Tél. : (223) 20 22 23 81 / 20 23 14 50
Fax : (223) 20 23 90 60
Ville : Bamako
Code postal : BP 78
Pays : République du Mali
au plus tard le : le mercredi 18 mai 2022.
Date : 18 mai 2022.
Heure : à 10 heures GMT
Ou par courrier électronique, aux adresses suivantes :
samake1@hotmail.com / sounfsy@gmail.com/ aboubacarbilalg@hotmail.com

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS

Pays de l'emprunteur : République du Mali.
Nom du projet : PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA SECTION SÉVARÉ – MOPTI DE LA ROUTE NATIONALE N°6 (RN6) ET DE VOIES URBAINES DANS LA VILLE DE MOPTI EN RÉPUBLIQUE DU MALI.

PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AÉROPORT DE MOPTI AMBODEDJO ET DE VOIES URBAINES DANS LA VILLE DE SÉVARÉ.

Référence des accords de prêt :
- Tranche Prioritaire : **2020006/PR ML 2020 10 00,** signé le 05 mai 2020 à Lomé ;
- Tranche Conditionnelle : **2021032/PR ML 2021 17 00,** signé le 30 juillet 2021 à Lomé.

La République du Mali à travers le Ministère des Transports et des Infrastructures a obtenu des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour le financement du **Projet d'aménagement de la section Sévaré – Mopti de la route nationale n°6 (RN6) et de voies urbaines dans la ville de Mopti en République du Mali,** et se propose d'utiliser les fonds de ces crédits pour régler des fournitures, travaux et services devant être acquis dans le cadre du Projet.

Le Projet est conjointement financé par la Banque Ouest Africaine de Développement et le Budget National.

Ce projet vise les principaux objectifs suivants :
- L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de transport dans la ville de Mopti et Sévaré, par la mise en place d'infrastructures modernes permettant d'améliorer la sécurité et la qualité de vie des citoyens.
- L'objectif spécifique vise à contribuer à : i) améliorer la mobilité en réduisant le temps de parcours de plus de 50% sur les axes concernés ; ii) de réduire le nombre d'accidents de la circulation de plus de 60% ; iii) de réduire les coûts d'exploitation des véhicules d'au moins 50%.

Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Études
Ce sont les études techniques détaillées, économiques et d'impact environnemental et social relatives au Projet. Elles ont été réalisées en janvier 2020 sur financement du Budget National.
Le marché financé dans le cadre de cette composante était un marché de services.

Composante 2 : Travaux
Les travaux consistent en l'aménagement des axes et tronçons routiers suivants :
- **lot 1 :** la section de la route RN6 entre Sévaré et Mopti sur environ 12,127 km ;
- **lot 2 :** la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodédjo dans la ville de Sévaré sur environ 14,047 km, y compris la rue 124 (0,288 km) à Sévaré Secteur III ;
- **lot 3 :** la rue Medina Coura à Mopti sur 5,321km.
- **lot 4 :** 5,396 km de voiries à Sévaré.

Ils comprennent : i) les installations de chantier ; ii) le dégagement des emprises ; iii) l'exécution des travaux de terrassements ; iv) la réalisation de la chaussée et du revêtement ; v) l'assainissement et le drainage ; vi) l'exécution des travaux de signalisation et de protection des remblais ; vii) l'éclairage public et viii) les travaux connexes.
Le marché financé dans le cadre de cette composante est un marché de travaux. Il a été attribué en avril 2020 à l'entreprise EGK. Il sera complété par un avenant pour la prise en charge de la tranche conditionnelle des travaux routiers.

Composante 3 : Contrôle et surveillance des travaux
Les prestations de contrôle et de surveillance des travaux comprennent notamment : i) la revue des études techniques ; ii) la vérification des notes de calcul détaillées et la validation des plans d'exécution ; iii) le suivi technique, administratif et financier de l'exécution des travaux ; iv) le contrôle de la qualité des travaux et des quantités mises en oeuvre ; et v) le contrôle et le suivi de la mise en oeuvre des mesures environnementales et sociales
Le marché financé dans le cadre de cette composante est un marché de services. Le contrat a été attribué en avril 2020 au bureau CIRA SA. Il sera complété par un avenant pour la prise en charge de la tranche conditionnelle des prestations de contrôle et surveillance des travaux.

Composante 4 : Mesures environnementales et sociales
Elles concernent toutes les mesures préconisées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), comprenant notamment : i) la plantation d'arbres d'essence adaptée à la zone du projet ; ii) la remise en état des zones d'emprunt et des carrières ; iii) les mesures de sensibilisation des ouvriers et des populations riveraines sur les MST/SIDA pendant la phase de réalisation des travaux ; iv) l'information du personnel et des populations sur la préservation des eaux ; v) la gestion des déchets solides ; vi) l'indemnisation des Personnes Affectées par le Projet (PAP) et/ou les compensations pour pertes d'activités économiques ; iv) l'information générale du public et des usagers de la route ; et v) le contrôle de la sécurité routière pendant l'exécution des travaux.
Certaines de ces activités sont intégrées dans le marché des travaux. Ils concernent de façon spécifique :
- l'acquisition à l'unité d'une moto DT125 : **mai 2022 ;**
- l'acquisition de sonomètres : **mai 2022 ;**
- l'acquisition de kits multi paramètres : **mai 2022 ;**
- l'acquisition à l'unité de GPS : **mai 2022.**
- la mise en oeuvre des mesures environnementales et sociales (plantations d'arbres, activités d'Information-Education-Communication (IEC)-sensibilisation) : **mai 2022 ;**

Les marchés financés dans le cadre de cette composante sont essentiellement des contrats de services et de fournitures.

Composante 5 : Gestion du projet :
Cette composante concerne **l'appui institutionnel, le renforcement de capacité et le suivi-évaluation du projet.** Il comprend essentiellement :
- l'acquisition d'équipements informatiques et bureautiques : deux (02) ordinateurs de bureau, trois (03) ordinateurs portables, une (01) imprimante et une (01) photocopieuse multifonction : **mai 2022.**
- la fourniture et mise en place du logiciel ALIZE (incluant la formation)

et matériels spécifiques au profit de la Direction Générale des Routes (DGR) : **juillet 2022.**
- le suivi-évaluation du projet : la mise en place d'un système de suivi-évaluation au sein de la DGR en vue d'assurer, entre autres, la programmation, le suivi et la coordination des activités et résultats du projet : **juin 2022.**

Les marchés financés dans le cadre de cette composante sont essentiellement des contrats de fournitures et services.

Composante 6 : Audit technique et financier : octobre 2023.
Il s'agit notamment de vérifier : i) la régularité des procédures de passation des marchés ; ii) l'exécution des travaux conformément aux prescriptions techniques du marché ; iii) le respect des délais ; iv) la qualité et la régularité de l'intervention de la mission de contrôle et surveillance des travaux ; v) le rapprochement entre les décomptes et les pièces comptables et vi) la situation financière du projet. Ces prestations seront réalisées en une mission ponctuelle, d'une durée d'un (01) mois, après la réception provisoire des travaux.

Le marché financé dans le cadre de cette composante est un marché de services.

Les modalités d'acquisition des biens, services et travaux des deux tranches seront acquis comme suit :
- Consultation restreinte d'entreprise pour les travaux routiers :
  - o marché attribué en mars 2020 à l'entreprise EGK pour la tranche ferme ;
  - o Avenant au marché de l'entreprise EGK pour la prise en charge de la tranche conditionnelle des travaux routiers ;
- Consultation restreinte :
  - o sur la base d'une liste de six (06) bureaux d'études pour les prestations de contrôle et de surveillance des travaux routiers :
- contrat attribué en avril 2020 au bureau CIRA SA pour la tranche ferme ;
- avenant au contrat du bureau CIRA SA pour la prise en charge de la tranche conditionnelle des prestations de contrôle et surveillance des travaux ;
  - o sur la base d'une liste de six (06) bureaux installés dans la zone UEMOA pour les prestations d'audit technique et financier ;
  - o sur la base d'une liste de six (06) bureaux spécialisés pour les prestations de suivi-évaluation ;
  - o sur la base d'une liste de six (06) ONG nationales et entreprises spécialisées pour les activités d'IEC-Sensibilisation relatives aux mesures environnementales et sociales ;
- Convention de collaboration entre la Direction Générale des Routes (DGR) et la Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) pour le suivi de la mise en oeuvre des mesures environnementales et sociales ;
- Entente directe entre le maitre d'ouvrage et l'organisme de formation visualisée ITEC, pour le volet renforcement de capacités avec acquisition du logiciel ALIZE et matériels spécifiques pour la DGR ;
- Appel d'offres nationales pour les autres acquisitions de matériels roulants, informatiques et bureautiques prévus aux composantes « Gestion de projet » et « Mesures environnementales et sociales ».

Plus précisément dans le cadre de la mise en oeuvre du projet, le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement se sont accordés sur un mode de financement en deux tranches.

Tous les biens, services et travaux financés sur prêt seront acquis conformément aux dispositions contenues dans les documents intitulés : i) Directives relatives à la passation des marchés de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ; ii) Directives relatives à la passation des marchés et services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ; et iii) Code des marchés Publics du Mali, en ce qui concerne les procédures nationales d'approbation. Lesdits marchés requerront l'Avis de Non-Objection (ANO) de la BOAD.

Les avis spécifiques relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la BOAD seront publiés, dès leur communication, sur le site web de la Banque (wwwboad.org), dans DGMARKET, dans L'ESSOR ou et dans un quotidien national de large diffusion du pays de l'emprunteur. Les premiers avis spécifiques de marché seront probablement publiés en **avril 2022.**

Les soumissionnaires potentiels, satisfaisant aux critères de provenance et ayant besoin de renseignements complémentaires devront envoyer leur requête à l'adresse ci-dessous :

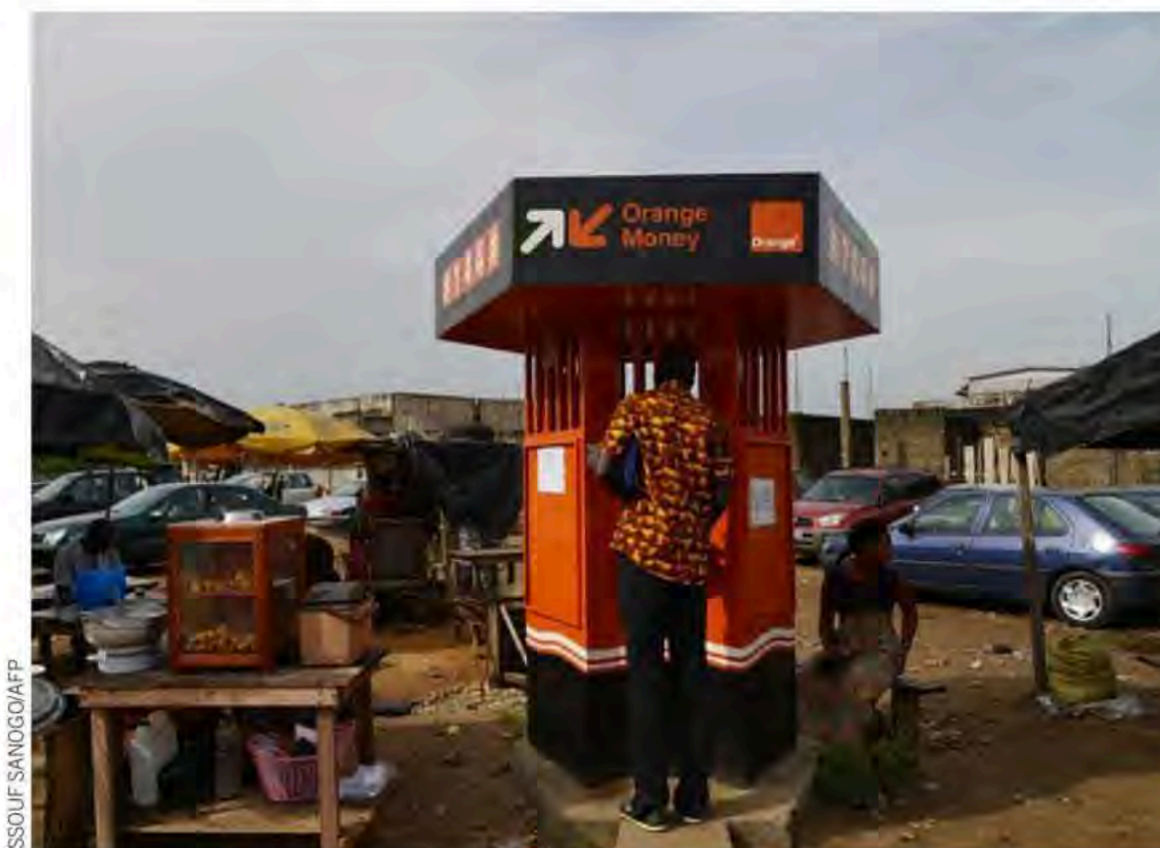
DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES
Adresse : Avenue de la Liberté, Darsalam, en face du Grand Hôtel ; BP 1758 ;
Personne à contacter : M. Mamadou SAMAKE, Directeur Général ;
Téléphone : (+223) 20 22 40 96 \ (+223) 78 60 98 06 et (+223) 69 45 23 63 ;
Courriel : samake1@hotmail.com / sounfsy@gmail.com
Bamako - MALI

Retrouvez toutes nos annonces sur le site :
www.jeuneafrique.com

Produtia
GREEN ENERGY SOLUTIONS
FABRICANT
Chambre Froide Solaire
Production de froid grâce au soleil
Alimentaire
Industrie
Pharmaceutique
+33 (0)6 36 10 81 31 +33 (0)4 28 04 09 51 info@produtia.com www.produtia.com

Le tour de la question

Bitcoin en Centrafrique
Quel avenir pour le mobile money ?



ISSOUF SANOGO/AFP

Distributeur d'Orange Money, à Abidjan.

Moins de 30 000 dollars. C'est le cours auquel stagne le bitcoin depuis le 10 mai. Dans ce contexte, les autorités centrafricaines sont-elles toujours aussi sereines quant à leur choix d'en faire une monnaie officielle dans le pays ? Impossible de le savoir.

La légalisation du bitcoin pose aussi la question du devenir des opérateurs de télécoms, comme Orange ou Telecel, qui ont le monopole des transferts de fonds entre utilisateurs, via Orange Money ou Pâtâ Biani. Peuvent-ils coexister avec l'échange de cryptomonnaie ? Directrice de la zone Afrique francophone chez Binance, une plateforme d'échanges de crypto-actifs implantée aux États-Unis, Carine Dikambi estime que oui. « Le mobile money est l'outil principal des échanges locaux, tandis que la cryptomonnaie facilite surtout les paiements transfrontaliers », observe-t-elle.

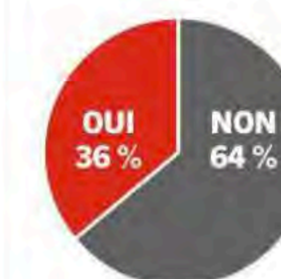
Un pays peu connecté

« Que va-t-on faire du bitcoin dans un pays où l'on n'a même pas d'énergie pour alimenter nos ordinateurs et encore moins de connectivité ? » s'interroge sur notre page Facebook Primaël Sodonon. Dans un pays où le taux de pénétration d'internet ne dépasse pas 15 %, notre lecteur souligne, sans le vouloir, l'une des forces du mobile money. En effet, cette technologie repose à l'origine sur la fonctionnalité USSD, qui n'a besoin que d'une connexion GSM pour fonctionner. Sur ce point, et si la décision des autorités centrafricaines se pérennise, le mobile money garde donc une raison d'être. Du moins pour le moment… ●

Quentin Velluet

Paroles d'abonnés

Pensez-vous que le président Emmanuel Macron réussira à faire évoluer les relations diplomatiques entre la France et l'Afrique durant son second mandat ?



OUI. *Monsieur Macron est un président compétent. Il réussira à rallier les pays d'Afrique francophone à son ambition de bâtir de nouvelles* relations.
Piet PVN,
Belgique

NON. *Les enjeux géopolitiques exigent du dirigeant français qu'il concentre toute son attention sur l'Europe et non sur l'Afrique.*
Abou Bent,
Maroc

NOTRE RÉPONSE

Comme l'écrit l'historien camerounais Achille Mbembe dans une récente tribune publiée sur le site de JA, le bilan africain d'Emmanuel Macron lors de son premier mandat témoigne de la présence de nombreux signes de changement. Reste à présent à les transformer en mouvement de fond. Pour cela, il faudra fixer un cap et venir à bout d'un certain nombre de blocages. Bien évidemment, le président français ne peut impulser une évolution en profondeur à lui tout seul.

Ce jour-là…

12 juin 1987
La peine de mort pour Bokassa

Durant son procès, à Bangui, l'ex-empereur a nié en bloc les crimes dont il était accusé. Voici le récit qu'en faisait **Jean-Baptiste Placca** dans JA quelques heures avant le verdict.

Sept mois. Quatre-vingt-quatre audiences, une centaine de témoins. Les débats traînent. Au fil des semaines, le peuple centrafricain s'en désintéresse peu à peu. Les passions se calment. Et bientôt, il ne reste plus, dans le vieux palais de justice de Bangui, qu'un seul personnage impétueux : Gabriel-Faustin Mbodou, l'intransigeant procureur général. Les quatre avocats de la défense, et même Jean Bedel Bokassa, leur client, ont fini par être gagnés par la lassitude. Que reste-t-il, à l'heure du verdict, de ce que la presse centrafricaine a qualifié de « procès du siècle » ? Sans doute quelques leçons de prudence pour les futurs dictateurs et ceux encore au pouvoir. Mais, surtout, de nombreuses images que l'Afrique ne pourra oublier. Comme celle de l'accusé, un homme presque respectable, calme et humble devant ses juges, ces hommes qu'il a tous fait trembler, un jour ou l'autre, en près de quatorze ans d'un règne globalement répressif.

Bokassa aurait même pu attendrir par sa simplicité, sa modestie. Il semblait avoir si peu de choses en commun avec l'ex-maréchal président à vie, devenu empereur par sa seule volonté et l'aide de tous. Cet homme est-il bien le tyran naguère décrié ? À le voir dans son costume strict, cheveux et barbe chaque jour un peu plus blancs, à l'entendre confondre les témoins à charge, on pouvait en douter. Et pourtant ! Jean Bedel Bokassa n'a rien perdu de la principale « qualité » qui lui a permis de se maintenir au pouvoir de 1966 à 1979 : la ruse. À laquelle il faut ajouter une extrême lucidité, beaucoup d'instinct. Grâce à tout cela, il a pu, par moments,



« Le pape Paul VI lui-même m'a donné le titre d'apôtre de la paix. »

semer le doute dans l'esprit de ses compatriotes et, peut-être aussi, de ses juges.

« Je n'ai jamais tué personne, et j'ignorais ce qu'il se passait dans les prisons lorsque j'étais au pouvoir », répétait constamment Francisco Macias Nguema durant son procès, en 1979, à Malabo. Ce sont les mêmes mots que l'accusé Bokassa a sortis quand les atrocités de son régime lui ont été jetées à la face. […]

Les « prisonniers du président » étaient enchaînés mains et pieds au sol, privés d'eau et de nourriture. Ils finissaient par mourir « tout seuls ». Ceux qui survivaient pouvaient être achevés au marteau, et leurs corps étaient emportés, en pleine nuit, dans des camions qui revenaient au petit matin. […] Tous les cas de personnes mortes ou disparues sous son règne n'ont pas été évoqués. Mais, parmi la trentaine qui l'ont été, l'ex-empereur n'a endossé la responsabilité d'aucun. […]

« Je suis chrétien, clame Bokassa, j'ai été à Bethléem, Lourdes, Rome… Le pape Paul VI lui-même m'a donné le titre d'apôtre de la paix. Je ne peux donc pas avoir fait du mal à mon peuple. D'ailleurs, chaque fois que j'ai voulu libérer quelqu'un, on est venu me dire qu'il était décédé. Comment pouvez-vous, dès lors, me soupçonner de tels crimes ? »

Propos d'une incohérence désarmante, que l'accusé tient, imperturbable, lorsqu'il ne déclare pas simplement n'avoir aucun souvenir des cas évoqués. Cette naïveté feinte a souvent irrité le procureur, qui explosera un jour de janvier 1987 : « Mesdames et Messieurs, nous nous trouvons devant un irresponsable qui a dirigé ce pays pendant quatorze ans ! » […]

Avant le verdict, le rideau tombe sur l'un des souvenirs les plus douloureux de la RCA. ●

jeune afrique
Bien s'informer, mieux décider

OFFRE SPÉCIALE

Offre Print + Édition Digitale 99€* au lieu de 129€







ABONNEZ-VOUS !

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

*Offre réservée aux particuliers, non-abonnés.

EN SCANNANT LE QR CODE



BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique - 235 avenue le Jour se Lève - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT - France

❑ OUI, je m'abonne à **Jeune Afrique**

OFFRE SPÉCIALE Print+Édition digitale - 1 an		
France	UE	Reste du monde
❑ 99€	❑ 134€	❑ 139€

Pour les abonnements entreprises et digitale multi-utilisateurs :
contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ❑ Mlle ❑ Mme ❑ M.
Nom* : ………… Prénom* : …………
Société : …………
Adresse* : …………
Code Postal* : ………… Ville* : …………
Pays* : ………… Téléphone mobile* : …………
E-mail* : …………@…………
* Champs obligatoires.

Mon règlement :
Je règle par :
❑ Chèque (joint à l'ordre de JAMG)
❑ Virement bancaire : CIC Paris Étoile Entreprises, 178, bd. de Courcelles, 75017 Paris - IBAN FR76 3006 6109 1300 0202 4790 231

Date et signature obligatoires

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ❑ OUI ❑ NON
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ❑ OUI ❑ NON

www.jeuneafrique.com/abonnements/ +33(0)1 44 70 14 74 abonnement-ja@jeuneafrique.com Service Abonnements Jeune Afrique Abonn'escient 235, avenue Le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt

Offre valable jusqu'au 01/07/2022 réservée aux particuliers, non-abonnés, en France métropolitaine pour une durée de 3 mois. Les articles peuvent être achetés séparément. Prix de vente au numéro : 7,90 €. Jeune Afrique est une publication de SIFIJA, S.C.A au capital de 15.680049 € au 57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France - SIRET 784 683 484 00025. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant en écrivant à support-clients@jeuneafrique.com CODE : JA3113



Post-Scriptum
Georges Dougueli

Les mots à l'ère du boniment

Il semble que l'époque soit aux mots-valises, aux expressions passe-partout et aux locutions fourre-tout. Elles font le miel du langage courant de chez nous. Mais, à force, on touche le fond de l'indigence langagière. Tenez, comment appelle-t-on une jeune femme d'Afrique francophone qui fait commerce de ses charmes et l'assume crânement sur ses comptes Facebook et Instagram ? Une « influenceuse ».

Ce doux euphémisme est porteur d'une injustice d'autant plus cruelle qu'il désigne à la fois les « mangeuses de crottes » de l'affaire Dubaï Porta Potty et les vraies influenceuses du web, ces femmes estimables qui, grâce à leur exposition sur internet, exercent une influence sur ceux qui les suivent et orientent les décisions d'achat de ces derniers. Oh, les vraies influenceuses ont bien tenté de résister, de se protéger de cet amalgame disgracieux. Elles ont essayé, en vain, d'atteler le nom commun à un préfixe : « sex-fluenceuse ». Fastidieux. Elles n'ont pas rencontré davantage de succès en y accrochant un complément : « influenceuse du sexe » est bien trop long et trop connoté pour s'intégrer dans le langage courant.

Quelle idée ! Qui désire vraiment tracer la provenance de l'argent dépensé sans compter par nos ambassadrices de charme ? Si nous nous abonnons par dizaines de milliers à leurs pages, c'est en spectateurs d'une vie dont nous rêvons pour nous-même. Ce mirage, nous le prenons tel quel et le partageons sans hésitation avec d'autres.

Les influenceuses partagent l'espace public avec d'autres nouveaux acteurs qui ont tapé dans l'œil de ma fille. « Dis, papa, ça veut dire quoi le panafricanisme ? » Évidemment, elle n'a pas cru un mot du bla-bla embarrassé que je lui ai servi : cette vision sociale, économique, culturelle et politique d'émancipation des Africains et un mouvement visant à les unifier. Ça, c'était avant, aux temps lointains de Kwame Nkrumah et de ses semblables, ces pacifistes naïfs. Aujourd'hui, ce n'est pas ce que la gamine voit aux infos ! L'inventivité d'une nouvelle génération d'afro-descendants l'a conduite à décréter que le panafricanisme est une « urgence ». Sûre qu'elle est de savoir ce qu'il faut faire pour libérer les Noirs des chaînes mentales de l'esclavage et du colonialisme. L'idéologie sous-tend un mouvement divisé en tendances concurrentes. Certaines attaquent des musées pour récupérer les œuvres d'art africaines qui y sont exposées, d'autres brûlent des billets de franc CFA ou expulsent des journalistes qui ont eu le malheur de leur déplaire.

L'obsession est partout la même : qui perd le contrôle de la parole perd le pouvoir.

Amalgame

Si les mots ne veulent plus rien dire, nous pouvons néanmoins leur faire dire n'importe quoi. Le phénomène n'a pas échappé aux politiques qui s'en sont saisis pour faire avaler toutes sortes de bobards au peuple. En démocratie ou dans les régimes autoritaires, l'obsession est la même : qui perd le contrôle de la parole perd le pouvoir. Il n'y a qu'à voir les armées de cybermilitants chargés de poster des commentaires favorables aux régimes – quitte à déformer la vérité –, tout en se tenant prêts à défendre le pouvoir quand celui-ci est critiqué.

Peut-être qu'un jour « panafricaniste » deviendra un mot soufflet, une insulte, ou une infraction pénale fourre-tout, à l'instar de « terroriste ». Bien malin est celui qui pourrait en donner une définition définitive. Le terme désigne indifféremment un séparatiste anglophone au Cameroun, un membre d'un groupe politico-militaire au Tchad, ou, au Bénin, une candidate à la présidence disqualifiée. Plus c'est gros, mieux ça passe.

Si les mots peuvent dire une chose et son contraire, comment distinguer le vrai du faux ? Comment évaluer la sincérité et la bonne foi quand nous ne sommes plus sûrs du sens des mots ? Cette zone grise est le paradis des « *serial* menteurs » et autres complotistes, qui prospèrent à l'ère du boniment, cette époque où le débat public déconsidère la rationalité. ●












PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.



msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.